

# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

## Après plus de 50 ans, le Benelux entend renouveler son rôle d'héraut de l'intégration européenne



Le Parlement Benelux, siégeant les 15 et 16 mars 2013 à Luxembourg, sous la présidence de M. Marcel Oberweis.

Après la signature en 1958 d'un premier traité scellant une collaboration cinquantenaire à vocation essentiellement économique entre trois pays, réputés proches l'un de l'autre de par leurs histoire et culture communes, après l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012 d'un second traité valable pour une durée indéterminée, le Benelux, sous présidence luxembourgeoise - aussi bien au niveau du Conseil des Ministres qu'au niveau parlementaire - s'appête à prendre un nouveau virage.

C'est en tout cas ce qui est ressorti des travaux des 49 membres du Parlement Benelux (encore appelé Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux et composé de 21 députés néerlandais, 21 députés belges et 7 députés luxembourgeois) qui ont eu lieu les 15 et 16 mars derniers à la salle plénière de la Chambre des Députés.

### Union Benelux: laboratoire pour l'Europe

À cette occasion, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché, a exhorté les parlementaires présents à tout mettre en œuvre pour donner un nouvel élan à la coopération entre les trois pays du Benelux, antichambre en quelque sorte de toute future collaboration au niveau européen. À la faveur d'un nouveau programme quadriennal (2013-2016) bien fourni, le Benelux devra se forger un nouveau destin pour encore mieux exister au sein d'une Europe dont il a toujours été l'héraut intégrateur. Évoquant les grandes étapes des travaux menés en commun depuis 1958 par les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, M. Jean Asselborn a signifié aux élus que d'une collaboration économique au début, on est désormais passé à une collaboration plus large et que sous l'impulsion des responsables politiques luxembourgeois, on entend aller bien plus loin. Tour à tour, M. Asselborn s'est attardé sur les sept grands domaines d'action (énergie, environnement et territoire, cohésion sociale, économie et connaissance,

mobilité transfrontalière, sécurité et circulation des personnes, prévention des fraudes) auxquels le Benelux entend s'atteler dans le cadre de l'exécution du nouveau programme pluriannuel.

Il en a profité pour aborder la coopération consulaire (politique de visas, politique de réadmission) et la protection consulaire au bénéfice des citoyens du Benelux en détresse à l'étranger, auxquelles les pays baltes pourraient également adhérer. Dans l'optique de pouvoir réaliser un jour une «zone télécom commune sans tarifs d'itinérance», M. Asselborn s'est prononcé pour une analyse en profondeur des marchés télécoms dans les trois pays composant l'espace Benelux. La tenue d'une grande conférence sur la cyber-sécurité et une concertation encore plus pointue en amont et en aval au moment de l'implémentation de directives par la Commission européenne furent également évoquées. M. Jean Asselborn annonça par ailleurs une intensification des contacts entre Conseil des Ministres et Parlement du Benelux, notamment pour ce qui est des domaines de l'immigration, des affaires intérieures, des transports et du développement durable.

### Sécurité alimentaire: surveillance accrue dans l'intérêt du consommateur

Un bel exemple de ce qu'une coopération transfrontalière pragmatique dans le cadre du Benelux peut générer en termes de valeur ajoutée fut fourni aux députés lors de la 2<sup>e</sup> journée de session. Le scandale de la viande de cheval substituée à de la viande bovine dans des plats cuisinés battant encore son plein dans l'Europe entière, les membres du Parlement Benelux ont tenté d'évoquer des pistes et esquisser des solutions afin que pareils dérapages ne se reproduisent plus à l'avenir.

Il est ainsi revenu à M. Michel Lebrun, député belge, de présenter aux membres du Parlement Benelux sous la forme d'un rapport circonstancié les événements, incidences et me-

sures prises aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg pour élucider et aller à l'encontre de la présence frauduleuse de la viande de cheval dans des plats préparés. M. Lebrun retraça le chemin pris par la viande de cheval achetée en Roumanie par un trader en viande néerlandais et qui, en transitant par le sud de la France, s'est «transformée» en viande de bœuf, commercialisée par une société luxembourgeoise à Capellen. Les enquêtes successives menées par les autorités néerlandaises, belges et luxembourgeoises ont non seulement pu montrer l'étendue géographique de cette fraude à grande échelle, mais également l'ampleur de la liste des produits incriminés, allant des lasagnes aux boulettes de viande en passant par des raviolis ou du chili con carne, frais, surgelés ou en conserve et vendus sous la marque de grands distributeurs. Elles ont pu lever le voile sur un circuit de la viande complexe, voire opaque, qui tient du commerce de pièces détachées d'animaux pour en valoriser au mieux chaque partie. Ceci bien entendu dans une obsession de réduction des coûts et de maximisation des profits, quitte à multiplier les sous-traitances pour assembler les produits de viande et à recourir aux services de courtiers (traders) chargés de négocier les «pièces» au meilleur prix.

Pour éclairer encore davantage les députés du Benelux sur les mesures prises à un niveau européen pour détecter la viande frauduleuse, rassurer les consommateurs et sanctionner les fautifs, M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture luxembourgeoise, s'était spécialement déplacé dans la salle plénière de la Chambre. Tout en estimant que les mesures de traçage mises en place au sein de l'Union européenne depuis un certain temps ont bien fonctionné, il a appelé à réglementer encore davantage l'étiquetage des différents produits de viande commercialisés, de surveiller de près les activités des courtiers en viande et à cette fin de les forcer à se faire enregistrer et contrôler régulièrement par les autorités européennes et nationales. Finalement, le Ministre luxembourgeois constata que l'affaire de la viande frauduleuse suit son cours judiciaire, qu'il s'agit d'une fraude purement économique et que les autorités sanitaires des trois pays du Benelux n'ont pas trouvé de résidus de quelconques médicaments ou autres produits interdits dans la viande de cheval. De quoi somme toute, et même s'il y a eu tromperie sur la marchandise, rassurer quelque peu le consommateur.

(Suite à la page 2)

21 <sup>e</sup> séance	Judi	31 janvier 2013
22 <sup>e</sup> séance	Mardi	26 février 2013
23 <sup>e</sup> séance	Mercredi	27 février 2013

## Loi sur l'euthanasie: pas de difficultés majeures

Comme le prévoit la loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation doit établir tous les deux ans un rapport de son application ainsi que des recommandations. Le rapport concernant les années 2011 et 2012 vient d'être remis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, qui l'a transmis aux membres de la Conférence des Présidents et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.

Dans son deuxième rapport, la Commission nationale de contrôle et

d'évaluation note 14 déclarations d'euthanasie, cinq pour 2011 et neuf pour 2012. Depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2009 jusqu'au 31 décembre 2012, 1.249 personnes ont pris leurs dispositions pour pouvoir bénéficier d'une euthanasie.

La commission formule également un certain nombre de recommandations. Globalement, elle considère cependant que «l'application de la loi n'a pas donné lieu à des difficultés majeures ou à des abus qui nécessiteraient des initiatives législatives».



Remise du rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation à M. Laurent Mosar.

## 109 nouveaux cas de discrimination en 2012

Le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a remis récemment son rapport 2012 au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Au cours de la dernière année, le CET a été saisi de 109 nouveaux cas de discrimination. En ce qui concerne les motifs, plus d'un quart des dossiers se rapportent à un handicap, puis l'appartenance à une race ou ethnique, le sexe, l'âge, la religion ou l'orientation sexuelle.

Le rapport 2012 est le dernier rapport de l'équipe actuelle du CET. En automne 2013, le premier mandat des cinq membres du CET viendra à échéance.

M. Mosar a remercié les membres du CET et les a félicités pour le travail accompli au cours des cinq dernières années. Le rapport fut transmis à tous les membres de la Chambre des Députés.



Le Président de la Chambre reçoit le rapport du CET.

### DANS CE NUMÉRO

- Nationalité luxembourgeoise	p. 237
- Pacte budgétaire européen	p. 269
- Scandale de la viande de cheval	p. 279
Sommaire des séances publiques n°s 21-23	p. 284
Sommaire des questions parlementaires	p. Q97



## Après plus de 50 ans, le Benelux entend renouveler son rôle d'héraut de l'intégration européenne

(Suite de la page 1)

Un peu d'histoire: Parlement Benelux, premier traité Benelux, second traité Benelux, coopération politique renforcée

Le Parlement Benelux compte 49 membres dont 21 représentent les Pays-Bas, 21 la Belgique et 7 le Luxembourg. Les membres effectifs de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux sont M. Marcel Oberweis et M. Gilles Roth (CSV), M. Roger Negri et M. Marc Angel (LSAP), M. Fernand Etgen (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Serge Urbany (déi Lénk).

Le Parlement Benelux, que M. Marcel Oberweis préside en 2013 et 2014, rend des avis aux gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement Benelux coopère avec des organisations supra-régionales et supranationales comme

- le Conseil Parlementaire Interrégional,
- le Conseil nordique (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande),
- l'Assemblée balte (Lettonie, Lituanie et Estonie)
- et les pays de Visegrád (Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie).

Enfin, le Parlement Benelux tient les trois gouvernements informés des opinions qui se font jour au sein des assemblées parlementaires dont sont issus ses membres.

Aux côtés du Comité des Ministres, du Secrétariat général et de la Cour de Justice Benelux, le Parlement Benelux constitue donc un maillon institutionnel important dans la coopération entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

Le nouveau traité Benelux, signé en 2008, est, après ratification par les parties prenantes, entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

À l'inverse de son prédécesseur (le 1<sup>er</sup> traité Benelux entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg fut signé le 3 février 1958 et conclu pour une période de 50 ans), le nouveau traité est, lui, valable pour une durée indéterminée. Il ne contient plus qu'une quarantaine d'articles contre une centaine précédemment.

Grâce au nouveau traité, l'«Union économique Benelux», fondée en 1958, est devenue l'«Union Benelux», ceci pour marquer l'élargissement de la coopération au-delà de l'aspect purement économique.

Le nouveau traité dote en effet le Benelux de nouvelles compétences et la coopération entre les trois pays englobe désormais trois domaines clés:

- le marché intérieur et l'union économique (comprenant, entre autres, les transports, la sécurité alimentaire, l'énergie);
- le développement durable (gestion environnementale, travail frontalier...);
- la justice et les affaires intérieures (dont la coopération policière et la lutte contre la fraude fiscale et sociale).

Il faut savoir que la coopération Benelux constitue plus qu'un simple traité, son essence politique étant de promouvoir la collaboration et le concours des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg dans l'intérêt de leurs citoyens et de faire avancer ainsi l'intégration européenne. En dépit de la construction européenne, la coopération politique entre les trois pays au sein du Benelux prend de plus en plus d'ampleur, de visibilité et constitue une vraie valeur ajoutée. À cet effet, il y a lieu de citer la coopération policière, les acquis dans le marché interne de l'énergie, la création d'un portail Internet sur le travail frontalier, le développement d'une vision commune sur le transport et l'aménagement du territoire, l'Euro Contrôle Route (ECR) organisant des inspections communes du trafic routier lourd, la coopération entre les services de secours permettant aux ambulances de franchir sans encombre les frontières et sauver ainsi des vies. Quant au niveau de l'Union des Vingt-Sept, les pays du Benelux ont convenu de se concerter avant toute réunion ministérielle européenne, ceci dans un but d'élaborer des positions communes.

## Visite de la Présidente du Parlement letton



Mme Solvita Āboltina entourée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

L'introduction de l'euro en Lettonie prévue pour 2014 et l'implication des parlements ont constitué deux des sujets abordés au cours des entretiens que la Présidente du Parlement letton (Saeima) a eus le 12 mars avec le Président de la Chambre des Députés et des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Pour lutter contre la crise et afin d'atteindre les critères d'adoption de l'euro, la Lettonie a pris des mesures draconiennes. La Présidente du Parlement, Mme Solvita Āboltina, a rappelé que la population reste divisée sur le sujet - seuls 33% seraient en faveur de l'euro -, mais que le gouvernement organise des campagnes de sensibilisation en faveur de la monnaie unique.

Elle a souhaité s'informer sur les dernières discussions autour d'une

coopération renforcée entre les parlements nationaux des différents États membres et le Parlement européen en matière de convergence de l'Union économique et monétaire.

Le sujet avait fait l'objet d'une réunion informelle la veille à Copenhague à laquelle avait notamment assisté le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Ben Fayot.

L'article 13 du Pacte budgétaire réitère la possibilité de mettre en place des conférences interparlementaires.

Au sein de l'Union européenne, la Lettonie et le Luxembourg feront partie de la «troïka» présidentielle de la deuxième moitié de 2014. Une coopération gouvernementale et parlementaire existe entre le Benelux et les pays baltes. Au cours de leur en-

trevue, les Présidents Solvita Āboltina et Laurent Mosar ont été d'accord pour dire que les échanges commerciaux bilatéraux mériteraient d'être renforcés.

### Pays baltes - Benelux

Les relations entre les Pays baltes et le Benelux ont constitué le principal sujet abordé au cours de l'entrevue de la Présidente du Parlement letton avec les membres de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil consultatif interparlementaire de Benelux. Les contacts entre celui-ci et le Conseil des États de la mer Baltique reposent sur une tradition longue de plus de dix ans. M. Marcel Oberweis, Président du Conseil de Benelux, et M. Roger Negri, Président de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil, ont souligné que les députés des deux assemblées participent régulièrement aux réunions de leurs collègues.

## Rencontre avec des élèves du Lycée Technique Agricole



Échange de vues du Président Laurent Mosar avec des élèves du LTA.

Pour quelle raison y a-t-il 60 députés à la Chambre des Députés? En quoi consiste leur travail? Ont-ils suivi une formation? Tels sont des exemples de questions que les élèves du Lycée Technique Agricole (LTA) d'Etzelbruck ont posées au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, qui leur a rendu visite le 11 mars.

Après une brève présentation de la Chambre des Députés, des travaux parlementaires et de la procédure législative, la place fut donnée à un échange de vues avec les jeunes. Les élèves se sont notamment intéressés au chômage des jeunes, au secret bancaire, aux indemnités des parlementaires, au cumul des mandats et aux efforts de la Chambre des Dé-

putés pour réduire ses dépenses en temps de crise. M. Mosar a répondu aux questions des élèves qui se sont montrés très intéressés par les différents sujets.

C'est sur des thèmes comme le racisme et l'intégration des étrangers au Luxembourg que les discussions se sont terminées.



La délégation luxembourgeoise

## Cattenom: une délégation luxembourgeoise à Paris

Une délégation luxembourgeoise comprenant notamment des représentants de la Chambre des Députés s'est rendue à Paris le 7 mars 2013 pour rencontrer la Ministre française en charge de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Mme Delphine Batho. MM. les Députés Roger Negri, Félix Eischen, Eugène Berger, Henri Kox et Serge Urbany ont participé à l'entretien sur la sécurité nucléaire et l'avenir de la centrale de Cattenom.

Ce déplacement a fait suite à la motion de la Chambre des Députés du 27 mars 2012 appelant le Gouvernement à entrer en contact avec

les autorités françaises pour faire «comprendre les tenants et aboutissants de la position luxembourgeoise au Président, au Gouvernement, aux Députés et aux Sénateurs de la République française».

Ont encore fait partie de la délégation luxembourgeoise le Ministre des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn, le Ministre de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo, le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, M. Marco Schank, ainsi que des membres du Comité d'action contre Cattenom représentant la société civile.



## La connaissance de l'espace et les étudiants



Mme Dominique Tilmans, présidente de l'Assemblée interparlementaire européenne de l'Espace, et M. Marcel Oberweis

Dans le cadre de la présidence belge de l'Assemblée interparlementaire européenne de l'Espace, les responsables avaient convoqué à une conférence ayant comme sujet «La connaissance de l'espace et les étudiants» à l'Euro Space Center et à la station de satellites à Redu.

La conférence portait sur les interconnexions entre l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ainsi que le recrutement de jeunes scientifiques et ingénieurs pour un domaine économique hautement vital de l'Union européenne.

Dans son exposé le professeur Paolo Tortora de l'Université de Bologne a présenté le réseau de coopération ESEO entre dix universités et centres de recherche en étroite collaboration avec l'Agence spatiale européenne (ESA).

La politique industrielle spatiale de l'Union européenne se focalise sur la coopération entre les États européens dans les domaines de la recherche fondamentale et de la technologie spatiale ainsi que des applications spatiales à des fins pacifiques. Le but primordial en est de mettre en œuvre une base industrielle compétitive, efficace et soutenable en vue de garantir la non-dépendance technologique et avant tout un accès indépendant à l'espace.

Dans son intervention, M. le Député Marcel Oberweis, Président de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et de l'Espace, s'attachait au pro-

blème du manque ardent de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens dans ce secteur économique performant qu'est la recherche dans l'espace. Il a proposé de lancer une initiative concertée à échelle européenne auprès des jeunes lycéens et lycéennes afin de les rendre attentifs sur les chances qui peuvent découler d'une carrière «spatiale».

La visite de la station de Redu en Ardenne belge fut également à l'ordre du jour. Grâce à l'ESA, elle joue un rôle discret mais nécessaire dans les activités de l'Europe dans l'espace. Selon les dirigeants du centre, la station terrestre de Redu est équipée pour tester, manœuvrer et contrôler sur orbite tous les satellites géostationnaires de télécommunications et de télédiffusion. Elle est davantage impliquée dans les missions Artemis et Proba, deux satellites technologiques de l'ESA. Il fut mentionné que la station a été nommée site unique afin de gérer le suivi de la trentaine de satellites Galileo.

Afin de répondre aux multiples défis, l'Union européenne devra mettre à sa disposition un réservoir de capacités en matière de recherche et d'innovation ainsi que de développement technologique en vue de définir les technologies et infrastructures spatiales nécessaires. En repoussant les frontières de la connaissance, l'Union européenne développera l'innovation et accroîtra sa compétitivité tout en affirmant son ambition en matière spatiale.

## 2<sup>e</sup> Conférence interparlementaire sur la PESD et la PSDC

M. Ben Fayot, M. Fernand Boden, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés lors de la 2<sup>e</sup> Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESD) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), qui s'est déroulée à Dublin les 24 et 25 mars 2013.

La Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Mme Catherine Ashton, abordant le thème de «La PESD et la PSDC - œuvrant pour la paix, la sécurité et le développement en Afrique», a discuté des avantages d'une approche intégrée visant à ce que les divers instruments et politiques à la disposition de l'Union européenne soient utilisés de façon cohérente et efficace en faveur des objectifs communs. La Vice-Présidente de la Commission européenne a notamment mis en exergue le soutien constant de l'Union européenne et de ses États membres dans le processus de transition commencé dans plusieurs États arabes en mettant l'accent sur le respect des spécificités de chaque pays.

La Conférence a souligné dans ses conclusions que «la force de l'UE réside dans la mise en place d'une approche globale, basée sur sa faculté unique de mobiliser l'ensemble de ses moyens politiques, économiques, humanitaires et de développement et - en dernier recours, et conformément à la charte de l'ONU - militaires, pour faire face aux menaces et aux défis mondiaux». Les parlementaires sont certains que «l'efficacité de cette approche n'est



(de gauche à droite) M. Félix Braz, M. Fernand Boden, M. Ben Fayot, M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen

possible par le biais d'une collaboration très étroite entre le Service européen pour l'action extérieure et la Commission et surtout du soutien et de la complémentarité qui découlent des actions des États membres».

M. Alan Shatter, Ministre irlandais de la Justice, de l'Égalité et de la Défense, et M. Eamon Gilmore, Ministre irlandais des Affaires étrangères et du Commerce, ont tenu des discours sur le Conseil européen de défense 2013 respectivement sur le thème «Prévention des conflits - le rôle pacificateur de l'Union européenne». Dans ce contexte, la Conférence a invité «les diverses institutions de l'UE à dé-

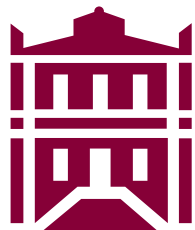
velopper les moyens qui sont à leur disposition pour assurer la prévention des conflits et, en particulier, la médiation qui est un instrument efficace et rentable pour la prévention des conflits, et à recourir à tous ces moyens d'une façon plus coordonnée».

La délégation luxembourgeoise a soutenu une demande d'inclure à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Conférence le thème des exportations d'armes et a évoqué la position de l'Union européenne dans le contexte de l'éventuelle adoption d'un traité international sur le commerce des armes classiques au niveau des Nations Unies.

## En visite chez Luxembourg Air Rescue

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a effectué le 26 mars 2013 une visite chez Luxembourg Air Rescue (LAR) au Findel.

À cette occasion, le président-fondateur de l'organisme de sauvetage aérien luxembourgeois, M. René Closter, lui a rappelé les étapes clés de l'histoire de cette a.s.b.l. créée il y a 25 ans et supportée aujourd'hui par plus de 185.000 membres.



# NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°7 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

### Jeunes au pair

#### 6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant

1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
3. le Code de la sécurité sociale

Le projet de loi a pour objet de fixer un cadre légal pour les accueils au pair au Luxembourg. Il s'agit en l'occurrence d'une initiative prévue par le programme gouvernemental de juillet 2009 qui prévoit de donner une base légale à l'accueil au pair.

Par une loi du 6 avril 1990, le Luxembourg avait ratifié l'Accord européen sur le placement au pair. Cependant, en mars 2003, suite à un jugement du Tribunal administratif en date du 13 mai 2002, le Luxembourg revint sur son engagement. Le jugement en question contestait l'interprétation restrictive que faisait le Grand-Duché de cet Accord européen, no-

tamment en ce qui concerne les pays dont doivent être originaires les jeunes au pair. Ces jeunes gens ne devant pas nécessairement être issus d'un pays membre du Conseil de l'Europe et signataire de l'accord en question, le Luxembourg redoutait que, suite à ce jugement, le mode au pair puisse devenir un moyen de prolonger un titre de séjour venant à échéance ou aboutir à un accès détourné au marché de l'emploi national.

Le texte du projet de loi définit de manière précise l'accueil au pair, la nature du séjour et du travail des jeunes dans ce contexte, ainsi que les obligations qui incombent aux familles d'accueil (critères de bonne conduite), d'un côté, et aux jeunes au pair (qui doivent remplir des critères d'âge, de santé et de scolarité), de l'autre.

Le système mis en place par le projet de loi tourne autour de trois éléments essentiels, à savoir:

Un agrément: La famille d'accueil doit disposer d'un agrément écrit du ministre ayant la jeunesse dans ses attributions.

Une approbation: Parallèlement, le jeune au pair doit obtenir l'approbation du même ministre avant de pouvoir être accueilli au pair au Luxembourg.

Une convention: Enfin, une convention d'accueil au pair doit être conclue entre la famille d'accueil et le jeune au pair.

Finalement le texte instaure une intervention de l'État et charge notamment le Service National de la Jeunesse, par la création d'une cellule de coordination de l'accueil au pair, de coordonner l'accueil au pair, tout en informant et

accompagnant les jeunes avant et pendant leur séjour au Luxembourg. Celui-ci devra également jouer le rôle de médiateur en cas de conflit et se réserve le droit de procéder à des contrôles administratifs au domicile des familles d'accueil. Cette cellule aura également comme mission de donner une formation «avant départ» pour les jeunes résidant au Luxembourg et désireux d'être au pair à l'étranger.

Le texte de loi s'inspire essentiellement de l'Accord européen sur le placement au pair du Conseil de l'Europe, ainsi que de la législation belge.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 14.09.2011

Rapporteuse: Mme Tessa Scholtes

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):





04.10.2011	Présentation du projet de loi Désignation d'un rapporteur
18.09.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.11.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.12.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2013  
Loi du 18 février 2013  
Mémorial A, 2013, n°44, p. 594

## Pacte budgétaire européen

### 6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012

Les nouvelles règles budgétaires européennes

Le Traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht le 7 février 1992, a obligé les États membres de coordonner leurs politiques économiques. Il a également institué un contrôle des déficits publics excessifs avec l'article 104 du Traité instituant la Communauté européenne complété par un protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs. Les critères de référence essentiels sont la limitation à 3% pour le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le PIB aux prix du marché et la limitation à 60% pour le rapport entre la dette publique et le PIB aux prix du marché.

Ce mécanisme a été complété en 1997 par ce qu'il est convenu d'appeler le «pacte de stabilité et de croissance» (PSC) qui repose sur un volet préventif et un volet correctif en cas de déficit excessif. Le volet préventif se présente sous la forme d'une surveillance multilatérale des trajectoires budgétaires des États membres, qui doivent mener une politique permettant d'atteindre leur objectif budgétaire de moyen terme (OMT) fixé dans leur programme de stabilité ou de convergence. Le volet correctif permet de déclencher une procédure pour déficit public excessif dans le cas d'un déficit public franchissant la limite des 3% ou celle de 60% du PIB pour la dette publique ne diminuant pas à un rythme suffisant.

Or, face à la crise, certains États membres n'ont pas réussi à respecter les règles strictes fixées par le pacte de stabilité et de croissance et se sont ainsi livrés à des excès d'endettement et de déficit préjudiciables à l'ensemble de la zone euro, respectivement ont dépassé la limite des 3% de déficit autorisé pendant plusieurs années.

En 2011, le pacte de stabilité et de croissance de 1997 a fait l'objet d'une réforme connue sous la dénomination de «six-pack», constituée par cinq règlements et une directive, textes entrés en vigueur le 13 décembre 2011. Ces textes ont introduit une réforme du pacte de stabilité et de croissance dans ses volets préventif et correctif, une nouvelle procédure concernant la surveillance des déséquilibres macroéconomiques et un mécanisme renforcé de mise en œuvre. Le but est de mettre en place des mécanismes visant à identifier et résoudre en amont les difficultés susceptibles d'affecter la stabilité de la zone euro.

Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire signé le 2 mars 2012 à Bruxelles complète les exigences du PSC et constitue le dernier en date des instruments financiers mis en œuvre par les États membres de l'Union européenne en vue de renforcer la discipline budgétaire.

Ces instruments de discipline budgétaire, dont le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire est l'aboutissement, ont été accompagnés par la mise en place de mesures financières, adoptées au niveau de l'Union ou de la zone euro, destinées à faire face à la crise des dettes souveraines qui a touché successivement la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Il s'agit en l'occurrence du Fonds européen de stabilité financière et du Mécanisme européen de stabilité dont les capacités d'intervention ont été progressivement renforcées.

De plus, l'instauration du semestre européen permet de donner corps à la coordination des politiques économiques et budgétaires des États membres en assurant notamment la cohérence des programmes nationaux avec les règles du pacte de stabilité et la stratégie «Europe 2020».

#### Objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet de ratifier le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (ci-après le «TSCG») signé le 2 mars 2012 à Bruxelles par 25 États membres de l'Union européenne (tous sauf la République tchèque et le Royaume-Uni).

Le TSCG vise à préserver la stabilité de la zone euro dans son ensemble en obligeant les parties contractantes à maintenir des finances publiques saines et soutenables grâce au respect de règles spécifiques visant à prévenir tout déficit public excessif pouvant entraîner une dynamique pernicieuse de leur dette publique.

Il prévoit notamment un dispositif imposant aux parties contractantes de présenter des budgets nationaux qui soient en équilibre ou en excédent grâce à la mise en place d'une règle d'équilibre structurel du solde budgétaire. Il contraint également davantage les États contractants franchissant la limite de 3% du PIB de déficit public en leur demandant de prendre des mesures détaillées pour corriger de façon effective et durable leur déficit public excessif.

Le TSCG renforce ainsi l'encadrement de la politique budgétaire des États membres de l'UE.

maine des impôts directs a été considérée comme n'étant plus appropriée pour lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales dans un contexte de mondialisation croissante.

La nouvelle directive s'appuie sur les acquis de la directive 77/799/CEE, mais prévoit, au besoin, des règles plus claires et plus précises régissant la coopération administrative entre les États membres.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive 2011/16/UE en droit national.

Les éléments nouveaux de la directive et de la nouvelle législation sont notamment les suivants:

- extension substantielle du champ d'application de la coopération administrative, inclusion des informations bancaires dans le champ des informations à échanger sur demande,
- introduction de la règle de la communication entre bureaux centraux de liaison,
- introduction de l'échange automatique et obligatoire des informations disponibles,
- fixation de délais pour la communication d'informations,
- introduction d'autres formes de coopération administrative,
- utilisation de formulaires, de formats et de canaux de communication normalisés.

L'application de la coopération administrative n'est plus limitée aux impôts directs, mais s'étend à tous les types de taxes et impôts, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits de douanes, des droits d'accises et des cotisations sociales pour lesquels la coopération administrative est assurée par d'autres dispositions législatives de l'Union européenne.

Afin d'échanger des renseignements concernant ces taxes et impôts, la directive introduit la notion d'«informations vraisemblablement pertinentes» afin de justifier l'échange d'informations.

La norme dite de la «pertinence vraisemblable» vise à permettre l'échange d'informations en matière fiscale dans la mesure la plus large possible sans qu'il soit pour autant loisible aux États membres «d'aller à la pêche aux renseignements» ou de demander des renseignements dont il est peu probable qu'ils soient pertinents pour élucider les affaires fiscales d'un contribuable déterminé.

L'objet de la directive est un échange de renseignements le plus large possible et, à cet effet, elle reprend le standard international applicable en matière de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales en prévoyant expressément que l'autorité requise d'un État membre ne peut pas refuser de fournir des informations au seul motif que ces informations sont détenues par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire, ou qu'elles se rapportent à une participation au capital d'une personne.

La directive assure également des contacts plus directs entre bureaux locaux ou bureaux nationaux des États membres chargés de la coopération administrative dans un souci d'efficacité et de rapidité de la coopération.

Elle renforce et encourage les échanges spontanés d'informations entre États membres.

Elle permet aux fonctionnaires de l'administration fiscale d'un État membre d'être présents sur le territoire d'un autre État membre moyennant accord entre les autorités de ces États membres et rend possible la réalisation de contrôles simultanés des assujettis à l'impôt par plusieurs États membres, en vertu d'un accord mutuel et sur la base du volontariat.

La directive énonce également les dispositions régissant l'échange des informations par voie électronique.

La directive prévoit à cet effet que certaines dispositions d'exécution sont arrêtées par la Commission européenne assistée par le «comité de la coopération administrative en matière fiscale», comité qui décide à la majorité qualifiée d'après l'article 5 de la décision 1999/468/CE «Comitologie» du Conseil.

La directive était à transposer pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013 au plus tard.

Le texte de loi a pour objet de transposer les dispositions de la directive 2011/16/UE à l'exception de celles relatives à l'échange automatique des informations pour lesquelles la directive prévoit un délai de transposition jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qui feront l'objet d'un projet de loi à part.

Au vu des modifications significatives apportées par la nouvelle directive et dans un souci de transparence et de sécurité juridique, il a été décidé d'abolir et de remplacer par le présent texte la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

15.01.2013	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
19.02.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A, 2013, n°59, p. 756

## Facturation transfrontalière

### 6470 - Projet de loi

- portant transposition
- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;
- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le présent projet a pour objet de transposer deux directives européennes en droit national, à savoir:

- l'article 4 de la directive 2008/8/CE concernant le lieu des prestations de services;
- la directive 2010/45/CE concernant les règles de facturation.

Dans la foulée des transpositions, les auteurs du projet ont essayé de mieux aligner certains articles modifiés de la loi sur la TVA sur la structure et les dispositions correspondantes de la

directive relative au système commun de la TVA, directive 2006/112/CE. En effet, les règles luxembourgeoises qui régissent en matière de TVA la facturation sont désormais subordonnées à des règles spécifiques déterminant la compétence des États membres. C'est pourquoi les auteurs du projet ont regroupé la matière de la facturation, qui jusqu'à présent était traitée à des endroits différents de la loi TVA, dans une section distincte y consacrée. Cette manière de procéder présente l'avantage, d'une part, de rendre plus transparente la comparaison entre les textes communautaires et les textes nationaux, et d'autre part, de faciliter à l'avenir la transposition des textes communautaires futurs.

Le projet de loi comprend quatre articles:

1) L'article I qui transpose dans la législation nationale l'article 4 de la directive 2008/8/CE régissant le lieu des prestations de location de longue durée de moyens de transport effectuées à des personnes non assujetties.

Les modifications portent uniquement sur les prestations fournies à des personnes non assujetties (B2C) et ne concernent que les locations de longue durée.

2) L'article II concerne la transposition de la directive 2010/45/UE relative aux règles de facturation. Cette directive vise à clarifier les règles relatives à l'exigibilité de la TVA sur les livraisons

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 10.07.2012

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

08.01.2013	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
19.02.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.02.2013

## Lutte contre fraude/évasion fiscale

### 6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant

#### 1. modification de la loi générale des impôts;

#### 2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

Le 15 février 2011, le Conseil de l'Union européenne a adopté la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE. L'actuelle directive 77/799/CEE concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le do-



et acquisitions intracommunautaires de biens et services. En même temps elle entend rendre plus attrayante pour les États membres la faculté d'offrir aux petites et moyennes entreprises un système de comptabilité de caisse en introduisant des règles en matière de déduction qui devraient réduire toute incidence négative sur le flux de trésorerie lié aux recettes de la TVA. Ainsi, les assujettis prenant part à un régime facultatif de comptabilité caisse (entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 500.000 euros, seuil pouvant être relevé à deux millions d'euros après consultation du Comité de la TVA) ont le droit de reporter le paiement de la TVA due sur livraisons de biens ou prestations de services jusqu'à la date du paiement effectif de la facture par leur client. Le corollaire de cette faveur réside évidemment dans le fait que l'entreprise concernée ne peut faire prévaloir de déduction de la TVA en amont jusqu'à la date du paiement effectif de la facture à son fournisseur.

La directive à transposer vise principalement:

- à simplifier et à harmoniser davantage les informations devant figurer sur les factures;
- à désigner clairement l'État membre dont les règles de facturation s'appliquent;
- à abolir les différences entre les factures papier et les factures électroniques;
- à clarifier et à harmoniser les règles relatives à l'exigibilité de la TVA sur les livraisons et acquisitions intracommunautaires afin de permettre un échange d'informations plus ra-

pide entre États membres et lutter ainsi plus efficacement contre la fraude à la TVA.

Elle entraîne certaines modifications à la loi TVA:

- en matière de fait générateur et d'exigibilité de la taxe;
- en matière d'obligations des assujettis et de certaines personnes non assujetties ainsi que
- de mesures tendant à assurer le paiement de la taxe.

Ces modifications requièrent, comme il a déjà été relevé ci-avant, une adaptation structurelle adéquate des chapitres concernés de la loi TVA (chapitres III et IX), afin de mieux faire correspondre ceux-ci avec les structures afférentes de la directive. Ces réaménagements représentent l'avantage de rendre plus faciles les adaptations futures des articles au vu d'actuelles et futures propositions de directives.

Enfin, la transposition de la directive 2010/45/UE conduit à une modification des articles 37 (relatif au taux de change), 48 (relatif à la déduction de la taxe en amont) et 53 (relatif à la régularisation de la taxe en amont).

3) L'article III concerne une mesure transitoire devenue nécessaire du fait de la transposition en droit national des règles nouvelles en matière de déduction de la taxe en amont pour les assujettis au régime d'imposition d'après les recettes (régime comptabilité caisse).

4) L'article IV fixe la date de mise en vigueur.

En ce qui concerne le CAE, le remboursement pour les promoteurs, autres que les institutions étatiques, passe de quatre-vingt-cinq à soixante-quinze pour cent de l'indemnité pour les douze premiers mois. Il s'agit d'augmenter la participation financière du promoteur pour avoir plus de garanties qu'il s'agit d'un vrai engagement sur un poste à long terme, qui n'a pas simplement été créé pour bénéficier des aides étatiques. Pour la même raison, la prolongation n'est remboursée qu'à hauteur de cinquante pour cent de l'indemnité pour encourager le promoteur à procéder à un vrai recrutement plutôt qu'à une prolongation de la mesure.

Toujours dans cette même logique, pour le CIE le remboursement par le Fonds pour l'Emploi pendant les douze premiers mois au promoteur de la mesure est fixé à cinquante pour cent de l'indemnité touchée par le jeune demandeur d'emploi ainsi que la part patronale des charges sociales. Pour la durée de la prolongation, cette participation est réduite à trente pour cent de l'indemnité touchée ainsi qu'un remboursement de la part patronale des charges sociales.

Si le jeune stagiaire est engagé à l'issue du contrat, il en résulte que l'employeur est satisfait de ses prestations. Par conséquent, il n'y a plus lieu à partir de ce moment de prévoir une aide étatique supplémentaire et surtout il y a lieu d'écarter toute possibilité de cumul de différentes aides étatiques. Pour le CIE et le CAE, l'employeur en question bénéficiera dorénavant au titre d'aide étatique unique d'une prise en charge par l'État de la part patronale des

charges sociales pendant douze mois. Ce remboursement n'est dû et versé que douze mois après l'engagement du jeune demandeur d'emploi sous contrat à durée indéterminée (CDI), sans période d'essai et à condition que le contrat soit toujours en vigueur au moment de la demande adressée au directeur de l'ADEM.

Le rôle de l'ADEM dans le déroulement des mesures est renforcé. Ainsi elle procédera à une évaluation du bénéficiaire de la mesure six mois après le début du contrat et huit semaines avant la fin du contrat, indépendamment qu'il s'agisse d'une prolongation ou non.

Les études précitées du CEPS ont révélé un certain risque de stigmatisation du jeune demandeur d'emploi non engagé par l'employeur promoteur à l'issue de la mesure. Par conséquent, il y a lieu de prendre des mesures permettant d'éviter que le bénéficiaire d'un CIE ou d'un CAE puisse souffrir de ce non-engagement et que la mesure dont il a bénéficié ait en fin de compte un effet contraire à celui espéré. À cet effet, le projet prévoit que le promoteur établit à la fin d'un contrat CAE ou CIE un certificat de fin de mesure à délivrer au jeune bénéficiaire sur la nature et la durée de l'occupation et sur les éventuelles formations accomplies.

Le CIE-EP dans sa forme spécifique actuelle est aboli pour être intégré dans le CIE avec des modalités spécifiques qui tiennent compte des jeunes demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme plus élevé. Il s'agit de continuer à favoriser l'insertion rapide des jeunes demandeurs d'emploi possédant un diplôme supérieur sur le marché du travail.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.08.2012

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

15.01.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19.02.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A, 2013, n°60, p. 764

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.01.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

21.01.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Échange de vues général

04.02.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

18.02.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A, 2013, n°57, p. 746

## Emploi des jeunes

### 6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail

Au plan légal formel, le projet de loi propose une révision du chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail portant sur l'insertion des jeunes dans la vie active.

Depuis 2009, des lois spéciales annuelles ont prévu des dérogations temporaires aux dispositions figurant sous le Chapitre III sur l'emploi des jeunes. Ces mesures temporaires visaient à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes et concernaient les contrats d'appui-emploi (CAE), les contrats d'initiation à l'emploi (CIE) et les contrats d'initiation à l'emploi-expérience pratique (CIE-EP). Les mesures en question sont venues à expiration le 31 décembre 2012, de sorte que le dispositif figurant au chapitre III sur l'insertion des jeunes dans la vie active est de nouveau entièrement applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le contrat d'initiation à l'emploi (CIE), le contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique (CIE-EP) et le contrat appui-emploi (CAE) ont fait l'objet d'une évaluation scientifique par le Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques (CEPS-INSTEAD). Les enseignements se dégageant de cette évaluation ont abouti aux adaptations légales proposées par le présent projet de loi.

Les modifications essentielles par rapport aux dispositions actuelles sont les suivantes: Pour les deux instruments en cause, le projet pose le principe qu'il y a lieu d'abord d'épuiser toutes les possibilités qui pourraient permettre aux jeunes de trouver un emploi directement, c'est-à-dire sans devoir passer par une mesure pour l'emploi. Voilà pourquoi les mesures CIE et CAE sont dorénavant ciblées sur les jeunes demandeurs d'emploi qui en ont le plus besoin, ce qui est constaté par leur inscription à l'ADEM depuis au moins trois mois. Les deux mesures ne s'adressent donc pas aux jeunes qui ne sont qu'au début de leur recherche d'emploi. Par contre, elles sont prioritairement destinées aux jeunes qui, preuve à l'appui par leur durée

d'inscription, connaissent de vraies difficultés de trouver rapidement un emploi.

La question de l'opportunité de la prolongation d'une mesure doit être appréciée en fonction de l'intérêt du jeune. À ce titre le projet propose que le directeur de l'ADEM, sur avis du délégué à l'emploi des jeunes, puisse autoriser une prolongation maximale du contrat de six mois du jeune auprès du promoteur, respectivement la conclusion d'un nouveau contrat pour la même période auprès d'un autre promoteur. La durée de la prolongation est donc ramenée de douze à six mois, durée qui en règle générale doit être suffisante pour combler encore d'éventuelles lacunes de compétences du jeune. L'intervention du délégué à l'emploi des jeunes permet de prendre la décision de prolongation sur base d'une évaluation individuelle et des conclusions d'un entretien entre le jeune et l'ADEM. À noter encore que la durée initiale du CAE est fixée à douze mois dans la mesure où il s'est avéré que la période minimale de trois mois actuellement prévue ne permet pas d'encadrer le jeune de façon permanente.

Pour les deux mesures en cause, la durée de travail de base sera dorénavant de quarante heures; jusqu'à présent elle était de trente-deux heures dans le cadre du CAE. La durée du travail du CAE est donc portée de trente-deux heures à quarante heures avec l'obligation pour le promoteur de permettre au jeune de participer à des formations internes et externes destinées à améliorer son employabilité. Ceci permettra de mieux encadrer le jeune et aussi de veiller à ce que la totalité de ses heures de travail soit affectée à l'augmentation de son employabilité.

Le projet propose également un alignement des deux mesures au niveau de l'indemnisation du jeune demandeur d'emploi bénéficiaire. À partir de dix-huit ans, ce dernier pouvant se prévaloir d'une formation inférieure ou égale au baccalauréat, touche une indemnité égale à cent pour cent du salaire social minimum (SSM) pour salarié non qualifié. Cette indemnité est portée à cent-trente pour cent pour les jeunes demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme supérieur à celui de fin d'études secondaires.

## Logement: subventions d'intérêt

### 6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour objet de modifier le champ des bénéficiaires des subventions d'intérêt allouées aux fonctionnaires et employés de l'État dans le contexte de prêts contractés dans l'intérêt du logement.

D'après l'article 29sexies de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État actuel, les fonctionnaires et employés de l'État en activité de service auprès des administrations et services de l'État ou des établissements publics (ci-après, les «bénéficiaires»), se voient allouer une subvention d'intérêt par le Ministère de la Fonction publique, à la condition d'avoir contracté un ou des prêts dans l'intérêt du logement.

L'alinéa 2 de cette même loi précise que les bénéficiaires qui continuent à jouir de cette allocation après leur mise à la retraite restent éligibles pour son octroi aussi longtemps qu'ils ont au moins un enfant à charge pour lequel ils touchent des allocations familiales.»

Il s'ensuit que seuls les «élèves» de 18 ans ou plus, bénéficiaires d'allocations familiales de la CNPF, sont pris en considération pour les subventions d'intérêt, contrairement aux «étudiants» de 18 ans ou plus, bénéficiaires d'aides financières pour études supérieures.

Pour aligner la notion «enfant à charge» sur celle applicable dans le cadre des aides individuelles au logement, qui couvre également les étudiants bénéficiant d'aides financières pour études supérieures, le projet de loi reprend la définition y relative figurant dans le règlement grand-ducal du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, telle que modifiée.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 11.01.2013

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative (Président: M. Norbert Hauptert):

04.02.2013 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

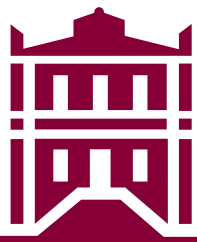
18.02.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.02.2013

Loi du 12 mars 2013

Mémorial A, 2013, n°49, p. 638





## Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de loi par M. Camille Gira
  - M. Camille Gira
2. 6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse
  - Rapport de la Commission juridique: M. Lucien Weiler
  - Discussion générale: Mme Christine Doerner, Mme Lydie Polfer, M. Alex Bodry, M. Félix Braz
  - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry
  - M. Alex Bodry
4. Ordre du jour
  - M. le Président
5. 6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal
  - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
  - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes
  - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. Résolution de M. Alex Bodry relative à l'élargissement de la mission initiale de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État aux missions, à l'organisation, au mode de fonctionnement et au contrôle du Service de Renseignement
  - Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, M. Alex Bodry
  - Vote (résolution adoptée)
7. Débat de consultation sur la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise
  - Exposé: M. François Biltgen, Ministre de la Justice (intervention de M. Xavier Bettel)
  - Débat: M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel (interventions de M. François Biltgen, Ministre de la Justice et M. Claude Haagen), M. Alex Bodry (intervention de M. François Biltgen), M. Félix Braz (interventions de M. Gast Gibéryen et M. François Biltgen), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Félix Braz), M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'une documentation), M. Serge Urbany
  - M. François Biltgen, Ministre de la Justice (intervention de M. Fernand Kartheiser)
  - M. Jacques-Yves Henckes (parole après ministre), M. François Biltgen, Ministre de la Justice
8. 6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant
  1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
  2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
  3. le Code de la sécurité sociale
  - Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: Mme Tessy Scholtes
  - Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombero
  - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (dépôt d'une documentation; réponses aux questions de M. Jean Colombero)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»
  - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers
  - M. Jacques-Yves Henckes (présentation de la proposition de loi)
  - Discussion générale: M. Gast Gibéryen
  - Vote sur la proposition de loi (rejetée)
10. Ordre du jour (suite)
  - M. le Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Den Här Camille Gira freet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

### 1. Dépôt d'une proposition de loi par M. Camille Gira

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Merci, Här President. Ech wollt hei am Numm vum François Bausch a vu mir selwer lech eng Proposition de loi iwwerreechen. An deem Gesetzesvorschlag geet et em méi eng ëmweltgerecht, méi eng steiergerecht Besteuerung vun de Betribs- a Leasingautoen.

**6538** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira.

Da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6444A géint d'Abus de faiblesse. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Dammen Doerner, Polfer, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Lucien Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

### 2. 6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse

Rapport de la Commission juridique

► **M. Lucien Weiler** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, dee mer haut de Mëtteg als Éischt hei an der Chamber diskutéieren, ass u sech, wann een en esou ukuckt, e klenge Projet. Et ass e Projet, wou et em een Artikel geet, en Artikel, dee mer wëllen an de Code pénal bäisetzen. Mä dese

klenge Projet huet et awer, wat seng Envergure a seng Tragweid ubelaangt, a sech.

Em wat geet et?

Mä d'Objektiv vum Projet, deen de Justizminister am Juni d'lescht Joer déposéiert huet, do geet et drëm, fir an eiser Strofgesetzgebung, dem Code pénal, d'Infraction vum Abus de faiblesse anzeféiere respektiv auszeweiten an ze generaliséieren.

Wat ass en Abus de faiblesse?

Ech hu versicht, dat op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen. Am juristesche Langage, wéi d'Af-fekoten, déi gebrauchen nëmmen déi franséisch Terminologie, den „abus de faiblesse“. Mä et geet em de Mëssbrauch vun dem Schwächezustand vun enger Persoun, an dee jidd-weree vun eis eng Kéier kann erakommen, e Schwächezustand, deen ausgenotzt gëtt, vun deem abuséiert gëtt - dofir heescht et Abus de faiblesse - a wou Profit draus gezu gëtt, Profit, deen am Normalfall e finanzielle Profit ass.

Mënschen, déi an engem État de faiblesse sinn, där gëtt et eng ganz Rei. Jonker kënnen enner Emstänn, deemno wéi se kënnen ausgenotzt ginn, an engem État de faiblesse. Eeler Mënschen, handicapéiert Mënschen, psychesch krank Mënschen, all déi kënnen zu engem gewëssene Moment an engem Zoustand sinn, wou se llicht beaflossbar sinn a wou Mënschen dovunner profitéieren, fir se auszenotzen.

Et ass dëst en Zoustand, dee leider, leider - an de Procureur huet eis e Lidd dovu gesongen - an deene leschte Joren Ausmoossen ugeholl huet, déi eis dozou bruecht hunn an déi de Justizminister dozou bruecht hunn, fir e Projet op den Instanzwee ze kréie fir deen dote Fléau - et ass e richtege Fléau! -, deen an eiser Gesellschaft besteet, en huet nach ëmmer bestanen.

Abus vu Mënsche gouf et ëmmer schonn. De Code Napoléon huet 1810 den Abus de faiblesse virgesi fir Mannerjähreger. Scho virun 200 Joer ass gesi ginn, dass jonk Mënschen dem Risiko ausgesetzt wäeren, dass kéint vun hinne profitéiert ginn. Duerno ass allerdéngs während de leschten 200 Joer, wat de spezifeschen Abus de faiblesse ubelaangt, net méi ganz vill geschitt, obschonns een net dierf vergiessen, dass de Schutz vun deene Schwaachen ëmmer eng Préoccupation war, sougutt bei deenen, déi um Code pénal Dispositiounen ergraff hunn, wéi och am Code civil.

Am Code pénal hu mer haut eng ganz Rei vun Infractionen. Dat geet vum Abus de confiance iwwert d'Escroquerie, iwwert d'Tromperie. Dat sinn alles Infractionen, déi een a spezifesche Fäll an déi Circonscription vun deenen doten Infractionen eraleeë kann.

Mä d'Éléments constitutifs, fir dass eng Dot eng Strofdot gëtt, dofir gëtt et eng Rei Éléments constitutifs, déi ganz genee opgeléicht sinn. A bei deenen doten Infractionen, déi vum Code pénal virgesi sinn, do passe ganz oft déi Doten, déi haut gemaach ginn am Kader vun dem Abus de faiblesse, net an déi doten Éléments constitutifs vun deenen Infractionen eran. Dofir muss mer en aneren Text hunn, e spezifeschen Text, deen eben dann den Abus de faiblesse ka sanktionéieren.

Och stellt sech ganz oft d'Fro a ville Fäll vun der Beweisaascht, d'Preuve. D'Preuve fir déi heiten Infractionen, esou wéi ech se virun opgezielt hunn, den Abus de confiance, d'Escroquerie an esou weider, d'Beweisaascht dovunner ass a verschidde Fäll extrem schwie-reg. A well se esou extrem schwie-reg ass, hu mer gemengt - ech kommen herno dorobber zrëck - bei dëser Infraction, déi mer haut déci-déieren, fir d'Beweisaascht do net esou schwie-reg ze maachen, fir dass et net och erëm bei deene Fäll ganz oft onméiglech géif ginn, fir déi Fäiten ze sanktionéieren.

Mä et ass net nëmmen de Code pénal, dee schon ëmmer erëm d'Suerg hat em déi méi schwach Mënschen, mä och am Code civil gëtt et ganz vill Dispositiounen, déi ginn iwwert d'Erreur, d'Violence, den Dol, d'Lésion, déi kënnen sanktionéieren, wann eppes geschitt ass, wat net an der Rei ass. Also zivilrechtlech Regeln. Allerdéngs spillen déi am Kader, wéi gesot, vum Zivilrecht an zéien am Normalfall relativ laang a relativ komplizéiert an du point de vue Beweis och relativ schwie-reg Prozesser no sech, sou dass och dat eng vun den Ursachen ass, firwat dass mer hei mussen aktiv ginn.

Ech wëll och soen, dass et spezifesch Domäne gëtt, wou mer an deene leschte Jorzéngten ëmmer erëm de Schutz vun deene méi schwache Bierger versicht hunn ze stäerken, sief et wat de

Verbraucherschutz ubelaangt, sief et wat de Bail à loyer ubelaangt, wou mer de Locataire, dee par essence a méi enger schwacher Position ass wéi de Propriétaire, wou mer dee schützen. An de Projet de loi iwwert d'Professions de santé, dee gesäit jo och eng Rei vun Dispositiounen vir, wat d'Incapacitéit ugeet, fir Donatiounen oder Schenkungen ze kréie bei deenen, déi mat kranke Mënschen ze doen hunn.

Also, de Schutz vun deene Schwaache war ëmmer eng grouss Suerg. Allerdéngs, aus deene Grënn, déi ech virdu genannt hunn, geet dëse Schutz net méi duer. An de Procureur d'État huet eis, wéi e bei eis an der Kommissioun war, eng ganz Rei och vu Beispiller, konkrete Beispiller opgeléicht, wou e gewisen huet, wéi och duerch d'Evolution an eiser Gesellschaft an deene leschte Jore si ëmmer erëm mat méi konkrete Fäll konfrontéiert gi sinn, déi se einfach net an de Carcan vun deene penalen Infractionen, déi mer hunn, erakruten.

Grënn, firwat dass dat esou ass, gëtt et eng ganz Rei. Ee vun den Hauptgrënn ass, dass et sech virun allem bei där Zilgrupp, déi mer hei viséieren, em eeler Mënschen handelt. Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi al. D'Mënsche gi méi al, si gi ganz oft zu engem méi groussen État de dépendance, wéi dat fréier de Fall war, an dat erëffnet deenen, déi dorobber aus sinn, ganz vill Méiglechkeeten.

Deemetspriechend gi mer dann elo hin a mir maachen et esou wéi d'Fransousen an d'Belsch - d'Fransou scho virun iwwer 20 Joer, d'Belsch virun zwee Joer -, dass mer eng spezifesch Infraction, nämlech déi vum Abus de faiblesse, hei aféieren.

D'Regierung huet sech, de François Biltgen huet sech beim Text, deen e proposéiert huet, an der franséischer Gesetzgebung inspiréiert, am Fong geholl de franséischen Text iwwerholl, esou wéi si e schonn zanter 20 Joer, mat awer verschidde Verbesserungen an Emännerungen am Laf vun de Joren, haut hunn.

De Conseil d'État huet d'Fro gestallt, wéisou dass mer bei dësem Projet eis elo op eemol un d'Fransousen ulehne ginn, währenddeems mer normalerweis, wat d'Strofrecht ubelaangt, eis ganz enk un d'Belsch halen. An d'Kommissioun hat och an engem éischte Stadium..., d'Argumentatioun vum Conseil d'État war eis net onsympathesch. Allerdéngs si mer schlussendlech awer zrëckkomm op dat, wat de Justizminister eis proposéiert hat, an dat aus enger Rei vu Grënn.

De Conseil d'État huet gesot, esou wéi d'Infraction libelléiert ass am belschen Text, gëtt et u sech nëmmen ee generelle Kritär fir d'Infraction, nämlech d'Situation de faiblesse physique ou psychique vun där betroffener Persoun. An d'Belsch hunn net, esou wéi d'Fransousen dat an hirem Text hunn, eng ganz Énumération vun deenen eenzelne Situatiounen vu Faiblesse, nämlech déi, déi ech virdu schonn eng Kéier opgezielt hat: eeler Mënschen, jonk Mënschen, Mineuren, Kranker, Handicapéierter an esou weider.

De Conseil d'État hat och monéiert, dass d'Belsch, wat d'Circonstances aggravantes ubelaangt, méi e groussen Inventaire hätte vu Méiglechkeeten, fir Circonstances aggravantes geltend maachen ze loosse.

Mä ech muss soen, d'Kommissioun, nodeems dass mer och d'Argumentatioun vum Procureur d'État héieren haten - well et ass jo schlussendlech hien, deen an der Praxis konfrontéiert ass mat den Dossiere vun dësen Infractionen -, dee sot: „Mir gi besser eens mat dem franséischen Text, wou mer prezis déi eenzel Kategorien opgeléicht hunn“, d'Kommissioun huet dofir dann och gesot, dass mer hei emol eng Kéier eng Ausnahm maachen an eis net un d'Belsch ulehnen, mä un d'Fransousen ulehnen, fir dat ze maachen.

De franséischen Text huet och zwee weider Avantagen, notamment d'Fro vun der Preuve. Bei all deenen Infractionen hei, wat jo keng agréabel sinn, ass et ëmmer fir de Parquet, wann en en Dossier analyséiert a wann en eng Citatioun op d'Gericht mécht, da muss en ëmmer kucken: Wéi wäit hunn ech e Beweis? Well de Parquet geet sech jo och net gäre bei d'Gericht eng sichen, andeems dass et zu engem Acquittement kënnt.



D'Fro vum Beweis ass an dëse Froen essenziell. An ech hunn lech virdu beschriwwen, wéi bei deenen eenzelnen Infractionen, déi mer hunn - Abus de confiance, Tromperie, Escroquerie -, wéi do ganz prezis d'Éléments constitutifs, fir dass esou eng Infraction ginn ass, opgeléicht sinn, an déi si ganz prezis. A wann Der do net all Éléments constitutifs zesammenhuet, da be-steet d'Infraction net.

D'Beweislaascht, déi de Parquet huet, ass a ver-schiddene Fäll extrem enk gefaasst, sou dass den Advantage, deen dësen Text huet, de franséischen Text par rapport zum belschen, dat ass, dass gesot gëtt, dass déi Situation de fai-blesse, déi am belschen Text steet, dass déi muss vum Auteur: „elle doit être connue“. Hie muss gewosst hunn, dass déi Persoun an engem Zoustand de faiblesse war.

Or, am franséischen Text - an et ass dat déi grouss Differenz, an déi dem Parquet d'Saach vill, vill méi einfach mécht - ass et net nëmmen de Fall, wou den Auteur gewosst huet, dass de Mënsch an enger Situation de faiblesse war, mä och, wa se apparent war, wann een also huet missen, wann ee sech deen ugekuckt huet, huet misse gesinn an denken a wëssen an iwwerleeën, ob deen doten, déi dote Persoun net an engem Zoustand vu Faiblesse wär.

An Dir kënt lech virstellen, wann de Parquet muss beweisen tëschent „il a connu l'état“, oder e brauch nëmmen ze beweisen „l'état était apparent“, sou dass d'Beweislaascht bei dësem Text vill méi einfach ass. An dat war och eng vun den Ursachen, déi eis beweegt huet, fir op deen do Wee ze goen.

D'autant plus och, wou een anere praktesche Phenomeen derbäikënt. Vu dass d'Fransousen zanter 20 Joer Expérience hunn mat deem Text hei an et bei de Fransouse relativ vill Jurisprudenz an der Zwëschenzäit gëtt, ass et selbst-verständlech fir de Parquet vill méi einfach, wann e konfrontéiert ass mat de Fäll, fir sech ze referéieren op dat, wat a gutt motivéierten Uer-teeler an Arrëten a Frankräich an deene leschte Jore gesprach ginn ass.

D'Belsch, eis belsch Frënn, déi hunn och erëischt virun zwee Joer dat hei gemaach. Do gëtt et keng Jurisprudenz. An dofir ass et u sech fir de Parquet vill méi interessant, fir hei dee franséischen Text ze hunn. Op där enger Säit, aus deene Grënn, déi ech gesot hunn: Déi eenzel Situatiounen sinn detailléiert opgeléicht. An op där anerer Säit hu mer d'Fro vun der Beweis-laascht, déi hei ganz anescht ass.

Mir als Kommissioun hunn de franséischen Text tel quel iwwerholl, sauf dass mer awer op zwee Punkten e klengen Amendement gemaach hunn an deenen État, déi am Text opgezielt waren. Do war nieft der Maladie, der Infirmité, der Déficience physique a psychique och den État de grossesse opgezielt.

An et ass op eng Interventioun vun der Ma-dame Polfer hin, wou déi gesot huet: Mä mir kënnen awer an deem heiten Text, et kann ee jo awer net dovun ausgoen, dass eng Fra, déi en état de grossesse ass, dass déi doduerch esou vill méi vulnerabel wär an esou vill méi faible wär, sou wéi eben all déi aner Kategorie vu Mënschen, déi mer hei opgezielt hunn. An deementspriedend hu mer den État de gros-sesse gestrach.

Mir hunn och an eisen Amendementen d'Stro-fen, déi virgesi sinn, notamment d'Amenden, ajustéiert. D'Prisongsstrofen hu mer gelooss, wéi och d'Fransouse se hunn, mä bei den Amenden hu mer d'Amenden esou ajustéiert, dass se sech och an en Tableau vu d'Gravitéit vun den Infractionen, an deen Tableau, dee mir hei hunn an deen Tradition bei ons am Land ass, dass se sech doranner areien.

Wann Der gesitt, dass d'Fransousen zum Bei-spill kënnen a verschiddenen Hypotheesen eng Amende vun 250.000 Euro spriechen, dann hu mir als Kommissioun gemengt, dass dat net onbedéngt noutwendeg wär. Mir hunn déi Amenden do ajustéiert, well wann en Tribunal géif higoen an en Auteur zu dräi Joer Prisong an zu 250.000 Euro Geldstraf condamnieren, da kann ee sech virstellen, dass an der Praxis déi dote Strof géif exekutéiert ginn, mä d'Vic-time, déi, nodeems deen hei Prozess gelaf ass, jo kann higoen an eng Aktioun maachen, fir hie...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, no-zelauschteren, wann ech gliff!

► **M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.**- ...eng Aktioun maachen, fir hiert Geld erëmzekerien, dass den Auteur, andeems dass en eng Peine vun 250.000 Euro un de Stat bezuelt huet, iwwerhaupt kee Kapital méi hätt, fir d'Victime

ze remboursieren. An deementspriedend hu mer déi Amenden do ajustéiert.

Also ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat hei en Text ass, deen an eis Zäit passt, deen urgent ass, deen de Parquet dréngend brauch, fir enger Rei Leit, déi mengen, si kéinte vu schwaache Leit abusieren, d'Handwierk ze leeën.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **Mme Christine Doerner (CSV).**- Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, den Abus d'ignorance et de faiblesse ass e Begrëff vu grousser Wichtigkeit an der Aktualitéit. Net nëmmen déi Jugendlech ënner 18 Joer, mä och déi eeler, fragiliséiert Matbierger gëllen als be-sonnesch schützenswäert.

Nom honorable Lucien Weiler sengem gud-den a präzise Rapport...

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **Mme Christine Doerner (CSV).**- ...iwwer deen neien Delikt vum Altersmëssbrauch illu-stréieren ech elo kuerz, wéi dësen neie Strof-artikel sech an der Praxis applizéiert.

Eng typesch Erscheinungsform vum Abus de faiblesse besteet doran, eeler, fragiliséiert Leit ze iwwerzeegen, oft onnéideg Commanden zu exorbitante Präisser ze ënnerschreien an héich Akkonten ze bezuelen. Eng Firma huet sech a Frankräich strofbar gemaach, well se engem 74 Joer ale Mann, komplett vereinsamt, mat Ge-heierproblemer an ageschränkter Uerteils-fäegkeet, seng elektresch Installatioun integral erneiert huet, amplaz seng verbrannte Sé-cherung ganz einfach ze ersetzen.

Well dës Firma awer dorops nach aus war, e Maximum vun Aarbechten um selwechte Chantier auszuféieren, huet si dem Mann och nach...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, der Madame Doerner nozelauschteren!

► **Mme Christine Doerner (CSV).**- ...eng Alarmanlag verkaaft. De Präis vun dësen Aar-bechte war disproportionéiert par rapport zu den Aarbechten, mä och zu senger Revenuen a senger Erspuerner.

Och de Verkaf vun enger ganz komplexer Ency-clopédie, komplett inadapteeiert fir eng Persoun iwwer 85 Joer mat Gedächtnisstörungen, déi d'Euroe mat Frange verwisselt, fällt ënnert den Abus de faiblesse.

Bei enger Plainte muss de Riichter dräi we-sentlech Punkte feststellen: d'Verletzlichkeet vum Affer, déi dem Täter opgefall muss sinn, an e schwéiere Schued zulaaschte vum Affer. De Riichter apprécieert dës dräi Konditiounen in concreto, dat heescht par rapport zu der Situ-atioun, am Kontext gekuckt, an de physeschen a mentalen Zoustand vum Affer an natierlech och senger Revenuen.

Oft gëtt de Schued als important agestuuft, wann eng Persoun mat engem klengen Akom-mes d'Halschent vun hire Revenuë verléiert duerch esou eng Arnaque.

Mä par contre fällt net ënnert den Abus de fai-blesse, wann eng 62-jähreg Fra, intelligent a bei klarem Verstand, sech vun engem schlaun Händler beaflosse léisst, e Produit ze kafen, dee si eigentlech ni wollt, well eng gewëssen Iwwerzeugungstaktik gehéiert zu de gängege Geschäftspraktiken.

Niewent dëse finanzielle Rücksichtslosegkeete vun Drëtten kënnen och Procuratiounen zu Mëssbrauch féieren. Dës Abusé ginn oft laang net opgedeckt, well d'Affer ofhängeg ass vum Abuseur a léiwier Geld verléiert wéi déi weineng affektiv Bindungen.

D'Madame Schmit leit scho laang ënner Ge-dächtnisschwächt, wat an enger moderner Gesellschaft liicht zu enger grousser Vulnérabili-téit féiere kann. Op hirem Palier wunnt en héi-flechen a frëndleche Mann. Well d'Madame Schmit öfters Problemer mat Geldautomaten hat, léisst si sech gäre vun deem jonke Mann hëllefen, deem si hir Geheimnummer uvertraut. No e puer Méint huet d'Bank gemierkt, dass ëmmer méi oft héich Zommen opgehewe gi sinn.

Eng aner Erscheinungsform vum Abus ass, wann eng eeler an handicapéiert Persoun an d'Klinik geet an enger Vertrauenspersoun eng Bankprocuratioun ënnerschreift, fir déi gängeg Geldgeschäfte ze erleedegen an hirem Numm. De Vollmachtnehmer awer transferéiert, on-berechtegt, héich Montanten op seng eege Konten. Oft ass et de Banquier, deen dës frau-duléis Operatiounen detektéiert.

Wat riskéiert d'Bank, wa si dës Informatiounen un de Procureur communiquéert? D'Revue vum Droit bancaire vum September 2012 schreift, dass de Banquier sech net der Ver-letzung vum Bankgeheimnis strofbar mécht, well - dat awer nom franséische Recht - e pro-tegéiert ass duerch d'Irresponsabilité pénale an och den État de nécessité am Zivil. Et gëtt keng Jurisprudenz, et gëtt keng Doctrine, déi sech deem Problem momentan ugeholl huet. An déi meeschte vun eise Géranten op de Banke sinn öfters mat esou Affäre konfrontéiert.

Och e potenziellen Ierfsläicher kann elo mat dësem neie Gesetz strofrechtlech verfolgegt ginn a selbstverständlech kënnen dann och um Zivil déi frauduléis Testament, gegebenfalls Donatiounen annulléiert ginn.

Besonnesch eeler Leit, déi un der Grenz vun hi-rer Fäegkeet, fräi ze verfügen, stinn, kënnen, ënner méi oder mannerem Drock, zu engem Testament iwwerriet ginn. An engem gewësse Sënn hëlleft d'Gesetz den Ierfsläicher, well d'Capacité de disposer vum Testator ëmmer présuméiert ass. Et ass un deene legalen ler-wen, dëst Testament fir ongëlteg ze erklären an ze beweisen, dass den Testator zum Zäitpunkt vun der Ënnerschreift net seng Wëllensfräiheet hat, fir sech fräi a selwer ze entscheiden.

Den Abus de faiblesse ass hannerhätteg, well en am Ufank duerch Täuschungsmanöver d'Ver-trauen, d'Frëndschaft mam Affer opbaut an esou d'Affer dozou bréngt, en Testament ze schreien, wat et spontan eigentlech ni gewollt hätt. Den Abus de faiblesse ass en Delikt géint d'Persoun, net géint de Patrimoine. An en ass eng perséinlech Verletzung, e Verrot.

► **M. le Président.**- Madame Doerner, Dir mist lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Christine Doerner (CSV).**- En ass strofbar, och wann de Schued sech ni réaliséiert huet. Mä d'Captation d'héritage nom Douc ass awer ëmmer mat Virsicht an Zréckhalung ze lancéieren. Net hanner all Gentillesse a Frënd-lechkeet muss Ierfsläicherei présuméiert ginn. Wann den éiwege Jonggesell senger Nopesch e Geldbetrag vermécht, huet si et vläicht méi verdéngt wéi eventuell seng Neveuen an Niessen, déi sech ni ëm hie bekëmmert hunn.

Schlussendlech renforcéiert dësen neie Strof-artikel och d'Preventioun an d'Repression vu sectairé Mouvementer a wëllt domadder wël-lensschwaach Leit virun traumatéische Mani-pulatiounen schützen.

Ech kommen elo zum allerleschte Saz: Dëse Projet ass en neie Baustee fir eng juristesche ge-recht Handhab vum Altersmëssbrauch a féllt eng Lück an eisem Code pénal.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Doerner. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Mercj, Här Pre-sident. Léif Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem honorablen Här Weiler, Merci soe fir dee ganz ausféierleche Rapport, deen en ons jo elo hei gemaach huet an dee mir et eriwwegt, nach eng Kéier op d'Detailer anzegoen, an natierlech och dem President vun der Kommissioun, well mir konnten hei an engem ganz sensible Sujet, engem delikate Sujet - sou wéi déi Beispiller, déi d'Madame Doerner eis jo elo just gewisen huet, weisen - awer op eng ganz respektvoll Aart a Weis do-mat ëmgoen.

Ech wëll och dem Minister Merci soen, well de Minister erënnert sech...

► **Plusieurs voix.**- Ahhhh!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- ...well de Mini-ster erënnert sech, dass ganz am Ufank vun dë-ser Legislatur mer eng Kéier zesammen an der Kommissioun eng Liste de priorités opgestallt hunn, an hien huet all Säint gesot an ech hunn em do derbäi gesot: „Mä, Här Minister, mir missten awer onbedéngt och den Abus de fai-blesse maachen, well ech si prett, eng Propo-sition de loi ze maachen.“ An do huet e mer ver-spach, hie géif elo ganz schnell mat esou engem Projet kommen, well dat wier och op hirem Lëscht an da géif dat op eng koordinéiert Aart a Weis am Code pénal virkommen.

Här Minister, ech hunn lech dee Moment ge-gleef. An duerfir sinn ech och elo zefridden, dass Der dat gemaach hutt an dat mer haut iwwert deen Text kënnen ofstëmmen.

Et ass en Text, deen effektiv am Zäitgeescht ass, well, wéi et am Exposé des motifs och steet, nun eemol d'Leit ëmmer méi al ginn an domat och riskéieren, eben a Situatiounen ze kom-men, wou se méi dépendant ginn.

Ech muss soen, mir maachen et awer elo net aus egoisteschen Iwwerleeungen, obschonn am Exposé des motifs gëtt et op eng relativ

krass Aart a Weis duergestallt. Neen, ech liesen lech een Artikel, ee Saz, deen awer zimlech krass ass. Här Weiler, ech hoffen, Dir hutt lech deen och zu Häerz geholl. Et gëtt fir d'Éischt gesot, d'Leit ginn ëmmer méi al, an da steet do: „De plus la classe d'âge très nombreuse des „baby-boomers“...“, zu deene mir jo gehéie-ren, „...de l'après-guerre va bientôt atteindre l'âge de la retraite et malheureusement pour une partie également de la dépendance et de la sénilité.“

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Also, ech wën-schen ons zwar...

**(Interruption)**

Ech wënschen ons zwar, dass dat net on-bedéngt muss esou sinn, an ech wëll duerfir di-rekt ee Saz opgräifen, deen d'Madame Doerner gesot huet: Et gëtt där Fäll, an doduerch, dass et vill méi al Leit gëtt, ëmmer méi. Mä Gott sei Dank ass awer och nach d'Majoritéit vun de Leit, déi eben d'Chance hunn, en héijen Alter ze erreechen, net an där Situatioun. Duerfir, mir maachen et net nëmmen aus eegenem In-térêt.

Mä Spaass beisäit, ech sinn also frou ganz ein-fach, dass mer de Projet de loi hunn. Ech sinn och ganz d'accord mat dem franséischen Text als Base, well och deen hat ech a menger Pro-positioun de loi erausgewielt.

Awer ech si virun allem frou, dass mer eppes Klenges vum franséischen Text konnten änne-ren, an dat ass, als Faiblesse dohinnerstellen den État de grossesse, well dat hätt kënnen, ob mer et wëllen oder net, zu ganz komeschen In-terpretatiounen féieren. An nodeems mer jo och de Vertrieder vum Parquet gefrot hunn, ob iergendwou an der franséischer Jurisprudenz et esou Fäll ginn ass, a wou deen dat verneent huet, war ech frou, dass déi ganz Kommissioun d'accord war, fir den État de grossesse als État supposé de faiblesse duergestellen, fir dat eraus-zehuelen.

Duerfir kann ech haut nëme mat ganz gud-dem Gewëssen dësem Text am Numm vun menger Fraktioun zoustëmmen an natierlech och mat deem Volet Réorganisation judiciaire.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och am Numm vun menger Fraktioun dem Rapporteur Lucien Weiler Merci soe fir säi schrëftlechen a fir säi mündleche Rapport.

Dat hei, mengen ech, war ee vun deene Su-jeten, wou mer keng grouss politesche Diskus-siounen an der zoustänneger Kommissioun ha-ten, well mer eis alleguete bewosst waren, dass eist Stofrecht vun Zäit zu Zäit a punktuell muss vervollstännegt ginn. Dat maache mer heimadder, well sech erausgestallt huet, dass et eng ganz Rëtsch vu moralesch verwerfleche Faité gëtt, déi momentan strofrechtlech net prezis kënnen gefaasst ginn an domadder och net verfolgegt an zu Strofe bruecht ginn.

An duerfir kënt et vir, an ech géif mer wën-schen, dass mer ëmmer esou reagiere wéi hei, dat heescht, net à chaud op e Fait divers rea-géieren, mä eis e bëssen Zäit loossen, ier een da légiferéiert - da mécht een dat meeschtens besser -, an dass mer also hei elo reagiert hunn, wéi gesot, net aus dem Bauch eraus, mä nodeem mer eis genuch Zäit geholl hunn, fir eis eenzel auslännesch Texter unzékucken, déi mer als Modell kënnen erunzéien.

Mir hunn eis no Diskussiounen eigentlech fir de franséische Modell entscheet, wat och den éischte Choix vun der Regierung war. De Conseil d'État hat éischter Faveuren, fir op de belschen Text ze goen. De franséischen Text huet de Virdeel, dass e scho méi laang en vi-gueur ass, dass also do schon eng ganz kon-sistent Jurisprudenz besteet, wou dann och eis Gerichter sech kënnen referéieren op déi Uer-teeler, déi schon a Frankräich op deem-selwechte Stroftext geholl sinn.

Wichtig ass et vläicht ervirzesträichen, dass et sech heibäi, bei deem Abus de faiblesse, net ëm en onfräiwëlegen Delikt handelt. Et muss ëmmer eng bëis Absicht, eng hannerhätteg Absicht virleie bei deemjéinigen, deen d'Schwaachheet vun enger Persoun ausnotzt. A virun allem awer och muss deen Akt, zu deem déi Persoun gedréckt ginn ass, respektiv deen Akt, dee se net geholl huet op Drock hin, hir awer schwéiere Schued zougefügt hunn. Och dat ass eng vun de Konditiounen, déi an deem heiten Text drastinn.

De Parquet huet eis selwer gesot an der Com-mission juridique, dass en dovunner iwwer-zeegt ass, dass deen heiten Text him kéint an



eenzelne Fäll hëlfelefen, fir eng Stroferverfolgung ze maache mat enger gewëssener Chance op Succès. An dat huet eis och schlieslech dann decidéiert, fir op deem franséischen Text eis festzehalen.

Ech wëll just nach ervirsträchen, dass natierlech bei esou engem Ausschluechte vun enger Schwächt vun enger Persoun et de penale Wee gëtt, mä et natierlech niewendrun och weider méiglech ass, zivilrechtlech virzegoen. Ech mengen, eise Code civil gëtt eng Rei vu Méiglechkeeten, fir Verträge oder aner juristesche Akten ze annulléieren, wa gewësse Konditiounen erfëllt sinn.

An et besteet natierlech och d'Méiglechkeet, fir Schuedenersatz ze froen, wann een duerch en Akt vun engem aneren zu Schued komm ass, sou dass een also sech net brauch bei esou Faiten ze beschränken op dee reng penale Aspekt, mä dass och deen zivilrechtlechen Aspekt spillt a sécherlech natierlech och en Zesummenhang elo besteet tëschent dem Wee vum Strofrecht an dem Wee vum Zivilrecht, well normalerweis jo och eigentlech, wann eng penal Prozedur leeft, zivilrechtlech kann definitiv tranchéiert ginn, wann och um penale Plang eigentlech eng Décisioun geholl ginn ass.

Dat gesot, wëll ech hei och ausdrécklech den Accord vu menger Fraktioun zu deem doten Text abréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här President, ech wëllt fir déi gréng Fraktioun dem Rapporteur an och dem President vun der Kommissioun, wéi d'Madame Polfer dat och scho gemaach huet, Merci soe fir déi Diskussioun op deem, wéi mir fannen, ganz wichtige Projet, deen eigentlech erstaunlech spët kennt.

Den Här Bodry huet recht, mir hunn eis fir d'Diskussioun vläicht déi Zäit geholl, déi noutwendig war, mä et ass schonn erstaunlech, dass esou eng wichtige Notiou wéi déi vum Abus de faiblesse eréischt 2013 an de Lëtzebuurger Code pénal ageschriwwen gëtt. Gutt, dat gëtt haut heimadder gemaach. Dat ënnerstëtze mir ausdrécklech. An ech mengen, ech brauch dofir d'Wierder vun de Virriedner net ze widerhuelen, déi ware ganz exhaustiv.

Ech bréngen domadder och just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deem Projet.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Ech hu soss keng Wuertmeldung méi, mä da kritt nach de Justizminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Sou, Merci, Här President! Dir Dammen an Dir Hären, ech soen emol virun allem de Membere vun der Chamber, virun allem vun der Commission juridique, virun allem dem Rapporteur, Merci, dass mer dee Projet konnte relativ séier boucléieren. Politesch si mer eis all eens. Mä et war awer technesch net esou evident ëmmer am Detail. Dofir wëll ech nach eng Kéier dem Lucien Weiler Merci soen, dass en op déi eenzel Detailer aangaangen ass.

Ech wëll och hei eppes soen, wat ech, hoffen ech, och zum Schluss vun deem Dag ka soen, nämlech dass et eis geléngt, dat ass och ëmmer mäin Ziel, an der Commission juridique ze kucken, net Majoritéit géint Opposition ze diskutéieren, mä all zesummen als Membere vun der Commission juridique zesumme mam Minister Texter ze maachen, déi mer gutt fannen, an Texter ze maachen, déi e largé Konsensus kréien.

Alles, wat mat Droit ze dinn huet, huet eppes mat Gesellschaftspolitik ze dinn. A mäi Souci ass et, ëmmer erëm ze kucken, dass mer zesummen diskutéieren, een op deen aneren aginn an herno Texter maachen, wou mer net ëmmer Unanimitéit kréien - hei ass emol Unanimitéit, et kritt een net ëmmer Unanimitéit, dat kann och net ëmmer sinn -, mä dass een awer kuckt, e largé Konsens ze kréien.

Ech sinn och an deem Sënn ganz frou, dass den Alex Bodry hei e Saz gesot huet, deen ech viru Kuerzem och gesot hunn,...

(Brouhaha)

...wéi ech gesot hunn, mir missten eng Debatt iwwert d'Waffen zu Lëtzebuerg féieren: dass ech ebe gären hätt, dass een d'Debatte féiert, net wann iergend e Fait divers geschitt ass an een da mengt, et misst een iergendeppes maachen, mä dass een d'Debatte féiert, well se wichtig sinn, net waart, bis dass se onëmgänglech sinn, mä se virzitt.

An an deem Sënn sinn ech natierlech - elo muss ech hei erëm e bësse laachen, awer gäre laa-

chen -, sinn ech da frou, dass ech hei net op d'Madame Bettencourt, mä op d'Madame Polfer reagéiert hunn.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Oh!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - An et ass effektiv esou gewiescht, wéi d'Madame Polfer gesot huet, dass se gesot huet: „Ech hunn e Souci“, an ech hir gesot hunn: „Ech deelen dee Souci, a kommt, mir kucken dat ze maachen!“ Ech hunn net vun haut op muer aus der Héft geschoss, mä mir hunn deen Text gemaach. An ech mengen, mir hunn hei eppes gemaach, wat wichtig ass, a mir hunn eben net opgrond vun engem Fait divers reagiert. Mir hunn eis d'Méi ginn ze kucken: Wat huet d'franséisch Gesetz? Wat huet d'belsch Gesetz? Wat sinn d'Avantages an d'Désavantages? A mir hunn et, wéi esou oft, fäerdegbruecht, dann eng kleng Lëtzebuergesch Solutioun ze fannen, wou mer positiv Saache vun deem engen an aneren iwwerholl hunn, awer net déi negativ Saachen.

An ech mengen, et ass och eng Aarbecht, déi d'Leit dobaussen net matkréien, déi an der Commission juridique geschitt, dat e bësselche méi kleng iwwer Kommaen diskutéieren, mä déi herno wichtig sinn, wann et drëms geet, en Text ze applizéieren.

Et ass evident, an et ass schonn oft hei ugeklungen, dass mir zu Lëtzebuerg, notament bei deenen Eeleren e Problem hunn, dass een ausgeholl ka ginn. Mir sinn zu Recht ganz houfreg drop, dass mer kee Problem vun Altersarmut hunn. Et gëtt och Eelerer, déi aarm sinn, mä mir hunn eigentlech kee Problem vun Altersarmut. Mir hunn e Problem bei der Aarmt vun deenen Elengerzéien. Bei Altersarmut hu mer eigentlech kee Problem, wat awer mat sech bréngt, dass vill Leit wëllen déi Eeler, déi gutt Pensiounen hunn a gutt lerschaften nach gemaach hunn, wëllen aushuelen. An dofir ass et wichtig, dass mer hei e Rigel virschieben.

An et ass schonn e puermol haut ugeklungen, dass selbstverständlech zivilrechtlech Moosnamen do sinn. Mä eng vun deenen Iwwerzeegungen, déi ech hat, wéi ech den Text déposéiert hunn, ass, dass dat Zivilrecht oft net duergeet. Mir sinn amgaangen an der Commission juridique, zum Beispill ze diskutéieren och iwwer e Regierungsprojet, dee seet, wat fir eng Professionen net kënnen Donatiounen kréie vu Leit, déi amgaange sinn ze stierwen, fir dat emol esou ze soen, wéi et ass: lerschlächerei.

Dat ass natierlech ganz schwierig ze soen, et ass déi Profession an déi aner. Ech mengen, mir diskutéieren nach weider iwwert deen Text. An dofir war ech der Meenung, dass, wa mer dat Strofrechtlech maachen, dat Zivilrechtlech zum Deel och méi einfach gëtt, well wann ee strofrechtlech condamnéiert ass, dann ass et méi einfach herno, zivilrechtlech eppes réckgängig ze maachen.

Wéi gesot, dat dispenséiert eis net, déi zivilrechtlech Dispositiounen weider ze diskutéieren, mä ech mengen, hei hu mer awer iwwert dat Strofrechtlech e wesentlech Element gemaach, fir ze kucken, dass net verschidde Leit wierklech - ech soen dat elo emol einfach esou, Här President - ugeschass ginn, well esou ass et an der Realität.

(Interruption)

Jo, mäin Exposé des motifs ass zitéiert ginn. Ech komme vun Esch, ech sinn net gewinnt, laanscht d'Problemer ze goen, an d'Problemer si leider, wéi se sinn. An och, Madame Polfer, ech gehéieren och zu de Babyboomer, och mir gi leider eng Kéier al, awer haut si mer et nach net.

(Brouhaha général)

Mä et kennt. Et kennt méi séier vläicht, wéi mer mengen. Sou.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Also, wa mer Chance hunn, hein!

(Interruption)

Well een, deen net wëllt al ginn, dee muss fréi stierwen, dee muss jonk stierwen. Dofir, loosse mer eis déi Chance nach oploossen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Voilà, also nach eng Kéier gesot, ech si frou, dass mer hei déi Unanimitéit hunn. Ech hoffen och, dass deen Text eng gewësse Publicitéit kritt, fir dass et eng Partie Leit ofhält, fir ze mengen, mat notament - net nëmme, mä notament - eelere Leit onkauscher Geschäfte ze maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Justizminister. Domadder wäre mer um Enn vun deem Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6444A et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6444A ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Marc Lies), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Ech géif dann d'Wuert ginn dem Här Alex Bodry fir den Dépôt vun enger Resolutioun.

**3. Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry**

Exposé

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt en Text vun enger Resolutioun hei deponéieren, wou mer de Prinzip festgehalen wäen an enger vun de leschte Sitzunge vun eiser Commission d'enquête iwwert de Service de Renseignement, wou mer da gemeinsam eigentlech an eestëmmege der Meenung waren an där Kommissioun, dass mer eis initial Missioun, déi mer hei vum Plenum kritt hunn, eis selwer eigentlech ginn hunn am Dezember d'lescht Joer, dass mer déi missten à la fois kompletéieren an och prezisiéieren.

Dat probéiere mer dann hei ze maachen an engem Text, dee souwäit ofgeschwat ass mat de Membere vun der Kommissioun, deen also och eng ganz Rétsch vun Ennerschrëften niewent menger hei dréit, e bëssen duerch all Fraktiounen, a wou mer géife virschloen, fir eis initial Missioun auszudehnen op d'Missiounen, d'Organisatioun an de Fonctionnementsmodus vum Service de Renseignement, dass mer ausdrécklech an d'Missioun vun der Commission d'enquête och d'Kontroll vun deem Service mat eranhuelen an dass natierlech déi dote Froen alleguere solle gekuckt ginn zesumme mat eiser éischter Missioun, dat heescht am Fong d'Méthodes opératoires vun deem Service ze analyséieren an d'Legalitéit ze préieren an engem eenheetleche Rapport, wou all déi Aspekter do géifen zesumme gekuckt ginn, mat deene Konklusiounen, déi vum Gesetz virgeschriwwen sinn.

Dat ass am Fong a kuerze Wieder den Inhalt vun där heiter Resolutioun, an ech wär frou, wa mer haut do kéinten driwwer ofstëmme.

Résolution

La Chambre des Députés,

- se référant à la résolution du 4 décembre 2012 relative à l'instauration d'une commission d'enquête au sujet de l'examen des méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création;

- considérant qu'il appartient en vertu de la loi à la Chambre des Députés de déterminer les faits qui sont à la base de l'enquête et de définir la mission de la commission d'enquête;

- considérant que les travaux menés par la commission ont fait apparaître la nécessité d'élargir et de préciser la mission d'enquête initiale;

- considérant qu'il est indiqué d'élargir le champ d'investigation de la commission d'enquête aux missions du service, à la collecte et au traitement

des informations, au budget ainsi qu'au personnel du Service de Renseignement;

- considérant qu'il est également souhaitable que la mission d'enquête englobe la question du contrôle du Service de Renseignement;

décide

- de compléter la mission initiale de la commission d'enquête instaurée le 4 décembre 2012 en l'élargissant aux missions, à l'organisation et au mode de fonctionnement du Service de Renseignement;

- d'incorporer dans la mission d'enquête de la commission la question du contrôle dudit service;

- d'intégrer les conclusions de la commission d'enquête sur les aspects supplémentaires de la mission dans le rapport à soumettre à la Chambre des Députés.

(s.) Alex Bodry, François Bausch, Gast Gibéryen, Claude Meisch, Paul-Henri Meyers, Serge Urbany.

**4. Ordre du jour**

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Ech géif proposéieren, datt mer am Laf vum Nomëtteg iwwert déi Resolutioun...

(Interruption)

Jo, se misst awer vläicht de Membere ausge-deelt ginn. Mir kënnen och direkt ofstëmme,...

(Interruption)

...mä ech géif awer proposéieren, mir solle fir d'Éischt den Text eng Kéier ausdeelen an dann am Laf vum Nomëtteg driwwer ofstëmme.

Den nächste Punkt vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 6408 géint d'Abus sexuels. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bodry, Braz an Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**5. 6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal**

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6408 verschäerfe mer eis Strofgesetz géint de sexuelle Mëssbrauch an déi sexuell Ausbeutung vun de Kanner. Mir verstärken och de Kampf géint d'Kannerporno-grafie.

Eng éischt Serie vu strofrechtleche Moosnamen an deem Beräich hu mir schonns am Juli 2011 geholl am Kontext vun der Emsetzung vun der sougenannter Konventioun vu Lanzarote iwwert de sexuelle Mëssbrauch vun Kanner. Déi gesetzlech Upassung vun haut huele mir opgrond vun enger europäescher Direktiv aus dem Joer 2011. Lëtzebuerg kritt domat weltwäit eng vun de strengste Législatiounen am Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner.

Här President, konkret geet et ëm folgend Upassungen an eisem Code pénal: Éischters, bei dem sougenannten Attentat à la pudeur, engem Ugrëff op d'Schimm, deen ouni Gewalt oder Bedrohung ausgeübt gëtt, geet d'Prisongstrof vun elo aacht Deeg bis zu engem Joer erop, fir an Zukunft bei engem Mount bis zwee Joer ze leien.

Als Attentat à la pudeur bezeechent een zum Beispill een onsittlech Beréiere vun enger Persoun géint där hire Wëllen, zum Beispill enger Fra ënnert d'Jupe ze fueren. Gëtt esou eng onsittlech Handlung géintivwer engem Kand vu manner wéi 16 Joer verübt, da stinn dorop bis zu fënnf Joer Prisong; wann d'Affer manner wéi eelef Joer huet souguer bis zu zéng Joer.

Zweetens, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme, féiert och zwou nei sougenannte Circonstance-aggravantes an, also schweier Tatëmstänn, am Kontext vun dem Attentat à la pudeur a vu Vergewaltungen. Et ass dat de Fakt, dass dës Strofdoten am Kontext vun enger krimineller Organisatioun geschéien, respektiv dass d'Affer ee Kand ënner 18 Joer ass, deem ee gravé Préjudice zougefuegt gëtt, dass et also e schweiere Schued erleit. Sou steet op enger Vergewaltung, also engem sexueller Geschlechtsakt géint de Wëlle vun enger Persoun, am Kontext vun enger krimineller organisierter Band eng maximal Prisongstrof



vu bis zu 20 Joer. Op enger Vergewaltigung vun engem Kand vu manner wéi 16 Joer, wat doduerch e schwéiere Schued erleit, stinn an Zukunft bis zu 30 Joer Prisong.

Dréttens, am Beräich vun dem Proxénétismus, der Zuhälterei, ginn nei Tatbestänn agefouert. De Fakt, dass e mannerjähereg Kand, also eng Persoun ënner 18 Joer, rekrutiert gëtt oder forcéiert gëtt, engem pornografesche Spektakel bäizewunnen, zum Beispill op enger öffentlecher Bühn sech plakeg ze presentéieren, mat oder ouni sexueller Handlung, gëtt mat enger Prisongsstrof vu bis zu fënnf Joer bestrooft. Därselwechter Strof ënnerläit och deen, deen e Profit aus deem Spektakel zitt, zum Beispill Entréegeld dofir kasséiert.

Ebenfalls strofbar - mat bis zu fënnf Joer Prisong - mécht sech déi Persoun, déi engem öffentleche Spektakel bäiwunnt, wou eng Persoun ënner 18 Joer sech plakeg ausdeet. Si bei deem Spektakel Kanner vu manner wéi 16 Joer bedeelegt, geet déi maximal Prisongsstrof op zéng Joer erop. Assistéieren ech engem öffentleche Spektakel, zum Beispill an engem Cabaret, wou e Kand vu manner wéi eeef Joer sech plakeg ausdeet, riskéieren ech an Zukunft bis zu 15 Joer Prisong.

An der Commission juridique ass iwwert d'Fro diskutéiert ginn, wéi wäit ee muss Kenntnis dovun hunn, dass et sech hei ëm e Mannerjähregen handelt, deen an dem Spektakel matwierkt. Hei spillen déi allgemeng Regele vun eise Strofrecht. Wann ee wousst, dass et ee Mannerjähregen ass, deen de Spektakel opféiert, respektiv hätt misse wëssen, dass eng mannerjähreg Persoun deelhält, da spillt d'Strofdot.

Bis zu fënnf Joer Prisong riskéiert och deen, deen e Mannerjähregen zwéngt, sexueller Aktivitéit mat enger Drétpersoun ze hunn, respektiv se bedroht, un esou Aktivitéit mussen deelzehuelen.

Véiertens, Persounen, déi sech der Zuhälterei oder anere Sexualdelikter op mannerjährege Kanner schëlleg gemaach hunn, kënnen niewent hirer Strof an Zukunft och e liewenslängleche oder zäitlech begrenzten Verbuete ausgesprochen kréien, fir eng berufflech oder bënnevole Aktivitéit auszeüben, wou si a Kontakt mat Kanner sinn. Dorënner fallen zum Beispill de Beruff vun Schoulmeeschter, dem Educateur, Aktivitéiten an enger Crèche, grad wéi och en Traineramt an engem Sportsveräin, en Dirigent vun engem Jugendorchester, engem Kannerchouer oder zum Beispill e Scoutschef.

An der Commission juridique ass d'Fro opgeworf ginn, wéi et da mat der Responsabilitéit géif stoe vun dem Employeur oder dem Veräin, deen esou e virbestroofte Täter géif astellen. Hei spillt déi strofrechtlech Responsabilitéit vun dem Patron respektiv dem Veräin nëmme, wa si au courant ware vun der Condamnatioun a wëssentlech déi virbestroofte Persoun awer agefallt hunn.

Konkret wäert déi Situatioun geregelt gi mat dem Gesetzesprojekt iwwert d'Reform vun dem Casier judiciaire, well domat an Zukunft all Patron, all Associatioun, déi eng Persoun rekrutiert fir Aktivitéiten, déi e regelméissege Kontakt mat Kanner hunn, ka mam Averstännis vun Kandidat en Extrait aus dem Casier froen, wou all Strofdote géintwuer Kanner opgeléicht ginn. De Projet de loi iwwert de Casier dierft am Februar d'ës Joer, dat heescht den nächste Mount, an dem Plenum zur Ofstëmmung kommen.

Fënneftens, strofbar mécht sech och deejéinegen, dee wëssentlech Filmer, Fotoen oder aner Drocksachen zum Beispill keeft, tauscht oder ausléit, wou pornografesch Duerstellungen vu mannerjährege Kanner ofgebilt sinn. Hei steet eng Prisongsstrof vun engem Mount bis zu dräi Joer drop.

Sechstens, d'Commission juridique hat eng Entwurf mat de Justizautoritéiten a Vertrieeder vun der Police, fir iwwer eng speziell Exigenz vun der Direktiv ze befannen iwwert d'Verbredung vun kannerpornografeschem Material am Internet. Konkret verlaangt déi europäesch Legislatioun vun eis, dass Internetsäite mat pädophilem Material, déi hei am Land „gehost“ ginn, wéi een dat op Neilätzbuergesch seet, geläscht kënnen ginn. Mir mussen och derfir suergen, dass Internetsäiten, déi am Ausland ugesiedelt sinn, och kënnen geläscht ginn. Eng zweet Méiglechkeet ass do de Blocage vun esou Säiten.

D'Läschen oder d'Zerstéiere vu kannerpornografeschem Material op Lëtzebuergesch am Internet ass haut ouni Weideres méiglech iwwert de Wee vun den Artikelen 31.(1) a 66.

(1) vun dem Code d'instruction criminelle, déi betreffen d'Saisien. Ausserhalb vun eise Landesgrenze geet dat Läsche just iwwert de Wee vun enger Justizsummenaarbecht, dat heescht enger sougenannter „entraide judiciaire“. Als Iwwergangsléisung sollt et awer méiglech sinn, den Accès op esou Sitë vun hei aus ze blockéieren.

Duerfir mussen mir op de Wee goen an d'Gesetz vum 14. August 2000 iwwert den elektronischen Handel ofänneren, fir eise Justizautoritéiten et ze erlaben, besser op deem Niveau kënnen virzegoen. An deem Sënn ënnerstëtzt d'Commission juridique de Justiz- a Kommunikationsminister a sengen Efforten, d'Gesetz iwwert den elektronischen Handel unzepassen.

Fir de Rescht recommandéiert d'Justizkommission eestëmmege, de Gesetzesprojekt 6408 ze stëmmen. Ech soen alle Membere vun der Kommissioun an och eise Justizminister Merci fir hir konstruktiv Interventiounen.

Mir hunn elo e strengt Gesetz, mä dat an deem sensibelen Domän, dem sexuelle Mëssbrauch vu Kanner, méi wéi jee justifizéiert ass. Ech ginn duerfir och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. Ech soen och dem Här Roth Merci. Wéi e scho virdu gesot huet, et si verschidde Punkten, wou mer länger diskutéiert hunn. Dat wor déi ganz Informatikproblematik. Et wor och de Problem vum Casier.

Wat ass d'Obligatioun vun enger Associatioun? Muss elo all Associatioun e Casier froen? Wat geschitt, wa se kee Casier freet? Mir sinn eis och eens ginn, an dat war berouegend, dass de Fait en connaissance de cause - dat heescht, dass d'Associatioun oder déi Persoun en connaissance de cause e Casier net gëtt an déi aner Persoun am Fong geholl Kompliz ass - ka bestrooft ginn, an net an anere Situatiounen.

Mir sinn eis eens och, Här President, dass en Acte sexuel, eng Aggressioun op engem Kand dat Schlëmmst ass, wat et an eiser Gesellschaft ka ginn, well dat sech meeschtens net ka verteidegen a Séquellen dréit, wou et keng Estimatioun ka ginn, well et mécht een engem d'ganz Liewe futti, andeems ee sech un engem Kand vergräift. Ech mengen, dass streng Strofen hei scho wichteg sinn. Et muss dissuasiv sinn, et muss...

Leit, déi u Kanner ginn, brauchen awer selbstverständlech och e Suivi duerno. Et geet net nëmme, fir se anzuspären. Ech mengen, dass e Suivi médical och - a psychiatrique - immens wichteg ass virun der Sortie, well soss ass et eng Zäitbomm, déi tickt, wann Der esou Leit einfach esou erausloosst, ouni dass e Suivi organiséiert gëtt.

Wéi gesot, mat deene Garantien, déi mer vum Minister an och vum Rapporteur kritt hunn, dass et hei net drëms geet, dass e Fichage..., well, net dass et eng Présomptioun am Fong direkt gëtt an net, dass all Mënsch, dee gären e puer Stonnen an engem Turnveräin als Bénévole schafft, duerno scho mam Casier muss dohinner kommen. Dat heescht, et muss scho gutt erkläert ginn, firwat dat ass, an net, dass ee mengt, dass hanner all Bénévolen e Kriminelle sech verstoppt. Dat ass awer dee Message, deen op jidde Fall net vun hei dierf erauskommen.

Sou wéi ech et scho virdu gesot hunn, Här President, dat hei ass jo och nach en Text, dee mer jo vis-à-vis vun enger Direktiv hunn, a mir wäerten deen och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Body agedroen. Här Body, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och usäite vun der sozialistischer Fraktioun den Accord zu deem heiten Text, wou et sech jo awer ëm eng Emsetzung och vun enger europäescher Direktiv handelt.

Méi interessant effektiv ass hei, op dat anzegoen, wat am Rapport och drasteet. De Conseil d'Etat huet dat bemängelt. Ech mengen, mir sollten oppassen - et si jo ëmmer nach déiselwech national Regierung, déi am Fong och déi europäesch Texter mat hëllefen négociéieren -, dass déi Konkurrenz, déi an eenzelnen Domäne besteet tëschen dem Conseil de l'Europe op där enger Säit, deen traditionell déi doten Theme behandelt huet, an der Europäescher Unioun, déi ëmmer méi och an déi heite Beräicher eigentlech awierkt, dass sech

dat hei eigentlech net herno erëmispigelt an engem Wirrwarr vu Regelen, déi net honnertprozenteg openeen ofgestëmmt sinn.

Ech mengen, mir haten effektiv virun net allze laanger Zäit hei d'Konventioun vu Lanzarote emgesat an Nationalrecht. Dat war en Text vum Conseil de l'Europe. An hei hu mer zu engem ähnlechen Thema mat Iwwerschneidungen dann en neien Text vun der Europäescher Unioun. Duerfir, wéi gesot, mäin Appell un d'Regierung, fir matzëhëllefen, derfir ze surgen mat deenen anere Regierungen, dass do eng gewësse Kohärenz an deenen internationalen Texter bleift, déi mer dann alleguerten hei mussen an Nationalrecht emsetzen.

Ech mengen, et ka keen haut dergéint sinn, opgrond och vun deene Gräisslechkeeten, déi ëmmer erëm geschéien, dass mer d'Strofmooss hei eropsetzen, deelweis verduebelen, wat gewëssen Infractione géintwuer vu Mannerjähregen a vu Kanner betrëfft. Dat ass sécherlech hëllefräich, och wann ech net dru gleeven, dass esou Strofen onbedéngt ofschreckend wierken.

Wichtig ass et virun allem awer, dass mer eis hei d'Mëttele ginn, fir kënnen zu enger Stroferfolgung ze kommen a fir kënnen och zu enger Bestrofung schlussendlech vum Täter ze kommen, mat all deene Moosnamen, déi ronderëm kënnen opgebaut ginn, och net ze vergiessen awer mat der Méiglechkeet, fir och déi doten Täter esou wäit wéi méiglech erëm eng Kéier ze resozialiséieren.

Wou mer laang driwwer diskutéiert hunn a wou mer sécherlech nach wäerten Diskussiounen kréien, wa mer iwwert d'Gesetz iwwert de Casier judiciaire diskutéieren, dat ass déi Kontroll vun där Interdictioun, déi elo ka vu Gerichter an Zukunft gesprach ginn, wat elo net méiglech war, dass d'Gerichter eng Interdictioun eigentlech ausschwätze fir eng Persoun, fir ënner anerem och an engem soziale Beräich oder an enger éierenamtlicher Tätigkeet ze wierken, wou se an direktem a stännegem Kontakt mat Mannerjährege steet.

Dat ass also eng nei Form vu Strof, eigentlech Zousatzstrof, déi ka verhaange gi vum Gericht. Déi gëtt net einfach ze kontrolléieren. Déi kann de Parquet ganz schwéier kontrolléieren, an natierlech Aussetehender, déi hunn et nach vill méi schwéier, fir de Respekt eigentlech vun där doter Interdictioun ze kontrolléieren. An do muss een, mengen ech, gemeinsam diskutéieren - do bleift eis nach e bëssen Zäit, well esou Strofe jo momentan nach net verhaange gi sinn -, fir ze kucken, wéi een dat do praktesch emsetzt, och am Zesammenhang mat der Reform vum Casier judiciaire, fir effektiv net Responsabilitéiten op eis sëlliche Veräiner zokommen ze loosse, déi se einfach net kënnen assuméieren, well se dat net fäerdegrëngen eigentlech, dat zu honnert Prozent emsetzen.

Dat bleift also eng Fro, déi mer mussen hei an aller Rou gemeinsam diskutéieren, fir do och mengen ech, eng pragmatesch an eng duerchsetzbar Léisung ze fannen. Dat gesot, mengen ech, wäert eis Fraktioun och deen heiten Text stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Body. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen och dese Projet de loi. Et ass wéi gesot d'Emsetzung vun enger Direktiv, déi awer op ganz ville Punkte sech iwwerscheit mat der Konventioun vum Conseil de l'Europe, der sougenannter Konventioun vu Lanzarote. Hei ginn eng ganz Partie Strofdoten ënner méi eng streng Strof gesat.

Mir sinn och domadder duerchaus d'accord an ënnerstëtze se, wellen awer just eng Bemerkung trotzdeem maachen. Ze mengen, dass een an deser Matière nëmme iwwert d'Strofrecht de Problem ka léisen, ass an eisen Aen net richtig. Dat ass kee Grond, fir net en anstännege Strofrecht ze hunn. Dat gi mer eis haut jo och op ville Punkten. Mä trotzdeem, de Fall, wou en Iwwergrëff op Kanner gemaach gëtt vun engem Wëllfriemen - dat ass jo déi Angscht, déi vill Elteren oft hunn -, ass net d'Regel. Et ass éischer d'Ausnahm.

Et muss ee rappeléieren, dass sexueller Iwwergrëffer op Mannerjährege, op Kanner ganz oft, meeschtens an engem familiären Ëmfeld, an engem erweiderte familiären Ëmfeld stattfannen. Et ass also net d'Angscht virum onbekannten Täter, deen op der Strooss wahllos géif zuschloen; et ass leider oft am Ëmfeld vun Kand, wou den Täter ze fannen ass, an duerfir kann et net eleng d'Aufgab si vum Justizministère, dese Problem ze regelen. Hei sinn an eisen Aen och ganz kloer souwuel de Familienministère wéi och den Erziehungsministère gefuerdert, fir iwwert de Wee vun Informatioun,

vun Oplklärung an de Schoulen an op anere Plazen déi Informatiounen ze véhiculéieren, d'Kanner duerch Wëssen an duerch Informatiounen ze stärke, also preventiv virzegoen mat deene richtige Informatiounen op deene richtige Plazen, fir bäizedroen, déi Strofdoten hei ze évitéieren.

De penale Voleet ass noutwendeg, mir ënnerstëtzen en och, mä e léist de Problem net. Leider ass et e Problem, dee wéi gesot am méi noen Ëmfeld vun de Kanner oft stattfënn, an do mussen mer gezielt hëllefen ze informéieren, fir informéiert a gestärkte Kanner ze hunn, déi vläicht kënnen am richtige Moment déi richtige Reaktioun hunn, fir deen Iwwergrëff schlussendlech verhënnert ze kréien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Och vu mir aus e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Roth, deen déi ganz Problematik gutt explizéiert huet. Ech wëilt awer nach op zwee Problemer agoen.

Deen een ass dee vun der Assistance a Spectacles pornographiques. Ganz oft gesäit een, dat a verschidde Länner - Frankräich, Belgien, fir déi ze nennen - et verbueden ass, dat Jonker assistéieren, wann deen Ablack iwwert d'Televisioun oder soss dohem pornografesch Filmer gespilt ginn. Dat schéngt mer hei am Fall och matabegraff ze sinn, mä et kann een nach e puer Doutten hunn. Duerfir wier et gutt, wann een och esou eppes géif verbidden.

Dann ass et och wichteg, dat een déi ganz Reglementatioun kuckt a praktesch duerchsetze kann, dat de Pädophilen, dee versicht, a Kontakt mat Jonker ze kommen, deen dat mécht iwwert d'Musek oder de Sport als Trainer, dat mer dat an de Grëff kréien, dat et effektiv kann duerchgezu ginn. Dat ass zumools de Fall, well ganz oft esou Leit an en anert Land schaffen ginn, well se an hirem Land schon ënner Surveillance sinn. Duerfir mussen mer e Wee fannen, dat mer dat Ganzt wierklech un d'Droe kréien.

Dat ass vläicht méi séier um Pabeier gesot wéi a Realitéit emgesat, well dat bedéngt jo natierlech och, dat de Casier vun eventuelle Condamnatiounen och international kann zur Dispositioun stoen. Or, dat ass a verschidde Länner net de Fall, well déi kee Casier hunn, an duerfir wäert och deen Échange mussen da gemaach ginn.

Bref, dat dote gëtt fir den Här Justizminister a fir d'Regierung nach e bësselchen Aarbecht. Mä dat gesot, ass et awer e gutt Gesetz, zumools, well mer eng Unicitéit kréien an de Condamnatiounen an och an der Aart a Weis, wéi de Libellé vun den eenzelne Strofdoten ass.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Da kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen (Ministre de la Justice).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer dese Projet de loi hei kënnen haut stëmmen. Et geet ëm d'Emsetzung vun enger Direktiv, wou ech och wëll drop hiweisen, dass mer méttlerweil an dem Ministère de la Justice esou wäit sinn, dass mer d'Direktive virun der Zäit emsetzen. Mir hu vill nogeholl, elo gëtt et méi einfach, fir an Zukunft derbäizebleiwen, well der vill do waren, an et kommen der och nach vill.

Ech wëll och do der Chamberskommissioun an och dem Président-rapporteur, dem Gilles Roth, Merci soen, well d'Leit menge jo ëmmer, Direktiv, dat war Copy-Paste! Esou einfach ass dat net ëmmer, a mir hunn eis vill Zäit drop ginn an ech mengen, mir hunn elo e gudden Text gemaach.

Ech hunn och hei drop gedrängt perséinlech, dass mer déi Direktiv esou séier wéi méiglech emsetzen, well jo eng Kéier virun e puer Méint esou wéinst enger klenger Ännerung, déi kengem opgefäll ass an hirer Portée, déi awer direkt eng Incidence op e Fall hat, deen unhängeg war, esou erauskomm war, wéi wann d'Politik zu Lëtzebuerg, d'Chamber, d'Regierung sech net géife seriö asetze géint alles, wat Abus sexuel ass. Dir wësst, dass dat ee vu menge Chevaux de bataille ass, fir géint den Abus sexuel virzegoen. Ech si jo een, deen éischer liberal ass a strofrechtlecher Matière, mä hei, mengen ech, mussen mer ganz strikt sinn, an ech sinn och dofir frou, dass mer hei ganz séier déi Direktiv konnten emsetzen.

Et sinn e puer Froen gestallt ginn an dofir wëll ech e bëssen op déi agoen. Ech fänken elo e bësse mat deene méi klengen un.

Den Här Henckes huet gefrot iwwert d'Interpretatioun vum „spectacle pornographique“: Ech mengen, do mussen d'Parqueten och kënnen



schaffen. An Dir wësst, dass awer zu Lëtzebuerg d'Parquete ganz, ganz vehement sinn, fir ze kucke géint alles, wat Abus sexuel ubelaangt, géint alles, wat Pädopornografie ubelaangt - ech kommen duerno nach eng Kéier dorop zrëck -, wat wierklech e Fléau ass a wou ech muss soen, wou mer ganz gutt zesummeschaffen.

An net nëmmen d'Parqueten, mä och d'Parquete mat aneren Instanzen, wéi LISA Stoptline - dat heescht haut zwar, mengen ech, aneschters -, mä wou mer wierklech zu Lëtzebuerg ëmmer erëm zitëiert ginn als gutt Kollaboratioun, wann et drëm geet, fir op Internet esou Pädopornografie-Siten a -Réseauen d'Handwierk ze leeën. Ech mengen, dass dat scho wichteg ass, an ech mengen, hei maachen ech de Parquete Vertrauen zu Lëtzebuerg, dass se dat Gréisstméiglecht hei erauszeien, fir och all Schlëmme ze verhënnere.

Ech bleiwen nach e bësselche bei deem dote Punkt vun och Pädopornografie, well do e Punkt war - ech hat zwee Punkten an der Direktiv, wou ech relativ vill am Europäesche Ministerot geschwat hunn, deen aneren huelen ech zum Schluss, well en e puermol hei ugeschwat gouf -, ee war dee vun dem Blockéieren oder dem Läsche vu pädopornografesche Siten.

Do hunn ech zum Beispill mat menger däitscher Kollegin, der Madame Leutheusser-Schnarrenberger, zu deene gehéiert, déi gesot hunn, mir dierften awer hei net iwwert d'Zil erauschéissen. Mir mussen oppassen, dass mer net aus dem Prätext, e Site kéint Pädopornografie sinn, dann iergendwéi alles blockéiere géifen, wat eis net gefält a wou mer dann d'Internetfräiheet a Fro stellen. Dat ass e ganz geféierlechen Exercice!

Dofir hu mer och gesot, dass et drëm geet ze läschen, a wann een net ka läschen, da kann ee blockéieren, wann een d'Motiver huet a wann een de Recours huet. Et kann een net einfach soen: Ech ginn elo duerch Google an alles, wou iergendwéi en Numm drop ass, wat iergendepes domat ze dinn huet...

Iwwregens ass mer och scho virkomm, wéll ech soen - ech maachen eng Klammer op -, also, an der Fonctioun publique hu mer jo e bësselchen och Websense, dass mer kucken, dass een net un alles kéint. Ech wollt och eng Kéier eng Recherche maachen iwwer Kriminalitéit a Pädopornografie, ech hunn dann e Stéchwuert eraginn, do hunn ech mer selwer gesot als Fonctioun-publiques-Minister: „Dee Site dierfs de net kucke goen“ - et war zwar e Site mat de Gesetzer -, well d'Stéchwuert „Pädopornografie“ dra war. Mä dat ass jo gutt, dass mer dat mat Websense maachen, mä et kann net sinn, dass mer iergendwéi versichen, iwwert deen heiten Emwee d'Internetfräiheet a Fro ze stellen. Dat ass ech ëmmer deen Équilibrium, deen ee muss maachen.

Dofir: Jo, blockéieren, wann een net ka läschen. Et kann een net ëmmer läschen, well ganz oft d'Serveren a Länner sinn, déi ausserhalb vun Europa sinn, da soll een an der provisoirescher Prozedur blockéieren. Ech wéll nach eng Kéier soen: De Problem ass bei der Pädopornografie um Internet manner deen, dass een déi googlet. Déi fënnt een net iwwert d'Googlen.

De Problem ass, dass dat ganz oft verschlésselt ass an dass ee sech muss ganz vill Méi ginn, fir iwwerhaapt an déi Réseauen eranzekommen. Sou dass manner de Problem ass vum Googlen, mä neen, de Problem ass, emol iwwerhaapt erausgefannen, wéi déi Réseau fonctiounéieren, well déi Leit, déi an deenen dote Réseau schaffen - an zesummen, do gi ganz vill Sue gemaach, mat där Pädopornografie um Internet -, well déi absolut verschlésselt schaffen an dass et einfach drëm geet, fir och an déi Verschlüsselung eranzekommen, fir déi Réseauen ze sprengen a fir dann och do deene Leit d'Handwierk ze leeën.

Dofir wéll ech dat nach eng Kéier soen, dass dat, wat ech op deem enge Punkt gemaach hunn, fir ze soen, mir dierfen net iwwert d'Ziler erauschéissen an d'Internetfräiheet a Fro stellen, näischt domat ze dinn huet, wann ech soen, mir muss radikal géint Pädopornografie virgoen, déi e reelle Phenomeen ass a wou reell kriminell Energie wierklech dran agesat gëtt.

Deen zweete Punkt, fir deen ech mech an Europa vill agesat hunn, wou den hollännesche Kolleg zesumme mat mir en Amendement gemaach huet, deen zwar vum Conseil vun de Ministeren ugeholl gouf (veuillez lire: net ugeholl gouf), mä deen duerno vum Europaparlament - net grad esou hefteg, awer ëmmerhin - mat erëmgeholl gouf, dat ass deen, fir ze soen: Wann ee condemnéiert gouf wéinst Abus sexuel, da geet et net duer, dass een deem herno verbidde kann, fir an engem Beruff ze schaffen, dee mat Kanner eppes ze dinn huet, mä da muss een deem och verbidden, fir iwwerhaapt eng Aktivitéit, a sief se bénévolé, ze

iwwerhuelen, déi eppes mat Kanner ze dinn huet, well et hei net ëm eng Peine accessoire geet, mä well et hei ëm eng Preventioun geet.

Do si mer am Ministerot net duerkomm an eischter Lecture. D'Europaparlament huet dat erëm opgeholl, e bëssen nuancéiert, awer opgeholl, an dann an zweeter Lecture ass dat an den Text komm. Mir haten zu Lëtzebuerg schon en Text, deen e bëssen an där Richtung war, mä elo verstärker mer dat.

Dat war eng hefteg Diskussioun an der Chamber ginn, der Chamberskommissioun ginn, fir ze soen, wat ass elo d'Obligatioun vun de Veräiner. Et ass manner d'Obligatioun vun de Veräiner - ech mengen, et ass e puermol hei och gesot ginn, och vum Gilles Roth -, mä de Veräin huet d'Méiglechkeet, de Casier ze froen!

An da kommen ech op déi Fro, déi den Här Henckes gestallt huet, déi reell ass, mat den europäesche Casieren. Well déi heite Fro, déi ass manner ze kucke mat de Lëtzeburger Casieren, well mir sinn e klengt Land, do weess een oft, wien een astellt als Jugendtrainer. Sou, mä mir wëssen awer, ech war selwer - den „Feierkrop“ huet mech ëmmer genannt „der kleinste Basketballpräsident des Universums“ -, ech hunn also och ganz vill där Kontrakter ënnerschriwwen a mir sinn der ganz vill, fir qualifizéiert Leit ze fannen, och an d'Ausland siche gaangen. Do weess een net, wat am Casier ass, dofir ass dese Projet ganz streng oder ganz extrem liiert mat engem, dee mer leider nach net fäerdeg hunn, well mer op dee leschten Avis vum Statsrot waarden, deen iwwert d'Vernetzung vun de Casieren.

Et geet also hei virun allem drëm, fir engem d'Méiglechkeet ze ginn, wann zum Beispill e Jugendtrainer sech mell aus dem Ausland, fir do kënnen gewuer ze ginn: Huet dee sech do eng Kéier eppes zuschëlle komme gelooss oder net? Et ass also dat, wat mer hei maachen. An dofir ass dese Projet ganz liiert mat deem Projet vun de Casieren a vum System ECRIS, dee mer an Zukunft kréien, dass ee wierklech an Europa d'Casier ka matenee vernetzen an dass een dann effektiv dat gewuer gëtt.

Dofir wéll ech nach eng Kéier soen, dass et hei net eppes ass, wou mer wëllen de Veräiner méi administrativ Schwierigkeete maachen, mä hinnen d'Méiglechkeet ginn, fir eben och ze soen: „Majo, mir kënnen noutfalls nokontrolléieren, wie mer astellen!“, an doduerch och den Elteren eng gewësse Protektioun ze ginn an Assurance ze ginn, wa se d'Kanner an dee Veräin schécken.

Dat ass also eng Saach, nach eng Kéier, wou et eis wierklech drëm goug, dem hollännesche Kolleg a mir, fir ze soen, komm mir kucken och, dass mer déi bénévolé Aktivitéiten, dass mer och do kucken, dass mer do et kréien. Well ech soen lech et, dass ech méi Angscht heiansdo hu fir déi bénévolé Aktivitéiten, well jo och d'Veräiner, d'Leit am Comité si Bénévolen. Wa mer Crèchen hunn, wa mer offiziell Organer hunn, do hu mer Leit, déi professionell och kucken, wa se een astellen. An engem Veräin ass dat zu Lëtzebuerg esou: Déi Leit, déi am Comité sëtzen, dat sinn der, déi maachen dat niewelaanscht, an ech mengen, déi kréien hei eng Hëllefstellung, fir sou gewësse Garantien ze kréien. Dofir ass dat eng gutt Saach.

Dat lescht Wuert, dat war vum Félix Braz, fir ze soen: „D'Justiz, et ass net eleng e Justizproblem.“ Jo, selbstverständlech! Ech wéll awer dofir soen, dass d'Justiz notament de Jugendparquet, dass déi alles maachen, fir mat all deenen aneren zesummeschaffen - dofir hunn ech LISA Stoptline genannt -, dass op alle Fall d'Justizorganer do sinn, fir mat aneren zesummeschaffen, an dass et effektiv wichteg ass, preventiv ze schaffen a preventiv eis Kanner op eng Partie Saachen opmierksam ze maachen.

Ech erënneren un e Film - ech si jo och Filmminister -, ech erënneren un e Film, deen esou al ass wéi ech: „Es geschah am hellichten Tag“ mam Heinz Rühmann, mam Heinz, schwaarz-wäiss, mam Heinz Rühmann no engem Dréibuch vum Dürrenmatt. Herno huet den Dürrenmatt aus dem Dréibuch e Roman gemaach, „Das Versprechen“, deen iwwregens an engem ganz interessante Remake mam Jack Nicholson virun e puer Joer erëm verfilmt gouf.

Dee Film, dat war deemools, just fir dat ze soen, den Dürrenmatt ass deemools vun der Schwäiz gefrot ginn, dat Dréibuch ze schreiwen, well se dovun ausgaange sinn, dass, wann een esou e Film mécht, méi bei de Kanner hänke bleift wéi bei all offiziell Avisen an all offiziell Dëngen.

Dofir soen ech, et ass ganz wichteg, dass mer hei Campagnes preventives maachen an dass mer... Dat kasscht net ëmmer alles, mir mussen och net ëmmer Filmer maachen. Mä ech mengen, dass et wichteg ass, dass ee matzäiten

d'Kanner opmierksam drop mécht, dass se sech selwer mussen schützen.

Da kommen ech op eng Fro zrëck, déi mer haut net gestallt kruten, vun der Verjährung an esou weider, wou ech nach ëmmer soen: Wichtig ass, dass Kanner an Elteren, wann eppes geschitt ass, net waarden, net Angscht hunn, fir sech ze beschwéieren, mä de Courage hunn, encouragéiert sinn, accompagnéiert ginn, fir dat public ze maachen, wat hinne geschitt ass. Well wann ee wierklech wéllt engem eppes nowiesen, da muss een esou séier wéi méiglech dat nowiesen an esou mann wéi méiglech laang waarden. Och dat ass e wichteg Element, wat mer mussen hunn, fir dass mer d'Abus sexuels verhënnere an net herno mussen bestrofen.

Ech soen lech awer duerfir Merci fir déi Unanimitéit, déi mer haut an der Chamber hunn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Justizminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6408 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6408 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);*

*MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;*

*MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer eng Konsultationsdebat iwwert d'Reform vum Nationalitéitgesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen...

**(Interruption)**

Jo, mir kënnen och elo direkt nach, dann ier mer zum Débat de consultation kommen, par...

Wéllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Jo, dann der Rei no.

**(Interruptions diverses)**

Här Kartheiser, Dir wollt elo nach zu der Resolutioun schwätzen, an den Här Henckes och nach?

► **Une voix.** - Neen, neen!

► **M. le Président.** - Just den Här Kartheiser.

Här Kartheiser, da kritt Dir d'Wuert.

**6. Résolution de M. Alex Bodry relative à l'élargissement de la mission initiale de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État aux missions, à l'organisation, au mode de fonctionnement et au contrôle du Service de Renseignement**

**Discussion générale**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech soen lech Merci. Ech soen och dem Här Bodry Merci fir deen Text, deen en eis hei virgeluecht huet. Ech hunn dat do gelies an ech hunn awer do eng Rei Froen.

Dat hei geet ganz wäit. Ech fannen, natierlech kann e Parlament dann och froen an en-

quêtéieren, dat steet jo iwwerhaapt hei guer net zur Debat! Allerdéngs geet et hei och ëm esou Saache wéi d'Missioun vum Dëngscht «collecte, traitement des informations», den «personnel du Service de Renseignement» an esou weider, wou ech mech da froen: Wéi eng Garantien hu mer dann nach, dass do keng Missiounen a Gefor komme respektiv keng Leit a Gefor kommen, déi un esou Missiounen bedeelegt sinn, sief et, dass se direkt am Renseignement schaffen, sief et, dass se fir de Renseignement bei Missiounen bedeelegt sinn?

An ech mengen, ier mer dat hei stëmmen, sollte mer weinstens emol eng Garantie kréie vum President vun der Commissioun, dass mer hei net onbeduecht Leit a Gefor bréngen do-duerch, dass d'Parlament engem berechtere Willen no Opklärung nogeet, awer vläicht do-duerch aner Sécherheetsinteresse vum Land oder vu bedeelegte Persounen kéint a Gefor bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Den Här Bodry äntwert dodrop.

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur.** - Jo, ech mengen, et ass kee Problem, fir dorobber ze äntwerten. Ech mengen, déi Aart a Weis, wéi d'Kommissioun, op jidde Fall bis elo, geschaff huet - dat mécht se schon etlech Wochen -, weist, dass se hir Missioun seriö hëlt. Si weess, dass se an enger sensibeler Matière schafft, wou sech och Froen vu Confidentialitéit stellen. Dat ass, mengen ech, bis elo absolut respektéiert ginn.

A selbstverständlech gëllt och fir d'Enquêtékommissioun de Quelleschutz! D'Protection des sources ass ganz staark an eiser Gesetzgebung geschützt, an ech wäert och derfir suergen an all Member vun der Commissioun wäert derfir suergen, dass dee Quelleschutz selbstverständlech an deem heite Fall respektéiert bleift.

Wa mer do schreiwen, mir wëllen och iwwer Personalroen diskutéieren, dann huet sech dat erginn, well sech effektiv eng Rei vu Problematike ronderëm déi dote Froen stellen. Dat ass och ee Kapitel, en Titel vun engem Kapitel vum Gesetz vun 2004. Mir wollte ganz einfach eis Missioun esou large gesinn, dass mer och déi eenzel Punkten, déi am Gesetz vun 2004 beim Service de Renseignement geregelt sinn, dass mer déi och nach eng Kéier op de Leescht huelen an iwwerpräieren.

Dat heescht net, dass mer verlaangen, dass mer elo eng Lëscht kréie vu sämtlechen Informante vum Service de Renseignement, dat schéngt mer selbstverständlech ze sinn! Et huet och bis elo nach kee Member vun der Commissioun eng ähnlech Demande och nëmme formuléiert. Also, ech mengen schon, dass mer wëssen, wéi mer un déi Aarbecht eruginn: op där anerer Säit mam Wëllen natierlech, eng uerdentlech, eng propper Enquête ze maachen, awer selbstverständlech am Respekt vun de Gesetzer, déi sech och de Membere vun enger Enquêtékommissioun imposéieren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Wa soss keng Wuertmeldung méi ass, géif ech proposéieren, dass mer à main levée iwwert déi Resolutioun ofstëmmen.

**(M. Michel Wolter quitte la salle en vue de ne pas participer au vote.)**

**Vote sur la résolution**

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Ech mengen, dat war e Vote à l'unanimité. Domadder wär déi Resolutioun ugeholl.

Mir hunn dann als nächste Punkt d'Konsultationsdebat iwwert d'Reform vum Nationalitéitgesetz. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech, wéi gesot, bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Bettel, Bodry, Braz, Kartheiser an Henckes.

Elo kritt fir d'Alleréischte de Justizminister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

**7. Débat de consultation sur la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise**

**Exposé**

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer de Mëtteg déi Debat kënnen féieren. Ech hunn héieren, dass ech 40 Minutten am Ufank hunn a 40 Minutten zum Schluss. Ech wäert déi 40 Minutten am Ufank net benotzen. Ech wäert se awer



vläicht zum Schluss muss benotzen, an ech hoffen, dass ech se kann utilement benotzen.

Ech wëll dofir, ier ech op de Questionnaire aginn an op déi Soucien, déi ech als Justizminister hunn, e bëssen op d'Method agoen, fir hei en Débat de consultation ze maachen, well dat mer och um Häerz läit. Et ass esou, dass een ëmmer kann zwou verschidde Zorte vun Debatte féieren. Déi eng ass déi, dass een eng Thees an d'Welt setzt an op d'Antithees waart an dann eng Lagerbildung kritt, an da muss ee kucken, ob een d'Majoritéit kritt oder ob deen aneren d'Majoritéit kritt huet.

Et ass, ech hunn et virdu scho gesot, net meng Method, an allem, wat Gesellschaftspolitik ass, Lagerbildung ze maachen. Et stéiert mech och ëmmer an engem klengen Land zu Lëtzebuerg, dass mer versichen, Lagerbildungen ze maachen, amplaz ze kucken, Konsensussen ze fanen. Et ass dofir, wou ech schon am Virfeld ugekënnegt hat, awer während praktesch dräi Joer, dass ech dat Versprechen, wat mäi Virgänger gemaach huet, de Luc Frieden, 2008, dass ech dat géif ophuelen, e Bilan zéie vum Gesetz an dann eng Debatt opgrond vun deem Bilan géif lancéieren.

Ech soen dat, well ech ëmmer erëm liesen, ech hätt déi Debatt eréischt gemaach opgrond vun deem Gesetz, wat mer hei am Oktober gestëmmt hunn. Dat ass net de Fall. Ech wëll drun erënneren, dass ech déi éischte Kéier vun där Debatt geschwat hunn am Mäerz d'lescht Joer - also bal e Joer hier - opgrond vun enger Question parlementaire vun Här Meisch, dee mech op ee vun de wesentleche Punkten ugesprach huet, nämlech de Problem vun dem Mariage a vun där Konventioun, déi mer ënnerschriwwen hunn, wou ech gesot hunn, ech wär mer bewosst, dass mer eng Konventioun ënnerschriwwen hätten, déi mer net ratifizéiert hätten, a mir géifen eng Debatt féieren an am Kader vun där Debatt wéilt ech och déi dote Fro erëm vum.

Déi zweet Kéier, wou ech déi Debatt an der Press ugekënnegt hat, dat war am Abrëll/Mee am „Tageblatt“, dat war opgrond vun der sougenannter „Affär Caiado“. Do war ech e bëssen iwwerrascht, dass ech gëschter am „Tageblatt“ gelies hunn, ech hätt déi Debatt eréischt duerno gemaach, am Oktober.

Ech hu se am „Tageblatt“ ugekënnegt gehat, och scho viru bal enger Joer, dat war déi berühmten „Affär Caiado“, wou e portugisesche Fussballspiller sech bei der FLF gemellt huet a gesot huet: „Lauschtert, ech si Portugis, mä ech hu meng Schoul zu Lëtzebuerg gemaach, ech schwätze fléissend Lëtzebuergesch, kann ech net Lëtzebuerg ginn?“ De Sportsminister huet mech ugeschriwwen an huet gesot: „Kann dee Lëtzebuerg ginn?“ Ech sot: „Här Sportsminister, liest d'Gesetz. Dee kann net Lëtzebuerg ginn, et sief dann, d'Chamber géif hei e Spezialgesetz stëmmen, wat ech mer net onbedéngt ka virstellen.“ „Mä“, hunn ech dunn och gesot, „ech sinn der Meinung, dass een déi Fro soll seriö kucke vu Leit, déi eng Kéier zu Lëtzebuerg waren, déi eng ganz Partie Joren zu Lëtzebuerg gewunnt hunn a virun allem Lëtzebuergesch schwätzen.“

An dat huet näischt mat Sport ze dinn, well mir hunn zënter 2008 keng Sportlerexception, mir maachen och keng Sportlerexception, dass dat och kloer ass! Mä d'Fro stellt sech awer: Leit, déi eng Kéier zu Lëtzebuerg waren an erëm fortgaange sinn a Lëtzebuergesch schwätzen, mussen déi erëm eng Kéier dee ganze Parcours du combattant maachen, fir Lëtzebuerg ze ginn, oder net?

Ech hunn dunn am Juli e längeren Interview ginn am „Lëtzebuerg Wort“, wou ech méi nach op aner Punkten agaange sinn, déi ech wollt debattéieren, an ufanks September op RTL och - um Radio -, wou ech e längeren Interview ginn hunn, also laang ier dass aner Diskussiounen komm sinn. Mir hunn och versicht, déi Debatt an aller Objektivitéit an Transparenz ze féieren. Dofir hunn ech och an deem Fall, wat rar ass, zwou Pressekonferenzen ginn, eng fir d'Debatt ze lancéieren an eng, fir elo eng Kéier och virun deem Hei-an-d'Chamber-Komme meng perséinlech Konklusiounen ze zéien.

D'Debatt hu mer lancéiert opgrond vun engem Bericht vum Ministère, vun deene Leit am Ministère, déi Dausende vun Dossiere kucken. Iwwregens deene Leit da villmoools Merci fir déi vill Aarbecht, déi se kritt hunn an déi se nach ëmmer hunn an déi, wa mer haut eens ginn, wahrscheinlech nach méi grouss gëtt.

An déi Debatt wollt ech awer och féiere mat de Leit. Ech hunn ëmmer e Problem, wa bei esou gesellschaftspolitesche Froen d'Debatt just bei

den Décideuren ass, Décideurs politiques, Décideurs économiques. Et soll een de Leit dobaussen och d'Méiglechkeet ginn, mat ze debattéieren.

Dofir hunn ech och den 19. September, wéi ech d'Debatt ugekënnegt hunn, en Internetsite ugekënnegt, wou d'Leit konnte ganz sécuriséiert - Dateschutzminister -, ganz sécuriséiert...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - ...mir hir Suergen, Iwwerleunge matdeelen. Ech hu jiddwerengem drop geäntwert. Verschiddener hunn e puermol hin an hier gemaach. Ech hunn d'Leit och ëmmer gefrot: „Sidd Der d'accord, fir dass Är Stellungnahme anonymiséiert herno an d'Debatt afléisst?“ Déi Allermeeschte waren d'accord. Ech mengen, dat ass och nach haut op Internet alles ze gesinn. Dir hutt et all kritt.

Wann Der déi Stellungnahme liest, mierkt Der och ee vu meng Soucien, fir ze soen, dat eent sinn d'Prinzipien, dat anert sinn d'Émsetzung vum de Prinzipien. An et kann een absolut fir Prinzipien astoen, awer feststellen, dass ee vläicht heiansdo muss eng gewësse Flexibilitéit, Souplesse virgesinn, fir déi Prinzipien och esou émssetzen, dass net Härtefall entstinn, mä dass och d'Leit hir Chance kréien. An déi Stellungnahme sinn an deem dote Sënn ganz interessant. Ech ginn haut net drop an, ech hunn dat d'lescht Woch a menger Pressekonferenz gemaach.

Dir fannt och nach haut, soen ech, um Internetsite vum Ministère de la Justice net nëmme d'aktuell Gesetz, eise Rapport, de Questionnaire, op deen ech ganz kuerz aginn duerno, awer och déi Stellungnahme vun de Leit a sämtlech aner Stellungnahmen, déi komm sinn. Mä et sinn der nach iwwregens, déi hunn ech lech elo eréischt un d'Chamber weiderginn: eng Stellungnahme vun der Ausländerkommission vun der Stad Esch an eng Stellungnahme vum Conseil national pour étrangers, déi sinn eréischt en dernière minute komm. Dir hutt se awer alleguer kritt, dass Der déi och kënnst liesen.

A wéi gesot, d'Iddi war hei, fir ze kucken, eng Lagerbildung ze maachen, fir de Sprengstoff erauszehuelen a fir ze soen: „Kommt, mir kucken emol, mir stellen déi Froen, déi ze stelle sinn.“ Dat sinn insgesamt - oh Mamm! - an déi 40 Froe praktesch. Ech ginn och net op se all an, ech ginn op déi eenzel Kapiteln an, wou mir versicht hunn, eng Partie Froen ze stellen. Ech hoffen, dass mer d'Froen all gestallt hunn. Wa se net all dra sinn, da gi se haut opgeworf.

D'Iddi ass, dass ech kann zum Schluss vun deiser Debatt e gewësse Konsens spieren. Ech si mer hei bewosst, dass mer hei net Unanimitéit kréien. Mä wann ech awer feststellen, dass op där enger Fro e Konsens ass, deen iwwert d'Clivage geet vun deem engen an deem anere Lager, iwwert de Clivage Majoritéit/Oppositioun erausgeet, da fillen ech mech méi à l'aise, e Projet de loi ze bréngen.

Well, dat wär jo déi aner Method gewiescht - ech hu scho meng Meinungen, an ech kommen nach op déi zréck -, déi aner Iddi wär gewiescht: Ech bréngen e Projet de loi, dee meng Meinung bréngt, an da kréie mer do kontradiktorech Diskussiounen.

Ech wëll - an dat ass och ganz kloer, dass ech dat wëll virun Ouschtere maachen -, ech wëll, wa mer haut dee largë Konsens spieren, dee mer awer méiglech schéngt ze sinn, nach virun Ouschteren e Projet de loi hei déposéieren, deen deem Rechnung dréit a wou dann de Sprengstoff eraus ass, wou mer dann an der Commission juridique nach eng Kéier an d'Detailer eraginn. Déi kréie mer doudscher net haut all gekläert, d'Detailer, mä dass mer dann an der Commission juridique kënnen e Gesetz maachen, wou ech dann och soen, wat eng gewësse Longévitéit huet.

Ech hoffen - an ech ginn dovunner aus, dass all déi, déi schwätzen, dat gemaach hunn -, dass Der d'Buch vum Denis Scuto gelies hutt, wat beweist, wéi et ëmmer hin an hier gaangen ass, d'Nationalitéit, dass dat wierklech eng gesellschaftspolitesch Fro ass, eng wesentlech gesellschaftspolitesch Fro, wou et ëmmer hin an hier gaangen ass.

Wat fir mech wichteg ass - een, deen iwwregens all seng Studien a Frankräich gemaach huet, wou ech ëmmer erëm festgestallt hunn an där Zäit, wéi ech do war, wéi op eemol erëm hei geännert ginn ass, eng Kéier an déi eng Richtung, dann an déi aner Richtung -, et wär och mäi Wunsch, dass mer haut géifen e Gesetz virbereeden, wat eng länger Kontinuitéit hätt, wat opbaut op deem vun 2008, mä wat eng länger Kontinuitéit huet a wat net dann erëm eng Kéier muss an e puer Joer adaptéiert ginn. Dat ass och e Wunsch, deen ech haut hunn!

Op d'Fro ginn ech ganz kuerz an. Déi éischt Fro ass, ob mer der Meinung sinn, dass de Prinsipp vun de multiples Nationalités, an ech soe bewosst „multiples Nationalités“, well et kann een, also wann ee véier Grousselteren huet, déi all eng aner Nationalitéit hunn, do kann een och déi véier Nationalitéite kréien: Si mer der Meinung, dass dat richteg ass, oder net? Dat war déizäit - 2008 - hefteg diskutéiert.

Ech hu gespuert, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit, mat deenen ech geschwat hunn op deene Konferenzen, wou ech war, déi mer gemailt hunn, eigentlech dat net méi a Fro stellen. Ech mengen, dass dat och zu Lëtzebuerg méttlerweil unerkannt ass. Mä dat ass déi éischt Fro, déi mer mussen soen: Sti mer zu deem Prinsipp vun 2008?

Déi zweet grouss Fro, dat ass déi, si mer d'accord... Also, d'Gesetz vun 2008 hat zwee grouss Paradigmewisselen: Een ass deen, et huet een net nëmme eng Nationalitéit, et kann een der e puer hunn. Deen zweete Paradigmewissel ass: Et ass net méi d'Chamber, déi mat engem eenzelne Gesetz jiddwerengem Einzelnen d'Nationalitéit gëtt, mä et ass de Justizminister, deen d'Nationalitéit gëtt opgrond vu prezise Kritären, a wa se erfëllt sinn, si se erfëllt, a wa se net erfëllt sinn, si se net erfëllt. A wann een net zefridden ass mat der Décisioun vum Minister, da kann een nach ëmmer bei d'Gerichter kloer goen. Fréier konnt een ni géint d'Chamber kloer goen! Wann d'Chamber Nee gesot hat, war et Neen, a wann et Jo war, war et Jo. Dat ass also déi zweet grouss Fro.

An deem Zesammenhang stellen ech dann och déi Fro, déi mer elo am Oktober diskutéiert hatten. Am Gesetz steet, dass d'Chamber kann an exzeptionelle Fäll awer engem d'Naturalisatioun iwwert d'Gesetz ginn. Ech stellen déi Fro, wou ech awer mengen, dass mer relativ unanime sinn, dass d'Chamber ëmmer dat ka maachen, wat se maachen dierf. Dat heescht, et ass net e Gesetz, wat der Chamber d'Recht gëtt, e Gesetz ze maachen. Also sollt mer net méi an d'Gesetz schreiwen, dass d'Chamber dierf Spezialgesetzter maachen. D'Chamber muss just wëssen, dass, wa se e Spezialgesetz mécht an engem d'Nationalitéit gëtt, dass dat muss konform si mat eiser ganzer Jurisprudenz vun der Égalité devant la loi.

Dat war am Oktober bei der Prinzessin Stéphanie de Fall, well se eben d'Fra gëtt vum Grand-Duc Héritier a well se zum Beispill kann eng Roll als Verfassungsorgan kréien, eventuell als Régente. Mir hatten ni e Régent, mä eng Régente, dat war d'Maria Ana de Bragança.

Bon, ech sinn also der Meinung - an dat ass eng Fro -, dass mer net méi sollen an d'Gesetz schreiwen, wéini d'Chamber kann eppes maachen, mä wann d'Chamber mengt, eng Kéier eppes missen ze maachen, da muss se sech un d'Verfassung halen. An d'Chamber ass ëmmer fräi. D'Chamber kann net sech selwer duerch e Gesetz aschränken.

Zu der Naturalisatioun ass déi Haaptfro: Bleiwe mer dobäi, dass Residenz, Sproochekenntnisser, virun allem vun Lëtzebuergesch, Kenntnisser vum Funktionéiere vum Stat an d'Honorabilitéit, dass dat déi Haaptprinzipie sinn, oder sidd Der der Meinung, dass do Prinzipie bäikommen oder ewechkommen?

Dann ass eng Fro vun der Condition de résidence, wou mer froen: Bleiwe mer bei siwe Joer? Solle mer aner Conditions de résidence maachen? Solle mer déi differenzéieren? Ech kommen nach eng Kéier do e bëssen op meng Philosophie, Residenz a Sproochekenntnisser. Dat ass d'Fro: Wéi ootme Residenz a Sproochekenntnis mateneen? Mä dorop ginn ech herno nach an, wann ech duerch d'Fro gaange sinn. Dat ass also dee ganze Prinzip 4, vun der Fro, d'Question 4.

Dann all d'Cas spéciaux, dat ass déi Convention européenne iwwert d'Nationalitéit vum Conseil de l'Europe, déi ech virdu schon ernimmt hunn. Déi hu mer signéiert, awer net ratifizéiert, dat war d'Fro deemools vum Här Meisch u mech. Majo, wann ee bestuet ass, wann ee gebuer ass, wann een Apatride ass, wann ee Réfugié reconnu ass - seet déi Konventioun -, soll ee spezifesch gehollef kréien.

Do ass et esou, dass ech gesot hunn, ma, mir stellen déi Froen haut, fir ze kucken, ob mer mat deem Gesetz, wat ech wëll deponéiere virun Ouschteren, kënnen och déi Konventioun ratifizéieren.

Ech wëll hei eng kleng Klammer opmaachen, déi mech interpelléiert: D'Chamber gëtt sech ganz vill méi an d'Ministerien och, fir ëmmer erëm ze kucken, iwwert d'Direktiven ze schwätzen an d'Reglementer an Europa ze schwätzen, déi mer unhuelen. Mir ënnerschreiwen awer dauernd, d'Regierung, dat heescht den Ausseminister - deen ass zoustänneg dofir - ënnerschreift dauernd Konventiounen, ouni dass eng Debatt virun, zum Beispill an der Commis-

sion des Affaires étrangères oder an anere Kommissiounen, dat hänkt ëmmer dovun of, gefouert gi wär.

Eng Fro, déi ech mer stellen, dat ass: Soll een net och do kucken eng Kéier - dat ass och un d'Chamber -, dass ee vläicht och Debatte féiert, ier dass d'Regierung eng Konventioun ënnerschreift, an net nëmme, wann ee se ratifizéiert?

Mir hunn eng Partie Konventiounen, déi d'Regierung ënnerschriwwen huet, déi awer ni ratifizéiert goufen. Eigentlech ass dat e bësselchen e komeschen Exercice, fir ze soen: Ech ënnerschreiwen, mä d'ratifizéiere kucke mer duerno!

Ech hunn eng Kéier den Exercice gemaach, wéi ech nach Aarbechtsminister war, fir eng Ral-longe ze bréngen vu Konventiounen vum BIT, déi signéiert goufen an net ratifizéiert goufen. Ech weess net, wéi et elo haut ass, mä deemools huet d'Chamber dunn dat ofgeschloss. Ech mengen, haut sinn der net méi vill do, well déi lescht Zäit sinn do an dem BIT manner Konventiounen ofgeschloss ginn, oder net?

Well hei ass et esou: Mir hunn 2008 e Gesetz gemaach, wou mer zum Beispill dem Mariage net méi iergendeen Avantage ginn hunn. Gläichzäitig hu mer 2009 déi Konventioun signéiert, déi seet: Majo, Dir musst awer deene Leit, déi bestuet sinn, en Avantage ginn, fir Lëtzebuerg ze ginn oder net.

Den nächste Punkt ass dee vun der Lëtzebuerg Sprooch. Op dee ginn ech duerno nach eng Kéier a meng perséinlech Iwwerleunge mat an.

Dann ass déi Fro vun de Cours d'instruction civique. Do wëll ech soen, dass dat e grouse Succès ass an dass ech vu Leit geschriwwen krut, dass et eigentlech schued ass, dass nëmme déi Leit, déi wëlle Lëtzebuerg ginn, an déi Cours d'instruction civique ginn, ob een net sollt kucken, dass och déi Leit, déi Lëtzebuerg sinn, d'Méiglechkeet hätten, an esou e Cours d'instruction civique ze goen.

Well effektiv ass et esou, dass jiddweree vun eis, mengen ech, eng Kéier esou e Cours d'instruction civique an der Schoul hat, deen hate mer méi oder manner gären. Mä ech stellen dann heiansdo fest, effektiv, wann ech mat Leit diskutéieren, déi d'Lëtzebuerg Nationalitéit unhuelen, dass se méi Bescheed wëssen iwwert de Lëtzebuerg Stat wéi Verschiddener - an dat soen ech als Fonctioun-publiques-Minister -, déi de Concours matmaachen, fir Statsbeamten ze ginn, a ganz gäre just duerch déi dote Froen, wéi de Stat funktionéiert, duerchfalen.

Ganz vill Kandidaten, Lëtzebuerg, falen duerch bei dem Examen, fir Statsbeamten ze ginn, well se net genuch wëssen, wéi eise Stat funktionéiert, bei dem Droit public. Also ass dat schon eppes, wou ech hei soen, dat ass net mäin Haaptpunkt - ech kommen herno op meng dräi Haaptpunkten zréck -, mä wou ech frou wär, wa mer do géifen dobäi bleiwen a wa mer dat géifen als Chance gesinn, an ebe kucken: Wéi wäit kéint een och Leit, déi net mussen eppes kréien, och soen, et gëtt Cours d'instruction civique? Ech mengen, et wäire vill Lëtzebuerg och interesséiert, emol eppes méi gewuer ze gi wéi dat, wat se wëssen.

D'Condition d'honorabilité, do ginn ech ganz kuerz driwwer. Do ass de Fait, dass fréier dat large war, haut ass et streng: De Minister kann nëmme refuséieren, wann een zu engem Joer feste Prision condamnéiert gouf. Ech hunn net vill, ech soen dat och haut nach eng Kéier, net vill Fäll - dofir ass dat net meng Haaptfro -, net vill Fäll gehat, mä wou ech Bauchweil hat. Zum Beispill: Violence domestique. Do gëtt seelen een zu engem Joer Prision condamnéiert, mä d'Dossiere kommen awer regelméisseg zréck an d'Polizei geet regelméisseg dohinner, geheit regelméisseg Leit eraus. Ech muss deenen d'Nationalitéit ginn.

Meng Fro ass: Kann een dat net méi flexibel halen oder aner Konditiounen fannen? Woubäi ech wëll soen, Flexibilitéit ass natierlech ëmmer geféierlech, well et dann de Minister ass. Allerdéngs ass et esou, dass de Minister ënner engem double Appel steet - Recours en réformation - vun der Cour administrative, wat mer iwwregens gehollef huet. Et sinn heiansdo Doctrinen, déi ech hat, a wa se émgestouss goufen a leschter Instanz, da soen ech: „Okay, dann ass et elo esou. Elo hals de dech an Zukunft dorunner.“ Heiansdo hëlleft et och - Jurisprudenzen -, fir Interpretatiounen ze maachen, well mir hunn am Haus ëmmer Interpretatiounen.

Dann déi Fro vum Mariage, do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

Déi Fro, déi vill diskutéiert gëtt, ass de Recouvrement de la nationalité luxembourgeoise. Dat ass agefouert ginn, fir ze soen: Majo, mir hu Leit, déi hunn hir Nationalitéit missen opginn. Déi Fäll, un déi déizäit geduecht gouf 2008, waren der verschiddener, zum Beispill





dee vun der bestuetener Fra virun de 70er Joren, déi hir Nationalitéit verluer huet, wa se en Auslänner bestuet huet. All hir Kanner sinn dann Auslänner ginn an net Lëtzebuurger. Där sinn also eng ganz Partie Dossieren, déi do kommen.

Aner Recouvrementsfro: All déi Leit, déi wollte Carrière am Ausland maachen an déi hu misse, weinst der Carrière, d'Nationalitéit un huelen aus dem Ausland. Ech huelen de Professer Jules Hoffmann, dee sech ëmmer als Lëtzebuurger virkomm ass, deen och ëmmer op Lëtzebuerg zrëckkomm ass, dee President vum Conseil scientifique vum CRP-Santé war, mä deen an de 70er Joren, wéi mer keng Recherche zu Lëtzebuerg haten, huet misse déizäit Fransous ginn, fir kënnen do Recherche ze maachen. D'Fransousen hätte kee Problem gehat, dass e Lëtzebuurger bliwwer wär, mä d'Lëtzebuurger Gesetz huet gesot: „Ah, du bass Fransous, also bass de deng Lëtzebuurger Nationalitéit lass.“ En hat keng Chance, dat aneschtens ze maachen. An dat ass deen zweete Fall.

Deen drëtte Fall, wou mer ëmmer dru geduecht hunn - do gëtt jo vill de Geck mat mer gemaach, jo, mat eis gemaach, notamment mat mir gemaach -, dat sinn déi Amerika-Lëtzebuurger, et sinn der net vill, mä et sinn der eng Partie, déi massiv no hire Wuerzele sichen an och erëm eng Kéier wëllen d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien. Et gëtt haaptsächlech geschwat vun all deenen, déi aus der Province du Luxembourg kommen, déi ebe Virfahren haten, dat sinn déi meescht. Dat ass opgrond vum engem Article de presse am „Avenir“ geschitt, dass op eemol déi Leit dat entdeckt hunn. Do soen ech, wann ech d'Dossiere kucken, do kënnst elo d'Fro vum Lëtzebuergesch.

Do wëll ech emol fir d'Éischt soen, een, dee lëtzebuergesch gëtt duerch d'Naissance, an hei si mer lëtzebuergesch duerch d'Naissance différee, dee brauch net Lëtzebuergesch ze schwätzen. Wann ee sai Kand umelle geet, wat op d'Welt kënnst, freet den Officier d'état civil net: „Kann dat Kand Lëtzebuergesch?“ Dat Kand ka selbstverständlech kee Lëtzebuergesch. Mä ech kenne ganz vill Lëtzebuurger, déi net Lëtzebuergesch kënnen, well se Lëtzebuurger de naissance sinn.

Déi Fro gëtt jo och bei deenen heiten hei gestallt: Kënne se Lëtzebuergesch? Duerch d'Bank gepeilt kann ech soen, gutt 40% kënnen Lëtzebuergesch. Et huet vill mat de Generatiounen ze dinn. Déi Eeler jo, déi Jonk manner. Ganz vill schreiwen awer och, an dat ass vläicht e Punkt, wou ech herno nach eng Kéier, an där zweeter Phas, drop zrëckkommen, dass se bei hirer Boma Lëtzebuergesch héieren hunn, dass se zu Lëtzebuerg schaffen, dass se sech Lëtzebuerg verbonne fillen an dass se och eng Affection mat Lëtzebuerg hunn.

Do wëll ech soen, zu där doter Fro ass eigentlech déi Fro, déi ech lech stellen, folgend: 2008 gouf gesot, dat leeft 2018 of. Meng Fro ass dofir ganz einfach: Solle mer dat 2018 oflaffe loosse, wéi d'Gesetz et virgesäit? Oder sollt een et éischter ofschafen - wat ech elo net onbedéngt géif virgesinn - oder soll een et verlängeren? Ech kéint mer virstellen, dass een einfach d'Gesetz hei si léisst, mä do sinn ech oppe fir dat, wat Der sot.

Dann dat lescht Kapitel, dat ass den Droit du sol. Ech wëll eng Explikatioun gi vum Droit du sol. Il y a droit du sol et droit du sol! Den Droit du sol, wéi ech en nach kennegeleiert hunn, wéi ech Student a Frankräich war, dat war den Droit du sol absolu: Du kënns op deem Territoire op d'Welt, also bass de, hues de déi Nationalitéit.

Ech war ëmmer dofir géint den Droit du sol absolu, sinn et nach haut, well ech genuch Kollegen hat, deenen hir Elteren hu sech zu Paräis kennegeleiert, obwuel se Lëtzebuurger waren, si waren zesummen do op der Schoul, si hu sech kennegeleiert, d'Kand ass dunn zu Paräis op d'Welt komm, a mat 18 Joer huet d'Kand alles misse maachen, fir net an d'franséisch Arméi ze goen, mä just ze soen: „Ech sinn nëmme Lëtzebuurger.“

Deen Droit du sol le plus absolu, deen ass agefouert ginn a Frankräich an duerno an anere Länner am 19. Jorhonnert, engersäits fir déizäit Steierzueler ze kréien, a virun allem, fir Zaldoten ze kréien. Dat war deen Droit du sol.

Dofir soen ech, wa mer haut iwwer Droit du sol, an dat hunn ech och bei all deene geschwat, déi matgeschwat hunn, ass et net deen doten Droit du sol - du bass zu Lëtzebuerg gebuer, also bass de Lëtzebuurger -, mä fir ze kucken, ob een dem Droit du sol, also der Gebuert zu Lëtzebuerg, net soll méi Rechnung droen, wann aner Konditiounen och erfëllt ginn. Wann zum Beispill ee vun den Elteren - dat ass eng vun de Froen, déi mer stellen - och schonn zu Lëtzebuerg gebuer ass, wann s de zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Jore gewunnt hues an esou weider, dass een da seet, da muss de net déi ganz Naturalisationsprozedur duerchmaachen,

mä do kanns méi einfach bei den Officier d'état civil goen: „Ech erfëllen déi Konditiounen an ech maachen dat.“

Dat sinn also déi fënnf Kapitel. Ech wëll hei ofschléissend soen, wat fir eng dräi Sujete mir am meeschten um Häerz leien. Dat ass dee vun der Sprooch. Dat ass deen éischten. Deen zweeten ass dee vun der Residenz. An deen drëtten ass dee vun der Mariage. Dat sinn eigentlech déi dräi Froen, wou ech mech perséinlech am meeschten agesat hunn.

Deen éischten ass dee vun der Sprooch. Ech bleiwen der Meenung, dass all Nationalitéitengesetz muss och akzeptéiert ginn dobaussen. An d'lëtzebuergesch Sprooch spillt do bei der Akzeptanz eng wesentlech Roll. Et muss een och wëssen, dese Stat, wéi mir en haut kennen, ass duerch d'lëtzebuergesch Sprooch kreiert ginn. Well 1839 ass deen Territoire, wéi mer en haut kennen, definéiert ginn opgrond vum der Sprooch vun deemools. Et ass also schonn eng Base, wou ee wuel muss wëssen, dass souguer 1839 et net Lëtzebuergesch eleng war, well Lëtzebuergesch ass iwwerhaapt net unerkannt ginn déizäit. Also, et kann een net esou maachen, wéi wa mer just d'Lëtzebuurger Sprooch hätten. Däitsch a Franséisch hu vun Ufank un, a scho vum Mëttelalter un eng Roll gespilt. Mä d'Lëtzebuurger Sprooch ass en Element vun dëser Nationalitéit. An d'Lëtzebuurger Sprooch ass ëmmer considéiert ginn, just, si ass diffus considéiert ginn.

Ech war laang Joren am Gemengerot, ech war e puer Joer hei an der Chamber, an ech weess, wéi dat gaangen ass. Dann hu mer Berichter kritt vun der Polizei oder der Gendarmerie, an déi hunn dat gesot: „Er spricht leidlich Luxemburgisch, aber ansonsten hat er sich nichts zuschulden kommen lassen.“ An dann hu mer eng Kéier esou decidéiert, eng Kéier esou decidéiert.

An déi grouss Avancée vum Gesetz vun 2008 ass, dass mer objektiv Kritäre fixéiert hunn iwwer d'Lëtzebuergesch, wou ech och soen, dass do den Institut national des langues eng immens gutt Aarbecht mécht, dat och ëmmer nofreet; dat ass mat der Uni zesummen ausgeklügelt ginn, fir ze kucken: Ass dat objektiv? Hunn d'Leit hir Chance? A grosso modo hunn d'Leit hir Chance.

Allerdéngs muss een och feststellen, dass fir verschidde Leit kënnen Härtefäll entstoen, wa Leit iwwerhaapt net aus engem..., deemno wou d'Leit geografesch hierkommen. E Germanophone huet méi Chance wéi e Romanophone, well en einfach méi no ass beim Lëtzebuergesch. Deemno wéi al een ass! Deemno, wéi vill en ziddert, wann een an den Exame geet. Och dat ass eng Fro.

Do ass also d'Fro: Kann een net bei der Sproocheklausel beim Test bleiwen, awer kucken, Härtefäll ze évitéieren? Do soen ech nach eng Kéier déi Zifferen: 80% sinn dispenséiert, déi Sproocheklausel, dee Sproochentest ze maachen - net Sproocheklausel, sondern de Sproochentest ze maachen -, well se hir Schoul zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Dat sinn déi meescht. Do soe mer net: „Du muss nach en Test maachen am Lëtzebuergesch“, do gi mer dovun aus, du kanns Lëtzebuergesch.

Anerer sinn déi vu virun '84, op déi kommen ech nach eng Kéier zrëck, déi virun '84 op Lëtzebuerg kouden.

An da vun deenen anere sinn dann nach 20%, déi maachen den Test. 70% packen en, 10% falen total duerch, wou den Institut des langues seet: „Mä déi Leit sinn och net virbereet do, déi wësse guer näischt.“ An ech mengen, dat muss een dann awer och..., et kann een déi net récupéieren. 20% packen entweder dat Mëndlech, also dat Verstoen oder dat Schwätzen - et ass ëmmer mëndlech, dat Verstoen an dat Schwätzen -, 20% packen eent vun deenen zwee. An do ass eben d'Fro: Kann een net do kucken, amplaz dass et dann definitiv eriwuer ass, dass een do de Leit eng Chance gëtt? Jiddweree kritt eng Chance, just hei bei deem Sproochentest ass dat e bësselche méi komesch.

Ech wëll iwwerengs soen - Dir hutt dat och an Aren Dossieren -, dass et elo eng Etüd gëtt vun engem europäeschen Uniréseau, wou d'Uni Lëtzebuerg matgemaach huet, déi seet, dass mer eigentlech e liberaalt Gesetz hunn, mä dass, wat de Sproochentest ubelaangt, wat d'administrativ Prozedur vum der Residenz-klausel ubelaangt a wat de Mariage ubelaangt, enner anere meng dräi Punkten, dass mer do misse kënnen nobesseren. Dat ass also zum Sproochentest, dofir soen ech hei meng Meenung.

Dann, dat Zweet, dat ass d'Residenz-klausel. Do hunn ech zwee Soucien. Deen éischten ass dee vun där administrativer Prozedur. Mir verlaangen haut, dass de siwe Joer hannerneen hei wunns. An dat ass fir vill Leit ganz schwieereg, dat ze maachen. Well mir hunn nach am

Kapp ëmmer gehat, en Immigrant ass een, deen ass eng Kéier a sengem Duerf, en hält seng Wallis an de Grapp an dann hält en den Zuch an e kënnst op Lëtzebuerg schaffen an e geet héchstens an der Vakanz heem.

Haut hu mer Migration circulaire, et ass een hei, et ass een dohannen. Ech hunn dee Fall Caiado geholl, well fir vill Leit vu portugiesescher Ofstammung ass dat de Fall. Si sinn op Lëtzebuerg komm, si sinn erëm zrëckgaangen, kommen erëm heihinner. Ech kennen och Leit, déi zu Lëtzebuerg Familljen hunn, an da komme se op Lëtzebuerg an da muss se siwe Joer heibleiwen.

Juste pour l'anecdote: Ech hu virun zwee Deeg am Institut Luxembourgeois de Régulation, en Organ, wat also Pouvoiren huet, déi bei der Souveraineté nationale sinn, e Fonctionnaire vereedegt, deen all seng Exame gemaach huet, deen och Lëtzebuergesch schwätzt, deen allerdéngs nach net d'lëtzebuergesch Nationalitéit huet. Woufir? Ma well en eben eréischt am fënnefte Joer hei zu Lëtzebuerg wunnt. Eist Gesetz erlaabt deem, Fonctionnaire ze ginn. Mä do stelle sech awer Froen: Hien dierf Fonctionnaire ginn, en dierf hei d'Gesetz iwwerwaachen, e schwätzt Lëtzebuergesch wéi mir alleguer heibannen, mä well en eréischt am fënnefte Joer ass, dierf en elo eréischt eng Kéier dann - bon, deemno wéi et geet - an zwee Joer säin Dossier stellen.

Et ass also do schonn, dass ee muss kucken, déi Residenz-déng méi flexibel ze maachen, virun allem d'Interruptions de séjour - dat ass mäin éischte Souci - ze respekéieren. An dat Zweet ass, wat méi ëmstridden ass, ginn ech gären zou, dat ass meng Proposition, d'Lëtzebuurger Sprooch a Residenz ootmen ze loosse. Wat heescht dat fir mech? Ech soen ëmmer, ob siwen oder fënnf Joer, dat ass fir mech net déi Fro, un där halen ech mech net op. Fir mech ass wichteg, dass déi siwen oder fënnf Joer, oder wat och ëmmer, kënnen zesummesat ginn an net mussen an engem Stéck sinn.

Fir mech ass, meng Proposition wär: Majo een, dee wierklech sai Sproochentest packt, soll deen net schonn éischter kënnen Lëtzebuurger ginn? Ech weess awer, dass dat ëmstridden ass, an dofir sinn ech emol gespaant, wat elo haut erauskënnst. A meng aner Proposition ass, dass ee seet: Majo, wann s de 25 Joer hei zu Lëtzebuerg wars, da kucke mer net méi, ob s de Lëtzebuergesch kanns oder net, da gëss de deem Test net méi ënnerluecht, well mer soen, du hues aner Wuerzelen. Et si ganz vill Leit, déi hu Kanner hei, déi hei an de Schoule sinn, déi Haier hunn, déi Lëtzebuergesch schwätzen, déi net d'Chance haten, Lëtzebuergesch ze léieren, oder net.

Woufir 25 Joer? Majo, 2008 hu mer gesot, déi virun 1984 erakomm sinn, dat waren do praktesch 25 Joer, an dofir soen ech: Solle mer da net soen, no 25 Joer? Och dat ass ëmstridden. Ech hu mat ganz vill Interessé de Moien op RTL-Radio e Kommentar vun engem RTL-Journalist zur Kenntnis geholl, dee praktesch alles dat selwecht seet wéi ech, deen awer zum Beispill seet: Neen, esou wäit soll een net goen.

Et sinn der och, déi soen, et soll een d'Residenz-zäit si loosse an net drënnergoe mat der Lëtzebuurger Sprooch. Ech weess, dass dat also eng ëmstridde Proposition ass, dat Ootme-loossen, oder net. Mä ech wollt déi einfach hei och op den Dësch leeën, opgrond vum där Erfahrung, déi ech als Justizminister gemaach hunn. Och well ech weess - ech hunn dat jo och gesinn, wéi ech als Fonction-Publiques-Minister mat der CGFP déi nei Gehälterreform zesumme mam Octavie Modert ausgehandelt hunn -, all Kéiers, wa mer gesot hunn, et muss een Exame maachen, hu mer ëmmer erëm vun där anerer Säit gesot kritt, mä wéi kanns de Leit, déi scho 40, 45, 50 Joer hunn, wéi kanns de déi nach zwängen, en Examen ze maachen? Dat ass eng vun den Ursachen, wou gesot gëtt: Majo, mat engem gewëssen Alter, da geess de net méi gären nach eng Kéier an en Examen. Bon, dat ass also déi zweet Fro.

Déi drëtt Fro ass déi vum Bestiednis. Do e puer Ausféierungen iwwer d'Vergaangenheet. Ech hunn et virdu scho gesot: Ganz fréier, bis, mengen ech, '74, '75 huet ee seng Nationalitéit verluer, eng Fra hir Nationalitéit verluer, wa se e Mann bestuet huet, deen net Lëtzebuurger war. Klasescht Beispill: eis fréier Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, do hu mir keen Akt am Ministère de la Justice, dass déi Lëtzebuurgerin ass. Dat fanne mer net! Majo, hiert Gesetz, dat belscht, an dat Lëtzebuurger Gesetz hu gesot: Bestiits de een anere Mann vun enger anerer Nationalitéit, bass de deng lass an du hëls seng un.

Do waren also - den Denis Scuto ass dat anert Beispill; et ass dat Beispill, an dat ass dat, wat ech virdu gesot hunn, vum Recouvrement -, do si Leit, do huet d'Mamm eben d'Nationalitéit misse un huelen an déi sinn all Lëtzebuurger ginn an hunn duerno misse kucken, de Re-

couvrement ze maachen. Dat hu mer also nach haut.

Dunn hu mer d'Gesetz geännert. An du si mer vun deem engem Extrem an dat anert gefall a mir hu gesot: Okay, du bestiits e Lëtzebuurger, Unicité de la nationalité, du bestiits e Lëtzebuurger, also gëss de automatesch Lëtzebuurger, mä du verléiers deng Nationalitéit. Dat war zum Beispill nach de Fall bei eiser aktueller Grande-Duchesse, der Maria Teresa. Doduerch, dass si de Grand-Duc bestuet huet, konnt si optéieren, fir Lëtzebuurger ze ginn.

Dunn hu mer gesot, mir mussen awer oppassen, dass keng Abusé kommen. Do ass gesot ginn: dräi Joer Option. An du mat 2008 hu mer gesot: Neen, mir maachen iwwerhaapt keen Advantage, mä wann s de dech bestiits, virun allem weinst den Abusen, well do Leit kucken, fir sech ze bestueden - ech schwätzen ni gäre vu Mariages blancs, mä vu Mariages arrangés -, fir da kënnen iwwer dee Wee d'Nationalitéit ze kréien.

Ech mengen, dass d'Souci vum deemools nach haut berechtigt sinn. Ech mengen allerdéngs net, dass d'Solutioun vun deemools nach haut berechtigt ass. An dofir stellen ech d'Fro, ob een net soll kucken, och fir där Konventioun Rechnung ze droen, eng Partie Avantage ze ginn, ouni awer an d'Gefor erëm ze falen, dass de Mariage benotzt gëtt, fir engem d'Nationalitéit ze ginn.

Dat kënnen mer iwwer zwee Weeër maachen. Deen éischte Wee ass deen, dee mer zesummen an der Commission juridique maachen, nämlech ze soen: Kommt, mir kucken, dass um État civil schonn esou Mariage refuséiert ginn. An do hu mer eng ganz Partie Bestëmmungen, déi positiv vum Statsrot aviséiert goufen. Den nächste Mëttwoch komme mer an der Commission juridique jo dofir zesummen, an ech mengen, dass mer do relativ séier kéinten doriwuer eens ginn.

Dann ass et esou, dass ech soen: Wat ass eng Nationalitéit? Dat ass eppes à longue durée. Et ass ganz kloer, dass een eng gewësse Stabilitéit brauch. Et kann net sinn, dass ee sech just bestit, fir d'Nationalitéit ze kréien. Mä de Mariage, och wann e ka gescheet ginn, ass awer par essence indéterminé, och wann een em kann en Enn setzen. Mä et kann een en net unilateral kënnen!

Dofir soen ech: Kann een net dohinnegoen, dass een eng Partie Kritären hält, wéi zum Beispill eng Résidence amoindrie - net siwe Joer, firwat och net fënnf Joer, kéint ech mer virstellen? Kann een net dann zum Beispill soen: Majo, wann een zesumme bestuet ass eng gewëssen Zäit, wou ee jo dann dovunner ausgeet, dass dat méi laang hält, a virun allem, dat ass ee wesentlech Element, wat ech hei wollt op den Dësch leeën, wann een zesumme Kanner huet - dat ass en Element, wou ech gesinn hu bei deene Leit, déi mer geschriwwen hunn, wat vill Misär mécht! -, wann ee Kanner huet zesummen, da geet ee jo awer dovunner aus, dass et zum Beispill net e Mariage blanc war! Wann een also zesumme Kanner huet, soll een do net kënnen Avantage ginn, fir Lëtzebuurger ze ginn?

Mir hu fréier ëmmer geschwat vun der „unicité de la nationalité dans la même famille“. Haut hu mer jo d'multiple Nationalité. Mä soll een net haut schwätze vun der „unicité de la multiple nationalité dans les familles“? Wann Der déi Témoignagë liest, déi ech kritt hunn, ass dat ganz oft de Fall. Wou eng Thailännerin schreift oder hire Mann schreift: „Jo, meng Fra ass hei, mir hu Kanner hei zesummen, si geet ni méi zrëck. Si wollt och eng Kéier den Exame packen, huet en net gepackt, huet elo Angscht, erëm zrëckzegoen, obwuel se an esou vill Coursé gaangen ass. A si stéiert et, dass se net d'Nationalitéit vun hire Kanner huet.“

Do kënnst dann nach derbäi - ech hunn elo déi Nationalitéit geholl, et sinn nach esou Témoignagen do -, wann et Leit vun Drëttstate sinn, dann huet déi ganz Famill - Mann, Fra, Kanner - Problemer, an d'Ausland ze reesen, eleng weinst de Visaen. Dat heescht, wann déi eng Vakanz maachen - obwuel se bestuet sinn, eng Famill sinn! -, hu se e Problem weinst dem Visa vun engem vun deenen.

Nach eng Kéier, mir sollen oppassen, dass mer hei net iwwer d'Zil erausschëssen, dass mer net vun deem engem Extrem ze vill an dat anert falen. Et ass dofir, wou ech och ganz daitlech, ech hunn dat jo scho gesot, net de Pacs virgeschloen hunn, well de Pacs ass par essence net à durée indéterminée, dee ka gekënnegt ginn. Et ass och keen État civil...

**(Interruption)**





...awer net unilateral, Här Bettel, net unilateral! Ech kommen nach op de Punkt. Esou, da kommen ech nach op de Punkt, well ech deen...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- ...et sinn net nëmmen..., Här Minister, dass mer eis awer eens sinn!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice**.- Jo, mä et kann een net unilateral deklarieren: „Mir sinn net méi bestuet.“

#### (Interruption)

Da brauch dat eng gewëssen Zäit.

An da kënn dann nach eppes derbäi, wat ech awer och hei wëll soen. Ech weisen och hin op déi Diskussioun, déi mer dann den nächste Mëttwoch an der Commission juridique féieren. En Argument, wat ëmmer geholl ginn ass, fir ze soen, de Pacs muss déiselwecht Rechter kréien - awer net déiselwecht Flichten, mä déiselwecht Rechter kréien - wéi de Mariage, do ass ëmmer gesot ginn: Majo, well gläichgeschlechtlech Partner sech net kënnen bestueden.

Ech ginn dovunner aus, dass mer den nächste Mëttwoch dat bestätegen an der Commission juridique, wat mer scho bestätegt hunn: nämlech dass mer de Mariage vu gläichgeschlechtliche Koppelen nach aféieren, ouni 5.000 Amendementen! Mir müssen eis eens ginn iwwert d'Fro vun der Adoptioun. Ech mengen nach ëmmer, dass ech am Numm vun der Regierung eng rasonabel Proposition gemaach hunn, déi doudsicher keng Unanimiteit fënnt, mä déi awer kéint e largé Konsens op d'mannst fannen.

A wa mer dat den nächste Mëttwoch maachen, mengen ech, hätte mer och do wierklech eppes gemaach, wou mer an der Gesellschaftspolitik no vir ginn, ouni hei d'Gesellschaft ouni Nout ze splécken.

Sou. Dat also zu deem drëtten Punkt, dee mer um Häerz läit, de Mariage. Ech weess, dass dat och wahrscheinlech déi Saache sinn, déi hei am meeschte kontrovers sinn.

Ech hoffen elo op eng flott Debatt, wou ech nach eng Keier soen, dass et mer wichtig ass, dass mer och an d'Detailer eraginn, wou ech hoffen, herno Konsensusen ze fannen, wou ech selbstverständlech dervun ausginn, dass net jiddwereen dat esou gesäit wéi ech.

Mä ech hu léiwer, ech spieren dann haut, wéi wäit ech ka goen, wéi wäit ech net ka goen, an ech kann dann effektiv dat maachen, wat ech ugekënnegt hunn, nämlech e Projet de loi nach virun Ouschteren hei ze déposieren, fir dass mer dann en temps utile en neit Nationalitéitgesetz kréien, wou d'Leit selbstverständlech am Ministère vill Aarbecht hunn, mä wou mer dann net méi müssen an dës Chamber zréckkommen.

Dofir am Virus emol scho Merci fir déi Debatt, wou ech awer dervun ausginn, dass se gutt gétt.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Justizminister. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Internationale Geriichtshaff definéiert 1955 a sengem bekannten Uerteel „Nottebohm“ d'Nationalitéit folgendermoossen: «La nationalité est un lien juridique ayant à sa base un fait social de rattachement, une solidarité effective d'existence, d'intérêts, de sentiments, jointe à une réciprocité de droits et de devoirs.»

D'Nationalitéit ass deemno fir d'Alleréischte eng Gefillssaach. D'Nationalitéit berout eigentlech op véier Grondelementer: éischstens, e Gefill, zu engem méi grouse Grupp vu Leit an och zu engem Land ze gehéieren; zweetens, gemeinsam Interessen; drëttes, eng Solidaritéit, déi sech doraus ergëtt; a véiertens, och gemeinsam Rechter a Flichten. D'Nationalitéit, déi per Gesetz definéiert gétt, ass a sech nëmmen de juristeschen Ausdruck vun enger sentimentaler Bindung vun de Leit un hiert Land.

Här President, wann ee wëllt d'Konditiounen, fir d'Nationalitéit ze kréien, gesetzlech ëmfaassen, da kann een dat net lassgeliest kucken vun der Geschicht vun engem Land a vu sengem Vollek. An dat zielt besonnesch am Fall vun eisem Land. Déi sentimental Bindung, d'Zesummegehéieregkeetsgefühl, oder, fir et op de Punkt ze bréngen, d'national Identitéit, d'Bewosstsinn, ee Vollek vun engem Stat ze sinn, gétt et eigentlech nach net esou laang hei

am Land. Den Historiker Gilbert Trausch huet eng Keier Lëtzebuerg als „État malgré lui“ beschriwwen.

Erlaabt mer duerfir, op e puer Eckdate vun eisem Land zréckzekommen. Eisem Land seng Grenzen an d'Zesummesetzung vum Vollek, dat drop leeft, hunn an der Geschicht eigentlech permanent geännert.

1364: d'Herrschaft vum Venceslas I. Lëtzebuerg hat deemools e Gebitt vun 10.000 km<sup>2</sup>, véiermol méi grouss wéi haut.

1659: den Traité vun de Pyrenäen. En Deel vun eisem Territoire ëm Thionville, dee geet u Frankräich.

1815: Wiener Kongress. Den östlechen Deel déisäit der Musel an der Our bis op Bitbuerg, dee gétt un Däitschland ofgetrueden.

1838: den Traité vu London. Den Onofhängegkeetsstatut gétt confirméiert. En Deel geet un d'Belsch. Eist Land kritt seng heiteg Grenzen.

All Verloscht un Territoire hat och ëmmer en Afloss op d'Zesummesetzung vum Lëtzebuerg Vollek. Eist Nationalgefühl ass duerfir eréicht an der Period 1839 bis 1945 entstanen. D'Land ass an där Zäit an Etappen ëmmer méi autonom ginn, ëmmer méi politesch onofhängeg vu senger groussen Noperen.

D'Fro vun der Nationalitéit ass och an den eenzelne Verfassungen ugeschnidde ginn.

An der Constitutioun vun 1841 war d'Nationalitéit éischt Viraussetzung, fir wielen ze dierfen a gewielt kënnen ze ginn.

1848: déi méi liberal Constitutioun duerch d'Aféierung vun enger konstitutioneller Monarchie an d'Grënnung vun eiser Chamber. Dës Verfassung huet preziséiert, dass d'Nationalitéit duerch d'Zivilgesetz geregelt gétt.

Net zulescht d'Entwécklung vum Baurestat zu enger Industrienatioun huet zu engem gréisseren nationale Selbstbewosstsinn vun Lëtzebuerg Vollek gefouert. Am beschte verdäitlecht dat wuel den „Feierwon“ vum Michel Lentz, dee grad 1859 fir d'Éischt gesonge gouf. An do heescht et ënner anerem: „Dat mir nun och de Wee hu fonnt, Zum éiweg grouse Völkerbond, Kommt hier aus Frankräich, Belgie, Preisen, Mir wellen lech ons Hémecht weisen.“

Mä eréicht déi däischer Zäit vum Zweete Weltkrich mat dem memorabele Referendum vun 1941 huet eis als Natioun definitiv zesummegehesst. Jo, et ass eigentlech d'Resistenz vum Lëtzebuerg Vollek géint den däitschen Naziokkupant, déi de Prozess vun der nationaler Kreatioun hei am Land ofgeschloss huet.

Här President, Dir gesitt, no deem kuerzen Exkurs iwwert d'Geschicht vun eisem Land, dass d'Nationalitéit, also d'Verbindung, de Lien tëscht dem Vollek an dem Stat, per se evolutiv ass. Si hântk vum de politeschen, awer och den ekonomeschen Émstänn. An dat zielt besonnesch fir d'Lëtzebuerg Nationalitéit. Et erklärt och, firwat déi jeeweileg Gesetzgebung bei eis jee no Zäit ganz ënnerschiddlech Konditiounen, meeschtens restriktiv, fir den Erwerb vun der Lëtzebuerg Nationalitéit virgesinn hunn.

Den Historiker Denis Scuto schreift an deem Kontext a sengem Buch „La nationalité luxembourgeoise“, dass d'Evolutioun vun der Legislatioun iwwert d'Nationalitéit hin an hier gerass ass tëscht engersäits enger protektionistescher Approche an anerersäits enger pragmatischer, méi opgeschlossener Approche. Déi protektionistescher Approche geet Hand an Hand mam identitären Débat, während déi méi pragmatischer Approche sech drëms suert, wéi d'Netlëtzebuerg am beschten an eis Communautéit kënnen integréiert ginn.

D'Nokrichszäit bis 1968 stoung ënnert dem Afloss vun engem éischer restriktiv Gesetz. Et ass eigentlech drëms gaangen Aarbechtskraaft aus dem Ausland ze kréien, awer se net hei zu Lëtzebuerg ze halen. Esou huet eng lëtzebuergesch Fra, déi en Italiener bestuet huet, hir lëtzebuergesch Nationalitéit verluer. Et gongt drëms, à tout prix déi duebel Nationalitéit ze évitéieren. Déi gefuertert Residenzzäit war deemools zéng Joer.

D'Gesetz vum 22. Februar 1968 gouf am Kontext vun der europäescher Gemeinschaft ugehall. Et setzt notament d'Residenzklausel vu virun zéng op elo 15 Joer erop, an dat, fir d'Assimiliatioun vun den Netlëtzebuerg besser ze garantéieren.

1975 koum dunn e méi liberaalt Gesetz. Et verschwennt d'Diskriminatioun vun de Lëtzebuerginnen, déi hir Nationalitéit duerch e Mariage mat engem Frieme verléieren. D'Gesetz vun 1975 ass ënnert dem Androck vum héijen Immigratiounstaux geholl ginn a gesäit deemools schonn e Paradigmewiessel vir. D'Residenzklausel geet vu 15 Joer op zéng Joer erëm erof. A verschiddene Fäll gi souguer fënnf Joer duer.

De Rapporteur Eugène Schaus hält als Grond duerfir deemools fest: «Comme en présence des besoins constants en main-d'œuvre étrangère nous devons avoir à coeur d'éviter la constitution de trop fortes minorités nationales préjudiciable à la paix sociale, nous avons tout intérêt à faciliter l'intégration de ceux des étrangers vivant chez nous et qui s'y sentent chez soi. Or, il n'y a pas de doute que l'intégration se fait le plus facilement à un âge relativement jeune. La commission juridique approuve l'objectif poursuivi par le Gouvernement et propose en conséquence d'abaisser la durée de la résidence exigée au pays pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise tant par voie de naturalisation que par voie d'option.»

D'Nationalitéit gétt net méi ugesinn, fir déi, déi do sinn, ze protegéieren, mä fir déi, déi kommen, an eis Communautéit ze integréieren. D'Gesetz vum 11. Dezember 1986 mécht dann den Accès zu der Lëtzebuerg Nationalitéit weider op, andeem et zur Gläichstellung tëscht Fraen a Männer kënn, wat d'Transmissioun vun hirer Nationalitéit un d'Kanner ugeet.

D'Gesetz berout awer och op enger nei entflamter identitärer Debatt. Eise Sproocheregime vun 1984 gesäit vir: «La langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois.» Énnert dësem Androck ass och den Débat ëm d'Gesetz vun 1986 gefouert ginn.

Soll d'Maîtrise vun der Lëtzebuerg Sprooch zur Konditioun ginn, fir Lëtzebuerg ze ginn? Deemools ass dës Léisung opgrond vun engem minoritären Avis vum Conseil d'État net zréckbehale ginn. Gläichzäitig ass eng aner Revidicatioun, nämlech d'Erofsetze vun der Residenzklausel vun zéng op fënnf Joer, och net zréckbehale ginn.

Mam Gesetz vum 24. Juli 2001 kënn et zu enger weiderer Oplockerung vun der Naturalisatiounskonditioun. D'Residenzklausel geet vun zéng op fënnf Joer erof, a gläichzäitig muss den Antragsteller op d'mannst eng vun den offizielle Sproochen - Däitsch respektiv Franséisch - beherrschen. Hie muss zousätzlech Basiswëssen am Lëtzebuergesche virweise kënnen.

Mam Vote vum Gesetz vun 2001 huet d'Chamber eng Motioun ugehall, an där d'Regierung opgefuertert gétt, den Terrain virzebereede, fir en Débat iwwert déi duebel Nationalitéit. D'Resultat dovunner war de Rapport «Citoyenneté multiple et nationalité multiple au Grand-Duché de Luxembourg» vun de Professer Delpérée a Verwilghen, deen als Basis gedéngt huet fir d'Gesetz vun 2008, iwwert deem seng Evaluatioun mir haut debattéieren.

Am Verglach zu allen anere Reformen, déi am 20. Jorhonnert ënnerréicht goufen, ass d'Gesetz vun 2008 sécherlech déi bedeitendst. Zënter jee huet de Lëtzebuerg Legislateur versicht, de Phänomeen vun der duebeler Nationalitéit ze ënnerbannen.

2008 huet d'Chamber eng 180-Grad-Keier geholl. Énnert dem Androck vun der ekonomescher an der demografescher Evolutioun gouf den Zougang zu der Lëtzebuerg Nationalitéit weider opgemaach. Et gongt politesch ëm d'Erhale vun engem ganz spezielle Lëtzebuerg Modell: de Modell vun engem klengen Land, an deem méi wéi 170 verschidden Nationalitéit beieneen a mateneen liewen an zesummen zum Wuulstand vun eisem Land a vun eis all bäidroen.

Haut wunne méi wéi 524.000 Leit am Grand-Duché. Dovunner sinn der 295.000 Lëtzebuerg an 229.000 Netlëtzebuerg. Zënter der Industrialiséierung vun eisem Land si mer e Land vun der Immigratioun. Mir sinn e Land, dat nëmme kann duerch eng staark Immigratioun seng Economie a säi Sozialmodell oprechtherhalen.

D'Fro vun der Nationalitéit stellt sech do an engem ganz spezielle Kontext. Et geet drëms, d'Zukunft esou ze gestalten, dass d'Volek, dat zu Lëtzebuerg leeft, och d'Lëtzebuerg Vollek ass. Et geet drëms, de Lien zwëschen dem Vollek an dem Stat oprechtzuerhalen, an dat op laang Zäit.

Här President, Dir selwer waart Rapporteur vum Gesetz vun 2008. Deemools hutt Dir an Ärem schréffleche Rapport den Deputéierte René Blum zitéiert, dee schonns 1939 gesot huet: «L'État a intérêt à accroître le plus possible le nombre de ses nationaux en assimilant tous ceux qui naissent sur son territoire afin d'empêcher la constitution de colonies d'étrangers dans notre pays.»

A genau dat ass d'Zil vun der duebeler Nationalitéit. Huet d'Gesetz vun 2008 dës Zil erreecht? D'Antwort ass kloer: Jo.

2008 hunn 1.215 Leit sech naturaliséiere gelooss. Dat Joer drop hu 4.022 Leit sech naturaliséiere gelooss. 2009 an 2010 woren d'Haaptinteressenten d'Portugisen, d'Italiener, déi Däitsch, d'Fransousen an d'Belsch.

Nach eng aner Zuel: 2008 sinn 2.470 Kanner als Lëtzebuerg gebuer ginn an 3.126 Kanner sinn als Netlëtzebuerg op d'Welt komm. 2011, also ënnert dem Afloss vum Gesetz vun 2008 sinn 3.000 Lëtzebuerg Kanner op d'Welt komm an 2.639 net lëtzebuergesch Kanner.

Wa mir haut iwwert d'Nationalitéitgesetz debattéieren, dann ass dat net an alleréischer Linn méi eng immigratiounspolitesch Debatt, mä eng integratiounspolitesch Fro. Haut si méi wéi dräi Véirel vun den Netlëtzebuerg, déi am Land liewen, Leit aus europäesche Memberstaten. Si profitéieren vun de Grandfräiheete vun der EU. Dat heescht, si kënnen sech fräi zu Lëtzebuerg bewegen a si kënnen sech hei etabléieren, fir ze schaffen.

Am Kloertext heescht dat, dass si d'Lëtzebuerg Nationalitéit iwwerhaupt net brauchen, fir bei eis ze liewen. Duerch déi europäesch Citoyenneté kënnen d'EU-Bierger och eng Partie politesch Rechter hei zu Lëtzebuerg ausüben, wéi zum Beispill d'Recht, bei de Gemengen an den Europawahlen ze wielen oder gewielt ze ginn. Si hunn och e Recht op eng diplomatesch Protektioun, wa se ausserhalb vun der EU e Problem hunn an zum Beispill bei der Lëtzebuerg Ambassade ëm Hëllef froen. Dës Rechter gëllen och fir Lëtzebuerg, déi am EU-Ausland oder soss op der Welt liewen.

Wat ass an deem Kontext dann iwwerhaupt nach den Intérêt, besonnesch fir en EU-Bierger, fir d'Lëtzebuerg Nationalitéit unzehuelen? D'Haaptgrënn fir d'Lëtzebuerg Nationalitéit unzehuelen, sinn éischer praktescher Natur. D'Leit wëlle sech besser an der Aarbechtswelt integréieren. Si wëllen, wa se net EU-Bierger sinn, fräi reise kënnen. Si wëlle beim Stat eng Plaz fannen. Si wëlle sech besser an d'Veräinsliewen integréieren. Si wëllen hir Situatioun hei zu Lëtzebuerg ofsécheren a stabiliséieren, ouni awer d'Nationalitéit vun hirer Heemecht ze verléieren. Dat heescht net, dass déi Leit keen affektive Lien zu Lëtzebuerg hätten, mä si wëllen, grad wéi mir och, hir Wuerzelen net leugnen.

Am Rapport Delpérée/Verwilghen steet, dass: «La citoyenneté multiple est, dès à présent un fait. La nationalité multiple est un autre fait. Ni le Grand-Duché de Luxembourg, ni aucun autre État, européen ou non européen, ne sauraient lutter contre un phénomène tout à la fois politique et social qui caractérise des sociétés contemporaines de plus en plus perméables aux influences extérieures. Par contre, il revient sans aucun doute au Grand-Duché de Luxembourg, comme aux autres États, de reconnaître ce mouvement, de le canaliser pour que les effets pervers du système de citoyennetés et de nationalités multiples n'en perturbent pas le développement ou ne génèrent pas de tels inconvénients qu'ils en compromettraient l'équilibre.»

Aus all deene Grënn steet d'CSV-Fraktioun nach wie vor kloer hannert dem Prinzip vun der duebeler Nationalitéit, wéi se ënnert dem deemolege Justizminister, dem Luc Frieden, agefouert gouf.

Här President, wat ass dann elo d'Positioun vun der CSV-Fraktioun zu den eenzelne Konditiounen, déi fir den Erwerb vun der Lëtzebuerg Nationalitéit spillen? D'Gesetz vun 2008 verlaangt dräi Haaptkonditiounen, fir Lëtzebuerg ze ginn: d'Verstoen an d'mëndlecht Beherrsche vun der Lëtzebuerg Sprooch, ee Grondwësse vun de Lëtzebuerg Institutiounen an eng onënnerbrache Residenzzäit vu siwe Joer virun der Naturaliséierungsdemande.

Éischt Fro: d'Sproochekennnisser am Lëtzebuergeschen. D'Sprooch ass e wichtege Aspekt vun der qualitativer Integratioun, dat heescht, d'Bedelegung un den ekonomeschen, sozialen a politesche Strukturen vum Land. Lëtzebuergeschen kënnen ass sécher keng Conditioun sine qua non, fir hei ze schaffen an ze liewen. Mir sinn e Land, wat dräi offiziell Sproochen huet. Ekonomesch gesinn ass d'Haapt-sprooch jo bekanntlech an deem Beräich d'Franséisch oder elo d'Englescht.

Wat de soziale Volet betrëfft, geet d'Integratioun jo oft iwwert d'Veräinswelt, wou d'Leit um lokalen Niveau mat hire Matbierger a Kontakt kommen. Een, dee Lëtzebuergeschen kann, huet dann natierlech direkt eng Barrière manner.

Wat de politesche Volet ugeet, esou ass d'Lëtzebuerg Sprooch den Haaptkommunikationsvehikel vu politeschen Iddien, Rieden, Programmer, Débaten an esou weider.

Och wann d'Partei vill Efforté maachen, fir d'Netlëtzebuerg an hir politesch Strukturen ze integréieren an och mat an d'Gemengewahle se huelen, geet awer kaum e Wee laanscht d'Lëtzebuergescht, dat jo nach ëmmer d'Sprooch vum Wieler ass.

Lëtzebuergescht ass net onbedéngt eng Viraussetzung, fir kënnen wielen ze goen - d'Partei-programmer sinn oft op e puer Sproochen -,





mä et ass eng Konditioun, fir kënnen gewielt ze ginn. Am Endeffekt a wäit iwwer all ekonomesch, sozial a politesch Consideratiounen, ass et schliesslech den Effort, fir d'Sprooch ze léieren, deen d'Zeechen ass, fir sech wierklech wellen an eis Gesellschaft ze integréieren.

Wéi sympathesch ass et dach, vun engem Amerikaner oder Hollänner ze héieren, dass dee wëllt mat lech Lëtzebuergesch schwätzen? Fir d'CSV-Fraktioun bleift duerfir d'Veersten an d'Schwätze vun der Lëtzebuurger Sprooch am Sënn vun der Integratioun eng Konditioun, fir eis Nationalitéit ze kréien.

Här President, d'Gesetz vun 2008 verlaangt e gewëssen Niveau am Beherrsche vun der Lëtzebuurger Sprooch, deen duerch e Sproochentest gepréift gëtt. Fir d'Veersten ass dat de Sproochenniveau B1 vum europäesche Referenzkader. Dat heescht, et muss ee sech am Alldeegleche kënnen débrouilléieren. Am Mëndleche muss een den Niveau A2 vum europäesche Referenzkader hunn. A2 entsprécht engem Niveau, wou ee kann a kuerzen an einfache Sätz seng eege Situatioun beschreiwen, an et muss een och e Gespréich kënnen féieren.

En objektive Sproochentest gëtt duerch den Institut des langues organiséiert. A ronn 70% vun de Leit packen dee Sproochentest. 20% hunn een oder deen anere Rattrapage, an 10% packen den Test net.

Fir d'CSV-Fraktioun sinn déi zwee Sproochenniveaux aus der Gesetzgebung vun 2008 wichteg, fir op Lëtzebuergesch ze kommunizéieren. Mir wëlle se duerfir bäibehalen. Mir wëllen d'Niveaux net erofsetzen. Fir d'CSV-Fraktioun sollen d'Sproochkenntnisser och weiderhin duerch en objektive Sproochentest gepréift ginn.

Mir wëllen awer net, dass fir deen, dee wierklech wëllt Lëtzebuergesch ginn, d'Sprooch zu enger definitiver Barrière gëtt, fir d'Nationalitéit ze kréien. Mir kënnen duerfir mat op de Wee goen, fir de Sproochentest an Zukunft méi labber ze gestalten an e Kompensatiounssystem tëscht mëndleche Kenntnisser an dem Verstoe vun der Sprooch anzeféieren.

Wann een hei zu Lëtzebuerg siwe Joer an d'Schoul gaangen ass, da brauch ee kee Sproochentest ze maachen. Leit, déi méi wéi 25 Joer am Land wunnen, sollen och kee Sproochentest musse maachen. Schwéierbehënnerter solle vun dem Sproochentest kënnen dispenséiert ginn.

Här President, zweet Fro: d'Grondkenntnisser vun den Institutionen. D'Gesetz vun 2008 gesäit vir, dass deejéinegen, dee wëllt Lëtzebuergesch ginn, op d'mannst mussen dräi sougenannt „Civiquescoursen“ maachen. D'CSV-Fraktioun wëllt des Konditioun esou bäibehalen. D'Grondkenntnis vun de lëtzebuergeschen Institutionen an de fundamentale Rechter, mä och de Flichten an eiser Gesellschaft ass fir eis eng Viraussetzung, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit kënnen ze kréien.

Här President, drëtt Fro, d'Residenzklausel. Fir kënnen Lëtzebuergesch ze ginn, muss een dem Gesetz vun 2008 no siwe Joer onënnerbrach vum Naturalisatiounsansatz am Land gewunnt hunn.

Ass dat haut nach ubuecht? Dozou eng éischte Bemierkung: Mam Nationalitéitgesetz vun 2001 si mer vun zéng...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Roth nozelauschteren, wann ech gelift!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- ...op fënnf Joer erofgaange mam Argument, dass d'Residenzklausel fir d'Naturalisatioun der Residenzklausel vun der Optioun, also dem Choix, fir Lëtzebuergesch kënnen ze ginn, sollt ugepasst ginn. Am Kontext vun der duebeler Nationalitéit si mer du mam Gesetz vun 2008 vu fënnf op elo siwe Joer Residenzzäit eropgaangen.

#### (Interruption)

Haut gëtt et keng Optiounsméiglechkeet fir d'Nationalitéit méi, just nach d'Naturalisatioun. D'Residenzdauer vu fënnf Joer ass awer elo an dem Wahlgesetz ermëtzefannen, fir bei Gemeengewahlen dierfe wielen ze goen.

Zweet Feststellung: D'Berufswelt zu Lëtzebuerg beweegt sech an enger schnelliweeger Zäit. Dee gréissten Deel vun Netlëtzebuurger, déi hei am Land wunnen a schaffen, sinn EU-Bierger. Déi Leit sinn och berufléidig mobil. Dat heescht, dass se oft scho virum dem Oflaf vu siwe Joer erëm an d'Ausland ginn, fir do zum Beispill eng aner Aarbecht ze fannen. Et kann och sinn, dass een ëmmer hei zu Lëtzebuerg gelieft huet, dann awer fir e puer Joer huet missen an d'Ausland goen, fir do ze schaffen, an duerno erëm zrëck op Lëtzebuerg komm ass. Dës Persoun muss haut, obscho se hir ganz Kandheet a Jugend zu Lëtzebuerg verbruecht huet, erëm siwe Joer waarden, fir eis Nationalitéit ze kréien.

D'CSV-Fraktioun ass duerfir gewëllt, dese legale wéi och praktesche Consideratiounen Rechnung ze droen an d'Residenzdauer op fënnf Joer erofzesetzen. Fir d'CSV-Fraktioun kann een duerfir d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, wann ee fënnf Joer am Land gewunnt huet a Lëtzebuergesch zur Genüge ka schwätzen a verstoen an déi néideg Kenntnisser vun eisen Institutionen an elementare Biergerrechter, mä och -pflichten huet.

Här President, de Minister proposéiert zousätzlech nach eng Rëtsch aner Adaptatiounen a besonnesch d'Aféierung vun enger Partie Regeln, déi aus dem sougenannte *ius soli* kommen. Dat heescht, dass een d'Lëtzebuurger Nationalitéit kritt, wann een hei am Land gebuer gouf.

De Moment spillt de sougenannte „*ius soli*“, also den *Droit du sol*, zu Lëtzebuerg nëmmen a limitéierte Fäll. E Kand, wat hei gebuer ass an deem seng Elteren net Lëtzebuurger sinn, mä wouvunner awer een Elterendeel hei gebuer ass, ass Lëtzebuurger. Dat sinn déi sougenannte „Lëtzebuurger aus zweeter Generatioun“.

Des Weideren ass e Kand, wat zu Lëtzebuerg gebuer ass an deem seng Elteren net bekannt sinn, och Lëtzebuurger. Oder e Kand, dat aus diverse Grënn keng Nationalitéit huet an dat hei gebuer ass, ass Lëtzebuurger. Lëtzebuurger ass och deen, dee virum 1920 hei am Land gebuer ass.

Prinzipiell ass d'CSV-Fraktioun éischer reservéiert géigeniwwer dem Prinzip vun dem *ius soli*, dem *Droit du sol*. Mir kënnen awer mat op de Wee goen, fir Leit, déi zwar zu Lëtzebuerg gebuer goufen an awer net Lëtzebuurger sinn, den *Accès* zu eiser Nationalitéit ze erliichteren. D'Leit, déi déi gesetzlech Bestëmmung vun dem *ius soli* erfëllen, sollen dann d'Nationalitéit kënnen ufroen iwwer eng einfach Deklaratioun beim Officier d'état civil, am Regelfall also dem Buergermeeschter vun der jeeuweileger Gemeng.

Här President, d'Geschicht vun eise Land weist, dass mir eist Nationalitéitgesetz musse evolutiv betruuechten. Et komme permanent Leit op Lëtzebuerg liewen a schaffen. Mir si gewollt oder ongewollt mat enger Integratiounsfro beschäftegt. Mir mussen eis där Fro am Geescht vun der Zäit stellen. Mir kënnen eis net vun Europa, vun der Welt ofkapselen, andeems mer eng restriktiv Politik maachen, andeems mer versichen, vun de Leit hirer Aarbechtskraaft ze profitéieren, ouni hinnen awer d'Méiglechkeet ze ginn, aktiv un der Gestaltung vun eiser Gesellschaft matzewierken.

Duerfir hu mir als Lëtzebuurger Land a Bierger en eegenen Intérêt, deene Leit, déi hei liewen a schaffen, déi wëllen déi Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, mat allen domat verbundene Rechter, also och dem Wahlrecht, jo sech wëllen integréieren, den Zougang zur Nationalitéit méi onkomplizéiert ze maachen.

Dat heescht net, dass mir keng Exigence méi mat der Nationalitéit verbannen. Duerfir ass fir d'CSV-Fraktioun niwient enger gewësserer Residenzdauer d'Haaptkonditioun déi vun eiser Sprooch. Eis Sprooch, d'Lëtzebuergesch, ass fir vill Leit, déi hei am Land liewen, d'Mammesprooch. Et ass fir vill vun eis dee wichtigste Aspekt vun der Lëtzebuurger Nationalitéit an och hirer Identitéit. Net fir näischt gëtt op dem nationale Commémoratiounsday all Joers grad un de Referendum vum 10. Oktober 1941, en Eckdatum vun der Geschicht vun eise Land, geduecht, wou deemools 97% vun de Leit gesot hunn, hir Sprooch wier d'Lëtzebuergesch. An och haut, méi wéi 70 Joer duerno, schwätze mir hei an der Chamber grad wéi an eise Gemengeréit als Vertrieeder vum Vollek Lëtzebuergesch.

Duerfir ofschléissend, Här President, am Numm vun der CSV-Fraktioun an am Telegrammstil folgend Positionen zu de Kritären, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze kréien:

Jo zur Lëtzebuurger Sprooch mat Sproochenniveau a Sproochentest, sou wéi se haut virgesi sinn, mä d'Méiglechkeet, fir ze kompenséieren tëscht d'Sprooch schwätzen a se verstoen.

Jo zu enger Residenzklausel vu fënnf Joer. Mir sinn op bei der Fro, ob des Period kann zäitlech ënnerbrach si virum Antrag op d'Lëtzebuurger Nationalitéit.

Jo zu de Grondkenntnisser vun de lëtzebuergeschen Institutionen a vun de Grondfräiheeten an -pflichten an eise Land.

Jo zu enger vereinfachter Prozedur, fir d'Nationalitéit opgrond vun dem *ius soli* ze kréien. Prinzipiell muss den *Droit du sol* d'Ausnahm bleiwen, enger punktueller Upassung vun den aktuelle Bestëmmunge verschléisse mir eis awer net.

Jo, fir dem Justizminister ënnert der Kontroll vun de Gerichter méi Befugnisser ze ginn, fir

d'Naturalisatioun ze refuséieren, wann den Antragsteller net déi néideg Honorabilitéit huet.

Jo, fir déi sougenannte „Virfahreregel“ mam aktuellen Datum vum 31. Dezember 2018 auslafen ze loosse.

A Jo fir d'Sträiche vun den Artikelen 8 an 9 aus dem aktuelle Gesetz, déi virgesinn, dass een an aussergewöhnleche Fäll am Interessi vum Land ka per Gesetz d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, well de legislative Pouvoir vun der Chamber ass souverän mat oder ouni gesetzlecher Habitatioun.

Ech soen ofschléissend Merci dem Justizminister, dass en dese gutt virbereeten Débat de consultation ugefüert huet. An als CSV si mer selbstverständlech op, fir en ähnlech gutt virbereeten Débat de consultation an engem anere Sujet, nämlech deem vum Wahlrecht fir d'Netlëtzebuurger, och an der Chamber ze féieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci, och dem Minister Merci, dass mer iwwer dese Sujet diskutéieren. Et gëtt esou verschidde Sujeten, wou ee weess, dass ee kann d'Leit direkt matrappen. Et si sensibel Sujeten, wou d'Leit da ganz tranchéiert Meinungen hunn, an et brauch een nëmmen op deen een oder deen anere Site kucken ze goen, da gesäit een, wéi deen ee sech défouléiert vis-à-vis vun deem aneren.

Dofir wor ech och e bëssen iwwerrascht, Här Minister, gëschter, wéi ech eise Chamberspresident gehéiert hunn, dee gesot huet, déi Fro soll an engem Referendum tranchéiert ginn iwwer d'Ouverture vun de Stëmmméiglechkeete fir d'Netlëtzebuurger. Ech wier och interesséiert, wann ech d'Positioun vun der Regierung vläicht kéint kréien, ob déi d'Meenung vum Chamberspresident dozou och dréit. Mä ech kommen dozou méi spéit.

Här President, et geet haut ëm d'Lëtzebuurger Nationalitéit, wou - deemools d'Naturalisatiounen, Optiounen, Recouvrementen - et vill Méiglechkeete gëtt, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze kréien. Den Här Minister huet eis och e ganze Froekatalog ginn, wou ech direkt soen iwwer d'Kompetenzen - well kommt, mir maachen et kloer a mir probéieren, op déi eng an op déi aner Fro eng Äntwert ze ginn -, wou d'Kompetenzen leien: Ech mengen, dass et elo, wou se sinn, déi richteg Plaz ass. Et soll en Acte administratif sinn. Et geet och vill méi séier. Kommt, mir sinn eis eens!

Well an der Zäit - well mir schwätzen ëmmer, d'Chamber hätt d'Kompetenz -, mä et sinn och nach Avisé gefrot gi beim Statsrot. Et sinn Avisé gefrot ginn an de Gemengen. D'Dossieren hu bei deem engem oder bei deem anere méi laang... Iwwer den Distriktskommissär si se gaangen.

An, Här President, Dir selwer nach, wéi Der bei eis an der Commission juridique waart, an d'Madame Doerner, déi laang och Rapporteur war vun den Naturalisatiounen, mir hunn heiansdo Dossiere kritt, déi dräi oder véier Joer gebraucht hunn, fir bei eis an d'Kommissioun ze kommen, iwwerhaupt fir de Vote kënnen ze huelen. Dat wor en Délaï, deen total net rasonabel war. Dat heescht, am Moment, do, wou d'Kompetenz ass, bei der Justice, ass déi richteg! A virum allem huet een elo an dem Land och den Degré de juridiction, wou ee kann och déi Décisioun contestéieren, wat virdrun net de Fall war.

D'Situatioun bei eis am Land ass eng eemoleg Situatioun. Ech weess net, ob et aner Länner gëtt oder Hauptstied och, wou déi Situatioun esou ass, wéi se bei eis ass. Mir hunn am Moment an der Stad Lëtzebuerg 67% Netlëtzebuurger! Dat heescht, zwou Persounen vun dräi bei eis an der Stad hu kee Lëtzebuurger Pass. An een Drëttel huet e Pass.

Ech si frou, dass mer kee Front National hei hunn. Ech si frou, dass mer et fäerdegbréngen, ee mat deem aneren zesummenzeliwen, een nieft deem aneren, ee mat deem aneren.

Ech stelle mer och Froen awer a maache mer och awer verrschidde Suergen, wann ech gesinn, dass mer ëmmer méi Clibb kréien..., ech soen zum Beispill, bei eis an der Stad sinn Demandé gewiescht vu verschidde Clibb, fir e portugisesche Fussballclub, e schwedesche Fussballclub, francophone Scouten, portugisesch Scouten, englesche Fussball etc., etc., wat ech ganz schlecht fannen. Well wann een direkt scho bei deene Jéngsten ufänkt, bei de Scouten, bei de Schoulen, bei dem Sport, deen ee vun deem aneren ze trennen, kréie mer d'Integratioun net des le plus jeune âge bei de Kanner. An dat fannen ech wierklech traureg.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dofir si mir der Meenung, dass ee sollt och an de Gemengen, wou ee jo d'Méiglechkeet huet och, fir verschidde Initiativen där enger oder där aner Associatioun ze ginn, se incitéieren, dass mer Inklusioun maache schonn des le plus jeune âge, an net a contraire schonn Associatiounen ënnerstëtzen, fir dass dann d'Kanner an hirer Sektoren an der Europaschoul, an der International School sinn, duerno an de Scouten de Weekend an am Sport déi ganz Woch. Esou maache mer op jidde Fall keng Integratiounspolitik. An dofir ass dat och immens wichteg, dass mer dat évitéieren. Mir hunn et jo och fäerdegbruecht, dass keng „gentrification“ du point de vue Sozialschichten oder du point de vue Nationalitéiten an de Quartiere ass, eppes, wat och ganz wichteg ass, an do musse mer och weider dru schaffen.

Déi grouss Froen, déi ee sech stellt: Déi éischt ass elo emol den Délaï. Dat ass dat, wat d'Fro ass. Ech ka mech erënneren, et woren zéng Joer, du woren et fënnf Joer, du woren et siwe Joer. Ech ka mech erënneren, dass den Här Fayot deemools véier Joer proposéiert hat. Do wor eng Enchère, eng Surenchère, wien elo am déifste géif goe bei deenen engen, a bei deenen aneren, wou een da géif nach dropsetzen, fir ebe verschidde Kritären ze hunn.

Ech muss lech soen, et ass deemools gesot ginn - fënnf Joer woren en *Acquis*, dee mer zesummen diskutéiert haten -, dass een do op siwe Joer eropgaangen ass, just well dann d'duebel Nationalitéit géif kommen, dowéinst misst een et da méi komplizéiert maachen.

Ech muss lech soen, dass fir eis den Délaï vu siwe Joer e laangen Délaï ass! An et gëtt nach ëmmer keen Argument, sou wéi mer et deemools och gesot hunn, fir vu fënnf op siwen eropzegaan, fir dee vu siwe Joer ze justifiéieren. Mir sinn iwwerzeegt, dass den Délaï vu fënnf Joer dee richtegen ass! A mir sinn och der Meenung, dass bei engem Délaï vu fënnf Joer een net ka kucken, dass et genau fënnf Joer zesumme sinn.

Et ass eng Proposition komm - an ech sinn och ganz frou, dass d'Ausländerkommission bei eis an der Stad sech och d'Suerge gemaach huet, an och aner Gremien -, dass ee soll en Délaï kucken, dee méi breet ass. Dat heescht, et muss ee soen, dass een zum Beispill déi lescht acht Joer en Délaï vu fënnf Joer huet missen hei am Land verbréngen. Et ka jiddwerengem virkommen, an d'Ausland ze goen. Dir hutt verschidde Leit, déi hunn da véier Joer hei gewunnt, da gi se sechs Méint an d'Ausland fir eng Missioun, fir e Studium, fir d'Aarbecht. Een, deen den Erasmus-Programm mécht, deen an d'Ausland geet, da kennt en zrëck, an et seet een: „Ah neen, du hues keng fënnf Joer! Elo geet den Délaï nees bei null lass, an du muss déi nächst fënnf Joer dann nees hei wunnen.“ Dowéinst menge mer, dass et wichteg ass, dat an acht Joer zesummen ze kucken.

Dann ass d'Fro och gestallt ginn am Katalog vun de Froen vum Minister: Wéi ass et a mat den Apatriden? Wéi ass et mat den Demandeurs d'asile? Wéini fänkt do den Délaï un?

Ma, Här Minister, mir mengen, dass den Délaï muss ufänke vun deem Dag un, wou se hei sech ageschriwwen hunn. Een, deen illegal hei ass, dee sech ni melt, zielt net! Mä wann ee sech - well et huet nach keen dee Sujet abordéiert -, wann elo een awer heihinnerkennt a sech aschreift..., an da kann ee soen: „Jo, mä seng Prozedur wor nach net fäerdeg.“ Mir kënnen awer net, wa säin Uerteel oder seng Prozedur fënnf oder sechs Joer dauert, him soen: „An elo fänkt den Délaï da vu fënnf Joer un.“ Dat heescht, dass e bal zéng oder zwielef Joer muss hei am Land sinn, fir dass säin Délaï ufänkt (veuillez lire: fir dass säin Délaï erfëllt ass).

Dowéinst menge mer, dass den Délaï soll ufänke vun deem Dag un, wou e legal hei ass, dat heescht, wou en op d'mannst sech deklaréiert huet op enger Gemeng, an net einfach soen: „Et ass eis egal.“ Also, d'Lenture vun der Administratioun kann net eng Sanktioun si fir den Administré, egal vu wou e kennt!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Den Délaï also, wéi gesot, dat ass jo och e wichteg Argument gewiescht, do si mer der Meenung, dass ee sollt da wéi gesot op fënnf Joer erofgoen, op engem Délaï vun acht Joer zesumme gekuckt. D'Sprooch. Ech ka mech erënneren, wat gesot ginn ass déi leschte Kéier. Et ass vun Angschte geschwat ginn am Numm vun der CSV, dass mer kee Pass-Tourismus wëilten, mir wëllen net,



dass Leit, déi en Deel vun hirem Liewen zu Lëtzebuerg verbréngen an dann nees an aner Deeler vun der Welt weiderreese bis un d'Längst, eise Pass als zweeten, drëtten oder véierte Pass och nach mat kënnen féieren.

Dat si keng Argumenter, Här President!

#### (Interruption)

Jo, mä dat huet awer deemools den Här Wolter gesot. Ech hunn awer de Procès-verbal, ech hunn e matbruecht, Här Roth, ech kann lech dat matginn, wat deemools awer gesot ginn ass.

Et soll een ni vergiessen, wat een...

#### (Interruption)

Et soll een ni vergiessen, wat een eng Kéier gesot huet. Ech fannen et jo gutt an ech si frou, dass den deemolegen - ech hunn et schonn eng Kéier gesot, Här President -, ech si frou, dass den deemolegen CSV-President Biltgen, deen deemools jo mam CSV-Minister Frieden averstane war, fir den Délai op siwe Joer eropzeschrauwen, haut de Justizminister Biltgen iwwerzeegt kritt huet, dass den Délai vläicht e bësse laang wier. An dat, wat deemools d'CSV gesot huet, dass se e bëssen Angscht haben, dass d'Sprooch awer..., wierklech eng ganz nationalistesches Ried, dass mer haut awer eis eens sinn, dass mer bestëmmt net solle vun Ängschten oder vu Pass-Tourismus schwätzen. Et kënn keen hei op Lëtzebuerg wunnen, just fir e Pass ze kréien an da fortzekommen!

#### (Interruption)

Well de Moien hat ech nach d'Diskussioun mat engem, dee sot mir: „Jo, mä et ka jo awer net sinn, dass een de Pass hält, just fir d'Korinthen ze kréien!“ Da soll ee mir soen, wat d'Korinthe sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Da soll ee mir soen, wat d'Korinthe sinn.

#### (Interruption)

Wann een d'Sprooch net kann - well da kritt ee gesot: „Da geet en an d'Fonction publique.“ Mir hunn nach ëmmer d'Conditions linguistiques. Dat heescht, wat ass den Avantage? Dass ee vläicht en Avantage huet, dass een, wann ee Pass net méi gutt ass, nach en aneren huet. Mä wann een esou wäit geet a wëllt sech mat engem Land identifizéieren, an deem e lieft, an deem e Lienen huet, an dowéinst eng Demande mécht fir eng Nationalitéit, da menge mer, dass mer net solle mat Ängschten oder mat Pass-Tourismus driwwer diskutéieren.

D'Sprooch, Här President, ass fir eis awer ee vun deene wichtegsten Integrationsfacteuren. Mir mieren et selwer. Mir hu jo alleguerte Kollegen, déi d'Lëtzebuurger Sprooch net kënnen. Dat hu mer alleguer. Da seet een, wann een ënner sech ass, da kommt, hie schwätzt Franséisch oder e schwätzt Englesch oder e schwätzt Däitsch, an da schwätzt een dat par politesse vis-à-vis vun där Persoun, déi do ass. Mä no zwou, dräi Minutten, kommt, mir sinn eis eens, da fuere mer nees op Lëtzebuergesch weider.

#### (Hilarité)

Dat heescht, dass déi Persoun, déi kee Wuert Lëtzebuergesch kann am Fong an déi Sprooch och guer net schwätzt, am Fong sech auto-excluéiert vun engem Zesummeliewen, dat se vläicht hei kéint hunn.

Dofir si mer der Meinung, dass d'Lëtzebuurger Sprooch scho ganz wichteg ass. Si ass scho ganz wichteg. Si ass den Integrationsfacteur.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - A mir sinn der Meinung, dass dowéinst och d'Lëtzebuurger Sprooch sollt weider eng wichteg Roll spillen.

Mir gesinn och, dass mer duerch den Text iwwert d'duebel Nationalitéit et fäerdegbruecht hunn, well virdrun ass jo eng vun deenen dräi administrative Sproochen duergaangen, dass duerch d'Wichtigkeet, déi een der Lëtzebuurger Sprooch ginn huet, mir et fäerdegbruecht hunn; ech soen lech zum Beispill d'Zuele vun 2002, do woren deemools 322 Leit, déi Lëtzebuergesch-Coursé suivéiert hu bei eis an der Gemeng. Mir sinn 2009, wéi den Text geännert ginn ass mat der duebeler Nationalitéit, op 818 gewiescht. Dat heescht, bal eng Verdräifachung - bal, net dass Der mer sot, e kann och net rechnen -, bal eng Verdräifachung vun der Zuel vun de Participanté vun de Lëtzebuergesch-Coursen. Wat jo awer weist, dass, wann een d'Méiglechkeet gëtt, fir déi Coursen ze suivéieren, wann een den Effort

ubitt, dass d'Leit och bereet sinn, deen ze maachen.

Dofir si mer der Meinung, dass d'Lëtzebuurger Sprooch selbstverständlech ee vun de ganz wichtige Kritären ass, mä et dierf net d'Barrière sinn, déi alles bremst.

Ech soen zum Beispill, de Rapport d'évaluation seet jo ganz kloer: «Il est indéniable que pour bon nombre de candidats potentiels à la naturalisation, les niveaux, qui doivent être atteints en maîtrise de la langue luxembourgeoise, constituent un obstacle difficile à franchir.» Et steet net «impossible» do, ech si ganz averstanen, mä «difficile à franchir». Dir hutt verschidde Leit, déi kënnen net eng aner Sprooch mat engem gewëssenen Alter léieren an déi vläicht Schwieeregkeeten hunn. An do si mir éischter der Meinung, dass...

Dir hutt jo virdu gesot, een, dee 25 Joer hei wunnt, ob deen en Exame brauch oder net brauch. Mir sinn der Meinung, dass ee sech déi Fro kann aneschter stellen. Et soll en Examen do sinn. Deen, deen e packt direkt - tant mieux! Deen, deen en net packt, deem soll een dann einfach soen, dass en eng Assiduitéit soll hu fir eng gewëssen Zuel vu Coursen. Dat heescht, dass ee seet, dass et eng Formation ass vun esou vill Stonnen, wou en da soll deelhuelen a wou da vläicht den Examen..., wou méi Coursé si wéi fir déi aner an dass duerch déi dote Formation am Fong een da seet: „Okay, a wann den Niveau net super ass, mä en huet sech awer déi Méi ginn, fir nach méi Coursen ze huelen“, dass een dann am Fong ka kompenséieren dat eent vis-à-vis vun deem aneren.

Et sinn och eng ganz Retsch vu Froe gestallt ginn nach, Här President, wou ech nach wëll drop agoen. Dat ass déi vun der Hochzäit. D'Hochzäit ass e ganz delikate Sujet, e ganz, ganz delikate Sujet. Einfach, bon, ech wëll elo net op d'Mariages blancs agoen, och wann ech aus egener Erfahrung lech kann zielen, dass dat eng Realitéit ass. Dat huet ee regelméisseg.

Ech ka mech erënneren als jonke Gemengeconseiller ufanks Januar 2000, meng éischt Hochzäit, ech hu mech esou gefreet do drop. Dat wor e Mariage blanc! Dat wor e Mariage blanc! Déi zwou Persounen si mat anere Leit komm an deen een ass fortgaange mat enger anerer Persoun. An ech muss lech soen, et ass een e bësse mains liées. Ech hunn och guer kee Problem mat Altersdifferenzen oder esou, mä ech hu mer... L'amour, hein, heiansdo gëtt et och keng Erklärungen, wie sech a wie ka verléiwen. Mä Dir hutt heiansdo verschidde Situationen, wou Der mierkt, dass déi Leit emol net zesumme kommen an emol net zesumme fort ginn. An dat deet wéi!

Da fannen ech et ëmmer gutt, dass ee seet: „Jo, mä da mussen d'Gemenge kucken.“ Also Här Minister, ech gi bei keen heem token, fir ze kucken, ob se zesummen am Bett leien an ob se dat Bett deelen an ob se d'Liewen zesumme gedeelt hunn oder net. Dat heescht, et ass immens schwéier, fir kënnen ze soen, dass e Mariage blanc misst vun engem Officier d'État civil kënnen kontrolléiert ginn.

Well ech fannen, dass en Délit de sale gueule dat Schlëmmst wier, wou een da géif mengen als Politiker, dass dat dote kéint ee sinn. Ech fannen dat net gutt, dass mir da missten op d'mannst kënnen..., dass mir missten do jugéieren, wat e Mariage blanc kéint sinn oder net sinn. Well do riskéiert een, an den Arbitraire ze kommen. Ech hunn dat net gär. Ech hunn dat net gär! An dowéinst mengen ech net, dass et op jidde Fall eis Roll wäert sinn.

Mech stéiert einfach... Also, et stéiert net, mä et ass einfach déi delikat Fro, déi ech mer stellen: Ass et normal, dass, well ech bestuet ginn, ech en Avantage kréien, fir da Lëtzebuurger ze ginn? Ass et normal? Ass et normal, einfach de Fait, dass een als Célibataire déi Méiglechkeet net kritt, mä ech, well ech bestuet ginn, am Fong eng Prime au mariage kréien, andeem et gesot kréien: „Wann s de Lëtzebuurger bass, gëss de favoriséiert vis-à-vis vun enger Persoun, déi net bestuet gëtt.“

Den Här Minister huet gesot, de Pacs gëtt net mat abezunn. Ech sinn och frou, dass mer elo d'nächst Woch deen Text, deen aneren, kucken, well soss hätt een direkt scho kënnen d'Fro stellen. Et ass awer delikat, well et kann net jiddweree sech bestueden. Ech ginn emol net do op den Detail an. Ech ginn emol net do drop an. Ech gi emol net drop an!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Ech stinn zu mengem Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech weess. Ech kennen Är Richtung.

Wat awer ass, ass einfach: Dass de Fait, bestuet ze ginn, du coup en Avantage bréngt, ass delikat. Op där anerer Säit verstinn ech ganz gutt d'Beispill, dat Der gesot hutt, an deem Der gesot hutt: „Jo, wat maache mer dann, wann

d'Kanner en anere Pass hu wéi d'Mamm oder wéi de Papp a wa se dann an d'Ausland musse reesen?“

Do ass wierklech eng Limite. Do muss ee sech d'Fro stellen: Ass et normal, dass et en Avantage ass, bestuet ze ginn, oder ass et net normal, en Avantage ze kréien, wann ee bestuet gëtt? Ass et net en Désagrément vis-à-vis vun enger Nationalitéit vu Kanner? Et soll een driwwer diskutéieren. Mä, wéi gesot, ech si perséinlech - perséinlech! - éischter der Meinung, dass eng Hochzäit net soll Avantage bréngen vis-à-vis vun enger Nationalitéit. Mä, wéi gesot, wéinst deenen eenzelne Fäll an deem, wat Der selwer zitéiert hutt, muss een dat och kënnen kucken.

Dir hutt vun der Honorabilitéit och geschwat. Mir sinn der Meinung, selbstverständlech, dass de Casier ee Kritär soll sinn. Mä jiddweree muss awer kënnen och eng Kéier fir säi Casier, esou wéi gesot gëtt: „eng zweet Chance kréien“. An et ass net, well een eng Kéier eng Dommheet gemaach huet, dass een da muss soen: „Du kanns ni méi Lëtzebuurger ginn.“

Dowéinst menge mer, dass et och scho wichteg ass, dass een d'Délaie kuckt an dass ee kuckt, wéi et geet. Dat ass jo schonn an den Texter och esou virgesinn. Mä fir eis ass et einfach wichteg, dass een och dat bäibehält, dass een... Et sinn aner Faiten. An Dir hutt et selwer gesot: Een, deen doheem seng Fra schléit. Et ass frustrant! Et ass frustrant, wann Der deem musst soen: „Jo, du gëss et, well du fäls net ënnerst dee Kritär.“

Mä wéi gesot, et ass eng Limite deemools festgehale ginn, déi esou ass. A wann et net fir d'Éischt, wann e jo Récidiviste ass, da kritt e jo och Prisong, Här Minister, an da wäert et no där zweeter oder drëtter Kéier jo awer eng Prisonsstraf sinn, déi da vläicht sec genuch...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo. Ee Joer ass vill.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, ech weess, ee Joer ass vill. Mä dat hu mer awer och.

Dann ass nach e Phenomeen, deen net onwichtig ass.

Ech hunn d'Zuelen elo vun 2011. 2011 hu mer am Ganze 597 Naturalisatiounen bei eis an der Stad, wou déi meescht Naturalisatiounen vun de Portugise sinn: 182 Stéck. De Recouvrement, deen duerch den Artikel 29 gemaach ginn ass, dat heescht Leit, déi aus der Grenzregioun oder emol ronderëm, well se iergendeen an der Famill haten, deen eng Kéier Lëtzebuurger war, de Lëtzebuurger Pass gefrot hunn, dat woren der 647. Dat heescht, mir maache méi Recouvrement wéi Naturalisatiounen. An dat wor 2011, wéi gesot, 597 bei den Naturalisatiounen a 647 beim Recouvrement.

2012, do hu mer Naturalisatiounen: 570 Stéck; a Recouvrement: 2.099. 2099! An do eleng bei de Belsch: 1.692 Belsch, déi e Lëtzebuurger Pass gefrot hunn. 312 Fransousen, 33 Amerikaner, 27 Däitscher, 2 Englänner, 7 Schwäizer, 2 Tunesier, 1 Hollänner. Also, et sinn der vun iwwerall: 1 Griich.

Also, dat heescht, et si Leit, déi dann iwwert de Recouvrement d'Demande gemaach hunn, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze kréien. Dat heescht, et huet ee gesinn, dass eng Demande do war, eng Demande, op jidde Fall e Wunsch vun deene Leit, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze froen, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze acqueréieren.

A ganz vill an der Belsch, wéi déi Kris war an der Regierung, hu mer gesot: „Mir wësse jo net, wéi et weidergeet, dofir froe mer emol e Lëtzebuurger Pass.“ An Dir dierft och ni vergiessen, dass verschidden Zeitunge sech eng Freed gemaach hunn, Artikelen ze schreiwe mam Mode d'emploi, wéi een dann d'Lëtzebuurger Nationalitéit géif kréien.

Mir sinn der Meinung, Här Minister - Dir hutt verschidden Optionen zitéiert, ob een dat elo soll ad vitam aeternam halen oder net -, ech mengen, dass d'Volontéit vum Législateur bis 2018 déi war, fir déi Situatiounen kënnen ze huelen. A mir mengen, dass dann 2018 d'Gesetz sollt auslafen, a bis dann awer... Mir sollen et elo net méi kuerz maachen. Wann een de Leit en Engagement geholl huet, da soll een elo net de Leit soen: „Elo wëlle mer net“, oder: „Et sinn der ze vill gewiescht. Dofir zéie mer dat zréck.“ Neen! Mir hunn et bis 2018 decidéiert. Dofir solle mer et och bis 2018 halen.

Här President, et ass jo och geschwat gi vum Droit de vote elo vun den NetLëtzebuurger. Et gehéiert elo net direkt zum Sujet. Mir sinn net hermetesch zu all Diskussiounen, dass een dat direkt seet. Mä mir mengen, dass, wann een d'Naturalisatiounen an den Accès zur Lëtzebuurger Nationalitéit vill méi vereinfacht, dass ee sech da muss d'Fro stellen, ob dann dat anert muss gemaach ginn.

Et soll een oppe sinn. Et soll ee kënnen driwwer diskutéieren. Et soll ee sech déi Fro stellen. Well wat mécht en NetLëtzebuurger, deen den Droit de vote kritt? Well an deene meeschte Länner behale se och nach en Droit de vote vun hirem Pays d'origine. Kënnen se do nach stëmmen? Kann een an zwou Chamberen seng Leit wéien? Wa mir jo soen: „Si wunne jo hei, dat heescht, dofir muss se d'Wahlrecht hei kréien“, verléiere se dann hiert an hirem Land? Dat si lauter Froen, déi ee sech muss stellen.

A fir eis ass et einfach wichteg, dass een elo net seet: „Deen ee géint deen aneren.“ Well dat dote sinn där Sujeten, wou een et wierklech fäerdegbréngt, ee géint deen aneren opzeetzen, andeem ee seet: „Mir wëllen net!“, an déi aner wëllen. Mir solle wierklech do à tête reposée dat zesummen diskutéieren an net elo an deen heiten Débat huelen.

Ech fannen och perséinlech, Här Minister, meng Meinung ass, elo ze soen, dass dat soll per Referendum gemaach ginn. Ech mengen, an engem Joer si Wahlen. Et wier vläicht oportun, dass déi eng oder déi anerer Partei dat an hirem Programm schreift, wat se dozou wëllt soen, an dass d'Leit dann och kënnen bei de Wahlen zum Ausdrock bréngen, wat se éischter wëllen oder wat se éischter net wëllen.

Well de Risiko ass, dass duerno déi ganz Reform, déi den Här Meyers elo säit Jore probéiert fir d'Constituatioun, just focaliséiert gëtt op déi Fro, ob Dir fir d'Ausländerwahlrecht sidd - jo oder net - bei Chamberswahlen oder net. An ech mengen, dass et nach aner Froe sinn, déi och mussen tranchéiert gi bei der Verfassungsännerung.

Also, Konklusioun, Här President: Mir sinn der Meinung, dass d'Residenzklausel vu siwe Joer sollt erofgoen op fënnf Joer; dass dat op en Délai vun aacht Joer sollt gekuckt ginn. Mir insistéieren iwwert d'Wichtigkeet vun der Lëtzebuurger Sprooch, mengen awer, dass et net eng Barrière d'äer si fir den Accès zur Lëtzebuurger Nationalitéit.

Dat heescht, d'Exame muss gekuckt ginn. Well, wa mer hei eng Dictée géife maachen, Här President, ech weess net, ob jiddweree eng Genügend géif kréien op Lëtzebuergesch.

#### (Interruption)

Jo, sot mer elo net „Allez!“ Also, mir géifen...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här Bettel...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Da mécht d'Chamber déi nächste Kéier mat bei der Dictée, an dann...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, ech gesinn den Här Haagen, dee schonn de Kapp réset a fir mech schwätzt. Mä, Här Haagen, dann en Défi: Da maacht Dir eng Dictée sans fautes.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech sinn iwwerzeegt, dass déi meescht vun eis heibanne kee Sans-faute fäerdegbréngen, och net am Lëtzebuergesch.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Wa mir den Text...

#### (Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dowéinst sinn ech der Meinung, dass mer... Eis Sprooch ass bestëmmt net déi einfachst...

#### (Interruption)

...mä den Här Haagen, Här President, ass dann eben e Spezialist an der Lëtzebuurger Sprooch.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Da soll en da mam Beispill virgoen. Dann ass e vläicht eng Ausnahm. Ech kennen net vill Lëtzebuurger, déi déi Arroganz an Iwwerhiefléckheet hunn, fir kënnen ze soen, dass se op jidde Fall an engem Lëtzebuergesch Diktat kee Feeler géife maachen. Op jidde Fall hu mer haut emol ee fonnt.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Voilà!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Da gëtt et een.

#### (Interruptions)

Här President, ech wëll just soen, dowéinst soll ee vläicht mat der Lëtzebuurger Sprooch, do op deem Niveau, wou mer sinn, vläicht kucken, ob mer net sollen do eng Stuf drënner goen, esou wéi dat och deemools proposéiert gi war, a bei deene Leit, déi einfach Schwieeregkeeten hunn, einfach den Délai verlängere vun de Coursen, déi se solle suivéieren. Dat wier och nach eng Alternativ.

Mir fannen och, dass déi Civiquescoursé wichteg sinn, well wann ee bis Lëtzebuurger ass an Obligatiounen huet, soll een och wëssen, wéi dat hei fonctionnéiert, wéi de Wahlsystem fonctionnéiert, wéi e Rechtsstat fonctionnéiert. Mä et soll een dat net soen, andeem ee mengt, dass déi Leit net aus engem Rechtsstat géife



kommen. Well et ass jo ganz oft dann dee Klischee, deen een dann éischter géif ginn.

Ech hoffen, dass désen Débat op jidde Fall op eng - a bis elo geet et jo; et muss een et jo soen - peaceful Aart a Weis hei diskutéiert gëtt. Ech fannen, dass et kee Sujet ass, wou ee wierklech sollt ee géint deen aneren ophetzen. Mir solle frou sinn an houfreg sinn, wa vill Leit frou sinn, fir eis Nationalitéit kënnen ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Bettel. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorablen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mat engem positive Message ufänken, andeems ech soen, dass d'Regierung Wuert gehalen huet. Wéi mer d'Debatten hei de 15. Oktober 2008 gefouert hunn, déi et zum Gesetz, wat haut nach en vigueur ass iwwert d'Nationalitéit, bruecht hunn, war deemools vun enger Rei vu Verrieder, och vun deenen zwee LSAP-Spriecher, gefrot ginn, dass d'Regierung sollt no zwee, dräi Joer iwwert d'Uwendung vun deem neien Nationalitéitgesetz e Bilan zéien an der Chamber dee virleeën, fir dass mer dorauer kéinten déi noutwendeg Schlussfolgerungen zéien.

Ech mengen, de Justizminister huet sech dat zu Häerz geholl an en huet esou en Tëschebilan schonn am September d'lescht Joer presentéiert. An ech wëll Merci soe fir dat komplett Zuelematerial, wat do virläit. Wat een elo nach vläicht kéint e bëssen à jour setze mat den Zuele vun...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Mir sinn amgaangen, dat ze maachen. Et ass...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Voilà! Kee Problem. Ech ka mer virstellen, dat ass e bëssen enk. Mä op jidde Fall, ech mengen, och déi éischt zwee, dräi Joer gi schonn Indikatiounen natierlech iwwert den Impakt eigentlech, deen dat neit Gesetz vun 2008 hat.

Ech fannen et och richtig, dass d'Regierung dohinnegeet a probéiert, eng breet Konsultatioun ze maachen zu där heiter Fro, net nëmme bei de politesche Parteien, mä dorivwer eraus och bei der Zivilgesellschaft. An déi lescht Deeg an nach haut si jo eng ganz Rei vu Stellungnahme vu Gremien, Associatiounen bei eis eragaangen, déi sécherlech och interessant si matzberücksichtigten, wa mer hei d'Konklusione vun där Konsultatioun zéien.

Ech mengen, de Bilan, dee weist ganz kloer an eisen Aen d'Stärkten, mä awer och d'Schwächte vun där Reform vun 2008, déi Reform vun 2008, déi mer als LSAP-Fraktioun deemools gestëmmt hunn, mä wou mer och ganz kloer gesot hunn, dass an där Reform e puer Punkten dra sinn, bei deene mer Reserven ugemellt hunn.

Wat wichtig ze si schéngt - an dat huet bis elo op jidde Fall déi Debatt hei erginn -, dat ass, dass déi Zilsetzung, déi 2008 festgeluecht ginn ass bei de Befürworter vun deem Gesetz, respektéiert ginn ass. Déi Ziler sinn eigentlech errecht ginn!

Déi éischt Zilsetzung war: Et soll méi einfach ginn, Lëtzebuurger ze ginn. Dat heescht, d'Zil war et schonn, dass sollte méi Lëtzebuurger kommen. A besonnesch duerch eben d'Aféierung vun der Méiglechkeet vun enger duebeler oder vun enger multipler Nationalitéit, wéi och duerch déi an der zoustänneger Kommissioun duerchgesaten Ännerung, dass och Elementer vum Buedemrecht hei integréiert ginn an eis Gesetzgebung an dass déi Leit eigentlech duerch d'Immigratioun vun der drëtter Generatioun automatesch d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien.

Dat eleng huet derzou gefouert, dass Dausenden an Dausende Leit an deene leschte puer Joer d'Lëtzebuurger Nationalitéit kritt hunn, an engem Rhythmus, deen däitlech iwwert deem läit vun deene Jore virdrun, also virum Gesetz vun 2008. Dat heescht, déi éischt Zilsetzung, et eigentlech méi einfach ze maachen, méi Lëtzebuurger ze kréien, ass erreecht ginn, wann een de Bilan no deenen éischte Joren zitt.

Déi zweet Zilsetzung, déi och deemools fir eis wichtig war, war, dass mer et derzou bréngen, dass d'Prozedure beschleunegt ginn, dass mer ewechkomme vun deenen éiweg dauernde Prozeduren, wat d'Naturalisatiounen hei zu Lëtzebuerg ugeet, wou et alt Jore gedauert huet. Ech mengen, de Rekord war néng Joer. De Rekord war néng Joer! Bis zu néng Joer konnt et daueren, bis eng Prozedur iwwert d'Naturalisatioun hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss war. Dat ass eriwuer.

Mir hunn e maximalen Délai vun aacht Méint agesat. A mengen Informatiounen no gëtt och deen Délai an der Regel respektéiert. Dat ass,

mengen ech, fir eis och e ganz wichtige Punkt: d'Beschleunegung also vun deene Prozeduren.

Déi drëtt Zilsetzung, déi 2008 zrëckbehalte ginn ass, ass och méi Rechtssécherheet ze kréien, ewechkomme vun deem System, wou d'Chamber, ech wëll net soen, arbitraire, mä zumindest awer fräi décidéiert, wien da Lëtzebuurger gëtt a wien net, a wou kee Geriicht eigentlech d'Déciounen vun der Chamber kann an därer a Fro stellen.

Mir sinn an en anere System eriwergaangen, wou et de Justizminister ass, deen déi Déciounen hëlt. Mir hunn d'Optioun ofgeschaaft, d'Naturalisatioun beim Justizminister an d'Kompetenz ginn, ënner der Kontroll vun eise Verwaltungsgeriichter, déi ze kucken hu bei Contestatiounen, ob de Minister sech un d'Gesetz gehalen huet oder net.

Also: méi Rechtssécherheet, méi Geriichtskontroll och. Dat war eng weider Zilsetzung vun deem Gesetz do. An déi Zilsetzungen do, déi gëlle fir eis och haut.

Och wa mer iwwer eng Reform vun deem Gesetz vun 2008 schwätzen, gëlle fir eis och déi doten Zilsetzungen: eng Oppenheet, d'Méiglechkeet ze erwidern, fir Lëtzebuurger ze ginn op där enger Säit; zweetens, d'Schnellegkeet vun de Prozeduren, och derfir ze suergen, dass et keng deier Prozedure ginn, och dat ass eigentlech respektéiert ginn; an drëttens, och d'Rechtssécherheet. Dat ass fir eis och e wesentleche Punkt.

Dofir wëlle mer eigentlech also och un der Großausrichtung vun der Gesetzgebung, wéi mer se 2008 hunn, näischt Fundamentales änneren, an am Detail natierlech eng ganz Partie Ännerungsvirschléi och hei an d'Diskussioun erabréngen. Mir sinn also der Meenung, dass déi Stoussrichtung vum Gesetz vun 2008 richtig war. Déi ass vun der LSAP och deemools matgedroe ginn. An déi huet sech als och ganz wierksam gewisen.

Ech muss allerdéngs soen - wann een d'Zuele kuckt -, wann deemools sollt bei eenzelne Leit d'Iddi gewiescht sinn, doduerjer kéinte mer u sech den Undeel vun de Lëtzebuurger insgesamt par rapport zur Gesamtbevölkerung dauerhaft eropsetzen, dass dat sech als net richtig erwisen huet.

Net, well net vill nei Lëtzebuurger eigentlech bäikomm wären, net vill Leit d'Demande gemaach hätten, fir Lëtzebuurger ze ginn - effektiv kënnen mer houfreg drop sinn, dass vill Leit esou eng Demande gemaach hunn -, mä awer, well mer och esou eng dynamesch Entwécklung vun der Gesamtbevölkerung haten an och iwwer laang Joren eng dynamesch Entwécklung vun eiser Wirtschaft a vun eise Aarbechtsmaart gehat hunn, déi derzou gefouert hunn, dass ëmmer méi Leit, besonnesch och aus dem Ausland, sech zu Lëtzebuerg instaléiert hunn an heihinner wunnen a schaffe komm sinn.

Dofir einfach e puer Zuelen insgesamt, well dat awer a mengen Ae ganz interessant ass. Mir hunn et fäerdigbruecht duerch dat Gesetz vun 2008, haaptsächlech, wéi gesot, duerch d'Aféierung vun enger duebeler Nationalitéit, der multipler Nationalitéit, duerch éischt Elementer vun Droit du sol, déi mer agefouert hunn, eben et derzou ze bréngen, dass no enger laanger Period vu Stagnatioun, wou d'Zuel vun de Lëtzebuurger an absoluten Zuele praktesch identesch bliwwen ass iwwer laang, laang Joren, et an deene leschten zéng Joer insgesamt zu enger Augmentatioun komm ass - besonnesch staark déi lescht dräi, véier Joer.

A mir zielen haut 295.000 Lëtzebuurger. Esou vill Lëtzebuurger ass et nach ni ginn an der Geschicht vun eise Land!

Also keng Angscht: Mir stierwen net muer aus. Dofir, mengen ech, soll een un all déi Froen, all déi Debatté roueg eruegen, onopgereegt eruegen, ouni Angscht eigentlech, fir déi Diskussiounen ze féieren. Et ass nach ni esou vill Lëtzebuurger gi wéi haut.

Mä ech muss awer och soen, wann ech déi allerlescht Zuele kucken: Den Undeel vun de Lëtzebuurger un der Gesamtbevölkerung war nach ni esou kleng wéi haut, well u sech momentan hei zu Lëtzebuerg eigentlech just nach 56% vun de Residenten haut d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, a knapps 44% sinn Netlëtzebuurger.

Wéi gesot, dat ass gebremst ginn. Dat Verhältnis ass relativ stabil bliwwen iwwert déi lescht véier Joer duerch den Effet vun deem heite Gesetz. Mä et gesäit een awer och, wann elo d'Effete vum Gesetz e bëssen noloossen - dat wäert sécherlech net ausbleiwen - an eventuell déi Dynamik vun der Immigratioun op Lëtzebuerg weider unhält, da wäert sech dat Verhältnis do weider veränneren.

A wann et an deemselwechte Rhythmus wär wéi déi lescht zéng Joer, da wäert mer an zéng Joer esou wäit, dass praktesch fifty-fifty Lëtze-

buurger an Netlëtzebuurger hei zu Lëtzebuerg wären. Well ech hunn e bëssen d'Zuele verglach: 2001 an 2011, do ass d'Zuel vun de Lëtzebuurger an där Period ëm 5,4% an d'Luucht gaangen. An d'Zuel vun den Netlëtzebuurger ass ëm 35% an d'Luucht gaangen an där Period vun 2001 bis 2011.

Et ass also wichtig, dass mer weider déi dote Froen diskutéieren. A mir haten och an eise Wahlprogramm 2008/2009 u sech eng ganz Rei vu punktueller Verbesserung gefrot, wat d'Nationalitéitgesetz ugeet. Ech wëll se opzielen, well se textuell och esou bei eis an eise leschte Wahlprogramm drastinn.

Mir wäeren der Meenung - ech kéint och scho soen: Mir sinn och haut der Meenung; eis Meenung huet sech net geännert -, dass déi obligatoresch Residenzdauer sollt vun haut siwe Joer op fënnf Joer erofgesat ginn, mat nach méi kuerze Residenzdauere fir gewësse Kategorie vun Demandeur.

Zweetens hu mer an eise Wahlprogramm stoe gehat, dass mer fir eng large Ausleeung si vun den aktuelle gesetzleche Bestëmmungen, fir Lëtzebuurger ze ginn. Dat gëllt besonnesch och fir d'Ausleeung vun der Sproocheklausel.

Drëttens hu mer eis staark gemaach an eise Wahlprogramm fir d'Aféierung vun engem weideren Element vum Buedemrecht, dat sollt doranner bestoen, dass Kanner, déi hei gebuer sinn an deenen hir Elteren zéng Joer zu Lëtzebuerg liewen, sollten automatesch Lëtzebuurger ginn, also en neit Element vum Buedemrecht. Am Reflexiounspabeier vum Minister si jo och ähnlech Pisten opgewise ginn.

Ech mengen, fir mech ass iwwerhaupt déi ganz Fro vum Buedemrecht, ouni wëllen eise System total op d'Kopp ze geheien, awer déi interessantste Pist, fir ze diskutéieren, well se dee gréissten Effet natierlech direkt huet. Och wann ee muss wëssen, dass, wa mer eis méi opmaache fir Elementer vum Buedemrecht, doduerch natierlech vill Leit elo automatesch Lëtzebuurger ginn, déi et normalerweis iwwert d'Naturalisatioun gi wäeren. Dat heescht wahrscheinlech, d'Zuel vun den Naturalisatiounen wäert dann ofhuelen, wat mer méi op sinn, fir automatesch Leit ënner gewësse Konditiounen d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze ginn. Ech kommen herno nach ganz kuerz op deen doten Aspekt zrëck.

Mir verrieden also elo no de Wahle keng aner Positioun, wéi mer dat virum de Wahle gemaach hunn. Et ass deen Optrag eigentlech, deen och d'sozialistesche Wieler eis ginn hunn, an déi Positiounen wëlle mer och hei weider verrieden.

D'Fro vum Nationalitéitgesetz wërft natierlech och, an den Här Roth huet dat och gemaach, d'Fro vun der Natioun op. Wat ass eng Natioun?

Et ass kloer, d'Natioun setzt sech aus, géif ech soen, enger Rei vu materiellen Elementer zesummen an natierlech och enger Rei vun ideellen Elementer, déi hei matspillen. Jee nodeem, wat fir eng politesch Usicht een huet, ass d'Gewichtung wahrscheinlech vun deem engen Element par rapport zum anere lichtscheiden. Meng Meenungen decke sech net onbedéngt mat deenen hei vum CSV-Spriecher an all deenen dote Punkten.

Nach muss et evident sinn, dass Leit, déi déiselwecht Nationalitéit hunn, eppes muss verbannen. An do hate mer laang zu Lëtzebuerg de Prinzip, dass et eigentlech d'Blutt war, wat verbonnen huet. Et ass u sech fir d'Éischt iwwert de Papp an duerno, vill méi spéit, och iwwert d'Elteren d'Nationalitéit eigentlech iwwert d'Gebuert weidergerecht ginn. A Lëtzebuerg war och besonnesch am leschte Jor honnert iwwer laang, laang Jorzéngte ganz restriktiv, wat d'Méiglechkeet betraff huet, fir kënnen Lëtzebuurger ze ginn.

Praktesch vun 1940 bis 1968 hate mer eng absolut restriktiv Législatioun, wat d'Méiglechkeet ugeet, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze kréien. Ech si frou, dass bal bei alle politesche Bewegungen hei - vun enger gewësser Importenz zumindest - nei Iwwerleeunge sech awer breetgemaach hunn iwwert déi lescht Jorzéngten.

Nach haut stellen ech awer Mouvementer an de Positiounen fest. Wann ech notament awer elo d'CSV-Positiounen - vun haut duergeluecht - hei vergläiche mat där Positioun, déi d'CSV nach virum e puer Joer hat, wéi mer d'Gesetz 2008 hei diskutéiert hunn - esou laang ass dat jo nach net hier, dat ass also emol manner wéi fënnf Joer hier -, da gesäit een, dass do eng immens Entwécklung ass awer och am Bewosstsäin...

**(Interruption)**

...vun der Noutwendegkeet, och op eng real gesellschaftlech Situatioun ze reagéieren.

Nei Iwwerleeunge sinn déi, dass manner vläicht d'Blutt zielt, manner d'Gebuert eigentlech

d'Nationalitéit weidergëtt als bal eenzege Kritär, mä dass awer, wat zielt, och ass, dass Leit eng länger Zäit zesummeliewen op enger gewëssener Plaz, gewësse Saachen deelen, well se eben zesumme liewen, zesumme schaffen, zesummen an d'Schoul ginn. An dat ass, mengen ech, och e ganz wichtige Punkt nieft natierlech engem Wëllen zur Integratioun, zu där Gemeinschaft ze gehéieren, wou een d'Nationalitéit wëllt unhuelen. Dat schéngt eis och selbstverständlech ze sinn. An dass dat muss dokumentéiert sinn, dass een dat muss kënnen iwwerpräiwen, schéngt eis och gradesou normal ze sinn.

De Wëllen also, de Wëllen, sech ënnereneen ze verstännegen, gutt zesummenzeliwen, dozou gehéiert natierlech och d'Sprooch. D'Kommunikatioun ass e wichtegt Element. Wa sech Memberen aus enger Gesellschaft net kënnen ënnereneen verstännegen, dann ass och keng Gemeinschaft eigentlech méi do. An dofir soe mir och, dass och d'Lëtzebuergesch Sprooch e ganz wichtegt Element ass vum Zesummeliewen, vun der Integratioun, mä net dat eenzeg Element ass, wéi mer och nach eng kéier hei betounen.

Dat ass eng Thees, déi ech gären hei beim Ben Fayot léine gi fir des Demonstratioun, dass mer eigentlech hei zu Lëtzebuerg net an engem Eng-Sprooch-System liewen, mä dass mer an engem Sproochesystem liewe vu verschiddene Sproochen, besonnesch natierlech déi dräi offiziell Sprooch vu Lëtzebuerg, mä net nëmme. Och niewent deene kritt natierlech d'Englescht, an eenzelne Beräicher zumindest, och am Aarbechtsberäich, ëmmer méi eng grouss Bedeitung. Wann ee sech wierklech zu honnert Prozent zu Lëtzebuerg wëllt zurechtfinden, do si mer eis allegueren eens, geet d'Beherrsche vun der Lëtzebuurger Sprooch eigentlech net duer. Do kënn's de net onbedéngt an allen Domäne ganz, ganz wäit.

Dofir muss mer also d'Suerg och weider behalen, mat aller Wichtigkeet vun der Lëtzebuurger Sprooch, dass mer awer och déi zwou aner offiziell Sprooch vu Lëtzebuerg net vergiessen. Déi gi jo och erwähnt an eise Gesetz vun 2008.

Als Buergemeeschter mierkt ee jo och, dass bei deene Fichen, déi ausgefëllt ginn op der Gemeng..., well d'Gemengen hunn eng wichtig Funktioun an deem neie System ze erfüllen, si iwwerpräiwen eigentlech, ob d'Dossiere komplett sinn. Do gëtt eigentlech net oft drop hingewisen, mä eigentlech gëtt schonn eng Présélectioun vun der Demande e bëssen um Niveau vun der Gemeng gemaach. Wann do déi Beamten, déi d'Dossieren zesummestellen, feststellen, dass iergendeen Dokument feelt, wat zu de Bedingungen zielt vum Gesetz, da geet deen Dossier net op den Amtswee. Da bleift en op der Gemeng stiechen. Da kréien d'Leit eigentlech den Dossier zrëck.

Also, eng awer och ganz wichtig Funktioun gëtt an eiser aktueller Prozedur gemaach vun den zoustänneger Gemengeservicer, an do gëtt och ëmmer da kontrolléiert, net nëmme, wat d'Kenntnisser vun Lëtzebuergesche sinn, mä do gëtt och nach gekuckt - déi al Fiche ass bäibehale ginn, fir och ze soen: Wat sinn dann d'Kenntnisser vun Franséschen a vum Däitschen? An eisen Aen ass dat och immens wichtig, dass dat awer och berücksichtig gëtt an deenen eenzelnen Dossieren.

Mir hunn als LSAP vläicht och eng aner Usicht wéi munch aner Partei, wat elo de Stellwäert oder d'Bedeitung vun Erlaunge vun der Nationalitéit ugeet. Eng ganz Partie Leit gesinn dat als esou déi ultime Étape, d'Krëinung, d'Beloungung vun enger gelongener Integratioun. Déi Vue, déi kann een hunn. Ech mengen awer éischter, dat ass d'Positioun och vu menger Partei, dass d'Erlaunge vun der Lëtzebuurger Nationalitéit och kann eng Tëschenapp stellen an engem Integratiounsprozess, dee mer, mengen ech, allegueren wënschen, dass dat och kann eng Incitatioun duerstellen, fir sech nach besser ze integréieren, an net onbedéngt also d'Endstatioun ass vun enger Entwécklung.

Wat mer, mengen ech, muss verënnern, wa mer iwwer en neit Gesetz oder eng Adaptatioun vum bestehende Gesetz schwätzen, dat sinn zwee Risiken, déi sech stellen: op där enger Säit de Risiko, fir den Zougang zur Lëtzebuurger Nationalitéit ze banaliséieren. Dat ass keen alldeeglechen Akt, et ass e schwerwiegenden Akt, deen eng staark Symbolik huet. Et ass ganz kloer, dass d'Lëtzebuurger Nationalitéit net därer ausverkaaft ginn, jiddwerengem ouni Konditiounen, einfach wann en de Fanger weist, zougestane ginn. Dat wëlle mer net.



An op där anerer Säit wëlle mer awer och net an de Risiko verfallen, wéi dat laang Zäit hei zu Lëtzebuerg war, besonnesch wa Krisenzäite waren, do ass dat éischter nach ëmmer méi restriktiv gehandhaabt ginn, dass Lëtzebuerg sech ofkapselt, sech anigelt, eng Festung opbaut géint alles, wat vu bausse kënnt.

Ech mengen, déi zwee Risiken do, déi musse mer évitéieren, also eis gesetzlech Regeln esou festleeën, dass mer an déi doten duebel Fal net eraginn. Dofir plädéiere mer als LSAP-Fraktioun net derfir, fir eis aktuell Gesetzgebung 2008 einfach iwwer Bord ze werfen. Ech mengen, a senger Grondelementer, Grondausrichtungen, bleift et e richtegen Text. Mä et geet éischter drëm, en intelligent ze verbesseren a weiderzuentwéckelen: intelligent verbesseren a weiderentwéckelen, Erliichterungen do virgesinn, wou se ubruecht sinn, a Prezisiounen do ubrëngen, wou d'Praxis gewisen huet, dass d'Texter onkloer sinn, ongenügend sinn, also Prezisiounen onbedéngt néideg sinn.

Lëtzebuerg soll sech weider opmaache fir nei Matbierger, fir nei Lëtzebuurger. Mir sinn der Meinung, dat stäerkt am Endeffekt d'sozial Kohesioun vum ganze Land an dat entsprécht eigentlech och den Interesse vun eis alleger.

De Justizminister huet a senger Presentatioun, deene Kommentaren, déi e ginn huet zu deem Bilan, eigentlech schonn d'Richtung uginn, déi hie perséinlech favoriséiert. E war awer esou fair, dann ze soen, elo konsultéiere mer nach all politesch Kräften.

Mä ech mengen, et huet och gewisen, wann ech elo d'CSV-Positioun kucken, ech kucken d'Positioun vum Minister, wéi ech d'Lecture zumindest hat vun där Positioun, dass och do...

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...Nuancen dra sinn, dass mer also hei, dat wënsche mer op jidde Fall...

**(Interruption)**

...an eng echt Diskussioun kommen, fir dann eigentlech dat Richteg mat méiglech ze maachen, mat méiglech breede Majoritéiten och an dësem Haus respektiv och an der Gesellschaft.

De Minister, dat ass ganz kloer, huet zousätzlech Ouverturen an Aussicht gestallt. E wëllt op jidde Fall d'Gesetz net méi restriktiv, mä éischter méi oppe maachen opgrond vun den Erfahrung vum deene leschte Joren.

Ech si frou, dass dat d'Positioun vum Justizminister ass, an e wäert sécherlech an esou enger Politik an der LSAP en Alliiéierte fannen, well dat doten déi Positioun ass, déi mir als Partei schonn ëmmer haten. Mir hate se bei de leschten Debatten 2008, mer hate se awer och scho bei den Debatten 2001, wou mer schonn deemools gäre gehat hätten, wa mer de Schratt hin op d'duebel Nationalitéit an d'multipel Nationalitéit gemaach hätten, wou deemools notament d'CSV net wollt mat op deen dote Wee goen. Dat hu mer dann e bësse méi spët gemaach.

Mir wäeren och schonn 2008 gären e bësse méi op gewiescht, wéi dat elo am Text festgehale ginn ass, an och deemools war d'CSV eigentlech déi, déi gesot huet: „Sou wäit si mir net bereet, momentan ze goen.“ Haut schéngt se do méi oppen ze denken, wéi dat nach viru véier Joer de Fall war. Tant mieux, dat erliichtert sécherlech och, e Reformvirhabe vun enger gewässer Envergure hei duerchezéien.

Wichtig ass, dass mer Bewegung also hei duerch de Bilan an déi Konsultatiounsdebatt kréien, an de Minister war esou fäin, d'Debatten esou gutt ze preparéieren, dass en e ganze Froekatalog hei opgestallt huet. Ech erlabe mer, op déi wichtigst Froen anzegoen, fir mech hei och net am Detail ze verléieren.

Éischt Fro war: Wéi stitt Der zur duebeler respektiv zur multipler Nationalitéit? Do soe mir ganz kloer: Jo, dat sollt bäibehale ginn!

Zweet Fro ass: Sidd Der der Meinung, dass mer sollen den aktuelle System vun der Naturalisatioun bäibehalen? D'Optioun ewech, do soe mir Jo, well eigentlech déi Befierchtungen, déi Einzelner och geäussert hunn, dass duerch d'Ewechfalle vun der Optioun elo manner Leit géife kënnen Lëtzebuurger ginn, déi hu sech als net richtig erweisen, wann ech emol de Bilan vun deenen éischte Jore kucken. Dofir menge mir, dass eigentlech dee Wee, dee mer gemeinsam decidéiert hunn 2008 ze goen - Naturalisatioun, Kompetenz vum Justizminister -, dass dat e richteg Wee ass, an dat soll och an Zukunft esou bäibehale ginn.

D'Residenzklausele. Ech hu gesot, als LSAP, dat war eis Positioun nach ëmmer, mir sinn der Meinung, fënnef Joer géifen duergoen am Prinzip, an der Regel fënnef Joer. Da kënnt natierlech jo d'Awirkung vun der Konventioun vum Conseil de l'Europe, déi jo och virgesäit, dass d'Länner sollen eigentlech fir gewësse Kategorie vun Demandeure méi liicht Konditiounen, also och méi liicht Residenzklausele virgesinn. Och do menge mir, dass ee soll vun där Geleeënheet profitéieren, fir dat doten ze maachen, déi Differenzéierung anzeféieren, déi mer 2008 net fäerdegbruecht hunn anzeféieren, obwuel se och schonn deemools an der Diskussioun war. Ech si frou, dass do sech schéngt e relativ breede Konsens ronderëm déi dote Fro ze maachen.

Ech menge schonn, entgéint deem, wat hei en DP-Vertriieder gesot huet, dass ee sollt op fréier Bestëmmungen erëm zrëckkommen an dass ee sech ka virstellen, wa mer déi Reform vum Bestietnis gemaach hunn, wou jo och méi eng staark Kontroll sollt komme beim Ofschluss vum Bestietnis, dass een da ka méi fräi, mengen ech, erëm op al Dispositiounen zrëckkommen, wéi zum Beispill ze soen, dass no dräi Joer, also net fënnef Joer, mä dann no dräi Joer ee ka Lëtzebuurger ginn, wann ee mat engem Lëtzebuurger bestuet ass. Wou jo och aner Klauselen dann nach ëmmer bestoe bleiwen. Dat setzt jo och déi Sproocheklausel zum Beispill net ausser Kraaft, déi bleift jo nach weiderhi bestoen.

Ech kéint mer och esou eng Regelung virstelle fir Leit, déi statelos sinn, déi wierklech an enger schwieriger Situatioun sinn, dass een deenen och géif entgéintkommen, mä och do gellen dann déi aner Konditiounen selbstverständlech vum Gesetz. An ech kéint mer et och virstellen, dat war jo fréier emol de Fall, dass mer bei unerkannte Réfugiéer och géifen do méi eng kleng Residenzdauer virgesinn, wéi dat haut de Fall ass, wou och do déi siwe Joer haut spillen, an eventuell och bei Leit, déi den Integratiounsvertrag respektéieren, dass een och do kéint gewëssen Aménagerer maachen, wat d'Residenzklausele ueget.

Wéi gesot, dat sinn zum Deel Bestëmmungen, déi mer emol fréier a viregte Législatiounen schonn drastoen haten. Mir géife préconiséieren, erëm eng Kéier deelweis op déi al Bestëmmungen dann zrëckzekommen.

Wat d'Sproochekenntnisser ueget, stellt sech an eisen Aen e gewëssene Problem vu Gerechtheet, vu Chancéglichheit, well effektiv net jiddweree gläich ass, wat seng Méiglechkeeten ueget a wat seng Capacitéiten ueget, eng Friemsprooch schnell ze léieren an ze assimiléieren. Mir sollen also probéieren, eis Regeln esou ze differenzéieren an Zukunft, dass mer do déi Chancégerechtheet erëm probéieren e bëssen hierzestellen.

Do kënnen mer eis virstellen, dass dat geschitt doduerjer, dass mer de Sproochenniveau géifen am Lëtzebuergeschen op den A2 zrëckstufen, besonnesch wat also d'Verstoe vum Lëtzebuergeschen ueget, wat jo och eng Fuerderung ass vun enger ganzer Rei vu Gremien an Associatiounen.

Ech kéint mer och virstellen, dass een och probéiert, e Kompensatiounsmechanismus hei anzeféieren, deen haut net besteet, fir och do gewëssene Kategorie vu Leit entgéintzekommen, sou wéi et fir eis och richteg ass, dass een eng Rei vun Dispensméiglechkeete soll bäibehalen oder pérenniséieren, déi haut schonn drastinn. Ech kéint mer virstellen, dass Leit mat enger laanger Residenzdauer vu méi wéi zwanzeg Joer misste kënnen vun esou enger Dispensméiglechkeet vum lëtzebuergesche Sproochentest profitéieren an dass eventuell och Leit, déi en Handicap hunn oder déi iwwer 70 Joer hunn, och kéinte vun esou enger Dispens profitéieren.

Par contre si mer der Meinung, dass dee Bürgerkundecours, deen agefouert ginn ass, seng Utilitéit huet. An och d'Echoen, déi een eigentlech kritt dobaussen, sinn éischer positiv. Dofir menge mer, dass et duerch Sënn mécht, déi dote Coursen, déi jo net mat engem Test verbonne sinn, dass een déi dote Coursé sollt bäibehalen. Ech mengen, dat ka kengem schueden. An ech soen och ëmmer, e Minimum vun Effort kann een och vun all Mënsch verlangen, deen eng nei Nationalitéit wëllt iwwerhuelen.

Wat de Recouvrement elo ueget vun der Lëtzebuurger Nationalitéit, do soll een déi Méiglechkeet bäibehalen, also eng permanent Dispositioun dorausser maachen. D'Fro stellt sech alerdéngs just do och, ob, wéinst dem Prinzip vun der Gläichheit virum Gesetz, een net och do misst awer d'Fro vum Sproochentest opwerfen. Et kann ee jo op där enger Säit soen: „Du kanns, wann s de eng Kéier Lëtzebuurger duerch d'Blutt wass, ob s de elo ee Wuert Lëtzebuergesch verstees oder net, kanns du ëmmer erëm Lëtzebuurger ginn, ouni dass dat

kontrolléiert gëtt an iergendenger Form, ob s de iwwerhaapt nach deckt kéints hei am Land am Lëtzebuergeschen ausdrécken.“ A bei deenen Neien, do gëtt gesot: „Jo, du muss de Sproochentest maachen.“

Also, do misst een also och kucken, wéinst dem Gläichheetsprinzip, ob een do net en Ajustement mécht vun den aktuelle Bestëmmungen, fir do jiddweree eigentlech virum Gesetz gläichzebehandelen, well do muss ee vläicht téschent eenzelne Fäll och dann ënnerscheiden, déi sech an deem doten Zesammenhang vum Recouvrement vun der Nationalitéit kënnen stellen.

Wat d'Fro vun der Kontroll vun der Honorabilitéit ueget vun den Demandeuren, plädéiere mir éischer fir de Status quo. Ech maachen dat besonnesch aus Iwwerzeugung, well ech déi al Praxis kann hunn. Do war zwar net de Justizminister zoustänneg, mä d'Chamber. An ech muss éierlech soen, wann ech kucken, wéi dat esou gaangen ass, wéi déi Dossiere gekuckt si ginn, wéi oft also an Ofstëmmunge vu Fall zu Fall et bal déi eng Säit gaangen ass an der Kommissioun, bal déi aner Säit! Wat an deenen Dossieren ass, oft, wéi gesot, Protokoller vun der Police, déi ni zu Prozesser gefouert hunn, opgrond vun esou Elementer, déi awer jo contestabel sinn, eng Décisioun ze huelen, engem d'Nationalitéit ze verweigere, ouni dass wierklech Veruerteelunge virleien, dat huet mech ëmmer e bësse schockéiert, muss ech soen.

Dofir war ech eigentlech zefridde mam Text vun 2008, dee gesot huet: Neen, en objektive Kritär, et muss eng Veruerteelung virleien, eng bestëmmte Veruerteelung virleien, dee Moment gëtt refuséiert. A wann dat net de Fall ass, da gëtt eigentlech op deem dote Kritär zumindest dem Antrag stattgegeben.

Ech fäerten, dass, wa mer elo vill dorunner bruede ginn, dass mer da gewësse subjektiv Elementer ëmmer méi staark erakriegen, wou dann och d'Kontroll eigentlech duerch d'Gericht méi schwierig gëtt. Also, mir wäeren do éischer virsiichtig, do vill ze änneren, wat den Ermessungsspielraum ueget vum Minister, wat de Kritär vun der Eierenhaftegkeet vum Demandeur ueget.

Par contre, ganz interessant an eisen Aen ass déi Diskussioun ronderëm de Jus soli, fir deen net zum Haaptprinzip ze maachen - ganz kloer - vun eise Nationalitéitgesetz, mä deen awer ze stäerken an eiser Gesamtlegislatioun.

Iwwer eng Initiativ vun der Commission juridique war esou en Element, de sougenannten „double droit du sol“, an eis Législatioun erëm eragerutscht. Deen ass et viru laanger, laanger Zäit ginn, e war entre-temps ofgeschafft an ass erëm eng Kéier hei erakomm. Wéi gesot, dee viséiert éischer, géif ech soen, also Leit aus der drëtter Generatioun vun der Immigratioun. An d'Fro ass, ob een net elo och e Geste sollt hei maachen - a mir sinn derfir - fir déi zweet Immigratiounsgeneratioun, ähnlech wéi mer dat an eise Wahlprogramm och festgehalten haten. Mir sinn awer op, fir do d'Detailer selbstverständlech mat anere Leit ganz gären ze diskutéieren.

Op jidde Fall ass evident, dass, wat mer méi wäit an deem heite Punkt gi vum Buedemrecht, wat déi Reform ëmmer méi e revolutionäre Charakter kritt, well et e Broch duerstellt mat deenen Traditiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg haten, awer och, géif ech awer och soen, well et a Richtung Modernisierung geet, wat d'Usiichte vun enger Nationalitéit ueget. An dofir fanne mir dat doten eng ganz interessant Pist, wou et nach méi derwäert ass, fir weider dorober ze diskutéieren.

Ech wëll zum Schluss e Wuert soe ronderëm Nationalitéiterecht a Wahlrecht: fir awer gläich ze soen, dass ech e gewëssene Lien natierlech net kann ofstreiden téscht deem engen an deem aneren, well jo, wann ee Lëtzebuurger gëtt, da kritt een d'Wahlrecht fir d'national Wahlen.

Et ass also en direkte Lien do. Dee kann een net ofstreiden. Mä ech sinn awer frou, dass mer hei net eng Vermeschung vun den Diskussiounen kréien: Nationalitéiterecht a Wahlrecht. Dat ass sécherlech net gutt. An eigentlech sinn och ni d'Diskussiounen ronderëm d'Reform vun der Nationalitéit esou gefouert ginn an der Vergaangenheet. An ech géif et och net gutt fannen, wa mer déi zwou Saachen hei géife voll matenee verméschen!

Op där enger Säit, wéi gesot, gëtt et d'Nationalitéit, an op där anerer Säit gëtt et d'Citoyennetéit. Dat sinn zwou verschide Saachen an déi sollt een net andauernd matenee verméschen. Mir sollen awer, ähnlech wéi d'Diskussioun haut iwwer eist Recht vun der Nationalitéit, an dat hate mer an eise Wahlprogramm stoen, eng breet Debatt - och déi sachlech, onopgereegt - féiere ronderëm eng méiglech Ausbreedung vun deem Wahlrecht.

Mir hate schonn eng Deeldiskussioun, wou mer de Wahlalter diskutéiert hu virum engem gudden Joer hei an dëser Chamber. Bei där Geleeënheet hunn ech gesot, dass ech géif fannen, dass et sécherlech wichteg wär, iwwert de Wahlalter ze diskutéieren. Mä déi essenziell Fro awer och, déi ass, ob een net misst deene Leit, déi länger Zäit hei liewen, wunnen, och d'Méiglechkeet verstärkt ginn, fir och bei de politeschen Deedécisiounen méi staark ze participéieren, wéi dat haut de Fall ass, ouni noutgedronge mussen an alle Fäll d'Lëtzebuurger Nationalitéit unzehuelen.

Dat ergëtt sech eben aus der demografescher Situatioun, déi mer hei am Land hunn. Déi fënnt een esou an anere Länner kaum erëm. Dat muss ee wëssen. Ech hunn opgezeechent, dass, wann d'Tendenze vun de leschten zéng Joer fortschreiten, si mer an zéng Joer schonn - dat ass muer - an enger Situatioun, wou mer wahrscheinlech zu gläichen Deeler Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger hei op eise Territorium erëm fannen.

An et stellt sech awer d'Fro an enger Demokratie, ob ee kann iwwer laang, laang Zäit hei wierklech demokratesch fonctionnéieren, wa just nach eng Minoritéit eigentlech kann decidéieren, wat geschitt, an eng Majoritéit vun deene Leit, déi hei wunnen, ausgeschloss ass aus deene wichtigsten Décisiounen.

Et freet sech och, wat dann d'Orientéierung vun der Politik am Land ass, wann d'Wahlbevölkerung an d'Landesbevölkerung net méi eng där anerer entsprechen; wann s de also eng soziologesche, eng Altersstruktur hues an der Wahlbevölkerung, déi relativ staark ofwäicht vun der Altersstruktur, der Sozialstruktur an der Landesbevölkerung. Dat ass keng gutt Situatioun.

Dofir ass et, mengen ech, wichteg, och kënnen doriwwer ze diskutéieren, wéi een déi zwou Saachen, de Pays légal an de Pays réel, erëm méi staark beieneféiert. Dat ass, mengen ech, déi Diskussioun, déi mer wëllen ukéieren, wou mer wëssen, dass déi net muer eriwuer ass, wou mer wëssen, dass mer do eng breet Majoritéit musse fannen, well eis Verfassung muss emgéinnert ginn.

Mä och, esou wéi ech sot, d'LSAP-Fraktioun fäert och kee Referendum iwwer esou eng Fro, wéi d'LSAP och schonn d'Offer gemaach huet: Anstatt dass mer e fäerdege Verfassungstext engem Referendum ennerwerfen, wou kee méi kann een Deit un deem Text änneren - et muss ee Jo oder Neen zu engem komplexen Text soen -, kënnen mir eis et virstellen, wéi dat an Island geschitt ass, dass een e puer wichteg, kontrovers Froen hält, doriwwer de Leit hir Meinung freet an doropshin den Text vun enger Verfassung definitiv festhält.

Dat wär an eisen Ae méi demokratesch wéi en anere System, dee méi staark hei zu Lëtzebuerg diskutéiert gëtt. Och déi doten Offer maache mer nach gären. Wéi gesot, mir freeën eis op weider Diskussiounen zum Thema vun den Nationalitéiten oder zu anere Punkten.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Bodry. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert. Den honorablen Här Braz.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Madame Mutsch! Madame Presidentin, mäi Kollege Camille Gira seet ëmmer oder zumindest ganz oft, d'Politik, dat wär d'Buere vun décke Brieder.

**(Interruption)**

D'Politik ass d'Buere vun décke Brieder, dat heescht, dass ee laang muss bueren, laang muss bueren, bis een eng Kéier en Duerchbroch huet.

**(Interruption)**

Well ech dem Camille Gira senger Meinung och sinn, dass Politik d'Buere vun décke Brieder ass, hëlleft dat mer, fir heiansdo keng Frustratioun ze erliewen an der Politik. A grad bei deem heiten Dossier kéint een heiansdo och e bësse frustréiert sinn, wann ee kuckt, wéi d'Diskussioun virueget.

Dat, wat mer haut diskutéieren, déi Debatt, déi mer haut féieren, ass eng, déi mer eigentlech net hätte mussen hunn, well mir diskutéiere keng nei Elementer. Et ass keng nei Diskussioun. Alles, wat mer haut diskutéieren, wat mer eestëmmeg gutt fannen, hu mer schonn 2008 eestëmmeg gutt fonnt. A mir wosste woufir a mir kréien dat haut just bestätegt. An dat, wat mer 2008 haten, wou mer eis net eens waren, zu all deene Punkten, wou de Minister haut wëllt diskutéieren, louchen 2008 Amendementen um Dësch, déi genau dat do proposéiert hunn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Genau!





► **M. Félix Braz** (*déi gréng*). - Et gouf also och deemools scho genuch Grënn, fir dat richteg ze fannen. An dat ass awer net gewollt gewiescht, well deemools - an dat ass e Virwurf un dem Här Biltgen säi Virgänger, net un den Här Biltgen - am Kader vum Nationalitéitgesetz och mat der Nationalitéit vill Politik gemaach ginn ass!

A well mer op där enger Säit d'Notioun vun der duebeler Nationalitéit oder der multipler Nationalitéit agefouert hunn, hunn op där anerer Säit mussen och Saache mat u Bord geholl ginn, déi mat engem Fouss op der Brems stoungen. Mir si mam Fouss um Gas a mam Fouss op der Brems gefuer, 2008. Dat war eng politesch Monnaie d'échange fir eng Opinion publique, déi mer vläicht net genuch deemools agebonnen haten, mat där vläicht net genuch diskutéiert gi war am Virfeld; wat jo déi Kéier anescht probéiert gëtt ze maachen.

Mä d'Geschicht geet virun, d'Welt dréit weider. An haut, fënnf Joer méi spéit, schwätze mer an deeneselwechten Termen erëm iwwert dat, wat mer 2008 schon alles um Dësch leien haten. A mir hoffen natierlech, dass mer elo déi Richtung, déi op deene meschte Punkte vum Minister mat ugedeit gëtt, déi mir schon 2008 vertrauden hunn, dass mer déi effektiv des Kéier hoffentlech zu engem Enn kënnen bréngen an zu engem Gesetz iwwert d'Nationalitéit, wat dann, ech well net soen an alle Punkten, mä op deene meeschte Punkten awer kohärent ass.

Kohärent an deem Sënn, dass et d'Zil verfollegt, de Leit et méi lücht ze maachen, méi kohärent ze maachen, d'Lëtzebuurger Nationalitéit unzehuelen, an net e Gesetz ze hunn, wat zum groussen Deel an déi Richtung geet an dann op verschidde Punkten dann awer erëm eng Kéier de Réckgang wëllt ageheien. Wéi zum Beispill, dass mer deemools den Délai de résidence vu fënnf op siwen eropgesat hunn, nodeems mer e just e puer Joer virdu vun zéng op fënnf eropgesat haten. Et gëtt haut nach kee Grond dofir!

Ech ka mech erënneren, de Minister Frieden, wéi ech e gefrot hunn: „Wat ass dann Äre Grond fir...? Wéi erkläert Der: op siwen, an net op sechs oder op aacht? Wéi kommt Der op siwen?“, war seng Äntwert: „Majo, mir hunn nawell heiansdo Leit hei, déi kommen...“ - Banquieren huet e mam Numm genannt - „...op Lëtzebuerg. Si si just e puer Joer hei, an da si se erëm fort. An ech well net, datt déi Leit quasi...“, dat si seng exakt Wieder, „...en passant de Lëtzebuurger Pass géife mathuelen.“

Dat kléngt immens aliichtend. Ech hunn awer dunn dommerweis nach eng Fro gestallt. Ech hunn e gefrot: „Wéi vill sinn dat der, déi méi wéi fënnf Joer hei sinn a manner wéi siwen?“ E wosst et net. Et war also en erfonntend Argument. E wosst net, wéi grouss dee Problem wär, deen en domadder wollt léisen.

Et war e reng politesch Argument. Mir hunn dat Gesetz deemools leider ganz vill politesch diskutéiert, an net nëmme saachorientéiert. De Minister Biltgen mécht haut de Virschlag - net haut, scho virun enger Zäitchen -, déi Punkten nach eng Kéier ze diskutéieren a méi saachorientéiert an enger Bilanslogik déi Punkten ze diskutéieren an eventuell haut zu anere Konklusiounen ze komme wéi viru fënnf Joer, wat mir géife begrëssen, well dat wär déi Positioun, déi mir 2008 op all de Punkte vertrauden hunn, déi mer haut dann an deem Gesetz kéinten erëmfannen; oder bal all zumindest.

An et wär och gutt, wa mer déi Kéier e Gesetz kéinte maachen, wat dann emol fir eng länger Zäit d'Strooss hält. De Minister Biltgen huet et a senger Introduktioun schon ugedeit: de franséische Fall, wou d'Nationalitéitgesetz awer dauernd, dauernd op de Métier geholl gëtt a wou och do terribel vill Politik, Parteipolitik domadder gemaach gëtt. Mir wäerte jo awer net an deeselwechten Travers verfallen!

Dat hei gëtt elo a manner wéi zéng Joer - kommt, mir soen: an zwiefel Joer, fir exakt ze sinn - déi drëtt Reform, déi mer maachen. D'Fransousen hunn der nach méi gemaach, mä et ass awer scho vill. An et wär wierklech gutt, wa mer um Enn vun deser Diskussioun e Gesetz hätten, wat wierklech elo fir eng länger Zäit net méi muss geännert ginn, e Gesetz, wat wierklech kloer ass, wat kohärent ass op all de Punkten a wat mer déi nächst 20, vläicht 30 Joer net méi missten upassen, dann hätte mer gutt geschafft. An dat wënsche mir eis als gréng Fraktioun als Konklusioun vun deem modifizéierte Gesetz, wat de Minister da geschwënn op de Wee bréngt.

Mir hunn deemools bei deem Vote vun 2008 gesot, mir géifen e Gesetz schaffen, wat fir d'Ausländer wuel eng Rei Diere géif opmaachen, mä wat deene Leit d'Äerm net géif opmaachen, fir se opzehuelen. An dat war e bësse wouer, dat war eng relativ treffend Beschreiwung. Haut hoffe mer, dass mer kënnen méi wäit goen, awer net op all de Punkten, well eng Rei Saachen an deem Gesetz vun 2008 si

jo gutt, an d'Demande vum Här Biltgen war jo, e Bilan ze maache vum Gesetz, eng Rei Froen, mä och e Bilan ze maachen: Wat funktionnéiert gutt? Wat funktionnéiert manner gutt? An eng Rei Saachen aus dem Gesetz sinn an eisen Aen 2008 e richteg Fortschritt gewiescht, an dat huet sech och bestätegt.

D'Gesetz ass op enger Rei vu Punkten e ganz gutt Gesetz. Eischtens déi prinzipiell Optioun vun der multipler Nationalitéit, fir déi méiglech ze maachen, dat war richteg, an d'Zuelen - ech kommen herno nach eng Kéier dozou - vun de Leit, déi elo eng Demande gemaach hunn an deene leschte Joren, beleeeën dat. Et war déi richteg Optioun. Et war eng Optioun, déi op Lëtzebuerg zougeschnidden ass, déi op Lëtzebuerg passt. Et mécht Sënn an eisem Land, déi Méiglechkeet ze schafe vun der duebeler Nationalitéit. Dat solle mer festhalen an net méi drop zrëckkommen.

E ganz wichtige Punkt och deemools fir eis schon an der Diskussioun war déi administrativ Prozedur, dass mer ofgaange si vun där politescher Prozedur, wou d'Chamber op Avis vun der Commission juridique an der Plénière à huis clos Décisiounen geholl huet. Den Alex Bodry sot dat och schon: Et ass zum Deel onwierdeg gewiescht. Dat hat mat engem Rechtsstat näischt ze dinn. Dat war à la tête du client. Dat war vu Sitzung zu Sitzung anescht. Dorausser si mer glécklecherweis erauskomm.

Haut hu mer eng administrativ Prozedur, mat dem Recht, och eng Décisioun ze contestéieren virun den administrative Geriichter, an esou soll dat och sinn: e kloer Gesetz mat kloer Kritären a kloer Prozeduren. Dat solle mer bäibehalen.

Mir hunn och deemools wierklech e Paradigme-wissel gemaach, wou mer op déi administrativ Prozedur eriwergaange sinn. Virdu gouf et e Recht iwwert d'Nationalitéit, en „droit sur la nationalité“, wou e bësse beschriwwen war, wéi dat géif goen. Doduerch, dass mer eriwergaange sinn op déi administrativ Prozedur mat exakte Kritären, si mer eriwergaangen op en „droit à la nationalité“. Een, deen d'Kritären erfëllt, kann d'Nationalitéit net refuséiert kréien.

An där vieregter Prozedur, där politescher an der Chamber, wann d'Chamber Nee gesot huet, huet se et a) net muss begrënnen, an et konnt ee b) kee Recours dergéint maachen. Do konnt ee just froen. Haut ass et en Droit à la nationalité. Déi Leit, déi d'Konditiounen erfëllen, hunn d'Recht drop, Lëtzebuurger ze ginn, a si kënnen et iwwert d'Gericht och erwierken, wann d'Regierung et géif contrairement zum Gesetz wëlle refuséieren.

Dat ass an der Perception an an der Handhabung vun der Nationalitéit e grouse Sprong no vir an engem rechtsstaatleche Sënn. Dat ass fir eis eppes, wat ee soll als positivt Element am Bilan vun deem Gesetz zrëckbehalen.

Mir hunn och deemools eng Dosis Droit du sol agefouert. Et war en Amendement vun deene Gréngen, dee proposéiert hat, dass mer sollen den Droit du sol aféiere fir déi, déi zu Lëtzebuerg op d'Welt komme vun Elteren, déi legal zu Lëtzebuerg sinn. Deen Amendement ass vun der Majoritéit verworfen ginn, an doropshin ass vun der LSAP e Sous-amendement gemaach ginn, dee gesot huet, da kommt, mer gesinn et vir bei Kanner, wou wéinstens ee vun den Elterendeeler selwer schon hei gebuer ass, wat mir natierlech mat ënnerstëtzt hunn. Dat ass an eis Logik gaangen, net esou wäit.

An ech héiere gären, dass den Här Bodry seet, si wëilten déi Iddi, déi déi gréng 2008 proposéiert hunn, erëm och an dëst Gespréich erabréngen, dass mer also och elo diskutéieren iwwer eng méi grouss Dosis Droit du sol, net onbedéngt déi, déi den Här Minister och virdu undiskutéiert huet, mä zumindest wierklech déi Logik, déi mir an eisem Amendement 2008 haten.

Wa mer dat kéinten diskutéieren, mengen ech, mécht dat och fir Lëtzebuerg ganz vill Sënn, well mer och do ganz ville Kanner zu engem ganz fréie Stadium och soen, dass se heihinner gehéieren. Do sinn der ganz vill, déi verbréngen hir ganz Jugend hei a froe sech bis 18 Joer, ob dat Land se dann als Kanner vun deem Land ugesäit oder net.

**(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)**

An dat huet zum Deel am Alldag souguer Répercussiounen, souguer an de Sportsveräiner, wann et talentéiert Athlete sinn, déi e Landesmeeschtertittel net unerkannt kréien, obwuel se hei gebuer sinn, obwuel se an hirer Disziplin dee Beschte waren, mä da gëtt gesot: „Majo, et ass eng Eenzeldisziplin, an deng Elteren hunn ebe kee Lëtzebuurger Pass an du bass zwar hei gebuer, Pech fir dech, da kriss du eng Coupe, awer du kriss net den Titel.“

**(Interruption)**

Dat si wierklech Saachen, déi maachen dach iwwerhaupt kee Sënn. Déi maachen dach guer kee Sënn!

Dofir kommt, mir diskutéieren déi Iddi vun enger weiderer, méi grousser Dosis Droit du sol, wéi se schon 2008 um Dësch louch.

Leschte Punkt, dee mir am Bilan als e ganz positiven ugesinn - net de leschte Punkt, mä deen ech elo wëll erwähnen, et sinn der nach e puer weider dran -, dat ass d'Aart a Weis, wéi mer d'Connaissance linguistique préiwen. Op den Niveaue kommen ech herno nach zrëck.

Och do hate mer virun 2008 eng onméiglech, onwierdeg, kengem Rechtsstat wierdeg Prozedur. Do hu Leit dat gepréift, sécher mat vill guddem Wëllen, mä net mat spezifescher Kompetenz, déi se kritt hätten, fir déi do Missioun ze erfëllen. Dat war d'Police, déi dat gemaach huet, mat vill Engagement, a se hunn dat och probéiert, seriö ze maachen, mä deemno, op wien ee gefall ass, krut een attestéiert, et wär ee ganz gutt, an deemno, wien et war, deen huet dat méi streng gesinn, an dann hat ee keng Ahnung. Dat konnt jo alles net sinn!

2008 hu mer do de Schritt eriwuer gemaach op objektive Kritäre vun de Sproochkenntnisser, och wann ech se ze héich fannen, mä et sinn zumindest objektive Kritären. Dat solle mer bäibehalen. An et si qualifizéiert Leit, déi se jugéieren. Och dat solle mer bäibehalen.

Dat sinn déi grouss positiv Errungenschafter vum Gesetz vun 2008, a wa mer de Bilan maachen, da soe mir als Gréng: Un déi Saachen do solle mer net fréckele goen.

An ech muss et awer och eng Kéier lassginn, well et iergerlech ass an och e bësse frustrant ass, dass mer op deenen dote Froen, déi ronderëm d'Integratioun dréien, zënter 20 oder bal 30 Joer zu Lëtzebuerg net wierklech virukommen an och hätte kënnen virukommen, well et awer haaptsächlech eng Partei gëtt, déi do permanent an deene leschten zwee, dräi Jorzéngten op der Brems stoung, fir op all deene Positiounen e puer Joer drop anzelenken!

► **Une voix.** - Richteg!

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*). - Dir hutt alles, alles, alles, wat Der an deene leschten 30 Joer gesot hutt, e puer Joer drop erëm selwer fale gelooss.

**(Interruption)**

Genau dat ass et! Zënter 30 Joer macht Der Parteipolitik domadder.

**(Interruption)**

Genau! Neen, mir maachen lech Äre Bilan, dat däre mer maachen! Wou si mer dann hei?

**(Interruptions)**

Wou si mer dann hei? Et däre jiddweree mat senger Vergaangenheet konfrontéiert ginn, a wann een lech de Spigel virun d'Gesicht hält, dat däre en net? Wat ass dat do da fir en Demokratieverständnis?

Dir héiert et net gären, mä ech muss et eng Kéier lassginn an Dir musst et eng Kéier héieren.

**(Interruption)**

Et ass zënter dräi Jorzéngten, wou alles, wat hei an deem Beräich gemaach gëtt, mat zéng Joer Retard däre stattfannen, well Dir Bauchwéi hutt. An zéng Joer drop sot Der: „Am Fong ass et awer elo richteg.“ Ma, et war och scho virun zéng Joer richteg! Haalt dach op! Maacht dach endlech eng Politik an deem dote Beräich, déi dem Besoin vum Land zougeschnidden ass a wou mer wierklech mat Rationalitéit virukommen. Et ass dach iergerlech, dat doten!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*). - An da schwätzt Äre Minister nach vu Lagerdenken. Vu Lagerdenken! Wien huet dann hei d'Lagerdenken op deenen dote Froen zënter 30 Joer?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Mir net.

**(Hilarité)**

► **Une autre voix.** - Schummt lech!

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*). - Zum Bilan vum Gesetz gehéiert och, Här Minister, dass mer och déi Zuelen eng Kéier analyséieren. Vill Leit, vill Virriedner hu gesot, d'Gesetz wär en Erfolleg, well mer zënter dem Akraafttriede vum Gesetz ronn 16.000 Leit hunn, déi iwwert dat net Gesetz Lëtzebuurger gi sinn. Dat sinn der vill méi wéi virdrun. Virdu louche mer bei plus/minus 1.000 pro Joer, elo si mer bei 4.000 pro Joer. Dat sinn der natierlech vill méi.

Mä geet dat duer, fir ze soen, dass d'Gesetz e Succès ass? Den Här Bodry huet dat och ganz positiv gesinn, dee Bilan. Mir maachen awer do e puer Nuancen. Woufir?

Eischtens, well et ze erwaarde war, dass an deenen éischte puer Joer ganz vill Leit sech wäerte mellen, nämlech déi, déi zënter Joren drop waarden, wou sech den Drock opgestaut

huet, déi nëmmen op d'Gesetz gewaart hunn, fir endlech iwwert de Wee vun der duebeler Nationalitéit kënnen Lëtzebuurger ze ginn. Dass mer also an enger éischer Phas, an deenen éischen dräi, véier, fënnf Joer méi Demanden hunn, ass evident, mä d'Gefor ass natierlech grouss, dass dat erëm wäert offlaachen. Dat ass dat eent Argument.

Dat zweet, dat ass vläicht nach méi gewichtig. De Succès vun deene 16.000 Leit, dee muss een awer a Relatioun stelle mat der Entwécklung vun der Populatioun an darselwechter Zäit. Mir hunn zu Lëtzebuerg e Solde migratoire, dat heescht d'Differenz tëschent deenen, déi all Joers op Lëtzebuerg awandern, an deenen, déi d'Land och nees verloossen, well et ass net esou, dass jiddwereen op Lëtzebuerg wëllt kommen an onbedéngt hei wëllt bliwen! Mir hunn iwwert d'Joren, kann ee soen, tëschent - allez - 10.000 an 12.000 Leit, déi kommen, a mir hunn der awer och tëschent 6.000 an 8.000, 9.000 pro Joer, déi och nees d'Land verloossen. Dat heescht, mir hunn e Sold, dee läit bei 3.000, 4.000 pro Joer - bon an, mal an.

Wa mer also e Solde migratoire net hunn, wann also d'Populatioun vun den Netlëtzebuurger ëm 4.000 Unitéite pro Joer wiisst, den Écart also tëschent Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger méi grouss gëtt, a gläichzäiteg wéinst deem neie Gesetz mer der elo 4.000 an den Ufanksjore vum Gesetz maachen, da stelle mer fest, dass mer domadder d'Zuel vun Ausländer bei 43% stabiliséiert hunn. Mä mir hunn awer a kengster Weis den Trend kënnen ëmdréien.

An et ka jo awer net duergoen, en Nationalitéitgesetz ze maache mat deenen Argumenter, déi eis deemools dozou beweegt hunn, an da soen, well mer do stabiliséiert hunn op engem Niveau vun 43%, wär et en Erfolleg. Dat ass awer net Ambitioun genuch an et entsprécht eigentlech och net deem, wat 2008 gesot gi war. Do war d'Ambitioun scho méi grouss.

Dofir mengen ech, d'Gesetz ass op enger ganzer Rei vu Punkte kee schlecht Gesetz, au contraire, mä et kann awer net dat lescht Wuert sinn, well et net e Succès ka sinn, wa mer déi Zuel stabiliséiert kritt hunn. Et misst eigentlech iwwer esou e Gesetz och eng Émkéierung vun där Tendenz kënnen stattfannen, wann d'Gesetz méi kohärent vläicht méi wäit géif goen, op enger Rei Punkte méi lücht wär.

Dofir menge mer, et soll een de Bilan net ze fréi maachen. Déi éischt puer Joren, dat waren déi fett Jore vun deem Gesetz, an den Trend hu mer net ëmgedrëit kritt. Dat muss een awer zum Bilan kënnen soen. Wat awer dofir net d'Gesetz op all deene Punkten do zu engem schlechte Gesetz mécht.

Am Detail zu de Froen, déi de Minister gestallt huet en vue vu sengem Gesetzesprojet, vu sengem Projet de loi, deen e wëllt maachen, d'Stéchwuert vun der Lëtzebuurger Sprooch: Dat ass eng ganz wichteg Fro. Et ass eng ganz wichteg Fro, an dofir hunn déi gréng och konstant plädéiert, dass een d'Sproochproblematik zu Lëtzebuerg sollt probéieren ze léisen ausserhalb vun der Nationalitéitgesetzgebung.

Och do: Woufir? Well mer domadder just ee klengen Deel vun de Leit ervaassen. Wa mer der Meenung sinn, dass d'Lëtzebuurger Sprooch wichteg ass fir Lëtzebuerg, an déi gréng sinn där Meenung, dass d'Lëtzebuurger Sprooch ganz wichteg ass fir d'Integratioun, da muss ee sech jo awer drëms beméien, net nëmme déi 4.000 elo pro Joer, déi sech wëlle beméien, Lëtzebuurger ze ginn, ze ervaassen, mä da muss mer eis awer eng Politik ginn, déi - ech soen emol - d'„Ausländer“, déi op Lëtzebuerg kommen, all probéiert ze ervaassen.

Ob dat eis dann ëmmer geléngt, dat ass eng aner Fro, mä d'Ambitioun an d'Moyenen, déi mer zu Verfügung stellen, missten awer déi sinn, fir jiddwereen, deen op Lëtzebuerg kënn, ze ervaassen. Wa mer dat géife maachen an hikréien, da brache mer eis d'Fro vun de Sproochkenntnisser beim Nationalitéitgesetz net méi ze stellen.

Wa jiddwereen, dee kënn, seng Chance kritt an encadréiert gëtt an deenen éischte Méint, wou en am Land ass, während senger Aarbechtszäit, ënner spezifesche Konditiounen, fir dee Minimum, dee mer dann elo mussen nei definéieren, ze léieren, da brache mer eis d'Fro net méi ze stellen no fënnf oder sechs oder siwe Joer am Kader vum Nationalitéitgesetz. Dann hu mer wierklech eppes derfir gemaach, dass vill Leit zu Lëtzebuerg séier déi Basis kréien, déi hinnen et erlaabt, de Rescht vun de Connaissancen an hirem normalen Alldag sech selwer unzëeegnen. An dat ass eise Plädoyer.



Dofir menge mir, dass an dësem Gesetz, am Nationalitéitgesetz d'Sproochconnaissancé solle ganz aner sinn an dass mer de Poids vun eisem politesche Wierke sollen éischter leeën op aner Gesetzgebungen, dass jiddwereen, deen op Lëtzebuerg schaffen a liewe kënn, deen hei wunnt, erfaasst gëtt, an net just déi puer.

Well nach eng Kéier zu den Zuelen, gell: Et sinn 220.000 Ausländer hei an et ginn der 4.000 pro Joer Lëtzebuurger a gläichzäitig komme 4.000 neier derbäi. Dat heescht, do gesitt Der, mir schwätze vun 1% bis 2% vun de Leit, déi mer mat dëser Method erfaassen. Wa mer éierlech sinn, ass net de Match vun der Sprooch hei ze féieren! Wat net heescht, dass een net soll Lëtzebuergesch a Franséisch oder Däitsch kënnen. Mir plädéiere jo ausdrécklech derfir. Mä kommt, mir leeën eis anescht dobäi un!

Dofir si mir nach ëmmer der Meenung bei der Sprooch, fir Är Fro prezis ze beäntweren, dass deen ale Sproocheregime, dee mer während Jorzéngten haten, gutt op Lëtzebuerg gepasst huet. Et huet een no enger bestëmmter Residenzzäit sech an enger vun deenen dräi administrativen oder, zënter '84, och där enger nationaler Sprooch müssen erëmfannen. Dat war déi passend Léisung fir Lëtzebuerg a si war laang gutt. Si war gutt bis 2001. An et ass och kee Problem geléist gi mat där Ännerung, déi mer gemaach hunn. Mir hunn der, au contraire, éischter geschafen.

Dofir si mir eigentlech nach ëmmer Verfechter vun deem ale Regime. Mir wëssen, dass deen net erëm agefouert gëtt, mä dee war guer net esou schlecht, besonnesch wa mer eis da géife mat der Sproochproblematik anerwärts beschäftege fir all déi Leit, déi an d'Land kommen. Dat ass eis grondsätzlech Haltung.

Sollt dat awer net geschéien, menge mer natierlech - do gi mer dem Minister recht -, wa mer de Bilan maache vun de Sproochen: Dat huet net wierklech esou geklappt! En Drëttel packt et net. A fir mech, dee ganz wichtege Punkt, an deen hat ech och an der Kommission opgeworf, an den Här Bodry huet e vir-druck och nach eng Kéier widderholl: Dat ass déi Saach vun der Gerechtheet.

Déi Leit, déi déi Sproochentester maachen, konnten d'Fro net beäntweren: Wéi ass et da mat der Réussite par rapport zu der Origine? Wie packt den Exame besser, déi Sproochentester? Wie packt déi Tester net esou gutt? Mir hunn et net wëllen erausfannen. Mir hu keng Statistik doriwwe. Dat ass awer de Punkt.

Ech sinn nämlech zimlech sécher, dass mer natierlech géifen erausfannen, dass déi Leit, déi vun doheem aus mat méi Diplomer an Erfahrungen, schoulescher, op Lëtzebuerg komm sinn, eng méi grouss Liichtgeeket hunn, sech de Minimum Lëtzebuurger Sprooch unzëeegnen, dass déi Leit, déi dat net hunn, wahrscheinlech an der Moyenne tendenziell éischter wäerten do méi Schwierigkeiten hunn. An dat kann et jo awer net sinn. Mir kënnen jo awer kee Gesetz hunn, wat bei der Abiergerung un der sozialer Origine zum Deel scheitert. Dann ass eist Gesetz falsch! A mir wëssen et emol net, mir hunn et net erausfonnt.

Dofir muss mer iwwert déi Sproochenaspekter diskutéieren. Mir müssen déi Niveauen a Fro stellen. Et kann net sinn, dass en Drëttel dru scheitert. A mir müssen eis intensiv mat der Fro beschäftegen: Wie sinn déi Leit, déi dru scheiterten? An eng Äntwert dorobber ginn, fir dass et net un der sozialer oder sozioprofessioneller Origine scheitert, ob een déi Sproochentester, fir Lëtzebuurger ze ginn, packt oder net packt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - An am Moment lafe mer awer Gefor, dass et esou ass, Här Minister.

Den Aspekt vun de Kritären, ech si virdu scho kuerz drop agaangen. Zënter dass mer op déi administrativ Prozedur iwwergaange sinn, hu mer objektiv a prezis Kritären, notament zu der Fro vum Casier. Dat war jo fréier an där aler Prozedur an der Kommission „du grand n'importe quoi“. Dat war all Dënschdeg aneschtens. Dat war keen ee wéi deen aneren. Elo hu mer et hikritt, dass et prezis drasteet.

Elo kann een dann driwwer streiden, ob et soll ee Joer sinn oder sechs Méint oder 18. Deemools hu mer déi Diskussioun och gefouert. A mir sinn net ouni Grond op dat komm, wat mer haut hunn. Mir hunn all déi Argumenter schon ausgetosch. A mir sinn op deem Punkt do net bereet, fir eng Reform ze maachen! Mir fannen d'Gesetz - wéi d'Kollege vun der LSAP -, esou wéi et elo ass, och richtig. Do soll an

eisen Aen net erëm, och net e klengt Stéck Ap-préciatioun mat erakommen.

Mir sinn eis bewusst, natierlech Här Minister, dass et haut géinnert huet duerch d'Prozedur an duerch de Recours, natierlech ass dat eng aner Situatioun. Mä mir wëllen nach ëmmer net, dass op där heiter Fro, egal wien de Minister ass, ee kann ufänken ze soen: „Jo, mä, op menger Liewer ass deen doten awer...“ aus Gréng, déi ech als Minister eben hunn. Ech fannen, dat do ass wierklech, also esou wéi dee schwätzt a wat ech vun deem héieren hunn, dat ass wierklech kee Bongen, dat do!“

Dat ass net de Wee! Kommt, mir bleiwe bei deem, wat mer hunn, definitiv op där doter Fro: objektiv Kritären, Condamnatioun zu méi oder manner vun esou vill, exklusiv oder en ass derbäi.

Mir sollen och bei deem bleiwen - dat war och deemools en Amendement vun deene Gréngen, deen ugeholl gi war -, wou mer gesot hunn: Et muss een awer och déi Peinen no enger bestëmmter Zäit kënnen ignoréieren. Mir sinn eis op 15 Joer eens ginn. Et gehéiert fir mech och zu de positiven Elementer vum Gesetz, dat solle mer net änneren. Et spillt jo direkt an déi hei Fro mat eran, och dat géife mer gäre behalen, wéi et ass, souwéi och d'Kritären, déi solle strikt administrativ bleiwen, an do soll kee Pouvoir d'appréciation erakommen. Mir sinn domadder gutt gefuer. An och, wann Dir eis dräi Beispiller kënn nennen, da sinn et der dräi vu 16.000.

Zu der Fro vun dem Recouvrement vun der Nationalitéit fir d'Descendants en ligne directe. Dat ass och eng vun den Dispositionen, wou Der d'Fro stellt, ob dat soll weidergoen mat de Joren. Mir mengen, dass dat net soll de Fall sinn, wéi aner Kollegen och schonn. Dat soll an eisen Aen och éischter auslafen. Mir stellen eigentlech souguer d'Disposition éischter a Fro. Mir hunn d'Gesetz elo gehat während enger Rei vu Joren. Déi, déi drop gewaart hunn, hunn et wahrscheinlech genotzt. Mir hätten als Gréng och kee Problem, wann een déi Disposition géif sträichen. Mir kënnen awer och domadder liewen, wa se ausleef. Mä mir sinn op jidde Fall net der Meenung, dass ee se soll adaptéieren a lafend bäibehalen. Dat ass fir eis ganz kloer.

Zum Droit du sol, dat hunn ech schonn duergeluecht, dat brauch ech also net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Dann déi Fro, déi Der och gestallt hutt mat der Konventioun vum Conseil de l'Europe, ob Lëtzebuerg déi soll ënnerschreiwen, déi Fro, déi den Här Meisch lech deemools gestallt hat. Mir sinn der Meenung, dass an eisen Aen sech näischt opposéiert, fir déi Konventioun ze ënnerzeechnen.

Mir sinn der Meenung, dass notament déi Disposition, wat soll mat de Conjointe geschéien, dat hate mer och deemools gesot, dass mer kee Problem hunn, dass een dat soll nees aféieren. Déi Regelung war gutt. Dat hätt eis och d'Episod vun der Comtesse de Lannoy erspuert, wa mer dat deemools net géinnert hätten. Sou dass mir op dësem Punkt der Meenung sinn, do soll een eng Ännerung am Gesetz maachen, op dat zréckkommen, wat mer haten. D'ASTI proposéiert: no dräi Joer. Dat sinn Aspekter, déi kann een diskutéieren. Mä vum Prinzip hier, fanne mir als gréng Fraktioun, soll een dat do frësch diskutéieren an zu enger anerer Konklusioun kommen, dass een do eng Ouverture mécht.

Mir hoffen natierlech, dass dann och de Mariage pour couples homosexuels duerch ass, fir dass mer dann net do erëm eng nei Diskriminatioun géifen aféieren iwwert deen dote Wee, dass also déi do Fro vläicht virdruck tranchéiert ass, an dann ass dee Problem och aus der Welt geschaaft an dann ass an eisen Aen näischt, wat dergéint schwätzt, fir d'Conventioun, déi mer signéiert hunn, och ze ratifizéieren.

Bei mir leeft dommerweis d'Auer net mat, Här President, ech weess guer net, wou ech dru si mat menger Zäit.

► **M. le Président.** - Dir hutt nach Zäit! Ech gesinn nach..., also, Dir hutt 24 Minuten elo geschwat an Dir hutt der 34 zegutt. Also, Dir kënn nach virufueren!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Da misst et klappen! Da klappt et!

(Interruption)

Jo, ech weess, Här Kartheiser, mä Dir kënn awer eppes bäileieren.

Leschte Punkt: An de leschten Deeg gëtt vill geschwat och vun der Fro vun der demokratischer Participatioun. Mir si frou doriwwe. Et ass an eisen Aen eng positiv Entwécklung, dass dat Thema diskutéiert gëtt. Mir hunn als Gréng eis och schonn iwwer Joren derfir ausgeschwat, dass een déi Diskussioun féiert an dat och aféiert, d'Méiglechkeet fir Leit zu Lëtzebuerg,

un de Parlamentswahlen deelzuelen no Residenzkritären an net no Nationalitéitskritären.

Et ass also net direkt eng Diskussioun, déi eppes ze dinn huet mat der Nationalitéitsdiskussioun. Déi zwou Diskussiounen si getrennt. Politesch Rechter kann een och ausserhalb vum Konzept vun der Nationalitéit diskutéieren. Dat war jo och fréier zu Lëtzebuerg esou, virun 1919. Do hu ganz aner Kritäre gegollt wéi de Pass, well do si vill Lëtzebuurger net mat wiewe gaangen, notament déi weiblech, obwuel se Lëtzebuurger waren, notament déi, déi keng Steiere bezuelt hunn, obwuel se Lëtzebuurger waren.

Also, et huet och hei am Land net ëmmer eppes ze di gehat mat Nationalitéit. A si ass och getrennt ze féieren, déi Diskussioun, mä si gehéiert natierlech zu enger iwwergeuerdener Diskussioun iwwer Integratioun. Do ass souwuel d'Nationalitéitgesetzgebung e wichtege Piler wéi natierlech och d'politesch Participatioun. An deem Sënn gehéiere se fir eis an eng méi grouss Diskussioun.

Mir sinn als Gréng ganz kloer der Meenung, an dat zënter Joren, dass een déi Méiglechkeet do soll schafen. Lëtzebuerg huet en Demokratie-defizit. 43% vun de Leit, déi hei wunnen, kënnen sech un deene Wahlen do net bedeelegen. Elo kann een natierlech soen: „Ma, si kënnen et jo maachen iwwert de Wee vun der Nationalitéit!“ An dat ass och e gudde Wee. Mir verbidden a schwätzen a riede kengem dat gären aus. Dat ass e ganz gudde Wee, fir sech kënnen och un de Chamberswahlen ze bedeelegen, dat iwwert de Wee vun der Nationalitéit ze maachen.

Dat huet awer en Hoken! Dat huet awer en Hoken, nämlech deen, dass d'duebel Nationalitéit net jiddweree ka kréien! Wa mer also derfir plädéieren, dass d'politesch Participatioun bei de Chamberswahlen nëmme soll iwwert d'Nationalitéit goen, da verkennen a vergiesse mer een Element: Fir eng duebel Nationalitéit kënnen unzuelen, muss net nëmme Lëtzebuerg domat averstane sinn, mä och deene Leit hire Pays d'origine. Wann also Leit zu Lëtzebuerg wunnen, an där gëtt et der ganz vill, déi hei wunnen, déi aus engem Land kommen, wat d'duebel Nationalitéit net kennt, da kënnen déi, wa mer eis géifen op dee Wee do eleng fokusséieren, natierlech ni u Parlamentswahlen deelzuelen.

An dofir geet dee Verweis, dat ass jo och d'Positioun...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Se kënnen awer d'Lëtzebuurger Nationalitéit unuelen!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Jo, si kënnen d'Lëtzebuurger Nationalitéit unuelen, si müssen natierlech dann op hir Nationalitéit d'origine verzichten.

(Interruptions)

An dofir hu mer jo viru fënnf Joer, Här Gibéryen, hei an der Chamber mat praktesch all de Stëmmen ausser Ären, dat waren der deemools nach méi wéi haut, mä mir hunn deemools mat praktesch all de Stëmmen hei an der Chamber déi Méiglechkeet geschaf vun der duebeler Nationalitéit, well mer dat richtig fannen.

An ech hu mat Freed, wéi ech mat Ärem leschte verbleiwende Mohikaner, dem Här Kartheiser, op Chamber-TV eng Debatt hat iwwert d'duebel Nationalitéit - do hu mer eis och iwwert deen dote Punkt ënnerhalen -, do war ech also mindestens esou iwwerrascht wéi erfreet feststellen, dass den Här Kartheiser mam Prinzip vun der duebeler Nationalitéit elo kee Problem méi huet.

Wann Dir also elo nach ëmmer bei 2008 stoe bliwwer sidd, da sidd Dir dee Leschte bei lech!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen! Neen! Neen!

(Interruption)

Neen, Neen!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech wëll elo net Sträit och nach téschent lech an den Här Kartheiser hei erabrëngen, well soss sidd Der wierklech eleng!

(Hilarité générale)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat bréngt Dir och net fäerdeg! Dat bréngt Der net fäerdeg!

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Kommt, mir fuere weider, gell!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, jo!

► **Une voix.** - Jo, fuert weider!

Dir hat lech elo e bësse verrannt!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Oh, ech mengen, Här Kartheiser...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, Neen! Dir hat lech elo e bësse verrannt...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här Gibéryen, hei ass kee verrannt...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...war fir déi Leit, déi net d'duebel Nationalitéit kënnen huelen, déi kënnen d'Lëtzebuurger Nationalitéit awer huelen, fir kënnen mat wielen ze goen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Jo, jo! Mä heibannen, ausser lech, ass keen där Meenung! Mir sinn all der Meenung, zënter fënnf Joer...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, dat ass jo och Aert gutt Recht!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Neen, ech soen lech, ech rappeléieren lech dat just nach eng Kéier!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat anert ass eist gutt Recht!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Dir sidd eleng an Dir mierkt et net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dach, dach!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Dir mierkt et net!

► **Une voix.** - Vergiesst et!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Och da muss een net falsch sinn, well een eleng ass!

(Brouhaha)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Neen, dat ass jo an der Rei! Mä huet einfach zur Kenntnis,...

(Brouhaha)

Huet zur Kenntnis, Här Gibéryen, dass heibanne jiddwereen der Meenung ass, dass dat eng gutt Saach ass. Souguer Äre leschten...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - ...Verbleiwenden ass der Meenung, et wär eng gutt Saach!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hu jo och elo d'duebel Nationalitéit net a Fro gestallt!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Haalt op, herno hutt Der nach Kaméidi! Herno hutt Der nach Kaméidi.

Dofir menge mer, et soll een definitiv op dee Wee do goen. An et ass natierlech och elo diskutéiert ginn am Kader vun der Prozedur, am Kader vun der Verfassungsrevisioun, well déi Fro, déi gehéiert do tranchéiert. D'Verfassung misst géinnert ginn, wann een op deen dote Wee wëllt goen.

D'Fro vum Referendum ronderëm, dat ass mer awer net ganz kloer, wat do gemengt ass. Bis elo, fir dat awer och einfach nach eng Kéier ze rappeléieren: Referendum Jo oder Neen am Kader vun der Verfassungsrevisioun. Et gëtt zwou Parteien, déi haten dat am Wahlprogramm 2009, dat waren déi gréng an d'CSV. D'CSV huet herno do hir Meenung e bësse elo a Fro gestallt, ass sech net méi ganz sécher, ob se soll oder net. déi gréng sinn nach ëmmer där Meenung. An aner Parteien, déi et net am Wahlprogramm haten, wéi d'DP, déi Lénk, ech mengen och d'ADR, hu sech deem méttlerweil ralliéiert, et wär also eng Majoritéit do.

De Referendum, dee mer da solle maachen, dat kann an eisen Aen awer nëmme ee sinn iwwert déi ganz Verfassung! Et kann een net à la carte soen...

(Interruption)

Neen, ech kommen dozou, Här Wilmes, ech hunn lech och de Mëtteg um Radio gutt nogelauschtert. Ech äntwerten lech elo e bësse an engems mat.

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Wat hunn ech dann esou gesot?

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Et kann nëmme en Referendum sinn iwwert dat Ganz! An et kann och net d'Fro gestallt gi bei deem Referendum, ob ee par ailleurs mat dësem oder deem Passus speziell averstane wär oder net. Well wann, dann ass et e Vote de confirmation vum éischte Vote vun der Chamber, an do ass d'Fro just: Sidd Der mam éischte Vote d'accord? Sidd Der mam Vote...

(Interruption)

Neen, esou ass et an der Verfassung, Här Wilmes.

Sidd Der mam éischte Vote, deen d'Chamber geholl huet, d'accord oder net d'accord? An do ass keng Plaz fir zousätzlech Froen. A ce stade de la procédure ass deen Zuch fort. Ech wëll dat just rappeléiert hunn, a mir wäerten als Gréng op jidde Fall derfir plaidéieren, dass een de Verfassungsreferendum mécht iwwert dat Ganz, iwwer sämtlech Aspekter.

(Interruption)

Do si vill Saachen dran, do si vill Saachen dran, iwwert déi ee muss mat de Lëtzebuurger a Lët-





zebuengerinnen diskutéieren. Net just déi dote Fro, et sinn der ganz vill dran. Dofir muss e Referendum mat de Lëtzebuenger iwwer all déi Froe gemaach ginn, an net just iwwer eng oder zwou Froen. Déi Gesamtrevisioun gehéiert de Leit dohinnergeluecht a mat de Leit driwwer diskutéiert!

E lescht Wuert nach zu de Kommunalwahlen, wou mer lescht Annerunge gemaach hunn 2011, gutt Annerungen, well si haten als Resultat, dass zënterhier um kommunale Wahlrecht all d'Leit, déi hei wunnen, gläichgestallt sinn: Lëtzebuenger, EU-Ausländer, Net-EU-Ausländer, jiddweree ka sech wieseloossen, jiddweree ka wieseloossen, dierf och Schäfte ginn, dierf och Buergermeeschter ginn. Dat hu mer fäerdegbruecht!

Et kann een driwwer diskutéieren, ob dee Succès héich genuch war vun der Participatioun. An déi Zuelen, déi ëmmer nees genannt ginn, heiansdo muss ee se och vläicht richtig verstoen. Ech hunn de Mëtteg nach um Radio héieren, d'Zuel an der Stad, et wäeren der nëmme 5.500 bei 70.000. Dat si keng 70.000. Bei deene 70.000 sinn iwwer 30.000 Mannerjähreger derbäi. Dat heescht, wann een et wëllt richtig soen, da muss ee soen: 5.500 bei eppes iwwer 30.000. Da leie mer ongeféier..., fir mech ass et net genuch!

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Fir mech ass et net genuch, mä...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Entschëllegt, Här Braz!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Sot Dir, Här Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Datselwecht zielt awer och fir...

**(Interruption)**

...déi zu Lëtzebuerg sinn. Och do sinn déi Mannerjähreger derbäi. Also, et ass ëmmer...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Neen, kënnst Dir just widderhuelen? Ech hunn...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Pardon! Datselwecht zielt natierlech och fir déi Zuelen, déi Dir virdru gesot hutt...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo, jo, kloer!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...vun all deenen Netlëtzebuenger, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Och do si Mannerjähreger derbäi,...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...also et ass ëmmer...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo, a bei de 57% Lëtzebuenger och!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Jo, jo! Jo, jo!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Dofir kann een et vergläichen, dofir kann een et vergläichen.

Dofir menge mer, dass do natierlech mussen Efforté gemaach ginn, mä do si mer wéinstens um richtige Wee. Do scheitert et net méi un der Gesetzgebung, elo scheitert et nach vläicht un de Leit, un de Parteien, eis alleguerten, déi vläicht net genuch maachen, mä zumindest scheitert et net méi un der Gesetzgebung. An dat ass dat, wat mir eis wënschen, och fir d'Landeswahlen, dass mer eng Gesetzgebung zumindest hunn, déi kohärent ass, d'selwecht wéi bei der Nationalitéitgesetzgebung.

Dat gesot, freeën ech mech, Här Minister, op den Dépôt vun Ärem Projet an hoffen, dass en op ville Punkten dann déi Kohärenz wäert hunn, déi mer als gréng Fraktioun eis wënschen.

Ech soen lech Merci!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Och ech soen am Numm vun der ADR dem Minister Biltgen Merci fir déi Debatt, déi mer haut kënnen hunn u sech iwwer d'Reform vum Nationalitéitgesetz. Mä déi puer Kommentaren, déi elo grad gemaach goufen an déi och Referenz maachen op eng Reform vum Wahlgesetz, inspiréiere mech awer vläicht, fir e puer Kommentaren an déi Richtung ze maachen.

Den Här Bodry huet eng Ried gehalen, déi dialektesch ganz interessant war. Fir d'Éischt huet en etabléiert, datt e Lien besteet tëschent der Citoyennetéit an der Nationalitéit an der nationaler Communautéit, an da mécht en awer den Ennerscheed tëschent der Nationalitéit an der Citoyennetéit, wat historesch u sech d'selwecht ass.

Mä ech wëll just opmierksam maachen hei op e puer Froen. Dat Éischt ass: Wann een esou e Wahlrecht géif aféiere fir Ausländer, dann hätte mir eng Kompositioun vun der Chamber, déi, wann ech d'Wierder vun der Presidentin vun der ASTI wëll huelen, enger Communauté d'intérêt vum Land géif entsprechen, esou wéi si se gesäit, awer net méi der Communauté de destin. Mir hätten dann eng Chamber, déi zesummegeat wär no Kritären, déi eis net méi géifen erlaben, wa mer Décisiounen huelen, déi Schicksalsfroen, Souveränitéitsfroen vum Lëtzebuenger Vollek géife betreffen, fir da kënnen hei an der Chamber Décisiounen ze huele fir d'Lëtzebuenger, déi awer de lëtzebuergeschen Elektorat géifen ausmaachen.

Dat heescht, d'Interesse vun deenen, déi u sech d'Statsvollek sinn, kéinten da vun der Chamber hei net méi an deem Sënn wouergeholl gi wéi virdru. Dat géif einfach zesammenhänke mat der Kompositioun vun der Chamber, mat deenen Électeurs, déi d'Chamber da bestëmmen.

Ech wëll och warne viru falschen Debatten. Hei gëtt en Demokratiedefizit un d'Mauer gemoolt, an ech froe mech, ob net aner Grënn awer hannendrustinn: éischtens, den Interessi vun de Parteien, déi mengen, wann d'Ausländer d'Wahlrecht kriterien, géife si selwer elektoral gutt ofschneiden; an zum Zweeten dat Argument, wat een och ëmmer héiert vu verschiddene Säiten, datt d'Ursach, fir d'Wahlrecht auszedehnen, u sech d'Schwächung vun der Fonction publique hei am Land ass.

Ech mengen, dat sinn zwee Hannergrondinteressen, déi een net dierf vergiessen. An den Demokratiedefizit, dee gëtt et net. Dat diskutéiere mer eng aner Kéier. Ech hunn elo keng Zäit dofir. Dee gëtt et awer net. Mä ech wëll hei einfach virun enger falscher Debatt mat falschen Argumenter warnen.

Fir d'ADR ass kloer: Mir ginn net mat op dee Wee vun engem Ausländerwahlrecht. Et muss ee fir eis d'Lëtzebuenger Nationalitéit hunn, fir kënnen bei de Chamberswahlen matzemaachen. Ech weess, wéi d'Sozialisten, déi Häre Schneider an Asselborn, dat elo Ufank... oder virun e puer Wochen opbruecht hunn, hunn direkt eng Partie Parteien dat ënnerstëtzt: déi Blo, déi gréng, déi Lénk.

Ech wëll awer och nach vläicht e Wuert soen hei iwwer d'Positioun vun der CSV. Den Här Braz hat d'CSV kritiséiert. En huet gesot, et ass eng Partei, déi iwwer déi lescht Jorzéngten an där Nationalitéitendebatt ëmmer erëm no e puer Joer hir Meenung geännert huet. Ech gi souguer méi wäit: Si huet sech an deene leschten Deeg an der Press ëmmer erëm kënnen duerstellen als eng Partei, déi u sech géint déi Iddi wär. Mä si ass et net! Si ass et net!

An och dat muss een hei de Lëtzebuenger soen. Well wann een de Communiqué vun der CSV kuckt, dee se erausgeschéckt hunn, do steet just dran: „Es geht also wirklich darum, die zu führende Debatte gut vorzubereiten. Da das Wahlrecht ein wesentlicher Bestandteil der nationalen Souveränität ist“, dat seet och d'CSV, „gilt es vor allem auch die Luxemburger mit an Bord zu nehmen. Hauruckverfahren eignen sich nicht für große, zukunftsweisende Politik. Deshalb sollte man jetzt nicht aus der Hüfte schießen und das Wahlrecht für Ausländer auf ein einfaches Ja oder Nein reduzieren.“

D'CSV seet net, datt se do dergéint wär. Déi eenzeg Partei, déi dat seet, souwäit ech et weess, ass d'ADR. Mir falen net ëm. Fir eis ass ganz kloer, datt dat Nationalitéitgesetz oder déi Lëtzebuenger Nationalitéit gebonnen ass...

**(Brouhaha)**

...un d'Wahlrecht.

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Kartheiser nozelauschteren!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wëll awer elo - mir hu leider net esou vill Zäit -, den Här Biltgen huet eis eng Rei vu Froen gestallt, an ech wëll him och dorobber Äntwerte ginn. Mä ech mengen, dat war eng Präzisioun, déi awer néideg war.

Wann hei - an dat wëll ech dann awer vläicht nach derbäisoen -, wann esou eng grondleeënd Ännerung iwwer iwwerhaupt d'Souveränitéit vun eisem Land sollt geholl ginn, wéi d'Aféierung vum Wahlrecht fir d'Ausländer, ouni datt se - also, wéi gesot, Ausländer am rengen Sënn vum Wuert - d'Lëtzebuenger Nationalitéit hätten, keng duebel a keng aner, da kann dat nëmmer iwwer de Wee vum Referendum decidéiert ginn!

An déi Leit, déi dat beim Referendum decidéieren, dat ass selbstverständlech dat Wahlvollek, wéi mir et elo hunn an eiser Verfassung. Dat ass de Souverän, dat ass d'Lëtzebuenger Vollek, wat eleng doriwwer soll decidéieren, wien hei am Land d'Wahlrecht kann hunn a wien net.

Déi konkret Froen, Här Minister Biltgen, déi Dir eis gestallt hutt, dat sinn der och eng Partie.

Ech fänke vläicht u mat der Residenzklausel. Muss déi bei siwe Joer bleiwen? Eiser Meenung no, jo. Mä mir sinn awer d'accord, wann do eng gewësse Flexibilitéit agebaut gëtt. Dat ass eng Iddi, déi Dir eis proposéiert. Mir kënnen mat op dee Wee goen.

Wann et da kloer ass, datt awer eng Gesamtresidenzdauer vu siwe Joer weider bestoe bleift, a wann et drëm geet, fir de Leit, déi aus beruflechen oder dréngende familiäre Grënn müssen eng Zäit an d'Ausland goen, fir deenen entgéintzekommen, fir datt se doduerch net d'Méiglechkeet fir d'Acquisitioun vun der Nationalitéit verléieren, da kënnen se selbstverständlech do och op eist Versteedemech zielen. Mä d'Residenzzäit, déi mer a Considératioun huelen, muss selbstverständlech eng integral legal Residenzzäit hei am Land sinn.

D'Instruction civique - dat ass och hei schonn e puermol diskutéiert ginn - ass effektiv eng ganz wichteg Fro. Un éischter Plaz géife mir awer d'erfir plädéieren, déi Coursen ze standardiséieren - et gëtt nach ze vill Duerjerneen -, ze kucken, datt d'Qualitéit verbessert gëtt.

An un zweeter Plaz géife mir awer och drun denken, fir emol ze kucken, wéi an den auslänneschen, an den Nopeschstate vun hei, eisen Nopeschlänner, déi Saach do geregelt ass. Et gëtt Examen an der Instruction civique an enger Rei vun deene Länner, wou souwuel de Fonctionnement vum Statsrecht, wéi d'Grundwäerter, wéi och d'Geschicht vun deene Länner gepréift ginn.

Et wär einfach elo emol fir eis interessant, fir eng Etüd ze maachen, Här Minister, téuscht der Instruction civique, wéi se hei gehandhaabt gëtt zu Lëtzebuerg - dat heescht, ouni Examen, just datt ee muss an e puer Coursen goen - an an eisen Nopeschlänner, an da vläicht en Tableau comparatif ze kréien. Well mir sinn do wäit ënner deem, wéi et am Ausland gehandhaabt gëtt. Obschonn et hei net manner wichtig ass wéi am Ausland, datt déi Leit, déi wëlle Lëtzebuenger ginn - déi aner och natierlech -, de Fonctionnement vum Stat awer gutt verstinn a wierklech dann och kënnen als éclairéiert Bierger um Stat matbestimmen.

D'Lëtzebuenger Sprooch ass fir eis selbstverständlech zentral. Den Niveau vun de Sproochentester, deen ass bei eis am Land net héich. Dat gëtt dacks esou virgestallt hei, als wär dat eng schrecklech héich Hürd oder als wär dat e soziale Selektionskriter. Och hei muss ee soen, datt den A2 a B1, deen zu Lëtzebuerg gefrot gëtt, manner héich ass wéi dat, wat an eisen Nopeschlänner gefrot gëtt. An och an eisen Nopeschlänner gëtt et Immigranten, déi elo keen Universitätsdiplom hunn oder net aus engem héich éduquéierten Elterehaus kommen. An awer ass den Niveau vun de Sproochentester an eisen Nopeschlänner duerchgehend méi héich wéi dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg fuerderen.

Dat ass also en Argument, wat iwwerbeméit gëtt, dat soziaalt Argument. Selbstverständlech soll een de Leit, déi de Sproochentest vläicht net déi éischte Kéier packen, Méiglechkeete ginn, fir en nach eng Kéier ze maachen. Mä fir ze kompenséieren oder den Niveau nach méi wäit erofzeschrauwen oder vläicht d'Lëtzebuergesch ganz ewechzeloossen, wéi e bëssen déi gréng oder och d'sozialisteschen Kolleeg mat esou Gedanke spillen, dann...

**(Interruption)**

Oh dach! Dir wëllt déi ganz lëtzebuergesch Problematik ausserhalb vun deem Gesetz regelen, hat Der gesot. Ech sinn och dermat d'accord... D'ADR hätt och guer näischt dergéint, wa mer jiddwerengem, deen hei an d'Land kënnt, géifen...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Voilà! Gesitt Der!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...d'Méiglechkeet ginn, am Kader vum Congé linguistique an anescht den Zougum zur Lëtzebuenger Sprooch nach ze erliichter. Kee Problem!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Voilà! Gesitt Der!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mä fir am Nationalitéitgesetz, fir d'Acquisitioun vun der Nationalitéit onofhängeg ze maache vu Kenntniss an der Lëtzebuenger Sprooch,...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- All Mënsch kann da Lëtzebuergesch!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...dat ass e Schrëtt, dee mir nimools géife matgoen!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- All Mënsch kann da Lëtzebuergesch, Här Kartheiser. Kommt zum Punkt!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An zemools - bedenkt dat, Här Braz -, ech ruffen lech

et och an Erënerung, datt eng ganz Rei Leit déi Tester net packen, well se emol net an d'Coursen gaange sinn oder sech iwwerhaupt net virbereet hunn.

Dann d'Residenzdauer: Jo, ob dat kann ootmen, frot Der, Här Minister. Jo, dat kann ootmen. Wann ee wierklech ganz gutt Lëtzebuergesch kann, da brauchen et keng siwe Joer ze sinn, mä ech géif lech awer da recommandéieren, datt déi och en Test maachen op engem Niveau méi héich. Och dat muss kënnen gepréift ginn. Wann een en Niveau C packt, firwat dann net no fënnef Joer? Ech mengen, et geet net duer, fir ze soen: „Wie ganz gutt Lëtzebuergesch kann, dee brauch da keng siwe Joer heizebleiwen.“ Et muss bewise sinn. An dann hu mer kee Problem domadder.

25 Joer am Land an nach kee Lëtzebuergesch kënnen, dat ass kee Beweis vun enger Integratiounswëllegkeet hei am Land. Mir kënnen do net mat lech goen. Och wa Leit 25 Joer hei am Land wunnen an nach ëmmer kee Wuert Lëtzebuergesch kënnen oder net genuch Lëtzebuergesch kënnen, da soe mir: Da kann en och d'Nationalitéit net hunn. Ech mengen, 25 Joer hei am Land wunnen, da muss ee sech scho wierklech ganz staark ustengen, fir déi Sprooch net ze léieren! Dat muss fir jiddweree méiglech sinn.

A fir déi aner, an Dir hutt déi Fro gestallt fir déi Behënnert oder déi, déi wierklech seriö medezinesch Problemer hätten, datt mer deenen entgéintkommen: Wann dat sproochrelevant Behënnern sinn, selbstverständlech, datt mer deene Leit entgéintkommen, wann dat duerch staatlech Doktere certifiéiert gëtt, fir datt se kënnen op eng aner Manéier dee Sproochentest maachen oder e guer net musse maachen, bei Krankheitsfäll, dat schéngt mer ganz, ganz normal ze sinn.

Bestuete Leit: Do kënnen mer eis selbstverständlech och vill méi niddreg Residenzklauselen virstellen; soulaang de Sproochentest bestoe bleift natierlech. Et kann och do d'Nationalitéit net geschenkt ginn. Mir vertrauen drop, datt Dir eis geschwé Propositione maacht, wou Der eis weist, mat wéi enger Determinatioun de Marriage arrangé oder de Marriage blanc bekämpft soll ginn.

A wann een dann d'Lëtzebuenger Nationalitéit wierklech krut duerch en Trick, da muss se och kënnen oferkant ginn. Ech mengen, dat ass eng Saach, do muss ee sech logesch sinn. Wa mer feststellen, datt dat e Marriage blanc, e Marriage arrangé war, da muss een och, wat d'Nationalitéit ugeet, kënnen Konsequenzen zéien.

Leit, déi am Ausland si fir Lëtzebuerg: Jo, da ka gläichgestallt gi mat enger Residenz zu Lëtzebuerg, wann déi Leit dann de Statut diplomatique hunn. Dat entsprécht der üblicher Praxis am Droit international public, datt dann d'Résidence habituelle am Pays d'origine, am Pays accréditant ass. An deen Abléck, wann d'Leit e Statut diplomatique hunn, da kann d'Residenz gläichgestallt gi mat enger Residenz zu Lëtzebuerg.

Recouvrement de nationalité: Dat kann an eisen Ae bestoe bleiwen. Souwisou wäert d'Demande ofhuelen an der nächster Zäit.

Droit du sol: Do soe mir, do brauche mer keng weider Facilitéiten.

An e lescht Wuert: Mir kënnen als Chamber selbstverständlech ëmmer, och an Zukunft, Spezialgesetzter huelen iwwer d'Nationalitéit. Kee kann der Chamber dat Recht ofhuelen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Allez, Jacques!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Merci, Här President. 2012 hunn hei am Land 524.900 Leit gelieft, dovunner 44% Ausländer. Dese Prozentsaz steigt konstant trotz dem Succès vum Nationalitéitgesetz vun 2008. Dese Trend ass net gutt, well d'Lëtzebuenger op eng Kéier minoritär an hirem Land ginn. Dofir muss mer kucken, datt méi Leit sech zu Lëtzebuerg bekennen a Lëtzebuenger wëlle ginn.

D'Gesetz vum Oktober 2008 huet e grouse Succès kennt. Eng ronn 16.000 Leit hunn d'Lëtzebuenger Nationalitéit an deene véier Joer gefrot, géigeniwwer 4.500 an de véier Joer virdru.

Dës Zuele schwätze fir sech. Ronn 40% vun de Leit, déi Lëtzebuenger gi sinn op Basis vun





deem neie Gesetz, haten d'duebel Nationalitéit scho virdrun - Portugal, déi nordafrikanesch - respektiv kënne keng duebel Nationalitéit kréien, wéi déi Däitsch.

D'Debatt iwwert d'duebel respektiv d'multipel Nationalitéit ass eriwwer. Haut heescht et ze kucken, wou dat ablacklecht Gesetz e puer Fehler huet a wou et muss reforméiert ginn. D'Zil muss et sinn, datt d'Zuel vun de Lëtzebuurger am Land steigt an net erofgeet. Et geet hei net ëm eng Braderie vun der Lëtzebuurger Nationalitéit, mä et geet dorëms ze kucken, datt och déi kleng Leit, datt och déi Leit, déi an enger moderner, internationaler Welt liewen, datt déi kënne Lëtzebuurger ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Dës Debatt dierf dofir net mat Scheiklappe gefouert ginn.

► **Une autre voix.** - Richteg!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Den Här Justizminister huet ons en interessante Questionnaire geschéckt. Ech wëll och direkt soen, datt, well ech nuren zéng Minutte Riedezäit hunn, ech do wäert dat schrëftlech nach déposieren.

**(M. Jacques-Yves Henckes dépose une documentation.)**

Mir hunn, déi onofhängeg Deputéiert sinn der Meinung, datt d'Konditiounen vun der Residenz...

**(Hilarité et interruptions)**

Jo, mä ech schwätzen am Numm vum Här Colombero mat. Gitt mer eng kleng Chance!

**(Brouhaha)**

...datt d'Konditiounen vun der Residenz, d'Lëtzebuergesch-Schwätzen, d'Connaissance vun onsem Stat an d'Honorabilitéit, prinzipiell mussen bäibehale ginn. Mä dës Konditiounen mussen reforméiert ginn an déi spezifesche Konditiounen mussen adaptéiert ginn.

Éischt Punkt: Soll een der Persoun, déi mat engem Lëtzebuurger oder enger Lëtzebuurgerin bestuet gëtt, et méi licht maachen, fir Lëtzebuurger ze ginn? Äntwert: Jo. Schon 2008 hat ech bedauert, datt d'Méiglechkeet vun enger bestueter Persoun, fir iwwert d'Optioun Lëtzebuurger ze ginn, ofgeschaaft gouf. Déi Persoun, déi e Lëtzebuurger oder enger Lëtzebuurgerin bestit, muss fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit optéiere kënne, an dat ouni d'Konditioun vu Residenz oder Sproochkenntnisser, esou wéi dat fréier wor.

Mir hu vill Lëtzebuurger, déi bestueden en Ausländer am Ausland, well se aus beruffleche Grënn do liewen oder well se do studéiert hunn. Am Bestietnis léiert de Conjoint séier, datt e muss Lëtzebuergesch schwätze léieren, speziell wann e Kanner an der Schoul huet. Ganz perséinlech hunn ech dat jo och materiel. An de Jean Colombero, deen ass 1999 Lëtzebuurger ginn. Dräi Méint méi spéit wor en hei an der Chamber.

**(Interruptions)**

Dofir gesäit een, datt, wann iwwert de Mariage de Conjoint ka Lëtzebuurger ginn, datt d'Kanner Lëtzebuurger ginn, datt dat awer zur Integratioun bäidréit an datt op jidde Fall deen Ablack, wou Kanner op der Welt sinn, misst d'Nationalitéit méi einfach gemaach ginn.

D'Lëtzebuergeschkenntnisser: en zweete Punkt. D'Connaissance vum Lëtzebuergesch ass eng normal Konditioun fir den Ausländer, deen zu Lëtzebuerg wunnt a wëllt Lëtzebuurger ginn. Mä déi meescht Ausländer schaffen am private Secteur an do gëtt oft d'Lëtzebuergesch net oder ganz weineg als Aarbechtsprooch gebraucht. Do sinn Englesch, Franséisch, Portugisesch, Italienesch an Däitsch déi Haapt-sproochen. Dofir dierf een d'Lat net ze héich setzen. An et muss een och wëssen, datt et oft der éischter Generatioun vläicht net gutt geet mam Lëtzebuergesch, mä déi zweet kann et mat Sécherheet, well se hei an d'Schoul geet.

Dofir si mir d'accord, fir ze soen, datt den Niveau A2 vum europäesche Referenzkader fir Sprooch soll an Zukunft duergoen, fir Lëtzebuurger ze ginn. An deem Kontext wëll ech natierlech och drop hiweisen, datt, fir Fonctionnaire ze ginn, d'Lat villech méi héich läit. An et ass och evident, datt deen Ablack, wou een d'Méiglechkeet schaaft fir méi Leit, Lëtzebuurger ze ginn, dann natierlech och méi Leit d'Wahlrecht do kréien.

Wat d'Residenzzeit ugeet, si mir d'accord, fir déi Residenzzeit vu siwen op fënnf Joer erfrozesetzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Mä mir mengen awer och, datt déi Residenzzeit net muss kontinuéierlech sinn, mä si muss kumulativ sinn. Dat heescht, datt eng Persoun net muss an deem leschten, dat lescht Joer hei zu Lëtzebuerg wunnen, mä si muss insgesamt fënnf Joer hei am Land gelieft hunn.

Ech ginn e Beispill, wat hei reell wor, wat paséiert ass ënnert der ablacklechter gesetzlecher Bestëmmung vun 2008: Eng italienesch Famill huet gefrot, fir Lëtzebuurger ze ginn ënnert deem ablackleche Gesetz. D'Elteren an zwee Kanner krute Jo gesot, deen zweete Fils krut Nee gesot, well en aus beruffleche Grënn am Ausland wor. Dat dierf et net méi ginn. Dat muss verhénnert ginn an do muss d'Gesetz geännert ginn.

Honorabilitéit: D'Konditiounen vun der Honorabilitéit dierfe sech net nuren op de Casier judiciaire beschränken. Si mussen och de generelle Comportement vum Demandeur an onser Gesellschaft begräifen, esou wéi dat am Questionnaire als Optioun virgesi gëtt, a wou ech och gemierkt hunn, datt dat zum Beispill och eng Konditioun ass an Däitschland an a Frankräich, dat heescht, datt ee muss sech verfassungskonform behuelen.

En Ausländer, deen mat enger Décisioun net d'accord wier, deen ka jo deen Ablack och viru Gericht goen an do seng Rechter verteidegen. Ech mengen, dat ass jo och, datt et op jidde Fall objektiv kann zougoen.

D'Cours d'instruction civique, déi mussen obligatoresch ginn, bleiwe villméi, an dat fir all Demandeur.

Mä ech mengen awer och, datt mer mussen eng Neierung aféieren an der Gesetzgebung iwwert d'Nationalitéit, an dat ass de Retrait vun der Lëtzebuurger Nationalitéit duerch e Gerichtsbeschloss, datt dat gesetzlech muss agefouert ginn.

Éischtens, fir den Demandeur, deen e Mariage blanc, dat heescht eng falsch Hochzeit gemaach huet respektiv deen am Ausland bestuet ginn ass an dann déi Affär hei transcrivéiert huet, deen Acte de mariage, a wou et manifestement just nuren drëm geet, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze kréien.

Da muss och de Retrait méiglech gemaach gi fir deen, deen d'Donnéeë vun der Naturalisationsdemande bewusst gefälscht huet. Mir hunn där Fall! An do ass et net an der Rei, datt een, deen Donnéeë gefälscht huet, well et zum Beispill am Ausland kee Casier judiciaire gëtt an Ähnlech, datt deen dann deen Ablack ka roueg hei zu Lëtzebuerg bleiwen an d'Lëtzebuergesch Nationalitéit halen.

An dat anert, wat een och misst diskutéieren, dat ass, ob net een, deen zu enger fester Prisongstrof, zum Beispill iwwer fënnf Joer, condemnéiert gëtt, op deen net och misst d'Lëtzebuergesch Nationalitéit verléieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Wat den Droit du sol ugeet, do ass et esou, datt mer elo eng Situatioun hunn, déi, menger Meinung no, déi meeschte Problemer ganz gutt léist. Wann een och d'Reform vun de Mariage-Gesetz, vun der Optioun nees erëm géif aféieren, kéinten och vill Problemer geléist ginn.

Wou mir op jidde Fall dergéint sinn, dat ass en Droit du sol wéi en a Frankräich ass, wou d'Leit, déi do gebuer ginn, op eng Kéier gezwonge ginn, fir eng Nationalitéit ze huelen. Dat dierf et op jidde Fall net ginn, well dat huet zum Beispill a Frankräich dozou gefouert, datt e Lëtzebuurger, deen do..., e Kand, wat do gebuer ginn ass, op eng Kéier huet missen an d'Armée do agezu ginn, wéi de Service militaire obligatoire nach do wor.

Stellungnahme zu e puer méi spezifesche Problemer: D'Fro gouf gestallt vun enger Dispens vum Lëtzebuergesch. Dat kann a verschidene Fäll méiglech sinn, zum Beispill fir déi Handicapéiert.

► **Une voix.** - Et ass och soss méiglech.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Mir mengen net, datt de Recouvrement misst nach weider bestoe bleiwen.

An d'Fro ass jo och gestallt ginn, ob d'Residenzdauer soll reduzéiert gi fir Apatriden, Réfugiéen, Bénéficiaires d'une protection subsidiaire, déi, déi e Contrat d'intégration ënnerzeechent hunn. Ech mengen, datt mer besser hunn, datt mer eng eenheetlech Residenzklausel hunn, eenheetlech Konditiounen hunn, fir Lëtzebuurger ze ginn. Dat mécht d'Saach villech méi einfach. Dat évitéiert Debatten.

Dofir wiere mer éischer, fir op de Wee ze goen, fir iwwerall déi fënnf Joer ze hunn, an als Kriter, wat d'Lëtzebuergesch ugeet, den A2, an eng eenzeg Ausnahm, dat ass fir déi, déi sech

bestueden, datt déi kënne ouni déi Konditioun do Lëtzebuurger ginn, dat och am Intérêt vun deenen hire Kanner.

Dat woren déi puer Bemerkungen, déi ech am Numm vun deenen zwee onofhängegen Deputéierte wollt maachen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Da kënnt elo dee leschten onofhängegen Deputéierten, awer net vun deem Grupp, nämlech den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Also, dat do muss ech awer richtegstellen! Ech sinn net hei als onofhängegen Deputéierten. Mir sinn nämlech mat volle Lëschten an d'Wahle gaangen.

**(Brouhaha)**

Här President, wann ee wëllt dës Debatt anuerdnen an den historichesche Kontext, da kënnt een, wann een de Bilan mécht, forcément zu engem zimlech mitigéierte Constat. D'Gesetz vun 2008 vum Här Frieden, dat elo soll reforméiert ginn, ass entstanen an engem Klima, wou déi al Iwwerfriemungs- an Identitéitsängsche mat engem gewëssenen Erfolleg nach konnte mobiliséiert ginn, wat déi ganz Debatt beaflosst huet.

Esou si fir d'Éischt an der Geschicht zertifizéiert Lëtzebuergeschkenntnisser op engem Sekundarschoulniveau fir déi verlaangt ginn, déi hei net an d'Schoul gaange sinn. Dat zu engem Zeitpunkt, wou d'Lëtzebuergesch selwer am Schoulsystem eng ganz ënnergeuerdnet Roll spillt! Dat heescht, dass dee Sproochtest eng och sozial selektiv Roll spillt, net eng verbannend Roll spillt, wat eigentlech misst d'Missioun vun enger Sprooch sinn. An haut bedauere mir vill negativ Konsequenzen vun där Dispositioun.

Gläichzäiteg ass d'Residenzdauer bei der Nationaliséierung, à contre-courant vun den historicheschen Noutwendegkeeten, vu fënnf op siwe Joer eropgesat ginn an d'Optionsrecht fir de Conjoint ass ewechgefall. Hei gouf mat der Angst vum Mariage arrangé operéiert, fir en allgemengt Recht ofzeschaffen, wat duerch eng Konventioun garantéiert ass. Ausser et wëllt een natierlech d'Fro op engem aneren Niveau diskutéieren, dass d'Nationalitéit en individuell Recht ass, wat een net sollt duerch de Mariage kréien. Mä dat ass eng aner Diskussioun.

Op jidde Fall huet d'Gesetz De Lannoy dës Diskussioun relanciéiert, andeems et de facto - ech soen: de facto - d'Optionsrecht fir eng privilegiéiert Persoun agefouert huet, wat allgemeng als ongerecht emfonnt ginn ass. Dat anert ass dee juristeschen Artifice, fir et ze begrënnen.

Ausserdem huet d'Gesetz vun 2008 den Droit du sang erëm opgewäert. Eng „Reethnisierung“, schreift den Denis Scuto a sengem Buch, doduerch, dass Leit, déi e Lëtzebuergesch Urahn vu virun 1900 konnten nowiesen, ouni all Sproochen- an ouni all Residenzbedéngunge Lëtzebuurger kënne ginn. Wat, ech fannen, eng zimlech lächerlech an iwwerflësseg Bestëmmung ass an am Fong geholl e Schlag an d'Gesicht vun all deene Leit, déi hei wunnen an deenen duerch nei Bedéngungen d'Lëtzebuurger Nationalitéit erschwéiert ginn ass!

Natierlech huet dat Gesetz och zwou positiv Neierungen agefouert, déi deem laange Reformstau op zwee wichtige Punkten en Enn bereet hunn. Éischtens, déi hei Gebueren an zweeter Generatioun kënne elo Lëtzebuurger ginn, wann ee vun den Elteren och hei gebuer ass. Zweetens ass et elo net méi néideg, seng al Nationalitéit opzeginn, fir Lëtzebuurger ze ginn. Dat zesummé mat enger juristescher definéierter Prozedur ausserhalb vun all politescher Willkür, déi ganz gutt ass an och muss fortgesat ginn an och net soll am Kär geännert ginn!

Déi zwou Mesuren do hunn natierlech där neier Immigratiounssituatioun Rechnung gedroen, dass et zu Lëtzebuerg haut en Undeel vu 44% Netlëtzebuurger gëtt, vun deenen och déi meescht wëllen hir Nationalitéit behalen. Hei gouf mat engem wesentlechen Naturaliséierungskriter, och vun der liberaler Bourgeoisie iwwerengens am 19. Johonnert, gebrach, deen am Fong geholl eng Allégeance ënnert déi nei Nationalitéit verlaangt huet an also och e Broch mat där aler Nationalitéit verlaangt huet.

Dat ass also elo ofgeschaaft. Et bleiwen also och nach Loyalitéitslienen zur Ursprungsnationalitéit. An ech mengen, och dat entsprécht deem neien europäeschen Nationalitéitsgefäll, dat amgaangen ass ze entstoen. An ech mengen och, dass een do...

**(Brouhaha)**

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, och nach dem Här Urbany nozelauschteren!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech mengen och, dass een do muss a kann usetze fir d'Zukunft. Sécherlech ënnerstéize mir als déi Lénk all Bestriewungen, fir d'Restriktiounen vum ak-

tuellen Text wäitgehend opzehiewen - véier Joer si leider do verluer gaangen - an an déi Richtung ze schaffen, dass d'Nationalitéit erëm e méi universaalt Recht gëtt, wat och fir all Mënsch abordabel ass. Och mir wäerten eis Virschléi nach do schrëftlech eraginn, well et jo wierklech an deene fënnf Minutten hei net méiglech ass, dorop anzegoen.

Mä zu deene Virschléi gehéiert op jidde Fall, den Droit du sol op déi éischt Generatioun auszedehnen, déi hei op d'Welt kënnt an hei wunnt, och wann d'Elteren net hei gebuer sinn. Well et ass kloer, déi Kanner, déi hei gebuer sinn, si mat deemselwechte Recht Lëtzebuurger wéi eis eege Kanner. An dat kéint domat dee wichtigste Wee ginn, fir d'Nationalitéit ze kréien. An dat géif de Sproochproblem iwwerengens och wäitgehend mat léisen.

Mä och da riskéiert nach laang dee grondleeënden demokrateschen Defizit bestoen ze bleiwen, dee mécht, dass haut 44% vun der Wunnbevölkerung net iwwert de Wee vum Wahlrecht sech un de wirtschaftlechen a politeschen Décisiounen vum Parlament kënne beedelegen. Duerfir menge mir, dass d'Wahlrecht fir all Residenten, no enger bestëmmter Openthaltsdauer, muss agefouert ginn an dass een net domadder soll waarden.

Wann e weidert Parlament 2014 hei soll gewielt ginn, wat nëmme representativ ass fir d'Halbschent vun der Bevölkerung, da gëtt déi aktuell ongesond Politik fortgesat. An ech mengen, dass dat net ze toleréieren ass. Ech mengen och, dass d'Leit dobausse prett si fir eng Öffnung an déi Richtung. An ech froe mech, wéi laang een nach drop soll waarden, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen a fir ze errechen, dass déi Notioun vun der Natioun och wäitgehend gläich wäert si mat der Notioun vum Stat.

Wann ech héieren, d'Lëtzebuurger wieren e Statsvollek, da muss ech soen, da si mer awer e Statsvollek an engem Apartheid-Regime,...

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - ...e Statsvollek, wat ëmmer méi amgaangen ass, minoritär ze ginn. An duerfir mussen engeresch Schrëtt endlech ënnerholl ginn a Richtung Droit du sol éischtens, an zweetens a Richtung Aféierung direkt vum Wahlrecht fir all déi Leit, déi hei eng gewëssen Zäit wunnen, fir dass dat endlech mat där ongesonder Situatioun ophéiert!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Domadder wier d'Lëscht vun allen Orateuren erschöpft an et kéim dann elo nach eng Kéier de Justizminister François Biltgen zu Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt den Intervenanten hei Merci soen, well ech mengen, dass et awer duerch d'Bank eng grëndlech, eng objektiv an och eng fair Debatt war, déi mer et och wäert méiglech maachen, dat och anzehalen, wat ech ugekënnegt hunn, nämlech a relativ kuerzer Zäit e Projet de loi ze déposieren.

Et si selbstverständlech nach eng Partie Detailler, wou ech da muss Propositionen maachen an nach am Detail kucken. Mä ech mengen awer, dass mer hei e relativ grouse Konsens kënne op enger Partie Saache fannen.

D'Residenzklausel, fir dat ze huelen, do ass et evident, dass do déi meescht Leit hei d'accord sinn, Flexibilitéit ze bréngen. Engersäits fir zum Beispill op fënnf Joer erfrozesetzen, anersäits awer fir virun allem net méi eng Kontinuitéit hei ze verlaange vun der Residenzzeit, wat eng ganz Partie Problemer wäert aus der Welt huelen.

D'Sprooch, do hunn ech festgestallt, dass awer e grouse Konsens do ass, fir de Sproochtest bäizebehalen, mat Aménagement, wou ech verschidde Meinungen héieren hunn, wou ech awer och verstanen hunn, dass, och wann dat elo vläicht net dat allerbeschte Mëttel ass, mä dass awer vläicht meng Iddi vun der Kompensatioun kéint hei och ugeholl ginn, fir dann enger Partie Leit ze hëllef.

Ech mengen nach eng Kéier, dass et net esou ass, dass deen Test esou ass, dass e géint gewësse sozial Milieuen ass. Et ass och vill, wéi ech soen, vum Institut des langues och mat der Uni dru geschafft ginn. Et ass evident, dass déi eng méi oder manner Chancen hunn. Dat ass ni aus der Welt ze schafen. Dofir mengen ech, dass déi Iddi vun der Kompensatioun awer kéint hëllef, notamment deene Leit, déi wëllen och sech am Lëtzebuergesch behaapten, fir deene kënne ze hëllef.

Ech wëll dann op déi Remarque vum Félix Braz zrëckkommen, fir ze soen, mir mussen kucken, dass d'Leit alleguer hei Lëtzebuergesch schwätzen. Ech wëll drop hiweisen, wat awer och viles an de Schoulen, wat och scho viles am Précoce, och souguer an de Maisons relais versicht gëtt, fir d'Lëtzebuergesch u se erunze-





bréngen.

Ech wëll awer och erënneren un eng Initiativ, déi mer geholl hunn als Regierung, déi ech selwer als Aarbechtsminister proposéiert hat, de Congé linguistique, wou ech mengen, dass een och eng Kéier do soll... Ech ka mer net virstellen, dass mäin Nofolger dergéint wär, fir eng Kéier e Bilan ze zéien, well dat war nach, wéi ech ofgetruede sinn als Aarbechtsminister, war et nach relativ jonk. Ech mengen, et soll een eng Kéier kucken, dee Bilan ze zéien, fir eng Kéier ze kucken, wat do erauskënnt, och wéi d'Beriber, ob se et och respektéieren.

Dat war just deemools geduecht, fir dat ze maachen, wat Dir sot: Een, deen op Lëtzebuerg schaffe kënn an an engem Secteur, an engem Betrib schafft, wou net Lëtzebuergesch geschwat gëtt, dee soll kënne Lëtzebuergesch léieren. Dat war och eng Diskussioun déizäit. Do ass gesot ginn: „Majo, da loosst d'Leit“, dat ass vun de Wirtschaftskresser komm, „da loosst bei eis d'Leit Englesch léieren, well si brauchen Englesch, oder bei eis Franséisch léieren, well si brauche Franséisch.“

Do hu mir gesot: „Et ass nëmme fir d'Lëtzebuergesch, nëmme fir d'Lëtzebuergesch! Et ass net d'Integratioun am Betrib, mä et ass d'Integratioun am Land iwwert de Betrib.“

Ech mengen, dofir soll een dat och nach eng Kéier erugeen. Ech mengen, et sinn nach aner Ministèren. D'Madame Jacobs, déi ass hei schonn antichambriert. Och si mécht vill Initiativen. Mir hu vun dem Contrat d'intégration geschwat. Ech menge schonn, dass mer eis Mëttele ginn. Mir sollen déi ausbauen, fir wirklech och an Zukunft de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, Lëtzebuergesch ze léieren, soubal se an d'Land kommen. Dat ass eng Remarque, déi ech och gären ophuelen.

Wéi ech mer dat geduecht hunn, ass déi ganz Fro vum Mariage eng méi quokeleg. Ech ka mech erënneren, wou ech elo e Méindeg den Interview ginn hunn op Chamber TV, war de Maurice Molitor u sech e bëssen iwwerrascht, dass ech gesot hunn, dat wär déi Fro, wou ech mer géif am meeschte Kontrovers hei erwaarden. A si ass och opgetrueden. Woubäi ech awer och mengen, hei kann een e Konsens fannen, fir dem Mariage awer erëm méi Bedeutung ze ginn, an deem Sënn, wann en do ass, fir eng Famill zesammenzeféieren.

Dofir mengen ech och nach eng Kéier dat, wat ech virdu gesot hunn: Do, wou Kanner do sinn, déi an engem Mariage sinn, ass dat awer vläicht schonn en Element, fir et ze facilitéieren. An ech soen och selbstverständlech, wa mer do méi liicht Konditiounen maachen, wëllt dat net soen, dass een op deen alen Droit d'option zrëckkënn. Och do, mengen ech, muss d'Lëtzebuergesch eng Konditioun sinn an aner och. Also, dat ass fir mech do scho ganz kloer.

Dat also zu mengen dräi Hauptfroen, déi ech hat, do mengen ech, dass mer hei kéinten en Text maachen, deen d'Strooss géif halen, deen, wann en net all Stëmme géif kréien, awer ganz vill Stëmme géif kréien.

Da ginn ech op déi puer aner Froen an, déi opgeworf goufen. Ech si ganz frou, dass d'Instruction civique net a Fro gestallt ginn ass. Och do hunn ech kee Problem, fir eng Kéier ze kucken: Wat kann ee verbesseren, wat kann een anescht maachen? Mir si ganz frou, dass dat wirklech hei unanime esou ugesi gëtt.

Honorabilitéit, do sinn ech mer bewosst, dass dat schwierig ass. Ech wëll nach eng Kéier soen, et ass och net mäin Hauptpunkt, well esou vill Fäll sinn net do. Ech wäert da versichen ze kucken, wat ee kann do proposéieren, wat awer vläicht e bësse méi streng ass, ouni an den Arbiträr ze goen. Dat muss mer kucken.

Ee Wuert zu enger Diskussioun, déi eréischt zum Schluss opkomm ass, déi vum Retrait vun der Nationalitéit. Also, mir hunn elo schonn am Gesetz d'Méiglechkeet, dass een, dee falsch Deklaratiounen mécht, dass dee se ewechgeholl kritt. Ech wëll awer, Här Henckes, soen, wou ech e bësse Retizienz hunn - bon, e bëssen, dat ass ennerdréieren, wou ech Retizienz hunn: fir ze soen, een, deen elo op eemol an de Prisong kënn während esou vill Joren, dee kritt seng Lëtzebuerg Nationalitéit ewechgeholl.

Also do soen ech, do sinn ech méi wéi retizent. An ech froe mech och, ob dat géif virun der Mënscherechtscur halen, fir ze soen: Also du gëss elo condemnéiert, du bass e Lëtzebuerg, mat oder ouni double Nationalitéit, du bass e Lëtzebuerg, du ges an de Prisong, an dann huele mer der och nach deng Lëtzebuerg Nationalitéit ewech. Do soen ech, do hunn ech awer vu Mënscherechtsiwwerleungen hier Problemer.

Dat anert, dat hu mer schonn. Dat anert, dat hu mer schonn. Een, dee sech d'Lëtzebuerg Nationalitéit, deen d'Naturalisatioun erschwëndelt, deem kënn mer se elo schonn ewech-

huelen. Dat ass also eppes, wat schonn am Gesetz als Ouverture dran ass.

Recouvrement: Do hunn ech hei verstanen, wéi ech mer och erwaart hunn, dass éischter gesot gëtt: Loosst et auslafen, verlängert et net. Eng interessant Iddi war zwar vum Lex Bodry komm, déi och an eise Questionnaire war, fir ze soen, majo, wa verlängert, dann ze soen, du muss och d'Lëtzebuerg Coursé maachen - neen, de Lëtzebuergesch Test maachen, pardon, de Lëtzebuergesch Test maachen.

Dat ass eng Iddi, déi ech gären och mat eranhuelen, well dat och eppes ass, wat vill Leit stéiert, dass déi net mussen de Lëtzebuergesch Test maachen, an anerer maachen et. Och do soen ech, et war ganz kloer, dass dat geduecht war, fir elo emol an engem éischte Schrëtt de Leit eng Chance ze ginn. Dat ass och elo net den Hauptpunkt. Och do, mengen ech, kéinte mer Saache fannen.

Ganz frou sinn ech och, dass mer hei en Accord fannen, fir e limitéierte lus soli ze maachen. Also net de lus soli, dee mer all net wëllen, dass de octroyéiert kritt: Du bass Lëtzebuerg! Mä dass de, wann s de Lienen hues, wann s de hei gebuer bass an du hues nach aner Lienen derbäi, dass de da muss eng Demande maachen. Also et ass net wéi a Frankräich, wéi fréier, do hues de e Pass kritt, fir an d'Arméi ze goen. Hei muss de dann nach eng Demande maachen. An ech mengen, hei sinn e puer Iddien, déi mer dann och kéinten ausdäitschen, déi net alles op d'Kopp geheien, mä déi et méi einfach maachen.

Ech mengen, et war den Här Braz, dee gesot huet, do sinn der esou vill, déi... Haut maache se d'Naturalisatioun. Där gëtt et der ganz vill, déi elo hei gebuer sinn an aner Lienen hunn, esou laang hei wunnen, déi maachen haut d'Naturalisatioun. Dat sinn also Leit, déi kee Problem hunn an déi och Lëtzebuergesch schwätzen, praktesch all. An do soll een dann och kënne vläicht eng Liichtgeet maachen, fir dass déi méi einfach zu hirer Nationalitéit kommen.

Ech wëll och ee Wuert soen, de Lex Bodry hat dat gefrot, mat der Durée, wéi laang et dauert. Also, mir sinn nach däitlech enner aacht Méint.

Dozou wëll ech och soen - ech weess net méi, wien et hei gesot hat, ech mengen, et war och den Här Braz: „Majo, mir hunn elo am Ufank esou vill nei Lëtzebuerg kritt, well mer Nohuelbedarf haten.“ Ech wëll hei däitlech soen, a mir publizéieren elo d'Zifferen vun 2012, mir hunn dat och geduecht. Dat huet iwwregens mat sech bruecht, dass mer e bëssen an Enkpäss gerode si mat de Leit. Mir hunn och geduecht, dat doten, dat geet elo zrëck. An et ass esou, dass et eigentlech net zrëckgeet. Also, mir sinn nach ëmmer an engem gewëssenen héijen Niveau, deen nach net zrëckgeet.

Ech hunn och gemengt, dass dee géif zrëckgoen. Dat ass net de Fall, sou dass een dat... Ech kommen herno nach bei deenen aneren Debatten e bësselen iwwert d'Wahlrecht zrëck. Also, et geet scho weider. An ech muss och soen, dass, wa mer dat Gesetz maachen, mer och kucken, wéi mer eis personalméisseg opstellen, fir dass mer déi Délaïen, déi mer elo hunn, och an Zukunft kënn bäibehalen.

Dat bréngt mech dann dozou, fir e puer Wuert ze soen iwwert déi aner Debatt, déi och schonn hei ugeschnidde gouf, nämlech déi vum Wahlrecht fir Netlëtzebuerg, wou ech frou sinn, dass awer hei vill versicht ginn ass, elo emol Rou an d'Spill ze bréngen. Well hei ass déi lescht Deeg eigentlech bei der Bevëlkerung dat entstanen, wat ech ëmmer fäerte bei esou Debatten a wat ech „Lagerbildung“ genannt hunn, dass op eemol fir oder géint d'Wahlrecht fir Netlëtzebuerg diskutéiert gëtt, ouni sech d'Froen ze stellen, wat dat iwwerhaupt ka bedeuten, wat et net ka bedeuten.

An ech kommen nach eng Kéier op déi Froen zrëck, well do gëtt et verschidden Elementer dovun. An dass et ëmmer schlecht ass, an do brauch een nëmme op d'Internetsitë surfen ze goen, dass elo hei esou eng gespaltene Bevëlkerung erauskënnt!

Dofir mengen ech, dass ee soll déi Debatt och erëm eng Kéier objektivéieren - an ech sinn och frou, dass dat vill hei ugeklongen ass - an dass een net soll virun de Won lafen, dass een net déi Debatt soll scheien. Ech sinn ëmmer dergéint, wann ee seet, ech refuséieren d'Debatt. Et soll een d'Debatt matféieren an et soll een d'Argumenter de part et d'autre huelen.

Da kommen ech op den éischten Aspekt: Et gëtt gesot, mir brauchen d'Wahlrecht fir Netlëtzebuerg, fir dass all déi Leit, déi zu Lëtzebuerg zum Räichtum bäidroen, kënn viele goen, solle viele goen heiansdo - ech kommen nach op dat „sollen“ oder „wëllen“ zrëck -, an dass mer hei eng ganz aner Struktur hu vun der Wielerschaft, dass d'Wielerschaft der Réalitéit économique et sociale Rechnung dréit.

Elo soen ech emol, éischstens, an der Réalité économique et sociale hu mer 40% Frontalieren. Also, dat ass emol eppes, wat een einfach muss esou gesinn. Fir elo ze mengen, nëmme deene résidenten Netlëtzebuerg d'Wahlrecht ze ginn, dann hätte mer den Déficit démocratique, économique et social geléist, ass emol schonn eng falsch Approche, muss ech einfach soen.

Dat Zweet ass: Wa mer wirklech wëllen - wa mer wirklech wëllen! - en Ausländerwahlrecht hunn, wat total déi Ziffer „boost“ vu méi Wiewler ze kréien, jo, da gëtt et nëmme eng Zort vun Ausländerwahlrecht, dat ass dat opgezwingt! Dat ass dat, wat gëschter de Charles Margue vum ILReS gesot huet: Da muss ee virschloen, dass jiddwereen, deen hei ee Joer zu Lëtzebuerg wunnt, hei ageschriwwen ass, obligatoresch d'Wahlrecht kritt an obligatoresch d'Wahlpflicht kritt, wat iwwregens e grouse juristische Problem ass opgrond vum europäesche Recht. An dann hätt ee jiddwereen!

An do froen ech mech awer... Dofir, och wann ech déi Sondagen héieren: „D'Lëtzebuerg sinn zur Halschent fir d'Ausländerwahlrecht“, jo, wat fir een Ausländerwahlrecht ass et? Ass et dat doten, wat opgezwingen ass, wat awer dat eenzegt wär - wat opgezwingen ass, do sinn ech kee Frënd dovun, wëll ech hei soen a priori -, mä dat wär dat eenzegt, wat géif d'Wiewlerzuelen anescht maachen.

Wa mer op där anerer Säit soen, et ass e Wahlrecht fir Ausländer, déi sech fräiwëlleg aschreien an eng gewëssen Zäit hei wunnen, da muss ech mech awer deem ralliéieren, ech hunn et schonn eng Kéier zitéiert, wat de Frank Kuffer de Moien op RTL gesot huet: Dann ass kee groussen Ennerscheid mat dem Zougang zu der Nationalitéit, well och deen ass fräiwëlleg, och do si Konditiounen, déi mer elo vill méi einfach maachen. Da wär deen eenzegen Ennerscheid, dass een net misst e Lëtzebuergesch Test maachen, fir awer kënn mat wienlen ze goen.

Dofir soen ech awer, da muss een awer och wëssen... Da kann een engersäits soen, da si jo d'Leit berouegt, wann et der net vill sinn. Op där anerer Säit muss ee soen: Wat bréngt et da méi? Ofgesi vun enger Debatt, déi vläicht...

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Oh, ech erlaben alles,...

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...wann Dir et erlaabt, well Dir sidd de Chef.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Bon, mat Ärer duebeler Erlaabnis däerf ech da meng Fro stellen. Ech soen lech allen zwee Merci.

Ech wollt den Här Minister just froen, well en huet elo gesot, zwee Drëttel vun de Résidenté wär «ouvert à l'idée d'octroyer le droit de vote aux étrangers», dass dat bei där Émfro, déi des Woch publizéiert ginn ass, jo erauskomm ass. Do wollt ech den Här Minister froen, ob en dann déi Froe kennt, déi de Leit do gestallt gi sinn.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Neen. Majo, dofir soen ech jo, ech kenne se net.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Majo, mä ech kann lech awer soen, Här Minister, dass d'Leit d'Wiel haten téschent u sech dräi Méiglechkeeten, fir ze soen, dass se fir d'Ausländerwahlrecht waren. Mat enger objektiver Émfro hat dat iwwerhaupt nâischt ze dinn! An dat ass vläicht awer en Element vun Informatioun, wat Der sollt wëssen. Wann d'Lëtzebuerg d'Méiglechkeet gehat hätten, fir ze soen, ech sinn derfir oder dergéint, da wär dat hei aneschters ausgangen. Mä dat hei, dat ass manipuléiert! Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- War dat eng Fro?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech hu gefrot, ob den Här Minister dat weess. A seng Antwort wor: E wouss et net!

(*Interruptions diverses*)

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Jo, also ech soen nach eng Kéier, dass ech nach eng Kéier soen, an dat ass meng Fro, dass een d'Froen ëmmer muss ausernehmen, wat wat ass, an dass et zwou Zorte gëtt. Dat eent ass dat, dass een - wéi 1919, wou d'Frae vun uewen erof d'Wahlrecht octroyéiert kruten an d'Flicht -, dass ee seet, mir wëllen den Netlëtzebuerg d'Wahlrecht octroyéieren vun uewen erof. Sou, an dat muss een da wëssen, wat dat alles bedeit am Positiven an am Negativen.

Déi aner Approche, dat ass déi, wou ech awer gespiert hunn, déi déi meescht Leit, déi derfir

sinn, eigentlech préconiséieren: fir et fräiwëlleg ze maachen. Da muss ee sech awer déi Fro stellen, wat dat méi bréngt wéi den Zougang zur Lëtzebuerg Nationalitéit. Ech mengen, wann een déi zwou emol auserneegehale huet, da kann een och nach iwwert dat Drëtt schwätzen, dat ass: D'Participation politique vun Netlëtzebuerg kann een och iwwer aner Weeër maachen.

Mir hunn déi leschte Kéier diskutéiert gehat - an dat si mer amgaangen, Här Meyers, an der Verfassungskommissioun och ze diskutéieren -, zum Beispill bei engem Referendum, e Referendum iwwer zum Beispill europäesch Froen, ob et do net zum Beispill ubruecht wär, fir Netlëtzebuerg matzehuelen.

Dofir muss een déi verschidde Froen ausernehmen. A wat d'Zuelen ubelaangt - ech hu se elo op mengem Pult leie gelooss -, Här Braz, wa mer kucken, wéi vill Leit sech fräiwëlleg ageschriwwen hunn an deene leschte Joren, souwuel bei den Europawahlen wéi bei de Kommunalwahlen, a wa mer kucken, wéi vill Leit Lëtzebuerg gi sinn an där leschter Zäit, jo, dann hält d'Zuel vun deenen, déi Lëtzebuerg gi sinn, largement d'Wo mat deenen, déi ageschriwwen goufen!

Dofir soen ech nach eng Kéier, mir solle kucken, emol déi Debatt erëm zrëckzeféieren an ze objektivéieren an net hei falsch d'Lëtzebuerg auserneezevidivéieren, well dat ass och d'Gefor, wann ee géif e Referendum iwwert déi Fro - dat war awer net dat, wat, mengen ech, den Här President virgeschloen hat -, wann ee géif e Referendum maachen, wou just d'Fro wär: Derfir oder dergéint? Fir d'Éischt stellt sech emol d'Fro: Wat heescht dat eent an dat anert? An da kritt een natierlech déi Lagerbildung, déi ech net gutt fannen.

Ech mengen, mir sollen eis mat där Fro vu Participatioun ausermeesetzen. Ech war den Auteur vum Gesetz, dat bei der Chambre des Salariés och tous azimuts och fir d'Frontalieren d'Wahlrecht agefouert huet.

Op där Konferenz bei der Chambre de Commerce huet de President vun der Chambre des Salariés, den Här Reding, och gesot, dass mitigéiert Resultater do wäeren, well och do zum Beispill d'Frontaliere respektiv och verschidde Kategorië vun den Immigranten, mä virun allem d'Frontalieren, net matgemaach hunn, obwuel se d'Wahlrecht do hunn.

Ech mengen, dofir soll een déi Debatt féieren, ouni awer elo aus der Héft ze schéissen an ouni ze soen, hei, déi eng sinn an deem enge Lager, déi aner sinn an deem anere Lager. Ech mengen, dass och d'Regierung do eng Roll ze spillen huet. Bis elo ass déi Debatt jo eigentlech vun de Wirtschaftskresser gefouert ginn. Si ass jo entstanen, well d'Wirtschaftskresser elo eng grouss Konferenz haten. Am Virfeld dovunner hu verschidde Leit sech positionéiert.

Ech mengen, et wär och un der Politik, déi Debatt als Debatt ze féieren an net als Jo-oder-Neen-Fro ze féieren. An ech wéilt gäre muer de Moien och d'Regierung froen, ob net de Justizminister - et kann awer och en anere Minister sinn - och esou eng Debatt emol soll engagéieren an och esou e bësselen dann emol sech Zäit huelen, fir verschidde Pisten, verschidden Elementer, verschidden Argumenter derfir an dergéint emol ze bréngen an doduerch och emol erëm Rou an d'Spill ze kréien. Well et ass net gutt, wa mer elo hei eens si largement, fir d'Nationalitéitgesetz ze erlichteren, dass mer dann awer erëm eng Kéier op enger ähnlecher Fro eng Spaltung kréie vun eiser Bevëlkerung. Dat wéilt ech op alle Fall net.

► **M. le Président.**- Här Minister, den Här Henckes stellt lech nach gären eng Fro.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Ech wollt just nuren eng kleng Präzisioun ginn, well den Här Minister...

► **M. le Président.**- Neen, Här Henckes, also et geet elo net...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Da froen ech d'Parole après ministre.

► **M. le Président.**- ...hei nach eng Kéier...

(*Interruption*)

Neen. Et geet net elo nach eng Kéier, fir eng nei Interventioun ze maachen...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Da froen ech fir d'Parole après ministre.

► **M. le Président.**- Jo, dat kënn Der maachen. Mä hei geet elo just drëm, fir Froen ze stellen.

Okay, da fuert virun, Här Minister.



► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*.- Sou. Ech kommen och zum Schluss. Ech hat am Ufank gemengt, ech hätt zum Schluss méi laang ze schwätze wéi virduen, mä Dir gesitt, dass déi Debatten awer esou gelaf sinn, dass ech zefridde sinn an dass ech mech net muss ze vill mat deem engen oder aneren auserneetzen. Ech wollt e puer Prezisioune ginn an ech wollt da soen, dass mer am Haus dann un engem neie Projet de loi schaffen, wéi gesot, an dass ech frou sinn, dass mer hei eng Debatt gefouert hunn, wou mer versicht hunn, mat den Argumenter eis auserneetzen, an och, wa mer net op all Element eens sinn, dass mer awer hei eng grouss Schlëssegkeet hunn.

A virun allem, an dat wär da mä lescht Wuert, virun allem gesäit een, dass et emol wichteg ass, duerno Debatten ze féieren an ze kucken, wat positiv an net positiv ass. Haut zum Beispill stellt kee méi de Prinzip vum 2008er Gesetz a Fro. Jiddwereen huet eigentlech gesot, et solle Saache bäibehale ginn, et solle Saache geännert ginn. An ech mengen, dat war den Zweck vun der Übung, fir hei eppes, wat gutt ass, nach besser ze maachen!

Ech soen lech Merci an ech huelen da Parole après député.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Justizminister. Da kritt den Här Henckes d'Wuert fir Parole après ministre.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Voilà, Här Minister, Dir hat virdu gesot, datt et, wat d'Déchéance ueget weinst engem Crime, datt dat net méiglech wier. Ech wëll just nuren drop hiweisen, datt ech mech do op déi franséisch Gesetzgebung beruff hunn, déi déi Crimen énuméiert wéi zum Beispill de Mord vun engem Polizist, Pädophiler, Terrorisme an esou weider, do hutt Der eng ganz Abberzuel vun esou Dénger, wou deen, deen do implizéiert ass, kann d'franséisch Nationalitéit verléieren. Et ass dorobber, wou ech wollt eng Allusioun maachen.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*.- Also...

► **M. le Président**.- Här Minister.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*.- ...ech hu jo all meng Studien a Frankräich gemaach. Ech sinn nach haut e grouse Frënd vu Frankräich, virun allem mam gudden Liewen, awer net onbedéngt mat hire Gesetzer sinn ech ëmmer frou.

(*Interruption*)

Dat doten ass nämlech just dat, wat geféierlech ass, well wann ech dat nach gutt am Kapp hunn, ass et e Gesetz, wat seet, een, deen déi franséisch Nationalitéit krut,...

► **Une voix**.- Voilà.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*.- ...dee ka se erëm verléieren, wann en an de Prisong kënnt. Do hunn ech awer e Problem. Wann een dat bis seet, da misst ee soen, een, deen d'Nationalitéit huet, och dës la naissance, an an de Prisong kënnt, ka se ewechgeholl kréien. An dat ass zum Beispill dat, wat mech awer stéiert, fir ze soen: Een, deen en cours de route Fransous gëtt, dee ka se ewechgeholl kréien, an deen anere ka se net ewechgeholl kréien.

An aus deene Grënn soen ech nach eng Kéier, Här Henckes, Dir hutt mer scho besser Iddië bruecht wéi déi doten, an déi dote wäert ech net opgräifen!

(*Interruption*)

► **M. le Président**.- Merci dem Här Henckes. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dee Punkt ofgeschloss a mir kéimen zu eisem nächste Punkt, nämlech dem Projet de loi 6328 iwwert déi jonk Au-pair. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Dall'Agnol an d'Madame Lorsché.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Tessy Scholtes. Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix**.- Très bien!

## 8. 6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant

### 1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

### 2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

### 3. le Code de la sécurité sociale

#### Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

► **Mme Tessy Scholtes** (*CSV*), *rapportrice*.- Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, de Projet de loi, iwwert deen ech schwätzen, bedeit eng wichteg an noutwendeg Neierung fir eist Land. Et geet em jonk Au-pair-Jongen a -Meedercher, déi mat deem Gesetz eng legal Basis fir hiren Openthalt hei zu Lëtzebuerg kréien. Mir hunn nämlech säit 2002 keng Gesetzgebung méi an deem Fall.

Ech erkläre mech: Lëtzebuerg huet 1969 den Accord européen sur le placement au pair, eng Konventioun vum Conseil de l'Europe, ënnerschriwwen an dësen och 1990 ratifizéiert. Mat dëser Konventioun gouf versicht, gemeinsam Normen op d'Been ze setzen, fir de Phenomeen vum Au-pair ze encadréieren.

E Jugement vum Tribunal administratif vum 2002 huet awer dozou gefouert, dass den Accord erëm dénoncéiert ginn ass. Dëse war also nëmme ronnt zwielef Joer a Kraaft a säitdeem hu mir keen Text méi, deen den Openthalt vun den Au-pair am Grand-Duché reglementéiert.

Zënterhier falen dës jonk Leit ënnert d'Konditiounen vun engem normalen Aarbechtsvertrag, wat de Gegebenheete vun hirem Openthalt hei eigentlech net entsprécht.

Et ass eng Tatsaach, dass eng grouss Demande an deem Beräich besteet, souwuel vu Familien, déi en Au-pair ophuele wëllen, wéi och vu Jonken, déi dëse Service hei zu Lëtzebuerg ubidden wëllen. Schonn eleng déi verschidden Au-pair-Communautéiten an de sozialen Netzwerker um Internet souwéi och déi sëlloch Demanden un déi verschiddene Servicer vum Familljeministère a vum Immigratiounsministère beleen dëst.

An dach gëtt et aktuell keng Informatiounen iwwert déi genau Zuelen. Et schéngt awer evident, dass eng ganz Rei Au-pair ouni Aarbechtsvertrag hei am Land sinn. Et ass also definitiv e Besoin do, fir déi aktuell Situatioun ze regelen. Duerfir gesäit de Koalitiounsaccord vum 2009 och d'Ausschaffe vun engem Gesetz vir, mam Objektiv, de Phenomeen vum Au-pair hei zu Lëtzebuerg legal ze encadréieren.

Esou geet et hei drëms, déi jonk Au-pair, déi op Lëtzebuerg kommen, ze schützen an iwwer hir Rechter a Flichten ze informéieren, eng Ulaftell ze schafe fir Jonker vun hei, déi als Au-pair an d'Ausland goe wëllen, ee Minimum u Qualitéit an deem Beräich ze garantéieren, well mir dierfe jo net vergiessen, dass mir hei zum Deel och vun der Betreierung vu klengen Kanner schwätzen.

E weidere wichtige Punkt ass, sécherstellen, dass de Statut vum Au-pair net als verstoppte Méiglechkeet ugesi gëtt, fir eng verlängert Openthaltsgenehmigung ze kréien an/oder iwwert dëse Wee Zougang op eisen Aarbechtsmaart ze kréien.

All dës Objektivier sinn un der Base vum virleiende Gesetzesprojet, deen déi zoustänneg Ministesch Marie-Josée Jacobs de 14. September 2011 an der Chamber déposéiert huet a fir deen ech de 4. Oktober 2011 an der Sitzung vun der Familljekommissioun als Rapportrice genannt gi sinn.

De Projet ass an dräi Réuniounen diskutéiert ginn, gouf zweemol vun der Regierung amendéiert, an de Rapport ass d'lescht Joer de 4. Oktober an der Familljekommissioun uegeholl ginn.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, dëst Gesetz schaaft en eegene Statut fir de jonken Au-pair, dee vergläichbar ass mam Volontaire aus dem Gesetz vum 2007, mat deem et eng ganz Rei vu Parallele gëtt. Den Text inspiréiert sech souwuel um Geescht vum Accord européen sur le placement au pair, deen ech virdu schon erwähnt hunn, an iwwerhëlt et Elementer aus der belscher Legislatioun, mä et kann ee soen, dass en a verschiddene Punkte méi strikt a méi prezis ass, also insgesamt och méi wäit geet.

Zu de grouse Linnen ass ze soen, dass de Projet ganz kloer festleed, ënner wéi enge Konditiounen den Au-pair a senger Gaaschtfamill opgeholl gëtt a wéi eng Obligatioun souwuel hie selwer wéi och d'Famill ze erfëllen hunn.

Den Accueil au pair gëtt als «Séjour temporaire au sein d'une famille, en contrepartie de légères tâches courantes d'ordre familial, de jeunes venus de l'étranger en vue de perfectionner leurs connaissances linguistiques et d'accroître leur culture générale par une meilleure connaissance du pays de séjour» am Gesetz definéiert.

Dës Definitioun seet ganz kloer aus, dass den Au-pair net als Fulltime-Kannermeedchen oder -Haushaltshëllef ugesi gi kann. An duerfir ass

zum Beispill festgeluecht, dass seng Aufgaben am Haushalt net méi wéi fënnf Stonnen an der Moyenne pro Dag an net méi wéi 30 Stonnen an der Moyenne pro Woch bedroe kënnen. Des Weidere muss hie genuch Zäit zur Verfügung gestallt kréien, fir Sproochekursen ze beleen a sech och kulturell weiderzubilden. Wichteg ze ënnersträchen ass, dass téschent dem Au-pair a senger Famill d'accueil kee Lien de subordination besteet an d'Dispositiounen aus dem Code du Travail sech net applizéieren.

Här President, den neien Au-pair-System dréit ronderëm dräi Achsen:

1) den Agrément, d'Famill, déi den Au-pair ophëlt, brauch ee schrëftlechen Agrément vum Familljeministère, dee verschiddene Konditiounen ënnerläit;

2) d'Approbatioun, dee jonken Au-pair muss bei deemselwechte Minister eng Approbatioun froen, ier hien op Lëtzebuerg kënnt, a fir dës Approbatioun ze kréien, muss hien déi definiert Konditiounen erfëllen an och verschiddene Piëcen erareechen;

3) d'Konventioun, et muss eng Konventioun téschent der Famill an dem Au-pair ofgeschloss ginn, déi verschiddene Modalitéite festleed, wéi zum Beispill, wéi vill a woubäi dee Jonken am Haushalt hëllef soll oder wéi eng Sproochekursen hie wéini vun der Famill bezuelt kritt.

Souwuel den Agrément wéi och d'Approbatioun kënnen ewechgeholl ginn, wann d'Konditiounen oder d'Engagementer net agehale ginn.

Da kritt de Stat duerch de Gesetzestext d'Méiglechkeet, an de Prozess vum Accueil au pair anzegräifen, an zwar duerch den SNJ, de Service National de la Jeunesse. Innerhalb vun deem Service gëtt eng Koordinatiounszell ageriicht, där hir Aufgab et wäert sinn, den Empfang vum jonken Au-pair ze koordinéieren, andeems si déi jonk Leit virun a während hirem Openthalt hei zu Lëtzebuerg informéiert a begleet. Dës Koordinatiounszell kann dann awer och eng Médiatiounszell iwwerhuelen am Fall vu Konflikter a reservéiert sech zudeems d'Recht, fir administrativ Kontrolle bei de sougenannte Familles d'accueil duerchzuführen.

Schliesslech wollt ech awer och nach e puer aner Punkten opgräifen, déi a mengen Ae wichteg sinn, fir ervirzesträchen. An zwar muss den Au-pair volljäreg sinn an där d'Alterslimit vun 30 Joer net iwwerschreiden. D'Dauer vum Accueil vum jonken Au-pair kann och net méi laang wéi ee Joer sinn a säin Täschegeed ass fix op ee Véirel vum soziale Mindestloun festgeluecht.

Dës zum Deel méi strikt Konditiounen wéi déi an der Konventioun vum Conseil de l'Europe sollen allméiglech Abusé vum Au-pair selwer a senger Funktioun vu virenen ausschléissen.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, ier ech mat mengem Rapport iwwert de virleiende Gesetzestext ofschléissen, wëll ech awer och nach kuerz vun de verschiddenen Avisé vum de Beruffskummeren a vum Statsrot schwätzen.

Esou ass hei ze ënnersträchen, dass souwuel d'Salariatskummer wéi och d'Handelskummer dëse Gesetzestext ausdrécklech begrëissen, virun allem, well si der Meenung sinn, dass de proposéierten Text e kohärenten an ausgeglachene rechtlichen Dispositif schaaft, fir d'Phenomeen vum Au-pair ze encadréieren. Besonnesch d'Salariatskummer begrëisst dee méi strikte Kader, deen d'Encadrement vum jonken Au-pair prezis ëmraist.

Wat d'Handelskummer ubelaangt, hat si hir Reserve virun allem bei dräi Dispositiounen vum Projet an hirem éischten Avis matgedeelt, deene finalement awer alleguerte Rechnung gedroe gouf.

A sengem Avis vum 26. Juni 2012 huet de Statsrot virun allem op eng a sengen Ae schwéierfällg a komplizéiert Prozedur higewisen a fir d'Afféierung vun engem méi souple System plädéiert. Esou schwätzt hie sech fir en ähnleche System aus, wéi e fir d'Chercheuren, déi am Kader vum Gesetz iwwert d'Libre circulation des personnes et de l'immigration an eist Land kommen, funktionéiert.

Des Weidere huet de Statsrot d'Auteure vum Gesetzesprojet opgefuerdert, verschiddene Punkten nach eng Kéier ze iwwerkucken, virun allem de System vum Agrément a vun der Approbatioun an huet och dräi formell Oppositiounen ausgeschwat. A sengem Avis complémentaire bedauert de Statsrot dann, dass seng Iwwerleuege fir e méi souple System net zrëckbehale goufen, a proposéiert een ofgeännerten Text ouni d'Approbatiounszell.

An der Sitzung vum 18. September d'lescht Joer huet d'Familljekommissioun awer decidéiert, bei der initialer Versioun vum Projet ze bleiwen, well si keng wesentlech Vereinfachung vum Statsrot festgestallt huet.

Da ginn ech nach gären op ee méi problematesche Punkt an, an zwar dee vum Versécherungsschutz vum jonken Au-pair, deen an de Versammlung vum der Familljekommissioun souwéi och am Avis vun der Handelskummer opgegraff gouf. An enger éischter Propos hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet ee System virgeschloen, wou d'Gaaschtfamill eng Assurance fir dee jonken Au-pair ofschléisse soll. Heivu gouf awer dunn ofgesinn an zwar zugonschte vum obligatoresche Bättrétt zum nationale System vun der Sécurité sociale. Sou gouf e Regierungsamendement presentéiert, deen d'Famill obligéiert, den Au-pair konform zum Code vun der Sécurité sociale an der Krankekeess an an der Assurance accident unzemellen. Wou ee Moment an der Kommissioun gefaart gi war, dass dës Assurancen eréischt dräi Méint no der Affiliatioun vum Au-pair a Kraaft triede géifen, woren dës Befierchtungen op Nofro hin awer net begrënt, an d'Inspection générale de la sécurité sociale, d'IGSS, huet der Kommissioun matgedeelt, dass de Versécherungsschutz vun de jonken Au-pair ab dem Moment vun hirem Affiliatioun gëllt.

Dir Dammen an Dir Hären, souwäit zu mengem mëndleche Rapport. Ier ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Gesetzesprojet ginn, wëll ech lech nach e puer grundsätzlech Iwwerleuegen zum Projet matdeelen. Mir si frou, dass duerch dëst Gesetz endlech eng Kloerheet am Dossier Au-pair geschafe gëtt, well mir der Meenung sinn, dass eng grouss Demande an eistem Land besteet. Dat schon eleng duerch de Fait, dass mir vill auslännesch Matbiurger hei wunnen hunn, ënner anerem duerch d'europäesch Institutiounen. Fir dës Leit ass et flott, ee jonken Au-pair an der Famill ze hunn, dee mat de Kanner an hirem Mammesprooch schwätzt a soumat och e gewëssene Lien zu hirem Heemechtsland duerstelt.

De Séjour au pair bedeit an den Ae vun eiser Fraktioun virun allem eng immens grouss kulturell Beräicherung an dëst souwuel fir de jonken Au-pair wéi och fir d'Gaaschtfamill. Wann een iwwert d'Erfahrung vun de jonken Au-pair um Internet liest, falen engem déi vill Témoignagen op, déi beschreiwen, dass et keng besser Method gëtt, fir e friemt Land kennenzuléieren, wéi an enger Famill vun do ze liewen. Vill jonk Au-pair schwätze vun enger ganz beräicherender perséinlecher a kultureller Erfahrung, déi si gemaach hunn. Och wat d'Leieren oder d'Verbesserung vun de Sproochkenntnisser ubelaangt, ass d'Erfahrung vun engem Au-pair-Openthalt immens prezis.

Ech wollt dann awer och nach e finanziell Argument zugonschte vum Au-pair-Openthalt erwähnen, wat net ze ënnerschätzen ass. Esou bitt de Séjour au pair jonke Leit d'Méiglechkeet, nei Länner a Kulture kennenzuléieren, déi dëst an engem anere Kontext net hätte maache kënnen weinst finanziellen Aschränkungen. Mä och fir Familien, déi een Au-pair ophuelen, deen aus engem anere Land, enger anerer Kultur wéi hirer kënnt, ass et eng Beräicherung, souwuel fir d'Entwécklung vun de Kanner wéi och fir d'Weiterbildung vun den Erwuessenen. Et bedeit deemno engersäits eng Stäip, fir de Familljenalldag ze meeschteren, an anerersäits eng Méiglechkeet, säi kulturellen Horizont ze erweiden.

Här President, ofschléissend wëll ech ënnersträchen, dass de virleiende Gesetzestext allgemeng vu grousser Wichtigkeet fir jonk Leit ass. An eiser globaliséierter Welt gëtt d'Mobilitéit ëmmer méi einfach an ëmmer méi natierlech, an dat ass och am multikulturellen Lëtzebuerg de Fall. Mir brauchen eis als klengt, awer interessant Land net ze verstoppen. An duerfir begrëisse mir, dass d'Gesetz dem Jonken d'Méiglechkeet gëtt, seng Culture générale duerch d'Kennelëiere vum Grand-Duché ze erweiden.

Hautdesdaags ass et awer och méi wéi jee wichteg, dass déi jonk Leit mat engem zolitte Bagage a Background an d'Beruffsliewen erakommen. D'Charaktereegeschafte wéi Selbstännegkeet, Zouverlässegkeet oder Verantwortung sinn hei vu Bedeitung. Des Weidere spille Sproochkenntnisser eng grouss Roll a bedeiten e wichtige Atout fir hiert professionell Liewen. D'Viraussetzungen, fir dësen Erausforderunge gerecht ze ginn, bitt de virleiende Projet de loi, an duerfir gëtt d'CSV-Fraktioun hiren Accord.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Merci, Här President. Ech wäert mech kuerzhalen. Et ass e Modèle de base. Ech mengen, et sinn och eng



Rei Deputéierten, déi nach aner Verpflichtungen hunn a frou sinn, wa mer fäerdeg sinn. Ech mengen, ech ka mech och kuerzhalen, well d'Rapportrice virdrun hei en détail op de Projet agaangen ass, do all d'Detailer erzielt huet. Ech wéilt hir och duerfir Merci soe fir hire mëndlechen a schrëftleche Bericht.

Vläicht ee kleng Fait divers, dee mer opgefällt ass am schrëftleche Bericht, do ass, ech weess et net, mä et ass mir opgefällt, datt... oder an deene Rapporten, déi ech gelies hunn, datt déi éischte Kéier och Wikipedia als Source d'informations erwähnt gëtt. Mir hunn also déi Evolution, déi an der Schoul ass, dann och elo hei, déi ass an der Chamber ukomm.

Ech mengen, Au-pair ze sinn, et ass och elo scho virdu gesot ginn, dat ass fir vill jonk Mënschen eng Geleeënheet, fir kënnen nei Länner, nei Kulture kennenzelieren, fir sech an de Sproochen ze verbesseren, weiderzebilden a virun allem och, fir sozial Erfahrungen ze maachen am Ausland. Ech mengen, et ass souwuel op där enger Säit fir den Au-pair, dee jonken Au-pair interessant an eng flott Erfahrung, awer och op där anerer Säit fir déi Familljen, déi dat am Accueil maachen, och ganz oft fir déi eenzel Familljememberen eng flott Erfahrung.

Ech mengen, et ass eigentlech eng Formule, déi fir dee Jonken och, ech géif soen, e bëssen zur Perséinlechkeetsbildung ka bäidroen. An et ass och mëttlerweil esou, wann een an engem CV, wann een op Jobsich ass, wann een do a sengem CV dat och stoen huet, datt een zum Beispill als Au-pair - wéi soll ech soen? - geschaff huet oder op alle Fall als Au-pair aktiv war, dann ass dat haut sécherlech och e Plus. Ech op alle Fall als Patron géif dat als e Plus ugesinn.

Am Ausland ass déi Formule zimlech populär. Do si ganz vill Jonker, déi dat maachen. Hei zu Lëtzebuerg feele vläicht e bëssen am Moment d'Zuelen, wéi vill der dat maachen. Och ëmgedréit ass hei zu Lëtzebuerg net genau de Moment gewosst, wéi vill Familljen interesséiert sinn, Demandeur sinn, fir e Jonken als Au-pair opzehuelen. D'Statistike feelen.

Dat ass jo zum groussen Deel doduerjer bedéngt, eng Ursach, well 2002, wann ech et richtig an Erënnerung hunn, deemools d'Regierung deen europäeschen Accord dénonciéiert hat an eben duerno eigentlech e Vide, ech géif och soen e Vide juridique entstanen ass. An hei haut mat deem Projet de loi wäerte mer dann endlech dee Vide erëm opfëllen. Dat ass gutt, dat ass noutwendeg.

Ech muss awer och soen, ech bedauern e bëssen, datt et esou laang gedauert huet, fir datt mer do konnten dee Vide opfëllen, well eben, wéi gesot, op där enger Säit awer esou dat, wat een awer emol léns a riets héiert, vill Familljen Demandeur sinn, fir kënnen en Au-pair opzehuelen. A well eben dann och eventuell déi Problemer entstinn, wann do kee juristesche Kader ass.

Wahrscheinlech sinn an der Vergaangenheet och Problemer emol gewiescht, wann esou Au-pairen dann ouni legale Kader, géif ech soen, aktiv waren, datt do op alle Fall de Risiko war, datt emol Problemer entstanen sinn oder eventuell do Grozone waren, wou vläicht net genuch bezuelt ginn ass, ze vill schaffe gedoe ginn ass an esou weider.

Ech mengen, elo hu mer dann hei e kloer Kader, fir eben dann och Problemer oder Mëssbräich virzebeugen an op där anerer Säit deenen zwou Parteien och eng gewësse Rechtssecherheet ze ginn. Mat deemem Projet gi kloer Regeln, via Agrément, via Konventioun - ech ginn net méi drop an - festgeluecht. An hei ass et dann och esou, datt e Ministère respektiv e staatleche Service eng Mission d'autorité et de surveillance kritt.

D'DP kann also des Démarche kloer approuvéieren, bedauert, datt et eng Zäitchen oder vläicht och ze laang gedauert huet, bis datt mer esou wäit sinn. Et soll een awer och oppassen, dat ass da mä lescht Wuert, datt een an der Praxis déi Prozeduren do vun der Konventioun, Agrément, datt een déi awer trotzdem einfach soll erleedegen an et dobäi beloesen. Net datt mer hei elo erëm een neie Pabeierbiere do opbauen, datt mer och am Hannerkapp sollen awer och d'Simplification administrative hunn.

An deem Sënn ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt elo d'Madame Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Merci, Här President. Madame Minister, léif Kollegeginnen a Kollegen, 2008 schonns hat ech mer erlaabt, eng Question parlementaire, deemools un den Aarbechtsminister, ze adresséieren, fir nozefroen, wéi esou mer hei zu Lëtzebuerg kee

Statut méi fir déi sougenannten Au-pair-Meedercher a -Jonken haten.

Mir war deemools zu Ouere komm, datt a Sproochecoursen eng ganz Rei jonk Leit ageschriwwen waren, an déi hu sech selwer als Au-pair bezeechent. Si hu bei Famillje gewunnt, wou d'Eltere vun de Kanner, déi se betreit hunn, meeschtens bei der EU respektiv bei auslännesche Banke geschaff hunn. An dat huet eigentlech bewisen, datt, och wa mir trotzdem kee spezifesch Statut méi haten, datt et dee Phenomeen awer gouf an datt deen och net opzehale war.

Virun allem och wahrscheinlech, well an deenen engleschsproochege Länner Au-pair-Meedercher a -Jonken eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn a waren. An déi hu sech eigentlech keng richtig Gedanken doriwwer gemaach, wa se dat wollte maachen, datt mir hei zu Lëtzebuerg zënter Mäerz 2003 eigentlech kee Statut méi haten an et also net méi speziell gesetzlech geregelt war. Ech brauch lech jo sécher net ze soen, datt, wann eppes net geregelt ass, da kann dat ganz gären zu Abusé féieren.

Mir haten awer et effektiv schon emol eng Kéier esou e Statut tëschent 1990 an 2003, well mer en europäeschen Accord vun '69 iwwert de Placement au-pair ratifizéiert haten an och ëmgesat hunn. De Grond, firwat dunn am Mäerz 2003 mer deen erëm ofgeschaff hunn, war am Fong, well Mëssbrauch respektiv Mëssbrauchsgefor und bestoung, virun allem am Beräich deemools, wat de Mënschenhandel ubelaangt huet.

Als Äntwert op meng Question parlementaire gouf mer deemools och e ganz krasst Beispill genannt. An zwar vun enger Dame, déi an engem Cabaret als sougenannten Artistin geschaff huet, a wou se do hire Visa net verlängert krut, dunn huet se doropshin eng Konventioun als Au-pair-Meedchen ënnerschriwwen. Bon, dat war jo net dat, wat mir wollten. Et ass also e Beispill, wéi et net soll goen.

Wou ech mech deemools fir déi Question parlementaire dokumentéiert hat, du sinn ech op en Artikel aus der Zeitung „woxx“ vum 20. September 2002 gestouss. Deemools huet de Stefan Kunzmann, den Auteur vum Artikel, beschriwwen, wéi eng Koppel beim Aarbechtsamt an am Justizministère probéiert hat, de rechtliche Statut vun hirem Au-pair-Meedchen, enger jonker Polin, klären ze loosse.

A wat se deemools ze héiere kruten, dat huet mech schockéiert an et schockéiert mech eigentlech ëmmer erëm, wann ech et och zéng Joer duerno nach liesen. An deem Artikel stoung nämlech, an ech zitieren elo, wat déi Leit gesot kruten, Ufank vum Zitat: „Dann hu mer déi Polacken a Russen hei am Land sëtzen an dann ass et e puer Méint bei lech, bis et eng aner Plaz fonnt huet, an dann hu mer et illegal hei sëtzen.“ Enn vum Zitat.

Dat war d'Äntwert deemools vun engem Beamte vun der ADEM. Bon, ech mengen, dat schwätzt Bänn, wéi deemools, vläicht och nach haut, iwwert des Meedercher a Jonge geduecht gouf!

Duerfir freeë mir als LSAP eis och, datt mer elo 2012, wa mer dës Gesetz herno stëmmen, endlech Mission accomplie kënnen soen an datt mer endlech erëm eng Base légale hu fir Au-pair-Leit.

Mir hu jo och probéiert, e Statut ze maachen, fir Jonker géint Abusen ze schützen, esou wäit dat méiglech ass, an hinnen, mä awer och de Leit, déi den Au-pair ophuelen, eng Rei Garantien ze ginn. Et dierf nämlech net nach eemol virkommen, datt mer de Statut erëm mussen ofschafen, a virun allem net aus deeneselwechte Grënn, wéi dat viru ronn zéng Joer de Fall war.

Ech mengen, mir hunn eis och vill Méi ginn. Den Text ass jo och amendéiert ginn, fir datt deesen Text elo d'Strooss halt. Vläicht muss e spéiderhin nach eng Kéier evaluéiert ginn. Mä kommt, mir kucken dat emol, wa mer d'Gesetz bis hunn!

Ech hunn elo nëmme dovunner geschwat, datt jonk Leit dese Statut kéinten ausnotzen, mä ech mengen awer, datt d'Gefor grousst ass a vläicht souguer nach méi grousst, datt och d'Famillje kéinten déi Jonk ausnotzen. En Au-pair-Jong oder -Meedchen ass net do, fir Sklavenaarbecht ze maachen, mä déngt als Ënnerstützung bei der Kannerbetreung, am Haushalt.

A wann ech elo soen, Ënnerstützung, dann heescht dat net, datt een da keng Crèche méi oder keng Maison relais méi bräicht. Au contraire! Och dat, mengen ech, soll haart gesot ginn. An ech mengen, dat soll een och deene Leit, Familljen, déi een Au-pair wellen ophuelen, nach eng Kéier soen, wann et esou wäit ass, fir datt déi Abusen net virkommen.

Ech hu mer awer och nach e puer praktesch Froen gestallt, an dat virun allem, wat d'Sproo-

checoursen ubelaangt. Mir soe jo, datt déi Leit mussen a Sproochecoursé goen, wa se an der Famill sinn. Et steet elo net explizit dran, datt misst Däitsch, Franséisch oder Lëtzebuergesch sinn. Ech huelen un, do kann och nach Englesch drënnerfalen. Mir wësse jo awer alleguerten, datt hei am Land och e bësse méi exotesch Saachen ugebuede ginn. Vläicht muss een do och oppassen, datt et hei net zu Abusé kënn.

A wann ech scho bei de Sproochecoursé sinn, da froen ech mech, ob dat musse Coursé sinn, déi am fréiere Centre des langues, also am Institut des langues gemaach ginn, oder geet et och duer, wann s de dech an enger Gemeng - mir wësse jo, datt een do eemol d'Woch zum Beispill a senger Gemeng kann e Sproochecours maachen -, geet dat och duer? D'Resultat, mengen ech, ass e ganz anert, wat déi Jonk do léieren.

Da wësse mer och, datt déi Coursen zum Beispill an de Gemengen ëmmer mat der Schoulentrée ufänken. Beim Centre des langues, do gëtt et verschidde Semesteren. Mä och do, wa se bis eng Kéier ugefaangen hunn an du kënn an d'zweet Semester, da gëtt net nach eng Kéier vu vir ugefaangen, just well s du dann an d'Land komm bass. A mir kënnen natierlech net steieren, wéini dee Jonken hei ukënn.

Duerfir muss ee kucken, well ech weess, wéi schwéier et ass, aus egener Erfahrung, beim Institut des langues eng fräi Plaz ze kréien, ob mer net besser hätten, mat deenen ze schwätzen an ze kucken, ob et iwwerhaupt méiglech wär, fir jonk Au-pairen e puer Plazen opzehalen. Ech ka mer et selwer schwéier virstellen. Mä soss muss mer vläicht domadder rechnen, datt net jiddwereen direkt kann an déi Coursen ageschriwwen ginn.

Bon, esou vill zum prakteschen Deel. Ech wollt just nach drop opmierksam maachen, datt an eisen Nopeschlänner Däitschland a Frankräich wéi och an enger Rei anereren et Associatioune vun Au-paire gëtt, déi ënner engem weltwäiten Daachverband schaffen an déi souwuel de Famillje wéi och deene Jonken am Virfeld an och während hirem Openthalt Hëllefstellung ginn. Vläicht fille jo och eng Partie Leit hei zu Lëtzebuerg sech ugesprach, fir esou e Gruppement ze grënnen. Ech mengen, de Besoin besteet.

Dat gesot, profitéieren ech, fir der Rapportrice Merci ze soen, déi sech ganz vill Méi ginn huet mat deemem Projet. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Dall'Agnol. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, bis wäit an d'19. Jorhonnert eran haten d'Frae kaum Zougang zur öffentlecher Bildung. E wéineg pauschal ausgedréckt, huet hiren eenzege Choix dora bestanen, entweder an e Seminar anzutrieden, fir Léierin ze ginn, oder an e Klouschter, fir Nonn ze ginn.

(Interruptions)

Well dat d'Léisung net konnt sinn, jiddefalls net fir all Fra, ass a biergerleche Familljen no neie Méiglechkeete gesicht ginn, fir de Bildungshorizont vun hiren Duechteren, onofhängeg vum Schoulsystem, ze erweiden. An deem Kontext sinn eng ganz Rei jonk Fraen an d'Ausland geschéckt ginn, wou se wichteg sozial, kulturell a sproochlech Erfahrung konnt sammelen. Als paritéitesch Geigeleschtung hu si hirer Gaaschtfamill bei der Erziehung vun de Kanner gehollef an hunn opgrond vun der Paritéit tëschent Ginn a Kréien den Numm Au-pair kritt.

Obschonn d'19. Jorhonnert längst eriwwer ass an d'Fraen haut e gläichberechtigten Zougang zu der Bildung hunn, konnten d'Au-pair-Openthalter sech behaupten a si weltwäit beléift. Och nach haut gëtt et vill Grënn, déi fir esou en Openthalt schwätzen, ëmsou méi, well en alle Gesellschaftsschichten zougänglech ginn ass. Ouni gréissere Geldopwand erlaabt en de jonke Leit, hiren Erfahrungshorizont ze erweiden an en neie Sprooch- a Kulturraum kennenzelieren.

Ëmsou méi bedauerlech ass et dowéinst, datt Lëtzebuerg als eenzegt Land an Europa praktesch säit zéng Joer keen Au-pair-Statut méi huet. Obschonn eis Regierung déi europäesch Au-pair-Konventioun am Joer 1990 ratifizéiert hat, mat der Ënnerschrëft vum Här Juncker als Aarbechtsminister deemools an dem Här Asselborn (veuillez lire: dem Här Poos) als Ausseminister, ass dat Gesetz zwielef Joer méi spéit nees ausser Kraaft gesat ginn, mat der Ënnerschrëft

vum deemolegen Aarbechtsminister François Biltgen.

De Grond vun där Décisioun war en Uerteel vum Verwaltungsgeriicht aus dem Joer 2002, wou ech eigentlech e puer Aussoen an der Madame Scholtes hirem Rapport vermessen, déi net weider op dat Uerteel agaangen ass. Trotzdem e grouse Merci fir de Rapport. Si huet net vun de Suite vun deem Uerteel geschwat, mä huet déi nëmme just gesträift.

(Interruption)

Dee Volet schéngt awer net onwiesentlech ze sinn. En illustriert nämlech, wéi grous d'Mësstrauen an d'Angscht vun eenzelne Politiker géintiwuer Mënschen aus Drëttlänner ka sinn an zu wat déi Haltung ka féieren, natierlech wuel wëssend, datt och Mëssbrauch a Mënschenhandel domat verbonne kënnen sinn. Et misst een déi Saach just e bëssen nuancéieren.

Den Hannergrond ass jo folgenden. Eng Fra aus engem Drëttland huet um Verwaltungsgeriicht geklot, well den Aarbechtsminister hire Kontrakt als Au-pair mat enger lëtzebuergescher Koppel refuséiert hat, nodeems hire Visa ofgelaf war. Si hätt also kënnen ee Joer méi laang am Land bleiwen, wat eigentlech net dramatesch gewiescht wier, wa kee Mëssbrauch a keen Abus am Spill gewiescht wieren.

Wéi d'Gericht net dem Här Biltgen, mä der Fra recht ginn huet an hire Statut unerkannt huet, huet hien déi europäesch Au-pair-Konventioun kuerzerhand gekënnegt an näischt méi ënnerholl. En huet den Dossier leie gelooss, bis en du virun de Wahlen vun 2009 un de Familljeministère weidergereicht huet, an der gudder Hoffnung, datt dee Ministère méi aktiv wär wéi säin eegenen.

Léif Kollegeginnen a Kollegen, de Fazit, deen een aus där Geschicht kann zéien, ass bedenklech, jiddefalls fir eis. Souwuel vum mënschleche wéi och vum rechtliche Standpunkt hier ass et bedenklech, wann d'Angscht vun der Politik virun engem verlängerten Openthalt vun enger Fra aus engem Drëttland méi grousst ass, wéi d'Suerg vun der Politik, déi jonk Au-pair hei am Land virun Abusen a Mëssbrauch ze schützen während praktesch engem Jorzéngt. Duerfir hätt direkt missen en neit Gesetz geschafte ginn.

Nom Motto „Wat net explizit verbueden ass, ass erlaabt“, sinn nämlech weiderhi vill Au-pair an d'Land komm, ouni datt se systematesch erfaasst konnt ginn an ouni datt d'Famillje kontrolléiert konnt ginn. E Gesetz huet ganz einfach gefeelt. Aus Angscht virum Verwaltungsofwand a virun de Käschten hunn nëmme déi wéinegst Familljen en Aarbechtskontrakt mat deene Jonken ofgeschloss, wat jo och d'Madame Scholtes scho bestätegt huet.

Wéi vill Au-pair säit 2002 op Lëtzebuerg komm sinn an ënner wéi enge Bedéngunge se hei liewen, ass weder vum Centre Information Jeunes nach vum Service National de la Jeunesse nach vum Aarbechtsministère gewuer ze ginn. Méi gewuer gëtt een dann op Facebook, wou d'Au-pair-Frëndschaftsgruppe sech zesummefannen, an op Internet, wou et nëmme esou vun Annoncé wimmelt.

Léif Kollegeginnen a Kollegen, obgrond vun dëser ongeregelter Situatioun läit et op der Hand, datt souwuel d'Rechter an d'Obligatioune vun den Au-pair wéi och déi vun de Famillje mussen definéiert ginn. An deem Sënn ass d'Noutwendegkeet vun deemem Gesetzesprojet längst akut a kritt natierlech eisen Accord.

Fir méi Transparenz an de System ze bréngen, wier et an eisen Aen awer sënnvoll, nieft der Koordinatiounszell vum SNJ och eng Vermittlungsagentur mat engem Gütesigel fir Au-pair-Familljen ze schafen, wéi eis däitsch Noperen dat gemaach hunn. Dat géif et erlaben, d'Offer an de Profil vun de Gaaschtfamilljen transparent no bausse hin duerzestellen, déi oft onprofessionell Approche iwwer Internetannoncen anzeschränken an d'Vermischung vun de Begrëffer „Au-pair“ an „Nanny“ ze verhënnere.

„Nanny“ heescht jo op Lëtzebuergesch eigentlech näischt aneschters wéi Kannermod, déi ënner engem ganz anere Statut agefallt gëtt. Op Internet gi se meeschtens zesammen opgefouert. Dat sinn zwee verschidde Modeller, déi net an een Dëppe gehéieren.

Wat mir ausdrécklech begreissen, ass, datt d'Regierung vun dëser Geleeënheet profitéiert, fir d'Gesetz vum August 2008 iwwert d'Libre circulation des personnes et de l'immigration ëmzeänneren an domat och den Accueil vun Au-pair aus Drëttlänner ze erméiglechen, net nëmme, fir de Spektrum vun der Kannerbetreung an eise Land ze erweiden, mä





virun allem, fir d'Kommunikatioun tëschent alle Kulturen ze förderen.

An deem Sënn soen ech lech villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt ee Merci un d'Rapportrice, d'Madame Scholtes.

Madame Minister, ech hätt fënnef Froen un lech ze stellen. Mir traitéieren haut hei e Projet, deen a bestëmmten Domänen eng ganz grouss Verbesserung mat sech bréngt, wat jo ze begrëissen ass. D'Au-pair-Persoun gëtt méi geschützt, an dat ass jo luewenswäert.

Op där anerer Säit gëtt awer héich erwaart, dass d'Au-pair-Persoun sech näischt virzeweeren huet. An ech mengen, am Projet de loi steet geschriwwen, dass d'Famill, déi d'Au-pair-Meedche kritt, muss een Extrait vum Casier judiciaire virdroen. Ass dat och beim Au-pair-Meedchen oder Au-pair-Jong deeseweichten Zeenario? Muss déi och eng Pièce vum Casier judiciaire virbréngen, jo oder neen? Et kéint jo sinn, dass d'Honorabilitéit vun der Au-pair-Persoun net garantéiert wier, an dat wier schued.

Wat d'Täschegeld ugeet vun där Persoun, vun där Au-pair-Persoun, do gëtt gesot, ee Véirels vum Mindestloun muss d'Famill bezuelen. De Mindestloun ass 1.874,19 Euro, dat heescht, dat wäert 468,54 Euro. Derbäi kritt si Logement, d'lessen a si kritt och eng linguistesche Ausbildung garantéiert. D'Sécurité sociale, gëtt déi op de Mindestloun bezuelt, oder gëtt déi einfach op dee Véirel bezuelt, dee se als Täschegeld kritt? Dat ass meng zweet Fro.

Domadder kënne mer d'accord sinn, mä, Madame Minister, hutt Dir net den Androck, dass mat deem Gesetz hei Inegalitéiten entstinn? Nämlech net jiddweree kann hei 468 Euro bezuelen; dat liicht lech awer an. Grad déijéineg, déi de Mindestloun hunn, déi kënne dat vläicht net bezuelen.

An dat ass déi Fro, déi ech stellen: Hätt Dir wierklech keng aner Alternativ wéi eng obligatoresch Rémunéatioun oder een Täschegeld anzeféieren, well hei gi Schichten défavoriséiert, déi grad vläicht, Madame Minister, déi Hëllef gebraucht hätten.

Ech bedauern, dass mir hei Gesetzer stëmmen, déi de Gruef tëschent bemëttelten a maner bemëttelte Leit ëmmer méi grouss maachen. Mir schafen Inegalitéiten, déi mir an enger zweeter Phas sécherlech punktuell behandle mat engem Office social, mat enger Aide au logement, mat enger Épicerie sociale - alles Mesuren, déi sécherlech nobel sinn, awer dat sinn nëmme Symptombekämpfungen.

Wier et net besser - dat ass meng fënneft Fro -, mir hätten op esou een Täschegeld vun der Au-pair-Persoun verzicht, an de Stat hätt där Persoun eng Bourse ginn, esou wéi an der Héichschoul, esou eng Héichschoul-Bourse garantéiert, fir sech da sproochlech a kulturell weiderzubilden? Dat hätt sécherlech méi zur Qualitéit vun deem Projet bäigedroen a vläicht net esou eng Inegalitéit geschaf.

Ech wier frou, Madame Minister, wann Der mer kéint op déi Froen do äntworten, well dat ass enorm wichtig. Wéi gesot, ech hunn hei d'Impressioun, hei kréien nëmme verschidde Leit eppes, an déi aner kréien näischt.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesche Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'intégration.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëlle fir d'Éischt der Madame Tessa Scholtes félicitéieren fir hire ganz explizite méndlechen a schrëftleche Rapport, deen och dozou wäert féieren, dass ech dat alles e bëssle méi kuerz hei ka maachen. Duerfir nach eng Kéier villmools Merci.

Ech sinn och frou, selbstverständlech, dass d'Unanimitéit vun der Chamber, esou wéi ech dat hei gemengt hu feststellen, wäert de Projet stëmmen.

Ech ka soen elo zu deene Bemierkungen och, dass dat während enger Zäitchen an enger Situatioun war, déi net esou kloer war, dass awer eigentlech hätte missen... Den Eugène Berger huet dorber higewisen an nach anerer, dass dat net gekläert war. Eigentlech hätte missen d'Leit, gesetzlech gesinn, e Kontrakt maachen, en Aarbechtskontrakt maache mat hinnen. Et

ass also net, dass et keng Base légale gouf, mä et war natierlech awer eng, déi manner appropriéiert war wéi déi, déi mer elo geschaf hunn.

Op d'Geschicht vun der Madame Lorsché kann ech net agoen, well, ech mengen, soss definitiv ech Sträit kréie mat allen Deputéierten, well et ze vill laang dauert, fir dat ze soen. Ech wëll just soen, dass bis elo och, a wa mir den Owend dat Gesetz gestëmmt hunn, fënnef Länner vu 47 aus dem Conseil de l'Europe iwwerhaupt nëmme e Gesetz iwwer d'Au-pair hunn. Et ass also net, wéi wa mer hei an iergendenger Situatioun gewiescht wieren, wéi et dat soss néierewou op der Welt géif ginn.

Wéi gesot, ech wëll lech Zäit spueren an net op den Historique agoen. Ech wëll just soen, dass et wichtig awer ass, dass mer dat Gesetz hei hunn, well eben, an dat ass och vu Verschiddenen hei elo gesot ginn, mer am Fong net wossten, wéi vill Demanden dat do sinn, mer och net wossten, wéi vill Au-pairen dat hei sinn. An duerfir, mir wossten dat, esou wéi et op deene spezialiséierten Internetsite steet, wou Reklamm gemaach gëtt, respektiv bei Facebook an anerem, wéi zum Beispill, dass mer 15 Téléfons-, bis 15 Téléfonsuriff an enger Woch kréien, fir eben ze froen, wéi ee sech muss uleeën. Dat ass also eng Situatioun, wou et gutt ass, wa mer dat wëssen, wéi mer dat an der Zukunft besser kënnen handhaben.

De jonken Au-pair kritt en Täschegeld, Här Colombera, a wann Dir an d'Kommissiounssitzung geift kommen, da kéint Dir och do matschwätzen a soen, wat wichtig wier a wat net wichtig wier. Da wier dat méi einfach, well da kéinte mer do all Kéiers och Är Bemierkung mat eis zu Häerz féieren an dann dat och mat hei verschaffen. Amplaz, wa mer lech elo hei d'Fro beäntwerten, domadder ass selbstverständlech awer näischt geännert.

Duerfir also, mir hunn net virgesinn a mir denken och net drun, dass mer solle Bourssen do bezuelen. Dat si Leit, déi eng Aarbecht maachen, och wann dat eng liicht Aarbecht muss sinn. Mä fir eng Aarbecht soll ee bezuelt ginn an duerfir soll ee keng Bourse kréien. Dat ass fir mech eppes, wat glaskloer ass. Domadder ass also och dorber geäntwert. Et gëtt Saachen, wou een awer net kann einfach dat alles ëmmer nëmme dem Stat opbrommen. Dat ass eppes, wat mer och net wollten.

De Statut, wéi gesot, vum Employé war den Aktivitéiten awer net gerecht, an duerfir ass am Regierungsprogramm... An dat ass net den Här Biltgen, deen der Familljeministesche dat eriwerginn huet! Ech weess net richteg, wéi d'Leit sech heiansdo virstellen, wéi dat do funktionéiert...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, der Madame Minister nozelauschten!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'intégration.**- Mä et war an dem... an dem Regierungsprogramm steet dran, dass mir dat sollte maachen. An ech mengen, dass et wichtig ass, dass et en eegene Statut fir déi Jonk gëtt an domadder och d'Famillje wëssen, a wat fir engem Kader dat se kënne mat Au-pair-Jongen a -Meedercher funktionéieren.

D'Gesetz geet engersäits an op de Besoin vun deene verschidde Familljen an op där anerer Säit awer och, fir ze kucken, dass - zum Deel weinstens - besser kann och d'Aarbecht an d'Familljeliewe matenee verbonne ginn.

Mä virun allem, an dat ass dat Wichtigst hei an deem Gesetz an dat war et och am Regierungsprogramm, dass ass de Schutz vun deene jonken Au-pair. Mir kommen do enger Rei vu Recommendationen vum Conseil de l'Europe no, besonnesch am Kader vun der Lutte géint den Esclavage domestique, wou extra gefrot dra gëtt, dass een e Statut aféiert mat minimalen Normen a puncto vun Assurancen an Täschegeld, d'Obligatioun vun enger Konvention tëschent Famill an Au-pair anzeféieren an och eng Kontroll virzegesinn. An et ass genau dat, wat mer am Gesetz maachen.

Dat sinn administrativ Schrëtt, déi an eisen Aen noutwendeg sinn, fir eben déi Abusen ze vermeiden, déi awer an der Vergaangenheet do waren. An ech mengen do besonnesch och awer, dass d'Immigratiounsgesetz sollt ëmgaange ginn.

Mir hu festgeluecht, fir dee Jonken an der Krankekeess unzemellen, an d'Famillje muss och déi zousätzlech, déi noutwendeg Assurancen ofschléissen. An do gëtt selbstverständlech op dee Montant cotiséiert, deen abezuelt gëtt, an net op iergendeen anerem.

D'Héicht vum Täschegeld ass festgeluecht, de Minimum vun der Héicht vum Täschegeld - kee verhënnert, dass een engem méi ka ginn, dat ass wéi an allem -, an dann och d'Obligatioun, fir dem Au-pair seng Sproochecoursen ze bezuelen.

Ech wëll just der Madame Dall'Agnol soen, dass et ganz schwierig ass am Centre des langues. Mir gesi mam Contrat d'intégration, dass et ganz schwierig ass fir déi Leit, déi also op Lëtzebuerg kommen a sech wëllen hei integréieren, fir iwwerhaupt eng Plaz do ze kréien. Wa mer elo nach zousätzlech wëllen do Obligatiounen maachen, dann, mengen ech, packe mer dat net.

Mir hunn och festgehalten, wann e fréizäiteg Enn vum Kontrakt vum Accueil au pair eriwuer ass, dass se dann, amplaz dass déi Jonk dann hei op der Strooss setzen, mussen vun de Familljen d'Heemrees bezuelt kréien. Ech denken och, dass dat eppes ass, wat wichtig ass.

A virun allem, an dat ass och hei gesot ginn, dass eng Instanz do ass, déi den Accueil vum Au-pair koordinéiert an och kontrolléiert, an dat ass de Service National de la Jeunesse, deen och eng laang Erfahrung huet mat engem anere spezielle Statut, an zwar deem vum Volontaire, deen net ze vergläichen ass mat engem Schüler oder mat engem Student an och net mam Aarbechtsrecht. Dir gesitt also, dass dat heiten eppes ass, wat bis elo mer an deem Ausmooss net haten.

Déi Jugendlech mussen sech also beim SNJ enregistrieren, si mussen un enger obligatorescher Informatiounsversammlung deelhueen. Mat där Informatiounsversammlung wëlle mer engersäits garantéieren, dass déi jonk Au-pair hir Rechter an hir Flichte kennen, mä dass se virun allem och wëssen, dass se en Usprichpartner hunn, wann eng Kéier e Problem ass. Den SNJ kann och vermëttelen, wann et eng Kéier Sträit gëtt tëschent dem Au-pair an der Famill.

Ech hunn lech, Här President, an domadder, denken ech, gesitt Der och, dass mer hei proaktiv virgaange sinn, och eng Konvention matbruecht, déi konnt ofgeschloss ginn, wou Der och gesitt, dass dat net esou komplizéiert ass.

**(Mme Marie-Josée Jacobs dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)**

Den Här Berger huet gesot, mir sollen dat alles net ze vill theoretesch maachen. Dir gesitt also, dass mer dat ausgeschafft hunn. Dat wäert och vun den Owend oder vu muer un um Internetsite sinn, soudatt jiddweree sech dat kann ukucken, fir dass och dat méi einfach ass fir d'Familljen a fir deen, deen heihinnerkënn.

Wéi gesot, mir si mat den Aarbechten amgaangen, do op Héichtouren ze schaffen, an ech hunn och hei eng «Demande d'approbation comme jeune au pair» matbruecht, Här President,...

**(Mme Marie-Josée Jacobs dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)**

...da kënne d'Leit sech dat alles a Rou ukucken a gesinn, dass mer do ewell vill geschafft hunn.

Dir kënnt op den Internetsite vum SNJ goen, dat ass dann www.accueil-aupair.lu. Dee Site ass op Franséisch an op Englesch, well mer dovun ausginn, dass virun allem eng ganz Rei vu Familljen aus Länner mat staarker Traditioun vun dem Au-pair kënne dovunner profitéieren. Mir wäerten och extra Effortë maache justement, fir d'Gesetz an de Communautéite vun deene sougenannten Expatriés bekannt ze maachen.

Déi Familljen, déi elo ewell Leit hunn, déi bei hinne schaffen, déi kënne sech selbstverständlech bei dem SNJ mellen, fir den Agrément an d'Approbatioun ze kréien.

Här President, ech wëll ofschléissen domat, fir ze soen, dass mer frou sinn, dass mer dat Gesetz elo hunn an dass mer domadder deene Jonken och méi Sécherheet a méi Schutz kënne ginn. Vu dass dat Gesetz esou gutt ass, brauche mer emol kee Règlement grand-ducal ze huelen. Dee Moment, wou et am Rot gestëmmt ass an et ass publizéiert an dem Mémorial, ass et a Kraaft an et kann direkt dovunner profitéiert ginn.

Duerfir lech allegueret villmools Merci och fir Är Zoustëmmung!

► **M. le Président.**- Merci, Madame Familljeministesche. Laaft awer nach net fort, den Här Colombera huet nach eng Fro!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Madame Minister, ech hunn d'Impressioun, Dir äntwert net op meng Froen!

**(Hilarité et brouhaha)**

Ech hat der fënnef gestallt, Dir hutt mer vläicht eng beäntwert!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'intégration.**- Ech hunn lech weinstens op zwou geäntwert. Ech hunn lech gesot, op 468 gëtt, op déi Sue gëtt d'Cotisatioun bezuelt, an ech hunn lech gesot, dass mer net d'accord wieren, fir eng Bourse anzeféieren, well soss hätte mer dat jo drageschriwwen.

Dat Drëtt, wat Der gefrot hat, dass ass d'Honorabilitéit vun deem Jugendlechen an déi ass net gefrot...

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Vum Casier judiciaire? Eng Pièce vum Casier judiciaire fir d'Person gëtt net gefrot...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'intégration.**- Jo, gëtt net gefrot vun deem Jugendlechen.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- A véiertens hat ech gefrot: Sidd Dir der Meenung, dass dat Gesetz hei Inegalitéite schaaft, jo oder neen?

**(Brouhaha)**

Dat wëll ech gär kloer hei gesot kréien: jo oder neen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'intégration.**- Här Colombera, wa mer géife mengen, mer géifen Inegalitéite schafen, da géife mer keen esou e Gesetz maachen.

**(Brouhaha)**

Déi fënneft Fro, Här President...

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- A wat maachen ech als Aarbechter, wann ech en Au-pair-Meedche wëll an ech hu keng Suen?

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **Une voix.**- Dir sidd Dokter.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Wat maachen ech?

► **M. le Président.**- Här Colombera, Dir sollt Froe stellen, an net...

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Dat war eng Fro!

► **M. le Président.**- Okay.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Wat maachen ech? Wat mécht mä Papp als Aarbechter, wann deen en Au-pair-Meedche wëll an en huet keng Suen? Madame Minister, wat maache mer dann?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'intégration.**- Also, wat mécht Äre Papp, wann deen en Aarbechter ass, an en hätt gären eng Mercedes?

**(Hilarité générale)**

► **M. le Président.**- Ech mengen, domadder sinn dem Här Colombera seng Froe beäntwert. D'Diskussioun ass eriwuer a mir kommen zur Ofstëmmung.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6328 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6328 ass uegell mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6328 est adopté par 56 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox (par Mme Josée Lorsché) et Mme Josée Lorsché;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann elo...

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Ech hu mech géiert, ech wollt Abstention maachen.



► **M. le Président.**- Dat gëtt redresséiert, Här Colombera.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Ech hat bei Jo gedréckt; ech hu mech dropgestierzt, mä et war falsch.

► **M. le Président.**- Ech mengen, Dir hutt lech mat Äre ville Froe selwer e bëssen duerjernebruecht.

**(Hilarité)**

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Ech hu mer selwer d'Bee gestallt.

► **M. le Président.**- Mir kommen dann elo zur Proposition de loi 6111 iwwert d'Organisatioun vum engem Referendum iwwert de Choix tëschent engem City-Tunnel an engem Tram. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Braz a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

## 9. 6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»

**Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle**

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Februar 2010 huet den Deputéierte Jacques-Yves Henckes hei an der Chamber ee Gesetzesvorschlag abuecht, fir duerch e Referendum d'Fro, wéi een Tram an der Stad sollt verwiirklecht ginn, duerch e Referendum ze decidéieren. All Wieler am ganze Land, déi an de Wahlleschte fir d'Gemengewahlen agedroe sinn, sollten duerch dee Referendum hir Präferenz ausdrécken, sief et fir de Projet City-Tunnel, sief et fir de Projet Tram, esou wéi e vun der Regierung a vun der Gemeng Lëtzebuerg virgesinn ass.

De Gesetzesvorschlag huet dann och virgesinn, dass d'Wieler sech en vue vun deem Referendum kéinten an Organisatiounen zesummeschléissen, fir eng Wahlcampagne ze maachen en vue vun deem Referendum. Bei der Organisatioun vun deem Referendum ass dann och virgesinn, an dem Gesetzesvorschlag, ee Kredit vun 150.000 Euro, deen een Deel vun de Käschte vun där Wahlcampagne finanziéiere soll.

De Gesetzesvorschlag N°6111 ass deen normale legislative Wee gaangen, esou wéi d'Reglement vun der Chamber et virgesäit, an en ass duerfir och haut um Ordre du jour vun der Plénière.

Den Text ass de 27. September 2011 vum Statsrot aviséiert ginn. D'Regierung huet den 8. Juni 2012 hir Positioun schrëftlech duergeleucht. D'Institutionskommissioun huet an enger Rei Sitzungen am Joer 2010, 2011 an 2012 a Präsenz vun dem Auteur vun der Proposition de loi den Text diskutéiert an d'Institutionskommissioun huet dann den 13. Januar vun deem Joer hire Rapport uegeholl.

An hiren Iwwerleeungen, déi ech och hei kuerz, op eng kuerz a prägnant Aart a Weis wëll duerleeden, huet d'Institutionskommissioun sech zu engem ganz groussen Deel den Iwwerleeungen an de Kritike vum Statsrot ugeschloss.

De Statsrot bréngt haaptsächlech dräi Punkte vir, déi géint de Projet, géint d'Proposition de loi schwätzen. Zwou Kritike baséiere sech op d'Verfassung an déi drëtt, eng drëtt Kritik op d'Gesetz vum 2. Februar 2005 iwwert de Referendum selwer.

Den Artikel 51-7 vun der Verfassung, deen d'Fro vum Referendum virgesäit - dat ass e Referendum mat konsultativer Charakter -, gesäit vir, dass hei am Land d'Wieler fir d'Parlamentswahlen kënnen zu engem Referendum duerch e speziell Gesetz ëm hir Meenung gefrot ginn, fir dann och iwwer eng Fro, wou se mat Jo a mat Neen äntwerten, kënnen ze soen, wat se vun deem Problem, deen hinnen duergeluecht gëtt, hale wëllen, ob se d'accord sinn oder net. Déiselwecht Bedéngung steet och am Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwer e Referendum.

Elo huet awer den Auteur vun dem Gesetzesvorschlag N°6111 a sengem Text virgesinn, dass fir dee Referendum, deen hei proposéiert gëtt, déi Persoun gefrot ginn, déi an de Wahlleschte fir d'Gemengewahlen agedroe sinn, an net déi Persounen, déi op de Wahlleschte fir d'Parlamentswahlen stinn.

Or, de Conseil d'État huet awer zum Ausdruck bruecht, dass dat net déiselwecht Leit sinn. Do ass e groussen Ennerscheid tëschent den engen an den aneren an déi ginn och a verschidde Gesetzer kloer definéiert, wie bei de

Parlamentswahlen a bei de Gemengewahlen a mat stëmmen goen. Bei de Gemengewahlen sinn dat och Leit, déi hei am Land schonn eng Zäitche gewonnen hunn, während bei de Chamberwahlen, esou wéi et elo ass - esou wéi et elo ass! - nëmme Lëtzebuurger kënnen wéi goen.

Domat huet, esou de Statsrot, den Auteur vun dem Gesetzesvorschlag géint den Artikel 51-7 vun der Verfassung verstouss, dat heescht, den Text ass net konform zu dem Artikel 51-7 vun der Verfassung.

De Statsrot huet dann eng zweet verfassungsméisseg Fro opgeworf am Zesummenhang mam Referendum. De Gesetzesvorschlag vum Här Henckes gesäit vir, dass d'Wieler am ganze Land entscheede sollen, wéi an der Stad Lëtzebuerg den öffentliche Transport geregelt géif ginn.

Wann och mat deem Tram vill Leit fueren, déi soss am Land wunnen oder déi an Nopeschlänner wunnen, déi hei op Lëtzebuerg schaffe kommen, dann ass et awer esou, dass d'Realisatioun, déi materiell Realisatioun vum Tram an der Stad geschitt an, esou wéi et virgesinn ass, einsteilen nëmme an der Stad. Or, d'Organisatioun vum öffentliche Transport an enger Gemeng gehéiert zu de Kompetenzen vun där Gemeng, an där den öffentliche Transport realiséiert soll ginn.

Doduerch, dass awer de Gesetzesvorschlag higeet an d'Wieler vun ganze Land elo freet, wéi an der Stad Lëtzebuerg een Tram soll realiséiert ginn, gëtt eigentlech een Deel vun de Kompetenzen vun de Gemengenautoritéiten aus der Stad Lëtzebuerg iwwerdreien op d'Wieler aus dem ganze Land. Et sinn also och d'Wieler, wann ech emol den Extrem huelen, aus de Gemengen Elwen, Wäiswampech a Wëntger, déi matbestimmen, wéi een Tram dass hei an der Stad soll realiséiert ginn, och wann déi Leit vläicht ni an d'Stad kommen, fir mam Tram ze fueren.

De Statsrot fënnt, dass dat eigentlech eng Violatioun wär vum Artikel 107-1 vun der Verfassung, deen d'Gemengenautonomie garantéiert.

**(Interruption)**

D'Fro ass net... Hei gëtt d'Fro gestallt vun engem Kolleg, dee seet, wie bezillt. D'Fro vum Referendum geet net iwwert d'Finanzéierung. D'Fro geet nëmme driwwer, wéi eng Aart vun Tram sollt realiséiert ginn, an et geet net drëm, wien et finanziéiert. Déi Fro gëtt hei net gestallt.

Wann dat de Fall wär, kéint een, dat huet de Statsrot och gesot, iwwer e Referendum op eng aner Aart a Weis diskutéieren. Et geet hei ëm dee Projet, an ech hale mech strikt un dat, wat am Gesetzesvorschlag drasteet. Ech wäert net, zu kengem Moment - zu kengem Moment! - auswäichen op en anere glätschegen Terrain,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**...wou ech, als neutrale Rapporteur, deen onpartiesch dat hei virdréit, op d'Nues kéint falen.

**(Brouhaha général)**

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Dat maachen ech net. Dat maachen ech net! Provoziert mech net op där doter Fro!

**(Hilarité générale)**

En drëtt Argument, wat de Statsrot virbréngt, ass d'Aart a Weis, wéi d'Fro gestallt sinn. Et sinn zwou Froen, déi gestallt sinn. Déi éischt Fro ass déi, ob de Wieler fir de Projet City-Tunnel ass, jo oder neen. An déi zweet Fro ass, ob de Wieler fir de Projet Tram ass, jo oder neen.

Nom Statsrot kënnen sech aus där doter Frostellung eng Rei Resultater erginn. Wann een déi dote Fro stellt, kritt een, esou wéi d'Gesetz iwwer e Referendum et virgesäit, keng eendeiteg Äntwert. A well wahrscheinlech den Auteur vun dem Gesetzesvorschlag sech däreer bewusst war, huet en eigentlech selwer eng Gebrauchsanweisung matgeléiwert, wéi dat dann ze verstoe wär. Or, dat ass awer net de Sënn vum Referendum.

Ech ginn dat erëm..., et ass net vu mir, et ass alles Statsrot...

**(Hilarité)**

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Et ass alles Statsrot, an ech bréngen - dat ass an der Kommissioun och gesot ginn - nëmme déi Argumenter, déi de Statsrot hei virbruecht huet. An ech brauch och keng aner ze bréngen, well déi duerginn!

Déi Frostellung féiert dann zu ennerschiddleche Resultater. Et ka sinn, dass d'Wieler, déi déi Fro gestallt kréien, bei där enger Fro: Sidd Der fir de City-Tunnel? mat „Jo“ äntwer-

ten a bei där zweeter Fro mat „Neen“. Da wär et eendeiteg. Et kann och ëmgedréit sinn, dass se beim City-Tunnel „Neen“ soen a beim Tram „Jo“. Et kann awer och sinn, dass eng Rei Wieler zweemol mat „Jo“ äntwerten. Dat géif bedeuten, wann dat d'Majoritéit wär, dann hätt d'Majoritéit gären an der Stad zwéin Trammen.

**(Hilarité générale)**

Wann awer...

**(Brouhaha)**

► **Une voix.**- De City-Tunnel an den Tram!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- De City-Tunnel an den Tram! Dat wär awer däreer Gudde wahrscheinlech, huet de Statsrot fonnt, e bëssen ze vill!

**(Hilarité générale et interruptions)**

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg), auteur.**- A si kënnen och „Neen“ soe fir déi zwee!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Si kënnen - richteg! -, si kënnen och zweemol „Neen“ soen.

► **Une voix.**- Da si mer bei der ADR!

**(Brouhaha)**

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Et huet een also eigentlech dräi, wann net véier Resultater...

► **Une voix.**- Do sidd Der der Realitéit am noosten, wa se zweemol „Neen“ soen!

**(Hilarité)**

► **Une autre voix.**- Wien huet deen Text do geschriwwen?

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Dat géif natierlech zu enger ganz grousser Konfusioun féieren an dat, wat ee mam Referendum eigentlech wëllt erreechen, géif - ëmmer nach nom Statsrot! - net erreecht ginn.

**(Hilarité)**

► **Une voix.**- Da muss een en zweemol froen.

**(Interruptions)**

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Duerfir huet och de Statsrot ganz kloer zum Schluss gesot, wann d'Chamber - wann d'Chamber! - dee Projet an där Form géif stëmmen,...

► **Une voix.**- Jo, sou domm si mer awer net.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**...kéint e se net vum zweete Vote entbannen.

► **Plusieurs voix.**- Oh! Abee merci!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Dat ass also eng Opposition formelle vum Statsrot iwwert dee ganze Projet.

► **Une voix.**- Dat ass e staarkt Stéck!

**(Hilarité et interruptions)**

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Mä d'Kommissioun ass awer net dobäi bliwwen. D'Kommissioun huet sech gutt ernënnert, dass am Joer 2012, am Juni 2012, schonn een Débat iwwert den öffentliche Transport an der Stad Lëtzebuerg hei an der Chamber gefouert ginn ass...

► **Une voix.**- An duerfir si se dergéint!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**...an dass d'Fro gestallt ginn ass, wéi eng Form vun öffentliche Transport op der Schinn da soll realiséiert ginn. D'Regierung huet sech do fir ee Projet ausgeschwat, an d'Chamber huet, no engem laangen Débat de consultation an enger Motioun, sech kloer fir de Regierungsprojet ausgeschwat.

Duerfir huet d'Institutionskommissioun an hirer ganz grousser Majoritéit gemengt, et kéint een awer der Chamber elo net zoomudden, nach erëm eng Kéier op d'Fro zrëckzekommen an de Wieler froen ze goen, wéi ee Projet hien da wéilt.

A mir hunn och gemengt, dass d'Institutionskommissioun - dat geschitt net ëmmer -, dass d'Chamber, pardon, an där heiter Fro no annerhallwem Joer hir Meenung net géif changéiere goen, dass se also bei der Meenung vum Juni 2012 géif bliwwen! An an där weiser Viraussicht huet dann d'Institutionskommissioun d'Konklusioun geholl, fir der Chamber ze proposéieren, deen heite Projet net unzehuelen a mat „Neen“ ze stëmmen.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Rapporteur. Da kritt elo d'Wuert den Auteur vun der Proposition de loi, den Här Jacques-Yves Henckes.

**(Hilarité et interruptions)**

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg), auteur.**- Merci, Här President. Ech soe fir

d'Éischt dem Rapporteur e grouse Merci, well en hei ganz gutt den Avis vum Statsrot resuméiert huet,...

**(Hilarité)**

...dee versicht huet, fir net op de Fong anzegoen, mä duerch juristescht Gepiddels dann...

► **Plusieurs voix.**- Oohhhh!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg), auteur.**- ...hei eng Léisung erauszesichen.

**(Brouhaha général)**

An dobäi geet en hin an e gëtt en aneren Avis of, wéi en dat zu anere Projeten iwwert de Referendum ginn huet. Mä dat mécht näischt, dat ass ee gewinnt vum Conseil d'État, datt e seng Meenung permanent changéiert.

**(Interruptions)**

Déi aner Saach ass esou, datt d'Zuel vun..., well hei d'Wieler, déi ginn duerch e Spezialgesetz definéiert, a folglech ass et d'Spezialgesetz, wat géif soen, wien et ass. An ech mengen, et ass och keen heibannen, deen der Meenung wier, datt nuren d'Lëtzebuurger sollten hei wäien, mä datt och alleguerten déi Leit, déi den öffentliche Transport huelen, an dat sinn déi, déi an de Gemenge wunnen, datt déi roueg sollten do un esou engem Referendum deel-huelen.

Dat heescht, mengen ech, iwwert de Prinzip wier jiddweree sech eens gewiescht. Dat war elo emol, wou mer déi juristescht Debatt esou haten. An ech wëll dann elo e bësse méi op d'Proposition de loi selwer kommen.

Mir sinn ons all bewusst, datt, wann d'Bevölkerungszuelen am Land, a speziell an der Hauptstadt, weider steigen, a wann ons Ökonomie ëmmer méi Frontaliere brauch, et dann Enkpäss am privaten an am berufleche Persounentransport wäert ginn. Et sinn am Ablack zwou Léisungsméiglechkeeten an der Diskussioun: den Tram, dee vun der Gare an den Zentrum a vun do iwwert de Glacis fiert, an eng ënnerierdesch Léisung, déi als RR- oder City-Tunnel bekannt ass.

Eng aner Alternativ ass zum Beispill den Tram Parking Bouillon bis Kierchberg; déi gouf fale gelooss. D'Léisung fir e Lift vum Pafendall op de Kierchberg wëll ech ernimmen, mä net drop agoen, well dat net de But ass vun deser Proposition de loi.

Mä bei der City-Tunnel-Léisung gëtt et och eng Alternativ, déi méi bëlleger wier. Dat heescht, den Zuch, deen ënnerierdesch fiert, dee géif net ënner der Péitrus erduerchgoen, mä just ënner der Neier Bréck. Wat zwar méi Visibilitéit mécht, wat d'Käschten awer géif ganz stark reduzéieren a wou et héchstwahrscheinlech méi bëlleger géif ginn, wéi wann een de Wee vum Tram elo géif huelen. Oder op jidde Fall wieren déi zwee Budgeten net wäit ewech.

An der Debatt stinn d'Käschten, d'Dauer, fir vun der Gare respektiv vun Esch, Bartreng oder anere Stied op de Kierchberg ze kommen, an d'Kamouditéit fir d'Bierger aus der Stad, déi elo zum Beispill mam Bus vun engem Quartier an deen anere kënnen fueren.

An Zukunft, wann den Tram do ass, dann huele se de Bus, da fuere se bis do, wou den Tram ass, da steigen..., da waarde se, klamme se do eraus, si waarde bis den Tram kënn, si fueren da weider bis eventuell op d'Gare, klammen do eraus an da waarde se, bis e Bus kënn, dee se dann dohin, an dee Quartier wéi Bouneweg oder Zeisseng, féiert. Dat ass fir vill Leit net en Avantage, et ass e ganz staarken Désavantage.

Duerfir gesäit een och, datt lues a lues d'Mentalitéit changéieren. Ech ernënnere mech, datt an der Éischt, wéi den Tram proposéiert ginn ass, du war eng ganz staark Majoritéit vu Bierger fir den öffentliche Transport a fir den Tram. Wann ech awer elo déi rezent Sondagé kucken, déi publizéiert gi sinn, da gesäit een, datt fir den Ablack - dat war schonn am Joer 2012, den 3.10. -, do sinn nach 35% fir en Tram an der Stad a 65% dergéint. Dat sinn déi Sondagen, déi esou gemaach ginn, an de Prozentsaz an der Stad ass héchstwahrscheinlech, wat d'Stater Bierger selwer ugeet, ass dee Prozentsaz nach méi grouss.

Duerfir ass et dann och wichteg, datt eng Debatt soll doriwwer gefouert ginn, ob een esou eppes brauch oder ob een dem Bierger eppes imposéiere wëllt, well dat an enger Regierungserklärung oder an enger Schäfferotserklärung steet, a wou d'Bierger awer näischt dovunner wëlle wëssen,...

► **Une voix.**- An d'Gemengewahlen?

**(Interruptions diverses)**





► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*), *auteur*.- ...well et méi deier ass, well et hinnen näischt bréngt a well se héchstwahrscheinlech villch méi laang brauchen, wéi elo mam Bus vun der Gare op de Kierchberg ze fueren, wéi elo mat deem Tram, wou et ongeféier dat Duebelt un Zäit wäert brauchen, wann een déi Etüde gesäit, déi publizéiert gi sinn.

Et ass also eng Debatt, déi misst mam Bierger gefouert ginn. An duerfir, mengen ech, soll een net hei op dat juristescht Gepiddels vum Conseil d'État agoen. Duerfir hat ech och Amendementé proposéiert, fir deene juristesche Problemer, déi de Conseil d'État opgeworf hat, Rechnung ze droen. Déi sinn net vun der Kommissioun zréckbehalde ginn.

Mä op jidde Fall, mir geet et drëm, datt et hei e Vote soll ginn iwwert de Fong, datt soll eng Debatt mat de Bierger stattfannen iwwert de Fong, an net iwwer méi juristesche Saachen. Duerfir hoffen ech, datt, wa mer elo lauter onofhängeg Deputéierten hei an der Chamber hätten...

#### (Hilarité et interruptions)

...a wa mer e geheime Vote hätten, da wier ech zimlech sécher, datt hei eng Majoritéit vun Deputéierte géif derfir stëmmen.

#### (Interruptions)

An ech sinn och zimlech sécher, datt, wann al- leguerten déi Leit, déi no méi Demokratie rufen, déi soen, datt méi Demokratie hei an dësem Land misst geschéien, datt se deen Ablack sech misste konsequent sinn an deen Ablack och dës Proposition de loi ënnerstëtzen.

Mä ech weess, d'Kleeschenszäit ass eriwuer,...

#### (Brouhaha)

...mä et kann een awer nach ëmmer hoffen, datt et hei zu enger Debatt kënn.

Ech wëll awer an deem Kontext nach eng lescht Bemierkung maachen, dat ass, datt ech der Institutiouskommissioun awer wollt Merci soen, datt si déi Proposition de loi hei op den Ordre du jour geholl huet, well souwäit wéi ech mech erënneren, ass dat déi éischt oder déi zweet,...

► **Une voix**.- Dat ass d'Demokratie, Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*), *auteur*.- ...déi iwwerhaapt an dëser ganzer Legislatur an der Chamber zur Debatt kënn. An ech hoffen, datt alleguerten déi aner Kommissiounen hei aus der Chamber sech dorunner e Beispill huelen.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Henckes. Well den Här Meyers esou iwwerzeegend war, brauch den Här Braz net méi ze intervenéieren.

#### (Hilarité)

Duerfir hu mer dann nach den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix**.- Aaahhh!

#### Discussion générale

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Merci, Här Président. Ganz kuerz. Ech mengen, et ass kloer, datt d'ADR vun Ufank u géint den Tram a fir de City-Tunnel war, well mer dovun iwwerzeegt sinn, datt den Tram d'Problemer weder vun de Pendler nach vun de Stater Bierger wäert léisen. Duerfir hu mer ëmmer verlaangt, datt sollt e Referendum kommen, an de Kolleeg Jacques-Yves Henckes huet duerfir och als ADR-Deputéierten déi Proposition de loi hei deponéiert.

Firwat hu mer gefrot, datt et sollt en nationale Referendum ginn? Ma ganz einfach, well mer soen, de Verkéiersproblem ass net en exklusive Problem vun de Bierger vun der Stad Lëtzebuerg, mä et ass dee vun de Bierger aus dem ganze Land, déi hei an d'Stad mussen och kommen, fir ze schaffen oder fir hire Commerce ze maachen. Et ass och am Interessi vun de Pendler.

An awer och eng zweet Ursach: E gëtt vun de Bierger aus dem ganze Land finanzéiert. Et ass also net, wéi den Här Meyers gesot huet, datt déi Leit vun douewen, vu Wëntger oder Gott weess wou vläicht ni domat fueren, mä wa se och net géifen domat fueren, zumindest hëllef se, en ze finanzéieren. Duerfir ass et selbstverständlech, datt mir déi Proposition de loi hei stëmmen.

An ech géif och mengen, datt ee muss averstane sinn, datt ee muss d'Bierger froen. Hei gëtt esou vill vu Referendume geschwat. Hei wier eng gutt Geleeënheet, quitte datt de Statsrot elo hei eng Rei vu Froen opgeworf huet, ob een domat averstane ass oder net. Mä wann de Wëllen do wier, an dat ass jo déi grouss Fro: Ass de Wëllen do, fir d'Bierger an esou enger Fro ëm hir Meenung ze froen?

An do wier et flott gewiescht, wann hei all Parteien erauskomm wieren a se hätte gesot, mir

sinn derfir, fir e Referendum ze maachen, a mir sinn dergéint, fir e Referendum ze maachen, amplaz datt sech elo hannert juristesche Froen verstoppt gëtt, awer zum Fong vun der Saach, ob e Referendum gemaach gëtt, äussert hei kee sech.

Och wat de Kolleeg Meyers gesot huet, datt d'Chamber, nodeems se am Juni 2012 hei mat enger grousser Majoritéit de Regierungsprojet ënnerstëtzt huet, géif net méi drop zréckkommen, dat wëllt net heeschen, well d'Chamber hei mat enger grousser Majoritéit de Regierungsprojet ënnerstëtzt huet, datt d'Chamber net kéint awer soen, mir froen an där doter wichtiger Fro d'Vollek iwwert de Wee vum Referendum.

Et kann awer nach e Referendum kommen. Wann d'Chamber keen decidéiert, kéint nach op Initiativ vu Bierger aus der Stad Lëtzebuerg och nach iwwer eng Petitioun e Referendum um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg agefuerdert ginn. Déi Méiglechkeet steet de Bierger an der Stad Lëtzebuerg nach ëmmer op.

Mä déi wichteg Fro, ob all déi Parteien, déi sech esou vill hei fir d'Matsproocherecht, fir d'Demokratie-Versteesdemech vun de Bierger asetzen... An de Mëtteg bei der Debatt iwwert d'Nationalitéitgesetz ass och vill driwwer geschwat gi vu Referendumen. Hei stelle mir fest, datt bis elo keng Partei - kuck emol! - de Courage hat, fir iwwerhaapt ze soen, ob se fir oder géint e Referendum ass, mä sech just hannert juristesche, d'Justiz, neen,...

► **Une voix**.- Juristesche.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- ...juristesche - entschëllegt! - Prozedure verstoppt.

Selbstverständlech wäerte mir d'Proposition stëmmen.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Nohaltegkeetsminister brauch net méi, wëllt net méi intervenéieren. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi.

#### Vote sur la proposition de loi 6111

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi 6111 ass ofgelehnt mat 51 Nee- géint 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colomera et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes (par Mme Marie-Josée Frank) et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Claude Haagen), Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. André Bauler) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

M. Serge Urbany.

Dann ass dat esou decidéiert.

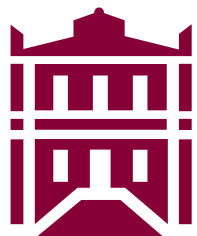
Domadder wiere mer och schonn um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehewen.

#### 10. Ordre du jour (suite)

Ah, ech wollt lech nach soen, déi zwou Questions élargies si mam Averstännis vum Froesteller a vum Minister op déi nächst Sitzungswoch verluecht. Merci.

(Fin de la séance publique à 19.49 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

## Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Georges Wohlfart, Député honoraire  
- M. le Président
2. Octroi du titre honorifique à un ancien Député  
- M. le Président
3. Communications  
- M. le Président
4. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés  
- M. le Président
5. 6538 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu  
- Déclaration de recevabilité: M. le Président
6. Changements de composition des commissions parlementaires  
- M. le Président
7. Ordre du jour  
- M. le Président  
- Mme Anne Brasseur, Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture  
- M. Jean Colomera, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
8. Heure de questions au Gouvernement  
Question n°206 du 26 février 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative au projet pilote du cimetière forestier dit «Bëschkierfecht», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures  
- Mme Marie-Josée Frank - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°207 du 25 février 2013 de M. André Bauler relative à la reconnaissance de diplômes à caractère universitaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

- M. André Bauler - M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Question n°208 du 26 février 2013 de M. Marc Angel relative à l'imminent début des travaux de revêtement de la Place de la Constitution par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'avancement des pourparlers du groupe de travail regroupant les responsables communaux et ministériels et planifiant le réaménagement de ce lieu de mémoire cher aux Luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Marc Angel - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°209 du 26 février 2013 de M. François Bausch relative à la révision de la loi du 4 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. François Bausch - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°210 du 26 février 2013 de M. Marcel Oberweis relative aux mesures de compensation environnementales dans la vallée de l'Alzette, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Marcel Oberweis - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°211 du 26 février 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration de Henri VII, adressée à M. le Ministre d'État

- M. Fernand Kartheiser - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Question écrite n°2462 de Madame Anne Brasseur relative au Conseil d'administration de l'établissement public «Radio socioculturelle», adressée à Madame la Ministre de la Culture

- Mme Anne Brasseur - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture



Question n°212 du 25 février 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'une photographie sur la carte d'identification de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- M. Alexandre Krieps - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°213 du 23 février 2013 de M. Jean Colombero relative à l'expulsion d'un élève du Lycée Technique Agricole, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Jean Colombero - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (interventions de M. Jean Colombero et M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé)

Question n°214 du 25 février 2013 de M. Fernand Etgen relative aux retards de l'enquête sur les causes d'un incident qui s'est produit en date du 6 février 2013 sur le tarmac du Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Fernand Etgen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°215 du 25 février 2013 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la vente de produits de tabac dans les commerces se trouvant dans les hôpitaux, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Jacques-Yves Henckes - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

Question n°216 du 23 février 2013 de M. Jean Colombero relative au test capillaire de drogues, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Jean Colombero - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

9. Question élargie n°30 de M. Robert Weber sur le suivi de la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise

- M. Robert Weber - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

10. Question élargie n°31 de M. Robert Weber sur la préretraite-solidarité

- M. Robert Weber - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration - M. Robert Weber (question complémentaire) - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

11. Question élargie n°32 de Mme Anne Brasseur sur une nouvelle affectation de plusieurs bâtiments publics

- Mme Anne Brasseur - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures - Mme Anne Brasseur (question complémentaire) - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

12. 6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail

- Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri

- Discussion générale: M. Serge Wilmes (interventions de M. Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter et M. François Bausch), M. André Bauler (intervention de M. Robert Weber), Mme Viviane Loschetter (intervention de M. Serge Wilmes), M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany

- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Xavier Bettel)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. 6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative: M. Léon Gloden

- Discussion générale: M. Fernand Etgen

- Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

14. 5863 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution

6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés

- Rapports de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen

- Votes sur les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

## 1. Hommage à la mémoire de M. Georges Wohlfart, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegen, mat déiwem Bedauern hu mir den 13. Februar d'Noriicht kritt, datt ee vun eise fréiere Kollegen, de Georges Wohlfart, eis am Alter vun 62 Joer vill ze vill fréi verlooss huet.

De Georges Wohlfart huet, nodeems hien an der Echer Klinik geschaff huet an do och seng Fra kennegeléiert hat, e Medezinstudium ugefaangen, dat hien zu Léck ofgeschloss huet. 1978 fänkt hien als Assistenzdokter am Krankenhaus zu Merzeg un, bis hien 1980 säin eegene Cabinet médical als Generalist zu Housen opmécht.

Dem Georges Wohlfart seng politesch Carrière schéngt virgezechent ze sinn. Säi Papp Jos war Buergermeeschter vu Luerenzweiler, duerno laangjähregen Deputéierten, Innenminister a

schlussendlech Europadeputéierten. Mä obwuel de Georges vu klengem un an engem Ëmfeld vu Politik opgewuess ass a schonns der LSAP 1971 bäigetrueden ass, ass hien dach eréischt mat 30 Joer an der Politik aktiv ginn. Hien hat enner anerem 1987 drop verzicht, sech a senger Gemeng fir d'Wahlen opzestellen.

Et ass da schlussendlech de Beruff als Generalist, deen dem Georges Wohlfart de Wee fir d'Politik opgemaach huet. Hien huet vill Parallelen tëscht sengem Beruff als Dokter an de Politiker gesinn, well béid Beruffer am Déngscht vun de Matbierger stinn.

1984 huet hie sech fir d'Éischt op der LSAP-Lëscht fir d'Chamberswahlen presentéiert a gouf och direkt an d'Chamber gewielt. 1989 ass en erëmgewielt ginn an duerno och fir d'Éischt vu senger Partei an d'Regierung beruff ginn. Vun 1989 bis 1994 war hie Statssekretär fir d'Force publique, vun 1995 bis 1998 Statssekretär fir d'Travaux publics souwéi vun 1989 bis 1998 Statssekretär fir Aussenhandel a Kooperatioun.

Besounesch d'Entwécklungshëllef louch dem Georges staark um Häerz, well hien hei ganz konkret konnt mat bilaterale Projeten eppes op der Plaz erreechen. Ech konnt mech selwer op enger Rees zesumme mam Georges Wohlfart iwwerzeegen, mat wat fir engem Engagement

- awer och Freed - hien d'Projeten an der Entwécklungshëllef begleet huet. An déi Rees, déi ech mat him als Deputéierten deemools a Südamerika ennerholl hat, gehéiert sécherlech perséinlech zu enger vu menge beschten Erënnerungen.

Nom Récktrëtt vun Johny Lahure ass de Georges Wohlfart 1998 Gesondheets- a Sportsminister ginn. 1999 gouf de Georges Wohlfart, dee sech ëmmer gréisster Beléiftheet bei senger Matbierger ganz besounesch am Norde vun Land erfreet huet, erëmgewielt. Während der Period vun 1999 bis 2004 huet hie sech an der Commission des Travaux publics souwéi och an der Agrikulturkommissioun an dësem Haus staark engagéiert. Doniewent war hien awer och während enger Rei vu Jore Suppléant an der OSZE- an an der Benelux-Delegatioun.

An dësem Haus bleift hien eis an Erënnerung als kompetenten a virun allem als ganz joviale Mënsch, deen ëmmer erëm seng Kollege mat engem gudde Witz zum Laache bruecht huet.

De Georges Wohlfart huet seng verschidde Mandater als Déngscht um Bierger emfonnt an dat huet e schonns esou a sengem éischte Beruff als Generalist gelieft, wou fir hien den alldeegleche Kontakt mat de Matbierger Prioritéit genoss huet. Hien huet ëmmer en oppent Ouer fir d'Belaanger ganz besounesch vun de Mënschen do uewen am Norde gehat an huet gehollef, do wou hien nëmme konnt.

Säi Wierke war villsäiteg, a vill vun eis hunn hien ëmmer erëm bewonnert, wéi hien et fäerdegbruecht huet, bei all deem Uerdnung a senger Onuerdung ze hunn. Ooperaumte Büroen hunn dowéinst och net zum Georges senger Prioritéit gehéiert an hien huet sech am wuelsten um Terrain bei senger Matbierger gefillt.

De Georges Wohlfart war awer och e Veräinsmënsch. Sou huet hien als Minister nach heiansdo d'Veteranenéquipe vun FC Housen verstärkt a war doniewent am Tennisklub vu Clief aktiv. An ouni de Georges wär et ni eng Housener Baurekiermes ginn, déi säit Jore sécherlech zu engem vun de kulturellen Héichpunkten am Norde vun Land gehéiert.

Schlussendlech wëll ech awer net de Vëlossport vergiessen, deen him ganz besounesch um Häerz louch. Sou war hie vun 1996 bis 1998 President vun der Vëlossfederatioun a während zéng Joer den offiziellen Dokter beim Tour de Lëtzebuerg.

De Georges Wohlfart ass vun eis gaangen. Der Famill vun Verstuerwene wëll ech am Numm vun der Chamber mäin déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif lech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Georges Wohlfart senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

## 2. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

A senger Réunioun vum 21. Dezember 2012 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vun Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéierter Vera Spautz den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Der neier Éierendeputéierter eis Félicitatiounen!

## 3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: den 30. Januar vun der Familjeminstesch de Projet de règlement grand-ducal 6537, eng Ofännerung vun Reglement iwwert d'Leit mat enger Behënnerung; den 1. Februar vun Justizminister de Projet de loi 6539 iwwert d'Faillite; de 5. Februar vun Statsminister de Projet de loi 6540 iwwert den Zougang zu administrativen Dokumenter; deeselwechten Dag vun delegéierten Nohaltegeektsminister de Projet de loi 6541 iwwert déi industriell Emissiounen; den 12. Februar vun Logementsminister de Projet de loi 6542 iwwert d'Afféiere vun enger Subventioun fir d'Loyerer; den 13. Februar vun Wirtschaftsminister de Projet de loi 6543, eng Ofännerung vun Gesetz iwwert de Finanzsecteur; den 20. Februar vun Statsminister de Projet de loi 6544, eng Ofännerung vun Gesetz iwwert de Conseil économique et social, a schliesslech de 25. Februar vun Aarbechtsminister de Projet

de loi 6545, eng Reform vun Sozialdialog an de Betriber.

## Communications du Président - séance publique du 26 février 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlements grand-ducaux et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6537** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 30.01.2013

**6539** - Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite et modifiant

(1) le livre III du Code de commerce,

(2) l'article 489 du Code pénal,

(3) la loi modifiée du 8 janvier 1962 concernant la lettre de gage et le billet à ordre,

(4) la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

(5) la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance,

(6) la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière,

(7) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

(8) la loi générale des impôts («Abgabenordnung»)

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2013

**6540** - Projet de loi relative à l'accès des citoyens aux documents détenus par l'administration

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.02.2013

**6541** - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 05.02.2013

**6542** - Projet de loi portant introduction d'une subvention de loyer et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 12.02.2013

**6543** - Projet de loi relatif à l'archivage électronique et modifiant la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 13.02.2013

**6544** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.02.2013

**6545** - Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 25.02.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 4. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentenkonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, de Projet de règlement grand-ducal 6492 iwwert d'Indicatioun vun Energieverbrauch vun Haushaltsgeräteer vum Rôle ze strächen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.



## 5. 6538 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

### Déclaration de recevabilité

An hirer Réunion vum 22. Februar huet sech d'Präsidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6538, eng Ofännerung vum Steiergesetz, déi vum Här Camille Gira an der Sitzung vum 31. Januar 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

## 6. Changements de composition des commissions parlementaires

An hirem Bréif vum haut huet d'CSV-Fraktioun eis folgend Ännerungen an der Zesummesetzung vun de Kommissiounen proposéiert: An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Marc Spautz den Här Robert Weber, an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt d'Madame Diane Aehm den Här Lucien Weiler an an der Commission du Travail et de l'Emploi ersetzt den Här Robert Weber den Här Marc Spautz.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

## 7. Ordre du jour

An hirer Réunion vum 22. Februar huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question élargie N°30 vum Här Robert Weber iwwert de Suivi vun der Faillite vun enger Baufirma; duerno d'Question élargie N°31 vum Här Robert Weber iwwert d'Prétraite-solidarité; duerno d'Question élargie N°32 vum der Madame Anne Brasseur iwwert déi nei Affectatioun vu verschiddene staatleche Gebaier; duerno de Projet de loi 6521, eng Ofännerung vum Code du Travail, nom Modell 1; de Projet de loi 6526, eng Ofännerung vum Statsbeamtestatut, nom Basismodell; dann d'Proposition de modification du règlement 5863 iwwert d'Deklariatioun vum der Regierung, nom Basismodell; a schlussendlech d'Proposition de modification du règlement 6528, eng Ofännerung vun der Annex 4 vun eisem Chambersreglement, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6449, eng Approbatioun vum Traité iwwert d'Stabilitéit, d'Koordinatioun an d'Gouvernance an der EU, nom Modell 2; duerno de Projet de loi 6455, eng Direktiv iwwert déi administrativ Kooperatioun am fiskale Beräich, nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6470, eng Direktiv iwwert d'TVA, nom Basismodell; a schlussendlech d'Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert den Tiefkühlswuereskandal.

Den Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer d'Motioun vum Här Félix Braz iwwer eng Interventioun vu Lëtzebuerg bei de russeschen Autoritéite fir de Respekt vun den Obligatiounen, déi duerch d'Bäitrieden an d'OSZE erfolgen; duerno de Projet de loi 6481, en Ofkommens tëscht de Benelux-Staten an dem Montenegro iwwert d'Réadmissioun, nom Basismodell; de Projet de loi 6482, en Zousaz zum Protokoll vu Cartagena iwwer biotechnologesch Risiken, nom Basismodell; de Projet de loi 6504, e Protokoll-Amendement zur Konventioun vun der Union économique vum Benelux, nom Basismodell; de Projet de loi 6505, e Protokoll zum Traité iwwert d'Cour de Justice Benelux, nom Basismodell; a schlussendlech de Projet de loi 6284 iwwert de Schutz vun de Schülerdaten, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

D'Madame Brasseur, wann ech gelift.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Jo, Här President, ech froen d'Wuert zum Ordre du jour an ech referéiere mech op den Artikel 80(5)

vun onsem Reglement. Ech hat viru méi wéi zwee Méint eng Question parlementaire un d'Madame Kulturminister gestallt, déi bis elo nach net beäntwert ginn ass, an opgrond vum Reglement kann ech dat haut mëndlech maachen.

Ech wollt lech froen, ob ech dann och d'Wuert kréich, wa mer iwwert d'Question schwätzen, fir dass ech déi Fro da mëndlech kéint un d'Madame Kulturminister stellen.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Selbstverständlech!

► **M. le Président.**- Ech mengen, d'Madame Kulturminister ass hei! Ech huelen un, datt se disponibel ass, an ech géif da proposéieren, datt mer Är Fro géifen hannert déi Froen huelen.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Dir kënnt se och gläich maachen!

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President, ech géif soen: Kann een dat net als Éischt traitéieren? Well wann ech den Datum kucken, Dir huet jo d'Fro chronologesch a meng Fro ass vum 11. Dezember, déi aner sinn all vum Februar gestallt ginn, sou dass ech lech och géif proposéieren, dass mer déi dann als éischt géifen huelen!

► **Une voix.**- Oh, neen!

► **M. le Président.**- Mir kucken, wou mer elo Är Fro huelen. Ech géif lech op jidde Fall proposéieren, datt mer déi Fro huelen...

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Ech weess emol net, ëm wéi eng Fro et geet!

► **M. le Président.**- ...well jo och d'Madame Kulturministesch disponibel ass.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Madame Brasseur, ëm wéi eng Fro geet et dann?

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Wat gelift?

### (Hilarité et interruptions diverses)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Neen, mä d'Madame Brasseur huet bestëmmt hei ouni Virwarnung awer alles am Kapp, fir et elo ze soen, wouriwwer déi Fro ass.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Ech wëll just, Här President, lech soen, dass am Reglement steet: «À défaut de réponse...»

► **M. le Président.**- Jo.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Madame Brasseur, ech hu just gefrot: Ëm wéi eng Fro geet et?

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- ...kann een déi froen. Ech maache vun deem...

### (Interruptions diverses)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Madame Brasseur, ech hunn dräimol „Jo“ gewénkt, datt Der dat ouni Virwarnung selbstverständlech dierft maachen. Ech hu just gefrot: Wéi eng Fro ass et?

### (Interruption)

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Et ass déi iwwert de soziokulturelle Radio, well deen nach ëmmer kee President huet!

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Maja, et ass gutt, da weess ech Bescheed! Tiptopp!

► **M. le Président.**- Also, ech halen zréck, datt d'Madame Brasseur herno hir Fro stellt an d'Madame Kulturministesch dorobber äntwert!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Colombera huet nach eng Fro ze stellen zum Ordre du jour. Här Colombera, wann ech gelift.

► **Une voix.**- Ahh!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Jo, Här President. Ech wëll gär drop hiweisen, mir hunn elo eng Heure de questions, an do sinn eef Froe gestallt. An d'Reglement seet, dass den Auteur zwou Minutte brauch an d'Regierung véier Minutten. Do ass nach net do matberechent, wéi vill Zäit dass déi eenzel Deputéiert brauchen, fir vun hirer Plaz op d'Tribün a wéi vill dass den Här Minister brauch, fir vun dohanne bis op d'Tribün ze goen.

### (Brouhaha)

A wann Der dat zesummerechent, Här President, da gëtt dat bei eef mol sechs, da gëtt dat 66 Minutten.

Or, vu dass Dir elo déi lescht dräi Séancen permanent bei 60 Minutten opgehale hutt, froen ech mech, Här President, ob dat heiten eng Farce ass, jo oder neen? Entweder huele mer hei en neie Modus vivendi a mir loosse déi eef Froen allegueren duerchfroen oder Dir musst eng Préselectioun maache vun aacht

Froen. Well esou kann et net goen, dass mir hei eef Froe kréien an déi dräi lescht, déi ginn net hei geholl!

### (Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Här Colombera, bis elo ass nach keng Fro refuséiert ginn.

### (Interruption)

Mir kommen elo zu de Froen an am Prinzip kommen déi Froen och allegueren drun!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Dat héieren ech gären!

### (Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Merci, Här...

► **M. Jean Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Dat setzt zwar d'Fonctionnementskäschtchen an d'Luucht, mä et ass derwärt!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Statsminister.

Ass d'Chamber mam Ordre du jour averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zu der Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. Als éischt hu mer elo d'Fro N°201 vun der Madame Marie-Josée Frank un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert de Pilotprojet „Bëschkierfecht“.

Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

## 8. Heure de questions au Gouvernement

### - Question n°206 du 26 février 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative au projet pilote du cimetière forestier dit «Bëschkierfecht», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Rieder Bëschkierfecht ass jo deen éischte Bëschkierfecht hei am Lëtzebuerg Land an en ass eng Alternativ zu bestehende Begräfnisformen. De Pilotprojet vun der Gemeng Betzder ass 2010 zesumme mat der Naturschutzverwaltung, Omega 90 an natur&emwelt ausgeschafft ginn. De 14. März 2011 hu mer d'Autorisation ministérielle kritt.

Zur kuerzer Erënnerung: Deen Areal vum Bësch, deen huet 16 ha, an en enger éischer Phas sinn 2 ha virgesinn, wou 48 Beem ausgewise ginn. Wann een d'Demande stellt, muss een op d'Gemeng kommen, et kritt een d'Konditiounen vun der Konzessioun matgedeele, an deen Dag, wou dann d'Anäschung soll stattfannen, bréngt de Corbillard d'Urn an d'Gemeng an da gëtt se entgéintgehall vun de Mataarbechter.

D'Äschen, déi mussen aus der Urn erausgeholl ginn, et gëtt eng Muld an de Buedem gemaach, d'Äsche kommen an de Buedem, et gëtt zougedeckt an dobäi fënnst dee Beträfenen da seng Rou um Bëschkierfecht.

Wat ass dozou ze soen? Ronderëm ee Bam kënne maximal zéng Baisetzung gemaach ginn. All Bam ass nummeréiert, all Bam huet eng Plack, wou den Numm an de Virnumm dropstinn, respektiv, wann de Wonsch geäussert gëtt, kann och e reliéist Symbol bäigefügt ginn. Déi Anäschung ass net anonym, d'Gemeng féiert e Regëster. Et dierf och kee Grafשמuck do déposéiert ginn. All déi Konditiounen mussen d'Leit akzeptéieren, soss kënne se net vun dëser alternativer Form profitéieren.

Wéi gesot, et ass e Pilotprojet, an déi Pilotphas, déi leeft elo geschwënn aus, an zwar den 13. März vun dësem Joer. An där Zäit sollt jo eng Evaluatioun gemaach ginn, fir ze kucken, wéi d'Nofro a wéi d'Akzeptanz ass. Entre-temps hu 44 Leit dovun profitéiert, a wann een de Bilan kuckt, dann ass dat queesch duerch d'ganz Land.

Ech wëll elo de Minister froen, wéi e gedenkt, ze dezentraliséieren, well mir hu jo bis elo d'Leit aus dem ganze Land kënnen ophuelen, an deemools ass gesot ginn, éischts: dezentraliséieren no enger gewëssener Zäit. Gëtt dat elo op regionalem Niveau dezentraliséiert?

► **M. le Président.**- Madame Frank, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen!

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Ech kommen direkt zum Schluss!

► **Une voix.**- Véier Minutten!

### (Interruptions diverses)

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Pardon! Zweetens geet et...

Jo, pardon!

► **M. le Président.**- D'Madame Frank huet d'Wuert!

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- D'Dezentraliséierung, wéi de Minister déi gesäit, an zweetens, ob et méiglech ass, datt an Zukunft vläicht awer eng Urn an dem Buedem ka bäigesat ginn. An drëtens, ob de Minister gedenkt, datt vläicht an Zukunft d'Leit am Virus hire Bam kënnen eraussichen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Frank. D'Wuert kritt elo den delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux infrastructures.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen éischte Bëschkierfecht zu Lëtzebuerg, dee gouf et a gëtt et zu Rued-Syr, wéi mer elo grad héieren hunn, an der Gemeng Betzder. An de Projet pilote geet effektiv elo, no zwee Joer, am Abrëll op en Enn, an dann akzeptéiert och d'Gemeng Betzder kee Begräfnis méi vu Leit, déi net an hirer Gemeng gewunnt hunn.

Et gëtt en Aarbechtsgrupp, dee vun der Natura Bëschverwaltung presidéiert gëtt, zesumme mat Omega 90 a mat natur&emwelt, fir sech - och zënter Laangem schonn - mat där Problematik auserneezesetzen. De Moment gëtt et nach keng definitiv Evaluatioun vum Groupe de travail. Den Aarbechtsgrupp war e puermol zesummen, en huet och de 15. März nach eng Réunion mam Syvicol, fir dat och mam Gemengesyndikat ze diskutéieren. An duerno fënnst dann déi eigentlech Bilansréunion statt, dat ass dann Enn März, Métt Abrëll, also deemnächst.

Wat elo déi weider Entwécklung vu Bëschkierfechter zu Lëtzebuerg ubelaangt, denken ech, datt et sënnavoll ass, eng regional Démarche zu hunn. Mä et muss ee wëssen, datt d'Begräfnis d'kommunaler Kompetenz ënnerleien. Vläch kann een awer drun denken, besonnesch am ländleche Raum, gemengeniwwergräifend an Zukunft sech ze organiséieren. Op alle Fall - dat ass och de Wonsch vum Minister - sollen déi Modalitéiten an déi Kritären, déi de Moment gëllen, agehale ginn. Dozou gehéiert ënner anerem och, datt d'Äschen inhuméiert ginn, an dat ouni Urnen.

Et ass och gefrot ginn no Projeten an anere Gemengen. Ech weess vun dräi Projeten, ouni datt dat elo muss komplett sinn. Virun allem d'Stad Lëtzebuerg huet e Projet zu Zéisseng effektiv, an do sinn d'Parzellen och schonn erausgesicht. Ech mengen, do feelt nach just e Reglement, e kommunalt Reglement, dann ass dat prett. Dat geschitt och ëmmer, wéi gesot, mat den Agente vun der Natura - Bëschverwaltung zesummen.

Kayl-Schëffleng huet e Projet, och deen ass, souwäit ech weess, gestëmmt. Deen ass à cheval vun der Grenz vun deenen zwou Gemengen: a Bettleng an an der Schleed, do mussen nach Infrastrukturearbechte gemaach ginn.

Da gëtt et nach en drëtten Projet vun der Gemeng Ettelbréck, déi hu gefrot, fir e Projet niewent hirem bestehende Kierfecht ze maachen, an do si se amgaangen, mam Finanzministère ze kucken, fir en Terrain ze kréien, deen dem Stat gehéiert.

Wat elo d'Fro nach ugaangen ass vun deenen Urnen, déi sech kënnen zersetzen, wollt ech der Madame Frank soen, datt ech elo emol den Aarbechtsgrupp seng Aarbecht maache loosse, déi sollen hir Bilansréunion hunn, an duerno komme mer och dorop ze schwätzen.

Ech muss soen, perséinlech sinn ech der Meinung, dass een am Fong déi Modalitéite soll esou loosse, wéi se am Moment an deem Kontext sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Da komme mer elo zu der Fro N°207 vum Här André Bauler un de Minister vun der Fonction publique iwwert d'Unerkennung vun Unisdiplomern. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

### - Question n°207 du 25 février 2013 de M. André Bauler relative à la reconnaissance de diplômes à caractère universitaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Minister François Biltgen stellen. Mir ass zu Quere komm, datt et beim Stat Problemer gëtt mat der Unerkennung vun den Héichschoulsdiplomern:



Studenten, déi hiren Ofschloss an Däitschland op enger Fachhéichschoul gemaach hunn an do hannendrun nach en Doktorat an där selwechter Richtung gehaangen hunn, dee si dann och mat Erfolleg ofgeschloss hunn, krute vum Ministère vun der Fonction publique geschriwwen, hiren Diplom wier net op enger „université“ oder engem „établissement à caractère universitaire“ gemaach ginn a si géife soumat d'Konditiounen fir en Examen-concours fir d'Carrière supérieure net erfëllen. Skurilerweis sinn déiselwecht Persounen awer fir de Profconcourse zougelooss ginn!

An deem Zesammenhang wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Steet déi Décisioun net am Widersproch zur Tatsaach, dass déiselwecht Persounen - déi net zu den Examen-concours acceptéiert ginn - awer zum Profconcourse zougelooss ginn? Kann den Här Minister eis soen, ob hie bereet ass, sech deem Problem unzehuelen an an deem Dossier Kloeerheet ze schafen?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler, an d'Wuert kritt de Minister vun der Fonction publique.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Här President, ech hu mech schonn an d'Warteschleife hei gestallt, dann hunn ech dem Här Colombera e puer Sekonne gespuert!

Déi heite Fro ass eng, déi sech eigentlech haaptsächlech un den Héichschoulminister stellt.

Den Här Bauler schwätzt hei vun dem Zougang zu dem Statexamen an zu de Concoursen. Déi si regléiert duerch e Règlement grand-ducal vum 30. Januar 2004. Dee Règlement grand-ducal ass awer den 19. Mee 2010 Bologna-konform gemaach ginn, an do ass eng Kommissioun, wou Leit si vun der Fonction publique, vum Héichschoulministère a vun dem Educationministère, déi déi Diplomer nokucken.

De Prinzip ass folgenden: Fir zougelooss ze ginn - hei schwätze mer elo vun där aktueller Carrière supérieure, do ass dann net de Bachelor derbäi - zur aktueller Carrière supérieure muss en entweder, wéi fréier an der Iwwergangsbestëmmung, en Diplom hu vu véier Joer Cycle complet d'études universitaires oder e Master. Dee kann zu Lëtzebuerg ausgestellt ginn, dat hu mer anteschent 2010 nei dragefouert, e kann och am Ausland sinn, allerdéngs muss en dann am Ausland als universitären Titel gefouert ginn!

An dat kann an deem Fall, dee mer nach nokucken zesummen, déi zoustänneg Ministeren, dat kann an deem Fall effektiv sinn, dass déi Diplomer vun enger Fachhéichschoul net an hirem Land als universitären Diplom unerkannt ginn. Duerfir kënnen mir se dann och net als Enseignement supérieur unerkennen, an da kënnen se och net an dem Examen-concours zougelooss ginn. Do ännert en eventuell Doktorat näischt drun, well d'Doktorat net virgesinn ass, fir an en Examen-concours ze kommen.

Wat mer elo kucken, dat ass, wat mat deenen doten Diplomer ka sinn, ob et awer universitär Diplomer sinn, da missten se zougelooss ginn. Sinn et keng universitär Diplomer, kënnen mer se net zouloossen. An dat ass eppes, wou mer ëmmer de Leit uroden, ier dass se studéiere ginn, notament an Däitschland, dass se mussen nokucken, ob dat Haus, wuer se ginn - wat oft ganz gutt Haiser sinn -, ob deem seng Diplomer dann och bei hinnen - an duerfir bei eis och - als universitär Diplomer gefouert ginn.

Wat elo den Zougang zu der Proffecarriäre ass, kann et sinn, dass do vläicht aner Konditiounen sinn. Bei den Ingenieuren ass et zum Beispill esou, dass do alléigiert Konditiounen sinn, dass een net onbedéngt en universitären Diplom muss hunn, fir kënnen an d'Proffecarriäre ze goen. Dat ass awer dann eng Fro, déi mer da mussen a wäerte kucken, wa mer elo d'Reform vun der Fonction publique och am Enseignement deklinéieren.

Also, op alle Fall héiert Der nach e bësselche méi vun eis an där heiter Fro!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Héichschoulminister. Da komme mer elo zu der Fro N°208 vum Här Marc Angel, déi kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Aarbechten op der Place de la Constitution. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°208 du 26 février 2013 de M. Marc Angel relative à l'imminent début des travaux de revêtement de la Place de la Constitution par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'avancement des pourparlers du groupe de travail regroupant les responsables communaux et ministériels et planifiant le**

**réaménagement de ce lieu de mémoire cher aux Luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt lech eng Fro stellen, Här Minister, iwwert d'Place de la Constitution oder och „d'Gëlle Fra“ genannt, an ech stellen des Fro bewosst hei an der Chamber an net um Knuedler, well des Plaz dem Stat gehéiert a well och Deeler vun dëser Plaz als Monument national klasséiert sinn a well des Plaz awer och e wichtege Lieu de mémoire ass fir onst d'Land an och fir ons Lëtzebuerg, an en Denkmal ass fir d'Affer vum Éischten an Zweete Weltkrich.

Dës Plaz ass och eng Visitékaart fir vill Touristen. An engem Joer kommen do 300.000 Touristen un. Et ass déi éischt Plaz, déi si gesinn, wa si zu Lëtzebuerg aus engem Bus klammen.

Här Minister, et ass mer zu Ouere komm, dass Ponts & Chaussées an den nächste Woche soll do de ganze Belag frëschmaachen. Elo si meng Froen: Firwat ginn des Aarbechten elo gemaach, zumools wou den Zoustand vum Belag net schlecht ass?

Awer méi wichtege ass: Sait e puer Joer gëtt et jo Pourparleren an en Aarbechtsgrupp zwëschen der Stad Lëtzebuerg an dem Stat, an de Responsabele vun Ärem Ministère, fir des Plaz, wéi dat vu ville Plaze verlaangt ginn ass, ze réamagieren an ze verschéieren. Do ass meng Fro: Wou sinn déi Planungen drun? Wéini gedenkt d'Regierung do, mat engem konkrete Projet ze kommen?

An drëtens: Ass et elo noutwendeg, Suen auszeginn, fir do op där Plaz Aarbechten ze maachen, wa souwisou an e puer Joer des Plaz de fond en comble restauréiert gëtt?

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Angel, an d'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Op d'Fro vum Här Angel ass Folgendes ze äntworten: Dat éischt, dat ass, dass déi Aarbechten, déi zesumme mat der Stad Lëtzebuerg gemaach gi sinn, déi Virbereedungsarbechten, fir eng kéier gréisser Aarbechten un der Place de la Constitution ze maachen, zwëschen 2010 an ufanks 2012 gemaach gi sinn. Do huet d'Stad Lëtzebuerg zesumme mat dem Infrastrukturministère a mat Sites et Monuments u sech e Concours d'idées ausgeschafft, wéi an Zukunft, wa mer da wierklech wellen eng schéi Place de la Constitution maachen, wéi dat alles kéint ausgesinn.

An dat ass e flotte Concours d'idées ginn, wou och eng ganz Rei Contrainten, déi mer an Zukunft iwwert d'Mobilitéit wäerten hunn - zum Beispill d'Déplacementer vu Busstationen, wann en Tram gebaut gëtt respektiv wann d'Organisation vun de Bussen duerch eng nei Organisation beim Hamilius oder bei der Bréck muss anescht gemaach ginn -, wou dat alles mat dran ass.

Elo ass et awer esou, dass, wann déi nei Plaz dann anescht gestalt gëtt, dann eng Suppression evidentereis vun deene Parkingen uewe muss gemaach ginn, an op Wonsch vun der Stad Lëtzebuerg, mä en concertation mat eis zesummen ass gesot ginn, dass dee grouse Projet eréischt géif ugaange ginn, wann Ersatzparkplazen, notament duerch d'Vergrößerung vum Parking Knuedeler, géife kënnen gemaach ginn.

Dat heescht, dee Projet ass momentan zwar préparatiounsméisseg fäerdeg, mä e wäert an deenen nächste Joren net ausgeschriwwen ginn, well een einfach muss déi Reihenfolge do wahren. Duerfir ass och geduecht ginn, elo eng Réfection vun der Plaz ze maachen. An deem Belag sinn eng Rei Lächer dran, seet Ponts & Chaussées mer, duerfir gëtt de Schwarzbelaag vun de Ponts & Chaussées frëschgemaach.

A mir hunn zousätzlech vun der Stad Lëtzebuerg eng Demande kritt, fir op der Place de la Constitution dann e ganze Réseau an Infrastrukturen ze maachen, well d'Stad déi Plaz och wellt an Zukunft méi gebrauchen, zu aneren Zwecker, wéi just déi vum Parking.

Dir hutt verschidden Utilisatiounen vun där Plaz an deene leschte Méint scho gesinn. Déi Aarbechten - engersäits de Stat, Lëtzebuerg op där anerer Säit - ginn dann och gemeinsam gemaach a wäerten och natierlech eng Rei Jore Bestand hunn, ier dee grouse Projet da ka spéiderhin, wou ech lech awer keen Datum kann nennen, an Ugrëff geholl ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro, nämlech d'Fro N°209, riicht sech och un den Nohaltegkeetsminister, nämlech déi vum Här François

Bausch iwwer Vëlospisten. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°209 du 26 février 2013 de M. François Bausch relative à la révision de la loi du 4 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Konzept MoDu huet jo d'Mobilitéit douce e besonnesche Stellenwert kritt, wat mer och begréissen. Et ass och festgehalen ginn, dass dat Gesetz vum 4. Juli 1999, wat de Réseau national vun de Pistes cyclables regléiert, soll reforméiert ginn. An et war am Pabeier vun der Strategie MoDu festgehalen ginn, dass dat soll am Joer 2012 geschéien. Or, dat ass net geschitt. Duerfir wollt ech de Minister froen, wou dat Gesetz drun ass.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch, an d'Wuert kritt nach eng kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Elo hat ech bal keng Zäit, sou kuerz war déi Fro, fir deen aneren Ziedel sichen ze goen. D'Äntwert op d'Fro ass awer relativ einfach. Dat ass e Projet, deen am Ministère fäerdeg do läit. Dat heescht, all déi juristesche Aufgabe sinn ofgeschloss. Et war eng relativ gréisser Viraarbecht, well mer ganz einfach eng ganz Rei Koordinatiounen hu misse maachen, do huet e méi laang Zäit geholl.

Mir haten e grouse Groupe de travail „Mobilitéit“, wou vill Leit dra vertruete waren, ënner aneren d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, de Syvicol, de Mouvement écologique, d'Lëtzebuurger Vélosinitiativ, Ponts & Chaussées, d'Police, d'Sécurité routière, de Verkéiersverbond. An all déi Leit hu mer misse op e gemeinsamen Nenner kréien, wat ouni Problem gaangen ass, mä wat awer Zäit geholl huet. Duerfir huet et e wéineg méi laang gedauert, wéi initialement geduecht.

Elo ass et esou, dass dee fäerdeg Text nach deene verschiddene Ministeren, déi och Kompetenzen hunn, zum Avis virläit. Dat wäert an deenen nächste Wochen ofgeschloss ginn. A mir hunn eng Koordinatioun nach gemaach mat dem Text a mat dem Avant-projet de règlement grand-ducal vum Plan sectoriel «Transports», wou dat eent oder dat anert Element sech iwwerschnidden huet, a mir wollten déi Texter schéi propper mateneen trennen, oder mateneen koordinéieren, loosse mer emol esou soen, dass se openeen passen.

Do ass deen Text elo drun. Dat heescht, an den nächste Woche wäert deen dann an d'Procédure législative goen op eng koordinéiert Aart a Weis mat allen Administratiounen, Gemengen a mat allen aneren Texter, déi mer an deemselwechte Propos nach wäerten déposieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro, nämlech d'Fro N°210 vum Här Marcel Oberweis, adresséiert sech déi kéier un den delegierten Nohaltegkeetsminister, iwwer Émweltkompensationsmesuren am Uelzechtdall. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°210 du 26 février 2013 de M. Marcel Oberweis relative aux mesures de compensation environnementales dans la vallée de l'Alzette, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, Dir Damme Ministeren, an der Rumm vun dem Bau vun der Nordstrooss an de Joren 90, am Gesetz ass festgehalen ginn, dass an de Gemengen tëschent Walfer a Miersch ongeféier 65 ha missten zrëckgehalen ginn als Kompensationsmesuren. Et si mëttlerweil 30 ha kompenséiert ginn, de Rescht nach net.

Dofir meng Fro un de Minister: Déi 30 ha, gëllen do och déi Renaturéierung Walfer-Steessel an aner Plazen dran?

Déi zweet Fro ass déi: Kéinte mer net nodenken driwwer, dass och déi Renaturéierung am Mamerdall als Fläch géif zrëckbehalen ginn? Da wär den Drock op d'Agarrflächen am Uelzechtdall méi kleng bei de Baueren.

Déi drëtt Fro: Kéint Dir lech och virstellen, dass aner Plazen als Kompensatioun zrëckbehalen kéinte ginn, wéi zum Beispill Bëscher oder broochleënd Flächen? Ech soen dat mat den Agarrflächen, well mer e Problem hunn: Mir hunn 1,3 ha pro Dag, déi mer versigelen, déi ënner Bëton a Makadam getässelt ginn, dat ass eng Fläch vu ronn bal dräi Fussballterrainen. Mir mengen op alle Fall, et wär no-

denkenswert, an duerfir meng Froen un de Minister, wann ech gelift.

Merci och.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Oberweis. D'Wuert kritt elo den delegierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'modifizéiert Gesetz vum 27. Juli 2007 iwwert de Bau vun der Nordstrooss definéiert och déi ekologesch Moosnamen, fir ze kompenséieren. Dës sinn niewent den Opforstungen an där grousser Wëldebréck um Réngelbuer virun allem Moosnamen am Mamerdall an am Uelzechtdall.

Am Mamerdall geet et ëm d'Restitution d'habitat naturel, esou steet et am Gesetz, an hei sinn all Projeten, kann ech elo soen, sprochräif a kommen am Laf vun den nächste Wochen an de Regierungsrat, fir do guttgeheescht ze ginn. Et sinn dës Renaturéierung vum der Mamer am Weidendall an am Dierendall, an derbäi kommen och gréisser landwirtschaftlech Projeten.

Ech mengen, dat ass wichtege och am Kontext mat der Fro, dass mer den Drock op d'Landwirtschaft do erfesetzen. Dat si Projeten tëschent Schëndels a Miersch. Hei geet et ëm extensiv Beweedungen, dat si Projeten och, déi schonn zum Deel ëmgesat goufen an d'Praxis.

Am Uelzechtdall definéiert d'Gesetz en Aménagement vun enger Zone humide vun insgesamt 64 ha. Do gouf den ONR viru Jore scho beoptragt, fir Terrain kafen ze goen. Mat deem deemools vum staateleche Comité d'acquisition festgeluechte Präis koumen dann am Endeffekt 16 ha zesummen.

Et muss een natierlech och derbäisoen, dass vill Propriétaires net wollte verkafe respektiv net zu deem Präis wollte verkafe respektiv dee Projet net wollten, dee vun där deemoleger Forstverwaltung ausgeschafft ginn ass. An och d'Gemeng Lëntgen huet ni en Heel draus gemaach, dass si géint eng Renaturéierung vun der Uelzecht wier. An Haaptkonfliktpunkt war eben, dass d'Uelzecht sollt an deen ursprénglechen Talweg verluecht ginn.

Elo, fir virunzekommen, hunn ech wëlles, des Kompensationsmoosnamen an e puer Etappen ze realisieren, an zwar ouni dass d'Baabett vun der Uelzecht verluecht gëtt. Dat hunn ech awer schonn ugekënnegt gehat, fir d'Akzeptanz vum Projet e gutt Stéck ze verbesseren. Mir fänken elo u mat deem Terrain, deen dem Stat integral gehéiert, op zwou Säite vum Viaduc vu Luerenzweiler, dat sinn eng ronn 15 ha, an déi Aarbechten, déi kënnen eigentlech direkt ugoen, op jidde Fall am Laf vun deenen nächste Méint. Dat ass dat eent.

Dat Zweet, wat mer wëlles hunn ze maachen: Mir hu wëlles, Terrain ze tauschen, deen am Besëtz vum Stat sech befënt, Terrainen, fir ronderëm déi Zone humide zousätzlech derbäi kréien, wéi gesot, 12 ha hu mer do, déi, mengen ech, och valablement kënnen getosch ginn. Op dës Manéier kann dann och d'Fichtgebitt lues a lues méi grouss ginn.

An enger drëtter Phas wäerte mer probéieren, mat deenen nach concernéierte Propriétaires am Uelzechtdall zousätzlech ze verhandelen. Zil ass selbstverständlech, an do halen ech och drop, fir d'Oplag, wéi se am Gesetz festgeschriwwen ass, ze erfëllen!

Fir komplett ze sinn, wollt ech awer och nach drop hiweisen, dass mer am Secteur Amber-Allenster e weidere landwirtschaftlech Projet amgaange sinn ëmzesetzen. Duerch dese Projet kënnen mer insgesamt 30 ha vun deem negativen Impakt längs der Schneis duerch de Gréngewald op eng flott an ekologesch effikass Aart a Weis kompenséieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här delegierten Nohaltegkeetsminister. Da komme mer elo zu der Fro N°211 vum Här Fernand Kartheiser un de Statsminister iwwert d'Commemoratioun vum Doud vum Henri VII. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°211 du 26 février 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration de Henri VII, adressée à M. le Ministre d'État**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Jo, ech wollt dem Här Statsminister eng aktuell Fro aus dem Mëttelalter stellen, nämlech iwwert de Grof Henri VII, dee jo, ech mengen, als éischte Lëtzebuurger Keeser vum Hellege Réimesche Räch gewielt gouf.



En ass 1278 oder 1279 gebuer ginn zu Valenciennes, 1308 zum Keeser gewielt ginn an en ass an Italien gaangen, fir e Feldzuch ze maachen. Do ass en den 29. Juni 1312 och gekréint ginn an duerno ass e leider gestuerwen, de 24. August 1313 zu Buonconvento bei Siena, also elo geschwé viru 700 Joer.

Duerfir déi Fro, déi mir eis gestallt hunn, well et ass jo eng wichteg Perséinlechkeet an der Geschicht vun eisem Land: Wéi wëllt d'Regierung diesem Anniversaire gedenken? Bis elo hu mer just héieren, Här Statsminister, datt en Timber soll erauskommen. Dat ass net besonnesch vill. Et hätt ee kënnen un eng Ausstellung denken, wéi se beim Sigismund war, un eng Monografie vun internationaler Bedeutung, un wëssenschaftlech Colloquen, un eng Zeremonie op sengem Graf, alles dat ass et scho bei anere grousser Lëtzebuurger aus eiser Vergaangenheet ginn.

A meng Fro un lech ass, Här Statsminister: Wat maache mir, wat wëllt d'Regierung maachen, fir dem Henri dem Siwenten an enger adequater a würdiger Form ze gedenken?

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt den Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, eng Aktualitéitsstonn, déi bleift ni ouni Iwwerraschungen! Den Här Kartheiser replongéiert eis an d'Mëttelalter, wat eng net onwichtig Zäit war an der Geschicht vum Kontinent an an der Geschicht vun eisem Land.

Effektiv ass den Henri de Siwenten de 24. August 1313 zu Buenconvento, dat läit, wéi Der wësst, am Süde vu Siena, wéi Der gesot hutt, leider verscheet. Dat kënnst och deene Gréisste vir, Här Kartheiser! Ech weess net, um wéi vill Auer, mä dat fanne mer nach eraus. En ass dunn op Pisa iwwerfouert ginn, wou en an der Kathedral vun d'ärselwechter Stad begruewen ass. Eng national Zeremonie op sengem Graf féint net statt! Well ech invitëiere weder d'Chamber nach d'Regierung nach mech selwer op een zweeten Italien-, eng zweet Lëtzebuerg-Italien-Rees wéi déi vum Henri de Siwenten, fir op sengem Grafsteen d'Reverenz ze erweisen.

Déi Läch, déi opgeboerte Läch vum Henri de Siwente gëtt op engem Timber vun der Lëtzebuurger Post, deen an Zirkulatioun ass, reproduzéiert. E weist nieft sengem opgeboerte Kierper de gutt bekannten Thomas vu Simmern, dee mat op der Rees war, plus zwou Fraen, déi gekrasch hunn, wéi dat üblech war déizäit.

(Hilarité)

An deen Timber, dee kënnst an Zirkulatioun, en Timber vun 1,10 Euro.

D'Lëtzebuurger Universitéit, iwwer hiren Zentrum fir mëttelalterlech Dokumentatioun a Studien, huet och gëschter Owend e Colloque mat brillanter Lëtzebuurger an aneren Historiker nottamment iwwert d'Italienrees vum Henri de Siwenten ofgehalen. An d'Lëtzebuurger Regierung huet doriwwer eraus net vir, weider Commémoratiounsfeieren ze organiséieren.

Mä fir déi, déi un der Geschicht, wat ech verstinn, interesséiert sinn, wëll ech d'Opmierksamkeet zéien op e Buch, wat am Joer 2008 an engem Tréierer Verlag erauskomm ass: „Der Weg zur Kaiserkrone“, dat ass d'Italienrees vum Henri de Siwenten - emstriddene Voyage, well net vu jiddwengem an Europa mat deem gläichen Enthusiasmus begleet. Lëtzebuurger Historiker hunn dorunner geschafft, Michel Margue a Michel Pauly ënner anerem. Dat Buch huet 60 Euro kascht, et ass entre-temps fir 19,80 Euro am Kliomedia-Verlag zu Tréierer ze bezéien. Dat fir déi, déi där Fro aktuell Opmierksamkeet entgéintbréngen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Statsminister. Ech géif dann elo proposéieren, datt mer déi Fro vun der Madame Brasseur géifen tëschent deenen anere Froen huelen. D'Madame Brasseur huet eng Fro un d'Kulturministesch. Madame Brasseur wann ech gelift.

- **Question écrite n°2462 de Madame Anne Brasseur relative au Conseil d'administration de l'établissement public «Radio socioculturelle», adressée à Madame la Ministre de la Culture**

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Merci, Här President. Ech hat den 11. Dezember d'Madame Kulturministerin gefrot, si soll ons matdeelen, firwat nach kee President vum 100,7 - Radio socioculturelle - genannt ginn ass. Dee President ass mengen Informatiounen no am

August zréckgetrueden a säthier gëtt et nach kee President.

Ech hat och d'Fro gestallt, den Direkter géif a Pensioun goen, wéi et do mat der Successioun wier. Entre-temps hunn ech gesinn, dass de Posten ausgeschriwwen wor. Ech mengen, den Délai de candidature ass och ofgelaf, soudass déi Fro net muss beäntwert ginn. Do wäert jo dann deemnächst eng Décisioun geschéien.

Mä ech froe mech, wéi eng Décisioun awer ka vun engem Conseil d'administration geholl ginn en absence vun engem President. Duerfir Merci, Madame Minister, wann Der ons wëllt soen, u wat et géif leien, dass Der nach ëmmer keen neie President fonnt hutt fir den 100,7.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert kritt d'Madame Kulturministesch.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Merci, Här President. Merci, Madame Brasseur, fir déi Fro, déi se effektiv un de Kulturminister gestallt huet. Bis elo huet de Medieminister sech normalerweis dorëmmer gekëmmert gehat. Hie war awer esou gentil, fir mir déi Attributioun eriwuerzeginn.

Ech fannen, datt dat eng wichteg Entscheidung ass, eng Entscheidung, déi ee sech och soll gutt iwwerleeën a keng, déi ech à la va-vite wëll huelen, mä mer wierklech Gedanke wëll maachen, wien dat am beschte sollt ginn. Well ech mengen, et geet hei em e Presseorgan. Och d'Trennung tëschent Meenungsfräiheet, tëschent Pressefräiheet an tëschent administrativer Tutelle ass eng wichteg Fro, déi soll iwwerleucht ginn.

Eng Vacance besteet net, well den Interim selbstverständlech assuréiert ass, och gutt assuréiert ass vun enger Mataarbechterin vun dem Kulturministère. Mä ech hunn awer als Prinzip, fir a mengen Établissement-publicë kee vu menge Beamten oder e Beamten ze nennen als President, soss wär d'Entscheidung méi einfach gewiescht. Do sinn nämlech e puer gutt Leit do, mä dat hunn ech awer net wëlle ze maachen.

Duerfir hunn ech fonnt, et wär méi wichteg, ee Moment méi laang driwwer nozedenken, wéi an den Délaië séier ze schéissen, well dat eng Entscheidung ass, déi wichteg ass an déi ech net iwwert de Knéi wëll brieche.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Kulturministesch.

Da komme mer elo zu der Fro N°212 vum Här Krieps...

(Interruptions diverses)

...un de Gesundheitsminister a Minister vun der Sécurité sociale iwwert d'Afféiere vun enger Passfoto op der Kaart vun der Sécurité sociale. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°212 du 25 février 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'une photographie sur la carte d'identification de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Alexandre Krieps (DP).**- Merci, Här President. Ech si frou, dass Der lech hei elo berouegt, hein. Meng Fro, déi ass net geschichtsträchtig, déi geet un de Gesundheitsminister. An et ass am Fong en orale Complément zu där Fro, déi mä Parteichef, den Här Xavier Bettel, den 30. November 2011 gefrot hat.

Deemools war eng Damm an engem Spidol gestuerwen ënner Agatha-Christie-like-Konditiounen, well si war ënner enger falscher Identitéit gestuerwen. Deemools koum dann natierlech eng Fro op, wéi dat méiglech wär. An de Minister hat och deemools eng ganz Säit geäntwert an där schrëftlecher Äntwert, mä haut si mer nach net méi wäit.

En huet deemools mat Recht drop higewisen, dass et un ons Prestatairë wär, de Leit hir Identitéit ze klären. Dat ass heiansdo ganz schwieereg. Et ass schonn higewise ginn op d'Carte d'identitéen oder Titre-de-séjour. Dir wësst jo, ons Carte d'identité étrangère, déi huet haut keng Foto méi. Eng ganz Rei Dokumenter hu keng Foto méi. Ech si quasi obligéiert, dann dee Moment der Bomi eng Jumboskaart ze froen; do ass nach eng Foto drop.

(Hilarité)

Dat gesot; an da vill auslännesch Matbierger, déi hu guer keng Carte d'identité. Ech denken un d'Britten, d'Hollänner, déi meescht vun deenen hu Päss, an déi droe se net gären de ganzen Dag mat ronderem.

An de Spideeler ass d'Situatioun e bësse méi einfach, well déi hunn all e Lien informatique, dee mir am ambulante Secteur nach net hunn. Dir kënnst an de Spideeler einfach eng Matricule aginn an dann de Patient erauffannen.

Meng Fro also, wéi de Minister deemools a senger Äntwert geschriwwen hat, mer hunn ëmmer méi Frauden. Mir gesi mat den nämlechte Kaarten och Fraudë bei der ADEM oder aneren sozialen Arichtungen. Dat misst een awer e bëssen an d'A huelen. Mir hunn dat jo bewise mam neie Führerschäin, dee jo gutt fonctionnéiert an dee gutt identifizéiert ass. Et denkt jo heibanne keen drun, fir d'Foto vum Führerschäin erfotzuelen.

Mä ech mengen, mir sinn an onsem Beruff net am Fong veranlagt, fir eng polizeilech Fonction ze iwwerhuelen. An duerfir wär ech frou vläicht, Här Minister, wann Der an den nächste Joren an d'A faasst, well Dir hat och an Är Äntwert geschriwwen, Dir wëllt net all déi Krankeesekaarten direkt ersetze missen, mä dass een dat progressiv kéint maachen.

Merci fir Är Äntwert!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Krieps. D'Wuert kritt elo de Gesundheitsminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Alexandre Krieps éischten Merci fir d'Fro an zweetens och Merci fir déi getrei Zitater aus der Äntwert vu menger Fro.

Richtig ass et, dass et engem géif op deen éischte Bléck aliichten, dass een déi Carte vun der Sécurité sociale géif ergänzen duerch eng Identitéitsfoto. Et ass awer esou, dass mer am Moment 700.000 där Kaarten am Émlaf hunn, dovu gutt 550.000 hei zu Lëtzebuerg an 150.000 iwwert d'Grenz bei de Frontalieren, soudass et richtig ass, dass et komplex wär an och opwändig, wann ee se op ee Coup géif ersetzen a virun allem misst à jour halen. Et misst een also quasi datselwecht maache wéi bei enger Carte d'identité, bei méi enger héijer Zuel vun Assuréeen.

Duerfir, vu dass dat mer aliicht, dass een esou wäit wéi méiglech soll verhënnere, dass et zu Fraudë kënnst an dass ee sech mat der Carte de sécurité sociale, mat der Identitéitskaart vun der Sécurité sociale (veuillez lire: mat der Identitéitskaart vun der Sécurité sociale vun engem aneren) traitéiere léisst, obwuel dass en hei zu Lëtzebuerg net assuréiert ass, ass et richtig, dass deen éischte Schrëtt beim Prestataire läit, deen am beschte Fall säi Patient kennt.

Duerfir jo och d'Promotioun vum Konzept vum Vertrauensdokter. Duerfir awer och déi Efforten, déi mer elo maachen an der Agence eSanté, fir och de Generalist, net nëmmen de Spezialist, deen am Spidol ass, iwwer Informatik, iwwert den Dossier partagé méi staark u säi Patient unzebannen.

Mir wäerten déi Fro, déi den Alexandre Krieps opgeworf huet, an deem Rahme vun der Informatiséierung vum Patientendossier traitéieren, net elo doduerch, dass mer aus der Héift eraus eng nei Carte de sécurité sociale erausginn, mä dass mer déi Forme vun Identifizierung vun den Assurée méi sécher maachen an och besser identifiabel maache fir den Dokter.

Ech hunn och do déi schrecklechste Geschichten erzielt kritt. Meeschtens waren et awer Leit, déi Soine gebraucht hunn. A vläicht, vläicht géif den Opwand, wa mer elo, zu engem Zäitpunkt, wou d'Entwécklungen awer ganz séier ginn, eng nei Carte de sécurité sociale eraus géife gi mat enger Foto, déi mer dauernd missten aktualiséieren, wär den Opwand vläicht méi grouss wéi dat, wat mer drop musse bezuele wéinst deene sougenanntenen Abusen.

Also, mir suivéieren dat doten Thema ganz no an, wéi gesot, äntwerten am Rahme vun dem Projet eSanté.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesundheitsminister.

Da komme mer elo zu der Fro N°213 vum Här Jean Colombero un d'Erzéiungsministesch iwwer e Schüler, deen aus der Akerbauschoul verwise ginn ass. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°213 du 23 février 2013 de M. Jean Colombero relative à l'expulsion d'un élève du Lycée Technique Agricole, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Madame Ministerin, ech hoffen, dass mer haut zu engem Kompromëss kommen. Och ënner erwuessene Leit kann ee schwätzen. Ech mengen, ech hunn näischt dergéint, wann ee Reglementer duerchsetzt, dat ass normal. Wann Dir mengt, dass Leit, déi Cannabis geholl hunn, musse vun der Schoul fléien, dogéint hunn ech näischt.

Mä et gëtt éischer quokeleg, wann een an déi Situatioun kënnst, dass déi Persounen, déi Cannabis huelen, dass déi dat verschriwwen kritt hu vum Dokter, an dann dass Dir dohinner gitt an dann d'Souveränitéit vun der Medezin - d'Souveränitéit vun der Medezin, Här Di Bartolomeo! - einfach a Fro stellt...

► **Une voix.**- Gutt!

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- ...an déi Persoun einfach esou virun d'Fro stellt. Eng Persoun, déi 30 Joer huet, déi d'ganz Liewe gekämpft huet mat hirer Krankheet, all Medikament probéiert huet, all klassescht Medikament, Här Minister, probéiert huet, bis mer zu deem Fall komm sinn, dass einfach de Cannabis dat eenzegt Medikament wor, fir déi Persoun fonctionnsfäeg ze maachen!

Déi Persoun kritt dann elo den Diplom, soll den Diplom kréie mat 30 Joer! Dir mussst lech virstellen, welche Parcours du combattant dass déi Persoun gemaach huet! An elo gitt Der dohinner an Dir geheit déi Persoun eraus, Dir bestrooft se, well déi Persoun elo fonctionnsfäeg ass. An déi Persoun kann ouni Medikament net liewen.

An ech stellen dann d'Fro hei: Wéi ass dat da méiglech, dass eng Persoun, déi vun engem Dokter Cannabis verschriwwen krut, dass déi da bestrooft gëtt, erausgehait gëtt, ouni eng Schold ze hunn, Madame Minister? Ouni eng Schold ze hunn! Ass dat déi nei Logik vun der Inklusioun? Ech mengen der.

An da verlaangt Der, dass dee Schüler do no esou vill Méint, dräi Méint, véier Méint da mat enger Urinproov kënnst a beweist, dass kee Cannabis méi am Urin ass.

Mä dat wëlle mir als Dokteren net, Madame Delvaux! Als Doktere wëlle mir, dass déi Persoun muss dat Medikament huelen, a wann déi Persoun dat Medikament net hält, gëtt se erëm réckfällig. Also, wéi komme mer do eraus, wann ech gelift? Erkläert eis dat, wéi mir dee Problem do léisen!

Ech mengen, et muss een awer mënschewierdeg sinn. D'Politik muss beweisen, dass och dee Klengsten, deen Einzelne respektéiert gëtt. Et geet net duer, fir Gesetzer, Reglementer ze maachen. Déi Reglementer mussen, le cas échéant, modifizéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero. D'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Contrairement zum Här Colombero, dee jo Spezialist ass vu Cannabis, sinn ech dat net. Ech sinn net Dokter an ech kennen och näischt vun deene Substanzen.

Par contre sinn ech Erzéiungsministesch an ech suergen derfir, dass mer Regeln anhalen, déi an de Gesetzer, déi jo hei an der Chamber verabschit ginn, dass mer déi Regeln anhalen. An ech wëll just hei den Historique maachen, well vläicht ass eng kleng Konfusioun.

De Schüler aus der Akerbauschoul, en Apprenti adulte, also groussjähreg, ass effektiv suspendéiert gi vum Conseil de classe, well en, nodeems e puer Incidenté waren, Verdacht bestanen huet, dass en ënner Droge gestanen...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, nozelauschteren!

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- ...dass e Verdacht war, dass e géif ënner Droge stoen.

An effektiv ass da festgestallt ginn, dass e Cannabis consomméiert hat. Dat ass verbueden. Nom Gesetz vun 2004 ass e Schüler, kann e Schüler net, gëtt..., ka souguer ganz vun der Schoul verwise ginn, wann en Droge geholl huet. An d'Gesetz vun 2009, dat gesäit souguer vir, dass, wann ee Cannabis hält, een dann eng Sanction pénale huet, wann ee mat engem Gefier ënnerwee ass.

Or wësse mer, an der Akerbauschoul ass, engersäits ass e Schüler, anerersäits muss e mat Gefierer operéieren, soudass ech, nodeems de Conseil de classe eng Exklusiv geschwat huet vum 18. Februar bis de 29. März, nodeems e Recours bei mir komm ass, dat nëmme ka confirméieren. Dat sinn d'Gesetzer, esou wéi se de Moment bestinn.

Ech wëll och nach drop hiweisen, dass dat Medikament, wat do vun engem auslänneschen Dokter dem Schüler verschriwwen ginn ass, zu Lëtzebuerg net zougelooss ass!

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Dach, et ass ee Medikament.

► **M. Alexandre Krieps (DP).**- Et ass pure Cannabis!





► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- Et ass e Medikament.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Et ass, Här Colombero, medezinesch genotzte Cannabis, mä et ass kee Medikament!

(*Brouhaha général*)

► **M. le Président**.- Här Colombero, ech géif lech bieden,...

(*Brouhaha général*)

Här Gesondheetsminister, d'Madame Erziehungsministeresch...

(*Interruption*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Also, wann ech veruerteelt wär wéi Dir, da géif ech hei net...

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- Neen, ech sinn net veruerteelt!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Majo sécher, Dir sidd veruerteelt, mä net gestrooft!

► **M. le Président**.- Ech géif lech bieden,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Dir sidd veruerteelt ginn, mä net gestrooft!

► **M. le Président**.- Här Gesondheetsminister!

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- Ech wëll, dass Dir d'Gesetzer anhaalt! D'Gesetz vum 11....

► **M. le Président**.- Här Colombero!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Verschreift Dir nach ëmmer Cannabis?

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- Neen, ech halen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Verschreibe mer nach ëmmer Cannabis?

(*Brouhaha général*)

Verschreift Der es nach?

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Ah voilà!

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- Mä d'nächst Joer...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Dann hutt Der weinstens eppes bäigeliert.

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- D'nächst Joer wäert ech verschreiwen.

► **M. le Président**.- Här Colombero, sëtzt lech, wann ech gelift! An elo kritt d'Wuert d'Madame Erziehungsministeresch, déi ganz eleng d'Wuert huet.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle*.- Ech hunn deem elo näischt dozouzegefüen.

(*Hilarité générale*)

Ech hunn elo just d'Fro héieren, ob mir eis un d'Gesetzer halen. Ech wëll mech un d'Gesetzer halen.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci der Madame Erziehungsministeresch.

Mir kommen dann elo zu der Fro N°214 vum Här Fernand Etgen un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Ursaache vun engem Accident um Findel. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°214 du 25 février 2013 de M. Fernand Etgen relative aux retards de l'enquête sur les causes d'un incident qui s'est produit en date du 6 février 2013 sur le tarmac du Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Här President, de 6. Februar ass um Findel weinst de wanterleche Wiederverhältnisser ee Fliger un d'Rutsche komm. Gott sei Dank ass kengem eppes geschitt. Et géllt awer, eng seriö Enquête iwwer méiglech Ursaache vun deem Tëscheffall ze maachen.

D'Luxair huet hir Enquête gemaach. D'Direction de l'Aviation civile waart awer, fir hir Enquête ofzeschléissen, op de Rapport vun de Ponts & Chaussées, déi zoustänneg sinn, fir d'Pisten ze raumen.

An dësem Kontext wollt ech den Nohaltegkeetsminister froen, ob hie Bescheed weess iwwert dës Retarden an der Enquête? Ob hien net och der Iwwerzeegung ass, dass séier een Ursaachebericht misst virleien?

Kann de Minister eis schonn éischt Konklusionen iwwert d'Ursaache vum Tëscheffall matdeelen? Goufe schonn Dispositiounen getraff, fir

ähnlech Tëscheffall an der Zukunft ze verhënnere?

Stëmmt et, dass et all Wanter zu Problemer beim Schnéiraumen um Findel kënn? Stëmmt et, dass hir rechtlech Situatioun tëschent der ANA an de Ponts & Chaussées net gekläert ass an dass et ëmmer erëm nees zu Reiwerien tëschent deenen zwou Administratiounen kënn? Ass de Minister gewëllt, hei eng Décisioun ze huelen?

Ëmmerhi geet et ëm d'Sécherheet vum Flugverkéier. Stëmmt et, dass et Iwwerleunge gëtt oder ginn huet, fir d'Arméi beim Schnéiraumen um Findel anzusetzen, fir esou d'Ponts & Chaussées ze entlaaschten? Wa jo, wat ass aus dësen Iwwerleunge ginn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Etgen. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Hei och op all déi Froen, déi den Här Etgen elo gestallt huet - dat war jo méi wéi eng -, probéieren ech, prezis a kuerz ze äntwerthen.

Éischtens, d'Direction de l'Aviation civile huet d'Rapporten alleguer virleien, déi se brauch, souwuel déi vun der Luxair wéi déi vun der ANA wéi déi vun de Ponts & Chaussées. Dat ass haut finaliséiert ginn. De Freideg wäert eng gemeinsam Analys vun der Direction de l'Aviation civile mat deene concernéierten Acteure stattfannen, fir déi entspreichend Konklusionen ze zéien.

De Minister huet all d'Acteuren opgefuerdert, esou séier wéi méiglech hir Konklusionen ze zéien an der Direction de l'Aviation civile zoukommen ze loossen. Dat muss effektiv an deene schnellstméiglechen Délaië geschéien. An Tëschenzäit ass natierlech och sämtlechen Administratiounen an Opérateure gesot ginn, dass se sollen extrem enk sech u sämtlech Op-lagen an Obligatiounen halen.

Et ass, mengen ech, momentan ze fréi, fir Spekulationen ze maachen, well ech wëll wierklech waarden, bis d'Direction de l'Aviation civile hir Konklusionen zitt. Dat ass net um Ministère, dat ass nu wierklech un deene Leit, déi dee Métier kennen an déi genau wëssen, vu wat se schwätzen.

Et kann een awer e puer Saache festhalen. Dat ass emol éischtens, dass déi concernéiert Servicer mat hire Leit e Maximum gemaach hunn, fir an dësem Wanter, a mir hate jo vill Schnéi bis elo, de Flughafen operationell ze halen. An duerfir der ANA, der lux-Airport haaptsächlech an de Ponts & Chaussées, déi awer vill geschafft hunn, e grouse Merci, well dat ass net evident gewiescht.

Haaptsächlech, wann ee gesäit, wéi op anere Flughäfen, notament grous international Flughäfe wéi Frankfurt, awer ganz oft de Flughafen zou war an d'Piste gestéiert waren, wat dëse Wanter bei eis an engem wesentlech méi klenge Mooss de Fall war. Dat ass dat Éischt.

Dann op där anerer Säit muss een och soen, et kann net iwwerall zur selwechter Zäit gebotzt ginn. An d'Décisioun, fir eng Pist ze benotzen, déi läit am Prinzip leschtendlech bei dem Pilot. Dat muss een einfach esou gesinn, einfach esou wëssen, well dat ass d'Realitéit.

An hei ass d'Konstellatioun vun der Intersection, wou de Fliger an d'Wiss gerullt ass, am Gefäll effektiv. Duerfir muss ee sech vläicht aus de Konklusionen eng kéier an deenen nächsten Deeg d'Fro stellen, ob bei deem ähnlechen Zoustand, dat heescht, bei esou Wanterkonditiounen, och deen do Deel vun dem Flughafen nach sollt oder déi Pist nach sollt gebraucht ginn oder dee Wee nach sollt gebraucht ginn.

Wéi gesot, de Flughafen ass a bleift e schwierigen Terrain, fir vum Schnéi fräi ze halen. Dat hu mer gesinn. Mä déi Servicer maachen enorm gutt Aarbecht an deene leschte Wochen, a keng einfach Aarbecht an deene leschte Wochen, an deene leschte Méint.

Dir hutt d'Fro gestallt vun der Hierarchie tëschent der ANA an de Ponts & Chaussées. Do wëll ech ganz kloer soen, dass déi Administratioun vill an an deene leschte Woche sécherlech gutt matenee geschafft hunn. An déi Hierarchie, déi baséiert op dräi Saachen.

Déi baséiert sech fir d'Éischt op en Accord oder eng Konventioun, déi ënnerschriwwen ginn ass virun zwee Joer tëschent de Ponts & Chaussées engersäits an der ANA anerersäits, déi ganz kloer festleet, wie wat fir eng Aufgab huet. Déi zwou Administratiounen hunn déi ënnerschriwwen. De Minister, ech selwer, an d'Direction de l'Aviation civile hunn déi Konventioun contrésignéiert.

Déi baséiert dann anescht op de Procédures techniques et opérationnelles vum Service hi-

vernal. D'ANA huet eng Rei Conditions d'exploitation, wou am Kapitel G de Plan d'intervention Neige a Verglas virgesäit, wou och feststeet, wie wat fir eng Aufgab huet. A schlussendlech huet se och säit dem Wanter 2010, wou mer jo eng ganz Rei Schwieregkeeten haten, eng „winter operation cell“ agefouert, wou se regelméisseg - d'ANA - sech mat de Gesellschaften zesummesetzt, fir ze kucken, wéi d'Previsioun solle gemaach ginn a wéi soll geschafft ginn.

An dann Är lescht Fro, wann ech déi elo richtig verstanen hunn, dat war déi vun der Arméi. Et ass effektiv, wa meng Souvenirer elo esou sinn, esou richtig sinn, ass effektiv nom Wanter 2010 gekuckt ginn, wou mer Schwieregkeeten haten, gekuckt ginn, wéi kënnen mer et maachen, dass déi Schwieregkeeten net méi solle kommen.

D'Arméi war effektiv eng vun deenen Méiglechekeiten, déi mer envisagéiert hunn, wou mer gesot hunn, majo, wann et net méi duergeet mam Personal vun de Ponts & Chaussées, da kann ee vläicht d'Arméi froen. Dat ass awer duerno tëschent deenen zwou Administratiounen, aus organisationelle Grënn, net zrëckgehal ginn als Solutioun.

Par contre sinn zwou aner Saache gemaach ginn. Dat Éischt, dass ass, dass säit 2010 d'Effectif vum de Ponts & Chaussées um Flughafen aus deenen dote Grënn wesentlech opgestockt gi sinn. Mir si vun 13 op 17 Ouvrieren a vun zwee op dräi Cantonniere eropgaangen. Dat heescht eng zolidd Verstärkung vun deem Contingent, deen um Flughafen stationéiert ass.

Dann ass och 2010 respektiv 2011 gekuckt ginn, dass mer zousätzlech kënnen Réckfalméiglechekeiten hunn op aner Ponts & Chaussées-Beamten, déi net vum Flughafen ofhänken, mä déi am Noutfall kéinten do agräifen. Do waren 2011 eng Rei Trainingen vun deene Leit an déi sollen och 2013 nach eng kéier widderholl ginn.

A schlussendlech wäert och en Aarbechtsgrupp iwwert d'Sécurité des aires de mouvement ënner der Leedung vun der ANA déi ganz Operatiounen nach eng kéier an deenen nächste Méint ënnert de Bléck huelen, fir ze kucken, ob mer nach aner zousätzlech Verbesserungen eventuell kënnen maachen.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Da komme mer elo zu der Fro N°215 vum Här Jacques-Yves Henckes un de Gesondheetsminister iwwert de Verkauf vun Tubak an de Spideeler. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°215 du 25 février 2013 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la vente de produits de tabacs dans les commerces se trouvant dans les hôpitaux, adressée à M. le Ministre de la Santé**

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, wann een an e lëtzebuergesche Spidol erakënn, da gesäit een, dass d'Leit do kënnen an e Geschäft goen an Zigarette kafen, esou vill wéi se wëllen. Dat ass zimlech schockant. Well dat ass dat eenzeg Land, mengen ech, wou et esou eppes gëtt. Et kann ee souguer Leit gesinn, déi mam engem Chariot mam Baxter do an d'Geschäft erakommen a sech dann hir Zigarette kafe ginn.

(*Interruption*)

Ech mengen, dass schéngt mer net an der Rei ze sinn. Duerfir wollt ech den Här Minister froen, wat e wëllt gedenken, fir esou eppes ze ënnerbannen an esou eppes ze verbidden.

(*Interruptions*)

► **M. le Président**.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Ass de Mikro un?

► **M. le Président**.- Et ass alles un, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Villmools Merci, Här President. Bon fir d'Éischt wëll ech nuancéieren, dass dat, wat den Här Henckes seet, net bei alle Spideeler de Fall ass. De Gros vun de Spideeler bidde keng Zigaretten a keen Alkohol an de Verkafskiosken un, déi an hirer Enceinte dra sinn.

Richtig ass, dass dat eent oder dat anert Haus dat nach gemaach huet. Ech hu mer awer erlaabt, fir d'Fédération des Hôpitaux unzeschreiw, well an deene Spideeler och Leit opgeholl ginn, déi e Problem mam Alkohol oder mam Tubak hunn, och krank gi sinn do derduerch, soudass et net gutt ass, wann ee Leit, déi hospitaliséiert sinn, doduerch, dass een en Ugebuet am Spidol mécht, erëm kéint a Versuchung bréngen. Ofgesinn dovun, dass een och déi aner net onbedéngt sollt a Versuchung bréngen.

Ech hu se also gebieden, dass doten an hirem Conseil d'administration ze thematiséieren, mat der Zilsatzung, dass bei Vertragserneuerung mat de Sous-traitanten dat dote rektifizéiert gëtt.

Wéi gesot, et muss een hei un de gudden Wëllen appelléieren, well et net formell verbueden ass, fir den Tubak oder den Alkohol an esou engem Point de vente ze verkafen. Ech ginn awer dovun aus, dass dee gudden Wëlle bei der Fédération des Hôpitaux do ass. A wa sech do sollt eppes änneren, halen ech d'Chamber selbstverständlech um Courant. Ech hu gespuert, dass dee gudden Wëllen, vun deem ech geschwat hunn, och do ass.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Mir kommen elo zu der leschter Fro vun haut de Mëttag, nämlech där vum Här Jean Colombero un den Nohaltegkeetsminister, déi kéier iwwert d'Cannabisanalys vun Hoer. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°216 du 23 février 2013 de M. Jean Colombero relative au test capillaire de drogues, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- Merci, Här President. Här Minister, ech wäert lech herno en Dossier gi vun engem Aids-Patient, dee vun Äre Servicer de Führerschäin ofgeholl kritt huet, well e medezinesche Cannabis gefëmmt huet. Et ass déi eenzeg Method, fir iwwer Waasser ze bleiwen. En huet de Führerschäin ofgeholl kritt. En ass Livreur an en huet seng Aarbecht verluer. Ech ginn lech herno den Dossier.

Mä säit geraumer Zäit muss een Drogekonsument hei am Land, meeschtens ee Cannabiskonsument, eng Hoerproof ofginn, fir säi Führerschäin ermëckeren. Et muss ee wëssen, dass d'UV-Strahlung - d'Sonn, d'Solarien -, d'Bleechmëttelen, d'chemesch Belaaschtung, d'Fierfmëttel Stoffen an den Hoer iergendwéi zerzéieren. Et muss ee wëssen, dass de Stoffwiessel vu Persoun zu Persoun verschidden ass an dass Leit mat brongen, donklen Hoer verschidden déi Drogen assimiléieren. Den Noweis vun engem eemolege Konsum hänt awer och vun der Empfindlechkeet vun der Method of.

An duerfir, Här Minister, wéilt ech gären e puer Froen stellen iwwert deen Test, iwwert deen Hoertest. Wéi ënnerscheet Dir ee geleeentleche Konsum mat héijer Expositioun vun enger chronischer Belaaschtung mat niddreger Konzentration? Wéi ënnerscheet Dir dat am Hoertest? - Wëll ech gär wëssen.

Welch Method wennt Dir un: eng Segmentanalyse, eng quantitativ Analyse oder eng qualitativ Analyse? A wat ass de Käschtepunkt, Här Minister? Wat maacht Dir, wann déi Persoun keng Hoer méi um Kapp huet, Här Minister? Gitt Dir do d'Hoer iergendwou am Kierper sichen, wëssend, dass do d'Cannabis-Konzentration eng ganz aner ass? Oder wat maacht Dir? Déi Persoun kritt jo ni méi de Führerschäin erëm.

(*Hilarité*)

Muss dee supposé Drogéierte méintelaang waarden, well d'Hoer wuesse jo een Zentimeter pro Mount, Här Wiseler, fir säi Führerschäin ermëckeren?

(*Hilarité*)

Well et jo awer gewosst ass, Här Wiseler, dass, wann een eng Zigarette fëmmt, dass dat eréisch no 14 Deeg am Hoer uweist. No 14 Deeg!

Firwat gëtt dann de geleeentleche Cannabis-Fëmmer bestrooft, wou een, deen all Dag eng am Kanäili huet, deen owes d'Panz voll huet, moies an den Auto klëmmt, näischt méi huet, dass dee fir näischt do, iwwerhaapt net be-laangt gëtt?

Wann dat de Fall ass, Här Minister, wëll ech gären, dass Dir och den Alkohol an den Hoer kontrolléiert, wann ech gelift.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Colombero. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, ech probéieren, dass elo ganz sachlech hei ze maachen, well...

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg).- Ech war och sachlech.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, Dir



waart och sachlech. Ech probéieren, dat elo ganz sachlech hei ze maachen.

Also, éischtens kann ech iwwert déi wëssenschaftlech Froen iwwert d'Segmentanalys, d'quantitativ Analys a Method hei näischt aussoen. Ech maachen dat ganz gären, mä da mussst Der mer effektiv d'Fro schrëftlech stellen, datt ech kann de Laboratoire National de Santé, deen déi Analyse fir eis mécht, genau déi wëssenschaftlech Hannergrënn froen. Ech weess déi net. Mir wënnen eis un de Laboratoire National de Santé, fir déi Analysen an d'Resultater ze kréien.

De Käschtpunkt dovunner, dee vun deenen eenzelne Persoune bezuelt gëtt, wa se esou eng Analys, eng Hoeranalys maachen, ass ronn 110 Euro, déi se mussen dofir bezuelen. Just fir lech déi Fro emol ganz kloer ze beäntweren.

Ech wëll lech awer soen: Wéi geet dat elo, wa mer ähnlech Problemer, wa mer esou Problemer hunn oder wa mer déi do Froen hunn?

Dat Éischt, dat ass de Ministère, also den Infrastruktursministère, hei den Transportdepartement, d'Führerschäinsofdeeling, déi kritt u sech eng Rei Gerichtsuerdeeler era respektiv medezinesch Rapporten iwwert d'Dokteren am Kader vun enger Führerschäinsanalys oder op Demande vun der Police. An da gëtt automatesch doropshin e Rapport vun der Commission médicale gefrot, esou wéi et am Gesetz steet. Mir halen eis hei strikt, wéi bei där Fro vu virduen d'ailleurs, einfach un de gesetzleche Kader.

An deem Kontext gëtt dann deejéinegen, deen de Führerschäin gären hätt, zréck hätt oder wéi och ëmmer, gefrot, e soll en Test maache goen. An dann decidéiert hien, ob en e maache geet oder net maache geet. Mir kréien d'Resultater vun deem Test eran. An dann, och esou wéi d'Gesetz et virgesäit, ginn déi Resultater an eng Commission médicale, wou och en Dokter sëtzt, déi analyséiert dee ganze Fall, an déi mécht dann dem Minister eng Proposition, wéi e soll mat deem Fall respektiv mam Führerschäin ëmgoen. An de Minister huet sech op jidde Fall an deene leschten dräi Joer an all Fall un déi Proposition vun där Kommissioun gehalten.

Dat emol, fir eng Kéier ofzestiechen, wou mer gesetzlech dru sinn a wéi dat Ganzt passéiert. Ech probéieren, dat also nu wierklech mat der Objektivitéit vun der Commission médicale ze traitéieren.

Är zweet Fro, dat war vun deenen, déi keng Hoer hunn um Kapp, ob mer dann d'Hoer anescht siche ginn.

Neen, am Prinzip, hunn ech mer soe gelooss, well effektiv, wéi Der richteg sot, jee nodeem, wou een d'Hoer hält, dat anescht ausweist, net mateneen ze vergläichen ass. De Prinzip ass dann, datt ee Mount gewaart gëtt, bis dann erëm Hoer gewuess sinn, oder datt, wann dat an engem Mount net de Fall ass, duerno eng Bluttprouf ka gemaach gemaach ginn. Dat ass u sech esou, wéi d'Realitéit exercéiert gëtt vun där Kommissioun.

Wat dann déi Prozedure beim Alkohol ugin, do ass et esou, datt dat licht anescht ass, well d'Situation juridique eng aner ass, well mer iwwert d'Gerichtsuerdeeler an Ähnlech keng där doter Rapporten oder ganz weineg erakréien, also och net können an deem Moment esou an d'Analys ginn. Par contre, wann awer Rapporté vun der Polizei do leien, déi een drop opmierksam maachen, datt et hei sech un wierklech ëm ganz schwierig alkoholesch Fäll handelt, déi fir d'Sécherheet op der Strooss... An dat ass jo meng Tâche, d'Sécherheet op der Strooss ze bewahren, dat hunn ech lech d'lescht Kéier och erklärt. Et ass net, Drogepolitik ze maachen, mä et ass d'Sécherheet, d'Sécurité routière, fir dofir Garant ze stoen.

Wa mer also esou Rapporté vun der Polizei kréien och iwwer Alkoholfäll, da gëtt deiselwech Prozedur, wéi ech elo virdu beschriwwen hunn, déclenchéiert. An do kënne selbstverständlech och Hoertester gemaach ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn. Mir kommen elo zu enger Rei vu Questions élargies. Fir d'Éischt d'Question élargie N°30 vum Här Robert Weber iwwert de Suivi vun der Faillite vun enger Bau-firma. Den Auteur vun der Fro huet hei fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Antwort vum Minister seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Weber, Dir hut d'Wuert.

## 9. Question élargie n°30 de M. Robert Weber sur le suivi de la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise

► **M. Robert Weber (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Inhalt vun der Fro ass u sech manner d'Faillite vun deem Betrib. Et dréit sech hei ëm d'Socimmo. Et ass e Baubetrib, mä et dréit sech u sech ëm déi aktuell Situatioun vum Personal. Den 28. Juli 2001 (veuillez lire: 2011) war eng Manifestatioun, wou d'Aarbechter an d'Beamte vun der Socimmo virum Ministère vun der Ekonomie manifestéiert hunn. Hire Betrib stoung virum der Faillite. Et waren zwee Ministeren, déi do bei d'Manifestantë gaange sinn, nämlech de Wirtschaftsminister, de Jeannot Krecké, an den Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit, a si hunn de Manifestantë versprach ze hëllefen.

Den Owend stoung do fest, dass d'Faillite do wär, an d'Faillite ass och de 5. August 2011 ugefrot ginn a si ass den 10.10.2011 gesprach ginn.

Betreff ware 477 Salariéen, dovunner 130 Intérimairen. 319 Leit hunn ënner engem CDI geschafft, 134 ënner engem CDD, an 13 Salariéen haten de Betrib scho virum der Faillite verlooss. 173 Leit hunn tëschtent 40 a 50 Joer. 93 Leit sinn iwwer 50 Joer al.

Wéi gesäit haut d'Situatioun vun deem Personal aus? Wéi vill hunn eng Aarbecht? Wéi vill hu keng Aarbecht kritt? Wéi vill sinn der also haut nach am Chômage? Wat fir Mesurë sinn ënnerholl ginn, fir déi Onqualifizéiert respektiv déi weineg Qualifizéiert besser ze qualifizéieren?

A vläicht zousätzlech derbäi gesot: Wéi vill hu Baubetribber ausserhalb vun dem Arbeitsamt bis haut agehallt?

Ech weess net, ob de Minister elo op all déi Froen do kann esou am Detail äntwerten, well awer do eng Partie statistesch Geschichten do-bäi sinn. Wann en déi eng oder déi aner Statistik net direkt bei Hand huet, géif ech mer dann awer erlaben, fir vläicht schrëftlech an engem Brëif mat him eng Kéier déi Froen ze kucken an dann ze kucken, wéi eigentlech d'Prozedur mat deene Leit gaangen ass a wéi vill Situatiounen dass mer de Moment nach hunn, déi am Chômage hänken, well den 28. Juli 2011 bis den Dag vun haut, dat sinn awer eng Partie Méint, fir net ze soen iwwer ee Joer, dat vergaangen ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Weber. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Här President, op d'Fro vum honorabelen Här Weber kann ech déi heiten Informatiounen ginn, an - wéi en dat och proposéiert huet - dat, wat elo vläicht net prezis ka beäntwert ginn, wäert ech gären da schrëftlech nohuelen.

Ech mengen, den Här Weber huet d'Zuele genannt, wéi vill Leit vun där Faillite concernéiert waren. An en huet och besonnesch un dee relativ dramatesche Moment erënnert, dee mat sech bruecht huet, datt do e puer Honnert Leit virum engem Ministère stoungen an enger besonnesch spezieller Period fir de Bau, well et war just virum Ufank vum Congé collectif.

A wou et dann och kloer ginn ass, datt déi Firma net méi ze rette wier, datt eng Faillite inéluctable wier, huet sech fir déi Leit emol en éischte fundamentalen an dramatesche Moment gestallt. An déi Fro war: d'Salären. Déi Leit hate schonn een oder zwee Méint kee Saläre méi kritt. An et war fir ons absolut noutwendeg, deene Leit eng Garantie ze gi schnell, dat, op dat se gezielt hunn, ze bezuelen.

Nu war et awer esou, datt ons Léiglatioun bei Failliten dat net einfach gemaach huet. A wa mer déi Léiglatioun tel quel esou applizéiert hätten, dann hätt dat nach emol zwee, dräi, vläicht och véier Méint gedauert, bis déi Leit hir Salären, Retarden, kritt hätten. An dat war ënner anerem d'Roserei vun deene Leit. An ech hunn deemools de Leit versprach, dee Problem unzegen an dee Problem direkt ze léisen. An dat hu mer och gemaach mat Hëllef notamtum vun enger Bank. Sou hu mer et fäerdegbruecht, deene Leit praktesch an zwou Wochen dat, op wat se recht haten, ze bezuelen. An dat huet zwar net hir Situatioun, dat heescht de Risque vum Chômage geännert, well jo d'Socimmo an d'Faillite gaangen ass, mä zumindest huet et deene Leit hir Pai regléiert a si konnten also op e Revenu zielen. Dat wëll ech emol ganz einfach erënneren. Dat war och fir mech e relativ dramatesche Moment.

Dat Zweet, wat den Emploi vun deene Leit, déi elo da Victime ware vun där Faillite, ubelaangt:

Et muss ee wëssen, datt d'Socimmo schonn an deene leschte Méint op relativ vill CDDen zréckgegraff huet. Firwat? Well se zum Deel keen Interim méi kruten. Wann eng Entreprise a Schwierigkeeten ass, dann ass et jo esou, datt och d'Interimsfirmen eigentlech oppassen, well se net méi sécher sinn, datt se hir Sue kréien. An d'Alternativ war also och fir d'Socimmo, vill CDDen ze proposéieren. Mir haten also praktesch ee Véirel vun de ganzen Effectife vun der Socimmo, déi Leit waren an engem CDD.

Wéi gesäit Enn 2012 - well dat sinn déi Chiffren, déi ech vun der ADEM krut - d'Situatioun vun de Socimmosleit aus? 56% vun de Leit, de Salarié vum der Socimmo, haten um Enn vun 2012 eng Aarbecht. 56%. Dovun 81% an engem CDI. 10% e CDD. An déi aner, derbäi kommen 9%, déi an eng Retraite, eng Préretraite oder an eng Invaliditéit komm sinn.

40%, ëmmerhin nach, wat relativ jo vill ass, ware weider an der ADEM ageschriwwen. Dat heescht awer elo net alles. Vun deene 40% sinn 43% am Chômage. Déi hunn also bis dato, dat heescht Enn 2012, keen Job fonnt gehat. 31% waren zwar an der ADEM ageschriwwen, mä hunn iwwert d'ADEM an engem Interim geschafft.

Dir wësst alleguer, datt mer d'Leit eigentlech encouragéieren, besonnesch am Bau, Joben am Interim unzuhuelen, besonnesch an deenen Zäiten, well ganz oft ass awer den Interim emol éischtens menger Meenung no besser wéi de Chômage an zweetens gëtt den Interim ganz oft d'Méiglechkeet fir Leit, wa se an enger Firma sinn, wann op eemol den Interim ersat gëtt duerch Astellungen, da sinn oft déi Leit, déi am Interim waren, och déi, déi dann agehallt ginn, well déi jo praktesch fir déi Firma geschafft hunn, den Employeur se kennt, a wa se hir Preuvë gemaach hunn, dann och ganz oft eng Offer kréien. Also, 31% sinn am Interim, mä natierlech weider an der ADEM ageschriwwen.

11% sinn an enger Mesure y compris an enger Initiative sociale. Et ass also considéiert ginn, datt se schwéier vermëttelbar wieren, a se sinn elo emol an eng Initiative sociale geschéckt ginn, oder e puer och, méi Jonker, an e CIE.

11% sinn an engem Kontrakt, souwuel CDI wéi CDD, an awer weider an der ADEM ageschriwwen, wat méiglech ass. Dat heescht, déi hunn en Job ugeholl, mä considéieren, datt se eigentlech weider sichen, vläicht no engem Job, dee méi hire hire Präferenz geif entsprechen. 3% vun de Leit hu sech eigentlech ni méi esou gemellt a sinn einfach an der Landschaft verluere gaangen.

Dat sinn also d'Résidenten, déi bei der Socimmo geschafft hunn. Wa mer also vun de Frontaliere schwätzen, bei Socimmo hu 54 Frontaliere geschafft. Dovun hunn 41% elo e CDI hei zu Lëtzebuerg. 24% schaffen am Interim och hei zu Lëtzebuerg. 9% hunn eng Invaliditéit oder eng Rente accident a sinn also net méi direkt fir den Aarbechtsmaart disponibel. A 26% vun de Frontalieren - Dir kënnt also ausrechnen, à peu près zeng, zwielef Leit -, déi sinn net méi opgetrueden a sinn och net der ADEM méi bekannt.

Een Element, wat e bësse regrettable ass, dat ass, datt mer jo e Programm opgesat hunn, deen heescht „Fit 4 Génie Civil“, zesumme mam Bau, wou de Leit d'Méiglechkeet gebuede gëtt, wa se hiren Job am Bau verléieren, eigentlech emol éischtens eng Evaluatioun vun hire Kompetenz gemaach ze kréien, fir ze wëssen, wat fir en Niveau se am Bau hunn, well de Bau jo eng Rei vun Niveauen huet, déi och natierlech lieiert si mam Kollektivvertrag. Duerch de Programm sinn 170 Leit vun der Socimmo gaangen, wat natierlech och facilitéiert huet, verschidde Leit relativ schnell op eng Plaz ze bréngen, well den Employeur, deen neien Employeur, gewosst huet, mat wat fir enge Leit en ze dinn huet. Mä nëmme véier - véier! - Stéck, dat ass net vill, hunn akzeptéiert, eigentlech eng Formation qualifiante ze akzeptéieren.

Voilà. Ech mengen, dat sinn déi Donnéeën, déi ech iwwer Socimmo ka ginn. Ech muss derbäi soen, datt de Bau natierlech global gesinn déi Kategorie vun Demandeurs d'emploi representéiert oder eng vun deene gréisste Catégories de demandeurs d'emploi op der ADEM. 3.433 Leit, dat sinn also praktesch 20% vun den Demandeurs d'emploi, déi op der ADEM ageschriwwen sinn, soen oder kommen aus dem Bau. Soen oder kommen aus dem Bau!

Och do muss ee soen, datt vun deenen 3.433 à peu près 2.000 indemniséiert sinn. Déi aner sinn net indemniséiert. Dat ka sinn, well se nach net laang am Land sinn, Verschiddener vläicht och, well se dat Joer oder déi zwee Joer schonn dépasséiert hunn oder well se net laang genuch hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt geschafft hunn, fir kënnen eng Indemnisioun ze kréien.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Aarbechtsminister. Här Weber, wëllt Der nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Neen.

Da kéime mer zu der zweeter Question élargie nach eng Kéier vum Här Weber iwwert d'Préretraite-solidarité. Hei huet och den Auteur fënnf Minutten Zäit fir seng Haaptfro an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Weber, Dir hut nach eng Kéier d'Wuert.

## 10. Question élargie n°31 de M. Robert Weber sur la préretraite-solidarité

► **M. Robert Weber (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer, Enn lescht Joer huet et geheescht an der Press, dass den Aarbechtsminister sech geäussert hätt, fir d'Préretraite-solidarité ofzeschaffen. Ech hunn duerno an enger Informatiounsschrëft vun der LSAP gelies - „Pluspunkt“ heescht dat -, d'Préretraite-solidarité, déi war net méi zäitgeméiss. An de Minister Schmit dee mécht eng Relation tëschtent der Préretraite-solidarité an der Préretraite «postés».

Duerfir geet meng Fro eigentlech haut dohinner, wat de Minister gedenkt mat der Préretraite-solidarité eigentlech haut oder muer richteg ze maachen, ouni dass ee sech op d'Press berufft, mä dass een dat aus sengem Mond héiert.

Mir hunn an deenen Zäiten, wou héije Chômage ass, véier Préretraite-Instrumenter. Dat sinn d'Solidarité, den Ajustement, d'Préretraite pour des salariés postés et salariés de nuit, an dann d'Préretraite progressive.

Ech hunn emol eng Kéier de Käschtpunkt nogekuckt vun deene Préretraiten. Ech hunn och gekuckt, wéi vill Leit dran hänken. An der Préretraite-solidarité waren am Joer 2011 407 Leit, am Joer 2010 285 Leit, am Joer 2009 286 Leit an am Joer 2008 308 Leit. Dat sinn also awer iwwert déi Kriseméint an déi Krisejoren ee ganze Pak vu Leit, déi vun der Préretraite-solidarité profitéiert hunn, fir aus hirem Betrib auszekommen, respektiv d'Beriber profitéiert hunn, fir déi Leit op eng aner Aart a Weis, wéi dass ee se an de Chômage setzt, aus de Beriber ze dégagéieren. D'Alternativ dozou wär ganz einfach eng Préretraite-ajustement gewiescht.

Duerfir soen ech, dass d'Préretraite-solidarité awer, onofhängeg dovun, dass de Minister gesot huet, se wär net méi zäitgeméiss, fannen ech, dass se nach ëmmer zäitgeméiss ass. An ech muss och soen, dass ech mat sengem Argument net kann averstane sinn, fir ze soen, mir fannen eng aner Léisung dermat, well u sech vill Abusé gemaach gi sinn. Wann Abusé gemaach ginn, da mengen ech, ass et um Ministère du Travail, fir des Abusen ze sanktionéieren. An da sinn et am Prinzip Abusen, déi am Chef vun de Beriber gemaach gi sinn an net um Niveau vun de Leit.

Wann dat Instrument sollt ofgeschaf ginn, da mengen ech, da feelt eis e Solidaritéitsmodell an eiser Ekonomie, dee bis ewell sech bewährt huet an dee virum allem awer - géif ech soen - a schwéiere Krisejoren, wou et ganz schwierig um Aarbechtsmaart ass, eis feelt als Instrument, wat dee Solidaritéitscharakter mat sech dréit.

D'Préretraite-ajustement ass ëmmer eng Affär, dass Entloossungen an engem Betrib gemaach ginn. Hei si Leit, déi u sech vu sech aus decidéieren, ob se an d'Préretraite-solidarité wëlle goen oder net. A si hunn de Virdeel vis-à-vis vun der Préretraite-ajustement, dass eng Création d'emploi domat verbonnen ass.

Ech sinn iwwerzeegt, dass bei deene Chifferen, déi ech elo iwwert déi véier Joer gesot hunn, awer eng ganz Partie Créations d'emploi, also Leit konnten als Ersatz an déi jeeweileg Beriber eragoen, an dass d'Abusen u sech sech awer méi a Grenzen halen. Mä vläicht kann de Minister eis méi Prezisioun dozou ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Weber. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert: den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Här President, ech mengen, ech misst e puer Prezisiounen ginn oder vläicht souguer Rektifikatiounen, wat d'Thema Préretraite-solidarité ubelaangt. Ech mengen, de Fait oder d'Décisioun, datt mer géifen d'Préretraite-solidarité ofschafen, ass net eng Décisioun vum Aarbechtsminister. Deen huet dee Pouvoir net. En huet vill Pouvoiren, mä deen doten, mengen ech, huet en eleng net. Dat ass d'ailleurs eng Annonce, déi hei gemaach ginn ass an der Chamber no den Deliberatiounen vun der Regierung, wou decidéiert ginn ass, vun der Regierung decidéiert ginn ass,



d'Prétraite-solidarité ofzeschaffen. An ech mengen, deen Éischten, deen dat annoncéiert huet, war hei de Finanzminister, fir ze soen, datt an deem Paquet effektiv mer géifen d'Prétraite-solidarité ofschafen.

Ech gesinn awer déi Ofschaffung vun der Prétraite-solidarité net nëmmen als eng Mesure budgétaire. Sécher, 18 Milliounen - dat sinn déi Chifferen, déi ustinn, déi d'lescht Joer d'Prétraite kascht huet - waren e Montant, deen net total négligeabel ass. Mä mir mussen natierlech awer nodenken, wa mer kucke ronderëm ons, wa mer lauschteren op dat, wat och gesot gëtt, elo kann een domat averstane sinn oder net, wat vun der Commissioun gesot gëtt, wat de Prinzip ass an der Strategie 2020, an dee Prinzip ass eigentlech deen, den Taux d'emploi eropzesetzen. A wann ech soen, den Taux d'emploi eropzesetzen, dann heescht dat, enner anerem, net eleng, mä enner anerem, datt ee muss probéieren, d'Leit e bësse méi laang an der Aarbecht ze halen.

An et ass e bëssen eng falsch Approche ze mengen, de Chômage oder d'Aarbecht, dat wier eng limitéiert Quantitéit, an et géif ee nëmme Plaze schafen, wann een anerer géif heemschécken. Den Aarbechtsmaart huet seng propper Dynamik. A wann ee wierklech eng Analys och vun deem Instrument Prétraite-solidarité géif maachen, da géif een erausfannen, datt déi Leit, déi vun der Prétraite-solidarité profitéiert hunn, déi éischter konnten also sech zréckzéien aus dem Berufsliewen, vu Leit ersat gi sinn, déi souwisou zu engem groussen Deel an d'Betriben an den Job komm wieren.

Dat, mengen ech, ass eng éischt Reflexioun. Mir hunn also gemengt, datt déi Prétraite en soi e Signal wier, fir och onsen Aarbechtsmaart un d'Bedéngungen unzepassen, déi momentan op villen anere Plazen och realiséiert ginn.

Firwat ass déi Atténuatioun, déi ech proposéiert hunn, oder als eng Form vu Contrepartie zu der Abolitioun vun der Prétraite-solidarité, wat heescht déi?

Déi heescht, datt mer kucken: Wou gëtt et Situatiounen, wou Leit haut an eng Prétraite-solidarité gaange sinn, déi eigentlech très largement déi Konditiounen erfëlle vu Penibilitéit, vun Nuetsaarbecht, vu Schichtaarbecht, mä se net esou erfëllen, datt se an de Genoss kënnen komme vun deene Regelen, déi momentan d'Prétraite «postés» determinéieren?

Et gëtt Leit an de Spideeler zum Beispill, déi e Partiel hunn, déi awer nuets schaffen. Well awer déi aktuell Dispositiounen et net erlaben, engem d'Prétraite «postés» ze ginn, deen am Partiel ass, obwuel vill Fraen, besonnesch Infirmiären, deen haarden Job vun Infirmière maachen, an oft fir eben ze kucken, Vie familiale a Vie professionnelle enner een Hutt ze bréngen, sinn déi vun där Mesure, vun der Prétraite «postés» ausgeschloss.

Duerfir hunn dann d'Spideeler ganz oft, fir deene Leit awer d'Méiglechkeet ze bidden, och mat 57 an eng Prétraite ze goen, well mir wëssen alleguerten, datt weder Nuetsaarbecht, a besonnesch och déi haart Aarbecht vun enger Infirmière oder an de Maisons de soins an esou weider, et schwierig ass, iwwer e gewëssenen Alter voll kënnen duerchzuführen, si mer amgaang ze kucken: Wat kënnen mer eigentlech maachen, andeems mer d'Prétraite «postés» ajustéieren oder adaptéieren, fir enger Rei Leit déi Méiglechkeet weider ze bidden?

Dat war de Sënn iwwregens vun där Réunioun, déi de Moie stattfonnt huet, wou ech jo anscheinend net derbäi war, well ech fonnt hunn, datt heiansdo och héich Fonctionnaire kënnen mat héije Fonctionnaire vu Gewerkschaftler schwätzen. Well ech hu festgestallt, datt de President vun der Gewerkschaft iwwregens och net do war. An ech héieren dann um Radio, datt dat e Skandal wier, datt ech de Moien an enger technescher Réunioun net do war, wou driwwer gekuckt ginn ass, wat mer adaptéieren kënnen am Beräich vun der Prétraite «postés», fir dat ofzefederen, wa mer d'Prétraite-solidarité ofschafen, fir ze kucken, wéi mer dat kënnen maachen.

Bon, ech mengen, de Prinzip ass vun der Regierung décidéiert, datt mer déi Prétraite ofschafen. Dat heescht, fir déi Leit, déi elo an der Prétraite-solidarité sinn, changéiert dat strictement nâischt. Déi bénéficiéiere weider vun deenen Dispositiounen vun der Prétraite-solidarité.

D'Zuelen, déi sinn, ech mengen, Dir hutt se mentionnéiert. Mir haten Enn des Joers 417 Leit, déi eng Prétraite-solidarité haten. Dat ass jo elo net eng enorm Zuel. Bon, dat sinn natierlech Leit, déi den Avantage hunn, einfach kënnen mat 57 Joer an eng Prétraite ze goen. Avantage, dee jo net da jiddweree par Définition huet, well trotz allem hu mer jo praktesch 300.000 Salariéien am Land a mir hunn eigentlech nëmme 417 Leit, déi an enger Prétraite-

solidarité momentan sinn.

Duerfir mengen ech, datt, wa mer dat esou offederen, andeems mer besonnesch d'Prétraite «postés» adaptéieren, andeems mer och kucken, wat bei der Prétraite progressive méiglech ass, well bei der Prétraite progressive ass jo och d'Nécessitéit, een anzustellen.

Dat heescht, do hale mer en Eeleren am Beruff, deen e bësse manner schafft, well oft Leit jo da gären e bësse manner schaffen, wa se eeler sinn, a mir huele gläichzäiteg e Jonken an de Betrib, wou deen Eeleren en plus d'Missioun kéint hunn, fir dee Jonken unzeléieren. An ech mengen, dat ass eigentlech déi richtig Approche, deene Jonken d'Dieren opmaachen, fir eng Aarbecht ze fannen, ouni awer absolut d'Leit ze fréi aus dem Aarbechtsprozess ze entloossen.

Et ass natierlech e bëssen eng Absurditéit, datt mer op där enger Säit eng Rentereform maachen, wou mer soen, datt jiddweree oder eng grouss Zuel vu Leit, ausser déi, déi a spezielle Konditiounen schaffen, e bësse méi laang muss schaffen goen, an op där anerer Säit en Instrument hunn, wou mer zu de Leit soen, an net nëmmen deenen, déi schwierig Aarbechtsplazen hunn, mä och zu Leit, déi eigentlech net esou schwieriger hunn, mat 57 Joer kanns do einfach emol an eng Prétraite-solidarité goen.

Den Ajustement bleift bestoen, well et ass natierlech en Instrument, fir déi Schwierigkeeten a Betriben ze géieren, well d'Alternativ dovu wier natierlech d'Entloossung. Duerfir muss mer den Ajustement halen.

Ech soen nach derbäi, datt mer jo probéiert hatten, ee Joer mat der Sidérgie den Ajustement duerch d'Solidarité ze ersetzen. Bon, dat huet net ganz laang gehalen, duerch d'Kris an der Sidérgie. Do stellt sech also déi Fro vun der Prétraite-solidarité net. Mir hu missen do erëm iwwergoen an d'Prétraite-ajustement.

Voilà, Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Aarbechtsminister. Wëllt den Här Weber nach eng Zousazfro stellen?

(Assentiment)

Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Robert Weber (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Ech fannen, dass et eng falsch Politik ass an Zäite vu Problemer um Aarbechtsmaart, wéi mer se kennen, fir eent vun den Instrumenter u sech ofschafen ze goen, mat dem Hiwäis, mir wëllen d'Ziler vun der Agenda 2020 errechen, den Taux d'emploi an d'Luucht ze setzen.

Mir mussen emol fir d'Éischt de Chômage erofsetzen! Den Taux d'emploi an d'Luucht setzen, mengen ech, dat ass an Europa eng Politik fir d'Zukunft, mä dat ass eng Politik, déi menger Meinung no awer net op der Aktualitéit besteet. Mir hu 6, 7, 28 Milliounen Chômeuren an Europa, mir hunn zu Lëtzebuerg der 22.000.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Neen.

► **M. Robert Weber (CSV).**- 17, 18.000, wa mer déi net matzielen,...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Jo, huet dee richtige Chiffer!

► **M. Robert Weber (CSV).**- ...déi an de Mesuré sinn. Ob et dann elo, ob mer déi matzielen, déi an de Mesuré sinn oder net, dat...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Da kënnen mer d'Mesuré jo och ofschafen.

► **M. Robert Weber (CSV).**- ...dat deet der Kaz kee Bockel aus. De Fait ass, dass mer e Chômage hunn, dee gewaltig ass,...

(Interruption)

...an dass mer e Problem hunn, fir déi Leit an den Aarbechtsmaart ze kréien.

Dofir, ech sinn net dergéint, dass ee soll méi laang schaffen, mä et muss een awer realistesch sinn. D'Zäite sinn awer net ubruecht, fir Diskussiounen ze féieren, dass d'Leit solle méi laang schaffen. Onofhängeg dovun, dass déi Rentereform, déi mer hei gestëmmt hunn, och zouléisst, dass een éischter an d'Pensioun geet, wann een en Ofschlag vu senger Rent mathéit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat ass awer net bei der Prétraite.

► **M. Robert Weber (CSV).**- Dofir fannen ech, dass dat Argument... Et ass net bei der Prétraite de Fall, dat ass richtig. Mä ech sinn awer der Meinung, dass dat dote sécherlech net esou richtig d'Politik ass. Mir wäerte gesinn, dass d'Ofschaffung vun der Prétraite-solidarité wäert dozou féieren - an de Minister ka jo da soen, ob ech recht hunn oder net recht

hunn -, dass dann d'Prétraite-ajustement wäert an d'Luucht goen.

Ech hu vu Patronatsäit aus gelies, dass si ganz oft op d'Prétraite-solidarité zréckgräifen, fir eben d'Adjustement ze verhënnern. Si hu jo och d'Méiglechkeet, fir domat net nëmmen eng fest Aarbechtsplaz ze schafen, andeems dass se een astellen. Si kënnen jo och eng Léierplaz schafen, déi zäitlech da begrenzt ass an déi se mat Sécherheet manner kascht, wéi wa se géifen een astellen.

An et sinn och net nëmme Leit, déi keng esou schwierig Aarbecht hunn, déi d'Prétraite geholl hunn. Ech mengen, dat ass eng Décisioun, déi jiddweree...

► **M. le Président.**- Här Weber, Dir misst awer elo zum Schluss kommen. Dir sollt eng Zousazfro stellen. Ech mengen, Dir kënn net erëm eng Kéier elo d'ganz Problematik oprollen. Kommt vläicht zum Schluss, wann ech gelift!

► **M. Robert Weber (CSV).**- Här President, et ass zwar eng interessant Problematik. Virun allem...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Jo, mä mir sinn hei an enger preziser Prozedur, Här Weber, déi gesäit awer nun emol just fénnef Minutte vir, an Dir sidd iwwert déi fénnef Minutten eraus.

► **M. Robert Weber (CSV).**- Ech wollt dem Minister jo duerfir...

(Interruption)

Ech wollt dem Minister jo duerfir just ofschléisend d'Fro stellen, ob en net der Meinung ass, dass dann d'Prétraite-ajustement wäert zu ongonschte vun der Prétraite-solidarité an d'Luucht goen.

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Jo, ech mengen, den Här Weber ass och e bëssen an enger Kontradiktioun. Well e seet jo, d'Solidaritéit, dat wier eng Prétraite, déi Créatrice d'emplois wier. Dat heescht, e Betrib, dee Leit an d'Prétraite-solidarité entléisst, dee muss Leit astellen.

Elo stelle mer effektiv fest, datt eng Rei Betriben, déi zwar an de Benefiss komme vun der Prétraite-solidarité, eng Dispens sech froen. An déi Betriben ginn ëmmer méi zahlreich! Déi soen: „Bon, mir hunn zwar gären, mir hunn och ofgemaach, well mir hu jo d'Méiglechkeet, och am Betrib iwwert d'Prétraite-solidarité en Accord tëscht Sozialpartner ze maachen, mä mir applizéieren d'Prétraite-solidarité, mä mir stelle keen an.“

Dann ass jo de facto schon d'Prétraite-solidarité eng Prétraite-ajustement. Ech wëll elo keng Entreprise hei nennen, déi dat ganz op engem relativ héijen Niveau praktizéiert. Dann ass jo den Effet, vun deem Dir jo schwätzt, dat heescht, Aarbechtsplaze schafen, deen ass jo fort, well et gëtt keen agestallt, obwuel een an d'Prétraite- - soi-disant nach ëmmer - solidarité geet.

Ech mengen do, fir dat kloerzemaachen, fir déi, déi wierklech dat net maachen, a well et och net ëmmer evident ass, ze kucken, ob deen, deen agestallt gëtt, wierklech d'Kompensatioun ass fir deen, dee fortgaangen ass. Well och do gesi mer, datt Héichqualifizierter duerch Botzpersonal ersat ginn, wat jo net am Sënn ass vun der Prétraite-solidarité. Absolut net! Well dat Botzpersonal zum Beispill, fir déi als Beispill ze ginn, déi wiere souwisou agestallt ginn. Mir hunn eng ganz Rei vu Fäll, wou Leit zwar agestallt ginn op de Kont vun der Prétraite-solidarité, mä déi Leit, déi wieren de toute façon agestallt ginn.

Wat den Apprentissage ubelaangt, effektiv gëtt d'Prétraite-solidarité déi Méiglechkeet. Mä ech sinn absolut fir den Apprentissage, a mir mussen an dësem Land den Apprentissage fördern. Mä den Apprentissage fördere mer net, andeems mer déi Eeler heemschécken an Apprentient an d'Betriben huelen. Dee fördere mer, andeems mer déi Eeler an de Betriben halen, eventuell mat enger verbesserter Prétraite progressive, an déi Eeler gebrauchen, fir déi Jonk, fir d'Apprentië richtig a gutt auszubilden.

Dat ass eng dynamesch Aarbechtsmaartpolitik, an net eng Politik, déi Aarbechtsplazen u sech zerstëiert, ouni sécher ze sinn, neier ze kréien.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Aarbechtsminister. Domadder wiere mer och um Enn vun där Fro.

Da kéime mer elo zu der drëtter Question élargie vun haut de Mëtteg, déi vun der Madame Brasseur iwwert déi nei Affectatioun vu verschiddene staatleche Gebaier. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

## 11. Question élargie n°32 de Mme Anne Brasseur sur une nouvelle affectation de plusieurs bâtiments publics

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Merci, Här President. De Stat huet eng Rei Gebaier. Da ginn nei Infrastrukturen opgeriicht, an da sinn déi aner Gebaier disponibel. Ech hat virun enger Zäit - ech mengen, am Dezember wor et - der Madame Kulturminister d'Fro gestallt, wat géif mat der jetzeger Nationalbibliothék geschéien oder mam ale Kolléisch. An dunn huet se mer gesot, et wier nach ze fréi, doriwwer ze diskutéieren.

Et ass eng aner Question parlementaire gestallt ginn iwwert de Campus Walfer. Do hunn dann den Héichschulminister an den Nohaltegkeetsminister geäntwert, et wier eng Etüd amgaang, oder déi wier gemaach ginn, fir do eventuell zwee Lycéien ze implantéieren. A grouss wor mäin Erstaunen, wéi ech héieren hunn, dass d'Madame Unterrechtsminister gesot huet, si wier iwwerhaupt net consultéiert ginn, si wësst nâischt dovun. Och sinn ech duerch d'Press gewuer ginn, dass d'Gemeng Walfer nâischt dovun wosst.

Duerfir hunn ech dës Fro gestallt, fir vun der Regierung gewuer ze ginn, wellech Politik se da mécht, wat d'Réaffectatioun vu Gebaier ubelaangt, ob et do eng global Strategie gëtt an ob et och, wat d'Acquisitionspolitik vun der Regierung ubelaangt, ob dat och mat an d'A gefaasst gëtt, fir ze kucken, wou wellech Administratioun ennerbruecht gëtt.

Ech denken do och zum Beispill niewent der Nationalbibliothék u Sankt Maximäin, wann do den Ausseministère erausplënnert. Ech ka mer zwar virstellen, wat do drakënn, mä ech fannen, et misst eng Gesamtstrategie entwéckelt gi vum Stat. A fir dat ze maachen, missten natierlech méi Ministären och dorun associéiert ginn.

Duerfir wollt ech da vun der Regierung wëssen, wéi se gedenkt dat unzegoen, well et wier jo awer wierklech net akzeptabel, wann esou Gebaier géifen eng Zäitchen eidel stoen, wou mer op där anerer Säit dach wierklech Pénurie hunn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert kritt den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. E puer Äntwerten och op déi do Fro.

Dat Éischt, dat ass fir ze soen, datt d'Kompetenz an der Regierung vun der Affectatioun vun deene Gebaier jo verschiddenaarteg gelagert ass. Et ass esou, datt normalerweis de Finanzminister a senger Responsabilitéit fir d'Domains de l'État, natierlech fir sämtlech Domaines de l'État, dat heescht och fir d'Affectatiounen vun de Gebaier zoustänneg ass.

Dat mécht en awer an enger Koordinatioun, well et einfach logesch ass, mat deemjéineg Minister, dem Infrastrukturminister, dee responsabel ass fir d'Infrastrukturen an dee Moment och fir déi Administratioun, d'Bâtiments publics, déi dat alles an der Rei hält an déi och d'Planifikatioun ka maachen, fir Saachen ëmzebauen, anescht ze bauen, anescht ze gestalten, fir hinnen en aneren Zweck ze ginn.

An och a Kollaboratioun mat deem Minister, dee responsabel ass fir den Aménagement du Territoire, well och eng Rei Froen, wou Implantatiounen vun eenzelnen Administratiounen, Schoulen an Ähnlech, hikommen, natierlech iwwert den Aménagement du Territoire muss gemaach ginn. An noutgedrongenerweis och dann eenzel gekuckt mat den eenzelnen Departementen, déi concernéiert sinn. - Dat zur Organisationsfro.

Dat Zweet ass: Ass eng Strategie do hannendrun? Ech géif am léifste soen, et sinn e puer Strategien do, déi net kontradiktoresch sinn, mä déi sech komplementéieren, well et ass ganz schwierig, wann een eng Rei Gebaier huet, déi eidel ginn, déi awer Objet-unique sinn, wou jiddweree seng Particularitéiten huet, fir dann do hannendrun ze soen: Wat ass dann elo déi grouss Strategie hannendrun?

Ech wëll soen, datt ee vun de Punkten, déi mer an deene leschte Jore probéiert hunn ëmzesetzen, deen ass, datt mer déi stabil Administratiounen vum Stat probéieren ze regroupéieren a Gebailechkeeten, déi och dem Stat gehéieren,



och aus finanzielle Grënn, well et ganz einfach logesch ass, datt mer deene stabel Adresse ginn an datt mer och probéieren, op där Säit eng ganz Rei Ekonomien ze maache vu Loyeren, déi de Stat net onbedéngt wëllt bezuelen, wann en d'Disponibilitéit vu sengen eegene Surfacen hei oder anzwoosch anescht huet.

An dann natierlech probéiere mer awer vun der Strategie aus effektiv ze kucken, fir Administratiounen, déi op verschidde Lieue verdeelt sinn, well dat historesch esou gewuess ass, aus administrative Grënn zesummen ze kréien, well mer einfach soen, datt de Fonctionnement vun den Administratiounen, wa se kënnen fonctionnieren an enger geografescher Gemeinsamkeet, méi sënnvoll a méi logesch ass.

Op där anerer Säit probéiere mer och am Kader vum Aménagement du Territoire eng ganz Strategie ze verfollegen, wou eng Rei vun den Administratiounen dezentraliséiert ginn. Dat bescht Beispill sinn elo déi Administratiounen, déi op Belval kommen, wéi d'Administration de l'Environnement, d'Administration de la Gestion de l'Eau respektiv déi, déi an d'Nordstad kommen, wou effektiv d'Dezentralisatioun da gemaach gëtt. Dat heescht, verschidde Type vun net kontradiktoresche Strategien, déi zesumme kommen.

Dann awer op déi verschidde Punkten, déi Der ugeschwat hutt, well Dir hutt jo eng Rei Gebai-lechkeeten elo hei ugeschwat.

Dat Éischt, dat ass dat vun der Nationalbibliothék. Do ass nach déiselwecht Äntwert, wéi d'Madame Kulturministesch lech ginn hat vir-drun. Mir hu momentan nach net decidéiert, wat mat deene Gebai-lechkeeten vun der aler Nationalbibliothék, vun der aktueller Nationalbibliothék geschitt.

Do gëtt elo emol fir d'Éischt nach eng ganz Faissabilitéitsstudie gemaach, fir ze kucken, wat kann iwwerhaupt soll geschéien. Dat si ganz particulier Säll, déi relativ laang gezu sinn, wou sech fir Bürosraum - dat sinn éischt Analysen, déi dat soen - awer méi schwierig ass, dat ze maachen, ausser et mécht een eng ganz Réfectioun dran. Dat heescht, déi Froe sinn nach net alleguer gekläert. Do ass also nach keng Äntwert do.

Wat da Walfer ugeet, de Campus Walfer, do wonnert et mech, datt am Fong keen dat gewosst hätt, well et sinn awer vill Diskussiounen, déi do scho gelaf sinn, an et muss een d'Ausso vläicht e weineg anescht verstoen, wéi Dir se elo hei relativ cru awer ausgedréckt hutt. Well wat kloer ass, dat ass, datt d'Affectatioun vum Campus Walfer fir d'Éducation nationale reservéiert ginn ass, an dat am gemeinsame Verständnis mat der Éducatiounsministesch.

Duerno huet eng Diskussioun stattfonnt op där Plaz, wou se am Fong sollt stattfannen. Am Fong hu mer déi Leit, déi de Plan sectoriel «Lycées» sengerzäit, an déi Zäit, wou Dir Éducatiounsministesch waart, ausgeschréckt hunn, beoptragt, fir nach eng Kéier ze iwwerkucken, wat da kéint entstoan op deem Site. An do sinn zwou Saachen, déi lafen. Dat Éischt, dat ass, datt Bâtiments publics eng Analys vum Site gemaach huet, fir ze froen, fir ze kucken: Wat kritt Der hin? Dat war déi Etüd, vun där Dir selwer geschwat hutt.

An do ass festgestallt ginn, datt, wa mer wëllen all Plaz ausnotzen, mer en neit Gebai vu ronn 20.000 m<sup>2</sup> hikeréien, datt mer am Schlass eng Surface brute vu ronn 7.700 m<sup>2</sup> kënnen benotzen, datt mer och en Internat kéinten dra maache mat enger Surface brute vun 2.500 m<sup>2</sup> an datt mer och Büroflächen hätte kënnen kréien oder kënnen kréien iwwer eng Surface brute vu ronn 3.000 m<sup>2</sup>.

Déi Analys, déi ass ofgeschloss. Mir wëssen also, wat potenziell op deem Site geet. Doropshin huet eng zweet Analys ugefaangen, dat ass déi vun deem Groupe de travail, deen am Kader vun dem Plan sectoriel «Lycées» schafft an dee sech dann iwwerleet: Wéi kënnen mer am Land déi enzel Lycéeën esou aménagéieren, datt et sënnvoll ass an datt och dee richtege Lycée op déi Plaz kënnent?

A wann d'Madame Delvaux gesot huet, datt se nach net doriwuer informéiert war, ass dat richtig, well déi Informatioun hunn ech en définitive och nach net, well dee Grupp nach amgaang ass ze schaffen. Do waren zwar schonn eng Rei Saachen an der Press doriwuer, mä hei komme jo d'Saachen alleguer méi schnell an d'Press, wéi d'Ministere se heiansdo kréien. Do kann ech näischt drun änneren. Dat ass...

**(Interruption)**

Gelif? Neen, pardon.

**(Interruption)**

Jo, ech mengen, dat hei ass awer elo relativ komplett an deem, wéi ech de Bericht sollt gemaach hunn.

Do war eng Diskussioun, ob dann e klassesch Lycée, zwee Lycéeën, ob Administratiounen sollen dohinnerkommen, en Internat soll dohinnerkommen. Déi Décisioun ass awer en fin de compte nach net kloer an d'äitlech geholl. - Dat zu där doter Saach.

Da kommen ech op d'Rotonden eriwuer. Par contre, do hate mer eng ganz Rei Diskussiounen mat deene Leit, déi fréier an de Rotondë waren, an déi Rotondë sinn och geplangt, fir dat de CarréRotondes, wéi et dann elo haut heescht, erëm kann eriwergoen an d'Rotonde 1. Do sollen d'Aktivitéite vum „Traffo“ fir e jonke Publikum sinn, d'Récupéatioun vun den hëlzene Strukturen vum „Cerf bleu“ - esou gëtt dat genannt - fir de Konferenzprogramm „Open Square“ an déi Élément-amoviblen an dem Expositiounssall, fir „Expo“ ze maachen.

D'Rotonde 2, do soll esou e Konzept „box in the box“ gemaach ginn, wou de Café am Concertsall fir den „Exit07“ soll dohinnerkommen, an dat Ganzt soll nu wierklech op eng Aart a Weis gemaach ginn, déi extrem einfach ass, esou mann Käsche wéi méiglech, mä awer dann, datt et déi Fonctionnalitéite kann do hunn. Dat ass och zesummen, mengen ech, mat de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg esou geschwat ginn.

Dann hat Der nach d'Fro gestallt, déi lescht Fro, dat war, wat mam Centre..., also mat den aktuellen Affaires étrangères geschitt. Definitiv ass déi Décisioun och nach net geholl. Haut ass amgaang gekuckt ze ginn, ob mer kënnen an der Logik vum Regroupement eventuell eng Rei Service vum Ministère d'État an deem do Gebai maachen, well dat géif Sënn maachen, wann dat alles kéint regroupéiert zesummen do stattfannen. Déi Service sinn éparpilléiert momentan a verschidde Gebaier an der Stad. Eng definitiv Décisioun ass awer eréischt geholl, wann déi Analys fäerdig ass a wann ee gesäit, ob dat esou machbar ass oder net.

Ech mengen, do hätt ech op all Är Froe geäntwert. Mä d'Madame Brasseur kann nach eng Fro...

► **M. le Président.** - Jo, d'Madame Brasseur mécht gären nach eng Zousazfro. Madame Brasseur, wann ech gelift.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här Minister. Den Här Minister huet elo grad gesot, ech hätt „cru“ ausgedréckt, dass d'Madame Unterrichtsminister gesot hätt, si hätt näischt dovun gewosst. Ech mengen, et gëtt genuch Leit heibannen, déi datselwecht héieren hu wéi ech, an do huet et mer geschéngt, dass et awer un engem Mangel u Koordinatioun an der Regierung ass.

Den Här Minister huet elo gemengt, Explikatiounen ze ginn, firwat e mengt, dass d'Madame Minister dat gesot huet. Toujours est-il, dass ech mengen, dass et do awer u Koordinatioun an der Regierung feelt.

Mä da wollt ech awer eng Fro stellen: D'Gemeng Walfer, och dat ass bemängelt ginn, d'Gemeng Walfer wier do net consultéiert ginn, an dat ass meng Zousazfro, well d'Gemengen, op deenen hirem Territoire esou Réaffectatiounen geschéien, mussen selbstverständlech awer mat agebonne ginn!

Duerfir, Här Minister: Wéi ass et mat der Kooperatioun mat der Gemeng Walfer?

► **M. le Président.** - Här Minister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Déi zwou Saache wëll ech esou beäntwerten, datt mer, éischts, mat der Éducatiounsministesch eng gutt Koordinatioun a sämtleche Punkten do hunn. Anescht kéint dat jo am Prinzip och net sinn, well d'Implantatioun vun de Schoulen, déi gëtt evidenterweis gemeinsam gemaach, an d'Madame Delvaux an ech, mir maachen dat d'un commun accord.

Just, datt weder si nach ech d'Resultater vun deene Groupes de travail kennen, déi elo amgaange sinn, doriwuer ze schaffen, an déi och normalerweis eng Diskussioun féieren iwwer verschidde Alternativen, ier se eis da Konklusiounen presentéieren, wat ech logesch an der administrativer Prozedur fannen. A vun deem Moment u setze souwuel d'Madame Brasseur wéi ech eis zesummen, fir ze kucken, wat fir eng definitiv Décisioun mer huelen.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - D'Madame Delvaux!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - D'Madame Del..., jo, sorry, dat do war elo wierklech net gär geschitt! D'Madame Delvaux...

**(Interruption)**

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech géif awer ganz gär mat lech zesummeschaffen!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Majo!

D'Madame Delvaux setzt sech awer mat mir zesummen, fir datt mer dat kucken.

Datselwecht gëllt fir d'Gemeng Walfer. D'Gemeng Walfer ass informéiert, well se e puermol och bei eis oder bei mir am Büro waren, fir doriwuer ze schwätzen, datt et gewollt ass, fir do schoulesch Infrastrukturen ze maachen. Si ass awer net informéiert, aus deemselwechte Grond wéi vir-drun, wat fir eng dohinnerkommen, well mir et selwer nach net wëssen. Soubal mer an deenen Décisiounsfindungen do weiderkomm sinn, ass et natierlech, datt d'Walfer Gemeng och wäert informéiert ginn, well mir implantéieren och net Schoulen, ouni datt mer dat wellen a Kooperatioun mat der Gemeng maachen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci! Domadder wär och deen dote Punkt ofgeschloss, an da kéime mer elo zum éischte Projet de loi fir de Mëtteg, nämlech de Projet de loi 6521, eng Ofännerung vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Wilmes, den Här Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert!

## 12. 6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail

### Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Jugendchömage ass en Thema, dee während der aktueller Kris eng nei an ëmmer méi besuergniserregend Bedeitung kritt huet. Wann ee bedenkt, dass an der Europäescher Union am Dezember d'lescht Joer 5,7 Milliounen jonk Leit ënner 25 Joer am Chömage waren, dovunner 3,7 Milliounen an der Eurozon, sou gëtt engem d'Ausmooss vun deem Problem richtig bewusst.

Besonnesch am Süde vun Europa, wou d'Jugendarbeitslosigkeit sech a Spuenien, Portugal an Italien op 55%, 38,3% respektiv 36,6% beleeft, geet ëmmer méi Rieds vun enger „verluerener Generatioun“ - eng Generatioun also, déi d'Kris net verschéllt huet an awer d'Konsequenzen dovunner op eng ganz tragisch Aart a Weis droe muss.

Dës jonk Leit, ob diploméiert oder net, hunn de Moment keng Perspektiv an hirem Land. Ouni Aarbecht réckelt d'Gestaltung vun engem eegestännege Liewen oder enger Famill ëmmer méi wäit ewech. Keng Perspektiv ze hunn, keng finanziell an existenziell Sécherheet, dat ass eng ganz escht Gefor fir de soziale Friden an eiser Gesellschaft. Deemno gëllt et, esou séier wéi méiglech europawäit eng Strategie auszeschaffen, fir deem Phenomeen vun der Massenarbeitslosigkeit konsequent entgéintzewierken.

Och wa mir hei am Land zwar e gutt Stéck ënner der europäescher Moyenne leie mat ronn 18% Jugendchömage, ass deesen esou héich hei am Land wéi nach ni!

**(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)**

Am Dezember 2012 ware 4.160 jonk Leit ënner 30 Joer bei der ADEM ageschriwwen, derbäi kommen nach 1.308 jonk Leit, déi an enger Aarbechtsmoossnam sinn. Dat sinn also ronn 5.500 Jonker ouni fest Schaff hei am Land, eng erschreckend héich Zuel vu jonke Leit ouni fest Aarbecht!

Madame Presidentin, virun ongeféier engem Joer huet de Comité permanent du travail et de l'emploi e Jugendaktiounsplang, e Plan d'action pour la jeunesse presentéiert, deen duerch verschidde Aktiounen a Moossname méi geziilt jonke Leit eng Aarbecht beschafé soll.

Deen Aktiounsplang gesäit zum Beispill eng «garantie jeunes» vir. Dës Dispositioun garantéiert, dass all Jonken, dee bei der ADEM ageschriwwen ass, spéitstens no véier Méint eng konkret Propos gemaach kritt fir eng Aarbecht, oder wann net, eng Formatioun oder e Wee zréck an d'Schoul proposéiert kréie muss. Dës «garantie jeunes» soll spéitstens Enn des Joers vun der ADEM ugebuede ginn. Well deen heefegste Grond vun der Aarbechtslosigkeit bei Jonken nach ëmmer e Manktum un Ausbildung ass, soll verstärkt op d>Weiderbildung, d'Evaluatioun an d'Formatioun gesat ginn.

Ganz besonnesch encadréiert sollen déi Jonk ginn, déi d'Schoul fréizäitig ofgebrach hunn, dee sougenannt Décrochage scolaire. Si mussen esou séier, wéi et geet, opgefaange ginn, Alternative gebuede kréien oder moti-

viéiert ginn, nees weider an d'Schoul ze goen. Wat si méi laang ouni Schaff sinn, wat et méi schwéier fir si gëtt, op deen éischten Aarbechtsmaart ze fannen, a si lafen domat d'Gefor, an de Laangzäitichömage eranzerutschen.

Madame Presidentin, deemno huet de Projet de loi vun haut als Haaptobjektiv, déi entsprechend Moossnamen am Kader vun der Bekämpfung vun der Jugendarbeitslosigkeit un déi verschäerfte Situatioun vun der Kris vun haut ze adaptéieren an och méi effikass ze gestalten.

Prezis geet et ëm déi sougenannten CAE an CIE, Contrat d'appui-emploi a Contrat d'initiation à l'emploi, déi fir d'Éischt mam Gesetz vum 31. Juli 2006 zugonschte vun der Aarbecht vu jonke Leit agefouert goufen. Während der Weltwirtschaftskris an der domat konstant steigender Aarbechtslosigkeit vu jonke Leit sinn dës Moossnamen duerch d'Gesetz vum 11. November 2009 emgéännert an ugepasst ginn.

Dës Krisemoosname waren temporär a sollten ursprénglech fir ee Joer gëllen. Si haten als Zil, verstärkt jonke Leit ënner 30 Joer, ouni an awer och mat Diplom, eng Aarbecht ze verschafen an esou d'Konsequenzen vun der Kris op eng ganz Generatioun ofzeschwächen.

Déi deemools emgéännert Contrats d'appui-emploi, Contrats d'initiation à l'emploi an deen nei agefouerte Contrat d'initiation à l'emploi - Expérience pratique, de sougenannten „CIE-EP“, sollten et engersäits méiglech maachen, jonke Leit ouni Qualifikatioun weider Formatiounen an Erfahrungen an der Berufswelt ze bréngen, an anerersäits deene Jonken, déi en Diplom hunn, d'Méiglechkeet ze bidden, deesen duerch eng éischt professionell Erfahrung opzewäerten an esou hir eegen Attraktivitéit fir den Aarbechtsmaart ze steigern.

Vu dass d'Konsequenzen vun der Kris awer méi eng grouss Ampleur haten, wéi ufanks geduecht, sinn dës verschidde Moossnamen zweemol verlängert ginn a sinn den 31. Dezember 2012 ganz ausgelaf.

Madame Presidentin, de Lëtzebuurger Centre de recherche a Sozialwësseschaften CÉPS/Instead huet d'lescht Joer am Opdrag vum Aarbechtsminister eng Evaluatioun vun de Moossnamen iwwert de Jugendchömage gemaach, déi an de Projet de loi vun haut matagefloss ass.

De Bilan vun der Evaluatioun ass global positiv. Beim CIE hu 75 vun 100 Jonken an den éischte sechs Méint no der Mesure eng Aarbecht fonnt. Beim CAE ass d'Effikasitéit net esou grouss: 48 vun 100 Jonken hunn no sechs Méint eng Aarbecht fonnt. Vlächit zur Statistik: Am Dezember d'lescht Joer, 2012, waren 352 Jonker an engem CAE, 736 an engem CIE an 220 an engem CIE-EP.

Madame Presidentin, den Haaptobjektiv ass a bleift, deene Jonken op direktem Wee eng Aarbecht ze verschafen, ouni dass si vun enger vun deenen Aarbechtsmoossname Gebrauch maache mussen.

D'Moossname vum Projet de loi vun haut adresséieren sech also net u Jonker, déi eréischt just ugefaangen hunn, eng Aarbecht ze sichen, mä un déi, déi schonns länger ouni Erfolleg no enger Schaff sichen, an dat ass och den Haaptmessage vum Gesetz vun haut, a wou eis den Aarbechtsminister Nicolas Schmit an der Kommissioun och eindringlechst drop higewisen huet.

An deem Sënn gëtt d'Dauer am Gesetz, während där déi Jonk mussen bei der ADEM ageschriwwen sinn, fir kënnen vun engem CIE oder CAE ze profitéieren, vun engem op dräi Méint eropgesat. Des Weidere gëtt mat deem Projet de loi versicht, der fréierer Kritik Rechnung ze droen, dass d'Entreprises, ob öffentlech oder privat, dës Moossname benotzen, fir déi jonk Demandeurs d'emploi als bëlleg Aarbechtskraaft op eng begrenzt Dauer anzustellen an esou vu staatleche Sanktiounen (veuillez lire: Subventiounen) ze profitéieren, ouni awer deene Jonken duerno eng reell Aarbechtsplatzperspektiv unzubidden.

Erënnere wëll ech nach eemol drun, dass am Prinzip den CIE fir de private Secteur de Jonken eng Perspektiv op eng spéider fest Aarbecht bidde soll an den CAE am Prinzip am öffentleche Secteur eng weider Formatioun respektiv Erfahrung vermëttele soll, déi de Jonken hir Chancen, sech um Aarbechtsmaart ze integréieren an etabléieren, steigere sollen.

Duerfir huet de Gesetzestext och virgesinn, dass de Remboursement fir den Employeur, deen en CAE ubitt, vu 85% elo op 75% erofgesat gëtt. Domat soll deesen encouragéiert ginn, deem Jonken e richteg Engagement unzubidden an net just dës Moossname ze benotzen, fir vun de staatlechen Hëlfelefen ze profitéieren. An deem Sënn gëtt och d'Verlängerung vum Kontrakt just nach zu 50% vun der Indemnitéit, déi dee Jonke kritt, rembourséiert. Dëst soll de Patron incitéieren, dee jonke fest anzustellen an net just d'Moossnam ze verlängeren.





Wat den CIE ugeet, esou bezuelt de Fonds pour l'Emploi dem Patron während deenen éischten zwielf Méint 50% vun der Indemnitéit, déi dee Jonken erhält, an zousätzlech och d'Part vun de Charges patronales. Dobäi gëtt dese Remboursement och an der Verlängerungsphas vum Kontrakt op 30% erofgesat. Et geet een dovun aus, dass de Promoteur, deen dee Jonken no der Moosnam astellt, zefridde mat deem senger Leeschtungen ass.

De Patron kann also vun enger staatlecher Hëllef profitéieren, wann hien dee Jonken no der Moosnam enner engem CDI an ouni Période d'essai astellt. Och muss de Kontrakt zum Zäitpunkt vun der Demande nach a Kraaft sinn. Dës finanziell Hëllef besteet, wéi gesot, aus der Prise en charge vun der Charge patronale, an dëst während zwielf Méint. Si gëtt awer eréischt zréckbezuelt zwielf Méint no der Astellung vun deem Jonken.

D'Etüd vum CEPS huet och des Weidere festgestallt, dass d'Unzuel vun den CIE-EP-Kontrakter relativ kleng ass, mat ongeféier 13 pro Mount an der Moyenne, an duerfir gesäit de Gesetzestext vir, dës Moosname mat an den CIE eranzintéieren.

D'Minimaldauer vum CAE gëtt vun dräi op zwielf Méint eropgesat, well en CAE vun nëmmen dräi Méint et net méiglech mécht, dee Jonken adequat ze betrieien, an esou keng Plus-value fir hien duerstellt.

Weiderhi ginn d'Aarbeitsstunne pro Woch op 40 eropgesat, an dës souwuel fir den CIE wéi och fir den CAE. Den CAE war bis elo op 32 Stonne begrenzt. Et ass eng Obligatioun fir de Patron, dass dee Jonke während deene 40 Stonnen elo un externen an interne Formatiounen kann deel huelen, dat am duale System deemno, fir domat seng Berufstauglechkeet ze verbesseren. Mat deser neier Dispositioun gëtt sech e verbesserten Encadrement vun deem Jonken erwaart, fir en op dës Manéier méi fit ze maache fir den éischten Aarbeitsmaart an esou seng Employabilitéit eropzesetzen.

De Projet de loi passt och d'Pai vum Jonken un. All Jonke vun 18 Joer u muss den net qualifizierte Mindestloun kréien, dat si jo, wéi bekannt, ab dem 1. Januar 2013, 1.874,19 Euro. Fir déi Leit, déi en Diplôme de fin d'études secondaires oder en Unisdiploem hunn, beleeft sech dës Indemnitéit op 130% vum net qualifizierte Mindestloun, dat sinn 2.436,45 Euro. Wat elo déi Jonk enner 18 Joer ugeet, ass eng Indemnitéit vun 80% vum net qualifizierte Mindestloun festgeluecht ginn, 1.499,35 Euro.

Bei der Evaluatioun vun de Moosnamen, déi de CEPS realiséiert huet, ass kloer ginn, dass e Jonken, deen no sengem CIE net vu sengem Patron agestallt ginn ass, et ganz schweier huet, eng Aarbecht ze fannen. De Fait, dass de Patron dee Jonken also net a sengem Betrieb gehalen huet, gëtt interpretéiert als Onzefriddenheet vum Patron iwwer d'Leeschtung vun deem jonken Demandeur d'emploi. Fir dese Phenomeen esou wäit wéi méiglech anzuschranken, gesäit de Projet de loi vir, dass d'ADEM vill méi staark an déi ganz Prozedur matagebonne gëtt.

Zum Beispill mécht si zesumme mam Patron an deem Jonken eng Evaluatioun vun deem senger Aarbecht sechs Méint nom Ufank vun der Moosnam an awer och aacht Méint (veuillez lire: Wochen) virum Enn vum Kontrakt. Sou kënnen d'Schwächte behuewen a Fortschreitter - oder och net - festgehalen ginn. Um Enn vun der Moosnam gëtt e Certificat ausgestellt, sou huet dee Jonken en offiziell Dokument, eng Zort Bilan, dee seng Kompetenzen oplëscht an esou wichteg fir hien ass a senger weideren Démarchen op der Sich no enger Aarbecht.

Fir dass dese Certificat eenheetlech ass, setzt d'ADEM verschidde Punkte fest, déi do drastes mussen. De Certificat gëtt deemno Auskunnft iwwer d'Tächen, déi während dem CIE oder CAE gemaach gi sinn, iwwer seng Dauer an iwwer déi Formatiounen, vun deenen dee Jonke konnt profitéieren. De Patron muss deem Jonken dann dese Certificat zum Schluss vun der Moosnam aushändigen.

Wat d'Verlängerung vun der Moosnam no zwielf Méint ugeet, sou muss dës am elenegen Interêt vun deem Jonke geschéien. De Gesetzestext gesäit vir, dass den Direkter vun der ADEM op Avis vum Délégué à l'emploi des jeunes opgrond vun enger individueller Evaluatioun vun deem Jonken eng maximal Verlängerung vu sechs Méint kann erlaben. D'Dauer vun der Verlängerung gëtt mat deem Projet de loi deemno vun initial zwielf op sechs Méint erofgesat, mam Argument, dass eng Verlängerung vu sechs Méint duergeet, fir eventuell Lacunë bei deem Jonken ze behiewen.

Här President, zum Schluss - pardon, Madame Presidentin! -, zum Schluss wëll ech nach ganz kuerz op d'Avise vun de Berufskummeren agoen. Mat Ausnahm vum Retard, mat deem de Projet de loi an der Chamber deponéiert

gouf, ass dee virleidenen Text am grouse Ganze guttgeheesch.

D'Chambre des Salariés huet proposéiert, dass e Patron, deen e Jonken nom Oflaf vun der subventionierter Aarbeitsmoosnam zwar astellt, awer hien no zwee Joer nees entléisst, déi Prime, déi hie vum Stat kritt huet, nees zréckbezuelt muss. Wat de Certificat ugeet, deen de Jonken no der Moosnam kritt, sou hätt d'Chambre des Salariés et wichteg fonnt, dass de Grond dropstoe géif, am Fall wou dee Jonken net bei dem Patron agestallt gi wär.

D'Chambre de Commerce fënnt et net gutt, dass d'Dauer, déi dee Jonke muss bei der ADEM ageschriwwen sinn, fir vun enger Moosnam kënnen ze profitéieren, vun engem op dräi Méint eropgesat ginn ass. Wann d'Iddi ass, dee Jonken esou séier wéi méiglech an d'Aarbeitswelt ze integréieren, ass et fir si - also d'Chambre de Commerce - éischter kontraproduktiv, d'Dauer vun der Aschreiwung eropzesetzen.

Zudeem hätt d'Chambre de Commerce sech och méi eng grouss Valorisation vun der Léier, dem Apprentissage erhofft.

Den Avis vun der Chambre des Métiers konnt leider net méi an de schréffleche Rapport vun der Kommissioun integréiert ginn, well e ganz einfach ze spéit opgestallt ginn ass an deemno och ze spéit an der Chamber ukomm ass.

Trotzdem wéilt ech e puer Wuert dozou soen: Ebe grad wéi d'Chambre de Commerce kritiséiert och d'Chambre des Métiers d'Erpsetze vun der Aschreiwungsdauer vun deene Jonke bei der ADEM a fuerdert, der Léier e méi grouse Wäert zouzeschreien. Des Weideren ass d'Chambre des Métiers der Meenung, dass déi aktuell Remboursement zugonschte vun de Patrone solle bestoe bleiwen an net solle gekierzt ginn, sou wéi de Projet et virgesäit.

Madame Presidentin, zum Schluss: Wéi mer all wëssen, stellt eis Jugend d'Zukunft vun eisem Land duer. Dowéinst muss mer alles drusetzen, dass trotz haarde Krisenzyklen deene jonke Mënschen dee beschtméigleche Start an d'Berufsliewen erméiglecht ka ginn, well nëmmen esou gëtt et fir si méiglech, sech hiert eegestänneg Liewen opzebauen. An dat si mer och eiser jonker Generatioun schëlleg!

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honoreabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léise mer mat dem CAE, mam CIE de Problem vum Chômage? Neen, dee léise mer natierlech net, well wann ee gär wëllt de Problem vum Chômage léisen, da muss een aner Saache maachen. Do sinn aner Facteure wichteg. Als Alleréischte emol, dass een Aarbeitsplaz schafft, an natierlech och, dass mer eng gutt Ausbildung hunn, eng gutt Schoul hunn, fir dat déi Jonk mat engem Diplom erauskommen, mat deem se herno kënnen och um Aarbeitsmaart eng Plaz fannen.

Hu mer dat dann hei zu Lëtzebuerg? Zum Deel, well mir hunn nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg d'Situatioun, dass mer Aarbeitsplaz schaffen. Zwar elo vläicht manner dëst, d'lescht Joer wéi déi Jore virdrun, mä mir sinn an enger glécklecher Situatioun par rapport zu deenen anere Länner an Europa, bei eis ginn der alt nach wéinstens geschafen.

An trotzdem hu mer awer eng Entwécklung beim Chômage, déi no uewe geet, an och bei deem vun deene Jonken. Dat heescht also, dass et e Problem gëtt! An deen ass och bekannt, wann een d'Ziffere kuckt, an de Roger Negri huet jo elo eng ganz Retsch Ziffere gesot - an deem Kontext wëll ech him och villmools Merci soen vun deser Plaz fir de Rapport, deen e gemaach huet -, a wann een déi Zifferen also analyséiert, da gesäit ee kloer, dass e groussen Deel vun deene Jonken, déi am Chômage sinn, net déi néideg Qualifikatioun hunn, fir herno eng Aarbeitsplaz domadder ze fannen. Dat ass also de Problem.

Dat heescht, wa mer also wéilt wierklech de Chômage an de Grëff kréien, da muss mer do usetzen. Et gëtt, wéi gesot, zum Deel gemaach, et si jo scho Reformen an der Schoul gemaach ginn. Mir hunn d'Grondschoul, also d'Primärschoul reforméiert, also d'Grondschoul kritt, do ass och e Bilan presentéiert ginn, do sinn nach Kannerkrankheeten, déi mussen och vläicht nach geheelt ginn, mä do leeft awer eppes.

Mir hunn d'Formation professionnelle och op de Leescht geholl gehat nach virun de leschte Wahlen. Och do ass et nach um Terrain, wou et

nach Problemer gëtt, fir et ëmzesetzen. Och do si Kannerkrankheeten nach do, déi mussen nach geheelt ginn. Mä och do leeft awer schonn eppes!

Mä dat ass de Problem mat de Reformen, dass se ëmmer eng Zäitche brauchen, bis dass se gräifen, an u sech hu mer hei als Politiker e Kampf, deen een net richtig ka gewinnen, well mer nämlech der Zäit ëmmer e bëssen hannendrunlafen, der Entwécklung hannendrunlafen! Et sinn da schonn erëm Jore vergaangen, ier déi éischt Resultater sinn, an duerfir muss een awer probéieren, eppes ze maachen, fir alt ze kucken, dass déi Jonk, déi elo aus der Schoul erauskomm sinn ouni Diplom an déi dobausse sinn an déi keng Aarbeitsplaz fonnt hunn, dass déi net einfach léns leie gelooss ginn.

An do hu mer ebe scho virun enger Rei Joren ugefaangen, nach mam François Biltgen, wéi hien Aarbeitsminister war, mir hu jo dës Mesuren hei agefouert. Déi sinn dunne och iwwerholl ginn, reforméiert ginn an och verlängert gi vum aktuellen Aarbeitsminister. A mat deene Mesurë wëlle mer jo gären deene Jonken, déi eben den Defizit hunn, dass se keng héich Qualifikatiounen hunn oder guer keng Qualifikatiounen hunn, wéinstens ënnert d'Aerm gräifen, fir dass se net einfach op der Strooss stinn a sëtze bleiwen. Well dat wär nämlech dat Dramatesch, wat mer kéinte maachen!

Den Här Negri huet hei vu Perspektiv geschwat, dass ass ganz richtig! Wann een also iwwerhaapt keng Perspektiv kritt, da kann een och als Politik net higoen a soen, mir hätten eis Aufgab gemaach! An ech mengen, dat ass dat, wat déi Jonk vun eis verlaangen, dass mir wéinstens eis Aufgabe maachen. Hinnen ass dat egal, ob mir elo de CAE esou gesinn oder esou gesinn. Si hätte gären einfach eng Aktioun, eng Mesur, e Signe vun der Politik, dass mer u se denken a probéieren, alles, wat an eiser Muecht méiglech ass, ze maachen, fir hinnen ze hëllefen.

Beim CAE a beim CIE maache mer elo Reformen. Mir maache se éischten emol definitiv. Den Här Negri huet elo am Detail erkläert, wat hei wäert geännert ginn. Loosse mer och e puer Wuert dozou soen.

Mir begréissen dat, dass déi Mesuren elo hei definitiv gemaach gi sinn, well mir hate jo awer d'Situatioun, dass se elo ëmmer provisoiresch waren, an et war och u sech eng ganz onglécklech Situatioun, déi entstanen ass, nämlech dass se net den 1. Januar 2013 konnten definitiv eben agefouert ginn. Dat huet awer - och an den Avisen, ganz kloer, ass dat ëmmer erausgaangen - zu enger juristescher onsecherer Situatioun gefouert. Et sinn och eng ganz Partie Patronen, déi gesot hunn, dass se keng Kontrakter ebe méi geschloss hunn op där heiter Basis, well déi juristesche Basis eben net sécher war.

An do hätt ech awer eng konkret Fro och un den Aarbeitsminister: Kéint Der mer herno soen, wann ech gelift, wéi vill Betriber dann op deen ale System zréckgegraff hunn elo, an der Tëschenzäit da Kontrakter ofgeschloss hunn oder ob iwwerhaapt Betriber nach Kontrakter an där Zäit ofgeschloss hunn? Dat wär emol eng Fro, op déi ech nach wann ech gelift eng Äntwert herno gären hätt. Mä op jiddé Fall war dat net ganz glécklech, dass mer esou laang gebraucht hunn, fir dat bis hei an d'Chamber ze bréngen an elo haut eréischt dann ze stëmmen.

Soss awer, ënnert dem Stréch, si mir als CSV-Fraktioun mat dese Mesuren hei averstanen. Si sinn eng Plooschter op e Been, op eng Wonn, mä op d'mannst kënne mer awer déi Wonn domadder zoumaachen, amplaz dass se géif weider bludden. An duerfir ënnerstëtze mer dat och.

Mir sinn domadder averstane virun allem, well wichteg Punkten awer geännert a verbessert wäerte ginn. Wat ganz wichteg ass hei beim CAE a beim CIE, ass jo, dass déi Jonk während där Zäit emol iwwerhaapt d'Méiglechkeet kréien, Erfahrung ze sammelen an eng Formatioun och ze kréien. Well dat felt deene jo ganz dacks, net! Dat ass jo den Haaptproblem! Hei kréie se eng Méiglechkeet, fir kënnen déi Lacune do a relativ kuerzer Zäit probéieren, ebe méi kleng ze maachen. Si kréie se net ganz ewech, mä si kréien awer domadder schonn emol méi mat op de Wee wéi dat, wat se virdrun haten.

Wat awer wichteg ass, ass, dass wierklech och eng Bewäertung gemaach gëtt. Dat wäert jo elo geschéien. Mir maache se eng Kéier an der Mëtt a mir maache se eng Kéier bis zum Schluss. Kuerz ier de CAE oder de CIE ausleeft, gëtt dann eng Evaluatioun gemaach, an da gëtt herno e Certificat ausgestellt an op deem Certificat, do soll dann dropstoen, wat se an där Zäit genau gemaach hunn a geléiert hunn. An dat ass ganz wichteg, well awer och bei der Studie vum CEPS/Instead erausgaangen ass -

bei där Etüd, entschëllegt! - erausgaangen ass, bei CEPS/Instead, dass et eben...

► **Une voix.**- Da maacht eppes!

#### (Interruption)

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Ma mir maache jo elo hei eppes! Ah, ech hunn awer gesinn, Här Bettel, Dir maacht och eng ganz Rei Etüden an der Stad Lëtzebuerg. Gëschter nach hutt Der eng Etüd gemaach vum PAG...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et sinn Dausende jonk Leit, Här Wilmes, déi am Chômage sëtzen,...

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- ...wéini ass déi dann, wéini ass déi da fäerdeg?

#### (Interruption)

Do maacht Der och eng Etüd iwwer déi aner. Ech mengen net, dass Dir do besser sidd wéi mir!

#### (Interruptions diverses)

A mir hunn also déi Etüd hei vum CEPS/Instead...

#### (Interruptions diverses)

...gemaach, an de Schluss dovunner ass, dass beim CIE an dem CAE ganz dacks, wa se net agestallt gi sinn duerno, dass se duerno nach stigmatiséiert gi sinn, dat heescht, dass se risquéiert hunn, doduerjer, dass se net agestallt gi sinn no engem CIE, CAE, keng Plaz och bei engem anere Patron ze fannen, well dee sech da gesot huet: „Ma wann s de net emol hei agestallt gi bass, firwat solle mir dech dann do herno iwwerhuelen?“

Also ass et gutt, wa mer elo e Certificat maachen, wou dropsteet, wat se während där Zäit geléiert hunn, an och d'Ursach dropstoe kënn, firwat dass se net agestallt gi sinn. Well da kënne se herno mat deem Certificat wéinstens, wa se bei en anere Patron fir eng Plaz wëlle sech virstelle goen, eng Plaz wëlle sichen, da kënne se weisen, wat se do geléiert hunn. Dat ass ganz wichteg, fir géint déi Stigmatisierung ze wierken.

Dann ass och en anere wichtige Punkt, dass mer elo hei eropginn och vun 80% vum soziale Mindestloun op 100%, well mer jo och vun 22 Stonnen (veuillez lire: 32 Stonnen) op 40 Stonne ginn. Mir hunn deemools ëmmer gesot gehat, 80% schaffen, also 80% vum Loun. Wa se 100% schaffen, da solle se och 100% vum Loun selbstverständlech kréien.

Wat awer wichteg ass nach ze soen och bei enger vun de Mesuren, beim CAE, dat ass, dass mer beim CAE mussen virun allem de Verwaltungen, de staatleche Verwaltungen och mat op de Wee ginn, dass se deene Jonken net sollen Hoffnungen maachen, dass se herno géifen agestallt gi bei der staatlecher Verwaltung. Well ech kenne méi wéi een esou e Fall: Déi kruten de CAE, déi sinn da beim Stat, bei de Gemengen ebe konnte se eng Aarbecht maache während e puer Méint, an dann hu se gesot kritt: „Ma elo hues de emol ee Been heibannen, hues de ee Fouss heibannen an der Dier, du kriss och deen zweeten, mir wäerten eis derfir asetzen, dass de herno agestallt gëss.“

Mä natierlech konnte si herno net astellen, well de Rekrutement beim Stat ass iwwer dee Concours an déi kënnen also guer net esou agestallt ginn. Si kruten also eng falsch Hoffnung gemaach, an dat ass net richtig, wann een dat mat deene Jonke mécht. Do muss ee ganz kloer vun Ufank un de Verwaltungen mat op de Wee ginn: Et ass fir déi Jonk ze huelen a fir hinnen eng Erfahrung mat op de Wee ze ginn, eng Formatioun mat op de Wee ze ginn, an net, fir hinnen d'Hoffnung ze maachen, dass dat d'Méiglechkeet fir si wär, fir kënnen bei de Stat schaffen ze goen. Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass.

An dann, virun engem Joer, wou mer schonn iwwer d'Verlängerung geschwat hate vun dem CAE an dem CIE, hat ech och eng Kéier am Kader vun där Debatt gesot, dass een och misst driwwer nodenken, fir vläicht de CAE mat ze benotzen, fir ze kucken, fir déi sozial Kompetenzen, déi deene Jonke ganz dacks feelen, kënnen do ze verbesseren. Well niewent der schoulescher Qualifikatioun, déi se net hunn, feelen deenen och nach ganz dacks sozial Kompetenzen, wat et hinnen net erlaabt, fir kënnen herno iwwerhaapt sech bei enger Aarbecht ze integréieren oder an engem Grupp sech herno ze integréieren.

Duerfir wär et wichteg, dass mer hinnen déi och géife méi mat vermëttelen, an do kéint een och de CAE - do hat ech deemools proposéiert, et géif ee sech do zesummesetzen mat der Educatiounsministesch -, et kéint ee kucken, aus deem eben och eppes ze maachen, wou een



dann och kuckt, sozial Kompetenzen deene jonken Défavoriséierten dann do ze vermëttelen.

**(Interruption)**

Neen, mir kucken dat net, ech hat dat proposéiert, et ass net elo gemaach ginn, duerfir ginn ech et nach eng Kéier hei mat op de Wee, Madame Loschetter! Voilà!

► **Une voix.**- Oh! Oh!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- An et ass op jidde Fall wichteg, datt dat soll gemaach ginn, eiser Meenung no, well dat eben deen...

**(Interruption)**

...well dat eben, well de CAE dee Moyen ass, déi Mesure ass, wou een dat och kéint maachen.

Da wär awer och kloer wichteg, de Profil vun de Jonke kloer ze definéieren, wat kloer hir Defiziter sinn, fir datt mer eben och gesinn, wat niewent hire schouleschen Defiziter déi Problemer, déi Aspekter sinn, déi et hinnen net erlaben, fir kënnen eng direkt Aarbechtsplaz ze fannen.

Dat sinn déi Punkten, déi mir als CSV-Fraktioun eng Kéier wollte mat op de Wee ginn. Mir sinn ënnert dem Stréch domadder averstanen. Mä, wéi gesot, mir bedauern, datt et esou laang gedauert huet, fir déi zwou Mesuren hei definitiv ze maachen, datt do juristeschen eben...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir musse kucken, datt d'CSV onbedéngt nach eng Kéier an d'Regierung kënnt,...

**(Interruptions et hilarité)**

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Datt et juristeschen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...fir dat ass alles ze maachen, wat...

► **Une voix.**- D'CSV an der Regierung géif et doudsécher besser maachen, Här Wilmes, ne?

**(Interruptions diverses)**

► **Une seconde voix.**- Dir hutt elo d'Sënne vu 50 Joer CSV-Politik...

► **Une autre voix.**- Très bien!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Voilà! Datt mir juristeschen eben déi Onsécherheet hei haten, dat war net gutt.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Duerfir hu se lech erausgeschéckt.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Duerfir hu se mech net erausgeschéckt, dat ganz kloer. Ech weess och net, firwat Dir elo hei d'Plaz gewieselt hutt. Normalerweise setzt Der dach do, déi ganzen Zäit ze soen.

► **Une voix.**- Fir dass en lech besser gesäit.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech wollt méi no kommen; ech héieren net méi sou gutt!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Voilà! Jo, et geet besser, fir déi ganzen Zäit ze stéieren.

**(Interruptions et hilarité)**

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- En ass tout ouïe iwwer Är Proposen, fir ze kucken...

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Jo, mir hunn der jo grad hei gemaach! Dat ass jo eng konkret Propos.

**(Interruption)**

Wat ass dann Är Alternativ zum CIE, Madame Loschetter?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ma ech zielen lech se ganz geschwënn.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Ech hunn lech meng hei gesot. Ech hu konkret hei gesot...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ech zielen lech se.

**(Brouhaha)**

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- An ech hunn lech konkret gesot, wat mir nach géife virschloen ze verbesseren. Wann dat net konkret ass, weess ech net, wat Der gär nach méi konkret wëllt wëssen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ech zielen lech se herno.

**(Brouhaha)**

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Den Ënnerscheid ass deen: Mir hunn näischt ze soen an Dir hutt eppes ze soen.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Den Här Bausch wëllt sech och nach gären aschreiw, Ma-

dame Presidentin. Hie wollt och nach seng Froe stellen.

► **Mme la Présidente.**- Dat kann e gäre maachen.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Voilà.

► **Une voix.**- D'CSV hat 100 Joer dee Ministère. An elo hu se gemengt, elo kéinte se d'LSAP huelen, an elo ass et eriwwer.

**(Interruption)**

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Ah? Majo. Da si mer net méi laang an der Regierung, wéi Dir an der Stad un der Muecht sidd.

Op jidde Fall, dat ass dat, wat mer wollte soen. An...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Voilà!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- ...duerfir, mir ginn den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projéit.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Wilmes. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Madame Presidentin. Wa mer haut en neie Gesetzesprojet am Kontext vun der Bekämpfung vun der Jugendarbeitslosigkeit stëmmen sollen, ass dat sécherlech e Bewäis derfir, datt déi Moosnamen, déi am November 2009 hei am héijen Haus votéiert goufen, beschtefalls eng Dréps op de gliddegen Stee waren. Deemoools goufen des Mesurë gestëmmt, fir ze vermeiden, datt de Jugendchômage drastesch klamme géif. Mir sinn an deene Joren duerno beléiert ginn, datt des Moosnamen net wesentlech dozou bäigedroen hunn, datt Jugendlecher éischer an dauerhaft a Brout an an Aarbecht kommen.

CAE a CIE sinn alles, mä keng onëmstridde Moosnamen. Am Fall vum CAE si Jonker ganz dacks beim Stat a bei de Gemengen op Plaze komm, wou se kaum eppes bäigeléiert hunn. Ech wëll de Beamten, déi se do empfaangen hunn, bäiläiwen net ze no trieden. Si selwer hate weder d'Zäit nach d'Method, fir déi jonk Demandeurs d'emploi esou en charge kënnen ze huelen, datt fir si d'Beschäftegung am öffentlichen Dingscht zu enger regelrechter Weiterbildung mat Ausbléck op e festen Aarbechtskontrakt gi wier.

Et huet sech aus der Studië vum CEPS och erausgestallt, datt de CAE an nëmme ganz rare Fäll eng Weiterbildung ass, déi jonk Leit fit gemaach hätt, fir eng definitiv Aarbechtsplaz ze fannen. Dacks ass nach fälschlecherweis gemengt ginn, e CAE kéint op eng Ustellung beim Stat oder enger Gemeng féieren. Do gouf sech einfach falsch Hoffnung gemaach.

Vill Jonker, déi am Kader vun engem CIE beschäftegt goufen, sinn net an definitiv Kontrakter erakomm, entweder well de Patron huet misse feststellen, datt dee Betreffenen net fir déi Plaz géegent ass, oder well de Patron sech bewusst gouf, datt säi Betrib aus wirtschaftleche Grënn keng weider Astellung kéint virhuelen. A wa mer éierlech sinn, musse mer och haart an däitlech soen, datt et Fäll gouf, wou Betriber Jonker zu gënschtege Konditione vum CIE geholl hunn, ouni eeschthaft iwwer eng definitiv Astellung nozedenken.

De CEPS kënnt zur Konkusioun, datt de CIE guer keng Wierksamkeit huet, wann et drëms geet, fir d'Employabilitéit vun de Bénéficiairen ze verbesseren, déi um Enn vum Stage net age stellt kënnen ginn. Dacks ass de CIE zur Belaaschtung ginn, nämlech dann, wann déi Jonk vun hirem Promoteur net age stellt gi sinn an dëst an hirem Curriculum de battere Bäigeschmaach oder Nogeschmaach hannerlooss huet, si hätten net zur Zufriedenheet vun der betrefender Entreprise geschafft. De CEPS huet do d'Fro vun enger eventueller Stigmatisatioun opgeworf. - Et ass elo d'éinescht gesot ginn.

Opgrond vun dëser Entwécklung hu mir als Demokratesch Partei bei der leschter Verlängerung vun dëse Moosnamen am Dezember 2011 dergéint gestëmmt. Mir hunn deemoools hei an der Chamber drop higewisen, datt des Mesurë beschtefalls eng Plooschter op en hëlzent Been sinn.

Als Demokratesch Partei hu mer schon deemoools betount, datt mir eng aner Aarbechtsmaartpolitik wëllen. Mir stinn zënter Joren a scho laang vum 2009 fir eng aktivierend Aarbechtsmaartpolitik. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi als Zil huet, den eenzelnen Demandeur d'emploi ze mobiliséieren, en individuell ze betreien an ze guidéieren. Et ass dat, wat den Här Schmit versicht ze maachen a wat en amgaangen ass plazeweis ze maachen. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi vun enger Aarbechts-

Weiderbildungsagentur vill méi proaktiv wéi fréier gefördert gëtt.

Madame Presidentin, mir ginn als DP net midd, ze widderhuelen, datt et d'Zil muss sinn a bleiwen, fir déi jonk direkt op den Aarbechtsmaart ze kréien. Moosname wéi de CAE an de CIE si gutt am akute Krisemoment, wa séier gehandelt, jo géigegesteiert muss ginn a wann nach Suen an der Keess sinn. Duerfir hu mer als DP am Ufank des Moosnamen an engem Geescht vu Solidaritéit mat deene jéngere Generatiounen matzen an engem Krisenzeenario gedroen.

Mä leschten Enns hu se sech, esou wéi mer dat schonn hei ënnerstrach haten, als Noutléisung erweisen. Si hu sech awer virun allem als nëmme begrenzt wierksam erweisen. Schlëmmer nach: Jonker goufen an etleche Fäll provisoresch age stellt, well de Betrib eng Subventioun dofir krut. Si goufen awer leider net age stellt, well et wierklech an der Absicht vum Betrib louch, des jonk Leit dauerhaft am Betrib ze beschäftegen a si esou am Virfeld op de Beruff virzubereeden.

Soulaang d'Regierung et sech nach eenegermoosse leeschte konnt, mam Scheckheft ze operéieren, sinn d'Problemer um Aarbechtsmaart net un der Wuerzel ugepaakt ginn. Virun 2009 ass nëmme wéineg, wann iwwerhaapt, op d'Mobiliséierung oder d'Aktivéierung vum Chômeur Wäert geluecht ginn. D'Vermittlungskultur war villfach schwéierfällig an huet innovativ Weeër gescheit. D'Ziel vun de Vermittler ass bäi Wäitem net duergaangen, fir op déi wuessend Zuel vu Chômeuren ze reagieren.

Virun 2009 koum ee Vermittler op 400 Demandeurs d'emploi. An Däitschland gëtt ee Ratio vun engem op 65 ugepeilt.

Den Ursprung vun der Jugendarbeitslosigkeit läit awer, wa mer op de Kär vum Problem zrëckginn, net beim Här Nicolas Schmit. E läit zu engem net onwesentlechen Deel un eiser Schoulpolitik, déi méi Wäert op Strukturelles leet wéi op Inhaltliches an op d'Léierkultur u sech. D'Schüler aus dem Préparatoire kréien et ëmmer méi schwéier, fir um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Honnerte vun hinne riskéieren, weder eng passend Aarbechtsplaz ze fannen nach eng Ausbildung, déi hir Chancen um Aarbechtsmaart spierbar verbessert.

Fir aus dëser Däiwelskichen erauszekommen, musse mer grad an eiser Schoul den Hiewel usetzen. Wéi gesäit eis Orientierungspolitik momentan aus? Ech ginn lech e Beispill aus der Coiffeursformatioun. Ech hätt och kënnen en anert Beispill ginn, well laut mengen Informatiounen ass et an deenen anere Beruffer net vill besser.

Zënter der Reform vun der Berufsausbildung ginn d'Schüler aus dem Modulaire verstärkt an eng Formatioun fir Coiffeur orientéiert, mam Resultat, datt aktuell ronn 450 Léiermeedercher a -bouwen an dësem Beruff an der Ausbildung sinn.

Et ginn awer no realistesch Schätzungen nëmme maximal 120 Aarbechtsplazen an dësem Beruff gebraucht. An anere Wieder: Fir méi wéi 300 Jonker besteet vu virera keng reell Perspektiv op eng Aarbechtsplaz. Mir zillen eis also quasi eis eege Chômeuren erun. Mat esou enger Orientatiounspolitik, déi net no de Bedierfnisse vum Aarbechtsmaart kuckt, ass jiddefalls kengem gehollef.

Ech kéint nach viles iwwert d'Zoustänn an der Formation professionnelle soen. A villen Ausbildungen, esou gëtt engem gesot, leien nach ëmmer keng Programmer vir. Convocatiounen fir d'Examen ginn ze spéit an och etlech emol falsch eraus. D'Definitiv vu Kompetenzen ass nach net fäerdeg an esou virun an esou weider.

Ech wëll hei awer net op den Detail agoen, well et net an d'Kompetenz vum Här Schmit fält. Mä et ass awer dramatesch, wat sech momentan an der Berufsausbildung ofspilt. A schold dorunner ass eenzeg an eleng den zoustännege Ministère, deen des Reform schlecht preparéiert, schlecht virbereet huet an och hoffnungslos domadder iwwerfuert schéngt ze sinn oder ass, fir seng Feeler auszubesseren.

Soulaang des Zoustänn an der Berufsausbildung herrschen, brauche mer eis dann och net ze wonneren, wa kaum nach ee Jonke Loscht op eng Berufsausbildung huet, a wa sech ëmmer méi Betriber schwéierdinn, fir e Jonken auszubilden. Dobäi sinn déi allermeescht Beruffer an dësem Beräich Beruffer mat Zukunft, Beruffer mat Perspektiv. Hoer schneide wäert ëmmer e Service de proximité bleiwen. An den Daach vun engem Haus wäert ëmmer vun engem Betrib aus der Émgéigend gefléckt oder nei gedeckt ginn.

Net méi spéit wéi gëscht huet ee jonke Lëtzebuerger Entrepreneur, fir lech nach esou e Beispill ze ginn, mer gesot, datt an nees véier Aarbechtskräfte fir seng Bauentreprise age stellt huet. Et si Leit, déi héich motivéiert sinn a be-

reet sinn, sech am Betrib eropzeschaffen. Et si jonk Leit aus der Äifel an aus der Neibelsch an et si Russlanddäitscher, déi him gesot hunn: „Gitt mer de qualifizéierte Mindestloun! A wann Der feststellt, datt ech et um Chantier bréngen, da gitt mer méi!“ Déi véier Aarbechtsplaze waren och heiheim an eiser Press ausgeschrieben. Et huet sech net een Eenzege gemellt! Dat léisst déif blécken. Entreprisë schaffen heiheim Plazen, a mir kréie se a ville Fäll net mat eisen eegenen Demandeurs d'emploi besat.

Madame Presidentin, ech hu scho virun etleche Méint...

► **Mme la Présidente.**- Entschëllegt, Här Bauler, den honorabelen...

► **M. André Bauler (DP).**- ...Här Weber wollt eng Fro stellen. Här Weber, wann ech gelift.

**(Hilarité)**

► **Mme la Présidente.**- ...Här Weber wëllt lech gären eng Fro stellen.

► **M. Robert Weber (CSV).**- Här Bauler, ech hunn elo just... Éischtens, wann ech mech richtig drun erënneren, gëtt et am Bausecteur e Kollektivvertrag. Déi, déi aus dem Ausland eriwwer schaffe kommen, musse deen dann och hei applizéieren a bezuelt kréien.

Zweetens hunn ech héieren, dass den Aarbechtsminister elo just viru gesot huet, dass - ech mengen - 2.000 Arbeitnehmer aus dem Konstruktionssektor, also och dem Bausecteur dann, um Marché de l'emploi sinn, beim Arbeitsamt ageschriwwen. D'Fro stellt sech da bei mir: Dee Betrib, deen Dir gemengt hutt, huet deen déi oppe Plazen net eleng an der Zeitung ausgeschriwwen, huet e se och um Arbeitsamt gemellt?

► **M. André Bauler (DP).**- Also, Här Weber, ech ginn dovunner aus. Dat wäert och esou sinn, datt dee Betrib, deen déi Leit hei astellt, natierlech no de Regeln astellt, déi verlaangt sinn, an och esou bezilt, wéi dat virgesinn ass. Ech hu just gesot, hien huet hinne gesot: „Ech ginn lech och nach méi, wann Der bereet sidd, hei déi Leeschtung ze bréngen, déi Der och ukënnegt.“ An ech ginn dovunner aus, datt déi Leit dat maachen, wat se soen.

Wat dat anert ugeet, do misste mer dann de Betrib froen. Ech ginn och dovunner aus, datt en dat gemaach huet, well en huet mer gesot, en huet se um Lëtzebuerger Marché deklaréiert. Si waren an der Press. Ech ginn och dovunner aus, datt e se bei der ADEM da gemellt huet. Ech kann dat gären nofroen. Mä ech kann lech dat elo net hei aus dem Steg soen, well ech hunn déi Plaze jo net ausgeschriwwen.

Madame Presidentin, ech hu scho virun etleche Méint hei am Plenum op Beispill am Ausland higewisen. Danke mer un eis neibelsch Noperen. Si bilde ganz schwaach Schüler, déi nëmmen e geréngen theoretische Bagage hunn, esou praktesch wéi nëmme méiglech aus, fir datt si als Hëllefskräfte am Handwerk oder am Bauwesen agesat kënnen ginn.

Ech wëll nach eemol un dat erënneren, wat ech scho virun zwee Joer hei op dëser Plaz gesot hunn: Mir musse nees vir ufänken, nämlech am Alter vun zwielef bis 13 Joer, direkt no der Septième. Do musse grad eis Préparatoireschüler direkt nom siwente Schouljoer op eng méi manuell ausgerichte Schinn gesat ginn.

An der Neibelsch hu se ewell mat 16 Joer eng zolidd handwierklech Ausbildung. An déi Léierbouwe bezéiungsweis d'Léiermeedercher kennen eppes a si kënnen eppes. Am Géigesaz zu eise Préparatoireschüler, déi villfach mat 16 Joer nach ëmmer net wëssen, wat si wëlle ginn a kaum Perspektiven um Aarbechtsmaart hunn. 53% vun deene Jonken, déi an engem CAE waren, haten een niddrege Bildungsniveau, wéi d'Etüd vum CEPS eis weist. Beim CIE sinn et der nach ëmmerhin 30%. Des Zuele weisen, datt mer net nëmmen e Vermittlungsproblem, mä och a virun allem e Bildungsproblem hunn.

Aarbechtsmaartpolitik ass eben och Schoulpolitik an ëmgedrëit. Duerfir musse mer also ewell op Septième ufänken mat Ateliers, mat Pflichta Wahlfach, jee no Kënnen a Willen. Eigentlech kucken der vill no, wéi mer eis mat eise Schüler verrennen. Mir musse also an den Alter vun zwielef bis 16 Joer investéieren. Duerno, dat stelle mer etlechmol fest, ass et dacks ze spéit. An et gëtt vill méi deier, wa mer déi Schüler erëm musse mat 18 oder 20 Joer an eng École de la deuxième chance schécken.

Ee Message, deen déi professionell Milieuen engem ginn, ass deen, datt d'Meeschterprüfung - den Här Nicoals Schmit ass beschteens placéiert dofir, hie weess dat - déi beschten Anti-Chômage-Moosnam ass. Och déi dual Ausbildung, wou d'Formatioun souwuel an der Schoul wéi am Betrib stattfënt, gëtt am Ausland villfach als onverzichtbar ugesinn, wann et heescht, déi jonk Demandeuren nohalteg ze





qualifizieren. Mir kruten dat nach op eiser Kolbenz-Visite bestäetgt vum Professor Sell, dem däitschen Aarbechtsmaartfuerscher.

An deem Kontext wëll ech och drun erënneren, datt mer ëmmer erëm versiche mussen, fir nei Weeër an der berufflecher Ausbildung ze goen. Viru Méint hat ech schonn hei op nei Modeller higewisen, déi et iwwregens och scho laang am Ausland gëtt.

Mat engem Abitur oder enger Première stinn engem haut de loin net méi all Dieren op. A verschiddeuropäesche Länner gëtt et ëmmer méi Studenten, déi hiert Studium ënnerwee ofbriechen. Dacks, well se sech falsch orientéiert hunn oder well se einfach net dofir gemaach sinn an dann an de Chômage gereden. Hänkt een awer u säin Abitur, u seng Première eng handwierklech Ausbildung, déi op eng Meeschterprüfung hinziilt, da steigere sech engem seng Chancen um Aarbechtsmaart spierbar.

Natierlech muss ee sech am Virfeld vun esou enger Entscheedung berode loossen. Natierlech muss een dat berufflecht Ëmfeld genee kennen a mat Fachleit préiwen, wou Débouchée sinn. Natierlech muss ee mat sech zu Chouer goen a sech eschtauff d'Fro stellen, ob engem seng berufflech Virstellung, seng berufflech Aspiratioune mat der Realitéit um Aarbechtsmaart, an der Wirtschaft iwwereneestimmen.

D'Orientéierung spillt, wéi ëmmer, eng essenziell Roll an deem Décisiounsprozess. Och hei hu mer ze laang gewaart an et drop ukomme gelooss. Och hei besteet deemno Handlungsbedarf an et gëtt d'Exigenz, fir eng nei Orientéierungskultur an eise Schoulen an tëschent hinnen an der Berufswelt ze entwéckelen.

Madame Presidentin, mat deem Gesetzesprojet soll nogebessert ginn an deem Sënn, datt déi Jonk net méi direkt an eng Moosnam kommen, mä datt mat hinnen emol fir d'Éischt gepréift gëtt, wou ee si geziilt mobiliséiert kritt. D'Aktivéierung soll also hei am Vierdergrond stoen. Dëst mécht sech, wann een un de CAE denkt, entweder ënner der Form vun enger praktescher an theoretischer Formatioun oder enger spezifescher Initiatioun, fir d'Kompetenze vun jonken Demandeur ze verbessern.

Déi finanziell Bedelegung vum Promoteur, dat ass virun och e puermol gesot ginn, geet och erop. Datt och d'Betriber iwwert de Wee vun engem reforméierte CIE méi an d'Verantwortung geholl solle ginn, ass eng indispenabel, eng noutwendeg Saach, well si solle jo net vu bëllegen Aarbechtskräfte profitieren, mä punktuell finanziell ënnerstëtzt ginn, ënner der Bedéngung, datt si déi Jonk forméieren, fir se herno dauerhaft kënnen anzestellen.

Madame Presidentin, d'Demokratesch Partei wäert sech bei deem Projet de loi enthalen, well mer trotz enger Rei vu Verbesserungen net gesinn, datt sech heimat tatsächlech eppes um Terrain ännert a jonk Leit wierklech fit gemaach ginn, fir an den éischten Aarbechtsmaart ze kommen.

Ech wëll an deem Kontext nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer dese ganzen Instrumentarium net an deem Ëmfang brächten, wa mer en amont eng Bildungspolitik géife praktikéieren, déi de Realitéiten an de Bedierfnisse vun der Aarbechtswelt gerecht gëtt. Dat hei ass jo eigentlech just Gepléischters. Et ass en Nobeseren en aval, well an der Schoul selwer verpasst gëtt, d'Formatiounspläng, d'Léierkultur an d'Orientéierung esou ze verännere, datt déi Jonk besser op d'Berufswelt virbereet sinn.

Ofschlëssend wëll ech mengem Kolleg, dem Rapporteur Roger Negri, Merci soe fir säi schrëftlechen a säi mündleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Bauler. Als Nächst wier déi honorabel Madame Viviane Loschetter virginn. Dir hutt d'Wuert, Madame Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt dem Här Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. An ech géif awer och vun der Geleehheit profitieren, fir dem Här Bisenius, deen eis ëmmer alles schéi strukturiert, och an deem Projet de loi mat den Tableaux synoptiques an esou, a schlussendlech awer ons heibannen d'Aarbecht doduerch erliichtert, och emol eng Kéier e grouse Merci auszeriichten.

Dir kënnt lech erënneren, am Dezember - Dir vläicht net, Här Wilmes -, am Dezember 2006, do hu mer fir d'Éischt iwwert déi Mesurë geschwat an deem ominéise Projet de loi 5611, huet dat geheescht. Dat war esou e Projet de loi fourre-tout, wou iwwer Kyoto bis hin eben zum Jugendchômage eng ganz Rëtsch, eng Hällewull vu Saachen dra waren, ënner anerem dann och fir d'Éischte Kéier de CIE an de CAE.

Dat war bal esou duerchgaangen, ouni datt een driwwer geschwat hätt, wärend do net Jugendlecher gewiescht, déi awer dann herno sech dozou geäussert hunn. An hätt awer och net - an dat war virun der Kris, wëll ech lech drun erënneren - de Premierminister deemools desen Deel vum deemolege Gesetz op engem Briefing kommentéiert, an zwar sot en dozou: „Wësst Der, d'Jugend fiert bei Schoulouf Schloss léiwer an d'Vakanz wéi sech op d'Sich no enger Aarbecht ze maachen.“

De Kolleg Bausch, deen deemools hei op der Tribün war, huet dat dénoncéiert als Stammdeschparolen. An deemools ware mir och eben net eleng, déi ons op deser Tribün entsat erkläert hunn iwwer esou weineg Asiicht, Här Wilmes, iwwert d'Situatioun vun de Jugendlechen, déi eng Aarbecht sichen oder déi eng Léierplaz sichen. Ech erënneren eben en deels gutt besichte Manifestatioune vu Jugendlecher a Jugendorganisationen iwwert dese Projet de loi 5611 an awer iwwert déi esou skandaléis Behauptunge vu Schüler, déi sech soi-disant foutéieren, an awer do hannendrun och implizit hiren Elteren, déi dann einfach géifen esou passiv deem nokucken.

An haut, firwat ech dat gesot hunn, ass et, well mer haut eigentlech, sechs Joer, bal siwe Joer duerno, Här Wilmes, e Revival erliwien. Virun allem erliwue mer e Revival, wat d'Stammdeschparolen ugeet, des Kéier net op engem Regierungsbriefing, mä carrément virun engem volle Sall bei enger Konferenz, wou de Premier, ouni mat der Wimper ze zucken, behaupt huet, déi Jugendlech hei am Land wiere sech ze schued, fir verschidde Aarbechten unzehuelen.

Erlaabt mer hei d'Geleehheit ze ergräifen, Madame Presidentin, fir lech matzedeelen, datt mir Gréng ons definitiv vun esou Aussoen distanzieren an datt et eis och penibel ass, wann e Politiker enger ganzer Generatioun esou d'Messtraue verkënnegt. D'autant plus, wann de Politiker de Regierungschef ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wat hei um Spill steet, ass d'Gestaltung vun der Zukunft an de Liewensméiglechkeete vun der nächster Generatioun. A schlussendlech geet et och hei ëm d'Gestaltung vun onser Gesellschaft. Ëmmer méi héiert ee geféierlech Aussoen iwwer jonk Leit, déi als Schëllegen duergestallt ginn, well se keng Aarbecht hunn oder well se keen Diplom hunn. An ech froe mech ganz éierlech, wéi déi Elteren, wéi hir Eltere sech fille bei esou Aussoen.

Mir sinn der Meenung, datt mir keng Zäit méi hunn, fir esou Aussoen ze formulieren, an datt mer schonns 2006 keng Zäit hatten, fir esou Aussoen ze formulieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech muss och fairerweis ënnersträichen, datt ech mam Aarbechtsminister d'accord sinn, wéi hie gesot huet, wéi mer zesummen iwwert déi hei Mesuren, d'Mesures d'adaptation geschwat hunn, datt des Mesuren zwar vläicht net déi bescht wäeren oder optimal wäeren, mä datt se op jidde Fall besser wäere wéi dat, wat virdu war. Dat stëmmt.

Effektiv huet déi wëssenschaftlech Evaluatioun op d'Schwächen higewisen, déi och virdu scho vum Rapporteur opgezielt gi sinn. An et sinn och deementspriedend Adaptatioune dozou gemaach ginn. Ech fänken net erëm un, se hei ze ernimmen. Ech denken, déi, déi gemaach gi sinn, sinn och an där Logik vun där Beschreiwung vun deene Schwächte vun dese Mesuren.

Et bleiwen awer fundamental Iwwerleeungen, déi ons feelen, fir des Mesurë guttzeheeschen. Mir kënnen definitiv net de Jugendchômage bekämpfe mat soi-disant transitoiresche Mesurë wéi CIE oder CAE, déi dann als lescht Initiativ definéiert ginn, wann e Jugendlechen no esou vill Zäit ebe keng Aarbecht fénnt.

Wou bleiwen déi aner Stécker vun der Offensiv géint de Jugendchômage? Wou sinn des Stécker alleguerte matenee vernetzt? A wou sinn d'Brécken, déi de Jugendlechen et erlaben, vun engen Stéck eriwuer bei dat anert sech eropzeschaffen?

A weess déi léns Hand aus der Regierung iwwerhaupt, wat déi riets Hand an deem Kontext mécht? Weess d'Éducation nationale, wat den Aarbechtsministère mécht?

► **Une voix.** - Neen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Gëtt de Wirtschaftsministère seng Donnéeë virun? Schafft de Wirtschaftsministère mam Bléck op d'Jugendbeschäftegung?

Dir Dammen an Dir Hären, éierlech gesot a mam beschte Wëllen, fir d'Regierung ze ënnerstëtzen, de Jugendchômage ze bekämpfen, mä mir fanne keng kohärent Strategie an där Bekämpfung vum Jugendchômage. An deen ass hei héich zu Lëtzebuerg! An ze soen, datt de Jugendchômage Gott sei Dank net geklomm

men ass, datt e stabil bleift, kann ons net maner allertéiert maachen. De Jugendchômage ënner 25 Joer mécht awer bal 20% hei an dem Land aus. An erlaabt mir, lech kuerz awer einfach ze skizzieren an deem Kontext, wéi dee vernichtende System hei an dem Land fonctionnéiert.

An deene Joren, säitdeem et déi Mesurë gëtt - CIE, CAE -, sinn am Schouljoer 2008/2009 1.928 Schouloufbriecher gewiescht, dovunner 39% dauerhaft Schouloufbriecher. Dat heescht, net déi, déi sech dann dat Joer duerno réorientéieren. Am Joer 2008/2009 waren et der 1.660, dovunner 36% dauerhaft. Déi sinn derbäikomm natierlech, c'est à additionner. An am Joer 2009/2010 hate mer 1.660 Schouloufbriecher, dovunner 36% dauerhaft.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Fir lech dat ze illustréieren, stellt lech emol vir, Dir stitt virun engem Lycée, virun engem Kolléisch, virun engem Robert-Schuman an et schellt an d'Schüler lafen all eraus. Dat sinn ongeféier esou vill Schouloufbriecher pro Joer wéi Jugendlecher aus esou engem Lycée erauslafen, dovunner en Drëttel dauerhaft.

An dat sinn déi selbstverständlech, woubäi scho praktesch mat Empathie, ech muss soen, den Aarbechtsminister herno domadder beschäftigt ass! Deen ass op jidde Fall net am Chômage mat deene Jugendlechen. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg de Chômage a virun allem de Jugendchômage zur ieweschter Prioritéit maachen, ech hunn dat scho gesot, wa mer wëllen, datt ons Gesellschaft hei zukunftsfaeg ass, a wa mer wëllen, datt d'Cohésion sociale hei zu Lëtzebuerg en Atout bleift, a wa mer net wëllen zu enger Situatioun kommen, datt och hei zu Lëtzebuerg - Worst Case! - d'Autoen a Brand gestach ginn.

Duerfir fuerdere mir als Gréng, mat allem Respekt fir d'Effortë vum Aarbechtsminister, datt de Chef vun deser Regierung sech endlech deser Saach unhëlt a regierungsiwwergräifend de Jugendchômage „zur Chêfsache“ erkläert. Dat wäeren emol sënnvoll Saachen, déi hie kéint maachen.

D'Zil dovunner wär jo natierlech eng kohärent an effizient Bekämpfung vum Jugendchômage an e fundamentalen Invest a Politiken, déi onse Kanner a Jugendlech eng reell - eng reell! - Chance bidden, hire Choix de vie ze maachen an och duerchezéien.

Mir mussen vill méi an och méi prezis op d'Berufsausbildung zilen, virun allem bei de Jonken, déi weineg oder guer keng Qualifikatioun hunn. An do ginn ech lech iwwerhaupt net recht, Här Wilmes! Et ass net fir déi, déi keng Qualifikatioun hunn, wou mer an de CIE an an de CAE sollen eng 13 Milliounen erapompelen. Well grad déi - grad déi - si mir der Meenung, datt déi solle qualifizéiert ginn.

Mir mussen Léierplaze promovéieren mat deene Suen, mir mussen d'Accessibilitéit op d'Léierplaze méi einfach gestalten. Mir mussen d'Employeuren doranner ënnerstëtzen a mir mussen den Encadrement vun de jonke Mënschen asurieren.

A mir mussen kucken, mir sinn nämlech der Iwwerzeugung, datt et méiglech muss sinn - grad bei deenen, net nëmme, mä grad bei deenen -, datt déi Jugendlech, anstatt datt se e CIE- oder e CAE-Kontrakt aginn, op d'mannst kënnen e CCN, dat heescht, haut heescht et e CCP, e Certificat de capacité pratique maachen, dat heescht, mat den Hänn eppes léieren - mat den Hänn eppes léieren!-, an datt mer mussen doranner investéieren, an datt si kënnen op deem Wee eng Qualifikatioun kréien. Dat wier eng Donnant-donnant-Haltung, dat heescht, eng Haltung, wou en Employeur wierklech sech och beméit, een unzeléieren.

An et wär eng Méiglechkeet, wou een, dee keng Aarbecht huet, keng Qualifikatioun huet, vläicht och net déi intellektuell Fäegkeet, mä en huet awer zwou Hänn. Ma da soll en net e CIE-Kontrakt huelen, da soll en e CCP maachen! An doranner solle mer déi Milliounen investéieren. D'autant plus, wa mer wëssen - wa mer wëssen! -, an déi Donnéeën hu mer, datt mer mussen d'Handwierk revaloriséieren, well mer an Zukunft virun allem am Handwierk Leit mat Qualifikatioune brauchen. Mir vermessen des Iwwerleeung an der Bekämpfung vum Jugendchômage.

Mir sinn och ganz skeptesch vis-à-vis vum Certificat, deen dann ausgeschriwwen gëtt - CIE, CAE -: „Hei dee Jong, dee jonke Mënsch, déi jonk Damm huet elö esou vill gutt geschafft; mir kënnen en awer net huelen, aus där an där Ursaach.“ Dat ass erëm eng Alibi-Certificatioun méi. Dat ass kee qualifiant Certificat an et wierkt, egal wéi, och nach ëmmer stigmatisierend.

A wa mer iwwer eis Bildung schwätzen, sief et iwwert den éischte Wee, en zweete Wee, d'Erwuessenenausbildung, kommen ech och net derlaanscht, fir kuerz iwwert de Prinzip vun

der Orientéierung ze schwätzen. Wéi vill investéiert des Regierung an Orientatioun? Wou gëtt se gemaach? Ass d'Maison de l'orientation e richtege Projet oder bleift se en Haus, wou e puer Verwaltungen deeslewechten Ënnerdaach hunn? Des verschidde Institutionen kënnen nëmme esou gutt schaffen, wéi d'Politik hinnen d'Moyenen och dozou gëtt.

Fir des Mesuren duerchzuführen, Här Minister, Här President, wéi vill Besoinen en personnel brauche mer? Gëtt et des Ressources humaines fir d'Begleitung, fir d'Evaluatioun vun deene knapp 5.500 Jugendlecher ënner 30 Joer? Gëtt et do e Programm vun enger Fiche financière, wat déi Ressources humaines géife kaschten, wa mer se esou hätten, wéi mer se eigentlech brächten, fir effizient ze schaffen?

Wat ass de finanziellen Undeel vun deem Fonds pour l'Emploi fir des Mesuren? Oder besser gesot, d'Estimatioune?

Mir wëssen, datt 2011 eng ronn 13 Milliounen Euro an des Mesurë gefloss sinn. Dat sinn enorm vill Suen! An déi wëssenschaftlech Evaluatioun beweist ons och, datt bei engem CIE vun honnert concernéierte Jonke 25 herno keng Aarbecht fannen, ee Véirel, d'Halschent, 50, eng Aarbecht fonnt hunn. Mä déi hätte se och fonnt, ouni des Mesure. Déi hätte se och, dat steet...

(**Interruption**)

Dat ass Interpretatioun. Mä dat steet..., esou interpretéiere mir et, 50% hätte se och fonnt ouni des Mesure. An dann natierlech 25% hunn eng Aarbecht fonnt grâce à cette mesure. Beim CAE, wéi gesot, ass d'Resultat nach maner concluant, fir fein ze bleiwen an net ze soen, nach méi schlecht.

Dir Dammen an Dir Hären, fir ons ass des Fiche financière esou net tragbar. D'autant plus, datt den Encadrement, de professionnelle Suivi vun dem Jonken an d'Ënnerstëtzung vun de Betriber, déi sech Jugendlecher unzehuelen, de Moment zumindest nach, qualitativ a quantitativ nach ze wënschen iwwreg léisst. Da muss ee sech awer d'Fro stellen, déi gerechtfertigt Fro stellen, wem des 13 Milliounen notzen. Oder ob se iwwerhaupt engem schlussendlech notzen.

An et muss ee sech d'Fro stellen: Wéi vill kéinte mer mat deem Budget an d'Promotioun vun de Léierplazen investéieren? Mir sollen investéieren, mä an eng Politik, déi ons no sechs Joer e positive Bilan bréngt. Mir kënnen ons et net méi erlaben, eng Politik ze applizéieren, wou mer net sécher sinn, datt se net nohalte gëtt.

An duerfir, Här President, kënnen mir dese Projet einfach net stëmmen.

Ech géif och nach gären ee lescht Wuert hei just soen zu där «garantie jeunes». D'«garantie jeunes», dat ass e Projet, deen 2010 am Juli mat engem Rapport vun enger jonker, grénger, dänischer Europaparlamentarierin, déi sech do ganz vill agesat huet, ass dee Rapport am Parlament uegeholl ginn. An ech mengen, iwwermer sollt en dann och vum Conseil uegeholl ginn. Dat ass eng gutt Saach.

Do ginn immens vill Sue fräigestallt.

(**Interruption**)

Mä do geet et net drëms, Suen ze pushen, dranzepushen, fir datt een transitoiresch an temporairement eng Aarbecht huet. Do geet et drëms, fir deene Jugendlechen eng fest Aarbecht ze ginn.

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - 50 Joer...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Huet lech déi Zäit, Här Wilmes, vergläicht emol dee Rapport...

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - ...200 Joer an der Stad Lëtzebuerg.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här Wilmes, huet lech déi Zäit, liest emol eng Kéier dee Rapport vun der jonker Madame Turunen...

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Ganz gären!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ... an da liest Der d'Transkriptioun dovunner, ob de CIE, CAE..., do géif ech awer mengen, datt dat net grad dat ass, wat vun där jonker Parlamentarierin esou gemengt war.

(**Interruption**)

Voilà, dat gesot an dat richteggestallt, muss ech leider matzedeelen, datt mer deen heite Projet net wäerte stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här



Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus och dem Kolleeg Roger Negri Merci soe fir säi schrëftlechen a méndleche Rapport. Dese Projet de loi huet als éischt Zil am Fong, dee provisoiresche Charakter vun de Gesetzer vun 2009, déi den 31. Dezember ausgelaf sinn, fir déi an eng definitiv Bestëmmung emzänneren.

Ech wëll direkt vun Ufank u soen, dass mir als ADR dësem Projet wäerten zoustëmmen. Och wann elo, wéi virdru gesot ginn ass, nëmme 25% vun deenen 1.300, dat sinn ëmmerhin awer 350 Leit, eng Plaz iwwert dese Wee fonnt hunn. Dat schéngt eis net näischt ze sinn. An dat ass ëmmer derwärt, fir esou en Effort, esou eng Moosnam ze huelen.

An op där anerer Säit, déi 50%, déi och nach eng Aarbecht fonnt hunn, do kann een net sécher, net definitiv soen, ob se op dës Moosnam zréckzeféieren ass oder net, mä sécherlech ass och nach een Deel vun deem Prozentsaz op dës Moosnam zréckzeféieren.

Ech mengen, wichteg ass, dass mer deene Jonken eng Beschäftegung ginn hunn, och wann déi Beschäftegung nëmmer zäitlech limitéiert ass. Fir Jugendlecher, déi aus der Schoul kommen, ass dat wesentlech, dass se dann an den Aarbeitsmaart integréiert ginn an dass mer se net dobaussen op der Strooss stoe loosse.

Soudatt dese Projet trotz allen Nodeeler, trotz alle Kritiken awer dach zum Deel e positivt...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden Iech, dem Här Gibéryen nozelauschten!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...e positivt Resultat huet.

Här President, ech wollt, an där kuerzer Zäit, wou mer hei zur Verfügung steet, e puer Froen un den Här Aarbeitsminister stellen, wat méi mat praktescher Duerchféierung ze dinn huet. Zum Beispill déi Verträge, déi elo tëschent dem 1. Januar an dem Akraaftriede vun dem neie Gesetz elo sinn, op wat fir enger Basis sinn déi gemaach ginn?

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden Iech,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Sinn dat der opgrond nach vun...

► **M. le Président.**- ...opmierksam ze sinn, wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...deem ale Gesetz? Oder sinn déi schonn en vue vun deem neie Gesetz gemaach ginn? Oder ginn déi elo, no dësem Vote, einfach adaptéiert un déi nei gesetzlech Bestëmmungen?

Mir hunn ënner 30 Joer 5.468 Leit an der ADEM ageschriwwen gehat ausganks Dezember. Dat sinn 18%. Dat sinn der vill fir Lëtzebuerg. An dovun hu mer der 1.308, déi an enger vun deenen dräi am Gesetz virgesinne Moosnamen hei sinn.

Um Niveau vun Europa ass vun der «garantie jeunes» geschwat ginn, wou am Fong recommandéiert gëtt, dass all Jugendlechen, deen aus der Schoul kënn, soll bannent véier Méint eng Offre d'emploi ugebuede kréien oder eng Weiterbildung ugebuede kréien.

Och hei stellt sech d'Fro un den Här Minister, wéi wäit dass mer mat deem Zil sinn, wéi héich dass eise Prozentsaz ass. Sécherlech wäerte mer net honnert Prozent vun deene Betreffene kennen eng Plaz oder eng Formation ubidden, mä wéi wäit si mer domadder komm?

Eng drëtt Fro, déi ech wëll mat an d'Diskussion erabringen: Eist Zil ass et jo, fir déi Jugendlech an den éischten Aarbeitsmaart eranzekréien. Dat muss ëmmer eist Zil bleiwen. An et kann net d'Zil sinn, dass mer no engem oder annerhallwem Joer, wann dës Moosnamen erëm sinn, ons géifen domat offannen, dass se erëm an der ADEM géifen ageschriwwen ginn!

Mir hu schonn héiere virdrun, dass ongeféier 25% iwwert dese Wee eng Feststellung an deene Betriber kréien, 50% hu selwer eng fonnt a 25% géifen da bleiwen, déi erëm bei der ADEM mussen nei ageschriwwen ginn. Ech mengen, et ass kloer, dass mer mussen dat analyséieren, well mer hei de Betriber jo op där enger Säit eng Ennerstëtzung ginn.

An dat ass einfach déi Schwierigkeit, déi mer bei dese Moosnamen hunn, well mer enger-säits de Betriber soen: „Hei, mir hëllefen als Stat, wann Der där Jugendlecher do stellt,

iwwer eng finanziell Subvention, fir déi Leit ze huelen.“, fir dass net en Abus do entsteet, dass déi just geholl gi weinst der finanzieller Subvention an herno gi se erëm fale gelooss. Dat ass natierlech e schwéiere Wee, fir eben d'Betriber dozou ze bewegen, dass se eng Politik maachen, dass d'Zil soll sinn, vun Ufank un d'Zil soll sinn, fir déi jonk Leit do definitiv anzustellen.

25% ass sécherlech en niddrege Prozentsaz, deen zu enger definitiv Astellung féiert, an d'Fro, déi sech stellt, och un den Här Minister, dat ass, ob mer do och eng Moosnam kennen...“, eng Méiglechkeet hu fir Betriber, déi géife systematesch esou Leit astellen a se systematesch herno net astellen, wann d'Verträge ofgeschloss ginn, wéi laang dass déi Betriber nach kënnen vun deene Moosnamen profitéieren. Oder ob mer net och eng Regelung kënnen fannen, wou mer soen, wann d'Betriber systematesch just vun der Aide profitéieren a se duerno och erëm fale loosse, da kënnen mer net an deene Betriber an déi Richtung fueren. Oder dass een eventuell, dat ass och eng Iddi, déi Subventionen nach méi laang zitt a se degressiv zitt, mä awer mat der Obligation, dass eng Astellung misst herno kommen.

Wa mer elo higinn, dass mer e Certificat aféieren, dat ass ze begrëssen! Mä, et ass gesot ginn, virun allem fir déi Leit, déi herno keng Aarbeitsplaz kréien, déi sollen awer e Certificat kréien, well wa se net an deem éischte Betriber eng kréien, wier dat negativ fir spéider Astellungen. De Certificat ass gutt, mä ech mengen, de Certificat wäert déi Problematik net léisen. Si hunn elo just schrëftlech, dass se keng Astellung kritt hunn, an normalerweis muss dee Betriber jo dann och nach drastellen - e ka jo net schreiwen, aus Raisons économiques hätte se en net geholl, e muss also dranschreiwen: „Déi Persoun huet net menge Virstellungen entsprach.“

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Duerfir, Här President, ass et jo gutt, dass mer esou e Certificat kréien, mä ech mengen, op där anerer Säit ass et awer net, dass ech mengen, dass duerch dee Certificat do wäert Wesentlech anneren.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng kéier d'Zoustëmmung vun eiser Säit bréngen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Als Ieschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. An engem Land, wou all Joer méi Aarbeitsplaze geschaf ginn, wéi Demanden do sinn, dierft et eigentlech keng esou Placementsmesurë ginn, déi niewent dem Aarbeitsrecht stinn.

Déi Mesuren an der aktueller Form hunn ugefaangen, et ass schonn hei gesot ginn, 2006 am Kader vum 5611-Gesetz. Si sinn deemools staark kritiséiert ginn, d'Schüler sinn op d'Strooss gaangen, well se sech als bëlleeg Aarbeitskraaft behandelt gefillt hunn, net nëmmer heiweinst, mä och weinst anere Mesuren, déi an deem 5611-Gesetz virgesi waren.

Déi hei Mesurë sinn 2009 nach verschäerft ginn, do wart Dir och scho Minister. Et si méi Sae fir d'Patrone komm, et si méi laang Dauerzäite vun deene Mesuren agefouert ginn. D'Indemnitëite louchen duerchweegs ënnert dem Mindestloun. An de roude Fue dem vun där ganzer Gesetzgebung war ëmmer, dass d'Aarbeitsrecht muss méi bëlleeg ginn, fir dass d'Patrone nach Leit iwwerhaapt astellen.

Duerfir, Här President, ass et am Prinzip begrëssenswäert, dass haut eng Rei vu Konklusionen gezu ginn, och opgrond vun enger Etüd vum CEPS iwwert d'Effikassitéit vun deene Mesuren: Zum Beispill, well déi Mesuren entweder keng Perspektiv bidden - am öffentleche Secteur - oder keng wierklech Formation ubidden an dacks nëmmer als eng Art Période d'essai benotzt ginn, ass et natierlech am Prinzip richteg, fir d'Éischt emol ze kucken, d'Leit op eng definitiv Aarbeitsplaz ze placéieren.

Ech froe mech just: Firwat ass dat elo eréischt méiglech? Firwat war dat virdrun net scho méiglech? Wat sinn do eventuell fir zousätzlech Mesurë geplangt, fir den Drock opzebauen, neien Drock opzebauen op d'Chômeuren, fir egal wat fir eng Aarbeitsplaz unzuhuelen, zum Beispill, ouni wierklech Formation an ouni gutt Aarbeitsbedéngungen?

Ech wëll och hei déi Aussoe vum Premierminister Juncker ganz schärf kritiséieren, wou e gesot huet, déi Jonk wieren sech ze schued, fir eng Aarbeitsplaz unzuhuelen. Esou Aussoe gi gemaach, fir dovun ofzelenken, sot de Jacques Drescher an enger Carte blanche op RTL, dass Chômage an Aarmut eng direkt Konsequenz vun enger bestëmmter Politik sinn, also vun der Spuerpolitik. De Public soll och drop agestëmmt ginn, dass geplangt ass, direkt op

d'Käschte vun de Chômeuren ze spueren, also zum Beispill bei der Prêretraite-solidarité, der Aide au réemploi oder bei der Verschäerfung vun der Zoumuttbarkeetsklausel bei der Sich no Aarbeitsplaz.

Et ass wuel ze begrëssen, dass derfir soll gesuert ginn elo, dass d'Leit net méi esou laang a Mesurë bleiwen, well se do stigmatiséiert gi sinn. Et ass och richteg am Prinzip, dass opgehale gëtt mat där Politik, fir déi Leit zum Nulltarif quasi unzebidden den Employeuren. Sou ginn d'Subventionen reduziéiert. An endlech kréien och jonk Erwuessener de Mindestloun fir eng Aarbeitsplaz, déi se ausfüllen, allerdings mat der klenger Reserv, dass qualifizéiert Leit awer manner wäerte kréie wéi bei där Gesetzgebung vu virdrun.

Ech mengen, dass mat dësem Gesetz, Här President, d'Kritiken um 5611-Gesetz nodréiglech als richteg erkannt ginn. Trotzdeem bleiwen awer déi Mesuren am Wesentlechen erhalen. Nach ëmmer si mer en marge vum Code du Travail, vun deem nëmmer e ganz klengen Deel applicabel ass. D'Kënnegungsschutzbestëmmunge sinn net applicabel.

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat wäert ech och, mengen ech, fäerdgebréngen, Här President. Ech si geschwë fäerdge.

D'Mesurë sinn zum Beispill nach ëmmer keng Aarbeitsvertrag. D'Aarbeitsgerichter sinn och net zoustänneg dofir.

Ech mengen, dass generell misst eppes geännert ginn un der Attitud zum Chômage. An et misst endlech erkannt ginn, dass d'Chômeuren net schëlleg sinn um Chômage an et misst prioritär Mesurë geholl ginn, fir Aarbeitsplazen ze erhalen an Aarbeitsplazen auszubauen, mat anere gesetzleche Mëttele. Et läit eng Proposition de loi vum André Hoffmann vir, déi seet, dass et misst méi schwéier gemaach ginn, Licenciements économiques ze maache bei Betriber, déi grouss Gewënner maachen.

De Minister selwer huet viru Kuerzem virgeschloen, fir nei Aarbeitsplazen ze schafen, zum Beispill um Gebitt vum Logement, mat der Reserv vun der Sécurité sociale. Wat ech eng ganz gutt a konstruktiv Mesurë géif fannen, emsou méi, well déi Lénk se jo och scho laang préconiséieren.

Also, ech mengen, dass deen heite Projet wuel keng zousätzlech nei grouss Verschlechterunge bréngt, duerfir wäert ech mech och nëmmer enthalten. Mä e wäert op jidde Fall awer net de Problem vum Chômage a vum Jugendchômage, deen e ganz wichtige Problem ëmmer nach ass an ëmmer méi gëtt, wierklech um Fong léisen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den zoustännegen Aarbeitsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Här President, ech wëll natierlech och dem Här Negri fir d'Éischt emol Merci soe fir säi Rapport. Duerfir ginn ech net op déi allgemeng Observatiounen an iwwert de Chômage vun deene Jonken. Besonnesch an Europa - ech mengen, dat ass effektiv och ee vun deene schlëmmste Problemer, déi mer an Europa momentan hunn.

A wa mer gesinn, wat och erëm gëschter an Italien geschitt ass, wou eng Partei 25% einfach esou kritt, dann huet dat och eppes domat ze dinn, dass zum Beispill an engem Land wéi Italien de Jugendchômage extrem héich ass a vill Jugendlecher Joren a Joren drop waarden, bis si iwwerhaapt eng zolidd a stabil Aarbeitsplaz kréien.

Mä dat ass net den Objet vun eiser Diskussion, och wa mer ëmmer, och hei am europäesche Kontext, dee Problem am A muss behalen.

Ech muss soen: Iwwer wat schwätze mer hei? Iwwer wat schwätze mer hei? Mir schwätzen hei Enn Dezember iwwer 1.500 jonk Leit, déi effektiv iwwert déi Mesuren do eng Chance kritt hunn, an eng Aarbeitsplaz ze kommen. Sécher net eng Aarbeitsplaz, déi definitiv an durabel war, mä déi trotz allem soll de Wee opmaachen, fir esou eng durabel Aarbeitsplaz ze fannen.

Mir schwätze vun 13 Milliounen. Sinn 1.500 jonk Leit, déi de Wee opgemaach kréien, fir eng Expérience professionnelle ze kréien, déi endlech, heiansdo no längerem Waarden, eng Offer kréien, well momentan och d'Situatioun um Aarbeitsmaart net optimal ass, ass dat net 13 Milliounen wäert?

Ech mengen net, dass mer hei vu Chiffere schwätzen, déi ons missten erfëieren. Et gëtt ganz aner Chiffere fir ganz aner Saachen, wou ee kéint erfëiert ginn.

E puer generell Remarquen.

Jo, d'Chambre de Commerce bedauert déi dräi Méint. Mä ech mengen, et ass gesot ginn och vu verschiddenen Intervenanten: Firwat hu mer déi dräi Méint dragesat? Mir hunn déi dräi Méint dragesat ebe grad aus deem Grond, fir net aus der Mesure, déi gutt ass an noutwendeg ass a verschiddene Situatiounen, d'Regel ze maachen.

Et gëtt vill jonk Leit, déi brauche keng Mesurë, déi fanne relativ schnell en Emploi, déi débrouilléiere sech ganz oft selwer a fannen hiren Emploi. Duerfir soll net d'Reaktioun sinn, wann e Jonke sech an d'ADEM anschreibe geet, dass d'Reaktioun ass: „Bon, ma deen huele mer, dee schécke mer elo séier an eng Mesurë, dann hu mer deen ewech.“ Dat ass net den Objet vun der Mesurë, well vill Jonker, nach eng kéier, déi brauchen dat net. Déi maachen dat selwer an déi débrouilléiere sech ganz oft och ganz gutt selwer.

Mä déi Jonk, wou et kloer gëtt, dass d'Situatioun méi komplex ass, well se vläicht net déi Erfahrung hunn oder sech net esou gutt débrouilléieren, déi brauchen heiansdo e Push an déi brauchen eng Hëllef. Déi brauchen och eng Hëllef, fir bei engem Betriber, dass den Employeur seet: „Okay, ech ginn deem Jonken do eng Chance.“ An dat ass den Zweck vun deene Mesuren, dass jonk Leit, déi e bësse méi wäit ewech sinn, déi net ëmmer total onqualifizéiert sinn, mä trotz allem en dépit vun der Qualifikatioun méi wäit ewech vum Aarbeitsmaart sinn, eng Chance kréien, fir an e Betriber ze goe mat engem CIE oder an eng aner Aarbeitsplaz mat engem CAE.

Nun ass d'Fro gestallt ginn: Si mer elo an enger totaler Insécurité? Neen, mir sinn net an enger totaler Insécurité. Mir sinn effektiv, an ech bedauern et, zwee Méint elo e bësse verpasst, wou effektiv eng Rei jonk Leit net vläicht direkt esou eng Mesurë kruten. Mä da weist sech jo och während deenen zwee Méint, ob et och ouni Mesurë geet. Da weist sech jo, ob se dann normalerweis awer eng Aarbeitsplaz fonnt hunn. A wa se dat hunn, tant mieux. Wa se dat net hunn, dann ass et elo wichteg, dass mer am Mäerz dee System an dat Instrument erëm voll kënnen gebrauchen.

Mir sinn also net an enger Situatioun vun Insécurité. Mir sinn an enger Situatioun, wou all Betriber weess, okay, wann et absolut muss sinn, da kënnen mer op där aler Basis eng Mesurë ginn, an déi gëtt transforméiert, soubal dat neit Gesetz do ass. Dat ass fir eng Rei Kontrakter geschitt, besonnesch wou d'Bedéngung ass, dass se herno an en Apprentissage ginn. Soss hu mer dat e bëssen difféiert.

Eng Fro iwwert d'Sozialkompetenz. Natierlech ass dat en Deel. Dir hutt vläicht Iech elo net am Detail an och um Terrain mat der Applikatioun vun deene Mesurë beschäftegt. Mä wann een dat mécht, an Dir hutt jo d'Geleeënheet och oft, wann Der wëllt, mat de Leit vun der ADEM, där neier Equipe vun der ADEM ze schwätzen, dann ass dat e wesentlechen Aspekt. Besonnesch bei Jonken, déi wäit ewech vum Aarbeitsmaart sinn, oft schlecht qualifizéiert, mä net ëmmer schlecht qualifizéiert, mä wou et ganz oft an deene Sozialkompetenze feelt.

An ech wäert nach op dee Problem zréckkommen, wann ech Iech iwwert de generelle Projet fir déi jonk schwätzen, deen och verbonnen ass mat der Applikatioun vun deene Mesuren.

Natierlech gëtt et Patronen, déi Abus maachen, déi en Effet d'aubaine hei spillen, déi eben dat do mathuelen a vläicht duerno dem Jonken net eng Offer maachen. Mä Dir wäert jo awer net mengen, dass, wann ee sech ameséiert, dauernd jonk Leit iwwer eng Mesurë ze huelen, an da seet, se wieren näischt, dass ka jo emol virkommen, mä wann ee sech ameséiert, dauernd dat Spill mat der ADEM ze maachen, da geet eng rout Luucht un, an dee Patron wäert op jidde Fall keng jonk méi an eng Mesurë kréien. Dat gëtt elo applizéiert an dat wäert nach méi schärf an der Zukunft applizéiert ginn.

Jo, mir mussen jonk Leit aktivéieren. Ech kann net hei iwwert d'Schoul schwätzen. Okay, d'Schoul transforméieren, d'Schoul verbesseren, dass ass amgang gemaach ze ginn, mä dat ass e laange Prozess. Dat ass an Tanker, deen net einfach ze dirigéieren ass. Déi Jonk, déi haut op den Aarbeitsmaart kommen, déi kënnen net soen: „Bon, Pech fir mech, ech war net an där optimaler Schoul, déi ass fir iwwermuer.“ Déi brauchen haut eng Antwort. Déi brauchen haut eng Chance. Déi brauchen haut deen Accompagnement.

Déi brauchen och en Employeur, dee seet: „Ech huelen dech, obwuel d'Situatioun um Aarbeitsmaart, obwuel d'Situatioun vu menger Entreprise vläicht net esou gutt ass, dass ech einfach esou kéint Leit astellen.“ An dat ass dat, wat och duerch déi Mesuren hei bewierkt ginn ass, a wat jo och méi Prédécesseur agefouert huet, well och deemools, soen ech Iech, war d'Situatioun um Aarbeitsmaart a besonnesch





fir déi Jonk guer net esou roseg!

Et gëtt ëmmer gesot, mir sinn elo an enger Phas, wou d'Aarbechtslosegkeet, de Chômage vun deene Jonken amgaang ass ze explodéieren. Dat hate mer nach ni! - Abee, ech soen lech, 2006, wéi déi Mesuren hei fir d'Éischt agefouert gi sinn, hate mer 1.899 Jonker bis 25 Joer - well ech ginn dovun aus, dass dat een iwwer 25 Joer, ausser et huet ee Studië gemaach, am Prinzip awer hoffentlech schon emol eemol geschafft huet -, bis 25 Joer hate mer 1.899 Jonker, déi am Chômage waren. Mir haten der an der Moyenne am Joer 2012 2.193.

#### (Interruption)

Dat sinn der e puer méi, mä dat sinn der net dramatesch vill méi.

Am Joer 2006 hunn déi Jonk bis 25 Joer 19,6% vun onse Chômeuren uitgemaach. Well de Chômage war deemools ronderëm 10.000. Haut ass e méi héich. Haut maache se 14% aus. Dat ass keng Excuse, dat ass och keng Verschéinerung, well all Jonken, do si mer jo all d'accord, all Jonken, deen eng Aarbecht sicht, all Jonken, dee keng Chance kritt, um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen, all Jonken, deen an der Précaritéit leeft, ass ee Jonken ze vill, well dat,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- ...déi Situatioun belaaht ouni Zweifel säi Liewen, net nëmme fir déi Zäit, wou en am Chômage ass, mä ganz oft och doriwwer eraus.

E Wuert iwwert d'«garantie jeunes». Jo, Madame, Dir hutt recht, d'«garantie jeunes» ass am Europaparlament gebuer a mir hu se iwwerholl. An ech wëll mech hei net rühmen, mir hu se als Sozialdemokraten an d'Kommissioun gedroen, an d'Kommissioun war d'accord, fir eng Propositioun ze maachen, iwwert déi mer dësen Donneschdeg da solle befannen.

Mä d'«garantie jeunes» ass eppes, wat een net kann dekretéieren, dass e Jonke muss eng Aarbechtsplaz kréien. Well wa keng do ass, mir kënnen net dekretéieren, dass all Jonke vun deene 50 oder 56% jonke Spuenier, déi elo am Chômage sinn, muer, wann d'«garantie jeunes» an Europa soll ëmgesat ginn, automatesch muss a Spuenien eng Aarbechtsplaz kréien, wa keng do sinn oder wann d'Patrone se net wëllenustellen.

D'«garantie jeunes» ass méi breet. D'«garantie jeunes» wëllt op jidde Fall eppes, an dat ass, dass kee Jonken op der Säit gelooss gëtt, dass kee Jonke vergiess gëtt, dass kee Jonken d'Gefill huet, dass d'Gesellschaft en eigentlech schon ofgeschriwwen huet. An duerfir ass natierlech déi beschit Optioun, dass e Jonken eng stabil, net prekär, korrekt bezuelten, wat mer nennen décent, en décenten Emploi soll kréien. Dat ass deen éischten Objektiv.

Mä dat ass malheureusement och souguer hei zu Lëtzebuerg net ëmmer esou einfach an net ëmmer méiglech. An duerfir gëtt et nach Optiounen. An eng vun den Optiounen ass, dass mer dee Jonken erëm zréck an d'Schoul kréien. Dir hutt zu Recht vun deene geschwat, déi „Neets“ sinn, dat schlëmmt Wuert „Neets“ - N E T -, dass heescht déi, déi d'Schoul ofgebrach hunn, déi weder an engem Emploi nach an engem Formatioun sinn.

Mir mussen et also och fäerdegbréngen, och en Deel vun deene Jonken erëm zréck an eng Schoul ze kréien. An ech kann lech soen, ech war d'lescht Woch bei esou Jonker, déi mer momentan iwwerhuelen, déi mer iwwer e Projet zesumme mat der Applikatioun vu CAE huelen, eng Basis Sozial-, ënner anerem Sozialkompetenz-Formatioun ginn, an ech hu mech mat deene Jonke während e puer Stonnen ënnerhalen. An da mierkt een à la fois d'Hoffnung vun deene Jonken, endlech eng Hand gereecht ze kréien, fir op den Aarbechtsmaart ze kommen, an awer och...

#### (Interruption)

Wat gelift?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Sot Ärem Premierminister dat!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Jo, mä ech hunn hei kee Problem.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Mir och net!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- ...an eng Chance ze kréien, fir eventuell an d'Schoul zréckzuegoen.

A wat remarquabel ass, dass en Deel vun deene Jonken, d'ailleurs e groussen Deel, déi emol net Lëtzebuergesch schwätzen, déi eben aner oder d'Franséisch zumindest méi oder weineger schwätzen, dass déi d'Gefill hunn, dass se effektiv eng Dier opgemaach kréien. Ob déi Dier

CAE heescht, ob se CIE heescht, ils s'en foutent. Dat ass net de Punkt. De Punkt ass, dass se eng Chance wëllen. A mir sinn obligéiert, hinnen déi Chance ze offréieren.

Eh bien, mir maachen dat elo. Véiermol am Joer, mat 200 Jonker, wou mer der net 200 errechen, mä wa mer der 70, 80 all Kéiers errechen, déi gi geholl, déi kréien déi Chance.

An ech sinn extrem frou - extrem frou! -, dass besonnesch eng ganz Rei Patronen, eng ganz Rei Employeure soen: „Mir sinn d'accord, fir matzemaachen. Mir hëllef deene Jonken do, eng Entrée ze kréien. Mir huele se!“ Bon, net all wäerte gehale ginn, wahrscheinlech. Och wann ech dat kéint hoffen a géif hoffen. Mä e ganz groussen Deel wäerte gehale ginn. Well och déi Jonk no enger gewëssener Schwiegeger Phas verstinn, dass se hei eng Chance kréien, déi net esou einfach erëmkënnent.

An ech mengen, dat ass e Projet „Jeunes“ - et gëtt vun Aktivéierung geschwat, et gëtt vu Formatioun geschwat -, dee Sënn mécht. Mä et kënn nach eppes derbäi! Mir soen net: „Géi du bei de Patron an da vergiess mer dech!“ Neen! Mir soen: „Ah, du bass beim Patron. Wann s de Schwiegegeeten hues, do ass eng Persoun, déi weider däi Suivi mécht an der hëllef, wann s de a Schwiegegeete bass.“ Dat ass dat Éischt. Dat ass den Accompagnement, vun deem och scho geschwat ginn ass.

Dat Zweet ass, dass mer dee Jonken an eng Schoul schécken, weider, obwuel e beim Patron ass, fir em eventuell d'Méiglechkeet opzemaachen, wat Dir gesot hutt, Madame Loschetter, e CCP ze maachen. Mir soen net einfach zum Jonken: „Du bass e schlecht Qualifizierten. Kuck, dass de eens gëss!“ Neen, mir maachen deem Jonken zesumme mat de CNFPCen elo d'Chance op, och deene schwaach Qualifizierten, eng Basisformatioun ze kréien, déi em d'ier opmécht, fir en Apprentissage ze maachen an, mindestens, e CCP ze kréien.

Mä da muss ech lech awer och froen, Madame Loschetter, da muss ech lech awer och froen: Firwat mécht d'Stater Gemeng net méi?

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

#### (Interruptions diverses)

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dir hutt 25 Apprentien,...

#### (Brouhaha)

25 Apprentien!

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Dir, dass d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dir schwätzt...

Neen!

Dir schwätzt vill vun Apprentissage an dat ass richtig. Ech sinn e Fan vun Apprentissage. Et sinn eng Rei Leit hei, déi ëmmer erëm och dorop zréckkommen.

Mä ech muss soen, den Apprentissage ass eng Saach vun de Betriber, den Apprentissage ass eng Saach vun engem Schoulsystem, dee flexibel ass, dee jonke Leit eng Chance gëtt. Mä den Apprentissage ass eng Saach, wou de Stat muss matmaachen, wou awer och d'Gemenge muss matmaachen.

#### (Interruptions)

An ech ginn net midd, ze soen, eng modern Beschäftigungspolitik, esou wéi se a ville Länner, an notament an den nordesche Länner praktizéiert gëtt, ass eng Beschäftigungspolitik, wou déi lokal Autoritéiten, wou d'Gemengenauctoritéiten absolut aktiven Udeel hunn.

An et ass net méi spët wéi d'lescht Woch, wou ech zu Esch war, fir elo keng Gemeng ze nennen, ech war och schon zu Dikrech, wou ech mat deenen Autoritéiten diskutéiert hunn: Wéi bréngt mer et fäerdeg, där schwaacher Jonker an en Emploi ze bréngen? Wéi kéint d'Gemeng hëllef, Projeten op d'Been ze setzen, fir schwaache Leit e Push ze ginn, dass se effektiv eng Formatioun kréien an dann eventuell an en Job kommen?

Ech hoffen, dass déi räich Gemeng Stad, déi jo zu Recht seet,...

#### (Brouhaha)

...déi räich Gemeng Stad, déi jo zu Recht seet, dass se vill Suen op der Säit huet - et c'est bien pour elle! -, dass déi och e bësse Suen investéiert an déi do Filière.

► **Une voix.**- Très bien!

#### (Brouhaha)

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- An dass et net drëm geet, just hei ze kommen an ze soen, den Apprentissage ass wichteg, mä dann och ze maachen, dass Leit wierklech en Apprentissage

och an der Gemeng kréien. An do fannen ech, dass 27 par rapport zu 3.700, oder 500, 700 Employéé vun der Gemeng e bësse mickreg ausgesäit!

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Dir, dass dann elo d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt? Madame Loschetter, wann ech gelift.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wollt den Aarbechtsminister froen, ob hie weess, dass net méi spët wéi den 8. Abrëll elo seng Servicer, dat heescht, d'ganz Direktioun vun Aarbechtsamt plus déi, déi sech ëm den Emploi Jeunes këmmen, an - mir maachen dat, wat mer lech eigentlech ëmmer virwerfen, net genuch ze maachen - och déi Leit aus der Formation professionnelle, déi Leit vun SNJ an déi Leit vun der ALJ sech all zesumme ronderëm en Dësch setzen an der Gemeng, fir e Projet „Léierplazen“ auszeschaffen?

► **Une voix.**- Ma en huet keng Ahnung, Madame Loschetter! Dir wäert dach net mengen... Hie mengt, et geet duer, d'Direktioun ze wieselen!

#### (Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Sou, da lauschtert och elo no, wat de Minister äntwert!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech hu jo och net, ech hu jo och net...

#### (Brouhaha général)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Den 8. Abrëll um 9 Auer! Wann Der do sidd, sidd Der wëllkomm an invitéiert!

#### (Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Also, elo äntwert de Minister op déi Fro, déi d'Madame Loschetter gestallt huet.

#### (Brouhaha général)

► **Une voix.**- ...an de Knéi geschoss!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- E wosst et net! E wosst et net! Fir den Här Schmit geet et duer, den Direkter ze wiesselen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Bon, ech soe just, ech weess jo och, dass ech keen Expert sinn an där Saach.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Gell Dir, Här Bettel! Well Dir sidd jo en Expert an näischt! Mä ech maache mäi Beschit.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dach, Dir sidd Expert an der Police, gell!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat do ass eng ganz penibel Remarque, et geet wierklech duer! Dat ass Är Expertise! Mä loosse mer dat op der Säit!

Ech soen lech just: Vaut mieux tard que jamais! Ech saluéieren dat, ech begréissen dat, dass och endlech déi grouss a räich Gemeng Lëtzebuerg dat wëllt maachen a sech bedeelegen. Well Dir hutt jo kee CAE, dat fannt Dir jo net gutt genuch. Dir hutt eng Rei Stagiairen, mä e Stagiaire ass nach vill méi fragile...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Léierplazen! Här Minister, mir wëlle Léierplaze fräi maachen! Mat Qualifikatioun, Här Minister!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- 27, 25, 25, Madame!

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst och elo esou lues zum Schluss kommen!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Voilà! Dat do weist, dass mer mussen effektiv eng aktiv Beschäftigungspolitik hunn, déi op déi Jonk zugeet, déi déi Kompetenze vun deene Jonke richtig erfaasst.

► **Une voix.**- Voilà! Très bien, Här Minister!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat ass wichteg. Well all Jonken, soen ech, all Jonken, souguer déi, déi wäit ewech si vun Aarbechtsmaart, souguer déi, déi duerch immens Schwiegegeete gaange sinn, an där hu mer och, well de Chômage vun deene Jonken, vun enger ganzer Rei vu Kategorië vu Jonken, dat ass net nëmme eng Saach vun Aarbechtsmaart, dat ass eng Saach vun de soziale Bedéngungen, vun sozialen Ëmfeld. Déi maachen, dass Jonker an der Schoul ophalen, déi maachen, dass Jonker op eemol verluer ginn - verluer ginn! An duerfir muss mer do agéieren.

Lescht Remarque ass déi: Et gëtt ëmmer gesot, d'Servicer géifen net zesummeschaffen an duerfir, hunn ech jo héieren, misst de Premier-

minister elo definitiv agräifen. Ech begréissen natierlech, wann de Premierminister agräift, fir dat do nach ze verbesseren. Ech soe just, mir hunn nach ni, nach ni esou vill zesumme-geschafft, esou vill koordinéiert tëschent Economie... Mir hate virun e puer Deeg eng grouss Réunioun mat de Sozialpartner zesumme mat mengem Kolleg, dem Etienne Schneider, zesumme mat der Madame Hetto aus de Classes moyennes.

#### (Interruption)

Mir sinn en permanence amgaange mat der Éducatioun, mat der ALJ,...

#### (Interruptions)

...mat der ALJ...

#### (Brouhaha)

Jo, ech soe just, dass ass absolut normal...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Il n'est jamais trop tard pour se lever!

#### (Interruption)

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Mä da sot net, et géif net gemaach ginn, wann et absolut gemaach gëtt! Esou wéi et bei lech normal gëtt, dass Dir lech och mat Chômage an der Gemeng Lëtzebuerg ausenanersetzt.

► **M. le Président.**- Sou, Merci dem Aarbechtsminister...

#### (Brouhaha général)

Merci dem Aarbechtsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Projet a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6521 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6521 ass uegheoll mat 42 Jo-Stëmme, 7 Nee-Stëmme an 11 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

M. Jean Colombara;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vun zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen nächste Punkt ass d'Diskussioun vun Projet de loi 6526, eng Ofännerung vun Stats-beamtestatut. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht.

#### (Brouhaha)

Ech géif lech wierklech bieden, e bësselche méi opmierksam nozelauschteren!

Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Etgen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun Projet de loi, den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.





### 13. 6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

► **M. Léon Gloden** (CSV), rapporteur.- Merci, Hâr President. De Projet de loi 6526 modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ass den 11. Januar 2013 hei an der Chamber déposiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 21. Dezember 2012, also virum Dépôt, ofginn, wat u sech den normale Werdegang sollt sinn. D'Statsbeamtekummer huet dëse Projet de 14. November 2012 aviséiert. De Rapport vun der zoustänneger Chamberskommission, der Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative, ass den 18. Februar dëst Joer ugeholl ginn.

Ëm wat geet et an dësem Gesetzesprojekt?

Hei geet et, fir unzefänken, net ëm d'Globalreform vum öffentlechen Dénsgsch, mä ëm eng punktuell Upassung vum virgenanntem 63er Gesetz, an dat um Niveau vun de Persounen, déi an de Genoss vun enger Subvention d'Intérêt am Kader vu Logementsprêtë kënnen kommen.

D'Gesetz vun 1963 gesäit vir, datt d'Fonctionnairen an d'Statsemployéen eng Subvention d'Intérêt ze kréien, wa se e Prêt fir de Logement ofgeschloss hunn. Des Weidere gesäit d'Gesetz och vir, datt se dës Subvention kréie kënnen, wa se an der Pensioun sinn, soulaang wéi se op d'mannst ee Kand à charge hunn, fir dat se nach Familljenzoulag kréien.

Dëst huet als Konsequenz, datt nëmme Schüler oder Studente vun 18 Joer oder méi, fir déi de Fonctionnaire d'Familljenzoulag vun der Familljekeess kritt, betruucht ginn, fir eng Subvention d'Intérêt ze kréien. Fonctionnairen, déi Kanner hunn, déi 18 Joer oder méi al sinn an déi Studiëbäihëllefe kréien, si vun esou enger Subvention d'Intérêt bis elo ausgeschloss. Duerch dëse Projet de loi sollen also och déi Fonctionnairen an d'Statsemployéen, déi an der Pensioun sinn an déi nach Kanner à charge hunn, déi eng Studiëbäihëllefe kréien, vun der Subvention d'Intérêt fir Logement bénéficiéiere kënnen.

Am Ufank hat d'Regierung ugeduecht, dës Mesure am Kader vun enger Procédure d'urgence duerch Modifikatioun vum Règlement grand-ducal vum 28. Juli 2000 betreffend d'Subventions d'Intérêt aux fonctionnaires et employés de l'État ayant contracté un prêt dans l'intérêt du logement ze änneren. Nodeem d'Statsbeamtekummer awer hiren Avis ofginn huet betreffend déi Modifikatioun vum Règlement, huet sech erausgestallt, datt d'Modifikatioun vum Règlement net géif de Problem léisen, an d'Regierung huet doropshi beschloss, e Gesetzesprojekt virzeleeën.

Et hätt een dës Modifikatioun och am Kader vun der globaler Reform vum öffentlechen Dénsgsch kënnen maachen, dat hätt awer den Nodeel gehat, datt et nach gedauert hätt, bis den Text hätt kënnen gestëmmt ginn. An d'Subvention muss spëtstens Enn Februar 2013 bezuelt ginn. De Projet de loi, dee mer hei solle stëmmen, soll dann och réckwierkend op den 1. Januar 2012 spillen.

Firwat dës Retroaktivitéit? Well vum 1. Januar 2012 un den Taux social vun 2% bei den individuellen Hëllefe fir de Logement ofgeschafft ginn ass. Dozou sief bemierkt, datt de Statsrot mat dëser Retroaktivitéit kee Problem hat.

Ech ginn heimadde dann ofschléissend den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr Gloden. Den Hâr Etgen kritt d'Wuert.

(Interruption)

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Merci, Hâr President. Ech wëll just dem Rapporteur, dem Kolleeg Léon Gloden, Merci soe fir säi prezise mëndlechen a schrëftleche Rapport a selbstverständlech och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Ech mengen, domadder wär alles gesot. Wëllt d'Madame Minister nach d'Wuert ergräifen?

► **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.*- Merci, Hâr President. Just ganz kuerz e Merci un de Rapporteur fir säi rapiden an och säin explizite Rapport. Hei war eng Moosnam, déi sech imposéiert huet, wou de Statsrot eis awer och seet, datt et eng kohärent Moosnam wär an eng kohärent Entscheidung wär. Et ass d'Suite vun zwou Décisiounen, déi geholl gi sinn, an ech mengen, et ass e wichtige Punkt, fir och weiderhin do virunzefueren, Mënsche beim Wunnengskaf ze ënnerstëtzen an hinnen ze hëllefen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6526 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Camille Gira) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Ännerungsvorschlag 5863 vun eise Chamberreglement iwwert d'Deklaratiounen vun der Regierung. D'Wuert kritt hei de Rapporteur vum Annerungsvorschlag, den Hâr Gast Gibéryen. Hâr Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

### 14. 5863 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution

### 6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés

Rapports de la Commission du Règlement

► **M. Gast Gibéryen** (ADR), rapporteur.- Merci, Hâr President. D'Reglementskommission vun der Chamber proposéiert, haut zwou Ännerungen an eise Chamberreglement. Déi éischt Ännerung, déi betrëfft effektiv den Artikel 80 vun der Constitution, laut där d'Regierung Zougang zur Chamber huet an ëmmer kann d'Wuert heibanne froen.

Dat ass eng Diskussioun, déi schonn, géif ech soen, jorzéngten heibannen dauert, wéi d'Appréciation vun deem Artikel gemaach gëtt. Wann een 20, 30 Joer zrëckkuckt, oder och vläicht net esou laang, da war am Fong eng Meinung heibannen, op jidde Fall vun der Regierungssäit, datt d'Regierung zu alle Momen-

ter kéint den Artikel 80 invoquéieren an dann och esou laang schwätzen, wéi si dat fir richtig fënn.

Wéi d'Chamber dee Reglement geännert huet virun enger Rei vu Joren, wat den Temps de parole ubelaangt, wou mer déi Modellen agefouert hunn, vun do un ass am Fong och den Temps de parole fir d'Regierung, fir d'Regierungsmitglieder mat festgeluecht ginn, an dat souwuel fir d'Projets de loi, fir d'Propositions de loi, d'Interpellatiounen, d'Débats de consultation, d'Débats d'orientation, d'Débats sur l'état de la nation an d'Débats sur la politique financière et budgétaire.

D'Diskussioun ass ëmmer virugaangen, an am Kader vun der Verfassungsrevisioun aus dem Joer 1997 ass deemools am Rapport eng méi kloer Definitioun, wat d'Riedezäit ubelaangt, festgehale ginn. Deemools war den Hâr Frieden President vun der zoustänneger Kommission an den Hâr Asselborn war Rapporteur. An deemools ass am Rapport festgehale ginn: «Les dispositions qui régissent l'organisation des travaux de la Chambre et en particulier les règles qui visent le temps de parole des débats en général et qui son fixés dans le Règlement de la Chambre, sont d'application aussi pour les interventions des membres du Gouvernement.»

Deemools ass am Fong am Kader vun der Verfassungsreform dann dunn am Rapport festgehale ginn, datt d'Riedezäit och iwwert d'Chamberreglement géif festgeluecht ginn, wat, wéi gesot, an all deene Fäll, déi ech elo éineschter opgezielt hunn, och d'Méiglechkeet oder de Fall scho war.

Wat nach net definéiert war an eise Reglement, dat ass, wann d'Regierung den Artikel 80 invoquéiert niewent engem Projet de loi, Proposition de loi, Interpellatioun, Débat an esou virun, dat heescht, wann d'Regierung géif haut heihinnerkommen a géif soen: „Ma, mir géifen elo gären opgrond vum Artikel 80 eng Deklaratioun maachen.“ Dee Fall war nach net, wat d'Riedezäit ubelaangt, reglementéiert, an d'Reglementskommission hat duerfir am Joer 2008 schonn eng Proposition gemaach, wou se am Fong gesot huet, datt, nodeem e Regierungsmitglied opgrond vum Artikel 80 eng Deklaratioun mécht, géif d'Chamber duerno en Temps de parole festleeë fir déi eenzel Parteien heibannen, fir op déi Deklaratioun ze reagéieren.

D'Reglementskommission ass awer elo zum Schluss zur Konkursioun komm, datt et besser ass, den Temps de parole virun der Deklaratioun vum Regierungsmitglied ze fixéieren. An d'Praxis géif dann esou ausgesinn, datt e Member vun der Regierung, den den Artikel 80 invoquéiert, datt den dat géif beim Chamberspräsident - och kann dat während enger Sitzung sinn - froen an datt en och géif soen, iwwer wat fir e Sujet a wéi laang datt e wëllt dozou schwätzen, an d'Chamber géif dann direkt opgrond vum Artikel 37 vum Chambersreglement en Temps de parole fixéieren, souwuel fir d'Regierung wéi fir déi eenzel Parteien.

Da géif also all Kéiers dann, wann d'Regierung géif den Artikel 80 invoquéieren, den Temps de parole virun der Deklaratioun fixéiert ginn, souwuel fir d'Regierung wéi fir déi eenzel Parteien heibannen. Et ass dat, wat elo an dem Chapitre 6 vun eise Reglement am Artikel 91 geännert gëtt, souwuel am Alinéa 1 wéi am Artikel II, wou dann eben elo bei all déi Debatten, déi mer heibannen hunn, och d'Déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution géif bäigeschriwwen ginn.

Et ass also domadder, géif ech soen, no jorzéngtelaangen Diskussiounen gëtt mat dëser Reglementännerung elo definitiv déi Diskussioun ofgeschloss, wat den Artikel 80 ubelaangt. Élo ass fir an alle Fäll geregelt, datt d'Chamber en Temps de parole fir d'Regierung a fir d'Chamber selwer festleest.

Déi zweet Ännerung, dat ass opgrond vun enger Proposition vum Chambersbureau, den déi gemaach huet an déi vun der Reglementskommission och eestëmweg mat ugeholl ginn ass. Dat ass am Fong eng Disposition transitoire, déi am Zusammenhang mat engem Fonctionnaire ze dinn huet, den eng analog Situatioun vis-à-vis vun engem anere Fonctionnaire huet, den opgrond vun dem neie Gehälterregime hei an der Chamber sengerzäit 2009 agefallt ginn ass. A fir datt déi zwee Fonctionnaire sollten d'selwecht behandelt ginn, well se an darselwechter Situatioun sinn, gëtt dann deementsprechend an eise Reglement eng Bestëmmung matagebaut am Artikel 33, den dann eben déi zwee Fonctionnairen och op dëselwecht Gehälterskala géif setzen.

Dat sinn déi zwou Ännerungen, déi d'Reglementskommission lech proposéiert ze stëmmen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr Rapporteur. Ech mengen, dat war méi wéi komplett, soudatt mer kéinten direkt zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Propositionen kommen. Fir d'Éischt stëmme mer elo of iwwert d'Proposition 5863, also iwwert d'Deklaratioun vun der Regierung.

### Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 5863

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Henri Kox) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer elo zu där zweeter Proposition. Dat ass d'Proposition 6528, also eng Ofännerung vun der Annex 4.

### Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6528

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen fir d'Éischt. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dës Proposition ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Henri Kox) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;

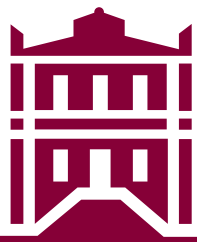
M. Serge Urbany.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.14 heures)





## Sommaire

- Dépôt d'une proposition de loi par M. Xavier Bettel  
- M. Xavier Bettel
- 6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012  
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter  
- Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Michel Wolter, M. Claude Meisch, M. Alex Bodry (interventions de M. Serge Urbany), M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany  
- M. Luc Frieden, Ministre des Finances (interventions de M. François Bausch)  
- M. Jean Colomera (parole après ministre), M. Luc Frieden, Ministre des Finances  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant  
1. modification de la loi générale des impôts;  
2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs  
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth  
- Discussion générale: M. Claude Meisch, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes  
- M. Luc Frieden, Ministre des Finances  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6470 - Projet de loi  
- portant transposition  
- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;  
- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;  
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée  
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du récent scandale alimentaire autour de plats surgelés issus d'une production locale  
- Exposé: M. Henri Kox (dépôt d'une motion)  
- Débat: M. Félix Eischen, M. Fernand Etgen (intervention de M. Lucien Clement), M. Roger Negri, M. Gast Gibéryen (interventions de M. Lucien Clement et M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural), M. Jean Colomera, M. Serge Urbany  
- M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de M. Jean Colomera)  
- Motion 1: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé  
- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass manifestement net de Fall.

D'Wuert huet gefrot den Här Bettel.

### 1. Dépôt d'une proposition de loi par M. Xavier Bettel

► **M. Xavier Bettel (DP), auteur.**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech am Numm vum Här Klein a vu mir selwer, zwee Vizepresidente vum Syvicol, no-deems mer de Méindeg an der Intérieurskommission Diskussionen hater iwwer en Text, dee mir mengen, dee misst geännert ginn - wou d'Regierung eis och recht gëtt, mä net gewëllt ass, direkt eppes ze maachen -, dann eng Proposition de loi eragi vum Här Klein a vu mir selwer fir an d'Commission des Affaires intérieures.

Ech soen Iech Merci.

6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel.

Den nächste Punkt vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 6449 iwwert d'Approbatoun vum Traité iwwert d'Stabilitéit, d'Koordinatioun an d'Gouvernance an der Europäescher Unioun. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass.

De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry, Bausch a Gibéryen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

### 2. 6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv si mer de Mëtten zesummekomm, fir dem Projet de loi 6449 eis Zoustëmmung ze ginn. Et ass ee vun deenen, wéi ech géif soen, éischter wichtege Gesetzesprojeten, déi mer stëmmen, well d'Konsequenze vun deem Projet de loi, och wa se am Detail nach net fixéiert sinn a mer an deenen nächste Méint nach vun der Kommission eng ganz Rei vun Detailler mussen op den Dësch geluecht kréien, awer net neutral wäerte sinn: net neutral fir eist Land, net neutral fir Europa a virun allem och net neutral op d'Aart a Weis, wéi d'Finanz- an och d'Budgets-politik virun allem an Europa an deenen nächste Jore wäert gemaach ginn.

Eng Rei vu Krisen, Dir Dammen an Dir Hären, hunn an deene leschte Joren déi Europäesch

Wirtschafts- a Währungsunioun zolidd ënner Drock gesat. 2008 ass et mat enger Bankekris ugaangen, déi zu enger Finanzkris ginn ass. Aus der Finanzkris ass eng Wirtschaftskris ginn, an an enger ganzer Rei Länner si schliesslech d'Budgeten an den Déséquilibere geroden. Verschidde Memberstate waren net méi an der Lag, hir Schold selwer ze réckverzetzen, a wann ee sech haut em ee Joer réckversetzt, da war duerch déi ganz Schiflag och de Fonctionnement selwer vun der Europäescher Unioun respektiv vum Euro ënner e gewëssenen Drock komm.

Et ass also komm, dass duerch d'Statschulde-kris déi Europäesch Wirtschafts- a Währungsunioun och an eng déif Vertrauenskris geréicht ass. Ursachen, wéi et zur Situatioun konnt kommen, waren der eng ganz Rei, an d'Bewäertungen dovun, déi sinn och net eenheetlech. Dozou gehéieren onzoureechend strukturell Reformen, feelend Kompetitivitéit, zum Deel schlecht Haushaltspolitiken an eng ineffikass Reguléierung vun de Finanzmäert.

Fir d'Stabilitéit vum Euroraum laangfristeg ze sécheren, hunn déi verantwortlech Stats- a Regierungschefen an deene leschte Joren a Méint e ganze Pak vu Moosname geholl an op den Instanzewe ginn, déi zum Zil hunn, d'Vertrauen an der Eurozon, d'Vertrauen an den Euro, d'Vertrauen an Europa laangfristeg sécherstellen: zum Beispill, éischters, duerch eng gemeinsam Wuelsstrategie, e Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung, en Euro-Plus-Pak, deen d'Europa-Länner méi kompetitiv soll maachen.

Zweetens, och an der Finanzmaartreguléierung si Fortschreitter ze verzechnen. Esou ginn d'Iwwerwachungsmechanisme fir de Moment ganz nei opgestallt; och wa mer bei deem dote Punkt wëssen, dass dat e ganz luesen an e ganz laangwierige Prozess ass.

En drëtten Punkt sinn divers Stabilitéitsmechanismen. Ech zitieren do ESM, EFSF, EFSM, déi mer an deene leschte Joren och hei an der Chamber diskutéiert hunn an deene mer hiren Aval ginn hunn.

An e véierten a leschte Punkt, fir de Moment, ass dann e ganze Moosnamekatalog, dee mir mam virleiene Gesetzesprojekt ëmsetzen, an dat ass dee vun enger méi strenger Budgetsdisziplin an dem sougenannten „Fiskalpak“.

Et ass also haut net, dass mer innovéieren, mä et ass haut, dass mer weiderfueren an enger Strategie, fir ze kucken, eng Kris, déi de Kontinent ganz staark trëfft, fir déi ze bekämpfen, fir ze probéieren, Solutiounen ze fannen, fir méi Kompetitivitéit ze bréngen, ouni dass een de Sozialstat, deen d'Basis ass vun eisem Fonctionnement, a Fro géif stellen.

Fir genee ze sinn, handelt et sech also em den Traité iwwer d'Stabilitéit, Koordinéierung a Steierung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun, esou wéi e viru bal engem Joer, den 2. Mee (veuillez lire: Mäerz) 2012, vu 25 Memberstaten zu Bréissel ënnerschriwwen ginn ass. Wann ech soe 25 Memberstaten, déi ënnerschriwwen hunn, dann heescht dat, dass der zwee net ënnerschriwwen hunn: Dat ware Groussbritannien an déi Tschechsch Republik, déi vun Ufank u gesot hunn, dass si net wëilten do matmaachen.

Den Traité verschäerft an ergänzt de reforméierte Stabilitéits- a Wuesstumspakt, iwwert deen ech elo net geschwat hunn an dee scho méi laang a Kraaft ass a successiv och reforméiert ginn ass, mä mat deeneselwechten Zilsetzungen, wéi ech viru gesot hunn. En ass d'Grundlag fir eng zousätzlech verstärkte Finanz- a Wirtschaftspolitik an eng Koordinéierung an Europa.

Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat sinn dann elo déi grouss Neierungen, déi duerch de Fiskalpak sollen ëmgesat ginn?

Ech mengen, déi wesentlech Ännerung ass déi, dass d'Länner sech verflachte fir d'Aféierung vu strikten nationale Scholderegelen, fir déi sougenannten „Scholdebremms“ anzeféieren. Domat soll d'Statsverschuldung an de Memberlänner reduzéiert respektiv begrenzt ginn, respektiv solle strukturell Defiziter an Zukunft ausgeschloss ginn. Sou gëtt enner anerem de gesamtstaatlechen Defizit, deen e Land all Joer däreft afueren, vun aktuell 1% op 0,5% vum PIB erofgesat.

An anere Wieder ausgedréckt: Déi strukturell Neiverschuldung däreft mëttelfristeg net méi wéi 0,5% vum PIB ausmaachen. Gëtt des Uewergrenz vun 0,5% Defizit an engem Land iwwerschratt, gräife wäitgehend automatesch Korrekturen a Strofpzeduren, déi vun der EU-

Kommission virgeschloe ginn. Wéi dat genau am Detail ausgesäit, wéi gesot, bei deemem Punkt wéi bei verschiddeenen aneren, wäerten déi nächst Wochen a Méint eis weisen.

Sanktiounen géint en Defizitstat kënnen nëmme verhënnert ginn, wa sech eng qualifizéiert Majoritéit géint en deementspreechende Virschlag vun der Europäescher Kommission ausschwätzt. Iwwerschratt d'Gesamtverschuldung vun engem Land deen am Traité vu Maastricht festgeluechte Wäert vu 60% PIB, da muss dat Land seng Ausgabe kieren, an zwar pro Joer em 5% vun där Zomm, déi iwwert der Uewergrenz läit.

Als Lëtzebuerg, als eist Land, musse mer eis bewusst sinn, dass dat zwou Konsequenze fir eist Land huet, oder eng Konsequenz huet an eng net, déi ee verschiddelech an der Diskussion matkritt. Eng huet et ganz sécher, dat ass, dass mir eis bewusst musse sinn, dass déi Regeln och fir eis net neutral sinn, dat heescht, an enger Zäit, wou mer säit 2008 awer lues a lues, wat den Defizit vun eisem Budget ubelaangt, pro Joer Chiffere schreiwene, déi net wäit respektiv iwwert deene Seuile leien, déi mer elo hei diskutéieren, an zum aneren, well mer eis säit enger Rei vu Jore jo och an d'Richtung 60% Verschuldung amgaange sinn ze bewegen.

Mir wäerten an deser Legislatur vu 7% op 25% Verschuldung goen. Do musse mer eis bewusst sinn, dass dat Regele sinn, wou mer vläicht virun enger Rei vu Joren nach gesot hätten: „Déi doten, déi packe mer ganz, ganz locker!“, mä wou mer an där Zäit, an där mer elo sinn, eis musse bewusst sinn, dass dat och bei eis zu enger Politik muss féieren, zu där mer eis engagéieren, déi déi doten Zillinnen net iwwerschratt.

Op där anerer Säit ass et awer net esou, wéi een dat heiansdo d'Impressioun huet bei deem engen oder deem anere Kommentator, dass d'Autonomie vun de Budgete vun deenen eenzelne Länner a Fro gestallt gëtt. Dat ass net de Fall. Hei gëtt eng Rumm gesat, hei gëtt eng Uewergrenz gesat. An déi eenzel Länner, déi musse kucken, am Kader vun hirer Autonomie den Ausgläich tëschent Sozialpolitik, Investimentspolitik, Wirtschaftspolitik, Kulturpolitik, Schoulpolitik an alle Politiken ze maachen, déi si hire Bierger wëllen an hirem Land ubidden.

Dat heescht, déi dach e bëssen eesäiteg Duerstellung, fir ze soen, doduerch géif elo automatesch de Sozialofbau a ganz Europa ageleet oder weidergefouert ginn, déi kann een an där doter Form net stoe loosene.

Et ass allerdéngs kloer, dass, wann Der an enger Situatioun sidd, wou Der säit Joer an Dag als Land 1,5% oder 2% oder 2,5% emol locker méi ausgitt - PIB -, méi ausgitt wéi dat, wat Der erakritt, an Dir musst elo op 0,5% goen, dass dat zu enger Rei vun Aschneidungen an deene jeeuweilige Politike wäert féieren. Wéi déi awer ausgesinn, wat fir eng Ausmoossen dass déi hunn, a wat fir enge Kapitele vun engem Budget dass déi sech widderspigelene, dat ass ausschliesslech d'Kompetenz vun deenen eenzelne Länner, fir ze kucken, fir dat ze regelen.

En zweete Punkt ass deen, dass des Scholdebremms verbindlech an dauerhaft an déi national Gesetzgebung verankert gëtt.

Een drëtten ass deen, dass d'Ëmsetzung vun der Scholdebremms an d'Nationalrecht virum Europäesche Gerichtshaff aklobar gëtt. Ech wëll do kloer an däitlech betounen, dass et just d'Aféierung vun der Scholdebremms ass, déi virum Europäesche Gerichtshaff aklobar ass, an net d'Ëmsetzen herno vun deem, wat ech enner Punkt eent als Richtlinie ginn hunn. Och do héiert een dobaussen an de Kommentaren emol heiansdo deen een oder deen aneren Toun, deen eigentlech net deem entsprécht, em wat dass et geet.

Et geet also hei ausschliesslech drëm, dass den Europäesche Gerichtshaff eng Kompetenz kritt, dass d'Länner, déi dat heite ratifizéieren, och an engem gewëssen Délai - ech mengen, dat ass ee Joer -, an engem Délai vun engem Joer musse kucken, dass se déi Scholdebremms dann op hir Aart a Weis an hiert nationaalt Recht och agesat hunn. Maache se dat dann net, da kënnen se verklort ginn um Europäesche Gerichtshaff. An do kënnen Sanktiounen a Strofuellungen an der Héicht vu bis zu 0,1% vun hirem PIB ausgeschwat ginn.



Véierte Punkt: D'Länner, déi en Defizitverfahren duerchlafen, mussen sech en Haushalts- a Wirtschaftspartnerschaftsprogramm operelleen, dee vum Rot vum der Europäescher Unioun an der Kommissioun genehmegt an iwwerwaacht gëtt.

Fënneftens: Grouss wirtschaftspolitesch Reformen, déi d'Länner wëllen ugoen, ginn am Virfeld debattéiert an ënnerene solle se méi staark op europäeschem Plang koordinéiert ginn.

A sechstens, wat d'Gouvernance vun der Eurozon ubelaangt, sou ass am Traité festgehalen, dass pro Joer op d'mannst zwee Sommerten iwwert d'Eurozon an op d'mannst ee Sommet iwwert d'Emsetzung vum Traité iwwert d'Stabilitéit, Koordinéierung a Steierung vun der Wirtschaft a Währungsunioun solle stattfannen.

Ausserdem gesäit den Traité vir, an dat ass dann net neutral fir eis Chamber, dass et an deem Kader zu Konferenzen tëscht de Représentanté vum Europaparlament a vun den Nationalparlamenten soll kommen an dass do iwwert d'Budgetspolitiken an aner Froen aus dem Traité kann a soll debattéiert ginn. Sou dass mer eis mussen och an der Chamber dorop astellen - an do plädéieren ech fir eppes, woufir vill Leit vun eis schonn eng Zäitche plädéieren -, dass mer eis mussen astelle lues a lues drop, dass och d'Membere vun eiser Chamber sech wesentlech méi an europäoliteschen Affäre mussen implizéieren, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet de Fall war.

Här President, laut den Dispositiounen vum Traité trëtt deeselwechten a Kraaft, soubal zwielef Eurostaten e ratifizéiert hunn. Och hei eng Präzisioun: En trëtt dann net fir alleguerten d'Signataire a Kraaft, mä en trëtt fir déi Länner a Kraaft, déi e ratifizéiert hunn ënnereneen. Zurzäit sinn dat der also zwielef aus der Eurozon, 13 hunn der en entre-temps aus der Eurozon ugeholl, dat sinn Däitschland, Frankräich, Éisträich, Estland, Finnland, Griichenland, Irland, Italien, Portugal, d'Slowakei, Slowenien, Schweden an Zypern. A véier EU-Memberstaten, deenen hir Währung net den Euro ass, hunn deesen Traité och schonn ratifizéiert - da sinn et der also insgesamt 17 -, an zwar sinn dat dann Dänemark, Lettland, Litauen a Rumänien.

Ze erwähnen ass och nach, dass de Fiskalvertrag ganz enk mam Europäesche Stabilitätsmechanismus, dem ESM, verknëppt ass. Well Hëllef aus dem ESM kënnen just nach an Zukunft déi Staten an Usproch huelen, déi de Fiskalvertrag bis zum 1. März 2013 ratifizéiert a spëtstens ee Joer nom Akraaftrieden d'Bestimmungen iwwert d'Scholdbrems an hir national Gesetzgebung emgesat hunn.

Här President, léif Kolleegen, de Statsrot huet sech an engem ganz ausféierlechen Avis intensiv mat der Verfassungskonformitéit vun dem Traité befasst. Déi héich Kierperschaft huet engersäits d'Fro opgeworf, ob d'Aféierung vun neie Scholderegelen net déi national Virrechter a Saachen Haushaltsprozedur géif beschniden. Ech hu probéiert virdrun, op deem Awand ze äntweren.

Op där anerer Säit freet de Statsrot sech dann och, ob d'Scholdbrems verbonne mat deenen am Traité festgeschriwwene Korrekturmechanismen a Kontrollinstanzen net en Transfert vun nationale Rechter zugonschte vun engem nationalen (veuillez lire: internationalen) Ofkommen duerstellen. De Statsrot kënn net laangen Erklärungen fir sech zur Konkusioun, dass et duerch den Traité effektiv zum Transfert vu Souveränitätsrechter kënn a recommandéiert der Chamber dofir, dass den Traité nom Artikel 114 vun der Verfassung mat enger qualifizierter Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen an der Chamber soll ugeholl ginn.

Ech muss soen, dass mir gradesou intensiv an der Finanzkommissioun iwwert deen dote Punkt diskutéiert hunn, och zesumme mat de Vertieder vun der Regierung. Mir hunn an net alle Punkten de Konkusiounen vum Statsrot kënnen do Folleg leeschten oder se verstoen oder och deele kënnen. Et ware ganz vill Leit an eiser Kommissioun, déi der Meinung waren, dass et sech hei net ëm en Transfert géif handeln, mä dass et éischter an enger Linn ze gesi wär vun Transferten, déi scho stattfonnt hunn.

Mir sinn awer no Diskussioun zur Konkusioun komm, fir dass mer net do géifen en Hick igerdewann eng kéier kréien an dann e Geriicht eis géif op de Punkt setzen, wou mer da géifen hikommen, dass mer der Chamber géife proposéieren, fir de Projet mat enger qualifizierter Majoritéit ze stëmmen, wat den Här President jo och an der Aleedung vum Projet hei da matgedeelt huet. Dat bedeit praktesch

fir eis, dass mer deesen Text fir eng zweet Liessung an dräi Méint nach eng kéier hei an d'Chamber mussen huelen.

Här President, mam Ëmsetze vun dem Traité sollen d'Feeler aus der Vergaangenheet fir d'Zukunft vermidde ginn.

### (Interruption)

Neen, hunn ech mech do géiert? Ech mengen et zwar net!

Lëtzebuerg, a mir mussen eis däers bewosst sinn, Lëtzebuerg ass e klengt Land. Mir si säit zwou Generatiounen Deel vun engem groussen Europa, wat ëmmer méi grouss ginn ass. Mir sinn als eent vun deene klengste Länner e Land, wat op Europa ugewisen ass. Mir sinn op Europa ugewisen, wat eis Wirtschaftspolitik ubelaangt, wat eis Sozialpolitik ubelaangt, an allerhéchstem Mooss. Mir wëllen eng gemeinsam Währung. Den Euro, deen ass eis Währung. An als Lëtzebuurger brauche mer och eng gemeinsam Währung, well mer eis net kënnen virstellen, wéi mer ouni eng gemeinsam Währung als Lëtzebuerg kéinten iwwerliewen.

Mir mussen also e Beitrag dozou leeschten. Mir mussen eise Beitrag dozou leeschten, dass dat Europa, dass dat ka funktionéieren, dass déi Währung, an där mer sinn, dass déi ka funktionéieren. Well et ass duerch en Europa, wat wirtschaftlech sech weiterentwéckele kann, wat nei Wirtschaftskraaft ka schafen, et ass duerch en Europa, wat Sozialpolitike ka maachen an deenen eenzelne Länner, wou eis Gesellschaften sech kënnen weiterentwéckelen.

Dofir géif ech lech am Numm vun der Majoritéit vun der Finanzkommissioun bidden, deese Projet de loi unzuhuelen. An da misst ech lech dann och nach Merci soe fir Aert Nolauschten.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischte wëll ech dem President vun der Finanzkommissioun, dem Michel Wolter, Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Bericht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetz iwwert de Fiskalpak leet mir e weidere wichtige Bausteen, fir der Vertrauenskrise op de Finanzmäert entgéintzotrieden a fir d'Lag vun der europäescher Wirtschaft an um Aarbechtsmaart nohalteg ze verbesseren.

Ech wëll drun erënneren, dass an der Suite vun der Bankekrise an de Joren 2007 an 2008 déi wuessend Statsverschuldung a bal allen Industrielänner vun de Finanzmäert op eemol als seriöse Risiko emfonnt ginn ass, wat zu enger deementsprechender Veronsécherung op de Finanzmäert gefouert huet.

Aus deeser Scholdespiral a verschiddene Memberstaten huet sech eng Gefor fir en nohaltege Wuesstum erginn, wat zu enger weiderer Veronsécherung op de Mäert gefouert huet an eis gemeinsam Währung, den Euro, staark ënner Drock gesat huet.

Zu deeser onsécherer Zäit ass ee sech awer europa- a weltwäit eens ginn, dass een dees Problemer nëmme ka léisen, wann een d'Ursachen an de betraffene Länner un der Wuerzel upéckt an ugeet. Fir d'Kris an de betraffene Länner ze bekämpfen a laangfristeg ze léisen, ass decidéiert ginn, eng zweegleiseg Politik ze fueren, op där enger Säit iwwert de Wee vun der Reduzéierung vun den Defizit an op där anerer Säit mussen d'Wuesstumsperspektiven an d'Kompetitivitéit duerch entsprecheend Strukturreformere verbessert respektiv gestärkt ginn.

Et ass ee sech dofir op europäeschem Niveau eens ginn, dass ee fir d'Zukunft eng ausbalancéiert Politik brauch aus wuesstumsfördernde Moosname bei enger gläichzäiteger Reduzéierung vun der héijer Statsverschuldung. Deese Spagat vun enger wuesstumsfrëndlecher Defizitreduzéierung ass natierlech net einfach emzesetzen. Vill Memberstaten ënnerzéie sech jo grad haarde Reformen an Upassungsprogrammer, fir hir spezifesch Problemer wéi Statsverschuldung, Bankekris oder de Verloscht vun der Kompetitivitéit an de Grëff ze kréien.

Dass esou eng Politik an de betraffene Länner vun de Leit dacks net gedeelt a verstane gëtt, ass verständlech. Op europäeschem Niveau war ee sech awer eens, dass een esou eng Politik muss bedriewen, wann een déi sougenannte Vertrauenskrise wëllt hannert sech loossen. Esou eng Politik huet och näischt mat Sozialofbau oder mangelnder Solidaritéit ënner de Memberlänner ze dinn. Dës Solidaritéit war an ass nach ëmmer ginn.

Sou huet zum Beispill all Land, wat a finanzielle Schwieeregkeete war oder ass a Problemer hat oder huet, frësch Suen op de Kapitalmäert ze kréien, fir sech kënnen frësch ze rekapitaliséieren, bis haut zäitlech limitéiert Finanzhëlfe zur Verfügung gestallt kritt ënner der Konditioun, dass se an hire Länner Strukturreformere missten ugoen, fir där héijer Verschuldung entgéintzewirken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dees Finanzhëlfe ware richteg, fir d'Kris an Europa Schratt fir Schratt ze bekämpfen. An déi lescht Zuele weisen eis: Mir sinn um richtige Wee! Dës Programmer funktionéieren a Länner wéi Portugal an Irland. Do gesäit een, dass et erëm Biergop geet. Virun allem Irland ass erëm quasi um Niveau vu virun der Kris. Aner Länner, wéi Italien a Spuenien, hunn an deene vergaangene Méint seriö Ustrengunge gemaach, fir hir Defizit ze reduzéieren an d'Kompetitivitéit duerch Strukturreformere ze verbesseren.

Och a Griichenland, wou et jo bekannterweis laang Problemer mat der Ëmsetzung vun de vereenbarte Moosname gouf, sinn och däitlech Fortschreter ze verzechnen. Och duerch de sougenannte Scholdeschnëtt ass Griichenland um richtige Wee, fir längerfristeg erëm op de Wee vum Wuesstum zrëckzufannen.

Natierlech verst mir, dass e groussen Deel vun deene jeeweilige Bevölkerungen opbruecht ass a sech géint all Form vu Reformen, déi zu hirem Nodeel sinn, wiert. Mä vill vun deene Problemer, déi an deese Länner geléist mussen ginn, sinn hausintern verursaacht a kënnen och nëmme bei hinnen doheem geléist ginn. Einfach d'Sache gewäerde loossen an näischt maachen ass weder gutt fir dat eenzelt Land nach fir Europa am Ganzen. Géife mir dat zouloossen, dann, menge mir, hu mer näischt aus der Kris geléiert. Ausserdeem hunn déi Programmer, déi deese Länner operluecht kruten, och zum Zil, d'Wirtschaft an d'Kompetitivitéit erëm unzekuerbelen. Et geet net exklusiv a mordicus em Scholdereduzéierung.

Här President, no allem, wat mir awer bis haut kënnen feststellen, waren d'Entscheidungungen, déi bis dato getraff goufen, déi richteg. D'Finanzmäert hu sech gréisstendeels berouegt. D'Risikoopschläe op Statspabeiere vun de Kriselänner sinn erofgaangen an déi wirtschaftlech Lag a ville Länner huet sech zumindest stabiliséiert, wann net verbessert. Souguer den Euro, dee virun engem hallwe Joer esou staark ënner Drock gerode war - et ass souguer Rieds gaangen, e géif zerbréchen -, huet sech erholl; wou zwar säit leschem Weekend, mat de Wahlen an Italien, jo erëm aner Problemer elo un d'Daagesuerdnung komm sinn.

Derbäi kënn awer och, dass um Niveau vun de Finanzmäert, déi virun der Kris net ausreechend reguléiert waren an och zum gudden Deel responsabel an der heiteger Situatioun sinn, grouss Efforten ënnerholl goufen. Nieft enger gemeinsamer Finanzmaartpolitik brauche mir dofir och eng ugekënnegt gemeinsam Bankenopsicht, déi effizient an onofhängeg vun den Nationalstate kann operéieren a woubäi d'EZB eng zentral Roll soll spillen.

Här President, dat alles weist awer och ganz kloer, dass d'Strategie vun der schrëttweiser Bewältegung vun der Statsscholdekris déi richteg Strategie war a Wierkung gewisen huet. Ech mengen, et wier och elo liichtfankeg ze soen, elo hätte mer all Problemer geléist, d'Sonn géif erëm schéngen an d'Gefor vun all deene Problemer, déi mer virdru kann hunn, wier definitiv aus dem Wee geraumt. Mir hunn eis awer Moyené ginn, fir dëst Opflackere vun der Alarmluucht esou gutt wéi méiglech anzudämmen.

Den dauerhafte Rettungsschirm ESM ass an deem Kontext e wichteg Stéck am Puzzle, fir dass et net méi esou wäit kënn. Et gëtt am Kader vum ESM dofir och net fir näischt vun enger Zort Brandschutzmauer bezechent (veuillez lire: geschwat). Mam ESM hu mir och e wichtige Schratt a Richtung Stabilitätsunioun gemaach. An et war an eisen Aen och richteg, de Rettungsschirm ee Joer méi fréi a Kraaft tueden ze loossen. Net nëmme, dass do duerch de betraffene Länner konnt méi séier gehollet ginn, et war och e richteg a wichteg Signal an d'Richtung vun de Finanzmäert an e kloert Zeeche vun Europa, dass kee Land wäert fale geloos ginn. De Rettungsschirm ass funktionsfäeg a schlagkräfteg. En huet, wéi ee kloer gesäit, d'Vertrauen op de Finanzmäert erëmbuecht.

Den ESM ass awer nëmme een Deel an där Krisbekämpfung. De Projet de loi, deen eis haut virläit, ass e weidere wichtige Punkt, dee bei deeser Bekämpfung vun der Scholdekris eis wäert e grouse Schratt no vir bréngen. Mir sollen de Mëtten den Traité iwwert d'Stabilitéit, d'Koordinéierung an d'Steierung vun der Wirtschaft- a Währungsunioun, de sougenannten „Fiskalpak“ ratifizéieren.

Deesen Traité ass den Ufank vun enger echter an dauerhafter Stabilitätsunioun. Dat war bei der Schafung vun der Eurozon politesch nach net machbar. Et gëtt elo mam Fiskalpak Realitéit. All Länner aus der Eurozon an aacht weider Länner aus der Unioun hu sech verpflichtet, an hir national Rechtsspriechung eng Scholdbrems anzeféieren, e Virgang, dee viru Joren an Europa sécherlech nach ondenkbar gewiescht wier.

Dës Scholdbremse ginn also mam Traité agefouert an et gëtt och iwwerpréift, ob se deem entsprechen, wat am Fiskalpak festgehalte gouf. Et kann ee gegebenfalls och den Europäesche Gerichtshaff aschalten, fir dass d'Scholdbrems och iwwerall an déi national Gesetzgebung ageschriwwen gëtt. Gëtt deem net Rechnung gedroen, da sinn automatesch Sanktiounen am Traité verankert.

Här President, deese Fiskalpak ass sécherlech net am Goût vun all Mënsch. Verschidde Leit hätte léiweger gesinn, dass een de verschëllte Länner Sue géif ginn, déi dann de Konsum géifen ureegen, an dass déi iwwer méi Konsum erëm zu méi héijem Wuesstum komm wieren, also d'Ëmsetze vun der klassischer Theorie vun Keynes.

Mir sinn awer op deem Punkt anerer Meinung. Wat kuerzfristeg gutt ausgesäit, ass dauerhaft keng Léisung. Et muss een awer eiser Meinung no d'Problemer un der Wuerzel upaken. Dat heescht ganz kloer, dass een d'Uwerverschuldung muss bekämpfen, andeems een op där enger Säit d'Budgete konsolidéiert an op där anerer Säit awer och Wuesstumsureizer schafft. Dës zwee Punkte mussen matenee lafen.

An op deese Wee bréngt eis ënner anerem de Fiskalpak. De Fait, dass 25 vu 27 Memberstaten deese Pakt ënnerschriwwen hunn, ass e kloert Bekenntnis vun Europa hin zu méi Stabilitéit, Koordinéierung, Kontroll an Transparenz. A genee dat brauch een, wann een eng gemeinsam Währung wéi den Euro huet. Wann egestänneg Nationalstaten eng gemeinsam Währung hunn, da brauch een och e kloert Bekenntnis vun allen, dass déi ofgemaache Spillregeln och agehale ginn. Nëmme esou kann eis gemeinsam Währung stabil bleiwen. A fir dees Stabilitéit oprechtzuerhalen, brauche mir deese Fiskalpak mat der festgeschriwwener Scholdbrems.

Iwwerens ass de Fiskalpak och an der Rumm vun deem sougenannten „Six-pack“ ze gesinn, deen Enn 2011 emgesat gouf a wou et zu verstärkten Uwwerwaachungsméiglechkeeten an de Beräicher Budgets- a Wirtschaftspolitiken an alle Memberstate komm ass. Duerch de Fiskalpak plus Six-pack hu mir d'Mechanisme vum Stabilitäts- a Wuesstumspakt verschäerft an eis en Instrument ginn, wat verhënnere soll, dass d'Feeler aus der Vergaangenheet sech wäerte widderhuelen.

Verschiddener am Haus si jo der Meinung, dass de Fiskalpak mat senger Scholdbrems de Länner géif ekonomesch schueden. Et ass richteg, dass den Niveau vu struktureller Neiververschuldung erofgesat gëtt. Domadder gëtt de Länner awer net d'Loft geholl, fir ze ootmen. Neen, si behalen och mat deenen neie Konditiounen weiderhin déi Flexibilitéit, déi si brauchen, fir d'Kris an hire Länner ze iwwerstoen an hir Politik ze definéieren. An dees Flexibilitéit kann net op de Prinzip vun ëmmer méi Scholden opgebaut ginn. Dat kann et net sinn! D'Resultat vun esou enger Politik si mir jo grad amgaangen, um europäeschen Niveau ze léisen.

An do kënn de Fiskalpak an d'Spill. Mir sinn der Meinung, dass trotz Scholdbrems d'Länner deen néidege Spillraum behalen, fir déi Politiken ze gestalten, déi d'Relance économique sollen erbäiféieren. Dat ass wichteg an och richteg. De Wee, dee mir awer virun eis hunn, fir aus dem gesamten Euroraum e Raum vu Stabilitéit a Solidaritéit ze maachen, ass e laangen. De Fiskalpak ass dofir fir eis en éischte fundamentale Schratt op deem Wee eraus aus der Scholdekris, e Wee, dee mir konsequent mussen fortsetzen an deen dräi Komponenten emfaasst: Solidaritéit duerch den ESM, Solidaritéit duerch de Fiskalpak a Wuesstum duerch de Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo quasi automatesch Sanktiounen, wann e Land aus der Rei dantz. Mir hunn d'Méiglechkeet, bei Feelerentwécklungen preventiv tätég ze ginn an Ongläichheeten an der wirtschaftlecher Entwécklung an de Memberstaten entgéintzestieren. All dees Instrumenter versetzen eis an d'Lag, dass mir eng wierklech Stabilitäts- a Wuesstumsunioun op d'Bee stellen.

All dees Moosname sinn natierlech kee Selbstzweck an hunn net nëmme als Zil, d'Defizit ze reduzéieren. Haushaltskonsolidéierung ass nëmme enger Säit vun der Medail. Et geet och drëms, nohaltege Wuesstum sécherzustellen. Dozou gehéiert och d'Schafe vun neien





Aarbechtsplazen. Dat ass d'Aufgab an de Sënn vun der Politik. D'Kompetitivitéit an deenen eenzelne Länner muss gestärkt ginn, fir dass mir Wuesstum a ganz Europa kënnen generéieren. Wuesstum bréngt Stabilitéit, déi ee brauch, fir sech bestänneg kënnen weiderzuentwéckelen, Stabilitéit, déi ee brauch, fir Reformen duerchzusetzen. Fir dass mir dës Ziler erreechen, läit awer nach vill Aarbecht virun eis.

Eent steet awer fest, wat mir musse maachen ass, dass mer musse alles maachen, fir d'Scholden erofzekeréieren, an dass mer net kënnen eng nei, eng zousätzlech Scholdepolitik undreiwen. Méi Wuesstum duerch nei méi Scholden ass dofir och ganz kloer de falsche Wee. Nëmme stabil a gesond Statsfinanz bidden d'Viraussetzung fir Wuesstum, Wuesstum, dee mir brauchen, wann Europa an eist Land sech wëllen um politeschen, wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Plang weiderentwéckelen.

Dofir ass et wichteg, dass mir et fäerdegbréngen, eise Budget nohalte ze konsolidéieren. Brénge mir dat net ronn, dann huet dat Auswierkungen op d'Gestaltung vun eiser Sozialpolitik, déi mir eis da sécherlech net méi an deem Mooss leeschte kënnen, wéi dat haut de Fall ass.

Ech wëll soen, dass et wichteg ass, mat der Ratifizierung vun dësem Fiskalpak, dass domadder e kloert Signal an d'Welt gesat gëtt. Engersäits sinn all d'Eurostate fest entschloss, d'Statsverschuldung zréckzeféieren, an anersäits si se bereet, eng wuesstumsfördernd Konsolidierung ze bedreiwen. Et geet em d'Solidaritéit tëschent de Länner, em d'Zukunft vun Europa an em d'Zukunft vum Euro.

An dësem Sënn ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech wëll awer och ennersträchen, dass, wa mer eng Finanzunion hunn, eng Stabilitéitsunion hunn, et dann och wichteg ass, dass mer e soziaalt Europa bauen. An do läit nach vill Aarbecht virun eis, well mir musse et fäerdegbréngen, och d'Leit matzehuelen, net nëmmen d'Finanzmäert. Nëmme da komme mer och zu deem Zil hin, wat d'Grénnerpäpp vun dem Euro, vun Europa wëllen haten.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Den Här Wolter freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.** - Här President, et ass fir eng Rectificatioun vun der Ried ze maachen. Ech hat mech virdu verrannt a mengem Rapport, wéi ech gesot hunn, mir géifen en éischte Vote maachen an an dräi Méint misste mer zréckkommen. Ech si vun de Rechtsgeleierten drop opmierksam gemaach ginn, déi d'Verfassung wesentlech besser kenne wéi ech selwer, dass effektiv aus der kombinierter Lecture vum Artikel 37 a vum Artikel 114 et kloer erauskënnt, dass mer eis hei exklusiv mam Abschnitt 2 vum Artikel 114 befaassen, sou dass dee Vote vun haut ënnert engem Quorum ass, a wann en dann ugeholl ass, dann ass en definitiv.

Ech wollt et awer soen, well ech am Rapport do eng falsch Informatioun gemaach hunn, a mech bei lech entschëllegen, dass dee Feeler mer ennerlaf ass.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Mir huelen Akt vun där Rectificatioun. Elo kritt d'Wuert deen nächste Riedner, den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Méint stoung mer hei an do hu mer de Stabilitéitsmechanismus diskutéiert an ofgestëmmt. Haut sti mer hei a mir diskutéieren a stëmmen duerno och wahrscheinlech fir de Fiskalpak. Fir eis als Demokratesch Partei sinn dat eigentlech zwou Säite vun enger Medail, well Solidaritéit mat deene Länner, déi a finanziell Schwierigkeete gerode sinn, an op där anerer Säit awer och méi eng staark Budgetdisziplin, dat geet fir eis zesummen.

Mir hunn dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus zugestëmmt, well mer deene befärdere Länner wëllen hëllefen, well mer der Meinung sinn, dass een och deene Länner nei Perspektive muss ophalen. Mir sinn awer och der Meinung gewiescht, dass dat bénéfique ass fir eis selwer, fir d'Stabilitéit an Europa. Mir brauchen eng Stabilitéit an Europa, mir brauchen och e stabilen Euro. Mir brauchen awer och staark Ekonomien a Südeuropa. Dat notzt finalement och eise Betriber an dat notzt finalement och den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg.

D'DP huet de Stabilitéitsmechanismus matgedroen. Duerfir ass et eigentlech eng logesch Konsequenz och, dass mer de Fiskalpak matdroen. De Stabilitéitsmechanismus ka fir iwwerschëlte Länner eigentlech net de Grond

sinn, fir weider Scholden ze maachen. An d'selwecht dierf de Fiskalpak och net de Grond sinn, fir vun engem gemeinsamen Europa, enger gemeinsamer Währung an enger gemeinsamer europäescher Stabilitéit ewechzéréckelen.

An trotzdeem, d'selwecht eigentlech wéi bei mengem Discours hei zum Stabilitéitsmechanismus, wëll ech och haut hei eng ganz Rei vu kriteschen Iwwerleeungen ubréngen. Virun allem, an et ass zum Deel och de Mëtte schonn ugeklungen, stellt sech d'Fro: Wou bleiwen d'Wuesstumsimpulser? Wann e Véirel vun de Leit an Europa a ville Länner ouni Aarbecht sinn, da muss ee sech ustengen, fir d'Wichtigkeet vun der Budgetkonsolidierung nach vermëttelt ze kréien. Ouni Perspektive fir déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, wäerte mer och keng Akzeptanz kréie vun enger weiderer Konsolidierungspolitik.

Déi europäesch Politik dierf net de Grondstee leeë vun enger weiderer Radikalisierung an eenzelne betroffene Länner. An dat Wahlresultat, wat mer de Méindeg geliwwert kritt hunn aus Italien, dat ass jo scho genuch kommentéiert ginn an huet eis voll Opmierksamkeet a stellt eng ganz Rei vu Froen iwwert d'Regierbarkeet vun eenzelne Länner an awer och d'Reformfähigkeit an d'Konsistenz vun deem ageschloene Reformprozess an eenzelne Länner, esou wéi en dann ugaange ginn ass.

Wat sinn d'Effekter op déi betraffe Länner? An do stellt sech nach ëmmer d'Fro, ob mer net dann awer riskéieren, all klunge wirtschaftlechen Hoffnungsschimmer direkt am Keim ze erstécken, dass mer mat enger nächster Spueronn erëm direkt eng nei Rezessioun provozéiere respektiv déi Rezessioun, an där e Land drastécht, da gläichzäitig dach nach e Stéck verlängeren.

Hei liest ee schonn eraus, dass eenzel Länner enorm Efforté musse maachen. Manner Lëtzebuerg, mä awer virun allem och déi Länner, déi iwwer 60% Scholdestand vum PIB haut hunn. Wann déi en Zwanzegstel vun der Differenz op 60% musse ofbauen, da mécht dat fir e Land wéi d'Belsch zum Beispill 2% vum PIB aus, 2% musse se Scholdenofbau pro Joer maachen, wat en enormen Effort ass a wou ee sech schonn d'Fro muss stellen: Wéi packt e Land dat a wat sinn déi Kollateralschied, déi domadder net méi ze évitéiere sinn?

Zentral schéngt et eis dann nach wie vor ze sinn, dass mer iwwert d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit schwätzen a Gesamteuropa, awer ganz besonnesch an deene Länner, déi och duerch d'Scholdekrise geréssel goufen. Spueren eleng nämlech geet net duer. Mir musse och déi Länner erëm, d'Entreprises aus deene Länner erëm méi staark an den internationalen Handel integréieren, fir doduerjer fir nei Wuelstand ze suergen, fir nei Aarbechtsplazen ze suergen an och fir nei Steuerrecette kënnen ze suergen.

Mir musse oppassen, dass mer net an eng Konsolidierungsspiral kommen. An dat geet nëmme finalement mat Wuesstum. Dat geet awer och nëmme mat enger Rei vun, jo, richtige strukturelle Reformen, wou sécherlech eenzel Spuerforten net kënnen als solch eleng gewäert ginn, wa se dann eleng gemaach ginn, strukturell Reformen, déi dann awer och zu engem Stéck méi Kompetitivitéit kënnen bäidroen.

Ech si ganz d'accord mat deenen, déi soen, dass Länner, déi an der Vergaangenheet, jo, schluddereg mat öffentleche Gelder emgaange sinn, a Länner, déi, jo, déi niddreg Zënsen, déi se eigentlech doduerjer erméiglecht kritt hunn, duerch de Baitrëtt zum Euroraum, déi déi net genotzt hunn, fir de Budget ze konsolidéieren, mä éischter nei Ausgabeprogrammer domadder lancéiert hunn, dass een deene Länner en enke Corselet an Zukunft muss uleeën, wat mer jo heimadder maachen. Allerdéngs dierf deen enke Corselet net esou enk gestréckt sinn, dass déi Länner keng Loft méi kréien a riskéieren, finalement ze erstécken.

Wa mer hinhuelen, dass Millioune vun Aarbechtslosen an Europa d'Konsequenz vun enger falscher Politik um nationalen, awer och um europäesche Plang eleng musse droen, wann ee weess, dass et scho bal e Wonner ass, dass et a Länner, wou de Chômage iwwer 25% geklommen ass an de leschte Joren, wou bal all zweete Jonke keng Aarbecht an domadder keng Perspektiven huet, dass et do awer nach relativ roueg bliwwen ass, a wann ee wierklech mengt, dass d'Ekonomie a ville Länner nees géif usprangen, wann een dann nëmmen zügeg géif konsolidéieren, da fäerten ech, dass dëse Fiskalpak just eng Etapp op engem Wee wäert sinn, engem Wee, deen nach ganz laang, an engem Wee, deen nach ganz beschwéierlech wäert sinn!

Jo, mir musse konsolidéieren, dat och heiheem, an dozou wëll ech herno nach e puer Wuert méi soen, mä et gëtt richteg konsolidéieren an

et gëtt och falsch konsolidéieren. Falsch konsolidéieren, dass ass, wann een de Konsum an d'Wirtschaftskraaft ofwierge geet. Falsch konsolidéieren, dat ass, wann ee secondaire Effekter wéi méi Chômage, manner Steierrecetten a méi Dépensé provozéiert, ënner anerem och doduerch e gewëssene Chômage erëm mat encouragéiert. Falsch konsolidéieren, dat ass och, wann ee bei deene falschen Investitiounen an d'Infrastruktur an domadder an d'Zukunft vun engem Land wëllt spueren goen.

Wuesstumsimpulser, Beschäftigungsimpulser ginn dann och zum ganz, ganz groussen Deel ausgeklammert an dësem Fiskalpak an hunn eigentlech nach ëmmer net déi Plaz fonnt och an der europäescher, an der gesamteuropäescher Approche zu der Scholdekrise, déi se géife verdéngen. An dat ass an eisen Aen e Konstruktionsfeeler och vun dësem Fiskalpak an e reit sech eigentlech domadder an an déi europäesch Politik aus de vergaangene Jorzéngten.

Oft kënnt et engem esou vir, wéi wa mer net alles geléiert hätten aus deenen Diskussiounen, déi mer och hei zu Lëtzebuerg gefouert hunn iwwert de Verfassungsvertrag, wou d'Leit engem jo och gesot hunn, wat se vun Europa erwaarden. An oft schéngt et och esou, wéi wa mer nach net alles geléiert hätten aus deene rezente Wirtschaftskrisen.

An amplatz datt Europa grad elo e Bild vu Solidaritéit géif ofginn, amplatz datt Europa de Mënschen eng formidabel Visioun géif bidden, déi fir Wuelstand géif suergen, e Wuelstand, deen deenen an den nächste Generatiounen nach garantéiert wär, gëtt momentan eigentlech all Land dach zimlech fir sech eleng geloos, si mer an enger Situatioun, wou een awer mierkt, dass déi national Economismen - Egoismen, pardon! - net ofgebaut ginn, mä dach éischter erëm méi staark zum Virschäi kommen.

Et gëtt a villen Domainë keng gemeinsam europäesch Démarcheregelen, Démarche méi, an eng Rei vu Spillregelen, jo, déi Europa grouss gemaach hunn, déi sinn dach iwwer Bord gehait ginn, an ëmmer méi mierkt een, dass et awer oft déi Grouss géint déi Kleng sinn, déi probéieren hir Interessien duerchzusetzen. An et mierkt een awer och, dass ganz vill vun deenen europäeschen Institutiounen sech dach dreive loosse, alle virop awer d'Europäesch Kommissioun.

All déi oppe Froen, déi sech trotz Stabilitéitsmechanismus a Fiskalpak stellen, weisen, dass et just en Ufank vun engem Prozess dierf sinn. Mir musse konsolidéieren, fir net dat Geld vun der nächste Generatioun haut scho mat auszeginn. Mir brauchen eng stabil an eng eenheetlech Währung, well dann, wann d'Geld schlecht gëtt, da gëtt eigentlech alles soss och nach schlecht. A mir brauchen awer gradesou Aarbecht fir d'Mënschen an Europa. Mir brauche wirtschaftlech Perspektiven, an duerfir brauche mer e Wuesstum.

Ech hunn d'Impressioun, wéi wa mer dëst Gesetz, de Fiskalpak, d'Verfassung vum Fiskalpak hei zu Lëtzebuerg eigentlech als eppes géifen ugesinn, wat eis net direkt géif concernéieren, wat Europa géif concernéieren, vläicht eng Rei vu Länner an Europa, besonnesch déi, déi duerch d'Scholdekrise geréssel goufen. Nun, esou ass et awer net. Och dëst Gesetz, wat mer hei stëmmen, dat betrëfft eis direkt!

Vill vun deenen Ziler, déi hei nach eng Kéier widerhollt gi sinn am Fiskalpak, déi sinn net nei, déi fanne mer ugeluecht schonn am Maastricht-Vertrag vun 1992, mir fanne se am „Six-pack“ vun 2011. Mir hunn deenen dote Schrëtt eis Zoustëmmung ginn. Och dat ass nach eng Kéier e Grond, fir trotz enger Rei vu Kritikpunkten och haut dem Fiskalpak zoustëmmen, well mer awer an enger Kontinuitéit do wëlle stoen.

Mä dat wat ännert, dat ass, dass eng Rei vun deenen Zilsetzungen awer däitlech méi contraignant ginn, wéi dat bis ewell war, wat wichteg war, virun allem zu deem Zäitpunkt, wou de Fiskalpak arrétéiert ginn ass vun deene 25 concernéierte Länner, déi finalement matgemaach hunn, fir doduerjer ze weisen, dass jiddweree sech un eng Rigueur budgétaire an Zukunft wëllt halen, an doduerjer och e kloert Signal ze setzen, wat dozou sollt déngen, d'Vertraue vun de Marchéen op där enger Säit, awer och vun de Bierger an den Entreprises op där anerer Säit nees zréckzegewannen.

Trotzdeem verwonnert et een awer, dass mer hei e Gesetzesprojet ofstëmmen, ouni datt d'Regierung eigentlech an engem Wuert gesot huet, wat dat da konkret fir Lëtzebuerg géif bedeiten, wéi mer op déi Ziler wëllen hischaffen, déi eis hei gesat ginn. Et bleift nämlech net dobäi, dass mer just musse eis 60%-Scholdegrenz respektéieren, wou mer jo nach ganz gutt leien. Et bleift net nëmmen dobäi, dass mer déi 3%-Defizitlimite musse respektéieren

aus dem Maastricht-Vertrag, mä den „mid-term objective“, dee kritt awer hei méi e contraignant Charakter.

An dat heescht eben, dass mer eis net méi däerfen zefridde gi mat engem Defizit vun 3% par rapport zum PIB pro Joer, mä dass mer d'Zil musse erreeche vun engem Iwwerschoss vun 0,5% PIB pro Joer. A vun deem, jo, vun deem Iwwerschoss si mer momentan jo awer nach e ganz, ganz Stéck ewech! A mir kréien och gesot, dass mer d'Schrëtt dohinner an engem gewëssen Tempo musse maachen, nämlech an enger Vitesse vun 0,5% PIB pro Joer.

Elo klénge dat alles ganz abstrakt, mä trotzdeem, wann een dat emol eng Kéier ausrechnet an dann déi 0,5% applizéiert op eise PIB, da komme mer op e Montant vu ronn 220 Millioune Euro, déi mer pro Joer u Konsolidierungseffort am Sold musse maachen, wou mer dann de Budgetsdefizit géife veréngeren.

Wann een awer eis Budgetsmechanisme kennt, an aus der Erfahrung eraus kann een och do, mengen ech, op déi no Zukunft schléissen, dass mer pro Joer automatesch Croissancé bei den Dépensen hunn duerch d'Indexmechanismen, duerch eng Rei vun automateschen Augmentatiounen duerch eis Sozialpolitik, duerch eis Familljepolitik, wéi se nun eben emol strukturiert sinn, da weess een, dass et net eleng mat engem Konsolidierungseffort - dee jo dann heescht spuer respektiv Steieren erhéijen - vun 220 Millioune wäert duergoen, mä da kann ee ganz schnell op e Montant vu 400 oder 500 Millioune kommen.

Do verwonnert et een awer schonn, dass mer hei Engagement aginn, ouni datt d'Regierung och heihinner kënnt a seet: „Dat ass eise Programm. Mat deem dote Programm wëlle mer dës Engagementer dann och mëttelfristeg erfüllen.“ A wat ass dann de Programm - déi Fro wëll ech hei nach eng Kéier widerhuelen - vun der Regierung, fir dës Ziler dann och selwer anzehalen? Wat sinn och déi contraignant Moossnamen, déi mer eis selwer musse gi fir am Fall, wou mer déi Ziler net géifen erreechen an och déi Schrëtt dohinner géife verpassen, déi dann eigentlech automatesch sollten a Kraaft trieden?

Bis ewell hu mer do vun der Regierung kaum eppes héieren. Ech hoffen, dass et de Mëtte vläicht e bësse méi däitlech bei deem Thema nach gëtt. Wann dat de Mëtten net de Fall ass, mir wëssen, dass mer deemächst och nach hei am Haus Debatten hunn iwwert de Programme national de réforme, iwwert den Stabilitéitsprogramm, och iwwert den État de la nation, alles grouss Debatten, déi an den nächste Wochen hei ustinn, also alles Geleeeheiten, fir dem Land dann awer och eng Kéier ze soen: Wat heeschen déi Engagementer ganz konkret fir eis alljährlech Budgetspolitik a fir d'Gesamtpolitik hei zu Lëtzebuerg?

Wat fir Europa gëllt, dat gëllt gradesou nämlech fir Lëtzebuerg. Et kann een op eng gutt Aart a Weis konsolidéieren, et kann een awer och do falsch konsolidéieren a riskéieren, méi futtize maachen, wéi een op där anerer Säit nees géif gewannen. Och hei zu Lëtzebuerg musse mer duerfir intelligent virgoen. Mir musse mat enger Rei vu punktuellen, awer sécherlech och couragéierte Reformen eis nei opstellen.

Mir musse kucken, dass mer déi Problemer, déi mer hunn, déi mer ze bewältegen hunn, mat manner Geld bewältegen, dass mer eng besser Politik eigentlech mat manner Geld kënnen maachen. An do geet och déi reng Kontabellogik, déi och an dësem Fiskalpak erëm eng Kéier ugeluecht ass, wou mer eigentlech just em Budgetseckdaten diskutéieren, mä net em konkret Politiken diskutéieren, déi Kontabellogik geet eigentlech net duer, fir der Situatioun gerecht ze ginn. A mir däerfen net, och an den nächste Joren net, fir dës Ziler ze erreechen, einfach higoen an eng Rei vun Ausgabe sträiche respektiv nei Recetten decidéieren, fir dëselwecht Politik weiderzemaachen, mä mir musse och d'Politik méi grondsätzlech a Fro stellen.

Mir musse kucken - fir e Beispill ze ginn -, dass mer déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, an Aarbecht kréien, amplatz datt mer Joer fir Joer higin an d'Solidaritätssteier nees em eng Rei vu Prozenter erophiewen, fir d'Aarbechtslosigkeit weider ze finanzéieren.

Mir musse kucken, dass mer de Logement nees bezuelbar maachen hei am Land, amplatz datt mer Millioune a Millioune vu Subside pro Joer ausbezuelen an awer mierken, dass mer d'Präisser um Wunnengsmaart emol net stabil gehale kréien.



Et gëtt am Klimaschutz eng ganz Rei vun anere Mechanismen, wéi och do just eleng op Subventionen ze setzen, fir och do méi eng intelligent Politik kënnen ze maachen, d'Ziler besser ze erreeche wéi mat där Politik, déi mer bis ewell ageschloen hunn.

A wann ech eleng an deenen doten dräi Themeberäicher kucken, da sinn dat dräi Themeberäicher, wou de Lëtzebuerger Stat, wou mir hei zesummen an deem Budget, deen hei an deser Chamber decidéiert gëtt, eng Milliard, méi wéi eng Milliard Euro pro Joer ausginn, alldéngs mat desastréise Resultater! An duerfir geet et eben net nëmmen duer, fir Geld beieeneezekrazen, fir déiselwecht Politik kënnen weiderzeféieren, eng Politik, déi gescheitert ass!

Mä et geet dréms, déi Politik do am Fong ze änneren, an da brauch een och herno eng Rei vun Ausgaben net méi ze tätigen an et huet een och e Stéck zur Budgetkonsolidéierung bäigedroen. Wa mer dat nämlech net maachen a Joer fir Joer just probéieren, un der Steierschrauf ze dréinen, respektiv herno ënnert dem Drock vun der Realitéit dat eent oder dat anert mussen zréckstellen, da fäerten ech, da bewege mer eis ganz schnell a Richtung vun enger Logik vun der Ofwärtsspiral.

Mä nach ass Zäit, an dese Fiskalpaktt soll eigentlech en zousätzlechen Usporn si fir eis, fir eis Hausaufgaben ze maachen. A vill Beispiller aus dem Ausland weisen jo, dat een esou en Usporn ganz positiv kann ugoen, datt ee ka réusséieren an deem doten Exercice. Mä leider gëtt et och aner Beispiller, och aus dem Ausland, déi weisen, datt een och ka falsch leien. A mir mussen hei déi richtig Décisionen huelen, well soss fäerten ech, wann ee sech just op eng Scholdengrenz hei limitéiert, ouni konkret Reformpolitik hannendrun ze maachen, datt een da financialment an der Sakgaass riskéiert ze landen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese sougenannten „Fiskalpaktt“ dréit den e bëssen héichtrabenden Titel „Vertrag iwwert d'Stabilitéit, Koordination a Gouvernance vun der Wirtschafts- a Währungsunion“. Et ass eng weider Reaktioun vun der Europäescher Union, vun der Eurozon op déi Kris, déi elo zënter Joren unhält, d'Reaktioun och op d'Nervositéit op de Finanzmäert, d'Verdeierung vun de Verschuldunge vun einzelnen Eurolänner.

Esou ass och deen europäeschen Traité, deem mer haut sollen zustëmmen, an eisen Aen net an éischer Linn d'Resultat vun enger laang iwwerluechtener, besonnesch besonnener Politik, déi géif gefouert ginn, mä deen heite Fiskalpaktt dréit eng ganz Retsch vu Konstruktionsfeeler a sech an dréit virun allem och de Stempel vun der Hektik, vun enger gewëssener Onausgegorenheet an och vun der Sich no engem staarke symboleschen Akt, dee sollt geholl ginn.

Och hei mierkt een, dat huet ee gemierkt während laanger Zäit an där Kris, dass d'europäesch Staten haaptsächlech Pompjee spillen a sech eigentlech driewe musse loosse vun den Entwécklungen op den internationale Finanzmäert. Et ass also e weideren Akt, fir ze probéieren, positiv anzewierken op eng onheemlech gereizte Stëmmung op deene Finanzmäert.

Virun allem awer och dréit desen Traité, dat soll een och net verkennen - mä wann ee sech e bëssen an déi Zäit zréckversetzt zum Hierscht 2011, wéi d'Diskussioune lassgaange sinn -, dréit en och de Stempel vun Däitschland. En dréit de Stempel vun der Madame Merkel a vun deem Drock, dee vun Däitschland, ënnerstëtzt vun anere Länner, ausgeübt ginn ass, fir hir Zoustëmmung ze ginn, fir anere Länner weider ze hëllefen, fir matzemaache beim Europäesche Stabilitäitsmechanismus. An et ass opgrond vun deem doten Drock, wou och deen heiten Text entstanen ass.

Fir d'Éischt war jo d'Iddi, fir déi Disposition an d'europäesch Traitéen ze integréieren. Wéi dat net méiglech war, ass dann decidéiert ginn, op en Traité à part ze goen, deen dann a fënnf Joer soll Deel vun allen europäesche Verträge ginn. Ech bleiwen alldéngs skeptesch, ob dat wäert och an deem Zäitraum do méiglech sinn.

Ech sinn och skeptesch, ob dat iwwerhaapt wënschenswäert ass. Well wann ee kuckt, wat alles scho vu Regeln, wat d'Budgetpolitik ugeet, an der Europäescher Union an deene leschte puer Joer geholl ginn ass, Regeln, déi

mer schonn hei och diskutéiert an deelweis ëmgemat hunn, dann déi Regele vun „Six-pack“, déi Regele vun „Two-pack“, déi deemnächst wäerten derbäikommen, wou elo en Accord praktesch a gräifbarer Noperschaft ass, de Pacte Euro plus, vill aner Décisionen, déi op europäeschem Plang geholl sinn, dat sinn eigentlech Regeln, déi et scho gëtt, déi verbindleche Charakter zu engem gudden Deel hunn, an dee Plus, deen eigentlech hei iwwert de Fiskalpaktt kënn, deen ass relativ geréng.

Ech wëll mech och herno beschranken a mengen Aussoen inhaltlech op déi puer Punkten, wou eigentlech Neierungen an deem heiten Traité si par rapport zu all deene Regeln, déi et zu engem gudden Deel an Europa och haut scho gëtt an déi haaptsächlech natierlech zesammenhänke mam Europäesche Stabilitäits- a Wuesstumspakt, mat deenen Normen a Mechanismen, och deene Sanktiounen, déi ewell an deem doten Deel virgesi sinn.

Desen Text, dat muss ech och soen, ass och net optimal zustane komm, wat d'öffentlech Abannung ugeet, wat d'Abannung och vun den nationale Parlamenten ugeet. Hei sinn Décisionen gefouert ginn zu engem ganz gudden Deel hannert verschlossenen Dieren, wou dann der erstanter Öffentlechkeet matgedeelt ginn ass, wat dann déi grous Linne waren, op déi sech da géeneegt ginn ass. An dat ass eigentlech net déi richtig Aart a Weis, fir virzoeen.

Ech mengen, wa mer d'Bierger, wa mer och d'europäesch Bierger an d'Lëtzebuerger wëlle mat am Boot behale vun Europa, ass et an eisen Aen immens wichteg, dass erëm méi op Transparenz gesat gëtt, dass et zu öffentlechen Diskussioune am Virfeld kënn, iert d'Texter definitiv festgehale ginn, anstatt dass sech an der Regel drop beschränkt gëtt, da Jo oder Nee mussen ze soen zu fäerdegem Texter, wou een net méi kann en Afloss op den Inhalt an d'Ausrichtung vun deenen Texter do huelen.

27 Länner hätte kënnen deem Traité zustëmmen, 25 hunn et am Endeffekt gemaach. England an d'Tschechesch Republik maachen net mat bei deem heiten Traité. Si maachen dat, besonnesch wat England ugeet, ganz kloer aus antieuropäeschen Argumenten. Groussbritannien wëllt eigentlech keng koordinéiert Wirtschafts- a Budgetpolitik an Europa. Mir mengen awer, dass Europa, besonnesch d'Eurozon, esou eng méi koordinéiert Wirtschafts- a Budgetpolitik brauch, wat d'Zilsetzungen ugeet. Mä awer selbstverständlech, d'Nationalstate mussen d'Recht behalen, fir de Wee zu den Ziler kënnen fir sech autonom ze determinéieren. Dat ass d'Vue, wéi mir se hunn. Dat ass net d'Vue, wéi England se huet.

An ech mengen, dass sech och Lëtzebuerg an deem Stadium, wou mer awer eng Gouvernance économique an der Eurozon sécherlech brauchen, net kann där Solidaritéit téschent de Staten hei entzëien an dass Lëtzebuerg net derlaanscht kënn, mat deene 24 aneren, déi dat hei ënnerschriwwen hunn, och deen heiten Text ze ratifizéieren, wa mer net wëllen an d'Boot vun England a vun anere Länner kommen, déi eng antieuropäesch Haltung hunn an déi eigentlech en eeneg Europa net wëllen.

Desen Text, wéi gesot, iwwerhëlt munches, wat et scho gëtt, bréngt awer eng Rei vun Annerungen. Dat, wat am meeschte jo diskutéiert ginn ass a wat jo och vun der Madame Merkel ëmmer grëffeg formuléiert ginn ass, dat ass déi berühmten „Schuldenbremse“. Ech mengen, d'Madame Merkel konnt sech dohinnerstelle mat deem heiten Traité, do sot se: „Majo, elo hu mer déi Scholdebremse, déi mir an eiser Verfassung hunn, elo mussen och all déi aner Länner nom däitsche Modell dat dann och esou maachen!“

Bon, dat ka si fir hiert nationaalt Publikum maachen, do ka se esou These verrieden. Mä wann een awer den Text selwer kuckt, ass d'Welt natierlech glécklecherweis vill méi nuancéiert wéi dat, wat an der politescher Argumentatioun a wat och an den däitsche Medien heiansdo iwwert deen heite Fiskalpaktt ze liese war. Jo, et steet hei dran, dass soll d'Iddi vu Reduzéierung vun Neiverschuldung respektiv d'Iddi vun Budgetgläichgewicht verbindlech festgehale ginn. Mä dat muss net an engem Verfassungstext geschéien. Ech sinn och frou, dass - ech weess, dass do de Finanzminister e bëssen anescht denkt -, mä dass zumindest de Premier och eis Position do deelt, fir ze soen, dass fir Lëtzebuerg d'Verfassung net déi richtig Plaz ass, fir esou eng Budgetregel ze verankeren.

Ech hu schonn d'Geleeenheet gehat, bei aneren Diskussioune dorobber hinzewiesen, well an eisen Aen et ganz kloer ass, dass esou eng sougenannten „gëlle Regel“ verfassungsrechtlech zu Lëtzebuerg eigentlech net an eise Verfassungstext passt, et ass verfassungsfrem eigentlech vun Wiesen hier, wann een den Inhalt vun der Lëtzebuerger Verfassung kuckt.

Zweetens mengen ech, dass et och politesch fragwürdig ass, an engem Verfassungstext esou eng Regel festzeleeën. An et wär virun allem och juristeschem ouni Effet, zousätzlechen Effet hei zu Lëtzebuerg! Well entgéint deem, wat vläicht d'Madame Merkel an den Här Sarkozy gemengt hunn, hunn net all Staten de Verfassungssystem an de System vun der Verfassungskontroll, wéi si en hunn.

Bei eis gëtt et keng sougenannten „abstrakt Normekontroll“ duerch e Verfassungsgericht, wat also ka kontrolléieren, ob e Gesetz, wat vun der Chamber gestëmmt ass, konform zu der Verfassung ass. A well et dat net gëtt, bréngt och d'Aschreiwung vun esou enger Regel an eise Verfassung juristeschem guer näischt. Et ass kee Mehrwärt par rapport zu deem, wann een da géif déi Regel einfach an engem normale Gesetz festhalen, wou d'Regierung jo och wëllt op deen dote Wee goen.

Falsch ass och déi Duerstellung, déi oft gemaach ginn ass, besonnesch och an Däitschland aus innenpoliteschen Ursachen, fir ze soen, mä elo net nëmmen, dass mer déi gëlle Regel hunn, déi elo Verfassungsrang huet, mä elo ass och nach den Europäesche Gerichtshaff, dee kontrolléiert och nach an Zukunft, ob déi Regel respektéiert gëtt. Dat stëmmt esou net! Den Europäesche Gerichtshaff kontrolléiert just, ob déi Regel do richtig an engem Gesetzestext oder an engem Verfassungstext an de Länner iwwerholl ginn ass, mä ob herno déi Regel och respektéiert gëtt an deenen eenzelne Budgeten, dofir ass den Europäesche Gerichtshaff och mat deem heiten Traité net zoustänneg.

Dat ass och eng Irreführung, déi zum Deel vun der öffentlecher Meinung gemaach ginn ass, wann een den Androck wëllt ginn, dass heimmader elo eng gerichtlech Kontroll wär permanent praktesch, ob dann tatsächlech an de Fakte bei den eenzelne Budgetgesetzter vun de Länner déi heite Regel géif respektéiert ginn. Do gëtt et eng Kontroll: eng politesch Kontroll! Mä et gëtt keng Kontroll iwwert den Europäesche Gerichtshaff!

A souwisou, och déi heite Kontroll, déi limitéiert Kontroll vun Europäesche Gerichtshaff, ob iwwerhaapt eng Transposition gemaach ginn ass vun där Regel an nationaalt Recht, kann nëmme geschéien op Klo vun engem anere Memberstat, vun enger anerer Vertragspartei. Do kann net iergende Bierger zum Beispill esou eng Klo areeche. Et muss also en aneren europäesche Stat esou eng Klo virum Europäesche Gerichtshaff virbréngen, sou dass een also gesäit, dass déi gëlle Regel net deen Impakt huet, wéi et oft an de Medien, besonnesch an Däitschland, esou duergestallt gëtt.

Eng interessant Neierung alldéngs, an déi bewäerten ech perséinlech als positiv, dat ass hei, dass déi Iddi vun engem strukturelle Saldo vun den öffentleche Finanzen an de Vierdergrond gestallt gëtt vun deem heiten internationalen Traité. Et muss een e kloer Ennerscheid maachen - dat ass mer bei dem Här Meisch sengen Ausféierungen net ëmmer esou kloer gewiescht -, ob ee vun engem strukturelle Saldo geschwat huet oder einfach vun engem nominelle Saldo vun den öffentleche Finanzen. Well wann een d'Zuele kuckt, dat ka pro Land eng ganz grous Differenz sinn, dat eent an dat anert.

Beim strukturelle Saldo, wat elo hei e Bewäertungskritär gëtt, eng Norm, eng europäesch Norm gëtt duerch deen heiten Traité - an et ass och de strukturelle Saldo, wou den „mid-term objective“ gemooss gëtt, an net deen nominelle Saldo vun den öffentleche Finanzen -, do ginn all déi konjunkturell Berengunge virgeholl, dat heescht, wann een an enger Zäit ass, wou d'Konjunktur ganz niddreg ass, wou mer praktesch, wéi elo, an enger Stagnationsperiode sinn, dee Moment gëtt also den öffentlechen Saldo manner streng gekuckt wéi an enger Zäit, wou eng héich Konjunktur ass.

Dofir bréngt hei déi Notioun vun engem strukturelle Saldo eng Flexibilitéit an d'Diskussion eran, déi bis elo eigentlech an Europa an deenen traditionellen Kritäre vun dem Pacte de stabilité et de croissance e bësse gefeelt huet also, sou dass eis Fraktioun eigentlech déi doten Iddi, fir strukturell Defiziter ze moossen an net nëmmen nominell Defiziter ze kucken, eng positiv Iddi fënn, déi iwwert deen heiten Text nach eng Kéier verstärkt ginn ass. An esou muss een also och de mëttelfristegen Objektiv vun eiser Budgetpolitik kucken.

An do ass et vläicht awer och interessant, e puer Zuelen awer ze kucken. An déi weisen, dass mer momentan eigentlech guer net wäit entgéint deem, wat een hätt kënnen mengen, wann een den Här Meisch hei héieren huet -, guer net wäit zu Lëtzebuerg vun deem mëttelfristegen Budgetszil ewech sinn, wéi déi europäesch Texter dat fir Lëtzebuerg vorschreien. Momentan - dee kann alldéngs nach eng Kéier... -, dee gëtt och regelméissig nei festgeluecht - läit dee jo bei 0,5% plus.

Wann ech d'Zuelen elo kucke vun der Europäescher Kommission vun deem Februar, sou geet déi dovunner aus, dass mer 2013 zu Lëtzebuerg e strukturelle Saldo hätten, liicht positiv, 0,1%, also nëmme 0,4% ewech vun eise mëttelfristegen Objektiv vun der Budgetpolitik. Plus 0,1, wann een déi nominell Zuele kuckt, da wär et minus 0,9, et ass also eng Differenz vun 1% praktesch, déi et ausmécht, wann een déi konjunkturell an déi exzeptionell Elementer erausrechen an der Berechnung vun Defizit. Sou dass ech also d'Situatioun net esou dramatesch gesinn, wéi se hei de Virriedner duergestallt huet, wann een effektiv de strukturellen Defizit kuckt.

Dat ass awer net vun näischt komm. Ech mengen, déi relativ positiv Zuele fir 2013 sinn awer och d'Resultat vun enger Rei vu politeschen Décisionen, déi geholl gi sinn am Virfeld vun der Opstellung vun dem Budget 2013, eng Rei vu Spuermoosnamen, eng Rei vun zousätzlechen Einnahmen, déi politesch decidéiert gi sinn an déi et maachen, dass mer eigentlech relativ no un eise mëttelfristegen Budgetszil leien, och wuel wëssend, dass mer, wa mer déi Politik einfach esou géifen elo weiderlafe loosse, eis erëm vun deem Zil géife méi wäit ewechbewegen.

Nach mengen ech awer, dass mer also hei als politesch Verantwortlech, wat d'Majoritéit ugeet, eigentlech richtig leie mat deem Tram vun Décisionen, déi mer hei festgehale hunn.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President!

► **M. le Président.** - Den Här Urbany, Här Bodry, stellt Iech gären eng Fro. Här Urbany.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat gëtt mir d'Geleeenheet, fir e bëssen ze drénken.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, ech wollt dem Här Bodry d'Fro stellen, wou dann déi Kritäre vun deem strukturellen Defizit festgehale sinn a wien déi festleet.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass effektiv e Schwaachpunkt, ech wollt och drop hikommen, et ass léif, dass Der dat maacht. E Schwaachpunkt effektiv an där europäescher Virgehensweis ass, dass et do keng gemeinsam festgeluechte Kritären nach gëtt, dass et do methodologesch Diskussioune gëtt téschent de Länner, wéi se dat dote solle maachen. Mä et ass awer dann natierlech un deenen, d'Hütere si vun Respekt vun den europäeschen Texter, fir ze suergen, dass do harmoniséiert Methode fonnt ginn, fir dann eben och déi strukturell Berengung vun den Zuelen do virzuehelen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Mä et ass jo awer d'Europäesch Kommission, déi schlussendlech wäert festleeën, wat ze geschéien huet?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass déi, déi normalerweis d'Richtlinie gëtt an deenen dote Froen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat heescht, also net en demokratesch gewieltent Organ.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Kommission ass, indirekt natierlech...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - ...oder ganz beschränkt demokratesch...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...och en Organ..., et ass keen despotesch Organ, géif ech mengen! Eng Kommission muss jo awer och eng politesch Majoritéit hu viru Parlamenten, viru Staten, sou dass ech mengen, dass een do net déi Kommission och fir all Onheer an der Welt an hei an Europa ka responsabel maachen.

Ech wëll awer soen, wéi gesot, well dat oft - dat ass eng technesch Diskussioun - awer verluer geet, dass effektiv déi Fro vun engem strukturelle Saldo eppes anescht ass, eng aner Notioun ass, vill méi eng flexibel Notioun ass, déi och de reelle Problemer méi gerecht gëtt, wéi wann een einfach déi plakeg Zuele vun öffentlechen Defizit Joer fir Joer kuckt, wat mir d'Tendenz hunn, och hei zu Lëtzebuerg, eigentlech on-differenziéiert ze maachen.

Do sinn also déi europäesch Texter, an och desen Traité ass méi differenziéiert, wéi dat eigentlech op den éische Bléck den Uschäin huet.

Mir stinn natierlech, dat wëll ech soen, awer och virun enger Rei vu wichtige Hausaufgaben nach. Och wann deen Traité elo hei ratifizéiert gëtt, da spillen nei Délaien, well wann d'Regierung d'Instrumenter vun der Ratifikatioun elo deponéiert, da spillt en Délai vun engem Joer, wou mer dann deenen Obligationen um Traité hei musse gerecht ginn an notamment och dann déi eenzel Dispositionen an eise Nationalrecht ëmgemat hunn. Dat géllt fir d'gëlle Regel, dat géllt awer och besonnesch fir déi automatesch Korrekturmechanismen, déi hei am Text virgesi sinn, déi national musse festgeluecht ginn opgrond,



zum Deel, vun europäesche Kritären, awer och vun nationale Kritären, déi sech déi eenzel Länner kënnen ginn.

Dat gëllt awer och fir déi wichteg Fro, well hei gëtt och en neit Organ eigentlech an d'Spill bruecht an deenen eenzelne Länner, eng sougenannten Iwwerwaachungsinstitution, a mir mussen also och zu Lëtzebuerg festleeën, wie fir eist Land eigentlech déi Institution ass. Dat kann eng bestehend sinn, dat kann eng nei sinn, déi d'Iwwerwaachung eigentlech och vun der Anhalung vun deenen heite vertraagliche Bestëmmunge wäert virhuelen.

Woubäi dat keng Institution ass, déi eng Décisionsgewalt huet, mä awer eng Institution ass, déi gewisse Kritäre muss entsprechen, déi natierlech awer eng staark Autoritéit och no bausse wäert hunn. An do gëtt et eng Rei vu Richtlinnen, déi d'Kommission scho festgehale huet an engem Text vum Juni vum leschte Joer. Do soe se, dass déi Iwwerwaachungsinstitution pro Land muss eng funktionell Autonomie hunn, si muss rechtlich verankert sinn, si muss déi néideg fachlech Kompetenze kënnen nowiesen a si muss och déi néideg Mëttele a Ressourcen kënnen hunn, fir hir Aufgab ze maachen. Dat heescht, si muss virun allem awer och Zougang zu allen noutwendigen Informatiounen hunn, fir kënnen hir Iwwerwaachung und virzehuelen.

Dat kéint d'Cour des Comptes sinn, déi déi Aufgab kritt; dat kéint d'Banque centrale hei sinn zu Lëtzebuerg, déi déi Aufgab kritt. Dat kéint à la rigueur, mä mat Ofstrécher - dat géif awer bedeiten, dass mer dee misste gesetzlech verankeren - och eng Aart Comité de prévision ginn, dee jo informell funktionéiert an deen dann och misst awer mat der néideger Autonomie ausgestatt ginn, fir kënnen esou Aufgaben ze maachen.

Fir d'LSAP-Fraktioun geet fir de Moment d'Präferenz a Richtung Cour des Comptes, fir d'Cour des Comptes eigentlech mat där doter Aufgab vun der Iwwerwaachung ze betrauen, well d'Cour des Comptes huet déi néideg Kompetenzen, fir dat ze maachen, a si huet, dat ass och kee Feeler, awer och eng gewisse Noperschaft zur Chamber, fir déi doten Aufgab ze maachen, ouni dass d'Chamber selbstverständlech iergendwelch Weisung kéint un d'Cour des Comptes ginn. Dat ass also nach eng Fro, déi weider ze diskutéiere bleift.

Interessant ass och en aneren Artikel vun deem Traité, dat ass den Artikel 13. Den Artikel 13, dee mécht eng Referenz op aner europäesch Texter an dee gesäit vir, dass notamment och am Kader vun deem heite Vertrag eng Konferenz tëschent den Nationalparlamenten an dem Europaparlament, prezis gesot, tëschent de Fachkommissionen, sou steet et am Text, tëschent de Fachkommissionen vun dem Europaparlament an de Fachkommissionen vun den Nationalparlamenten soll zesummesat ginn - do muss also e politeschen Accord fonnt ginn -, an déi soll sech och abringen an dee ganze Prozess vun dem Semestre européen respektiv vun der Ëmsetzung vun deem heiten Text mat senger verschiddene Mechanismen, déi hei virgesi sinn.

Dat ass fir eis e ganz wesentleche Punkt, well et zum Deel méiglech mécht - zum Deel méiglech mécht! - eng Rei vun Aflossverloschter, déi d'Nationalparlament noutgedrungenweis duerch dee ganze System vun europäesche Semester kréien, ze kompenséieren doduerjer, dass awer och op engem aneren Niveau d'Nationalparlamentar e Matsproocherecht kréien, sech huelen, géif ech bal mengen, fir kënnen Afloss ze huelen op d'Orientéierung och vun der Ausleeung vun den Texter, d'Orientéierung och vun der gesamter Budgets- a Wirtschaftspolitik an Europa.

Dat soll e gemëscht Gremium sinn, d'Texter gesinn et vir, wou et fir eis kloer ass, dass do d'Nationalparlamenten müssen dättelech an der Iwwerzuel si par rapport zu de Verrieder vun Europaparlament, a wou et sécherlech och wünschenswäert wär, dass virun esou Sitzungen och eng Concertatioun géif stattfannen tëschent de Verrieder vun den Nationalparlamenten enner sech, fir dass se méiglech och mat géeeente Positionen, ofgestëmmte Positionen an déi Verhandlung mat de Verrieder vun Europaparlament eraginn. Dat géif, mengen ech, och de Poids insgesamt vun den nationale Parlamenten an deem ganze Prozess do stäerken.

Mir hoffen, dass et an deem dote Punkt och Fortschreitter gëtt an dass en Accord ka fonnt ginn tëschent dem Europaparlament an den nationale Parlamenten, wat déi Konferenz do ugeet.

Dese Vertrag schreift sech an an eng europäesch Politik vun deene leschte Joer, mä ass awer gläichzäitig och den Ausdruck vun enger an eisen Aen ze grousser Eesäitegkeet vun der europäescher Wirtschafts- a Budgetpolitik, déi

den Androck gëtt, an ech fäerten, dat entsprécht zu engem gudden Deel och der Realitéit, dass se sech wierklech bal ausschlieslech fixéiert huet op Froe vu Budgetsdefizit-reduzéierung, vu Budgetséquilibrer, vu Schuld-bekämpfung, an dass eigentlech Impulser fir méi Wuesstum, Impulser fir déi richtig Investisementer an nohalteg Beräicher, fir d'Bekämpfung vun der Aarmut zum Deel an den Hannergrond geréckelt sinn an dass erëm eréischt no an no, no grousser Protester an eenzelne Länner - vläicht hëlleft do bei allem Negativen dat Resultat an Italien och dozou, d'Bewosstsinn ze schärfen um Niveau vun Europa -, et muss zu enger gewëssener Korrektur vun der Ausrichtung vun der europäescher Wirtschafts- a Budgetpolitik kommen.

Mir soen et hei ganz kloer, mir verrieden hei zu Lëtzebuerg an Europa d'Position, dass Europa och e Sozialpakt brauch! Wéi mer Accord brauchen, fir eng Budgets-konsolidéierung duerchzezéien, brauche mer awer och Mindestregeln, Schutzregeln, brauche mer en europäesche Mindestloun, brauche mer europäesch Mindestnormen am soziale Beräich.

Och wann ech weess, dass d'Kompetenzen do net..., also op jidde Fall net esou kloer si wéi an anere Beräicher, ass dat awer immens wichtig, och am Hëlleft op déi Rekorderbechtslosegkeet, déi mer momentan an Europa hunn, a besonnesch am Beräich vun deene Jugendléchen, wou dramatesch Situatiounen sinn, wann a Länner wéi Griichenland a wéi Spuenien iwwer 50% vun deene jonke Leit keng Aarbecht hunn an och wéineg Aussicht hunn, a kuerzer Zäit eng Aarbecht oder eng uerdentlech Beschäftegung ze fannen.

Et ass also wichtig, dass een och erëm méi soll schwätzen iwwer déi Wuesstumsstrategie. Do ass jo och net vill duerchgesat, mä zumindest awer duerchgesat gi vum neie franséische President e Pacte de croissance, wou gesot ginn ass: Mir sinn d'accord, fir d'Kapital ëm zéng Milliarden opzestocke vun der europäescher Investitionsbank, d'accord, fir fénnef Milliarde sougenannten „project bonds“ erauszeginn, d'accord, fir insgesamt praktesch 120 Milliarde Mëttele zur Verfügung ze stelle sous forme vu Kreditter, fir Investisementer a grouss Infrastrukturen an nei Technologien an nohalteg Beräicher mat ze finanzéieren.

Ech bedauern, dass praktesch net méi iwwer déi dote Froe geschwat gëtt an dass de politeschen Discours an Europa just nach ronderem praktesch Froe vu Budgetséquilibrer, vun Defiziter an Ähnlechtem geet.

Wat mer och brauchen - dat brauche mer och zu Lëtzebuerg -, dat ass méi eng staark Verknüpfung vun op där enger Säit dem Stabilitéitspakt an der Strategie „Europa 2020“. Well ech sinn der Meenung, dass d'Strategie „Europa 2020“ eigentlech déi richtig Elementer gëtt. Do ass och en Element öffentlech Finanzen dran. Mä niewent deem sinn awer gläichberechtigt eng ganz Rëtsch vun anere Prioritéiten dran: Investisementer am Beräich vun der Fuerschung a vun der Entwécklung; Investisementer am Beräich vun der Schoul, vun der Ausbildung, vun der Qualifikatioun vun de Leit; Investisementer fir a grouss Infrastrukturen, déi och zu méi Wirtschaftsentwécklung a méi Beschäftegung kënnen féieren. Och d'Aarmutsbekämpfung ass eent vun den Ziler vun der Strategie „Europa 2020“.

Mir müssen also kucken, dass mer net duerch eng Bevürdelegung an eng ze staark Betonung op der Budgets-konsolidéierung op eemol all déi aner Objektiv verreckt maache vun där doter Strategie, déi mer eis gemeinsam fir eng Rei vu Jore ginn hunn.

Et ass also ganz wichtig, dass mer déi Verknüpfung do vun der Budgetspolitik a vun der Strategie „Europa 2020“ erëm eng Kéier kréien, dee Finanzéierungsvolet, awer och den inhaltleche Volet, dass mer déi méi staark erëm eng Kéier matene verbonne kréien an do keng Widerspréich eigentlech an där Politik do kréien. An dat ass och, wéi gesot, wichtig, dass mer dat och um Plang vu Lëtzebuerg esou ronn kréien, well mer der Meenung sinn, dass mer erëm mussen méi eng équilibréiert Ausrichtung vun der Gesamtpolitik hei an Europa kréien.

Eng zweet Etapp, hunn ech gesot, steet bevir. Bannent engem Joer mussen mer eng Rei vun Hausaufgaben hei maachen, legislativer Natur. Do wäere mer dankbar, wann d'Regierung géif do d'Chamber relativ fréi an hiren Aarbechten associéieren, fir dass mer och am Virfeld kënnen eng Diskussioun kréien, wéi mer eigentlech déi Texter hei elo an Nationalrecht ëmsetzen, well do eng gewisse Marge natierlech besteet, fir et esou oder anescht ëmzesetzen.

Virun allem awer, mengen ech, ass et wichtig, an do ass d'Chamber amgaangen, Neel mat Käpp ze maachen, dass mer eis selwer och hei eng nei Budgets-prozedur ginn, déi endlech also och deenen neie Regele vun Europa Rech-

nung dréit, dass mer et esou kucken, dass mer eis als Chamber och hei esou opstellen, nieft der Regierung als Chamber awer opstellen, dass mer am Virfeld preventiv eigentlech och kënnen Afloss huelen op déi Décisionen, déi d'Regierung herno hält an déi herno wäerte vu Bréssel da bewäert a kommentéiert ginn.

Mir wäerten als LSAP also deen heiten Traité stëmmen, net, well mer iwwerzeugt sinn, dass dat heiten e perfektem Traité ass - sécherlech net! -, mä well mer der Meenung sinn, dass et vun der Zilrichtung eigentlech net falsch ass, fir ze soen: Mir mussen méi eng grouss Konvergenz kréien am Beräich vun der Budgets- a vun der Wirtschaftspolitik an der Eurozon, well mer eng gemeinsam Zon sinn, do kann net jiddweree fir sech seng Politik maachen. Et muss also méi eng grouss Ofstëmmung kommen, awer och hannert der Hand natierlech mat der Hoffnung, dass och vläicht duerch aner politesch Mehrheitsverhältnissen no den nächsten Europawahlen et zu enger Korrektur kënnit vun der Gesamtausrichtung vun der europäescher Politik.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Body. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch a gedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dämmen an Dir Hären, de Fiskalpakt ass am Mäerz 2012 festgehale ginn definitiv, en ass awer zustane komm duerch zwee grouss Länner an der europäescher Unioun, ënnert der Federführung vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy, déi heihinner gedréckt hunn an déi dat dote wollte kréien.

Et ass allerdéngs esou, dass och scho virun der Kris vun 2008 vill verlanggt ginn ass vu villen an Europa - Länner, Ekonomisten, Associationen, wien och ëmmer -, dass d'europäesch Haushaltspolitik misst méi openeen ofgestëmmt ginn, méi gestärkt ginn an dat och eng wirtschaftlech a fiskal Zesummenaarbecht misst kommen. Dat war zu engem Zäitpunkt, wou net Irland, Spuenien a Portugal d'Konvergenzkritären, also déi, déi festgehale gi waren am Maastrichter Vertrag, net agehalen hunn, au contraire. Wann ech kucken, Länner wéi Irland a Spuenien, déi si virun 2008 betruecht ginn als Musterschüler vun de Maastrichter Kritären. Mä et ware par contre Frankräich an Däitschland, déi virun 2008 verstouss hu géint d'Maastrichter Kritären. An et huet misse vill gebéit a gedréit a gekéiert ginn, fir dat déi Länner net e Verfahre sollte kréie mat Strofen, well se an hirer Budgetpolitik net esou gehandelt hunn, wéi déi Kritären et virgeschriwwen hunn, déi si selwer an den 90er Jore mat ausgehandelt an och gestëmmt hunn.

Et ass duerfir cocasse, wa grad déi Verrieder vun deenen zwee grouss Länner, déi, wéi gesot, virun 2008 just grad net als Musterschüler gegollt hunn, dann drécken, fir dat doten ze kréien a mam Fanger op Länner weisen, déi eigentlech bis 2008, also bis d'Kris, relativ gutt dostoungen.

Spuenien war eent vun deene Länner an der europäescher Unioun, wat enorm seng Scholden ofgebaut huet tëschent 2000 an 2008, an ass eigentlech eréischt duerch d'Banken- an d'Finanzkris an déi Situatioun do geroden, wéi Irland iwwerens och, an dunn an déi katastrophal Situatioun och komm.

Duerch déi Banken- a Finanzkris ass also dunn e massiven öffentlechen Drock komm, wéi gesot haaptsächlech vu Frankräich an Däitschland, vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy, déi Scholde missten elo ganz schnell begrenzt ginn, zréckgefuert ginn, an et ass insistéiert ginn, fir esou en Traité wéi deen, dee mer haut hei virleien hunn, ze kréien.

An et ass sécherlech richtig, dat muss ee soen, dat menge mir och als Fraktioun, dass eng nohalteg Politik eng ass, déi net kann op exzessive Scholden opbauen. Do si mer selbstverständlech mat d'accord. Et ass och richtig, dass eng nohalteg Politik net dierf op d'Käschte vun de kommende Generationen goen, dat heescht, mir dierfen net haut liewen op d'Käschte vun de Generationen vu muer.

Mä et ass awer och genauzum richtig, dass mer eng Verflüchtung hunn, fir zum Beispill an Infrastrukturen ze investéiere fir d'Wuel vun de kommende Generationen respektiv, wann et e Konjunkturabroch gëtt, fir dann derfir ze suergen, dass deen ofgefiedert gëtt, dass mer net esou en héije Chômage kréie wéi deen, dee mer de Moment a ville Länner an der europäescher Unioun hunn.

Mir hunn als Gréng am Fong siwe Punkten, firwat dat mer deesen Traité net wäerte stëmmen.

Deen éischten, dat ass, dass mer iwwer dee Fiskalpakt hei eng Aart Automatismus, e rigiden Automatismus aféieren, nämlech dee vun där 0,5%-Klausel vun der PIB-Neiverschuldung,

also Defizit, pardon, am Joer, well mer der Meenung sinn, dass dee rigiden Automatismus do, dee jo nach vill schlëmmer ass wéi deen, dee mer zu Maastricht haten, dass dee grad an enger Krisenzäit eis eng antizyklesch Politik an Europa net erlaabt, a grad eng antizyklesch Politik an Europa am Moment wichtig wier, fir dass mer aus der Kris, aus der Aarbechtslosegkeet an och aus de Scholden erëm géifen erauskommen.

A wann den Här Body hei seet, dass et richtig ass, dass déi 0,5%, dass awer e groussen Ennerscheid doran ze gesi wier, well eben hei vun engem strukturellen Defizit géif geschwat ginn, dat heescht, dass do kéint konjunkturbereengt den Defizit gekuckt ginn, dat heescht am Fong all déi Elementer - zum Beispill, kéint ee jo da soen, den héije Chômage an de Käschtepunkt dovunner - kéinten erausgerechent ginn, da wéll ech em soen, dass an deem Land, wou déi doten Approche scho laang gewielt gëtt, an Däitschland, dat zënter dat et se gëtt ëmmer an heftegst a staark ëmstridden ass an et haut nach net kloer ass, wat déi ze beobachtend Gréisst eigentlech ass, déi ee muss un den Dag leeën, fir dass een dozou kënnit, fir dee strukturellen Defizit ze definéieren.

D'Verfahren an d'Bestëmmung vun strukturellen Defizit, déi sinn éischten methodologesch extrem usprochsvoll a si ganz schwéier ze maachen a sinn och heftegst ëmstridden. An Däitschland gëtt et eng ganz Rei Etüden, déi an deene leschte Jorzéngte gemaach gi sinn, awer virun allem och ganz rezenter souguer, déi sech natierlech nach méi domadder beschäftigt hunn, well et jo dann am Kader vun dem Fiskalpakt op den Dësch komm ass, déi dat och ganz gutt beschreiwen.

Ech wéll just d'Konklusionen aus enger dovunner zitieren, déi seet: „Die Umsetzung der Schuldenregel nach Maßgabe der Verfassung stellt Politik und Wissenschaft daher vor eine Herausforderung. Studien zur Wirkung der automatischen Stabilisatoren (der konjunkturellen Budgetreaktionen) werden daher voraussichtlich eine zunehmende Aufmerksamkeit erhalten.“ An eben dat: „Die Verfahren zur Bestimmung des strukturellen Defizits sind jedoch methodologisch anspruchsvoll und umstritten“.

Duerfir si mir och ganz skeptesch - d'autant plus well, dat huet den Här Body och selwer hei gesot, nach net gekläert ass, wéi eigentlech déi Kritäre sinn, wou een do usetzt, wou een do moosse geet -, dass dat doten eppes ass, wat eis ka ganz hëllefkräich sinn, wann et drëms geet, déi 0,5% ze definéieren par rapport zu da konjunkturelle Problemer, déi et da gëtt.

Dat wäert souwiso wahrscheinlech zu heftegste Sträitsituatiounen innerhalb vun Europa féieren. Wann et an Däitschland schon esou ëmstridden ass, da kënnit Der lech emol virstellen, wat dat bedeit, wann ech dat do muss uwenden an enger europäescher Unioun vu 27 Länner mat esou ënnerschiddleche Situatiounen, wéi mer se do hunn: Griichenland, Portugal, Irland; Däitschland op där anerer Säit, wéi do wie wéi wat gesäit!

Mir sinn do äusserst skeptesch a mir bleiwen duerfir bei der Meenung, dass dat, dee rigiden Automatismus do, grad an där Konjunkturkris, wou mer eis de Moment befannen, dass deen extrem problematesch ass.

Zweete Punkt ass: Mir sinn och der Meenung, dass dat eng Illusioun ass, déi hei verschaaft gëtt, wéi wann deen Automatismus oder déi Scholdebremser oder nëmme op d'Scholden ze kucken, dass dat de goldene Wee wier, fir déi erhéichte Schold ofgebaut ze kréien oder fir dass manner Schold an Zukunft géif gemaach ginn. Well natierlech huet déi dote Situatioun an de Fait, dass d'Scholden esou héich ginn, jo haaptsächlech mat konjunkturelle Grënn ze dinn.

Ech hunn d'Beispill vu Spuenien genannt, mä mir kéinten och Lëtzebuerg kucken. Lëtzebuerg huet natierlech och eng Rei strukturelle Problemer a sengem Budget, an ech schwätzen hei net iwwer déi, déi bleiwen och bestoen. Zum Beispill hu mir e laangfristige strukturelle Problem an eisem Budget oder mer kënnen e kréien duerch eise Rentensystem. Duerfir hu mer iwwer deen zu Recht vill diskutéiert a leschter Zäit.

Mä dat huet näischt ze di mat dem Problem, mat deem mer elo hei kuerzfristeg befaasst sinn, mat deenen héije Scholden, mat deene mer kuerzfristeg befaasst sinn. Well wann Der emol lech ukuckt, och an eisem Budget, wat zënter 2006 enorm an d'Luucht gaangen ass: Wann Der de Fonds pour l'Emploi kuckt, ech hunn hei d'Dépensé vum Fonds pour l'Emploi



2006: 363,4 - also opgeronnt - Milliounen; 2013: 682,6 Milliounen! Dat heescht, eng Verduublung vun den Ausgaben am Fonds pour l'Emploi bannent sechs Joer!

An et geet emol duer, wann ech d'Zuelen elo kucke fir 2013, wat mer am Budget stoen hunn. Da ginn, trotzdem datt mer d'Solidaritätssteier zweemol substanzieel gehéicht hunn, déi Recetten emol net méi duer, fir déi Dépenses op där anerer Säit ze kompenséieren. Mir hu 639 Milliounen Recetten am Budget virgesi fir 2013 fir de Fonds pour l'Emploi. Dat heescht, souguer trotz zweemoleger Erhéijung vun der Solidaritätssteier wäert de Fonds pour l'Emploi defizitär bleiwen. An dann, wéi gesot, wann Der déi Steigerung kuckt, dann ass dat relativ kloer. Dat heescht, mir hunn eng direkt Korrelatioun tëschent den Erhéijunge vun de Statsscholden an der Kris an dem héije Chômage.

Wann dat fir Lëtzebuerg wouer ass, da kënn Der lech jo virstellen, wat dat en Ausmooss huet fir Länner wéi Spuenien oder Griichenland. A Spuenien, wou mer am Moment beim Chômage op ganz aneren Tauxe si wéi zu Lëtzebuerg!

An da muss een och déi Zuele reell kucken, wat geschitt ass zënter 2008 an 2009, virun allem an deene Länner, déi jo eigentlech schonn ënnert deem staarken Drock stoungen, dee mer elo all solle gemaach kréien iwwert de Fiskalpakt. Dat heescht, wou duerch d'Troika, ech schwätzen elo net nëmmen, wéi gesot, vu Griichenland, mä och vu Länner wéi Irland a Portugal a Spuenien, wou immens staarken Drock gemaach ginn ass an déi eigentlech schonn déi Regeln hu missen uwenden, well se soss keng Hëllef méi kritt hätten.

A wann Der da kuckt, wat do geschitt ass an deene Länner. Huet dat zum Ofbau vun de Scholde gefouert? Huet dat zu méi Wuesstum gefouert?

Wann ech hei - ech hunn hei den Tableau viru mir - d'Scholde kucke vun Irland zënter 2007: Ma d'Scholde vun Irland sinn net erogaangen, si sinn nach erogaangen! Vu Griichenland d'nämlecht, vu Spuenien d'nämlecht, vu Portugal d'nämlecht. Deenen hir Scholde si global net erogaangen, si sinn an d'Luucht gaangen! Trotz den enormen Efforten, déi se gemaach hunn. Vu Wuesstum guer net ze schwätzen! Sämtlech Länner, vun deenen ech hei schwätzen, sinn am Negativen a souguer an staark Negativen. An déi lescht Prognosen, déi mer elo kritt hu virun e puer Deeg, wat Spuenien ubelaangt, do gëtt dovun ausgaangen, datt Spuenien nach déi nächst zwee, dräi, véier Joer wahrscheinlech an der Rezessioun stieche wäert duerch déi Politik.

Donc soll och kee mer ziele kommen, mir hätten do iergendee Resultat erreicht mat där Politik. Neen, mir hunn et fäerdegbruecht, dat ass ganz kloer, well mer déi lescht zwee Joer nëmme blann op de Scholdenofbau gekuckt hunn an eigentlech déi wirklech Ursachen, d'Kris hannendrun net gekuckt hunn, hu mer et fäerdegbruecht, datt de Pendel esou lues iwwerall och nach zréckschleift an datt mer entretemps erëm an der ganzer Europäescher Unioun an der Rezessioun stiechen, dat heescht inklusiv och am leschten Trimester zum Beispill zu Lëtzebuerg.

Dat heescht, et ass kloer, an dat ass eisen zweete Punkt, Ofbau vun der Schold, dee mécht een net nëmmen duerch blann Austeritéit, andeems een op d'Scholde kuckt. Zemoos, wann een an der Rezessioun ass an zemoos, wann et konjunkturell schifleeft, da muss ee fir d'Éischt kucken, datt een dat an d'Rei kritt. An dann natierlech sech selbstverständlech och ëm d'Scholde bekëmmern.

Drëttes Punkt, Här President: De Fiskalpakt, dee regelt eiser Meenung no nëmmen d'Statsausgaben. An dat ass eppes, wat eis souwisou vun Ëfank u gestéiert huet bei där Diskussioun hei. Wann et ëm Scholdenofbau gaangen ass an Europa, ass bis elo ëmmer nëmmen iwwert d'Ausgabesäit diskutéiert ginn, mä guer net iwwert d'Einnahmesäit!

An dat ass souguer esou pervers, datt e Land wéi Irland permanent oder nëmmen nach iwwerleift huet duerch d'Hëllefaktiounen vun der Europäescher Unioun, Irland selwer awer, wann ech bei de Steiere kucken, Steierdumping mécht, datt et niwwelt a kraacht, a kee Mënsch derfir gesuergt huet zum Beispill, datt mer, wéi mat Irland diskutéiert ginn ass... Well dat ass jo och zum Beispill en Deel vun hirem Problem. Si hunn natierlech laang dovun profitéiert, mä haut ass et och en Deel vun hirem Problem ginn. Mä, wéi gesot, et ass net derfir gesuergt ginn, datt dorwäert misst diskutéiert ginn.

A mir fannen, datt, wann iwwer Scholdenofbau an och fir d'Zukunft diskutéiert gëtt, da muss och diskutéiert ginn iwwert de Steierwettbewerb an Europa, deen natierlech en Deel och d'Resultat ass vun där Situatioun, an där mer dra sinn, well soss maache mer eis eppes vir.

Véierte Punkt: De Fiskalpakt schränkt eiser Meenung no extrem d'Investitiounscapacitéit vun de Staten an. An ech schwätze bei den Investitiounscapacités hei ganz geziilt natierlech un, datt mer mussen investéieren a Beräicher, wou et entweder strukturell Defiziter gëtt, mä virun allem och a Beräicher, déi mer a ganz Europa brauchen, fir datt mer erëm Wuesstum an Aarbechtsplaze kréien.

Mir huelen eis selwer d'Moyenen ewech, fir dat ze kréien, wat eigentlech d'Viraussetzung ass, fir datt mer och erëm eng kéier Wuesstum an Einnahme kréien an donc eng Reduktioun vum Chômage kréien. Wat natierlech och erëm als Resultat hätt, datt eis Ausgabe kéinten erogaangen, datt mer de Fonds pour l'Emploi zum Beispill an den Ausgaben, wann ech zu Lëtzebuerg kucken, erëm géifen halbéieren.

Wann Der dat kuckt, wat fir en Effekt datt dat huet, wa mer de Chômage bekämpfen, datt mer da relativ rapid 300, 400 Milliounen Euro jählech am Statsbudget spueren. Dat si Spuermoosnamen, déi hunn en Effekt éischters, an zweetens surger se och nach derfir, datt mer kee soziale Misär produzéieren. Mä well mer eis hei nëmme mat rigide Moosnamen, rigide Spuermoosnamen a Spuerklausel beschäftegen, iwwersier mer dat alles.

Fënnefte Punkt: Mir sinn der Meenung, datt dee Fiskalpakt an déi rigid Regel hei, zemoos an der Rezessioun an an der Kris, de Risiko vun enger Zerstückelung vum Sozialstat ganz kloer mécht. Virun allem, wann ech ëm d'Chômageentschiedegunge beispillsweis diskutéieren. Wann déi Situatioun sech net bessert a mir mussen dat doten uwenden, respektiv d'Rezessioun nach een, zwee Joer unhält, da soen ech lech, da wäerte mer an deenen dote Konditiounen relativ séier Diskussiounen kréien, wäert Der gesinn, iwwer Kierzung vum den Aarbechtslosenentschiedegungen an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, well soss geet natierlech déi Regel do net op.

Mir mussen jo iergendwéi kucken, wéi mer budgetär spueren. Donc riskéiere mer hei, e wichtegt Element vun eise Sozialstat ze zerstückelen. An och dat ass ee Grond, firwat mer natierlech net kënnen hei derfir sinn.

Mir sinn duerfir och der Iwwerzeugung, datt dee Sozialpakt (veuillez lire: Fiskalpakt) déi ganz Krisensituatioun och aus deene Grënn verschlëmmt an d'Scholden éischer erop wäert schrauwen, wéi datt e se erof wäert schrauwen.

Sechste Punkt: Mat dem Zustanekomme vun deem Traité kënnen mer net d'accord sinn, wëlle mer och net d'accord sinn. Dat ass sécherlech elo net den inhaltlech wesentlechste Punkt - also inhaltlech mengen ech elo am Sënn vun ekonomesch a finanziell wichtegste Punkt -, mä awer ass et vun engem demokratesche Standpunkt hier en extrem wichtige Punkt.

Hei si weder d'EU-Parlament nach d'Nationalparlamentar agabonne ginn. Et ass en Diktat vun zwee Leit, vun zwee Länner op de Rescht vun Europa! An ech fannen, mir mussen deem endlech e Rigel virschieben. D'Méthode communautaire soll gëllen an Europa, eng demokratesch Method, wou d'Parlamentar agabonne sinn, an net dat heiten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Dann de siwente Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: De Fiskalpakt ass keng Léising fir d'Eurokris. Mir sinn der Meenung, d'Scholdenbremms, déi behandelt nëmmen Symptomer vun der Kris. Déi staark Verschuldung vun den öffentlichen Haushalter ass d'Resultat vun enger lasch reguléierter Finanzökonomie. Dat ass haut eng Analys, mengen ech, déi souguer am Finanzsektor selwer ëmmer méi der deelen.

Ech recommandéiere jiddwerengem dat neiste Buch, wat erauskomm ass, „Ego: Das Spiel des Lebens“, vum Herausgeber vun der „Frankfurter Allgemeine Zeitung“, eng Zeitung, déi jo net am Verruff ka stoen, fir - wéi soll ech soen? - lénsradikal Theorien ze vertrieben. Mä liest dat! Ech kann lech soen, ech sinn amgaangen, dat Buch ze liesen. Liest et! Ech mengen, da gesitt Der, wéi wäit datt och awer ukomm ass an de Käpp vu ville Leit, wéi, duerch wat déi Kris do entstanden ass a wéi schlëmmt datt se eigentlech och ass.

A well mer déi lasch Regulatioun haten tëschent 2000 an 2008, doduerjer si vill Länner an Europa an déi Situatioun do geroode, zum Beispill, wéi gesot, och Länner wéi Spuenien, déi nach Musterschüler ware bis 2008.

Mir brauchen duerfir, wa mer gären d'Eurokris léisen, virun allem eng besser Reguléierung.

Dat heescht, mir brauche Basel III, mir brauchen e Bankentestament, Einlagésicherung, Maarttransparenz. Alles Saachen, déi no 2008 op Nummer eent an der Agenda iwwerall stoungen a wou grouss Bereitschaft war, well natierlech op deem Schierbelekoup vun der Kris kee sech méi getraut huet vu verschiddene Lobbyen, fir de Contraire ze soen, mä déi elo erëm zënter véier Joer vun all deene Lobbye bekämpft ginn, a wou versicht gëtt, all Reformvirschléi, déi um Dësch leien, fir déi ze verwässeren, fir se ze blockéieren!

Dat verschafft Vertrauen an d'Mäert zréck. An dat eleng bréngt eis déi richteg Rahmbedéngungen, fir datt d'Finanzökonomie esou funktionnéiert an och funktionnéiere kann, ouni datt se d'Staten duerch Finanzspekulatioun a Gefor bréngt. Dat ass besser a méi intelligent wéi rigid Scholderegelen, déi am Endeffekt um Grondproblem net ganz vill änneren.

Kuckt lech emol nëmmen un: Wat huet dann eigentlech d'Finanzmäert berouegt? Majo, net der Madame Merkel an dem Här Sarkozy hir grouss Aktioun, déi dann zum Traité do am März 2012 gefouert huet. An och net, datt e puer Länner dat adoptéiert hunn.

Dat Eenzegt, wat d'Marché berouegt huet, dat war d'Décessioun vun der EZB, fir Statsobligatiounen opzekafen. Si huet dat zwar emol nach net am grouse Mooss gemaach, si huet et just ugekënnegt. Dat ass schonn duergaangen, datt d'Marché sech berouegt hunn, an net de Fiskalpakt. De Fiskalpakt, dat weess all Mënsch am Endeffekt och, dee sech méi oder dauernd domadder beschäftegt, datt deen do net vill derzou ka bäidroen.

Ech muss och soen, mir fannen och, datt dee Fiskalpakt och an deem Sënn net néideg ass, well an deene leschte Joren d'Europäesch Parlament gemeinsam mat der Kommissioun, mam Rot eng ganz Rei konkret Regeln opgestallt huet, wéi d'Kriselänner souwuel d'Scholde begrenze kënnen, mussen, mä dat awer och ëmmer gekuckt huet a gemaach huet ënnert dem Aspekt, datt zum Beispill awer nach Sozial- an Investitiounspolitik ka gemaach ginn.

An ech verstinn, mir verstinn och eigentlech net, nodeems am November 2011 den „Six-pack“ koom an och elo kierzlech d'Europaparlament nach lescht wichtig Ännerungen erabruucht huet an d'Chancé gutt sinn, datt den „Two-pack“ ugeholl gëtt, an deem mer déi Regeln alleguerter geholl hunn, datt mer dat doten nach misste maachen. Mir mengen au contraire, wéi gesot nach eng kéier, et ass just, well d'Madame Merkel virun allem do och aus innenpolitesche Grënn dat duerchgesat huet, déi komplett falsch sinn, eiser Meenung no, datt dat heite gemaach gëtt, an dat et eis awer an eng Sakgaass eraféiert.

Et gëtt besser Alternativen. Eiser Meenung no sinn déi besser Alternativen, niewent deem, wat schonn alles gemaach ginn ass, elo och derfir ze surgen, datt op der Einnahmesäit emol endlech gekuckt gëtt, dat heescht, datt déi ganz Steierproblematik op de Leescht geholl gëtt. Zweetens, datt en Investitiounsprogramm lancéiert gëtt, fir erëm Wuesstum ze kréien an Europa, deen natierlech op där anerer Säit och eis eng Rei strukturell Problemer mat behieft, zum Beispill am ekologesche Beräich, Stéchwuert: gréng Technologien, mä awer och aner Infrastrukturprogrammer, déi noutwendeg sinn.

A mir brauchen e Scholdentilgungsfong. Well et ass richteg, mir mussen eis och ëm d'Scholderéckstänn an de Länner bekëmmern, mir mussen déi am A behalen. A ganz sécher brauche mer och eng méi staark fiskalpolitesch Zesummenaarbecht an der EU. Mä säit Enn 2011 sinn d'Aarbechte vun Europaparlament gemeinsam mat der Kommissioun an dem Rot jo do e gutt Stéck weiderkomm.

Wéi gesot, ech hunn den „Six-pack“ an den „Two-pack“ zitéiert. A bannent deenen nächsten zwoelf Méint soll jo elo eng Expertegrupp och Virschléi maache fir d'Aféierung vun engem Scholdentilgungsfong a fir kuerzfristeg Euro-Obligatiounen, dat gekoppelt natierlech mat strengen Oplage souwéi enger Verbesserung vun der Kontroll vun der europäescher Wirtschaftspolitik. Ugesichts deem kann een eiser Meenung no an Europa total op d'Uwendung vun där starrer Scholdenbremms, déi mer hei presentéiert kréien, verzichten. Au contraire, déi ass kontraproduktiv!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng stinn zu dem europäesche Projet. Mir waren a bleiwen der Meenung, datt et dee wichtigste Projet ass, dee mer hunn. Et ass och deen eenzeg, dee mer hunn. An et ass och deen, dee mer brauchen, fir datt mer kënnen an där globaliséierter Welt bestoen. Mir si fir eng Verdéiwung vun der europäescher Integratioun. An dëst betrëfft och natierlech d'Wirtschafts-, d'Fiskal-, d'Finanz-, awer och d'Sozialpolitik.

Mä grad well mer fir Europa sinn, stëmme mer géint dese Fiskalpakt. Well deesen ass vu sengem Wiesen hier net nëmmen ekologesch a sozial schiedlech an onsënneg, mä en ass och zudéifst antieuropäesch an antidemokratesch. Et ass en Diktat, ausgeschafft am Virzëmmer duerch d'Koppel Merkozy.

Dësen Traité wäert weder déi vun him ugestriefften Ziler errechen nach wäert en Europa stäerken. Au contraire, d'Wahleresultater an Italien vun de leschten Deeg hu bewisen, datt d'Populisten einfachst Spill wäerte kréien domadder an den europäesche Modell souguer riskéiert, duerch déi dote Politik futtigemaach ze ginn.

Mir wëlle weiderkämpfen als Gréng fir en europäesche Modell, deen den Numm verdéngt a wou d'Verdeelungsgerechtheet, d'Nohaltheet am Vierdergrond stinn. Dësen Traité geet eiser Meenung no an déi falsch Richtung.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, quasi all puer Méint hu mer hei an der Chamber eng Debatt, wou mer iergendwéi e weideren europäeschen Traité diskutéieren an ofstëmme. Virun zwee Joer hu mer schonn hei gemengt, et wier fir d'Lescht, datt mer esou eppes géifen diskutéieren, mä a regelméissegen Ofstänn kënn dat erëm. An haut ass erëm esou e Moment, a sécherlech wäert dat haut och nach net dee leschte Moment sinn, mä et wäerten nach aner Traitéen nokommen.

Haut verléiere mer weider wichtig Souveränitätsrechter, an Zukunft wäert schwéier Konsequenzen hu fir eis Finanz- a Sozialpolitik hei am Land. Fir eis als ADR ass et wichtig, a mir hunn dat ëmmer gesot, datt mir eis Hausaufgab heiheim müsse maachen. A mir hunn dat méi wéi eng kéier an der Vergaangenheet hei an der Chamber a fir d'Lescht bei de Budgetsdebatten gesot. Mir mussen den Defizit am Statsbudget an de Grëff kréien, net nëmme weinst europäesche Kritären, mä ganz einfach, well et liewenswichtig ass fir d'Zukunft vun dem Land, fir d'Zukunft vun de kommende Generatiounen, déi hei an dem Land eng kéier sollte liewen.

D'Politik awer vun der aktueller CSV/LSAP-Majoritéit, déi féiert direkt an e finanzielle Fiasko. D'Finanzpolitik vun dieser Regierung hypothéquéiert déi kommend Generatiounen esou massiv, datt se engem haut schonns müsse leeddoen.

Am Joer 2013 wäert dëst Land Rekordscholde vu 4,5 Milliarden ophuelen, quasi an engem Joer esou vill, wéi an all deene Jore virun zuesammen. Lëtzebuerg wäert och duerfir an deenen nächste Joren d'Kritären vun 3% respektiv vu 60% net méi erfüllen. Dorunner ass déi ablécklech Finanzpolitik schold. D'Scholde klamme massiv: ufanks vun dieser Legislaturperiod vu bal 5% bis zum Schluss vun dieser Legislaturperiod no un d'Grenz vun 30%. 60%, si mer iwwerzeegt, ginn an der nächster Legislaturperiod iwwerschratt.

D'ADR war duerfir scho laang fir eng Scholdenbremms, ob an der Verfassung oder an engem Gesetz, sief dohigestallt. Mä duerfir brauche mir keng europäesch Traitéen. Déi Brems hätte mir eis kënnen selwer opleeé scho viru Joren. Mir hätten duerfir Europa net gebraucht. Dat kann ee selwer maachen, wann een et wëllt maachen. An et ass am Fong gelungen, datt jiddweree seet, mir bräichten dat, a mir soen dann awer gläichzäiteg: Musse mer dat vun Europa octroyéiert kréien, fir datt mer et maachen? Dat kann een och maachen ouni Traité, wann een et wëllt maachen.

3% ginn elo scho beim Zentralstat iwwerschratt. An nëmmen duerch d'Iwwerschëss an der Sécurité sociale bleiwe mer ënnert deenen 3%. Mä wann de Sozialminister recht huet, wéi e gesot huet bei der Reform vum Pensionswiesen, datt ëm d'Joer 2020 déi annuell Recetten déi annuell Dépenses net méi géifen decken, da weess een, datt an deenen nächste sechs, siwe Joer deen Iwwerschoss an der Sécurité sociale lues a lues op null erofgeet.

An eleng duerch déi Tatsaach erreche mer dann eis 3% net méi, well nëmmen duerch deen Iwwerschoss leie mer am Ablack ënnert deenen 3%. Net emol drun ze denken un déi moer Recetten, déi mer ab 2015 kréien, wa mer iwwert den E-Commerce tëschent 600 an 800 Milliounen wäerte verléieren!

Wa mer also eis Hausaufgab net heiheim maachen, an dat huet einfach näischt mat Europa ze dinn, mä dat huet ganz einfach mat der Zukunft vun dem Land ze dinn, da verléiere mer awer duerch déi vergaangen an duerch deesen Traité eis finanziell a politesch Souveränitéit.



Dann decidéieren net méi mir iwwert d'Politik, déi hei am Land gemaach gëtt, mä europäesch Technokraten, an am leschte Fall decidéiert d'Europäesch Geriicht dann iwwert dat, wat mir hei am Parlament net däerfen, mä mussen da stëmmen.

Déi rezent Beispiller vu Griichenland, Portugal, Spuenien, Italien an esou weider bewisen, wat fir Moosnamen da muss geholl ginn opgrond vun europäeschen Décisiounen: Sozialofbau an nach eng Kéier Sozialofbau!

Europa ass weder sozial nach demokratesch. D'Leit wieren all gäre fir Europa, mä si wëlle keen Europa, wat op d'Käschte vun der Sozialpolitik, wat op d'Käschte vun de Bierger geet. An d'Wahleresultater vum leschte Sonndeg an Italien, déi sécherlech a priori e Resultat si vun innenpoliteschen Décisiounen aus de leschte Joren an Italien, täuschen awer net doriwwer ewech, datt et awer och e Resultat ass vun enger ondemokratescher an onsozialer europäescher Politik.

An Italien war de Sonndeg net nëmmen e Vote géint hir Regierung, mä et war och e Vote géint déi europäesch Politik. An och dat muss ee sech virféieren: Wann Europa esou weiderfiert, nëmmen op d'Käschte vun de Bierger Sozialofbau ze maachen, da verléiert Europa europawäit an alle Länner d'Veutrauen an d'Zoustëmmung. An dat wier schued, wann deen europäesche Modell do géif verluer goen.

Wa mer dese Projet kucken, muss een och d'Avisé vun de Chambres professionnelles kucken. Virun allem d'Chambre des Salariés huet sech wesentlech mat deem Punkt do zesumme beschäftegt. An ech géif och e puer Extraiten aus dem Avis vun der Chambre des Salariés duerfir hei wëlle virlesen.

D'Chambre des Salariés schreift: «Ceci pose évidemment de graves questions sur un recul de la démocratie et du pouvoir souverain des parlements nationaux de voter librement le budget... Du reste, l'élaboration du traité s'est faite sans la participation du Parlement européen et sans l'implication des parlements nationaux et des partenaires sociaux au niveau européen et national.» Mäi Virriedner, de Kolleeg François Bausch, huet och elo grad dorobber higewisen.

Wa mer mengen, datt Europa nach just hannert zouenen Diere vun Technokrate kann decidéiert ginn an datt da just d'Nationalparlamentar nach dat ze ratifizéieren hunn oder mussen, wat do decidéiert ginn ass, dann ass dat eben en immensen Demokratiedefizit, dee mer erliwen. Et kann net sinn, datt zu Berlin decidéiert gëtt, wat mir hei zu Lëtzebuerg decidéieren. Et kann net sinn, datt d'Lëtzebuurger Chamber eng Annex vum däitsche Bundestag ass. Mä dat ass awer, lues awer sécher gëtt dat Realitéit. Mir sinn nach just hei d'Hampelmänner, déi Jo an Ame mussen zu deem wënnen, wat op europäeschem Niveau decidéiert gëtt!

Weider seet d'Chambre des Salariés zu deem Traité: «C'est un formidable moyen d'imposer aux peuples des mesures d'austérité...».

«Le text soumis...», an do warnt se dann am Fong d'Politiker, «...le texte soumis à l'approbation de la Chambre des Députés se révèle être un sérieux frein pour tout pays qui souhaiterait mener des politiques sociales et de relance à un moment où le chômage se fait persistant.»

Mat dem Vote vum Traité gëtt, laut der Chambre des Salariés, de Sozialofbau a Marber agemeesselt.

«La Chambre des Salariés... souhaite avertir les élus et les citoyens des graves implications de ce texte et veut attirer l'attention des députés sur la responsabilité qu'ils s'approprient à prendre en s'exprimant sur ce traité.»

Duerfir muss ee sech d'Fro och stellen, wann een hei d'Virriedner vun de Majoritéitsparteien héieren huet, wou dann déi Sozialpolitiker, déi Gewerkschaftler stinn, déi jo deene Gewerkschaften, déi dat heite geschriwwen hunn, ugehéieren. Ech erënneren do un de Kolleeg Spautz, deen hei eng Ried gehalen huet. Ech erënneren un den Här Weber, den Här Kaes, den Här Lux, an ech kéint nach vill anerer heibannen opzielen, déi sech bei de Gewerkschaften an hire Manifestatiounen ëmmer an der eischer Rei ronderëmdrécken. Wa si haut deem Traité zoustëmmen, hu se domadder automatesch dem Sozialofbau vu muer zougestëmmt. Dat solle se wëssen, wa se dese Vote huelen.

Mä muer solle se net méi soen, si wiere responsible, mä da geet et wéi an der Vergaangenheet: Fir d'Éischt gi mer e Pouvoir u Bréssel, a wa Bréssel dee Pouvoir exekutéiert, da soe mer hei am Parlament, ma mir hätten dat doten net gewollt, mir wollten dat do net maachen, mä mir kréien et vu Bréssel octroyéiert.

An esou wäert et och an deenen nächste Jore sinn. Dann héiere mer déiselwecht Leit, déi

haut hei zoustëmmen, déi maachen dann hei Sozialofbau a gi Bréssel d'Schold, well se et vun do virgeschriwwen kréien.

Mir hate Kritären...

Här President, meng Auer leeft net hei, duerfir weess ech guer net, wou ech dru sinn.

► **M. le Président.**- Dach, Är leeft - meng leeft: 9 min 25 s.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, majal!

Mir haten, Här President, d'Maastricht-Kritären, déi mer hätte kënnen respektéieren. Mä an der Vergaangenheet sinn déi iwwer 80-mol net respektéiert ginn. D'Stats- a Regierungschefen, déi hu sech géigesäiteg d'Absolutioun ginn, fir déi Kritären net ze respektéieren. A well se hir Aarbecht net gemaach hunn, solle se elo als Merci, als Dank duerfir nach zousätzlech Pouvoir kréien!

Uni Ennerschrëft, heescht et vun deem Traité, kann een och keng Hëllef kréien. Ma Lëtzebuerg huet nach keng Hëllef gefrot, also brauch Lëtzebuerg am Prinzip och den Traité net ze ënnerschreien. Well et si jo nëmmen déi Länner, déi am Fong geholl en Intérêt hunn, fir en ze ënnerschreien, déi gäre Suen hätten.

Mir hu Rekordchômage an Europa an hei zu Lëtzebuerg, an iwwert de Wuesstum gëtt hei iwwerhaupt net diskutéiert. Wuesstum brauche mer awer, fir de Chômage ze bekämpfen, fir de Sozialofbau ze bekämpfen. Dësen Traité wäert net zu méi Wuesstum bäidrogen, mä dësen Traité dréit derzou bäi, datt garantéiert an deenen nächste Jore méi sozialen Ofbau gemaach gëtt.

An et ass e bëssen hypokritesch, wann hei vu Majoritéitsparteien, Deputéierten a Virriedner vu mir dann ëmmer gesot gëtt: Mir mussen awer sozial Mindestnormen an Europa kréien! Déiselwecht Leit hunn iwwer Jorzéngten europäeschen Traitéen zougestëmmt, déi just de Contraire vun deem bewierkt hunn, déi ni als Zil haten, dem Sozialofbau entgéintzewierken, mä déi ëmmer nëmmen als Resultat Sozialofbau haten. An dat geet och mat deem Traité.

Duerfir soll een dann net ëmmer als Schlusssaz, wéi den Här Bodry a wéi den Här Spautz dat hei gemaach hunn, nach esou hypokritesch dann awer soen, si wiere fir e soziaalt Europa, wou sozial Mindestnorme wieren. Wa se derfir wieren, dierfte se net fir dësen Traité stëmmen a géife soen, mir stëmme kengem Traité méi zou, bis mer och déi sozial Mindestnormen an Europa kréien.

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Duerfir, Här President, geet et net, fir Aliiben ze maachen. Mir si fir Europa, awer fir e soziaalt an en demokratescht Europa. A well dësen Traité deem entgéintsteet, wäerte mir dergéint stëmmen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bierger an den Eurolänner hu sech vill Positives erwaart duerch den Euro, obwuel scho bei der Grënnung vum Euro op vill Onzougléichekeiten an den offiziellen Texter opmierksam gemaach gouf. A verschidde Länner hu sech d'Politiker net un d'vertraaglech Bestëmmung gehale respektiv hunn Ausnahme fir hie Land négociéiert. A Griichenland ass et souguer esou wäit gaangen, datt d'Regierung déi statistesch Donnéeë gefälscht huet. Wann e Privatbetrieb esou eppes géif maachen, wieren d'Dirigeanten am Prisong gelant!

Et ass kloer, datt déi ganz Bloz do huet eng Kéier misse plätzen. Dat ass jo och geschitt. De Wirtschafts- a politesche Pendel wor ze vill no enger Säit ausgeschloen a schléit elo natierlech déi aner Säit zrëck. De Pacte budgétaire ass noutwendeg, well hien organiséiert endlech déi Kontroll, déi absolut noutwendeg ass, wann ee wëllt am Euro schaffen a wann ee wëllt net ze vill grouss Differenzen tëschent den europäesche Länner hunn.

A fir Lëtzebuerg ass et och ganz kloer: Lëtzebuerg brauch den Euro, Lëtzebuerg brauch e stabil Wirtschaftsemfeld, soss kann et, kënnen mir als Land net méi bestoen. Et gesäit keen, datt mir ons nees engem belsche Frang géifen uschlëssen.

De Rapporteur huet a sengem gudden Bericht ganz kloer gesot, wat d'Objektiver an d'Contrainté vum Pacte budgétaire sinn. Dës sinn noutwendeg, fir dem politesche Gewerkschaften vun de leschte Joren en Enn ze setzen. Een Deel vun de Mesurë wor schon am „Six-pack“ zrëckbehalde ginn, mä do gouf et nach On-

zougléichekeiten. An ech wëll dräi positiv Ännerungen ervirsträiche par rapport zum „Six-pack“.

Éischters, de strukturellen Defizit däerf net iwwer 0,5% vum PIB goen, dat heescht vum Wirtschaftskuch, deen e Land erwirtschaft. Dat ass elo obligatoresch, an et sinn automatesch Sanktiounen virgesinn, wat ënnert dem „Six-pack“ net virgesi wor. D'Transmissioun vun de Programmer vun den Eurolänner, fir Emprunten opzehuelen, ass och eppes Positives.

Wat d'Gouvernance vun der Eurozon ueget, sou verbessert sech déi doduerjer notamment, datt déi national Parlamenter an d'Kontroll an an d'Ausarbechtung vun de Spillregele vum Pacte budgétaire agebonne ginn. Dëst geschitt duerch d'Schafe vun der Konferenz vun den zoustännege parlamentaresche Budgetkommissiounen, eng Aart COSAC vun den öffentleche Finanzen.

Den Ausdrock „strukturellen Defizit“, do stelle sech vill Leit d'Fro, wat dat da beinhalt. A wann een dann d'Definioun kuckt, déi um Site Internet sti vun der Europäescher Kommissioun, dann heescht dat, datt d'Eurolänner e Budget mussen am Équilibrium presentéieren, wat déi ordinar Recetten an Ausgaben ueget. Net abegraff sinn d'Ausgaben, déi fir d'Relance vun der Économie noutwendeg sinn, an déi sozial Ausgaben, déi zum Beispill fir de Chômage mussen agesat ginn. Dat si ganz kloer Definiounen, wat do muss erausgoen.

D'Zil muss net direkt an net dëst Joer erfollegen, mä muss mëttelfristeg erreecht ginn. Bei de Staten ass et wéi bei de privaten Haushalter. Et kann ee sech laangfristeg verscholden, wann een en Haus keeft an dat lues a lues muss ofbezuelen, mä et ass awer falsch, wann een Investitiounen all Joers mécht, fir sech Luxusresen ze leeschten, an et herno net méi ka bezuelen. Dat muss ophéieren um Lokalen, bei de privaten Haushalter; dat muss och bei de Staten ophalen.

Ech wëll awer och nach op e puer méi politesch Froen an deem Kontext agoen. Éischters geet et hei ëm den Abandon vu Souveränitéitsrechter vun den Eurolänner. De Conseil d'État huet déi Fro do opgeworf, an dobäi ass et awer ganz kloer, datt déi Fro muss mat engem „Neen“ beäntwert ginn.

De franséische Conseil constitutionnel huet den 9. August 2012 zu deem Punkt gesot, datt d'Bestëmmung vum Pacte budgétaire d'Dispositiounen vum Europäeschen Traité iwwerhuelen, dee schon iwwerall gestëmmt ginn ass an alle Länner, an datt keng Souveränitéitsrechter ofgetratt ginn.

Déi «stipulations du pacte budgétaire...» - Zitat - «...renprennent en les renforçant les dispositions mettant en œuvre l'engagement des États membres de l'Union européenne de coordonner leurs politiques économiques... et ne procèdent pas à des transferts de compétences en matière de politiques économique ou budgétaire et n'autorisent pas de tels transferts.» An d'Obligatioun, «de respecter ces nouvelles règles ne porte atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale.»

Et ass gutt, datt notament d'franséisch Verfassungsgericht oder de Verfassungsconseil esou eng Feststellung mécht.

An d'Schafe vun enger Europäescher Finanzkommissioun, bestehend aus de parlamentaresche Vertrieder vun den nationale Parlamenter, ënnermauert dat jo och, datt hei déi national Parlamenter net einfach op d'Säit gekéiert ginn.

Zweetens: Wat gëtt um EU-Niveau gemaach, fir d'Wirtschaft nees unzekuerbelen? De Pakt fir de Wirtschaftswuesstum erlaabt 120 Milliarden Euro Investitiounen an dräi Joer verdeelt, an dat notament iwwert d'„project bonds“, déi vun der Europäescher Investitiounsbank bezuelt ginn.

Drëttens, déi sozial Problemer. Déi sozial Problemer, déi sech a verschidde Länner duerch de Pacte budgétaire erginn, si reell. Mä d'Äntwerte mussen national gekuckt gi vun de Regierungen an de Parteien, déi jo de Gros vum Misär an der Vergaangenheet verscholt hunn.

Fir Griichenland bleiwen ech der Meenung, datt en Austrétt aus der Eurozon vun der speziellescher Situatioun vun deem Land hier déi eenzeg Léisung a valabel Alternativ ass. Et muss fir verschidde Länner iwwer en deelweisen obligatoresche Scholdeschnëtt fir all Créancierien nogeduecht ginn. Nuren esou kann een deene Länner hëlfele an och kucken, datt déi sozial Problemer geléist ginn.

Véiertens: Wat muss um nationale Plang gemaach ginn? Wann een déi lescht ekonomesch Perspektive vun der Europäescher Kommissioun fir Lëtzebuerg kuckt, da stellt e Folgendes fest: De Wirtschaftskuch, de BIP, soll 2013 licht an d'Luucht goen ëm 0,5% an 2014 ëm 1,6%.

D'Inflatioun soll erofgoen, mä de Chômage soll licht eropgoen.

Wat d'Regierung zum jëtzege Ablack nach net gesot huet, dat ass, wéi si d'Objektiver vum Pacte budgétaire wëllt errechen. Do waarde mir op eng Äntwert. Dobauss gëtt gemunkelt, d'Äntwert kéim direkt no de Wahlen 2014 an datt bis dohi gemauschelt géif ginn. Dat wär awer e bësselchen ze spéit, wann een déi Attitud do géif huelen, an ech hoffen, datt d'Regierung eng aner Attitud hëlt, an och d'Majoritéitsparteien.

Ech wëll nëmmen ee Punkt eraushuelen: D'Schold vun de Pensiounen am öffentleche Secteur bleift am Raum. Ech hat eng parlamentaresch Fro dozou gestallt; ech krut eng Äntwert, déi ech kuerz als politesche Blabla ka bezeechnen. Et ass kuerz an däitlech eng Politike de l'autruche, an et wonnert ee sech, datt eng Regierung engem net ka soen, wéi vill d'Pensiounen am öffentleche Secteur an den nächste fënnf Joer wäerte kaschten.

Dat ass relativ batter, well fir de private Secteur ginn Etüde gemaach bis 40 Joer, an duerfir gesäit een, datt hei eng ganz Problematik net duerchdiskutéiert gëtt. Noutwendeg ass, datt mir hei an der Chamber eng Debatt féieren, wéi ons wirtschaftlech Politik a wéi ons aarbechtsrechtlech Politik an den nächste Jore sollen ausgesinn. Do sinn Debatten an der Chamber virgesinn. Duerfir brauch ech net drop anzegoen, mä mir missten och eng Debatt maachen iwwert d'Steiergesetzgebung, wou muss eng Reorganisatioun stattfannen.

Wat déi budgetär Politik ueget, do gëtt et fir Verschiddener hei am Haus eng Haaptléisung: einfach d'Steieren héijen. Ech mengen, datt ass eng zimlech einfach an idiotesch Propositioun. Do brauch een net vill gescheit ze sinn, fir dat doten ze maachen. Villech méi komplex ass et, fir ze kucken, wou ee soll den Defizit reduzéieren, wou ee soll méi investéieren, méi sozial selektiv sinn, fir doduerjer eng nei Relance, nei Perspektiv fir Lëtzebuerg, fir d'Betriber a fir d'Leit, déi hei am Land wunnen, ze schafen.

Prinzipiell ass de Pacte budgétaire a mengen Aen absolut noutwendeg, well en deen Ablack endlech deene Länner, déi an Europa sinn an notament an der Eurozon sinn, verschidde Contrainten operleert an engem d'Moyenë gëtt, de Regierungen d'Moyenë gëtt, fir ze intervenéieren, fir datt de Respekt vun deenen Obligatiounen agehale gëtt. Mä et bleift natierlech nach vill Aarbecht an den eenzelne Länner ze maachen, mä positiv ass de Pacte budgétaire awer, an duerfir wäert ech deem och meng Zoustëmmung ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Urbany op menger Lëscht. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President, dee sougenannte Fiskalpakt ass a Wierklechkeet e Pakt géint den demokratesche Budgetspillraum an deenen eenzelne Staten. An déi Defizitbegrenzung, déi hei agefouert gëtt, féiert forcément zu enger Senkung vun den Ausgaben, well ouni Steiererhéijung mussen d'Ausgaben heimadder begrenzt ginn. A Steiererhéijung ginn an der allgemenger Wirtschaftspolitik vun der Europäescher Unioun aus Kompetitivitéitsgrënn an aus Standuertgrënn strikt ofgelehnt.

D'Zifferen vun där Austeritéitspolitik, wou dat hei d'Krëinung dovun ass, si schon do. De geschafene Rächtmat geet elo schon zrëck. Dat geet aus deem jéngste Rapport vun der Europäescher Kommissioun fir déi eenzel europäesch Länner ervir. An och hei am Land huet de Statec ausgerechent, dass dee leschten Austeritéitspak, deen hei gestëmmt ginn ass, zu engem Réckgang vum Wuesstum och zu Lëtzebuerg wäert féieren.

A wann dee Réckgang bis geschitt ass an et si keng Budgetsmëttel méi do, muss ee sech d'Fro stellen, wou dann déi Mëttel sollen hierkommen, fir d'Wirtschaft ze relancéieren oder fir de Konsum ze steigeren oder de Chômage ze bremsen, well dat ass bis elo ëmmer geschitt iwwer staatlech Interventiounen.

Zu deene staatlechen Interventiounen gehéieren och déi sozial Transferten. Wann et heescht, ouni déi sozial Transferte géif d'Aarmut zu Lëtzebuerg bei 45% vun der Bevëlkerung leien, wou se haut awer mat den Transferte bei 15% vun der Bevëlkerung läit, da weess een, wat um Spill steet mat deem Traité hei!

„L'austérité à perpétuité“ ass hei ageplangt, wéi d'Chambre des Salariés an hirem Avis schreift. Och d'europäesch Gewerkschaften, déi ëmmer eng ganz favorabel Zoustëmmung zu der euro-



päescher Konstruktiooun haten, zu engem Zäitpunkt, wou se se eigentlech schonn net méi hätte sollen hunn, soen elo kloer an däitlech, dass deen Traité hei muss ofgelehnt ginn. Dat hei ass eng strukturell an definitiv Atteinte op de Sozialstat.

Den Här Bodry schwätzt vum Sozialpakt. Wou ass de Sozialpakt dann? Mir stëmmen hei kee Sozialpakt, mer stëmmen hei eng Austeritéitspolitik. Wou ass de Sozialpakt? Dat si Wonschvirstellungen, déi awer net an der Realitéit do sinn!

De Problem ass och dee vun der europäescher Sozialdemokratie. Den Hollande ass ugetratt an huet vill Hoffnungen erwächt domadder, e géif dee Fiskalpakt do vu Merkel a Sarkozy verhënnere, wann e géif gewielt ginn.

Wat huet en dann erreecht? Haut läit en eis zum Vote vir!

Ech wëll en Zitat hei bréngen, ulässlech vun der Regierungserklärung vum 30. Juli 2009: „Mir hu virun de Wahle Jo zum Sozialstat gesot. Bei de Verankerungen an de Prinzipië vum Sozialstat wäerte mir intraitabel sinn. Do gëtt et e Stréch, iwwert deen d'Sozialisten net wäerte goen.“

Dat ass dem Här Lux seng Erklärung. Ech mengen, hei géif et drop ukommen, dat a Musek ëmzesetzen. Fir d'wéivillte Kéier huet d'LSAP dann hei schonn dee Stréch iwwerschratt?

Här President, deen Traité hei huet Auswierkungen op allen Niveauen, net nëmme beim Statsbudget. D'Sozialversicherung ass gradesou dovun betraff, well et geet ëm den Équiliber vun de gesamten öffentleche Finanzen. Am Rente-gesetz hu mer viru Kuerzem esou e Budgetsautomatismus dragesat, wéi den Traité et virgesäit. All Parteie waren domadder d'accord, ausser déi Lénk.

Dat, wat mer hei stëmmen, wäert och Auswierkungen hunn op d'Gemengefinanzen. Ausgerechent d'Zentralbank huet den Optrag jo kritt vum Innenminister, fir Virschléi virzeleeën, wou drasteet, wéi de Budgetspillraum vun de Gemenge soll an Zukunft begrenz ginn, ënner anerem duerch eng Ausgabennorm och am Gemengesektor, déi soll agefouert ginn. A bis Enn vum Joer muss laut Traité en neit Budgetgesetz kommen, dat «des dispositions contraignantes, permanentes et de préférence constitutionnelles» soll aféieren, wéi eis Budgeten an Zukunft sollen ausgesinn.

A wann dobäi eng OECD-Etüd ëmgesat gëtt, déi de Finanzminister an Optrag ginn huet, da wësse mer, wat fir Grausamkeeten nach do wäerten dobäi erauskommen, deelweis souguer Grausamkeeten, déi iwwert d'Obligatioune vun deem Traité erausginn.

An da soll och nach d'Zentralbank, héiere mer - wéinstens, wann et dem Här Wolter no geet, wat en an der Kommissioun gesot huet -, d'Zentralbank soll d'Chamber hei an hirer Budgetsouveränitéit an Zukunft kontrolléieren. E seet ausdrécklech d'Zentralbank, well déi autonom ass vis-à-vis vun der Chamber.

Dofir sinn ech net d'accord mam Här Gibéryen, wann en hei seet, mir riskéieren, ënnert d'Fuchtel ze gerode vum däitsche Bundestag. Dat hei ass keng national Fro, dat hei ass eng sozial Fro, wat fir Kräfte an der Gesellschaft wäerten an Zukunft bestëmmen, wéi eis Politik soll ausgesinn. Mir si gewielt hei net vun Zentralbanker, mir sinn hei gewielt vun de Leit dobaussen, déi betraff wäerte si vun där Austeritéitspolitik, déi hei an d'Wee geleet soll ginn!

Wa mer dat Gesetz hei ratifizéieren, geet d'Debatt zwar weider, mä deen Traité hei, dee wäert eis dozou zwéngen, eng Budgetpolitik ze maachen, egal wéi déi wirtschaftlech a sozial Besoinen hei am Land sinn, déi ganz restriktiv an austeritär wäert sinn.

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech hu kee Compteur hei, dofir ass et mer schwéier anzuschätzen, mä...

► **M. le Président.**- Duerfir soen ech lech et elo.

► **Une voix.**- De Compteur geet net.

► **Une autre voix.**- De Compteur geet net. En ass scho gëschter net gaangen.

**(Interruption)**

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, et ass wouer. Ech war jo och scho bal fäerdeg. Ech stelle fest, wann ee géif eng Statistik opstellen,

Här President, meeschtens ginn ech am leschte Saz ëmmer ënnerbrach.

► **M. le Président.**- Ma dajee, da kucke mer, ob dat och elo de Fall ass.

**(Hilarité et interruption)**

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat, wat mer haut stëmmen, huet eng bekannte Journalistin vun „Mediapart“ als en „Verdun économique et social“ bezeechent. A si huet geschriwwen: «Un siècle après avoir mené, en version militaire, un carnage sans raison ni fondement, l'Europe institue le Verdun économique.»

Abee, Här President, ech wëll lech hei matdeelen, dass ech déi Krichskreditter hei net wäert stëmmen!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir stëmmen haut hei of iwwert dee sougenannten „Fiskalpakt“. Deen Term gefält mir guer net an e reflétéiert och an der Lëtzebuerger Sprooch absolut net, ëm wat et geet, well „fiskal“ ass am Lëtzebuerger Sproochgebrauch „Steieren“. Hei geet et net ëm Steieren, hei geet et ëm Grondregele vun der Budgetpolitik. An duerfir géif ech och hei gären hunn, dass mer eischter géifen iwwert den „Budgets-traité“ schwätze wéi iwwer eppes aneschtens.

Ech géif wëllen dem President a Rapporteur vun der Finanzkommissioun, dem Här Michel Wolter, Merci soe fir déi Erklärungen, déi e ginn huet, déi et eis erlaben, hei eng Debatt ze féieren, ouni nach eng Kéier op all déi technesch Punkten zrëckzekommen, déi hie souwuel schrëftlech wéi mëndlech ganz gutt explizéiert huet.

Ech muss hei op d'Schäerfst zrëckweisen dat, wat den Här Bausch an den Här Urbany quasi am nämlechte Wuertlaut gesot hunn, dass mer et hei mat engem antieuropäeschen, antidemokrateschen Vertrag ze dinn hunn!

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass net an enger Diktatur iergendwéi imposéiert ginn! Hei hu Verrieder vun de Länner, 27 Länner, verhandelt, wéi ëmmer bei Traitéen, a ville Sitzungen. Doriwuer ass ganz vill an den Zeitunge geschriwwen ginn, do muss ee sech just dat dann dee Moment uliesen. An dat ass no Diskussiounen ënnerschriwwen ginn. Dat ass vun all Land, 25 Länner, och Lëtzebuerg, ënnerschriwwen gi wéi all Traitéen, an da kënnt deen Traité an d'Parlament an d'Parlament ass souverän, ob et deen Traité unhëlt oder net. Do ass näischt antidemokratesch, well da si quasi all Traitéen, déi bis elo d'Ministeren ënnerschriwwen hunn, a wann d'Chamber...

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Dir, dass den Här Bausch lech eng Fro stellt?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Wann ech mäi Saz fäerdeg hunn, gären, Här President!

Et ass bei all Traité d'nämlechte: Wann d'Chamber de Mëtteg seet: „Mir wëllen dat do net!“, dann ass d'Chamber souverän, fir dat ze maachen.

Ech soen herno och, dass dat an der Praxis an der Lëtzebuerger Budgetpolitik näischt soll an dierf änneren, mä ech kommen dorop zrëck.

Et ass also net antidemokratesch, wa Ministeren op Bréssel ginn, am Numm vun der Regierung verhandelen, x-mol doriwuer geschwat hunn - an d'Zeitunge ware voll, d'Zeitunge ware voll! -, a wann dat dann ënnerschriwwen gëtt. An duerfir wieren ech mech also géint esou eng Descriptioun, déi net der Realitéit entsprécht an déi och dobaussen d'Impressioun gëtt, wéi wann do Diktatoren um Wierk wäeren. Et ass seele wéi iwwert deen Traité esou geschwat ginn an an engem Kontext esou geschwat ginn, wéi dat stattfonnt huet.

Ech soen derbäi nach, dass et och net en Diktat vun Däitschland a Frankräich war. Ech wëll nach just eng Kéier soen, de Kontext war, dass Europa an d'Eurozon amgaange waren auserneenzefalen an an deem Moment e staarkt politesch Instrument gebraucht ginn ass, fir ze soen: „Mir halen un der Budgetsdisziplin fest.“

Dat ass de Kontext, an deem deenen internationale Vertrag verhandelt ginn ass, ënnerschriwwen ginn ass, an ech kommen do no der Fro vum Här Bausch, déi ech ganz gären unhuelen, Här President, wann Dir se akzeptéiert, weider drop zrëck.

► **M. le Président.**- Här Bausch!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech wëll net agoen op déi Aschätzung, déi elo um Schluss gemaach ginn ass. Mä ech wëll just dem Här Minister d'Fro stellen: Vu dass mer jo awer wëssen, dass eischtens d'Madame Merkel drop insistéiert huet, dass dat Ganzt soll Verfassungsrang kréien, vu dass mer och wëssen, dass och grouss Bestriewunge waren,

dat hei souguer an den europäeschen Traité constitutionnel ze schreiwen, vu dass mer donc wëssen, dass dat hei jo awer eng Klausel ass, déi net iergendeng ass, a vu dass mer wëssen, dass mer e laange Prozess haten, fir den europäeschen Traité constitutionnel ze kréien, mat souguer Referenden a verschidde Länner, ob hien net der Meenung gewiescht wär, dass grad esou eng Bestëmmung wéi déi heiten, mat esou enger Implikatioun, dass déi hätt am Virfeld dem Här Sarkozou, dass et wierklech net normal ass an dass deen Traité do oder deen Drock opgebaut gëtt vu verschidde Leit, eischtens op verschidde Länner - ech wëll nëmme just drun erënneren, dass och de Lëtzebuerger Premierminister guer net „amused“ war iwwert déi Aktioun vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozou -, dass et wierklech net normal ass an dass deen Traité do oder deen Text do hätt am Virfeld misse mat den einzelnen nationale Parlamenten an dem Europaparlament diskutéiert ginn.

Mir fannen dat op alle Fall normal, fannt Dir dat net?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Dat ass eng aner Dimensioun vum Débat. Et ass och eise Wonsch gewiescht, dass hunn ech och als Lëtzebuerger Verrieder am Conseil e puermol gesot, dass mir dat léiwer am Kader vun dem europäesche Recht gehat hätten, an d'europäescht Recht hätt mat sech gezunn, dass d'Europäesch Kommissioun Propositione gemaach hätt an dass de Conseil an d'Europäescht Parlament doriwuer diskutéiert hätten.

Dat war awer net méiglech, dass rappeléieren ech nach eng Kéier, well net all Land wollt matmaachen, an d'Fro huet sech gestallt, well dat wär jo nëmme gaangen zu 27, an duerfir huet sech d'Fro gestallt, och ënner Finanzministeren, och ënner Ausseministeren an ënner Regierungschefen: „Maache mer dann näischt? Oder maache mer eppes an der Eurozon? Oder Eurozon plus?“

An duerfir ass dat hei - als eppes, wat juristescht sécherlech net perfekt ass, wat europapolitescht besser gewiescht wär am europäesche Recht - besser, wéi wa mer näischt gehat hätten.

Dat Zweet, dass ass, an ech kommen dorobber nach eng Kéier zrëck: Fir mech ass dat heiten e Vertrag vum gesonde Mënnscheverstand an der Budgetpolitik. An duerfir soen ech, och wa mir deen Traité hei net géifen...

**(Interruption)**

Och wa Lëtzebuerg deen Traité hei net géif approuvéieren, sinn ech der Meenung, dass déi Grondzich, déi an deem Traité stinn, souwiesou d'Grondlag vun der gesonder Finanzpolitik an eisem Land misste sinn.

An ech soen - ech soen! -, dass ech frou sinn, dass mer an Europa Grondregele hunn. An des Regele sinn iwwerengs net fundamental anescht wéi déi, déi mer ugeholl hunn am Stabilitäitsprogramm an am sougenanntenen „Six-pack“, wat verschidde Reglementer sinn, an deenen eng Rei Budgetsregele stinn.

A firwat soen ech dat? Wann nämlech jiddweree ka maachen, wat e wëllt, da komme mer erëm genau an déi Situatioun, an där mer waren Enn 2011, wou dese Vertrag verhandelt ginn ass, wou duerch d'irresponsabelt Comportement vu Verschiddeenen d'Stabilitéit an der ganzer Eurozon a Fro gestallt ginn ass.

Duerfir, bei allen Onzoulänglecheeten, déi dese Vertrag huet, mengen ech, dass et gutt ass, dass et esou Regelwierker gëtt. Mä ech soen nach eng Kéier, en droit hätt ech vill léiwer - an en termes de politique européenne -, dass dat hei en Deel wär vum europäesche Regelwierker.

Heimat gëtt, an dat huet den Här Wolter och dankenswäerterweis nach eng Kéier ënnerstrach, heimadder gëtt kee Budget gemaach! Heimadder gëtt net gesot, wéi vill d'Paian an engem Land sinn oder wéi vill Schoule gebaut ginn. Heimadder gëtt e Kader gesat, innerhalb vun deem d'nationale Parlamenten d'Budgete maachen.

An déi, déi hei opgetruede sinn, och nach déi, déi just viru mir hei geschwat hunn, fir hei ze soen, dass hei Austeritéitspolitik gemaach gëtt, streng Grausamkeete verankert ginn, déi muss een awer ëmmerhin drop hiweisen, dass déi Budgetpolitik, déi hei gefuerdert gëtt, en fait eng ass, déi zu Lëtzebuerg d'Grondlag war vu vill Erfolleg an de leschte Joren. Gesond Statsfinanzen, Budgetsdisziplin sinn net contraire zu Wuesstumspolitik.

En fait, dee ganzen Débat, fir ze soen, déi eng si fir Budgetsdisziplin an déi aner si fir Wuesstum, dass ass absolut falsch. Budgetsdisziplin, op eng responsabel Aart a Weis gemaach, dat heescht iwwer eng gewësse Period net méi ausgi wéi dat, wat een erakritt, ass d'Grondlag fir en dauerhafte Wuesstum.

Duerfir mengen ech, dass och kee Wee derlaanscht geet, fir och an deenen nächste Joren zu Lëtzebuerg - a mir hunn dat ugefaangen -, fir an deenen nächste Jore Budgetsdisziplin ze kombinéieren mat Wuesstum. A Wuesstum schafft een net, andeem een einfach Suen ausgëtt, déi een net huet, mä Wuesstum schafft een, andeem ee Rahmebedingungen huet, innerhalb vun deenen d'Entreprisë sech entwéckelen, Aarbechtsplaze schafen an domadder kënnen de Leit Aarbecht a Loun bezuele fir déi Aarbecht, déi se leeschten.

Mir müssen also kucken, dass mer gutt Rahmebedingungen hunn. An zu deene wëll ech och duerfir soen, och besonnesch de Kolleege vun der grénger Fraktioun, dass ech duerfir mengen, dass et keng Léisung ka sinn, Steieren ze héijen, well wann ee Steieren héicht, Dir hutt dat an Ärer Interventioun gesot, Här Bausch,...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, neen, neen!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- ...dat heescht,...

► **Une voix.**- Einnahmen!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- ... dat heescht,...

► **M. le Président.**- Här Bausch. Den Här Minister hëlt elo Stellung.

**(Interruption)**

Dir kënnt jo dann herno d'Parole après ministre huelen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Also, wann ech bei all Saz geäntwert hätt - den Här Bausch ka roueg nach eng Kéier schwätzen -, mä wann ech bei all Saz geäntwert hätt, wou hien eppes gesot huet, wou ech net d'accord gewiescht wär, wär en elo nach amgaangen!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ah, dass ass richtig! Dass ass richtig!

► **M. le Président.**- Här Bausch!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech kéint dat nämlechte och elo bei lech maachen!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Selbstverständlech! Duerfir ass et jo och en Débat démocratique. Dir sot jo, et wär antidemokratesch; mir sinn hei an engem Débat démocratique.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, ech wollt just soen, Här President, dass ass net richtig.

► **M. le Président.**- Ech hat lech zwar elo nach net d'Wuert ginn...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Den Här Minister huet gesot, en hätt...

**(Hilarité)**

► **M. le Président.**- Neen, neen, mir fänken awer elo net u bei all Ried, déi hei gehale gëtt, op all Punkt, wou een net honnertprozenteg d'accord ass, dann d'Wuert ze froen, fir dat ze redresséieren. Ech mengen, jiddweree kann herno Parole après ministre froen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, wann Dir mer d'Wuert net gitt, dann huelen ech et natierlech net! Mä ech wëll lech just soen, e liewegen Débat ass awer een, wou ee kann och mateneen diskutéieren. Bon, wann Dir dat net esou gesitt...

► **M. le Président.**- Jo, mä et kann awer net sinn, dass mer hei all fénnef Minutten de Riedner ënnerbriechen!

**(Interruptions diverses)**

► **M. le Président.**- Da stellt elo déi Fro, mä ech hoffen, dass et dann awer net esou virugeet!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech wollt just eng Präzisioun ginn, Här President, zu deem, wat den Här Finanzminister elo just gesot huet.

Ech hunn net gesot, et misst een iwwerall, oder mir géife mengen, et misst een iwwerall d'Steieren erhéijen. Mä mir hätte gär, dass am Kader vun enger europäescher Politik och iwwert d'Einnahmesäit diskutéiert gëtt, iwwer Steierdumping diskutéiert gëtt, an dass et net méi ka sinn, dass eenzel Länner duerch déi Steierdumpingspolitik, déi se hunn, d'Budgetpolitik vun deenen anere kënnen ënnergruuen. Dass ass d'Fro, déi ech gestallt hunn a wou ech och mengen, dass ee misst handelen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Jo, an duerfir sinn ech och frou, dass Dir dat nach eng Kéier rappeléiert, well dat gesinn ech anescht. Dass Wuert „Steierdumping“ fannen ech déplacéiert an deem Kontext. Mä et ass eng Fro, awéifern een den Nationalstaten eng gewëssen Autonomie a Souveränitéit an der



Steierpolitik léisst, well - Dir hutt de Punkt vun Irland ugeschnitten - au contraire zu deem, wat Dir gesot hutt, ass den ireschen Dossier diskutéiert ginn a mir waren der Meenung, datt, wann een an dëser Kris elo och nach géif Irland, wat Verschiddener verlaangt hunn, forcéieren, d'Steieren ze héijen, da wär dat grad de Contraire vu Wuesstumspolitik an dat géif d'iresch Problemer méi grouss maachen.

Mir hunn also Irland an där dote Fro am ECO-FIN-Conseil ënnerstëtzt, well mer net fannen, datt d'Steiere mussen automatesch no uewen ugepasst ginn an esou enger Situatioun wéi an Irland. Au contraire: Irland, wat iwwregens op eng ganz seriö Aart a Weis seng Kris mat europäescher Hëllef amgaangen ass ze léisen, huet gutt Argumenter,...

#### (Interruption)

...fir mat enger rasonabler Steierpolitik Betriber an hiert Land - Betriber, déi Aarbechtsplaz schafen - unzezéien.

Mä ëmmerhin, dëse Vertrag ass e Vertrag, dee setzt Rahmbedéngungen, déi och am Stabilitéitsprogramm, am Stabilitéitspakt stinn, déi am „Six-pack“ stinn, wat also eng ganz Rei Detailregelunge sinn. A mir wëssen dozou, dat wëll ech och hei nach eng Kéier confirméieren, datt mir mussen eng Rei vun deene Regeln, déi hei am Traité stinn, elo an eis national Gesetzgebung ëmsetzen. Ech wäert dat bis den Hierscht maachen. Do ass och nach Geleeënheet, fir an der Finanzkommission doriwwer ze schwätzen, well do sinn eng Rei Detailer, déi net licht ëmsetze sinn, notament och d'Definitiou vun deem Solde structurel, deen de Mëtte schonn hei zur Diskussioun komm ass.

Mir hunn eis op de Wee vu Budgetsdisziplin beginn. Duerfir ass eise Budgetsdefizit iwwert déi lescht Joren erofgaangen. Den Här Bodry huet hei rappeliert, wat d'Kommission fir 2013 als Solde structurel virgesäit. D'Kommission seet awer och, datt dee Solde structurel d'nächst Joer erëm héchstwahrscheinlech wäert méi grouss ginn. Dat heescht, et muss een d'Trajectoire kucken, de Wee, fir deen Defizit weider ze reduzéieren, dat op eng intelligent Aart a Weis a kombinéiert, soen ech nach ëmmer, mat enger Wuesstumspolitik. An dat heescht fir eis net, méi Suen ausginn, dat heescht d'Rahmbedéngunge fir d'wirtschaftlech Entwécklung ze verbesseren.

An deem Gesetz, wat mer da maachen, muss mer dann och decidéieren, wat fir eng onofhängeg Autoritéit kuckt, ob mer déi Regele respekféieren. Firwat hu mer dat agefouert? Dat war keng Lëtzebuerger Iddi, mä et ass ebe just agefouert ginn, datt net ee ka soen: Majo, mir stëmmen deene Regeln do zou, mä mir maachen awer duerno egal wat, mir maachen, wat mer wëllen.

Duerfir soen ech, dat ass also och net en antidemokratescht Element! Dat steet am Vertrag, mir stëmmen deem Vertrag zou. Esou wéi mer an der Konkurrenzpolitik zum Beispill an Europa zougestëmmt hunn, datt d'Kommission an europäesche Geriichtshaff kënne kucken, ob et a fairer Konkurrenz iwwert d'Bühn geet, esou soe mer hei: Hei muss all Land eng Autoritéit designéieren, fir dat ze kucken.

An eisen Ae kommen der zwou a Fro: d'Cour des Comptes, déi e méi normale Lien huet zu der Finanzpolitik, an d'Banque centrale, déi eng ganz Rei aner Saachen och nach kuckt. Mir wäerte mat deenen zwou Institutione Gespréicher féieren, fir ze kucken, wat fir eng am adequaten ass. Dat muss op jidde Fall dem Vertrag no eng Autoritéit indépendante sinn. An déi huet nääsch ze decidéieren, sauf ze kucken, ob d'Regele respektéiert ginn. Mä wéi de Budget opgestallt gëtt, nach eng Kéier, ass d'Souveränitéit vum Lëtzebuerger Parlament.

Ech mengen, datt deen Exercice, deen hei héich emotional zum Deel diskutéiert ginn ass - nach eng Kéier -, am Fong einfach e Kader ass, fir datt mer Stabilitéit an Europa behalen. Wa jiddweree ka maachen, wat e wëllt, dann ass eng gemeinsam Währung net tragbar. Dann hu mer Situatioun wéi déi, déi mer an e puer Länner fir de Moment hunn, wou mer mussen Rettungsoperatiounen maachen. Wa jiddweree sech un d'Spillregelen hält, da brauche mer an Zukunft keng deier Rettungsoperatiounen en faveur vun anere Länner ze maachen. Da kënne mer a Stabilitéit eis wirtschaftlech a sozial Entwécklung garantéieren.

Et ass an deem Sënn, wou d'Regierung d'Chamber biet, dësen Traité unzehuelen. Et ass keng Revolutioun an der Budgetpolitik vun Europa a vu Lëtzebuerg, et ass eng Verbesserung, eng Präzisioun vum Stabilitéitspakt, deen d'Grundlag ass vun der Wirtschafts- a Währungsunioun. Well et huet een entweder eng Währung mat enger Regierung, engem Parlament an engem Budget; well mir dat awer net hunn a well mer zu 17 a muer vläicht zu 18 sinn an Europa, an der Eurozon, an zu 27 an

der Europäescher Unioun, muss mer eis gemeinsam Spillregele ginn.

Dat ass net méi an net manner wéi dat, wat mer hei maachen, mä et si Spillregelen, déi zur Stabilitéit an domadder och zu Wuesstum bäidroen. An an deem Sënn bieden ech d'Chamber, dësem Traité zoustëmme.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Här Colombera, stellt Dir gär eng Fro?

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Jo.

► **M. le Président.** - Da kritt Dir d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Här President, ech wollt den Här Frieden froen, well d'Madame Merkel huet gesot: „Scheitert der Euro, dann scheitert Europa.“ Ass dat net e bësse simplistes, fir ganz Europa op den Euro opzebauen? Hätt den Euro net missen um Enn vum Integratiounsprozess stoen, an net, wéi elo, um Ufank? Dat schéngt mer, dass d'Päerd vun hannen opgesuedelt ginn ass. Wat ass Är Meenung dozou?

#### (Interruptions et hilarité)

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Den Euro ass méi wéi eng Währung, an duerfir hânt och mat der Stabilitéit vum Euro vill méi zesummen, wéi just déi Währung.

Zweetens ass den Euro net am Ufank gewiescht, mä den Euro ass eng logesch Konsequenz vun enger ekonomescher Integratioun, déi 1950 ugefaangen huet, wou de Bannemaart komm ass. A fir dee Bannemaart an déi politesch Integratioun ze stäerken, ass an der drëtter oder véierter Etapp vun der europäescher Integratioun den Euro komm.

Duerfir mengen ech, datt viles vun deem, wat d'Madame Merkel gesot huet, wann ee seet, den Euro ass méi wéi eng Währung, datt dorunner ganz vill Wourecht ass. An e Land wéi eist, wat alles exportéiert an alles bal importéiert, huet e groussen Notzen dovun, wann et an enger stabiler Währung ouni Wiesselschwankungen, ouni deier Kommissionen an ouni Devaluatiounsméiglechkeet ka säin Export an Import organiséieren. Duerfir ass den Euro fir Lëtzebuerg, trotz alle momentane Schwierigkeiten, en enorme Gain fir eis wirtschaftlech a sozial Entwécklung.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister.

Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Projet. Mir kommen zur Ofstëmmung. Wéi ech dat schonn am Ufank gesot hunn, ass also hei eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6449 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6449 ass ugehall mat 46 Jo-Stëmme, géint 10 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner; M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 6455, eng Direktiv iwwert déi administrativ Kooperatioun am fiskale Beräich. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Meisch a Bausch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

### 3. 6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant 1. modification de la loi générale des impôts; 2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dem Gesetzesprojet 6455 geet et ëm déi géigesäiteg Amtshëllef tëschent europäesche Memberstäte bei dem Feststelle vun der Steierschold. Dës sougenannten „coopération administrative“ am Steuerberäich gëtt et europawäit schonn zënter enger Direktiv vun 1977, also méi wéi 35 Joer.

Déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëschent de Steierverwaltungen, déi gëtt awer elo däitlech verbessert. Basis duerfir ass eng nei Direktiv aus dem Joer 2011, déi mir haut an nationaalt Recht ëmsetzen. Et geet virun allem drëms, d'Steierhannerzierung ze bekämpfen. Duerfir gëtt den Informatiouns Austausch tëschent de Steierverwaltunge vun den eenzelne Memberstäten ausgeweit.

Här President, wat sinn dann elo déi wichtegst Elementer vun der Direktiv?

Éischtens: Ëm wat fir eng Steierzorte geet et iwwerhaapt?

Mä all Steiere falen heidrënner. Dat sinn d'Taxen, déi souwuel vum Stat, mä och déi, déi vun de Gemengen erhuewe ginn. An dat geet vun der klassischer Akomessteuer am wäiteste Sënn, also och d'Loyeren, d'Plusvaluen, iwwert d'Betrisbesteier, d'Ierfschaftssteuer, d'Vermögenssteuer bis zur Grundsteuer. Ausgeschloss vun dëser Direktiv sinn d'TVA, d'Akzisen an och d'Sozialbäitrag grad wéi d'Zënsbesteuerung, well hei spillen nämlech eege Rechtsinstrumenter.

Zweetens: Wéi soll dat Ganzt dann elo an der Praxis oflafen?

Mä d'Regel ass déi vun engem sougenannten „échange d'informations sur demande“, dat heescht also, vun engem Informatiouns Austausch op Ufro. Zum Beispill, d'Steierverwaltung zu Bréissel, déi ka bei der Lëtzebuerger Steierverwaltung all Zort Informatiounen nofroen, déi si fir néideg fënnent an engem Steierdossier. Eis Verwaltung muss dann am Prinzip deem nokommen, an dat spëitstens sechs Méint no der Ufro.

Drëtens: Kann dann elo eng auslännesch Steierverwaltung Informatiounen froen, ob ee Steierpflichtige Suen hei zu Lëtzebuerg stoen huet?

Jo, zum Beispill, wann eng Steierschold zu Tréier ufält, da kann dat däitscht Finanzamt eis Steierverwaltung froen, ob de Steierpflichtigen hei zu Lëtzebuerg ee Bankkont huet. D'Bankgeheimnis kann net als Ursach geholl ginn, fir der Informatiounspflicht net nozekommen. An dat ass eng wesentlech Neuerung.

D'Bankgeheimnis spillt um Niveau vun dem Informatiouns Austausch tëschent lëtzeburgergeschen an auslännesche Steierverwaltungen net méi. Fréier ass d'Bankgeheimnis just opgehuewe ginn, wann e Steierbedruch virlooch. Dann ass deen Informatiouns Austausch iwwer eis Geriichter am Kontext vun enger sougenannter „entraide judiciaire“ gelaf. Elo gëtt d'Bankgeheimnis och bei der administrativer Amtshëllef opgehuewen.

Mä opgepasst! Viraussetzung ass, dass déi auslännesch Steierverwaltung bei sech, an ier se Informatiounen zu Lëtzebuerg freet, all Diligencé gemaach huet. An der Direktiv heescht et hei, dass een eng Ufro ka stellen, fir „informations vraisemblablement pertinentes“ ze kréien. Dat heescht och, dass d'Ufro aus dem Ausland muss wierklech begrënt a berechtigt sinn. Et geet och deemno net, fir sougenannten „fishing expeditions“ ze maachen, dat heescht, et geet net, fir e méiglechst breet Netz auszewerfen, an der Hoffnung, dass um Enn dann deen een oder anere Fësch drableift.

Véiertens: Wat ass den Impakt vun der Direktiv op Steierpflichtige, déi hei am Land wunnen?

Do bleift u sech alles beim Alen. D'Bankgeheimnis bleift weiderhin duerch de Paragraph 178bis vun der Abgabenordnung geregelt, an dee seet: «Aucun renseignement aux fins de l'imposition du contribuable ne peut être demandé aux établissements de crédit.» Konkret heescht dat, dass fir d'Feststelle vun der Steierschold d'Steierverwaltung keng Informatiounen géigeniwwer Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, bei enger Bank kann anhuelen.

Dat kann d'Steierverwaltung iwwregens och net maache bei engem Paschtouer, well do seet...

#### (Interruption)

Jo!

...well do seet de Paragraph 178 vun der Abgabenordnung: „Ein Geistlicher darf nicht über solche Tatsachen befragt werden, ohne die Pflicht der Verschwiegenheit, die ihm als Seelsorger...“, soe se bei der kathoulescher Kierch, „...obliegt, zu verletzen.“

#### (Interruptions)

Also, Dir gesitt, do ass alles ofgedeckt! Aneschtens ass et natierlech, Här Braz, bei Strofnoten, well do spillt d'Bankgeheimnis selbstverständlich net.

► **Une voix.** - A wéi ass et mam Beichtgeheimnis?

#### (Brouhaha)

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Dat ass...

#### (Interruptions diverses)

Ech géif och mengen, dass mer dat géifen zum gegebenen Zeitpunkt maachen.

► **Une voix.** - Här Roth, äntwert elo op d'Fro!

#### (Hilarité)

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Jo, am Beichtgeheimnis ass de Seelsorger jo och.

► **Une voix.** - Ma dofir hunn ech d'Fro gestallt!

► **Une autre voix.** - Jo, awer wéi? Mä wéi? Dat ass en Dilemma, Här Roth!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Ma dat ass d'Äntwert op Är Fro, och do spillt se. Mä, wéi gesot, net bei Strofdoten.

Fënneftens... Kommt, mir fueren elo virun, well soss leeft meng Zäit geschwënn of!

► **Plusieurs voix.** - Är Riedezäit! Är Riedezäit, Här Roth!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - D'Riedezäit, jo.

Gëtt et dann niewent dem Informatiouns Austausch op Ufro och nach aner Zorte vun Informatiouns Austausch?

Jo, an zwar de sougenannten „échange d'informations spontané“. Hei geet et, wéi d'Wuert et seet, ëm e spontanen Informatiouns Austausch tëschent Steierverwaltungen, zum Beispill an engem Dossier vun engem multinationale Grupp, wou zu Lëtzebuerg gréisser Steierofschreiwunge gemaach ginn, déi am Ausland awer zu fiskale Méibelaaschtunge féiere kënnen. Hei kann eis Steierverwaltung dann op eegen Initiativ, dat heescht ouni Ufro, dës Informatiounen un hir auslännesch Kollege weiderleeden. De Sënn ass hei eng gerecht Besteuerung vun deem Grupp.

An da gëtt et natierlech niewent dem Échange sur demande an dem Échange spontané och nach dee faméisene automateschen Informatiouns Austausch. Dësen ass an der Direktiv virgesinn. D'Länner hunn awer, grad wéi Lëtzebuerg natierlech, bis den 1. Januar 2015 Zäit, fir deen ëmsetzen. Am Gesetzesprojet gëtt den automateschen Informatiouns Austausch duerfir elo net agefouert. Dat muss mer awer spéider maachen.

Dat heescht awer net, dass mer elo Rou hätten, well d'Direktiv gesäit nämlech eng sougenannten „clause de la nation la plus favorisée“ vir. Konkret heescht dat, wann eist Land géif virun 2015...

#### (Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, dem Här Roth nozelauschteren!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Dat heescht konkret, Här President, wann eist Land géif virun 2015 mat engem Drëttland ee bilaterale Steueraccord ofschléissen, dee méi favorabel wier, also um Niveau vun dem Informatiouns Austausch méi wäit géif goen, dann applizéieren dës Regele sech automatesch och am Kontext vun dem Informatiouns Austausch mat



deenen aneren europäesche Memberstaten. An do kéinte mer eventuell schweeseg Fangere kréien!

Et geet hei speziell ëm déi sougenannten „FATCA-Accorden“ mat den USA, wou de Finanzminister Luc Frieden de Moment a schwierige Verhandlungen ass. Sollt sech doraus een automateschen Informatiouns Austausch tëschent Lëtzebuerg an den USA erginn, ënner enger Form oder där anerer, dann ass net auszuschléissen, dass dës Regele vun engem automateschen Informatiouns Austausch och mat aneren EU-Memberstate missten ugewannt ginn, an dat virun 2015 gegebenenfalls.

Wéi gesot, dat ass formell net Géigestand vun dësem Gesetzesprojet, mä et si méiglech Konsequenzen, op déi een awer vollstännegkeets halber, mengen ech, haut sollt oder vläicht misst drop hiweisen.

Sechstens: Kënnen dann och grenziwwerschreidend Steuerbescheeder zougestallt ginn?

Jo, dat ass mat där neier Direktiv a mat deem neie Gesetz och méiglech. Et gëtt et elo schonns ënner verschidde Formen bei verschidde Duebelbesteuerungsofkommessen. Sou kann zum Beispill déi Lëtzebuerg Steuerverwaltung direkt op Bitburg e Steuerbescheid schécken, deen och do seng Rechtsgültigkeit am vollen Empfang huet. Datselwecht zielt natierlech fir e Steuerbescheid, deen zum Beispill vum däitsche Fiskus op Lëtzebuerg géif direkt geschéckt ginn.

D'Direktiv an d'Gesetz, déi erlaben och auslännesche Steuerbeamten, hei zu Lëtzebuerg bei administrativen Enquête matzewierken. Dat setzt awer e bilaterale Accord tëschent deenen zwee Memberstate voraus. Also, ouni Accord vun dem Lëtzebuerg Stat kann hei zu Lëtzebuerg keen auslännesche Steuerbeamten an engem Steuereossier eegemächtig operéieren.

Siwintens: Wat fir eng Verwaltung sinn da fir dës Amtshëllef zoustänneg?

Mä formell läit d'Kompetenz vun der Verbindungsautoritéit an deem Kontext bei dem Finanzminister. Deen delegéiert awer iwwer de Gesetzesprojet dës Kompetenz un den Enregistremant, d'Douane an déi direkt Steuerverwaltung fir déi jeeweileg Steuertypen, déi ënner hir Kompetenz falen. Well awer elo meeschtens déi direkt Steiere betreffen, kënn der direkter Steuerverwaltung d'Haaptroll zou. D'TVA an d'Akzise falen, wéi scho virdu gesot, bekanntlech net ënner dës Gesetzgebungen.

Här President, esou wäit zu den inhaltleche Bestëmmungen vun dësem Projet.

Ech brauch wuel net ze soen, dass mir eis hei an engem fir d'Finanzplaz dach nach ëmmer sensibelen Domän bewegen. Wéi déi éischt Direktiv am Beräich vun der administrativer Kooperatioun tëschent de Steuerverwaltungen am Februar 1979 ënner der deemoleger blouder Regierung hei am Land ëmgesat gouf, an déi ass manner wäit gaange wéi d'Direktiv elo vun 2011, du gouf et keng Estëmmegkeet an der Chamber.

Et gouf besonnesch ëm den Impakt vun dëser Direktiv op d'Bankgeheimnis gefaart. Dat war deemools den Haaptpillier vun där nach jonker Finanzplaz. An den Här Werner, deen huet als Oppositionspriecher notament eng ganz Rei vu rechtliche Grënn ugefouert gehat, firwat sech deemools d'CSV dann enthalen huet.

Den Deputéierten Aloyse Bisdorff, deen huet dorop festgehale: „Ech hunn nach ni erlieft, dass d'CSV sech enthält bei engem Gesetzesprojet, deen op enger Direktiv vun der EWG berout. D'liberal Partei...“, sou de kommunisteschen Deputéierte weider, „...huet iwwerhaupt keng Stellung dozou geholl. Mir gesinn doran eng bestëmmt Schwankung...“, sou sot den Här Bisdorff, gell, „...e bestëmmt Malaise, ee Widersproch, deen dora besteet, dass eis Regierung...“, vun deemools, „...där hir Finanzen just op der Finanzplaz Lëtzebuerg opgebaut sinn, mat hirem wëllen Integratiounsbestriewen a Vereenheetlechung vun europäesche Finanzwiesen, grad an der Richtung leeft vun engem Ennergruewe vun der Finanzplaz Lëtzebuerg.“ Sou sot deemools den Här Bisdorff.

Mä d'Zäiten, déi hu sech, mengen ech, Gott sei Dank...

#### (Interruption)

Hien ass fortgelaf! Well ech hat em et virdu gesot. Mä d'Zäiten, Här Bausch, déi hu sech, Gott sei Dank, geännert. An dat, mengen ech, ass u sech eng gutt Saach.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Déizäit hu se nach ganz aner Saachen an d'Rei gesat.

► **M. Gilles Roth** (CSV), rapporteur.- Jo! D'Direktiv 2011, déi schreift sech elo an d'Stärkung vun dem EU-Bannemaart. Ech mengen, dat ass och e Plus u Steiergerechtheet. Deen, deen Steieren ze bezuelen huet, deen muss dat dann och maachen. An Zäite vu Kris a Staatsverschuldung mussen och aus allen Ecken Steierschulde festgestallt ginn, déi dem jeeweilege Stat dann zoustinn. Suen, déi op engem auslännesche Kont stinn, déi kënnen do keng Ausnahmen maachen!

Zum Schluss nach de politeschen Ursprung vun dëser Direktiv. Deen läit dann och beim G20-Sommet vu London vun 2009, deen eise Land nawell muncht Kappzerbriches deemools gemaach hat, well déi sougenannte Grouss - net onbedéngt ëmmer an der Taille -, déi haten de Steuerparadäiser de Krich erkläert an dobäi d'OCDE souzeseen iwwer Nuecht gezwongen, eist Land op eng verruffe gro Lëscht ze setze vun deenen net onbedéngt Kooperatiounswëlegen.

Mä well mir eise gudder Ruff vun enger zolitter a seriöser Finanz- a Bankplaz net wollten op d'Spill setzen, hu mir a Rekordtempo - villmë de Finanzminister - an eng 20 Duebelbesteuerungsofkommessen ee Passus dragesat, dass am Fall vun engem Verdacht op Steierhannerzëiung dat Land, wou de Steierzueler seng Suen higedroen huet, dozou ugehalen ass, all méiglech Informatiounen iwwer deen betrafene Bankklient erauszueréckelen.

Dat hu mir deemools ënner engem gewëssene politeschen Drock gemaach, an dës Gesetzesprojet schreift sech och an dee politesche Kontext an. Dat Gesetz, wat mir elo stëmmen, huet sécher, an dat soll ee kloer soen, en Impakt op verschidde Clienten op der Finanzplaz, besonnesch an dem Privat Banking. De Projet de loi, dee bedeit awer elo net d'Enn vun eiser Finanzplaz an och net vun dem Privatbankgeschäft.

D'Finanzplaz, déi huet schonns virun enger Zäit d'Zeeche vun der Zäit erkannt. D'Bankgeheimnis spillt sécherlech weiderhin eng wichtige Roll um Niveau vun dem Schutz vun der Privatsphär. D'Aktivitéit vun der Finanzplaz hänken awer net méi ausschlieslech vun dem Bankgeheimnis of. D'Finanzplaz vun haut, déi sicht virun allem gutt Clienten, déi hiert Verméige mat Kompetenz a Vertraulichkeet wëlle géieréiert kréien, an dat mat där néideger Transparenz géintwärtig de Steierautoritéit vun hiren Heemetslänner. Duerfir hu mir jo och virun zwee Méint hei an der Chamber de Gesetzesprojet iwwer déi sougenannten „Family-offices“ gestëmmt.

Här President, dat ware méi oder manner kuerz illustréiert de Kontext vun dësem Gesetzesprojet an och seng praktesch Implikatiounen. Ech verweise fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport.

D'Finanzkommissioun, déi recommandéiert jiddfalls, dësen Text ze stëmmen, an ech ginn och duerfir d'Zoustëmmung, Här Minister, vun der CSV-Fraktioun, an ech soen lech an de Kollege Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert kritt elo den Här Claude Meisch.

#### Discussion générale

► **M. Claude Meisch** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Gilles Roth als Rapporteur vun dësem Projet de loi villmools Merci soe fir seng detailléiert Presentatioun vun deemselwechten.

Hie selwer huet drop higewisen, dass mer hei e Schratt maachen an eng weider Richtung vun engem automateschen Informatiouns Austausch. En huet och nach eng Kéier drop higewisen, dass mer de Risiko lafen, dass mer duerch d'Hannerdier op eemol den automateschen Informatiouns Austausch kombinéiert tëschent dësem Gesetz an awer och Verhandlungen, déi nach um Lefe sinn, kréien. Dat weist eigentlech, op wat mer eis mussen astellen, wat fréier oder spéider kéint kommen.

Hie selwer huet awer och gesot, dass mer eng gewësse Kultur zu Lëtzebuerg hu vun der Confidentialitéit vu Finanzgeschäfte, eng Kultur, déi mer eis sécherlech och mussen erhalen, well se en Deel Identitéit vläicht vun dësem Land ass, en Deel net nëmme Geschäftsbasis - manner sécherlech wéi fréier -, mä en Deel awer och Image de marque vun der Finanzplaz, an datt dee Prozess, deen op der Finanzplaz schon zënter Längerem amgaangen ass, deen vun der Politik mat begleet gëtt, heiansdo mat ugestiwelt gëtt, a virun allem a ville Finanzinstitute awer jo scho seng Friichte gedroen huet, fir ewechzekomme vun enger Finanzplaz, déi ganz staark vum Bankgeheimnis ofhänkt, hin zu enger Finanzplaz, déi einfach gefrot gëtt, och international réputéiert ass wéinst der Qualitéit vun deene Services, déi hei ugebuode ginn, dass dee Prozess muss weidergoen.

An duerfir, jo, gëtt heimadder, mengen ech, d'Noutwendegkeet, fir dee Prozess weiderzeféieren a fir weider Schrëtt an d'Neiausrichtung vun eiser Finanzplaz kënnen ze maachen, gëtt déi nach eng Kéier ënnerstrach. Duerfir kann ech nëmmer deenen Opriff do zoustëmmen, dass Regierung a Finanzsektor selwer mussen weider an déi dote Richtung schaffen, fir prett ze sinn, wa mer dann awer eng Kéier de kompletten Informatiouns Austausch missten akzeptéieren, wou dat heiten, wéi gesot, just e Schrëtt an déi dote Richtung wäert sinn.

Mir als demokratesch Fraktioun wäerten dësem Projet de loi dann och eis Zoustëmmung ginn.

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo den Här François Bausch.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Jo, Här President, fir d'Éischt emol wëll ech och dem Här Roth Merci soe fir säi ganz gudder schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Et ass esou, dass deen hei Gesetzesprojet, mir hunn dee witzegerweis nom Fiskalpak heit an der Diskussioun, an et ass jo e bëssen och en Element vun engem Punkt, deen ech virdu beim Fiskalpak diskutéiert hunn, nämlech datt et och muss drëms goen, an de Länner an an der Europäescher Unioen derfir ze suergen, dass d'Einnahmesäit klappert.

Hei geet et ëm Steierhannerzëiung. An all Euro, deen an iergendengem europäesche Land feelt bei Steieren, déi geschëllt sinn, well Steierhannerzëiung gemaach gëtt, deen feelt herno och, wann et drëms geet, Schoulen ze bauen, wann et drëms geet, Infrastrukturen ze bauen oder Sozialprogrammer ze finanzéieren. Dat ass eben d'Essenz vun der Diskussioun, déi mer och am Beräich vun de Steieren an Europa dee Moment hunn. An an deem Sënn ass natierlech dee Projet hei e wichtige Projet, well et e weidere Schratt ass, fir ebe Steierhannerzëiung, also geschëllte Steieren, fir datt dat ënnerbonne gëtt.

Ech muss allerdéngs soen, ech hat awer e bëssen e Schmunzle gehat, wéi ech dat hei gesinn hunn, wéi mer virginn, well mir setzen de Projet jo net, déi Direktiv jo net ganz ëm, mä mir maachen dat hei an zwou Étappen, well natierlech déi zweet Etapp den Échange automatique virgesäit.

Op där anerer Säit wësse mer och, dass hei e Passus drasteet am Text, deen ebe seet, wa mer mat engem Drëttland Klauselen oder e Vertrag ofschléisse mat Regelen, déi méi wäit ginn, wéi déi, wat hei drasteet, da mussen déi och applizéiert ginn.

Bon, den Här Meisch seet, d'Bankgeheimnis kënn an d'Diskussioun respektiv den Échange automatique kënn an d'Diskussioun mat grousser Wahrscheinlechkeet duerch d'FATCA-Ofkommes, wat mer mat de Vereenegte State wäerten diskutéieren, an e seet, duerfir ass d'Méiglechkeet ginn, dass domadder den Échange automatique wäert kommen. Mir behaupten, dass net d'Méiglechkeet wäert gi sinn, mä datt se wäert kommen!

Den Échange automatique, wien nach dru gleeft, dass mer dee kënnen retten, laangfristeg, do soen ech lech, deen gleeft un de Kleeschen! Da kuckt lech emol un, wat an der Schwäiz geschitt ass a wéi d'Schwäiz huet misse par rapport zu de Vereenegte Staten noginn, a kuckt lech och emol déi Diskussiounen un, déi de Moment lafen am Kader vum G20. Do si jo nach aner Aspekter vu Betriebsbesteuerung, déi matkommen, vu Gesellschaftbesteuerung, déi mat draspillen. Dann ass et relativ kloer, wann een dann nach ënner dem Stréch den Drock kuckt, deen an deene meeschte Länner op der Welt besteet duerch d'Kris, an där mer dra sinn, an d'Verschuldung, déi et op där anerer Säit gëtt, ech mengen wéi gesot, da muss ee just nach un de Kleesche gleewen, fir ze mengen, et kéinten net nach méi streng Regelen nokommen.

Duerfir mengen mir eben, dass et wichtig wär a wichtig ass, dass een de Moment och - soit, dass ee vläicht hei nach e bëssen erëm Zäit fënn -, mä datt een awer d'Finanzplaz drop stellt an hëlleft drop anzustellen, dass deen Ament wäert kommen, an datt mer net weider hauséiere gi mat enger Illusioun, déi mat der Realitéit, déi mat Sécherheet wäert op eis duerkommen, (veuillez lire: näischt ze dinn huet).

Mä dat gesot, Här President, kënn mir dësem Gesetzestext natierlech nëmmer zoustëmmen.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Bausch. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- Merci, Här President. Ech mengen, mir hu mat dësem Gesetzesprojet e wichtige Projet virleien, well en dem Secret bancaire, wat déi steierlech Saachen ugeet, nun definitiv en Enn

setzt. An dat gëtt nach méi kloer 2015, wa mer den Text, d'Direktiv an der zweeten Etapp ëmsetzen. Mä elo scho muss ee festhalen, dass mer den total..., also alles, wat de Secret fiscal ugeet, wat d'Amerikaner ugeet, dass mer dat schonns opginn hunn. De FATCA-Accord ass vu Lëtzebuerg guttgeheescht ginn an en ass hei scho bei de Lëtzebuerg Banken applicabel.

Dat heescht datt, wann en Amerikaner hei Avoiren huet oder Virementen iwwer säi Kont ginn, da mussen 30% vun där Zomm zréckbehalde ginn, et sief dann, dass den Amerikaner kann nowiesen, dass en eng Steiererklärung an Amerika ofginn huet. An dat gëtt elo scho vun de Banken hei zu Lëtzebuerg applizéiert. Souguer bei deenen, déi duebel Nationalitéiten hunn, gesäit een, wéi dat an der Praxis elo scho geet.

Et ass also ganz wichtig, dass mer d'Banken, mä och d'Clienten doriwwe informéieren, wat elo hei soll geschéien. Mä nach gëtt et verschidde Saachen, déi relativ onkloer sinn. Dat eent ass zum Beispill - ech ginn nuren e puer Beispiller un -, datt e Sportler oder e Sänger, deen hei zu Lëtzebuerg optrëtt an deen e Concert hei ofhält oder soss eng sportlech Manifestatioun, do muss den Organisateur 10% vum Revenu zréckhalen. An anscheinend elo vum 1. Januar 2013 u soll dat dann automatesch am Pays de résidence matgedeelt ginn, wat déi Persoun do verdéngt huet.

Do ass et awer ënnerschiddlech, ob et elo e Sportler ass oder soss eng Persoun aus dem Milieu artistique, mä wann et e Politiker ass, deen aus dem Ausland heihinnerkënn a fir eng Konferenz 10.000 oder 20.000 Euro kritt, da gëtt dat net mat 10% zréckbehalen an et gëtt net am Ausland matgedeelt. An ech mengen, do muss mer op verschidde Plazen awer méi kloerheet hunn, ob déi Retenue à la source da generell ass an ob dat automatesch an all Kéieren dem Herkunftsland soll matgedeelt ginn.

Déi zweet Saach, déi ech bedauern, dass ass, dass mer net eng Iddi iwwerholl hunn, déi am däitsche Steuerrecht besteet. Dat ass, dass, wann eng Enquête administrative leeft wéinst Steierfroen aus dem Inland oder aus dem Ausland, dass dann awer déi Persoun, déi viséiert ass, doriwwe muss informéiert ginn an da kann iwwer d'Reféresgericht intervenéieren a kucken, wat da genau lass ass.

Dat ass eng Méiglechkeet, wou ech frou wier, wann d'Regierung déi géif envisagéieren, fir an engem nächste Gesetz virzugesinn. An ech wëll drop hiweisen, dass och d'Lëtzebuerg Bankenassociatioun an deem Sënn intervenéiert ass.

Et sinn nach eng etlech Saachen, déi an dësem Text relativ onkloer sinn. Well iwwerall a verschidde Gesetzestexten steet: „L'administration fiscale peut intervenir“, duerfir géif ech wënschen, dass d'Steieradministratioun eng Circulaire d'application vun dësem Gesetz géif erausginn, fir datt ee méi sécher ass, wéi se dës oder dat interpretéiert, an datt et net à la tête du client geet oder wéi just e Fonctionnaire aus der Administratioun dat just deen Ablack gesäit.

Dat ass dat, wat ee muss um steierleche Plang als Rechtssécherheet virzugesinn. Mä soss, mengen ech, geet de Projet de loi awer an d'Rei.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Här President, ech géif alle Kollegeen a besonnesch och dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roth, Merci soe fir säi Rapport, an och deenen, déi heizou geschwat hunn, well dës Gesetzesprojet en fait renforcéiert d'Kooperatioun tëschent de Steuerverwaltungen, wat näischt Anormales ass an enger Welt, déi vill, déi enk zesummenhängt. An engem Deel vun der Welt, deen zesummeschafft - mir hunn doriwwe beim Fiskalpak geschwat, mir schwätzen hei driwwer -, ass et och net normal, dass ee Weeër sicht, wéi déi Informatiounen kënnen richteg échangéiert ginn.

Ech deelen awer och d'Aschätzung, déi notament den Här Meisch hei gemaach huet, dass mer hei an engem Prozess sinn. E Prozess, deen en fait ugefaangen huet, géif ech soen, besonnesch am Beräich vun dem Informatiouns Austausch bei de Bankdonnéeën - wat hei net an dësem Traité, an dësem Gesetz direkt concernéiert ass, mä wat awer dozou spillt -, 2003, wou mer am Fong an Europa den Informatiouns Austausch, den automateschen, agefouert hunn. An zwee Länner kruten eng Ausnahme, nämlech Lëtzebuerg an Eisträich.

2009, rappéléieren ech, hu mer den Informatiouns Austausch op Ufro gemaach an deem Kontext, deen virdu vum Här Roth beschriwwen ginn ass: G20, OCDE. Elo kommen nei Elementer derbäi, déi een net onbedéngt 2003 konnt virausgesinn, mä datt awer och Deel si vun enger Evolutioun.



Dat eent, dat sinn effektiv d'Accordë mat Amerika. An do muss e Land sech froen: Wëlle mer mat där gréisster Ekonomie vun der Welt Relation-économiquen hunn oder net? Ech mengen, mir brauchen déi, notament eis Fongenindustrie, well an der Fongenindustrie si ganz vill Avoiren, déi aus Amerika kommen oder déi an Amerika investéiert ginn. Et ass also eng Fro vun ekonomeschem Wëllen, ob mer dat mat Amerika maachen oder net. An eis Aschätzung ass, well dat esou eng wichteg Ekonomie ass, dass mir wëlle mat Amerika dat maachen. An duerfir féiere mer déi Verhandlungen.

Déi aner Dimensioun, déi een net dierf vergiesen, ass, dass dee Modell, deen ee Moment..., deen eis Präferenz huet, vun der Quellesteier, dass deen och an der Relatioun tëschent Däitschland an der Schwäiz an engem Vertrag festgeschriwwen ginn ass, dass dee Vertrag awer am däitsche Parlament bei der däitscher Opposition, déi awer noutwendeg war am parlamentaresche System vun Däitschland, fir zoustëmme, net duergaangen ass. An do duerch stellt sech d'Fro, wéi deen Dossier generell an Europa an am Kontext vun Amerika evolueert.

Et ass richtig, well dat hunn ech viru Jore scho gesot, dass mir mussen eng Finanzplaz hunn, wou d'Clientë komme wëinst der internationaler Dimensioun, wëinst de Produkter, déi hei méi sophistiquéiert sinn a méi international ausgeriicht sinn, wéi op villen anere Plazen.

Ech erënneren u Strukturen wéi spezialiséiert Investmentfongen, wéi d'Sociétés de patrimoine familial an aner Strukturen, och e Gesetz iwwert d'Fondation patrimoniale, wat ech an deenen nächste Woche wëll an der Regierungseräbréngen, fir sécherstellen, dass mer vill Instrumenter hunn, déi Leit op Lëtzebuerg unzéien, fir do an engem legalen a steier-éierleche Kader hir Bankgeschäfte ze maachen.

Ech begrëssen och ausdrécklech, dass de Bankesektor selwer an enger fundamentaler Restrukturatioun ass zënter Joren. De Bankesektor huet viru Méint eng Charta virgestallt fir verschidde Regelen, déi dozou féieren, fir ethesch ze handelen a fir steieréierlech Clienten ze hunn, dass se selwer sech beweegt hunn, fir esou eng Charta op de Wee ze ginn, eng sougenannt „ICMA Charter“ mat internationale Standarden.

An d'CSSF huet och eng Circulaire erausginn, wou se de Banke recommandéiert, dass d'Charta bäizetrieden. Do leeft also ganz viles. An déi Clienten, déi haut op Lëtzebuerg kommen, kommen aus anere Grënn op Lëtzebuerg vläicht wéi déi, déi viru 30 Jore komm sinn.

An deem Sënn ass d'eng Evolusioun, déi net duerch dese Vertrag, duerch d'eng Gesetz, wat eng Ëmsetzung vun enger Direktiv ass, ännert. Den Här Roth huet op d', „clause de la nation la plus favorisée“ higewisen, déi net automatesch spillt am Fall vun Amerika, mä déi kéint spillen. An duerfir, mengen ech, ass et en Débat, dee mer mussen weider enk suivéieren.

Eng Ëmstellung vun der Bankeplaz ass noutwendeg. A mir mussen kucken, och en tenant compte vun de soziale Gegebenheiten op der Finanzplaz, vun den Aarbechtsplazen, wéi vill a wéi schnell mer Ännerunge kënnen maachen.

Dee leschte Saz ass vläicht deen an deem Kontext, fir ze soen - an dat ass eng generell Fro, déi mer eis mussen stellen, och an der Regierung: Waart een, an eppes gedréckt ze ginn, oder gestalt ee selwer d'Zukunft? An d'eng ass en Thema, wou mer mussen all zesumme mat eis nach eng kéier kucken, och an enger internationaler Finanzplaz ass net nëmmen d'Fro: Wat fir e Modell fanne mir besser? Mä: Wat fir e Modell kréie mer am beschte verkaaft, fir neie Wuesstum ze schafen, notament mat Clienten, déi vu méi wäit kommen, wéi aus den dräi Nopeschlänner?

An do kommen nei Clienten, notament aus Asien, aus dem Mëttleren Orient, wou déi Froen eng aner Dimensioun hunn, wéi dat an der Vergaangenheet mat de Clienten aus den dräi Nopeschlänner de Fall war.

An deem evolutive Prozess hoffen ech, dass ech kann op Gespréicher mat der Chamber zielen. An duerfir wëll ech och, och opgrond vun där Diskussioun, déi mer viru drun haten... D'Regierung ass net méi wéi Demandeur, fir an der Chamberskommissioun och an der Élaboration vun de Verträge mat der Chamber ze diskutéieren. Meng Offer steet also, fir och iwwer FATCA, d'Fiscalité de l'épargne, weider Kooperatioun tëschent de Steierverwaltung mat der Finanz- a Budgetkommissioun vun der Chamber an deenen nächste Wochen a Méint Gespréicher ze féieren.

Fir de Rescht soen ech Merci, dass hei eng breet Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojekt schéngt ze bestoen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Finanzminister.

Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 6455 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6455 ass ugehall mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;*

*MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;*

*M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen nächste Punkt ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6470, eng Direktiv iwwert d'TVA. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

#### **4. 6470 - Projet de loi**

##### **- portant transposition**

##### **- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;**

##### **- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;**

##### **- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

##### **Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Norbert Hauptert** (CSV), *rapporteur.* - Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojekt 6470 gesäit d'Transpositioun vun zwou europäeschen Direktiven an eis national Gesetzgebung vir.

Et handelt sech engersäits ëm den Artikel 4 vun der Direktiv aus dem Joer 2008 iwwert den Uert oder besser gesot d'Land, wou eng Déngschtleeschtung no den TVA-Bestëmmungen stattfënnt a wou mathin dann och d'TVA ze bezuelen ass, an andersäits ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv aus dem Joer 2010 iwwer gemeinsam Regelen an der Europäescher Unioun, wat d'Ausstelle vu Rechnungen am intercommunautaire Wueren- an Déngschtleeschtungsverkéier betrëfft.

Mat der Ëmsetzung vun der leschter Direktiv hunn d'Auteurs vum Projet profitéiert, fir d'Dispositiounen iwwert d'Facturatioun, déi an eiser TVA-Gesetzgebung op verschidde Plazen traitéiert ginn, fir déi an enger eenzeger Sektion ze regruppéieren, fir esou eng besser Iwwersicht iwwert dës Matière ze schafen an d'Géienwuerstellung vun eise Gesetz mat den europäeschen Direktive méi einfach ze gestalten.

Den Artikel I vum Projet bestëmmt d'Plaz oder an anere Wierder d'Land, wou déi laangfristeg Locatioun vun Transportmëttelen u Persounen, déi net der TVA ënnerworfen sinn, dat heescht un d'Ennkonsumenten, stattfënnt a wou déi Déngschtleeschtungen do der TVA ënnerworfen mussen ginn.

Bis elo war dat dat Land, wou den Déngschtleeschtungsbetrieb etabléiert war. An Zukunft soll et awer dat Land sinn, wou de Konsument säi Wunnsätz huet oder säi gewéinlechen Openthaltuert. Eng Derogatioun gesäit d'Direktiv fir d'Locatioun vu laanger Dauer vu Vergnügungsschëffer un Ennkonsumenten vir. Dës Locatiounen fannen do statt, wou se dem Konsument zur Verfügung gestallt ginn, ënnert der Konditioun, dass dat och den Uert oder d'Land ass, wou den Déngschtleeschtungsbetrieb seng Aktivitéiten ausübt.

Här President, et ass d'eng vum de leschten Dispositiounen vun der sougenannter Direktiv „Paquet TVA“ aus dem Joer 2008, déi mer an eis Gesetzgebung ëmsetze mussen, eng Ëmsetzung, déi keng allze grouss Répercussiounen op eis TVA-Recettë wäert hunn.

D'Transpositioun vun der leschter Dispositioun vun där Direktiv wäert mer spéitstens an zwee Joer hei diskutéieren. Et ass dat d'TVA-Dispositioun iwwert d'Bestëmmung vun deem Land, wou d'TVA vun de Liwwerungen aus dem Beräich vun dem elektronische Commerce un d'Ennkonsumenten erhuewe soll ginn. Dës Dispositioun wäert eis méi interesséieren a beréieren, well den Handel an deem Beräich eis haut ëmmerhin eng 700 Milliounen Euro un TVA-Recetten an d'Statskeess bréngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel II vun dem Projet gesäit d'Transpositioun vun der Direktiv 2010/45/UE vir. Dës Direktiv soll kloer Regelen iwwert d'Ausstelle vun de Rechnungen an d'Akloe vun der TVA op den tëschecommunautaire Liwwerungen an Acquisitiounen vu Gidder an Déngschtleeschtungen festleeën.

D'Direktiv huet besonnesch als Zil, éischens, d'Informatiounen, déi op enger Rechnung mussen stoen, ze harmoniséieren an ze vereinfachen; zweetens, kloer festzeleeën, wat fir engem Land seng Regelen iwwert d'Facturatioun sech applizéieren; drëttens, den Ënnerschied tëschent der materieller Rechnung, dat heescht, der traditioneller Rechnung op Pabeier, an der elektronischer Rechnung ofzeschaffen, a véiertens, d'Regelen iwwert d'Akloe vun der TVA op tëschecommunautaire Liwwerungen kloerzestellen an ze harmoniséieren, fir den Austausch vun Informatiounen tëschent de Länner ze beschleunegen a soumat méi effikass géint de Bedruch am Beräich vun der TVA virzegoen.

Donieft mécht d'Direktiv de Memberlänner d'Méiglechkeet, fir hire Kleng- a Mëttelbetriber e System de comptabilité de caisse unzebidden, méi attraktiv duerch nei Regelen, wat d'Deductioun vun der Virsteuer ubelaangt. Déi Betriber, déi esou e System wielen, hunn d'Recht, déi fälleg TVA eréischt dann ze bezuelen, wa se hir Rechnung och vum Client bezuelt kréien. Well dee System deene Kleng- a Mëttelbetriber entgéintkomme soll, däerfen déi Betriber, déi sech fir dee System entscheiden, keen Émsaz vu méi wéi 500.000 Euro d'Joer opweisen.

Den Artikel III gesäit Iwwergangsmoosname fir déi Betriber vir, déi sech ebe fir de System de comptabilité de caisse entscheet hunn. Den Artikel IV gesäit vir, dass d'eng Gesetz vum 1. Januar vun deem Joer a Kraaft triede soll.

D'Berufschamberen an de Conseil d'État hunn en Avis favorable vum Projet ginn. De Conseil d'État huet eng Rei Textëmännerunge proposéiert, deenen d'Kommissioun wäitgehendst entgéintkomme konnt.

Opgrond vun den Avisë vun de Chamberen a vun dem TVA (veuillez lire: Conseil d'État) huet d'Kommissioun dräi Amendementer zum Projet proposéiert, déi och am Avis complémentaire vum Statsrot guttgeheescht goufen.

D'Chamberskommissioun huet mäi Rapport an der Sitzung vum 19. Februar unanime approuvéiert a schléit dem Plenum vir, den Text esou, wéi en am Rapport hei unhänkt, ze stëmmen.

Ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hauptert. Ech mengen, dass war méi wéi komplett. Mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet kommen.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 6470 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6470 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;*

*MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Dann ass dat esou decidéiert.

Dee leschte Punkt fir haut de Mëtteg ass eng Aktualitéitsstonn, déi vun deene Gréngen ugefrot ginn ass iwwert den Tiefkühlwuereskandal. Hei ass d'Riedezäit nom Artikel 84 zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehale a gesäit Folgendes vir: Der Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minuten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fënnf Minuten, de Sensibilités politiques zwou Minuten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Etgen, Negri, Gibéryen an Urbany.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Kox als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

#### **5. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du récent scandale alimentaire autour de plats surgelés issus d'une production locale**

##### **Exposé**

► **M. Henri Kox** (déi gréng). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'industriell Liewensmëttelbranche ass ëm e weidere Skandal méi räich ginn. Queesch duerch ganz Europa gouf Pärdsfleesch an enger Rëtsch vu Fäerdegprodukter fonnt, wou keen esou e Pärdsfleesch hätt dierfen dra sinn. Sämt de Skandal an England opgedeckt gouf, kommen all Dag nei Produkter derbäi, déi falsch deklaréiert Inhaltstoffe enthalen.

##### **(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)**

Anstatt puert Rëndfleesch ass systematesch an deelweis souguer haaptsächlech Pärdsfleesch verwannt ginn. Lasagne, Penne, Ravioli, Tortellini, net nëmme vun No-Name-Firmaen, mä och vu ganz bekannte Marken - Findus oder Buitoni, eng Mark, déi vun Nestlé verdrifwe gëtt - sinn dovu betraff. Nudelzorten, Bolognaesoos an och souguer den „Köttbullar“ vun IKEA si belaaucht ginn duerch net deklaréiert Pärdsfleesch.

D'eng keng Kavaléiersdelikter méi, mä regelrecht maféies Virgäng, déi sech do ofspillen. Hei steet d'Gewinnmaximéierung ganz kloer am Vierdergrond an et gëtt bewosst op d'Tauschung vun Konsument gesat. D'eng léisst sech net duerch léif gemengte Rotschléi aus der Welt schafen, wéi: Et soll ee regional kafen oder selwer kachen. D'Verharmlosung ënnerstëtzt dës...

► **Une voix.** - Sidd Dir do dergéint?

► **M. Henri Kox** (déi gréng). - ...illegal Praxis vun Etiketteschwindel an der Täuschung vun dem Verbraucher.

##### **(Interruption)**

Ganz kloer, esou kriminell Machenschaften gehéiere bestrooft. D'Upassung vun den europäesche Reglementer iwwert d'Traçabilitéit,





den Étiquetage, d'Kontrollen an och d'Héicht vun de Sanktiounen - an dat ass ee vun de sprangende Punkten -, d'Héicht vun de Sanktiounen ass onëmgänglech.

Dëse Skandal weist, dass d'industriell Liewensmëttelbranche sech ähnlech wéi d'Finanzwelt verselbstständegt huet. Et huet eng physisch Entkoppelung vun de Liewensmëttel an de finanztechnesch Ofwécklung stattfonnt. Duerfir sinn d'Kontroll an d'Reckverfolgung vun den Inhaltstoffen ëmmer méi schwéier. D'Illustratioun vun deem „Pferdekarussell“, wéi d'Magazin „Spiegel“ a senger viregter Ausgab treffend geschriwwen huet, ass méi wéi bezeichnend. An d'Firma Tavola, mat Sëtz zu Capellen, steet do um Enn vun der Produktionskette vun dësen déifgefruerene Produkter.

De Konsument muss sech kënnen zu honnert Prozent op d'Etikette verloossen. Och wann an deem Fall - bis elo emol nach net - keng sanitär Konsequenzen ze befürchte sinn, sou weist dëse Skandal op en Neits d'Schwaachstelle vun de Liewensmëttelkontrollen, souwuel an der EU wéi och hei zu Lëtzebuerg, op.

Et stelle sech also zwee Niveaue fir Lëtzebuerg, engersäits den europäeschen an zweetens de Lëtzebuerg, nämlech bei der Ëmsetzung vun den EU-Reglementer an -Direktiven, der Upassung vun de Liewensmëttelkontrollgesetz an der Kontroll vun der Anhalung vun dëse Gesetz um Terrain.

Duerfir stelle sech déi gréng eng ganz Rëtsch vu Froen, an ech hunn och déi Froen zesumme geschriwwen, déi ech lech gären herno wëllt iwwerreechen, well et sinn der eng Abberzuel. An ech wëll se awer eenzel opzielen an derbäi och eis Meenung dozou deels soen.

Fir d'Éischt wëlle mer wëssen natierlech, wéi wäit dee Skandal hei a Lëtzebuerg dann och nach weider..., oder wéi wäit Lëtzebuerg dermat betraff ass. Gëtt et aner Firmae wéi just Tavola? Wéi vill Produite sinn dann elo effektiv och betraff hei am Land? Et héiert ee vun enger ganzer Rei vu Produkter.

An dann nach eppes, wat e bësse stéiert, wat och an der Press ze liesen ass: Firwat huelen d'Ministèren an eisen Nopeschlänner allequerten zousätzlech Mesuren a lancéieren Ak-

tionspläng, währenddeem hei zu Lëtzebuerg net direkt eppes geschitt an näischt ze héieren ass?

Ass da bei eis alles an der Rei? Schliesslech war Lëtzebuerg jo zimlech fréi als Ursprungsland vun der Lasagne identifizéiert ginn. Si bei eis keng zousätzlech oder méi streng Kontrollen, méi streng Normen a méi streng Sanktiounen néideg?

Et gouf vun lech, Här Gesondheetsminister, och gesot oder behaupt, d'Firma Tavola, dass dat eng vun de meeschkontrolléierte Firmaen ass. D'Fro stellt sech: Wéi oft gëtt dann hei a Lëtzebuerg pro Joer esou eng Firma kontrolléiert? Wéi eng Échantillone ginn ënnersicht, fir och ze wësse vis-à-vis vum Client, wat alles do kontrolléiert gëtt? Wéi eng Aarbechtsschrëtt ginn zousätzlech do kontrolléiert? A fir d'Kontroll an de Kontext vun deem Skandal ze setzen: ob déi Fleischprodukter, esou wéi se hei ugeléiert ginn, och entsprechend da kontrolléiert ginn.

Wéi vill Liewensmëttelproduktionsbetreiber sinn dann nach am Fall, oder gi mer hei dovun aus, dass just Tavola hei eng betraffe Firma duerstellt? Ginn déi all regelméisseg kontrolléiert? Vu dass d'Tavola laut lech jo mat am meeschte kontrolléiert gëtt, wéi vill méi nidreg ass dann d'Kontrollfrequenz bei deenen anere Firmaen?

An dann hu mer jo och eng Abberzuel vu Kontrollorganer. Wéi ee Kontrollorgan mécht da schlussendlech d'Kontroll um Terrain? Ass et de Service vun der Sécurité alimentaire? Sinn et d'Veterinären? Oder ass et den Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire? Wéi oft gi si mat op den Terrain, fir dat ze maachen?

Hu mer dann och iwwerhaupt déi néideg Leit an och Moyenen, fir déi Kontrollen um Terrain duerchezéien? Och do héiert een an de Kulissen, dass dat am Endeffekt net de Fall ass. E weidere Fall ass, wa mer da kontrolléieren a wëllen testen, hu mer d'Moyenen, fir déi Tester hei a Lëtzebuerg duerchzuführen? Wa jo, wou a wéi?

Mir gesinn nieft dem ugangs erwähnte feelenden Aktionsplang nach eng weider flagrant Diskrepanz par rapport zu eisen Nopesch-

länner: Iwwerall goufe séier zousätzlech Analysen, speziell och DNA-Analysen, duerchgefouert an eng Rëtsch Produiten doduerch aus dem Handel geholl, ausser - wann ech den Aussoe vun der Veterinärinspektioun gleewen -, ausser hei zu Lëtzebuerg. Da kann een da froen: Firwat goufe keng esou Genanalysen duerchgefouert? A wann der elo duerchgefouert ginn, wou sinn d'Resultater a wie mécht dann déi um Terrain?

Firwat ginn an deenen eenzelne Firmaen, well dat och am Ausland de Fall ass..., an deene grouse Firmaen an Däitschland goufen eegestänneg Kontrollen duerchgefouert, ginn och bei Tavola ähnlech Kontrollen duerchgefouert?

Dann, wa festgestallt gouf, ob eng Kontroll..., ob e Produit da mat iergendengem oder fälschlech verseuchte Produit bäigemécht gouf, do gëtt et och Grenzwärter: Wéi ass de Grenzwäert hei a Lëtzebuerg? Gëtt et e Grenzwäert 0%? Gëtt et en 0,5%, oder wéi an Däitschland, wou se 1% net deklaréierten Undeel kënnen erlaben?

Dann huet sech an der leschter Zäit eng Firma oder en Institut ganz staark gemaach, dee méttlerweil Tester ka virweisen. Dat ass den Fraunhofer-Institut für Molekularbiologie und Angewandte Oekologie, déi et fäerdegrëngen, net nëmmen eng Déferenzort oder eng Fleischzort ze identifizéieren bei enger Kontroll, mä déi maachen et méiglech, dass gläichzäiteg bis zu 50 Déierkontrollen kënnen duerchgefouert ginn. Si mir à même, déi Kontrolle kënnen ze iwwerhuelen?

De Gesondheetsminister sot och, engersäits selwer kachen - do hutt Der scho virdu kuerz drop reagiert -, an den Här Schneider sot, mir sollte regional kafen. Ech denken,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Jo.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ...Dir hutt direkt en Alliéierten un eis, fir déi regional Produite kënnen ze maachen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Voilà! Voilà!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ...mä kommt, mir sinn awer net naiv. Mir wësse ganz genau, dass mer all eis Liewensmëttel...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Richtig!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ...hei a Lëtzebuerg guer net kënne liwweren, insbesondere am Geméis. Ech mengen, do ass et jo defizitär sonnergläichen! Knapps 2% produzéieren mer selwer hei a Lëtzebuerg vun deem, wat mer verbrauchen. Ech mengen, a verschidden anere Produite si mer Exporteur, mä am groussen Deel kënne mer net eleng op déi regional Produiten zréckgräifen, also si mer gezwongen, op e System zréckzegräifen, dass mer awer vis-à-vis vum Konsument dat néidegt Vertraue kënnen opbauen. Also ass Kontroll gutt.

Och datselwecht: kachen. Ech mengen, Dir kacht gären, ech kache gären, awer eleng och do, mengen ech, si mer méttlerweil als Gesellschaft op ville Punkten...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Et hëlleft awer e bëssen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Et hëlleft villes! Mä Dir wësst ganz kloer, dass der ganz vill musse mëttes zréckgräife vläicht op Fäerdegräifprodukter, an da muss och dee Moment d'Garantie gi sinn, dass déi néideg Produiten och zréckzefanne sinn am Produit,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Richtig! Richtig!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ...an da musse mer och déi néideg Kontrolle maachen.

An dat geet just iwwer verstärkte Kontrollen aus eisen Déngen, an net just Selbstkontroll. Och dat huet sech erëm erweisen, dass d'Vetraue vun der Politik a ville Beräicher, dass d'Firmaen hir Selbstkontroll solle maachen, seng Grenzen huet. Mir gesinn dat am Beispill vun der FEDIL, zum Beispill beim CO<sub>2</sub>. Och do hu mer erausfonnt, dass dat net dee richtege Wee ass.

Also, mir brauchen onofhängeg staatlech Kontroll, an da mat passenden, ofschreckende Sanktiounen! Wann nämlech d'Gewinnmaximierung vill méi, eng dausendfach méi héich ass wéi d'Kontroll oder d'Strof, déi bei engem Vergehen do ass, krieie mer net dat néidegt Resultat um Terrain.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Da muss mer awer och erwähnen, dass d'Kontroll vun de Liewensmëttel jo nach ëmmer op engem Gesetz berout aus dem leschte Jorhonnert, vun 1953. Dat ass eng Zäitchen hier. Dat war souguer virum Réimesche Vertrag. Mëttlerweil huet sech an der Europäescher Unioun ganz vill gedoen. An och do verlaange mer eng Upassung vun den néidege Gesetzgebungen.

Da bleibt awer och d'Ëmsetzung vum EU-Reglement 1169/2011.

**(Interruption)**

Ech kommen zum Schluss. Ech wëll nämlech duerno eng Motioun déposéieren, wou ech op all déi Punkten zréckkommen, déi ech hei an der Ried erwähnt hunn, sou dass ech och den Dépôt dann duerno vun der Motioun maachen. Ech erlabe mer dann, zwou Minutten dovunner ze huelen.

Ech kommen nach eng Kéier just op dat Reglement. Dat Reglement, dat muss onbedéngt ëmgesat ginn. Dat ass, wéi gesot, d'Reglement 1169/2011 iwwert d'Informationspflicht fir de Konsument am Beräich vun de Liewensmëttel. Wann et erëischt sollt Enn 2014 ëmgesat ginn, géif ech mengen, dass mer dat sollte virzéien.

Dann zum Schluss ee vun de wichtigste Punkten awer vun eis, een, vun deem mir erkannt hunn, dass et dee gréisste Problem hei zu Lëtzebuerg ass: dass mer keng ganz kloer Prioritéit bezüglech dem Konsumenteschutz hunn.

De Moment sëtze mer elo (veuillez lire: zu dräi do): Dir sëtzt zu zwee Ministeren, zwee Ministere, en drëtten, dee gradesou en cause ass, vläicht net souguer dee wichtigsten, nämlech dee vum Handelsministère, also vun der Ekonomie. Mir hunn also op ville Schëlleren e Konsumenteschutz. Dee muss regroupéiert ginn. Dat ass eiser Meenung no just do déi eenzeg Äntwert drop, dass mer endlech op de Wee gi vun engem Lëtzebuurger Verbraucherschutzministerium, wou mer sämtlech Kompetenzen, sämtlech Iwwerpräiwungen, sämtlech Organer zesumme regroupéieren.

An dat wär d'Top-Prioritéit. Net fir déi nächst Regierung, mä dat ass an eisen Aen schonn déi wichtigst Prioritéit. Well dat ass d'Konsequenz aus deem Skandal, nämlech hinzuschaffen net nëmmen op eng Opstockung vun de Gesetzmeissegkeeten (veuillez lire: gesetzleche Méiglechkeeten), mä d'Ëmsetzung um Terrain schéngt fir eis dat wichtigst Uleies ze sinn!

Wéi gesot, ech wëll dann eng Motioun déposéieren, wou mer op déi eenzel Punkten nach eng Kéier drop zréckkomm sinn, insbesondere wäit d'Zesummeschloe vun de Kompetenzen an ee Ministère ubelaangt respektiv d'Verstärkung an d'Ëmsetzung vun den néidege Reglementer a Gesetze, déi de Moment en vigueur sinn. An ech erlabe mer dann och, lech dee Froekatalog vun deene sëlliche Froen, déi mer eis gestallt hunn, ze iwwerreechen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

*- vu la répartition des responsabilités actuelles en matière de contrôles alimentaire et sanitaire sur plusieurs ministères et organismes, qui ont parfois des objectifs différents;*

*- vu la globalisation et la complexité croissante du commerce agroalimentaire de même que les difficultés des autorités publiques pour mettre en place une structure de contrôle efficace sur le terrain;*

*- considérant que le catalogue actuel des sanctions en cas de fraudes dans le domaine alimentaire est partiellement flou et insuffisamment dissuasif;*

*- considérant que le règlement européen n°1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires ne va élargir qu'à partir de décembre 2014 l'étiquetage des aliments au-delà des viandes bovines, poissons, fruits, légumes, œufs, miel et huile d'olive actuels;*

*- rappelant que ce règlement étendra les règles d'étiquetage à la viande fraîche de porc, de mouton, d'agneau, de chèvre et de volaille, tandis que ces viandes utilisées comme ingrédients dans d'autres produits échapperont aux nouvelles règles;*

*demande au Gouvernement*

*1) de regrouper tous les services en charge de la sécurité alimentaire et de la protection des consommateurs sous la tutelle d'un seul ministère, voire de créer à cette fin un nouveau Ministère de la Protection des consommateurs;*

*2) de mettre en œuvre dès à présent une réforme des sanctions applicables en matière de fraude afin d'aboutir à un catalogue complet, graduel et dissuasif;*

*3) de renforcer aussi bien les ressources humaines des services de contrôle sanitaire et alimentaire que les capacités d'analyses des laboratoires publics nationaux;*

*4) de faire pression au niveau européen afin d'aboutir le plus rapidement possible à un renforcement des règles d'étiquetage aussi bien pour les aliments frais que pour les ingrédients de produits composés ou transformés.*

*(s.) Henri Kox, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.*

► **Mme le Président.**- Merci dem Här Kox. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Merci, Madame Presidentin. An dëser neier traureger Episod vun enger endlos laanger Lëscht vu Liewensmëttelskandalen geet et, wa mer dat e bësse méi am Detail kucken, guer net ëm d'Päerdsfleesch selwer, mä et geet ëm deen dacks onduerchsichtige Maart vun der Alimentatioun, ëm eng absolut Profitmaximisierung an awer och ëm d'Iwwerliewensstrieue vun de Betriber um Marché, engem Marché, deen ëmmer méi haart gëtt a wou dann de bekannten „Konsumentenuschass“, fir et emol esou ze soen, dobäi eruskénnt, un deemselwechten awer de Konsument och dacks net onschëlleg ass.

De Problem ass, wéi gesot, net d'Päerdsfleesch selwer. Ënnert deenen etlechen heibannen an och dobaussen, déi elo jaitzen, déi sech ugëeekelt spieren, sinn der awer och schonn eng etlech derbäi, déi e Päerdsbifdek mat Fritten an Zalot giess hunn. Dat ass jo net schlecht, wann een dat gären huet a wann een net grad Vegetarier ass. Et si jo net nëmme Vegetarier heibannen.

An dann: Firwat si mer all esou schockéiert, froen ech mech och an de leschten Deeg, bei engem Päerd? Well et esou schéin ass? Well mer drop reiden? Bei Kou, Hong, Schwäin oder Kanéngche wiere mer alleguerter sécherlech e bësse méi roueg. Et wier sécher keen esou e Gedäisch dobaussen, wa Pouletsfleesch an der Lasagne fonnt gi wier. Mä Kou, Hong, Schwäin oder Kanéngchen hunn ebe keng esou eng Lobby wéi d'Päerd, mä grad wéi dëst si se och net doutgeheimelt ginn, wa se da bis um Teller leien!

Mä de Problem, Dir Dammen an Dir Hären, ass e ganz aneren. Duerfir, kommt, mir halen op, just iwwert de Päerdsfleeschskandal ze schwätzen. Mir mussen och iwwer all déi aner Skandalen schwätzen, déi et an der Vergaangenheet gouf an déi et och an der Zukunft wäert ginn. Dovu sinn ech iwwerzeegt - leider!

Well bis elo hu mer jo näischt aus deene Geschichten do geléiert, an Dir wäert gesinn, esou wéi d'Vergaangenheet dat weist, dass déi Skandaliiwwerschrëften hei nach e puer Wochen an der Press sinn, an da gëtt sech ëm aner Sujete gekëmmert. Entre-temps si mer jo och scho bei den Eeër.

Hätte mer net scho missen no BSE léieren, no Gammelfleesch, Pestiziden um Uebst a Melamin an der Mëllech, no dem Dioxin-Skandal am Kalleffleesch, fir nëmmen dës ze nennen? Hu mer awer net! Firwat? Ma well et bëlle muss sinn! Bëlle, ëmmer erëm an ëmmer méi. Alles däerf eppes kaschten, do gëtt sech der Decken no gestreckt, just bei de Liewensmëttel net. Déi däerfen näischt kaschten. Dat huet sech an deene leschte Joren an eis Käpp agebrannt.

Wa soss de Poulet, eng Schwéngskotlett, e Bifdek oder e gutt Stéck Brot mat Respekt an net ze dacks opgedesch gouf, mussen et halt all Dag Filetsstécker sinn, awer wann ech helift aus der Promotioun! Dausend Gramm Lasagne fir 2,99 Euro, 500 Gramm Gehacktes fir 1,79 Euro, 150 Gramm gekachten Ham fir 1,49 Euro an dann och nach eng Dosen Eeër drop fir 99 Cent.

Hei misst et dach jiddwerengem aliichten, dass eppes net ka stëmmen. Mech perséinlech, Dir Dammen an Dir Hären, eekelt et, et eekelt mech, wa Fleesch an de Reklammebliedercher bradiert gëtt!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Ass dat ethesch ze verrieden? Egal wéi, d'Haaptsaach et gëtt kaaft!

An d'Politik, jo, d'Politik, Dir Dammen an Dir Hären, déi leeft dës Kéier wéi déi aner Kéieren och schonn erëm der Saach hannendrun. Haut maache mer en Zéng-Punkte-Plang fir eng besser Kontroll, eng Direktiv géint falschen Etiquetage, muer dëst an iwwermuer dat.

Net, dass Der mech falsch verstitt: Et ass enorm wichtig, dass reagiert gëtt, mä et ass ëmmer en Hannendrun. De pervers haarden Drock vum Maart no ëmmer méi bëlle, no forcément ëmmer méi Parts de marché mécht d'Die-

ren op fir ëmmer nei Gangstereien. Am Endefekt sinn der krimineller Energie keng Grenze gesat. Et ass e bësse wéi bei der Dopingbekämpfung am Sport, do si se och ëmmer hannendrun.

Dir Dammen an Dir Hären, et heescht, endlech de Konsument, an am beschte vu Klengem un, opzklären an ze sensibiliséieren. Mir mussen ganz sécher eng Traçabilitéit aféieren, déi sécher an novollzéibar ass, en Etiquetage maachen, deen net méi ka gefälscht ginn. Do ass sécher mat der Technik haut villes méiglech. Mä et heescht virun allem, an d'Käpp vun de Leit kréien, dass e Bifdek, een uerdentlechen, wou d'Béischt och zäit senges Liewens eppes vu senger Zäit hat, net fir näischt ze kréien ass.

Ech froen lech: Muss mer eis Steaken aus Argentinien iessen, Pouleten aus China, Strauss aus Australien? Muss et Ham sinn, wou d'Schwäin, ier et geschluecht gëtt, Dausende vu Kilometeren duerch Europa gefouert gëtt, fir et da mat engem südeuropäesche Label hei an der Promotioun ze hunn?

Muss et, an da kommen ech zum Schluss och erëm bei eis Päerd, amerikanescht Päerdsfleesch sinn, geschluecht a Mexiko oder Kanada, dat via d'Belsch an Holland op den europäesche Marché kënn? 25.000 Tonnen am Joer 2011!

Mir mussen eise Kanner, Dir Dammen an Dir Hären, bäibréngen, dass dat, wat an der Barquette dran ass, emol eng Kéier e liewegt Stéck Véi war an dass mer eis solle bewosst sinn, dass et dat net zum „Geiz ist geil“-Tarif ka ginn.

Mir schéide jo gären deieren Uelech an eis schéin Autoen, da kommt, mer stiechen och héichwäerteg Wuer, am beschten aus eise Géigenden, an eis eran. Dat misst eis jo op d'mannst esou vill wäert si wéi de Vehikel an der Garage.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Merci dem Här Eischen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Etgen.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Madame Presidentin, Kolleginnen a Kollegen, de Skandal mam Päerdsfleesch huet breet Kreesser gezunn. Den eigentleche Skandal ass awer, dass de Konsument sech net op d'Liewensmëttelindustrie verlosee kann.

Den Etiketteschwindel, deen éischer duerch Zoufall opgefall ass, weist eis, wéi mat eis als Konsument gespilt gëtt. D'Leit hunn d'Kontroll iwwer hiert lesse verluer. Et weess een net méi, wat een ésst. A jiddweree weess, deen nächste Skandal kënn bestëmmt. Mä mat all Skandal kréien d'Fraudeuren d'Liewe méi schweier gemaach, wann nei Kontrollen a besser Kontrolle geschäfe ginn.

Haaptuerderung muss awer eng obligatoresch Herkunftszeechnung fir all Veraarbechtungsprodukter sinn. Bei Fäerdegprodukter muss dat dra sinn, wat dropsteet. Mä och da bleibt Spillraum, fir ze fuddelen, well d'Wuerstréim ze vill oniwwersichtlech sinn. Et gëtt net genuch Kontrollen, et feelt un haarde Sanktiounen, et dauert ze laang, déi verschidden Organer sinn net gutt genuch vernetzt.

Dat géllt och fir Lëtzebuerg. Am Alldag léisst d'Zesummenaarbecht vu Veterinärinspektioun an de Servicer vun der Santé ze wënschen iwwreg. Déi finanziell a personell Ressourcé ginn net duer. Den heitegen Handelsdickicht ass zu engem System vu feelender Responsabilitéit verkomm. De Schwaarze Péiter gëtt hin an hier gerecht, vun dem Discounter zu den industrielle Veraarbechtungsbetriber zum rumänesch Päerdsmetzler. Et gëtt genuch Regeln. Si mussen just à cent pour cent respektéiert ginn. Den Handel muss awer méi licht haftbar gemaach kënnen ginn.

Fir d'Demokratesch Partei ass et wichtig, effikass Kontrollmechanismen anzeféieren an op EU-Niveau méi zesummeschaffen, besser ze kommuniquéieren, fir méi Informationsaustausch tëschent de Länner ze kréien, sou dass iwwert de Schnellwarnsystem vun der Europäescher Gemeinschaft, den RASFF, bedenklech oder gesondheetsschiedlech Produkter direkt vum Maart kënnen geholl ginn.

Wann duerch kriminell Machenschaften oder duerch d'Geldgier vun dubiéise Geschäftsleit Mäert abrieche, Akommesabousse fir ganz Branchen niewent de gesondheetleche Risike fir eis Konsumenten d'Resultater sinn, da mussen déi Responsabel och zur Rechenschaft gezu ginn an deementspriedend bestrooft ginn.

D'DP betount, dass fir d'Fleeschindustrie mindestens esou streng Regeln agefouert mussen ginn a selbstverständlech och kontrolléiert ginn, wéi se vun de Bauere schonn zënter Joren agehale ginn. All Källefchen, wat op d'Welt kënn, muss direkt an eng Sanitel-Datebank agedroe ginn, a beim Verkaf mussen d'Béischte

registriert ginn, mat der Angab och vum Keefer. Dat géllt fir all Bauer, fir all Kallef, Rand oder Kou. Bei feelerhaften Angabe muss de Bauer...

**(Brouhaha général)**

► **Une voix.**- Très bien! Très bien!

► **Une autre voix.**- Keng Ausnahmen!

► **Une troisième voix.**- Wie mengt Der domadder?

**(Brouhaha général et hilarité)**

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Bei feelerhaften Angaben...

► **Mme le Président.**- Ech bieden lech...

► **Une voix.**- Keng Nimm!

► **Une autre voix.**- Da loosst den Här Etgen schwätzen!

► **Mme le Président.**- Loosst wann ech gelift den Här Etgen weiderfueren!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- All Bauer huet déi Obligatiounen. Bei feelerhaften Angabe muss de Bauer mat finanzielle Sanktiounen rechnen. Dëse System ass opwendeg, mä wéi gesot zënter Jore Standard an der Landwirtschaft. Wéi sou géllt dat net fir d'Fleeschindustrie?

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Kann ech dem Här Etgen eng Fro stellen?

► **Mme le Président.**- Här Etgen, sidd Der d'accord, dass Der vum Här Clement eng Fro gestallt kritt?

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Jo.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Ech woll lech emol just froen, ob Der schonn eng Kéier d'Méiglechkeet hat, an eng Metzlerie ze kucken oder am Cactus d'Fleesch ze kucken. Och do steet drop, wou et hierkënn. Dat ass d'Fleeschindustrie zu Lëtzebuerg. Wéi et a Mexiko ass, kann ech net soen. Mä dat wäert Dir och warscheinlech net wëssen. An der Fleeschindustrie zu Lëtzebuerg steet och op deene Stécker, wou d'Vei geschluecht ginn ass, wou et op d'Welt komm ass a wou et hierkënn.

**(Brouhaha)**

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Jo. Dat ass genau dat, wat den Här Clement elo gesot huet, wat ech am Fong geholl wollt soen. D'Landwirtschaft huet am Fong geholl déi Verpflichtung. Mä do geet dat da bei d'Fleeschindustrie, d'Industrie, déi déi Verpflichtung am Fong geholl net huet, fir am Fong eng ganz genau Herkunftszeechnung sollen ze hunn.

Duerfir soen ech och als Demokratesch Partei, dass all Wuerebewegungen, net nëmmen am Fong geholl vum Béischt selwer als Ganz, awer och vun de Produkter hannendrun, mussen transparent dokumentéiert ginn, wou een de Wuerefloss zu all Moment zréckverfolle kann. Soss si jo all déi Efforten, déi de Moment mussen vun der Landwirtschaft gemaach ginn, soss sinn déi jo fir d'Kaz.

**(Hilarité générale et brouhaha)**

► **Une voix.**- Elo hu mer geschwënn en Zoo hei!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Madame Presidentin, mir brauchen e leidenschaftleche Plädoyer fir Qualitéit a Regionalitéit. Wier et net esou lues un der Zäit, endlech d'Regionalitéit vun eisen héichwäerteg Produkter aus Lëtzebuerg oder aus der Groussregioun - quasi aus der Regioun fir d'Regioun - ervirzehiewen?

D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt all d'Efforten, dass mer méi transparent Qualitäts- an Herkunftskritäre vun eise Liewensmëttel kréien mussen, mat enger klorer Kennzeechnung.

Madame Presidentin, et géllt, op verschiddenen Niveauen déi richteg Konklusiounen aus dem leschte Skandal ze zéien: éischstens, eng méi staark gesetzlech Verpflichtung zu Eegekontrolle fir d'Liewensmëttelwirtschaft; zweetens, eng bindend Informationspflicht fir d'Betriber; drëtens, méi Kontrollen, fir d'Sécherheet an d'Qualitéit vun der Chaîne alimentaire ze garantéieren; véiertens, méi haart Sanktiounen fir d'Fuddeler.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Merci dem Här Etgen. Dann ass den nächste Riedner den Här Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat een um sougenannte Päerdsfleeschskandal am meeschte beonrouegt, ass, dass en eigentlech éischer zoufällig un d'Daagslicht komm ass an dass d'Dimensioun an



d'Ausmooss dovunner nach guer net ofzesinn ass.

De 16. Februar goung Rieds vu 750 Tonne Flesch, 4,5 Milliounen Platen, déi an 13 verschidde Länner verkaaft gi sinn. An au fur et à mesure wéi d'Ennersichunge viruginn, sinn déi Zuelen amgaangen, wéi Der alleguete wéss, permanent ze klammen.

An Amerika gëtt et och elo e Fleschskandal, an am Norde vun Däitschland ee mat Bio-Eeër. Dës Skandal, d'Analys dovunner an d'Iwwerleeung, wéi een esou eppes an Zukunft ka verhënnere, ëmfaasst fir mech verschidde Aspekter oder Beräicher: éischters, d'Responsabilitéit vun de Produzenten an all deenen, déi bei der Hierstellung, der Vermaartung an dem Transport intervenéieren, bis de Produit beim Konsument ukënnt; zweetens, d'Responsabilitéit vum Konsument an d'Konditiounen, fir dass en déi Responsabilitéit ka voll a ganz iwwerhuelen, an drëtens, de legale Kader dovun natierlech.

Wat dee leschte Punkt ugeet, wëll ech gläich betounen, dass mengem Verständnis no hei kee Problem vun der Traçabilitéit ass, esou wéi se am EU-Recht definéiert ass. Vun deem Moment un nämlech, wou d'Päerdsflesch fonnt gouf, wat eigentlech sollt Rëndflesch sinn, huet et net schrecklech laang gedauert, bis gewosst war, vu wou dat Flesch koom, vu wem et bestallt a verkaaft gouf, wou et verschafft gouf a wéi e Wee dat Flesch gemaach huet, bis et an de Regaler louch.

An deem Sënn war d'Traçabilitéit garantéiert, net awer d'Kontroll, fir dat ze verhënnere, wat et leider iwwerall gëtt, nämlech ganz einfach Bedruch. A wat d'Weeër méi wäit sinn a wat méi Tëschenhändler optrieden, wat d'Méiglechkeete fir esou e Bedruch nach méi grouss ginn. Net nëmmen de Risiko vu Bedruch geet erop, mä och allméiglech aner negativ Auswierkungen, well deemno vu wou déi Wuer kënn an duerch wéi eng Länner se transitéiert ass, gëllen zum Deel och aner Regeln, zum Beispill wat d'Sécurité sanitaire ugeet, mä och, wat d'sozial Rechter an Ëmweltkritären ugeet.

Gläichzäitig ass och kloer, dass net all eenzel Fleschliwwerung oder aner lesswuer ka kontrolléiert ginn. An deemno sinn och an Zukunft weider Fäll vu Bedruch an deem Beräich net ausgeschloss. Wat awer net heescht, dass näischt ka gemaach ginn, fir d'Situatioun ze verbessern.

Do, wou muss ugesat gi menger Meenung no, dat ass beim legislative Kader, dem europäeschen an och eisem nationale Regelwierk, dat iwwerschafft muss ginn an deem Sënn, dass de Konsument eng gréisstméiglech Transparenz gebuede kritt, fir kënnen en connaissance de cause opgeklärte Choixen an Entscheidungen ze huelen.

De franséischen Universitëitsprofessor François Collart-Dutilleul huet an engem Artikel am „Monde“ vum 18. Februar sënngeméiss geschriwwen: D'Matière première agricole an och déi weiderverschafften lesswuer wiere Produiten, déi all Mënsch géif brauchen, fir ze liewen, an dierften deemno net wéi aner Wuere gesinn a behandelt ginn. Eise System awer géif fir d'Alleréischicht déi fräi Wirtschaft an d'Realisatioun vu Profitter grad wéi déi fräi Zirkulatioun vun de Gidder an de Mëttelpunkt stellen, ouni awer dem Consommateur effikass Méiglechkeeten ze ginn, fir sech doran erëmzefannen a bewosst a fräi d'Choixen ze maachen opgrond vun Informatiounen iwwert den Ernährungswäert, de Goût, d'Ëmweltbelaaschtung an de sozialen Hannergrond vun den lesswueren.

Als Beispill: Et wier vläicht et interessant ze wëssen, wou de Weess hierkënn, mat deem den Deeg vun der Lasagne gemaach gouf. Et géif sécher enger Rei Leit hir Décisioun beaflossen, wa se op d'mannst wëissten, ob dese Weess aus engem ränche Land kënn oder aus engem aarme Land, wou d'Leit selwer net genuch ze iessen hunn. Dat Bewosstsäin ass bei der Majoritéit vun de Leit net onbedéngt ganz ausgeprägt, well dat am Fong vum Maart och net wierlech esou gewollt gëtt. Bis elo goung et just drëms, dass de Produit esou bëleg wéi méiglech ass.

De franséischen Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) huet festgestallt, dass zënter 1960 an 2007 den Undeel vun den Ausgabe fir d'lesswueren am Budget vun den Haushalter vun 38% op 25% erofgaangen ass. An do muss och de Konsument sech bewosst ginn: Wat d'Praisser méi niddreg sinn, wat de Risiko méi héich ass, dass d'Qualitéit net déi allerbescht ass.

Ech denken, do muss en Ëmdenke kommen. Et kann net weider just drëms goen, esou vill wéi méiglech fir esou mann wéi méiglech Käschten ze produzéieren. An dobäi sollen dann och nach ëmmer méi déck Profitter offalen. Dat beëffert all déi Aspekter, déi ech uganks opgezielt hunn.

De Konsument, an dat si mir jo alleguerten, sollt seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Dofir brauche mir kloer an transparent Informatiounen vun de Produzenten an dowéinst sinn och déi entsprecheend Regeln néideg op europäeschem Niveau, mä awer och op nationalem Niveau muss dat geschéien.

► **Mme le Président.**- Här Negri,...

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Jo.

► **Mme le Président.**- ...ech géif lech bieden, wann ech gelift zur Konklusioun ze kommen.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Madame Presidentin, ech fläisse mech.

An deem Sënn ass d'Décisioun fir de Gebrauch vun Déieremieler an der Fëschzucht an Europa an duerno och an der Zucht vu Schwäin a Gefligel fir de Konsument net nozevollzéien. Dat ass alles anescht wéi eng aartgerecht Fiderung. Ech denken, et wier sënnavoll, fir dës Décisioun nach eng Kéier ze iwwerleeën.

Erënnere wëll ech och ganz einfach an dee rezenten Opruff vum Lëtzebuurger Metzleschverband, fir national a regional Produiten ze kafen, wou de Metzler nach perséinleche Kontakt zum Bauer huet a wou d'Transportweeër kuerz bleiwen.

A wann ee sech déi Odyssee vun esou enger Lasagne duerch ganz Europa virun Ae féiert, ass dat och ganz sécher net am Sënn vun engem nohaltege Klimaschutz. Wat awer natierlech guer kee Grond ass, déi Leit, déi sech industriell fabrizéiert lesswueren kafen, duerch organisierte Bedruch bewosst falsch ze informéieren! Do, wou Rëndflesch dropsteet, muss och Rëndflesch dra sinn.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Merci dem Här Negri. Da komme mer un den nächste Riedner, dat ass den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Madame Presidentin. An deenen zwou Minuten, wou mer bleiwen, wëll ech just am Fong zwou Froe stellen. Ech mengen, mir sinn alleguer traureg a skandaliséiert iwwert deen internationale Fleschskandal, deen an deene leschte Wochen an Deeg d'Ronn gemaach huet an dee selbstverständlech dann och leider säi Wee no Lëtzebuerg gemaach huet.

Ech hunn am Fong zwou Froen un den Här Minister, wou déi éischt am Fong ass, ob et iwwerhaapt méiglech ass opgrond vun den europäesche Bestëmmungen, fir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt nach daerfe flächendeckend Kontrollen ze maachen, wa Flesch importéiert gëtt, wou d'Certificate schonn derbäi sinn. Eis ass gesot ginn, do daerft een nëmme méi hei zu Lëtzebuerg punktuell Kontrolle maachen, wann d'Certificaten derbäi wieren.

An dat Zweet ass, ob et iwwerhaapt méiglech wier. Ech mengen, wa mer wëssen, wat mir hei am Land importéieren, dann ass dat jo praktesch net méiglech, fir datt mer alles kéinte kontrolléieren. Och dat ass eng Realitéit, datt ee muss wëssen, datt mer déi honnertprozenteg Garantie ni wäerte kënnen kréien, well dat och praktesch net duerchzuführen ass.

An deem Zesammenhang wëll ech dann och wëssen, wa mer kéinte Kontrolle maachen, Här Minister, kënnen mir iwwerhaapt hei am Land déi Analyse maachen oder musse mer déi an d'Ausland ginn? A kënnen mer spéiderhin, wa mer deen neie Statslaboratoire hunn, kënnen mer se dann hei zu Lëtzebuerg maachen?

Dann huet de Kolleg Clement eis och drop opmierksam gemaach, datt, wann een hei zu Lëtzebuerg Flesch keeft, hei beim Metzler an esou virun, datt een dann am Fong weess, wou dat Flesch hierkënn.

Menger Meenung no - ech weess dat elo net, den Här Clement kann eis awer do beléieren - gëtt et zwou Sorten: Et ass eng Kéier d'Marke nationale an et ass de Produit du terroir.

Et ass mir gesot ginn, de Produit du terroir, dat wieren am Fong Béischten, déi hei am Land op d'Welt koom wieren an dann och heibliwwen wieren, bis se geschlecht géife ginn. Par contre, fir d'Marke nationale géif et duergoen, wann eng Kou zum Beispill 100 Deeg hei am Land wier, da kéint se als Marque nationale klasséiert ginn. Dat heescht, an anere Wieder, wann dat esou wier, kréich se no 100 Deeg d'duebel Nationalitéit an dat Ganzt och nach ouni Sproochentest!

(Hilarité)

► **Mme le Président.**- Ech froen d'Chamber, ob d'Chamber dem Här Clement erlaabt, dozou eng Explikatioun ze ginn. Et ass net am Règlement virgesinn, mä duerfir froen ech d'Chamber.

(Assentiment)

D'Chamber ass d'accord. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Madame Presidentin, wann ech dat daerf soen: D'Marque nationale gëtt et am Prinzip net beim Rëndflesch. Do gëtt et de Produit du terroir.

D'Marque nationale gëtt et beim Schwéngel-flesch.

► **Une voix.**- Bei de Kotletten.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Produit du terroir gëtt et beim Rëndflesch, an dee muss zu Lëtzebuerg gebuer, gefiddert a geschlecht sinn.

(Interruption)

An d'Cactus-Rëndflesch ass deen nämlechten, vill méi strenge Cahier de charges, mä do daerf och aus dem Ausland e Béischt importéiert gi bis zu gewëssen...

► **Une voix.**- 100 Deeg?

► **M. Lucien Clement (CSV).**- ...100 Deeg, jo. Dee kann als Cactus-Rëndflesch verkaaft ginn.

(Interruptions)

Dann hutt Der allerdéngs nach d'Marque nationale beim Hunneg a bei deene Geschichten. Ech wollt dat just soen, well den Här Gibéryen d'Fro gestallt huet.

► **Mme le Président.**- Merci dem Här Clement.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Den Här Clement huet ganz recht!

► **Mme le Président.**- An da komme mer op deen nächste Riedner, op den Här Colombero.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

(Brouhaha général)

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

► **Une voix.**- Et kënn ee Lénke vu Lénks an ee vu riets!

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Här Urbany, ech kann lech awer d'Plaz ginn, wann Der wëllt!

Bon, Här President, mir brauchen eis net opzereegen, well iwwerall, wou ekonomesch Interessien am Spill sinn, do wäert et ëmmer zu Dérapagé kommen. Mir ginn hei permanent ugeschmiert. Et muss ee sech just bewosst sinn dovunner, dass et esou ass.

An ech mengen, déi ganz Saach, déi muss ee ganz global gesinn. Mir sinn och géint den Etiketteschwindel, dat ass jo normal. Et kann ee keng Äppel fir Bire verkaufen. An d'Hoffnung, déi mer hunn, ass, dass dat Flesch, dat Päerdsflesch net ewechgehait gëtt, well et si ganz vill Leit, déi Honger hunn. Ech mengen, wann een d'Flesch ewechgehait, dat wär awer eng Schan! Et misst een awer, well et jo gesond Flesch ass, dat weidervermëttelen.

Bon, fir op d'Ursaach ze kommen, den Här Eischen huet hei en Deel vun der Ursaach zitéiert. Ech mengen, Här Eischen, Dir leit richtig, awer ech muss lech soen, an de Situatiounen, wou mer haut sinn, ass et awer ganz schwéier fir Familljen, déi e ganz kleng Revenu hunn, dass déi sech do Flesch kënnen leeschten, dat méi deier ass. Dir wësst jo, dass verschidde Leit an d'Épicerie sociale ginn, an do kann ech mer net virstellen, dass déi Leit do awer dee Revenu hunn, fir sech dat leeschten ze kënnen.

An dann, wann een dat méi global kuckt, da muss een och wëssen, wou kënn dat Flesch elo hier. Well elo beim Päerdsflesch, do gëtt da Rumänien zitéiert. Rumänien läit an Europa, dat wësst Der jo alleguerten. Ech mengen, do verdéngen d'Leit 300 Euro de Mount a si hunn eng Rent vun 150 Euro de Mount.

Do ginn Nische kreéiert, an hei ass eng Nisch, do ass Päerdsflesch, dat gëtt einfach en masse produziert. An et ass jo awer kloer, dass déi Leit ënner ganz schlechte Konditiounen dat produziéieren an dann och verkaufen. Do gëtt e Kilo Flesch fir 0,80 Euro de Kilo verkaaft. Do kënn Der lech jo virstellen, dass déi Firmaen, déi do wëlle gare Mënz maachen oder Goss maachen, déi stierze sech dodrop, well dat kascht jo manner wéi Rëndflesch.

An ech mengen, do läit jo de Problem, et ass dat kapitalistescht Denken, wat mer hunn. Dass mer hei als Europa - wou mer virdru vun Europa geschwat hunn -, wou mer hätte missen normalerweis fir d'Éischt déi sozial Kritären héichdreien, kucken, dass déi ekonomesch Kondi-

tiounen an de verschidde europäesche Regioune garantéiert ginn, déi Kritäre muss Europa, dat muss Europa einfach durchzéien, dass do aner ekonomesch Konditiounen an där Géigend herrschen! An da wäert lues a lues, wann déi Leit richtig bezuelt ginn, wa se fir hir Aarbecht och dee richtige Loun kréien, da wäert de Präis da klammen an da wäerten esou Skandalen wéi dat heiten net méi virkommen.

An ech mengen, den Här Kox schwätzt vu Sanktiounen. Ech mengen, Här Kox, do leit Der awer och vläicht falsch, dat treëft ëmmer dee Falschen! Dir kënn jo net hei iergendeng Firma do ukräiden a soen, okay, Dir waart et, an da ginn do 300 Leit entlooss. Sécherlech ass et antiethesch, mä trotzdem, Dir musst awer wëssen, dee Richtegen treëft Der ni!

Dat gesot, Här President, wéi gesot, mir sinn eben derfir, dass hei besser Kontrolle gemaach ginn. Ech froen den Här Minister dann, ob hei am Land och alleguerten d'Kontrolle gemaach ginn. Et gëtt jo gemunkelt, dass a verschidde Restauranten do och verschidde Fleschsorten ugebuede ginn, déi weder Rëndflesch nach Schwéngel-flesch an esou weider sinn, dass och Etiketteschwindel do besteet.

Dat sinn eenzel Restauranten hei am Land, déi mer alleguerten kennen - ech wëll d'Nimm net soen. Mä ginn déi Restauranten do kontrolléiert a gëtt do och den ADN-Test gemaach bei deem Flesch do? Do wär ech awer frou, wann Der mer do géift eng Äntwert ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President, dese Skandal, vun deem vill geschwat gëtt, ass natierlech méi wéi en eenzelne kriminelle Fait, mä e weist, dass an Europa an deene leschte Joren a Jorzéngten e Kader geschafte gouf, deen esou Skandalen op d'mannst net verhënnert.

Mir sinn dës Deeg als Bierger gewuer ginn, dass mer bei engem gudden Deel vun de Liewensmittel guer net wëssen, wou se hierkommen. Mir si gewuer ginn, dass et eng héich komplex Kette vun Intermédiaire gëtt, vum Bauer iwwert d'Schluechthaus, iwwer e ganz Netz vu Verwärtungsindustrien, iwwer Tëschenhändler, iwwer multinational Einzelhandelschainen, dann iergendwann eng Kéier bei dee sougenannte Konsument.

Mir sinn och gewuer ginn, dass d'Bestanddeeler vun engem einfacher Lasagne zum Deel Dausende vu Kilometeren Transportweeër hannert sech hunn, mat enger desastréiser CO<sub>2</sub>-Bilanz, guer net ze schwätze vun der sozialer Dimension, vu Loundumping an Delokalisierung vun der Produktioun vu Liewensmittel.

An hannert deem Ganze stécht net de Gedanke vun der effikasser an nohalteger Versuergung mat Liewensmittel, mä déi reng kommerziell an héich spekulativ Logik vum maximale Benefiss!

Dës alles sinn awer Konsequenze vun der Regulierung vun den europäesche Marchéen. Dofir menge mir, dass een emol eng wesentlich méi fundamental Debatt misst iwwer eis Liewensmittelversuergung féieren. An ech mengen net, dass ee sech kann op eng reng „Konsumentenschelte“ baséieren oder beschränken, wéi den Här Eischen se virdru hei gemaach huet, well et muss ee sech awer och dann emol vläicht d'Fro stellen, firwat grad a Krisenzäiten ëmmer méi Leit an den Aldi ginn, wéi mer dat gewuer gi sinn an der Finanzkommissioun vum Direkter vun der TVA-Verwaltung.

Wesentlech Schrëtt, mengen ech, mussen éischer un Niveau vun der Produktioun geholl ginn: éischters, méi eng streng a konsequent Kennzeichnung vun de Liewensmittel, wou se hierkommen, wou se traitéiert ginn an duerch wat fir eng Kette vun Tëschenhändler se gaange sinn; zweetens, méi dacks a méi konsequent staatlech Kontrollen, wat natierlech och heescht méi Moyenen a méi Personal, an drëtens, déi lokal a regional Produktioun a Verwärtung vu Liewensmittel konsequent ënnerstëtzen an domadder och déi regional Wirtschaftskreesleef.

Merci!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den zoustännege Minister, ee vun den zoustännege Ministeren. Deen anere kënn duerno, huelen ech un.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, ech mengen, et ass wichtig, datt mer dës Debatt hei féieren an datt mer effektiv d'Point-de-vuen eriwuerkréie vun deenen eenzelne Fraktiounen. Well genau sou gutt wéi Dir, an dat huet een an deenen eenzelnen Interventiounen héieren, ass och d'Regierung dese Problem ugaangen, ze-



summen ugaangen, an huet virun allem probéiert, och Léisungen ze fannen an och ze kucken, Analyse vu grad dësem Pärdsfleeschskandal ze maachen.

Ech kommen op eng Rei vu Froen, déi hei ugedeit goufen, zréck. Ech hu selbstverständlech an dëser kuerzer Zäit d'Méiglechkeet net, op se all ze äntwerten, mä probéieren, déi meescht ze ëmraissen. Ech mengen, et sollt een och vläicht eng Kéier kuerz drop zréckkommen, fir ze kucken, wéi direkt Lëtzebuerg hei betraff war mat dësem Skandal.

Bei dësem Pärdsfleeschskandal, mengen ech, ass et esou, an de Schema gouf schonn hei ëmschriwwen: engersäits Pärdsfleesch, dat aus Rumänien komm ass iwwert den Zwëschenhändler Zypern, an Holland virugaangen ass un den Akeefen vu Rëndfleesch, deen dat Rëndfleesch gefrot hat, eng Firma a Frankräich, d'Firma Spanghero. Dann de Grupp Comigel a Frankräich, och zu Metz ugesiedelt, déi och d'Rëndfleesch bestallt haten.

Dann d'Veaarbechtung - an do kënt Lëtzebuerg mat an d'Spill - bei der Firma Tavola, déi zum Grupp Comigel gehéiert. An dann, wéi mer matkruten, d'Liwwerung an d'ganz Welt, a ganz vill Länner vun dësem Fleesch, dat an der Tëschenzäit an där ganzer Kette vu Pärden Rënd eriwergaangen ass.

Wou elo genau dësen Etiketteschwindel stattfonnt huet, do sinn d'Ënnersichungen nach amgaang ze lafen. Et si relativ kloer Indicationen do, op wéi enger Plaz dat ass, mä ech mengen, et soll een déi ganz Enquête vun Europol ofschléisse loosse, fir ganz genau ze determinéieren, wou déi Responsabel sinn.

An ech mengen, et ass dat virun allem den éischte Message, datt et drëm geet, dëse Fall vun A bis Z ganz kloer opzeklären. Well et ass effektiv esou, et gouf vun eenzelne Riedner ugeschwat, datt virun allem de Konsument veronsécher ass, datt och deen, dee produzéiert, mat Sécherheet kee Gewënn mécht, eng Perte och hei erëm eng Kéier huet, och erëm eng Kéier domat befaasst ass, an och den Handel zum Deel hei keng Benefisser dovundréit, mä éischter och erëm muss kucken, d'Vetrauen an de Keefer, an de Konsument eriwerzebréngen.

Dëse Skandal huet sech awer an deene leschten Deeg, an deene leschte Wochen ausgebreet op aner Länner, sou datt net nëmme eng Schinn gefuer ginn ass an dësem Bedruch, mä mer méi Schinnen erëmfannen. Mir hu Pärdsfleesch fonnt an der Schinn Irland/England, mir hunn esou fonnt an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch an an Eisträich. Dir gesitt also, dës Fraude commerciale, eng nei Fraude, déi mer bis elo an dësem Beräich hei nach net kannt hunn, ass europawäit a vläicht och, wann een herno all d'Investigatiounen gemaach huet, weltwäit organiséiert gewiescht.

Wat hu mer op nationalem Plang gemaach? Ech kommen herno op den europäesche Plang ze schwätzen.

Um nationale Plang hu mer, soubal mer déi europäesch Alerte kritt hunn, direkt reagiert. Déi zwee Ministere goufen informéiert, an zesumme mat deene Responsabelen, all deenen eenzelne Verwaltungen gouf direkt d'Firma opgesicht, fir och hei de Constat ze maachen. An et muss ee soen, datt d'Firma och kollaboréiert huet, fir eng Léisung ze fannen. An ech mengen, déi éischt Schrëtt goufen direkt gemaach. Et goufen direkt Analyse gemaach. Et goufen derniewent direkt och Produkter zréckgezunn. Alles dat, mengen ech, relativ schnell a richtig.

Et war och vun Ufank u gewosst, datt et sech net ëm e gesondheetleche Problem hei géif handelen, mä datt ee ganz kloer e Problem vu falscher Etikettéierung vun de Wuere géif feststellen.

Derniewent ass et virun allem awer och wichtig gewiescht, datt mer direkt Analyse gemaach hunn. Mir hu sechs DNA-Analyse gemaach an der Firma selwer. Mir hunn och sechs Analyse gemaach, ob medikamentös Réckstänn am Fleesch selwer wieren. D'Resultater dovun, déi sinn och an der Tëschenzäit eraus: An deem Fleesch gouf effektiv 100% Pärdsfleesch fonnt. Derniewent ass et awer och esou, datt keng Medikamentréckstänn an deene betraffene Liewensmëttel ze fanne waren, sou datt an deem Beräich en Deel vun der Fro beäntwert ginn ass, wéi d'Kontrollen zu deem Zäitpunkt gemaach goufen.

Vläicht eng Äntwert och op Är Froen, déi gestallt goufen: Wéi ginn d'Betribler kontrolléiert? A vläicht eng Kéier hei generell: Wéi gouf dës Betrib kontrolléiert?

An deene leschten dräi Joer gouf de Betrib hei 17-mol kontrolléiert, op eenzelne Kontrolle selbstverständlech. Dat sinn Hygiënkontrollen, dat si Bakteriëkontrollen, dat si Waasserkontrollen, Infrastrukturkontrollen a virun allem

Dokumentationskontrollen, déi gemaach goufen hei.

Et ass richtig, et gouf keng DNA-Analyse gemaach, well mir virun allem och hei net déi néideg Routine hunn a virun allem, mengen ech och, ausser bis elo an nächster Zukunft och hei zu Lëtzebuerg net an de Laboen dës DNA-Analyse gemaach hunn a se bis elo am Ausland gemaach hunn, wat awer eng gewëssen Zäit ëmmer dauert, bis mer d'Resultater hei kréien.

Mä ech mengen, hei hu mer ganz einfach erëm een neie Fall vu Fraude, eng Fraude commerciale fonnt, déi bis elo net gängig war an deem dote Beräich. Et muss een och kloer soen, datt niewent de Kontrollen och de Betrib zertifizéiert ass, datt en eng Kéier zertifizéiert ass IFS, eng Kéier zertifizéiert ass BRC. An do och: All Kéiers an deem Beräich ginn Audite gemaach, wou Kontrolle gemaach ginn, wou déi eenzel Dokumentatiounen nokontrolléiert ginn. An och do, mengen ech, gouf näischt fonnt.

Genausou gutt wéi och d'Clientéi vun deem Betrib och all Kéiers Auditen ënnerworf sinn. An och si ginn direkt bei de Produzent, fir ze kucken, ob alles an der Rei ass, vun der Certification bis hin zu deene leschte Kontrollen. Och do ass keng Anomalie direkt opgetratt.

Et ass awer ganz kloer, an et gouf hei schonn ugeschwat, datt mer an der Zukunft mat Sécherheet wäerten op dës nei Form vu Fraude kucken, nei Kontrolle wäerte maachen.

Eppes ass awer och kloer: Et wäert een net all Liewensmëttel kënnen kontrolléieren. Dat ass onwéiglech bei deene Milliounen vu Liewensmëttel, déi hei och zu Lëtzebuerg am Émlaf sinn. Mä ech mengen, geziilt Kontrollen, déi elo scho gemaach ginn an de Schluechthaiser direkt, awer virun allem och am Handel an an deenen eenzelne Veraarbechtungsindustrië wäerte gemaach ginn, wäerten an Zukunft nach méi punktuell gemaach ginn.

Mir kéinte se mat Sécherheet nach méi grouss umeëen, nach besser maachen, wa mer nach méi Personal hätten, wa mer méi Moyenen hätten, fir dat kënnen ze realisieren.

Op europäeschem Plang hunn och déi zoustänneg Ministeren, virun allem d'Kommissioun selwer an den zoustänneg Kommissär, niewent der ieweschter Présidence sech dem Dossier ganz schnell ugeholl. Et gouf ganz séier en Échange de vues tëschen deene concernéierte Ministeren, dat an Téléfongesprécher. Duerno gouf ganz schnell eng Réunion informelle ageruff zu Bréissel, wou d'Présidence sech zesumme mam Kommissär an zesumme mat deene siwe concernéierten, zu deem Moment concernéierte Länner zesummegegat huet, fir éischt Proposen ze maachen.

An et goufen do scho Propose proposéiert, déi, mengen ech, stéckhalteg waren an déi och bewisen hunn, datt d'Kommissioun an déi eenzel Länner ganz schnell dorop reagiert hunn. Et gouf eng Propos gemaach, déi den Dag drop dem Comité permanent vun der Chaîne alimentaire virgeluecht gouf, dat war, datt supplementär Tester géife gemaach gi vum 1. Mäerz bis den 31. Mäerz; dat sinn DNA-Tester, 2.500 an deene 27 Länner, natierlech proportionell op d'Land ausgeriicht.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat fënnf supplementär Tester während deem dote Mount, an dann, wou och direkt e Bilan wäert gemaach ginn de 15. Abrëll - fir ganz einfach ze weisen, wat d'Ausmooss effektiv vun deem Skandal ass - iwwert dat, wat elo de Moment bekannt ass, fir effektiv eng kloer Opdeckung vun de Faiten ze bréngen.

Derniewent wäert dann dës Period vum Essai supplémentaire zwee Méint verlängert ginn, vum 1. Abrëll bis den 31. Mee. Do wäert nach eng Kéier esou eng Serie vun Tester an deenen eenzelne Länner gemaach ginn.

Wat d'Koordinatioun betrëfft vun deene juristesche Suiten dovun, lafen Enquêtes an alle Länner, och hei zu Lëtzebuerg. Iwwert de Parquet, iwwert d'Police judiciaire sinn zesumme mat eise Verwaltungen dës Enquêtes an dem Betrib, dee concernéiert ass hei zu Lëtzebuerg, amgaangen a wäerten ofgeschloss ginn. D'Koordinatioun vun deem Ganze wäert Europol maachen an deenen eenzelne Länner, fir da sech och e Bild ze maachen op europäeschem Plang, fir kloer Resultater, kloer Indizien herno erauszefannen, wéi dës Skandal gelaf ass, wat déi eenzel Schinne sinn a wie betraff dovunner ass.

Derniewent huet och d'Kommissioun versprach, datt se de Rapport iwwert den Etiquette d'origine de la viande dans les produits transformés wäert virzëien, e Rapport, deen ugeschwat gi war. Bis Enn des Joers wäert dat gekuckt ginn. Am fréien Hierscht dann, September, Oktober, wäert deen dem Conseil respektiv dem grand Public kënnen presentéiert ginn, fir dann och doraus déi néideg legislativ Schrëttler ze maachen.

Net méi spéit wéi de Méindeg a gëschter hu mer zu Bréissel och de Problem vum Pärds-skandal nach eng Kéier diskutéiert, hunn nei Pisten nach eng Kéier opgeluecht, dat unhand vu Fréiwarnsystemer, déi kéinte kommen, virun allem awer och Sanktiounen, déi sollte verstärkt ginn, a virun allem awer och, fir d'Kooperatioun tëschen deenen eenzelne Länner ze verbesseren.

Ech mengen, bei Fréiwarnsystemer kann een dat sécher ëmmer soen, datt dat ëmmer ee Moyer ass, mä ech ka mer awer virstellen, datt, wann een esou ee System huet, wou ee gesäit: Hei ass op enger Plaz eng rise Mass vu Fleesch, déi kéint... Wou geet déi hin? Do misst op d'mannst dann eng rout Luucht ugoen, fir och déi aner Länner ze informéieren: Kommt, mir passen emol op, wou déi dote Stréimungen histeieren! Respektiv, wann een och mierkt op verschiddene Plazen: Hei ass eng gewëssen Zort vu Fleesch immens bëleg an den Handel komm. Firwat ass et ënnert dem Präis elo op eemol erauskomm? Alles dat, mengen ech, sinn awer Saachen, déi ee méi séier muss remarquéieren a virun allem och muss virundreiwen.

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Colombera lech eng Fro stellt?

► **M. Romain Schneider, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Selbstverständlech!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Här Minister, mir si jo ëmmer ee Krich hannendrun. Ech mengen, kéint Dir lech virstellen, dass Der Preventivkontrolle macht, einfach esou an e Betrib eragitt, an da kontrolléiert Der do, ouni Virumeldung, kontrolléiert Der einfach deem een oder zwee Produkter, an da kritt Der d'Resultat eraus? Ass dat méiglech? Ass dat eng Possibilitéit fir lech? Kéint een dat duerchsetzen hei am Land?

► **M. Romain Schneider, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Also, dat gëtt elo scho gemaach! Ech mengen, dat gëtt souwuel an deenen eenzelne Betriber gemaach, dat gëtt engersäits am Schluechthaus regelméisseg gemaach, dat gëtt derniewent an de Veraarbechtungsbetrib gemaach an dat gëtt selbstverständlech och am Handel gemaach vun deene Verwaltungen, déi duerfir zoustänneg sinn.

An ech mengen, do ass et engersäits d'Liewensmëttelsécherheet, déi kontrolléiert gëtt, op där anerer Säit natierlech och de Bien-être animal. Dee ganze Volet also vun de Kontrolle gëtt elo scho gemaach. An da mengen ech, virun allem deen heite Volet, dee jo elo de Moment am Fokus ass, ass dee vun: Ass dat och wierklech dran, wat dropsteet? An dat geet nëmme iwwer eng DNA-Analyse, déi Der macht. Ass dat Fleesch effektiv dodran? An an deem Beräich wäerten d'Kontrolle mat Sécherheet an der nächster Zäit méi intensiv ginn, wéi se et bis elo waren.

Gutt, ech war hänke bliwwen beim Conseil vu gëschter, wou mer also eng nächste Kéier iwwert dës Problematik geschwat hunn, och e flotte Konsens fonnt hunn, fir nach méi zügel an deenen eenzelne Projete virunzegoen.

Et muss een awer och, mengen ech, festhalen dat, wat och schonn hei gesot gouf, zum Deel ugedeit als een negative Punkt. Ech gesinn et als e positive Punkt, datt eigentlech d'Traçabilitéit um europäeschen Niveau exzellent funktionéiert huet, well mir konnte ganz schnell zréckverfollegen: Wou ass d'Beischt gebuer, wou gouf et geschluuecht, wou gouf et verschafft? Dee ganze Wee vun der Kette vun A bis Z konnt zréckverfollegt ginn. Also dës System huet op jidde Fall funktionéiert.

An datt dertëschen en Etikettenaustausch gemaach gouf, ass ganz kloer fir mech e kriminel Akt. An ech soen et hei nach eng Kéier, ech hunn et ewell méi dacks gesot: Et ass ganz kloer eng Fraude commerciale, déi hei wichtig ass.

Et ass awer wichtig, mengen ech, zu dësem Zäitpunkt, datt mer déi richteg Léieren aus esou engem Skandal zéien. An ech mengen, och hei geet et engersäits éischtens drëm, nach eng Kéier, déi Responsabel kloer ze identifizéieren an ze strofen. Mat Sécherheet, de Moment, de Katalog vu Strofen, deen do ass, dee wäert net duergoen. Duerfir muss d'Législatioun adaptéiert ginn um europäeschen Niveau, och um nationalen Niveau.

Zweetens, mengen ech, duerch déi supplementär Kontrolle misste mer dat ganz Ausmooss vun dësem Skandal am Prinzip ënnersiche kënnen, dat misste mer och feststelle kënnen.

An drëtzens, mengen ech, de System vun de Kontrolle soll een nach eng Kéier iwwerpräieren - EU-Niveau, hunn ech scho gesot, awer och nationalen Niveau.

An da virun allem fir mech och eng Fro, déi och hei ugeschnidde gouf, déi och ganz wichtig ass, ass am Beräich vum Handel, ass am Beräich vun der Fraude économique. An hei ass och eng Kéier kloer feststellen: Wat ass dann de Fonctionnement an de Statut vun esou Zwëschenhändler? Wéi si se opgebaut? Wat sinn d'Intérêten? Och hei ass virun allem eng Aufgab op legislativer Basis ze maachen, fir och hei eng Kéier ganz kloer deenen hir Roll, virun allem och deenen hiert Profitdenken ze iwwerschaffen.

Et kann, wéi de Félix Eischen et richtig gesot huet, net sinn, datt en Déier duerch ganz Europa muss transportéiert ginn, fir herno erauszekommen an dann engem Label ze ënnerleien. Och hei, mengen ech, ass et evident, datt déi Traçabilitéit och an deem Beräich muss ganz kloer definéiert ginn.

Um nationalen Niveau, mengen ech, stinn eng Rei vu Projeten un. Dir hutt zitéiert d'53er Gesetz, dat muss iwwerschafft ginn; dat gëtt iwwerschafft, dat wäert an deenen nächste Méint déposiert ginn. Hei ass de Minister zesumme mat deenen eenzelne Verwaltungen, och am Zesummeschluss mat deenen eenzelne Ministèren amgaang, dës Gesetz färdig ze maachen, mat och do derbäi enger Iwwerschaffung net nëmme vum ganze Liewensmëttelgesetz, mä och mat de Sanktiounen, mat de Kontrollen an esou weider.

A virun allem awer och, nach eng Kéier bedéngt, wa mer dat wëlle maachen am Endeffekt, brauche mer Moyenen, brauche mer Personal, fir dat kënnen duerchzézien.

Wat den Etiquetteage betrëfft, dat sougenannt europäescht FIC-Reglement, och dat, mengen ech, ass hei zu Lëtzebuerg amgaang, op nationalem Plang ëmgesat ze ginn, an och dat wäert e wichteg Element sinn, fir och hei kënnen ganz kloer Kontrolle respektiv och hei kënnen e Suivi ze maachen iwwert de Wee vun deenen eenzelne Liewensmëttel.

Dann ass et och kloer, datt een an dësem Volet Transparenz par rapport zum Consommateur soll weisen. An et sollt een och, an dat och virun allem, fir d'Entreprises ze berouegen, all déi Kontrollen, déi gemaach ginn, öffentlech maachen. Et sollt ee se op den Internetsite setzen an et sollt ee weisen: An dës Betriber goufen esou an esou vill Analyse gemaach, déi ware positiv, déi waren negativ, fir datt een och en transparent Bild no bausse wäert gesinn.

Zum Schluss wéilt ech vläicht nach kuerz op zwou, dräi Saachen agoen. Ech hu probéiert, Här Kox, duerch Är vill Froen ze goen. Et feelen der nach e puer, déi kënnen mer ganz gären nach eng Kéier klären. Mä eng wichtig Notion, déi awer och hei nach gesot gouf, war déi vun dem Schafe vun engem Verbraucherschutz-Ministère, eng Iddi, déi mat Sécherheet ëmmer erëm opkënn, wa virun allem an deem ganze Volet iergendwéi Problemer optauchen oder net genau eigentlech definéiert ass, wéi oder wat. Mä ech mengen, hei ass et virun allem duerch e gutt Zesummeschaffen tëschen de Ministèren an de Verwaltungen, datt mer dës Problem net nëmme konnte gérieren, mä op eng propper Aart a Weis no bausse und kommunizéieren.

Mä et ass esou, datt och d'Schafe vun esou engem Ministère net all Problemer wäert léisen. Dir gesitt, a Frankräich hu mer esou ee Verbraucherschutzministère mat souger engem Secrétaire d'État derbäi, an Dir hutt gesinn, wéi vill awer de Landwirtschaftsminister hei mat implizéiert war, fir awer och no Léisungen ze sichen.

Fir mech geet et drëm, datt eng gutt Koordinatioun an der Regierung ass tëschen deene betraffene Ministèren, da fanne mer och déi richteg Weeër. An ech mengen, mir brauchen net nëmme drun ze gleewen, mir wëssen, datt dat an der Praxis funktionéiert, a mir wëssen och, datt et sech hei ëm eng nei Zort vu Fraude handelt, déi mer an Zukunft selbstverständlech och mat wäerte suivéieren.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir dee flotten Débat. Mir wäerten all déi flott Pisten, déi flott Rotschléi wuelwëllend mat ophuelen.

Merci!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Ech kucken den Här Gesondheitsminister. Ech weess net, ob en nach d'Loscht verspiert, eppes ze soen. Well a sech ass d'Zäit vun der Regierung ofgelaft.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministère de la Santé.**- Här President, d'Kollege kënnen sech berouegen, ech wollt just zwee Wierder zu der Motioun soen.



## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 21, 22 et 23

Dépôt d'une proposition de loi par M. Camille Gira	p. 233
6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse	p. 233-235
Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry	p. 235
Ordre du jour	p. 235
6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal	p. 235-237
Résolution de M. Alex Bodry relative à l'élargissement de la mission initiale de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État aux missions, à l'organisation, au mode de fonctionnement et au contrôle du Service de Renseignement	p. 237
Débat de consultation sur la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise	p. 237-250
6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant	
1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration	
2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse	
3. le Code de la sécurité sociale	p. 250-253
6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»	p. 253-254
Ordre du jour (suite)	p. 254
Hommage à la mémoire de M. Georges Wohlfart, Député honoraire	p. 255
Octroi du titre honorifique à un ancien Député	p. 255
Communications	p. 255
Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés	p. 255
6538 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu	p. 256
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 256
Ordre du jour	p. 256
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°206 du 26 février 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative au projet pilote du cimetière forestier dit «Bëschkierfecht», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	p. 256
- Question n°207 du 25 février 2013 de M. André Bauler relative à la reconnaissance de diplômes à caractère universitaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative	p. 256-257
- Question n°208 du 26 février 2013 de M. Marc Angel relative à l'imminent début des travaux de revêtement de la Place de la Constitution par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'avancement des pourparlers du groupe de travail regroupant les responsables communaux et ministériels et planifiant le réaménagement de ce lieu de mémoire cher aux Luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 257
- Question n°209 du 26 février 2013 de M. François Bausch relative à la révision de la loi du 4 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 257
- Question n°210 du 26 février 2013 de M. Marcel Oberweis relative aux mesures de compensation environnementales dans la vallée de l'Alzette, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	p. 257
- Question n°211 du 26 février 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration de Henri VII, adressée à M. le Ministre d'État	p. 257-258

- Question écrite n°2462 de Madame Anne Brasseur relative au Conseil d'administration de l'établissement public «Radio socioculturelle», adressée à Madame la Ministre de la Culture	p. 258
- Question n°212 du 25 février 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'une photographie sur la carte d'identification de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale	p. 258
- Question n°213 du 23 février 2013 de M. Jean Colombero relative à l'expulsion d'un élève du Lycée Technique Agricole, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	p. 258-259
- Question n°214 du 25 février 2013 de M. Fernand Etgen relative aux retards de l'enquête sur les causes d'un incident qui s'est produit en date du 6 février 2013 sur le tarmac du Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 259
- Question n°215 du 25 février 2013 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la vente de produits de tabac dans les commerces se trouvant dans les hôpitaux, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 259
- Question n°216 du 23 février 2013 de M. Jean Colombero relative au test capillaire de drogues, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 259-260
Question élargie n°30 de M. Robert Weber sur le suivi de la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise	p. 260
Question élargie n°31 de M. Robert Weber sur la préretraite-solidarité	p. 260-261
Question élargie n°32 de Mme Anne Brasseur sur une nouvelle affectation de plusieurs bâtiments publics	p. 261-262
6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail	p. 262-267
6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	p. 268
5863 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution	
et	
6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés	p. 268
Dépôt d'une proposition de loi par M. Xavier Bettel	p. 269
6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012	p. 269-277
6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant	
1. modification de la loi générale des impôts;	
2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs	p. 277-279
6470 - Projet de loi	
- portant transposition	
- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;	
- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;	
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	p. 279
Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du récent scandale alimentaire autour de plats surgelés issus d'une production locale	p. 279-284

### ► Plusieurs voix.- Ooh!

#### Motion 1

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Wéi de Landwirtschaftsminister, mäi Kolleg, de Romain Schneider, richtig gesot huet, ergänze mer eis an deem heite Beräich ganz gutt. Wann deen een emol am Ausland ass, da spréngt deen aneren an, an emgedréit.

An ech mengen, mir hätten och an deser Kris ganz gutt zesummegegeschaff a mir hätten och fréizäiteg eriwuerbruecht, dass hei kee Risiko fir de Konsument do war, mä dass mer et mat organisierter Kriminalitéit ze dinn hunn, mat Etiketteschwindel, wat ganz grave ass, wou een awer weess, dass, wann Etiketteschwindel ass a wann ee bewusst de Konsument wëllt täuschen, een déi éischt Ronn wënn, mä dass mer amgang sinn, eis opstellen um nationale wéi och um internationalen europäesche Plang, fir dass se nëmmen déi éischt Ronn wannen an dann déi zweet Ronn säfteg gestrooft ginn.

Ech wollt och soen, dass ech e Gespréich hat mam Auteur vun der Motioun an him och kloergemaach hunn, wat fir eng Punkten - niewent deenen, déi konsensuell sinn, well där sinn der eng ganz Rei derbäi - mer net kënnen akzeptéieren. Vu dass den Auteur mer gesot huet, dass déi Punkten, déi mir net kënnen erfüllen, well mer an enger lafender Legislaturperiode sinn an net einfach, wa mer eng Motioun kréien, d'Regierung kënnen emorganisieren, well e gesot huet, e kéint dat vun eis

net akzeptéieren, muss ech leider, bei alle guden Usätz, déi an der Motioun sinn a wou mer eis och eens sinn, d'Chamber bieten, fir d'Motioun ofzelen. Sou leed wéi et mer och deet!

Merci.

#### (Brouhaha général)

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gesundheitsminister.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussion a mir kéimen dann zum Vote iwwert d'Motioun.

#### Vote sur la motion 1

Kënne mer à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

#### (Négation)

De Vote électronique ass verlaangt. Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

► **Une voix**.- Hei geet et em d'Wurscht!

► **M. le Président**.- De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 37 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Serge Wilmes (par M. Marc Spautz);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydia Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Diane Adehm), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien

Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Raymond Weydert;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Roger Negri).

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 18.12 heures)**

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

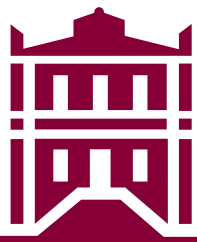
#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

**Conception, saisie de texte et mise en page:**  
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

**Concept et coordination générale:**  
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg





### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2363	Fernand Kartheiser	Terrain du «Waassertuerm + Pomhouse» à Dudelange
2484	André Bauler	Analyse budgétaire critique du projet de construction d'un lycée à Junglinster
2487	Félix Eischen	Prise en charge par la sécurité sociale de personnes hospitalisées en état d'ivresse
2495	Jean Colombero	Herbicide Roundup
2496	Jean Colombero	Déchets de construction
2497	Camille Gira	Composition des commissions cynégétiques régionales
2499	Fernand Etgen	Production d'électricité à base de biogaz
2502	Serge Wilmes	Consommation d'alcool des jeunes
2504	Félix Braz et Camille Gira	Avertissements taxés des agents municipaux
2507	André Bauler	Lignes ferroviaires entre la Belgique et le Luxembourg
2508	Eugène Berger	Attaque de cyberespionnage du réseau «Red October»
2509	Marcel Oberweis	Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables
2510	Fernand Etgen	Association des Cadres Fonctionnaires de l'Administration Gouvernementale
2511	Alexandre Krieps	Chômage dû aux intempéries
2512	Viviane Loschetter	Garantie à l'emploi pour les jeunes
2514	Jean Colombero	«Droit à la santé»
2515	Jean Colombero	Réserves d'or
2516	Fernand Etgen	Futur site du Lycée technique Agricole
2517	Claudia Dall'Agnol	Travail à temps partiel
2518	Marcel Oberweis	Mémoire à Pierre Werner
2519	Henri Kox	Interdiction des produits phytopharmaceutiques et semences aux néonicotinoïdes
2520	Camille Gira	Protection du sol
2521	Ben Scheuer	P&R Wasserbillig/Mesenich

#### Question 2363 (17.10.2013) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le terrain du «Waassertuerm + Pomhouse» à Dudelange:

Deslescht ass zu Diddeleng de Waassertuerm ageweit ginn, deen als Annex vum Centre national de l'audiovisuel (CNA) d'Photosausstellung „The bitter years“ vum Edward Steichen weist. Den Tuerm an d'Pompelhaus, déi elo vum CNA verwalt ginn, stinn op engem Industrieterrain, deen ArcelorMittal gehéiert, respektiv gehéiert huet.

Dowéinst géif ech der Madame Kulturministesch gären dës Froe stellen:

1. Wem gehéiert den Terrain op deem de Waassertuerm an d'Pompelhaus stinn?
2. Wann den Terrain nach ArcelorMittal gehéiert, gétt et en notariellen Akt, oder op d'mannst eng Konvention, an där d'Néizungsrecht vun den Terraine kloer festgeloucht ass? Wa jo, kann d'Madame Ministesch der Chamber dës Texter virleeën?

3. Wann den Terrain op de Stat iwwerdroe ginn ass, sinn dann Dispositiounen virgesinn, déi eng eventuell Sanéierung vum Industrieterrain virgesinn?

4. Wéi ass den Terrain ëm de Waassertuerm am Bebauungsplang vun der Stad Diddeleng ausgewisen? Muss et hei net zu enger neier Klassifizéierung kommen?

#### Réponse commune (12.3.2013) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, de M. Marco Schank, Ministre du Logement, et de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture:

1. De Waassertuerm an d'Pompelhaus stinn op engem Terrain, ageschriwwen am Kadaster vun der Gemeng Diddeleng, Sektoun C vun Diddeleng, ënnert der Nummer 3062/9452. Dësen Terrain gehéiert der ArcelorMittal S.A. Luxembourg.

2. Am Bebauungsplang vun der Stad Diddeleng ass den Terrain ëm de Waassertuerm als Zone de bâtiments et d'aménagements publics klasséiert.

3. De 25. Abrëll 2006 huet ArcelorMittal S.A. dem Stat en Droit de superficie an en Droit d'occupation temporaire fir e groussen Deel vum Site LDD ginn. Esouwuel de Waassertuerm ewéi och d'Pompelhaus sinn am Droit de superficie mat abegraff.

4. De 17. Juli 2006 huet de Stat déi komplett Droit de superficie an Droit d'occupation temporaire, déi e vun ArcelorMittal S.A. kritt huet, un de Fonds pour le développement du logement et de l'habitat weiderginn.

5. An Zesummenaarbecht mat der Stad Diddeleng ass de Fonds du Logement amgang an Masterplang auszeschaffen.

6. Aktuell lafe Verhandlungen mat ArcelorMittal S.A. wéinst dem definitive Verkauf vum Site LDD. Ier de Site verkauft gétt, mussen allerdéngs nach d'Responsabilitéit betreffend d'Sanéierung vum Industrieterrain, gekläert ginn. D'Administration de l'Environnement ass amgang, zesumme mat ArcelorMittal S.A. an dem Fonds du Logement, un deem Dossier ze schaffen.

#### Question 2484 (2.1.2013) de M. André Bauler (DP) concernant l'analyse budgétaire critique du projet de construction d'un lycée à Junglinster:

Il me revient que le projet de construction d'un lycée à Junglinster aurait été soumis à une analyse budgétaire critique qui pourrait déboucher sur la réalisation de mesures d'économies.

Le Gouvernement ayant déclaré ne pas pratiquer une politique d'austérité dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer cette information? Dans l'affirmative,

quel a été le coût estimatif initial des travaux d'infrastructure et d'équipement? Et quel serait le montant approximatif des économies à réaliser?

- Madame et Monsieur les Ministres pourraient-ils indiquer le cas échéant les éléments du projet qui seraient soit supprimés soit soumis à des économies budgétaires?

- Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en aurait-il été informé au préalable afin d'estimer l'impact de ces mesures éventuelles sur les aspects pédagogiques du projet? Si tel était le cas, quelle aurait été sa réaction face aux mesures proposées?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir dans ce contexte des précisions concernant l'utilisation possible des infrastructures sportives par les citoyens de la commune de Junglinster en dehors des heures de cours?

#### Réponse commune (5.3.2013) de Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du nouveau lycée à Junglinster.

Nous nous permettons tout d'abord de renvoyer l'honorable Député à la réponse formulée le 3 janvier 2013 à la question parlementaire n°2449 de l'honorable Député Monsieur Léon Gloden (cf. compte rendu n°4/2012-2013).

En effet, nous pouvons affirmer que le projet est exécuté comme prévu et aucun élément ne saurait confirmer les informations relatives à une quelconque réduction du budget disponible.

Toutefois, il est important de préciser que l'Administration des Bâtiments publics effectue en permanence une analyse critique par rapport à l'évolution des projets, dans l'optique notamment de pouvoir garantir la réalisation des constructions sans dérapage budgétaire.

Il ne peut donc être question d'une politique d'austérité, mais plutôt d'une gestion prudente des fonds disponibles. Ceci implique également des efforts au niveau des frais d'équipements spéciaux et didactiques du bâtiment. Ces applications tendent vers une gestion consciencieuse des budgets prévus à cet égard afin de pourvoir l'établissement du matériel nécessaire.

Cette gestion consciencieuse des budgets n'entravera en rien le bon fonctionnement du lycée. Le choix du matériel didactique se fera dans le but d'offrir un enseignement de qualité aux élèves.

Dès le début des projets de construction d'un lycée à Junglinster, il a été retenu que les installations sportives puissent être utilisées par les citoyens de la commune. Cette option est toujours d'actualité. Les conditions et modalités de l'utilisation devront être fixées avec les responsables de la commune par la voie d'une convention.

#### Question 2487 (7.1.2013) de M. Félix Eischen (CSV) concernant la prise en charge par la sécurité sociale de personnes hospitalisées en état d'ivresse:

Aux dires d'un médecin urgentiste, le nombre d'hospitalisations liées à des excès d'alcool augmenterait en effet fortement à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Sans vouloir dénier à ces personnes l'accès aux soins médicaux, la prise en charge de ces personnes par les services d'urgence pourrait se faire au détriment d'autres personnes aussi nécessaires et au comportement plus responsable.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Vu que la législation actuelle prévoit le remboursement «normal» des frais exposés par les personnes transférées à l'hôpital en raison d'un état d'alcoolisation avancé, sachant aussi que des assureurs privés appliquent dans de telles circonstances au moins une franchise, le Ministre ne voit-il pas la nécessité de modifier les textes légaux et réglementaires dans ce sens et envers une plus grande responsabilisation des assurés?

- Est-ce que d'autres situations, p. ex. le traitement en milieu hospitalier d'instigateurs de

rixes eux-mêmes blessés, n'exigeraient pas un traitement similaire?

#### Réponse (4.3.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

L'honorable Député suggère que les personnes transférées à l'hôpital en état d'ébriété avancée et les blessés, instigateurs de rixes, prennent eux-mêmes en charge, du moins en partie, les frais d'hospitalisation.

Si je suis en mesure de comprendre la motivation, pour ne pas dire l'exaspération de Monsieur le Député devant de tels faits déplorables, je me dois toutefois d'attirer son attention sur les effets d'une telle démarche qui risquerait de remettre en question le principe de solidarité, fondement même de notre système de sécurité sociale.

L'idée de vouloir imputer à l'auteur ces dépenses au motif qu'il a provoqué, sinon du moins participé à des faits ayant nécessité une prise en charge hospitalière soulève d'ailleurs inévitablement la question des limites applicables à une telle approche. Le cas échéant, la question reste posée de savoir s'il y a lieu d'adopter le schéma identique en ce qui concerne la prise en charge des frais de traitement d'un cancer du poumon ou d'un infarctus du myocarde chez le fumeur, celle relative au traitement du diabète chez l'obèse, voire la prise en charge des frais d'accident de ski...

Il va sans dire que je ne saurais me rallier aux arguments développés par Monsieur le Député que je voudrais toutefois rassurer alors que les médecins et les professionnels de santé des services d'urgences des établissements hospitaliers sont parfaitement en mesure de prioriser l'accès aux soins en fonction de l'urgence médicale, sans toutefois léser les «patients au comportement plus responsable».

#### Question 2495 (10.1.2013) de M. Jean Colombero (Onofhängeg) concernant l'herbicide Roundup:

Das N-(phosphonomethyl)glycine, ein glyphosathaltiges Breitband-Herbizid, besser bekannt unter dem Namen Roundup, von Monsanto kommerzialisiert, ist sehr umstritten, nicht zuletzt auf Basis der von Professor Eric Seralini aufgedeckten Tatsache, dass dieses Mittel krebserregend ist. Da dieses Mittel sehr viel in der Landwirtschaft gebraucht wird, besteht Grund zur Sorge. Dänemark hat anscheinend die TVA für dieses Mittel auf 56% erhöht.

Fragen:

- 1) Wie viel Roundup wird jährlich in der luxemburgischen Landwirtschaft verbraucht?
- 2) Gedenkt der Minister auch, eine TVA-Erhöpfung für dieses schädliche Produkt vorzusehen, so wie es Dänemark getan hat?
- 3) Ist die Werbung für dieses schädliche Produkt in den gängigen Bauernzeitungen erlaubt? Wenn ja, warum?
- 4) Gibt es eine biologische Alternative zu Roundup?

#### Réponse (1.3.2013) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

Vorab möchte ich darauf hinweisen, dass die Studien von Herrn E. Seralini von der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) evaluiert wurden. Da diese Studien jedoch aus wissenschaftlicher Sicht als qualitativ unzureichend eingestuft wurden, konnten sie nicht als Sicherheitsevaluierungen berücksichtigt werden (siehe hierzu eine Veröffentlichung der EFSA:

<http://www.efsa.europa.eu/fr/efsajournal/pub/2986.htm>).

Es gibt in Luxemburg eine gewisse Anzahl von zugelassenen Produkten, deren Handelsname das Wort „Roundup“ enthält: Roundup, Roundup ++, Roundup Force, Roundup Max, Roundup PowerMax, Roundup PowerTurbo, Roundup Ultra.

Ich gehe daher davon aus, dass Sie mit der Bezeichnung „Roundup“ im Allgemeinen die Mittel auf Basis von Glyphosat meinen. Eine Liste



dieser Mittel finden Sie unter der Internetadresse:

[https://saturn.etat.lu/tapes/tapes\\_de\\_ist\\_mlt.jsp?mac=GLYPHO&fam=\\_&c1=\\_&o1=\\_&tox=1](https://saturn.etat.lu/tapes/tapes_de_ist_mlt.jsp?mac=GLYPHO&fam=_&c1=_&o1=_&tox=1)

Momentan gibt es keine verlässlichen Statistiken betreffend die ausgebrachten Mengen an diesen Mitteln. Laut unseren Informationen organisiert die luxemburgische Statistikbehörde (Statec) zurzeit eine betreffende Umfrage bei allen betroffenen Parteien; deren Ergebnisse werden allerdings frühestens in einigen Monaten erwartet.

Ihre Aussage betreffend eine TVA-Erhöpfung in Dänemark für diese Produkte entspricht nicht der Realität. Auf Anfrage bei der dänischen Botschaft in Luxemburg wurde uns versichert, dass Dänemark keine TVA-Erhöpfung auf solchen Produkten vorgenommen hat und dass dies auch nicht vorgesehen ist.

Da das Produkt „Roundup“ sowie die anderen Produkte auf Basis von Glyphosat in Luxemburg offiziell zugelassen sind, darf auch dafür geworben werden.

Eine „biologische“ Alternative im Sinne des biologischen Landbaus gibt es nicht, da in der biologischen Landwirtschaft sämtliche Herbizide verboten sind und dort zur Unkrautkontrolle nur auf mechanische Methoden und Fruchtfolgegestaltung zurückgegriffen wird.

Im konventionellen Landbau gibt es zur Unkrautvernichtung ebenfalls die mechanischen Methoden (Pflug, Hacke, Striegel...), die von den meisten konventionellen Betrieben als wichtige Ergänzung zu den chemischen Mitteln benutzt werden.

Eine weitere Alternative ist die thermische Methode (Abflamngeräte), welche jedoch eher kleinflächig, z. B. im Gemüsebau, zu benutzen ist.

#### Question 2496 (10.1.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant les déchets de construction:

Es wird viel über die Bauschuttdeponien geredet. So ist die Debatte über die Deponie Folkingen noch in bester Erinnerung und die neu einzurichtende Deponie in Beidweiler ist auch umstritten, nicht zuletzt, weil kein Abkommen mit dem Grundeigentümer vorliegt. Erstaunlich ist, dass eine immer größere Nachfrage nach Deponien besteht.

Fragen:

- 1) Warum steigen die deponierten Tonnagen? Wird auch ausländischer Bauschutt in Luxemburg deponiert?
- 2) Wie viel verdient durchschnittlich ein Deponiebetreiber pro Tonne deponiertem Bauschutt?
- 3) Wie viel kostet durchschnittlich eine Tonne Bauschutt, die recycelt wird?
- 4) Wie viel kostet durchschnittlich eine Tonne Bauschutt, die exportiert wird?
- 5) Was tut der Minister, um die Recyclingquote zu erhöhen, da diese seit 2007 stagnierend ist?
- 6) Warum veröffentlichten Statec und Umweltverwaltung unterschiedliche Daten? Zum Beispiel für 2007 soll die Tonnage laut Statec 4,997 Mio. Tonnen gewesen sein und laut Umweltverwaltung 5,736 Mio. Tonnen.

Réponse (1.3.2013) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

Die deponierten Tonnagen sind direkt an die ökonomischen Aktivitäten im Bausektor gekoppelt und steigen respektive sinken somit als Folge dieser Begebenheit.

In den Jahren 2007 und 2008 wurden jeweils nur geringe Mengen Bauschutt importiert. In den Jahren danach wurde kein Bauschutt mehr aus dem Ausland in Luxemburg deponiert. Diese Zahlen beziehen sich auf die beim Umweltamt eingegangenen Notifizierungen von Abfalltransporten.

Die Deponiepreise reichen von ungefähr 3,8 bis 6 Euro pro Tonne deponiertem Material. Die Annahme von recyclingfähigem Material ist in der Regel kostenlos. Die Gewinnspanne der jeweiligen Betreiber unterliegt ausschließlich deren spezifischer Kostenberechnung und ist dem Umweltamt daher nicht bekannt. Das Gleiche gilt auch für die Kosten exportierter und recycelter Mengen.

Die in der Frage erwähnte Recyclingquote scheint zu stagnieren, da diese sich ausschließlich auf die auf den Deponien angelieferten recyclingfähigen Materialien bezieht. Diese Menge ist in der Tat relativ konstant und kann nicht verbessert werden, da das Recycling von Baumaterialien sich hauptsächlich außerhalb der Deponien abspielt. Die Recyclingquote für Bauabfall, außer Erdaushub, beläuft sich landesweit für das Jahr 2010 auf etwa 95% (provisorische Zahl).

Was den Erdaushub betrifft, ist festzustellen, dass ein Großteil der recyclingfähigen Böden auch tatsächlich wiederverwertet wird. Aufgrund der geologischen Situation in den verschiedenen Regionen des Landes verbleiben jedoch immer Mengen an Böden, insbesondere Lehm Böden, die nicht weiterverarbeitet werden können. Wie viel jedes Jahr dem Recycling zugeführt werden kann, hängt im Wesentlichen davon ab, in welcher geologischen Formation sich die Bauvorhaben befinden.

Tatsächlich befindet sich zurzeit der größte Teil der Bauvorhaben in den Regionen, in denen die ausgehobenen Erdmassen schwierig bis gar nicht wiederzuverwerten sind.

Für 2007 haben Statec und Umweltamt unterschiedliche Daten geliefert, da die Daten vom Umweltamt im Rahmen des jährlichen Tätigkeitsberichts früher veröffentlicht werden müssen und somit teilweise auf Schätzungen basieren. Die vom Statec gelieferten Daten beruhen auf den dem Umweltamt später vorliegenden definitiven Zahlen. Allerdings beinhalten die Daten vom Statec, wie in dessen Bericht in der Fußnote angegeben, nicht alle Verfüllungen.

#### Question 2497 (10.1.2013) de M. Camille Gira (déi gréng) concernant la composition des commissions cynégétiques régionales:

Par la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse furent instituées cinq commissions cynégétiques régionales en conformité avec les arrondissements de l'Administration de la Nature et des Forêts. Leur mission est purement consultative et porte sur l'élaboration et les modifications subséquentes des plans de tir tels que prévus par cette loi. Chaque commission cynégétique régionale est composée de sept membres nommés par le ministre, comprenant: un délégué de l'administration; trois délégués des associations de la chasse; deux représentants de la Chambre d'Agriculture et un représentant des propriétaires forestiers.

Par arrêté ministériel du 14 décembre 2012, Monsieur le Ministre a nommé les membres des cinq commissions cynégétiques régionales. Or, force est de constater que deux personnes sont membres dans toutes les cinq commissions régionales et qu'une personne est membre dans trois commissions régionales.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer le but poursuivi par la nomination des mêmes personnes dans plusieurs des cinq commissions cynégétiques régionales?
2. Est-ce que ces nominations multiples sont conformes à l'esprit de la loi relative à la chasse ou est-ce que Monsieur le Ministre a changé d'avis et pense éventuellement qu'une seule commission cynégétique nationale soit mieux appropriée pour effectuer la mission souhaitée?

Réponse (1.3.2013) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse institue cinq commissions cynégétiques régionales, géographiquement superposées aux arrondissements de l'Administration de la Nature et des Forêts, au lieu d'une seule commission nationale. L'objectif est de prendre davantage en considération les spécificités régionales au niveau de la densité du gibier pour l'établissement des plans de tir. Dès lors, il serait opportun et souhaitable d'avoir des représentants au niveau des commissions qui possèdent ces connaissances régionales et qui y sont sensibles.

Force est de constater que la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL) a proposé, en tant que délégués des associations de la chasse, des nominations multiples (deux personnes sont par exemple membres dans toutes les commissions), ce qui peut paraître contraire à l'esprit de la loi.

Néanmoins, vu l'urgence des nominations et du fonctionnement des commissions, le Mi-

nistre délégué au Développement durable et aux Infrastructures a dans son arrêté ministériel du 14 décembre accepté la proposition de la FSHCL.

Toutefois, le Ministre a l'intention de rendre la FSHCL attentif à ce fait et de leur signaler de proposer des nouveaux représentants au cours des prochaines semaines reflétant davantage une composante régionale.

L'Administration de la Nature et des Forêts, la Chambre d'Agriculture ainsi que l'a.s.b.l. Privatbësch pour les propriétaires ont tous respecté l'esprit de la loi en nommant des délégués différents au niveau des cinq commissions.

#### Question 2499 (10.1.2013) de M. Fernand Etgen (DP) concernant la production d'électricité à base de biogaz:

Le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les énergies renouvelables vient de faire l'objet d'une modification par le biais du règlement grand-ducal du 15 novembre 2012. Avant cette modification il a été fait état des contradictions que ledit règlement grand-ducal présente au niveau des dispositions concernant les centrales produisant de l'électricité à partir de biogaz. En effet, d'après ce règlement grand-ducal, les centrales de biogaz sont désavantagées au niveau de leur rémunération pour l'électricité qu'elles ont injectée à partir du moment où elles ne sont pas en mesure d'augmenter leur capacité. Les producteurs d'électricité à partir de biogaz sont ainsi contraints d'avoir recours à la culture de plantes énergétiques ou de procéder à une modification de leurs centrales pour répondre aux exigences du règlement grand-ducal du 8 février 2008. Les deux solutions précitées s'avèrent non seulement très coûteuses mais ne répondent aucunement à une approche durable. Bien conscient de cette situation le Ministre a déclaré en réponse à des questions parlementaires qu'il allait prendre les critères à la base de la rémunération de l'électricité injectée sur le métier à l'occasion de l'élaboration du règlement grand-ducal destiné à modifier le règlement grand-ducal du 8 février 2008.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Ministre peut-il m'expliquer pour quelles raisons les critères à la base de la rémunération de l'électricité injectée pour les producteurs d'électricité à partir de biogaz n'ont pas été modifiés par le règlement grand-ducal du 15 novembre 2012?

- Le Ministre n'estime-t-il pas qu'il existe une contradiction patente entre les objectifs de développement durable poursuivis par une politique promouvant les énergies renouvelables et des critères qui sont diamétralement opposés à ces derniers?

- En 2010 une partie des producteurs d'électricité à partir de biogaz n'ont pu atteindre l'augmentation de la production en électricité demandée de 40% étant donné que le gestionnaire de réseaux d'électricité et de conduites de gaz naturel a effectué des travaux sur le réseau. Le fait que les quotas n'aient pas été atteints n'était donc pas à imputer aux producteurs. Monsieur le Ministre entend-il dédommager les producteurs pour les pertes encourues?

- Dans certains pays les exploitations agricoles obtiennent un bonus pour le lisier. Le Ministre peut-il me renseigner pour quelles raisons un tel bonus n'est pas introduit au Luxembourg vu qu'il serait regrettable que les centrales de biogaz de première génération devaient arrêter leur production?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

Réponse (6.3.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen concernant la production d'électricité à base de biogaz, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La réglementation du 8 février 2008 relative à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables a été modifiée par le règlement grand-ducal du 15 novembre 2012 pour revoir à la baisse les rémunérations accordées aux centrales photovoltaïques. Cette intervention s'est avérée nécessaire suite à la baisse spectaculaire des coûts des modules photovoltaïques au cours des dernières années.

Cette modification ponctuelle précède donc une refonte plus généralisée de toutes les rémunérations accordées à l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, refonte qui se trouve en phase de finalisation. L'augmentation de la majorité de ces rémunérations est censée donner un nouvel élan au développement des énergies renouvelables au Luxembourg. Il est prévu de soumettre cette réforme au Conseil de Gouvernement à brève échéance, réforme qui englobe de nouvelles catégories et de nouveaux concepts de rémunération. Ces modifications doivent être autorisées par la Commission européenne qui statue en matière d'aides d'État afin d'éviter des rémunérations excessives et indues.

Pour ce qui est de la prétendue incompatibilité de la réglementation du 8 février 2008 prémentionnée avec les objectifs de développement durable, il y a lieu de préciser que l'approche poursuivie par cette réglementation est entièrement en ligne avec le plan d'action national en matière des énergies renouvelables approuvé par le Conseil de Gouvernement. Ledit plan prévoit en 2020 le recours (par les installations de biogaz) à des surfaces agricoles cultivées avec des plantes énergétiques de quelque 2% des surfaces agricoles disponibles. Actuellement, ces surfaces sont loin d'être utilisées. Sans le recours à ces surfaces, il y aurait lieu de développer davantage d'autres potentiels d'énergie renouvelable au Luxembourg, comme par exemple l'énergie éolienne, pour pouvoir compenser les quantités manquantes dans le respect du plan d'action national en matière des énergies renouvelables.

Étant donné que les rémunérations de l'électricité produite à partir de biogaz sont des aides d'État autorisées par la Commission européenne et que les rémunérations sont accordées pour une durée de 15 ans, il n'est pas facile de les adapter a posteriori. En principe la planification d'une installation avec une rémunération garantie sur 15 ans devrait permettre à un exploitant de prendre une décision en fonction des opportunités et des risques liés à son investissement. Néanmoins, je suis enclin d'introduire dans la procédure réglementaire une modification des critères relatifs aux extensions pour les assouplir dans la mesure du possible.

Suivant les informations dont je dispose, le non-respect des seuils prévus en matière d'extensions d'installations de biogaz n'est pas dû à des circonstances qui sont occasionnelles par tiers. Si tel était le cas, une solution aurait pu être trouvée pour les deux cas de figure dont j'ai connaissance. Mes services ont essayé, en étroite collaboration avec les acteurs et autorisés impliqués, de solutionner ces cas concrets. Comme le respect des textes réglementaires s'impose, les discussions se poursuivent dans cet esprit en fonction de la plus grande indulgence possible envers les exploitants concernés.

En ce qui concerne la prime de lisier, il est prévu d'instituer une telle rémunération dans le projet de règlement grand-ducal prémentionné qui sera introduit dans la procédure réglementaire à brève échéance, prime qui devra également être autorisée par la Commission européenne.

#### Question 2502 (14.1.2013) de M. Serge Wilmes (CSV) concernant la consommation d'alcool des jeunes:

Eng Lëtzebuurger Televisiounschaïne huet d'lescht Woch an hiren Noriichten ee Reportage iwwer Jonker an den Alkohol gemaach. Hei gëtt gesot, datt ëmmer méi Jonker scho ganz fréi an ënnert dem legalen Alter vu 16 Joer, de Weekend a viru Feierdeeg Gedrénks mat Alkohol dran drénken. Eng sëlliche vun hinnen iwwerdreiwen esou staark, datt se müssen an d'Klinik bruecht ginn. Am Spidol vun der Stad Lëtzebuerg, dem CHL, sollen eleng am Mount Dezember, op zwielf Deeg Garde, 20 Jonker an d'Urgence komm sinn, déi ze vill gedronk haten. An der Kannerklinik niewendru gouf et 2012 esouguer 16 Kanner mat enger Alkoholvergiftung! Déi jénkst Patientte sollen zwielf Joer al gewiescht sinn!

A leschter Zäit sollen och Cafée bei de Schüler Reklamme gemaach hunn, fir bei si ze kommen a Partien ze organisieren, wou se esou vill drénke kënnen ewéi se wëllen. Déi Jonk bräichthen nëmmen Entrée ze bezuelen an duerno wär dann d'Gedrénks mam Alkohol fir näischt.

D'Regierung versicht elo schonn zënter enger Rei Joren derfir ze suergen, datt net ze vill Gedrénks mat Alkohol dra soll gedronk ginn. Gesetter si gemaach a geännert ginn, fir datt d'Leit net méi mat ze vill Alkohol am Blut solen Auto fueren an datt Jonker ënner 16 Joer keen Alkohol solle kréien. Campagné si gemaach gi fir d'Leit ze informieren an d'Prevention besser ze maachen. An awer schéngt dat



alles net géint den Abus vum Alkohol ze wierken. An engems wëllt d'Regierung déi nächste Méint een nationale Plang géint den Alkohol virstellen.

Dofir wëll ech dem Gesondheitsminister gären dës Froen hei stellen:

- Kennt de Minister déi Zuele vu Jonker, déi am CHL am Mount Dezember 2012 an an der Kannerklinik d'lescht Joer behandelt gi sinn, well se ze vill Alkohol gedronk haten? Wa jo, kann hien dës Zuele confirméieren? Ginn et iwwerhaapt an den eenzelne Spideeler hei am Land prezis Zuelen iwwer Jonker, déi wéinst ze villem Alkohol d'lescht Joer behandelt gi sinn? Wa jo, kann de Minister dës Zuele soen? Wann net, wéisou ginn et da keng Zuelen iwwert dës Fäll?

- Weess de Minister Bescheid, datt et Caféeën am Land ginn, déi bei Jonke Reklammm maa chen, fir bei hinne fir een niddrege Präis kënnen esou vill Gedrénks mat Alkohol ze kréien ewéi se wëllen? Wa jo, missten déi Caféeën net méi genee kontrolléiert ginn? Wéi gëtt iwwerhaapt gekuckt, datt d'Gesetz vun 2006 respektéiert gëtt? Gëtt an de Caféeën kontrolléiert ob si sech, éischstens, drun halen, datt keen ënner 16 Joer Alkohol kritt an datt, zweetens, een, dee schonns ze vill gedronk huet, net nach weider ze drénke kritt? A wéi ginn déi aner Plaze wou een Alkohol ze kafe kritt, ewéi zum Beispill Butteker a Bensinstationnen, kontrolléiert?

- Wat ass dem Minister säi Bilan vu Campagnen ewéi «Keen Alkohol ënner 16 Joer»? A kann de Minister soen, wat déi grouss Linne vum nationale Plang géint den Alkohol sinn? Wéini ass dës fäerdeg? Wäert ee Gesetzesprojet déposéiert ginn oder Gesetzer/Reglementer geännert ginn?

**Réponse (1.3.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Bien que l'honorable Parlementaire ait formulé sa question en langue luxembourgeoise, je me permets de rédiger en langue française ma réponse, alors que celle-ci comporte l'utilisation de termes techniques que la langue luxembourgeoise ne connaît pas.

Mes services disposent de données sur les intoxications alcooliques aiguës des jeunes de moins de 16 ans suivies dans le service d'urgence de la Kannerklinik pour la période située entre mai 2011 et mars 2012, ainsi que de données sur les jeunes de 16 à 18 ans admis aux urgences du Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) pendant la même période. Ces données proviennent d'une enquête commanditée par mon Ministère et menée au sein de la Kannerklinik et de l'Hôpital Municipal du CHL.

Il en ressort que les cas hospitalisés se présentaient souvent avec des taux d'alcoolémie supérieurs à 2g/l. Ces états éthyliques étaient surtout dus à l'absorption en grande quantité d'alcools forts. Ces cas n'étaient toutefois pas seulement limités aux weekends, voire aux soirées de weekend, mais une partie de ces jeunes se trouvaient dans cet état en cours de journée. Pour les trois quarts de ces adolescents il s'agissait de la première intoxication. Concernant les circonstances de la consommation ayant mené à l'intoxication, 56% des jeunes concernés ont affirmé avoir consommé de l'alcool entre amis du même âge.

Le phénomène du «binge drinking», à savoir la consommation de grandes quantités d'alcool, qui concerne aussi les plus jeunes, est surtout observé à l'extérieur du foyer familial ou d'autres structures encadrées empêchant de la sorte toute possibilité de contrôle par des adultes. Ce phénomène, qui est plus particulièrement observé dans le cadre du groupe social des amis et des copains, a surtout lieu à l'extérieur des locaux destinés à la consommation d'alcool et concerne essentiellement l'alcool fort.

L'origine de cet alcool fort n'a pas pu être déterminée par l'enquête précitée. Il peut toutefois provenir du commerce ou du foyer familial.

Étant donné que l'intoxication alcoolique aiguë constitue un diagnostic médical, celui-ci apparaît dans les dossiers médicaux des urgences du CHL et des autres établissements hospitaliers participant au service des gardes. Toujours est-il que ces dossiers sont confidentiels et que les informations sont essentiellement limitées à l'usage médical curatif intrahospitalier.

Selon les informations fournies par le CHL, la quasi-totalité des cas d'intoxication alcoolique aiguë chez les jeunes requièrent toutefois une hospitalisation. Sur base de la loi hospitalière, le Ministre de la Santé peut avoir recours aux données anonymisées des diagnostics ayant nécessité une hospitalisation. Ces données sont disponibles auprès de la CNS et de l'IGSS.

La problématique de la consommation de boissons alcooliques chez les jeunes constitue une cible prioritaire dans la lutte contre les méfaits de l'alcool. Je tiens à rappeler qu'un premier pas contre ces méfaits a été franchi avec l'adop-

tion du règlement grand-ducal du 28 décembre 2005 relatif aux boissons alcooliques confectionnées, qui introduit une taxe sur les alcopops. Cette taxe a d'ailleurs fortement contribué à la disparition presque intégrale de ces produits du marché luxembourgeois.

Une étape décisive a ensuite été atteinte avec l'adoption de la loi qui interdit la vente de boissons alcooliques à des mineurs de moins de 16 ans, dont fait référence Monsieur le Député.

Je viens par ailleurs de charger le groupe interdisciplinaire, qui traite de la problématique de la consommation d'alcool chez les jeunes, et que j'avais mis en place dès 2005, d'élaborer un plan national alcool. Ledit groupe a identifié les jeunes consommateurs comme étant une cible prioritaire des efforts préventifs actuels et futurs. Une information et une mise en garde devant les effets souvent rapides et incontrôlables de la consommation d'alcools forts, ainsi qu'un contrôle plus sévère de la mise à disposition de boissons alcooliques en général aux jeunes sont ainsi, parmi d'autres mesures, prévus et partiellement déjà en cours d'être mis en place.

Ce plan national, qui détermine une stratégie pluriannuelle, résulte d'un travail d'experts interdisciplinaire et multisectoriel. Les quatre champs d'actions prioritaires sont consacrés à:

- la prévention chez les femmes enceintes et allaitantes,

- la prévention et la protection des enfants et des adolescents,

- la prévention sur le lieu de travail,

- la sécurité routière.

Dans chaque domaine d'intervention des actions de prévention, de détection précoce et d'intervention brève, de traitement et de monitoring sont prévues.

Le plan d'action devrait pouvoir être finalisé d'ici l'été.

Dans le cadre de la lutte contre les effets néfastes de l'alcool, et surtout contre les pratiques de consommation ciblant l'ivresse chez les adultes, mais encore davantage chez les jeunes, ce groupe a encore identifié la pratique du «flat rate» (i. e. consommation à volonté d'alcool contre paiement d'une indemnité fixe dans un établissement destiné à la vente d'alcool pour consommation sur place) comme une cible évidente et hautement prioritaire. En effet, ces pratiques qui ciblent essentiellement la clientèle jeune, voire très jeune, sont condamnables d'un point de vue déontologique. De surcroît, elles risquent également d'être en conflit avec la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets qui prévoit que le tenancier d'un tel établissement est tenu d'en interdire l'accès à tout mineur de moins de 16 ans non accompagné par un adulte et, plus particulièrement en ce qui concerne le «flat rate», de ne pas servir de boissons alcooliques à une personne qui montre des signes manifestes d'ébriété.

Il appartient aux forces de l'ordre d'assurer le respect de la législation.

Les actions de «street marketing» par les acteurs de la prévention sont également utiles aux fins d'information, de sensibilisation et de réduction des risques.

Enfin sont également à recommander des contrôles effectués par les organisateurs à l'entrée lors d'événements festifs, de fêtes ou de bals, pour vérifier l'âge des consommateurs et/ou leur état d'ivresse.

La campagne pluriannuelle «Keen Alkohol ënner 16 Joer» a été évaluée. Le processus d'évaluation s'est étendu sur trois années (2010 à 2012). L'étude d'évaluation vient d'être publiée: «Lokale Netzwerkbildung als strategisches Konzept in der Prävention: Evaluation einer Sensibilisierungskampagne zum Alkoholkonsum im Jugendalter» (Springer VS; 2013).

Il en ressort que la responsabilisation des adultes et la formation de réseaux d'intervention et d'action constituent une stratégie de prévention efficace contre l'abus d'alcool chez les adolescents et les jeunes adultes.

Les personnes interrogées lors de cette étude d'évaluation accordaient une grande importance aux mesures législatives et à la politique des prix et des taxes, mais relevaient également l'effet de renforcement de la campagne médiatique d'information et de sensibilisation. Les multiplicateurs auprès des différentes communes ayant participé à la campagne ont été des éléments-clés pour le succès de la campagne.

Les enquêtes ont également montré que les infractions à la loi portant réforme du régime des cabarets étaient plus nombreuses que celles concernant l'interdiction de la vente d'alcool aux mineurs de moins de 16 ans en dehors des débits de boisson. Les infractions étaient sur-

tout nombreuses lors d'événements publics ou de fêtes sans contrôles d'entrée.

Étant donné que les jeunes s'attendent à ce que les adultes jouent un rôle de modèle social et qu'à ce titre, ils prennent également leurs responsabilités dans ce domaine, il est important d'insister sur le rôle constructif d'un dialogue intergénérationnel sur les facteurs de risques concernant l'abus d'alcool.

Ce constat souligne l'importance de la formation d'adultes engagés et bénévoles, mais également de l'implication accrue des parents et des éducateurs.

**Question 2504 (16.1.2013) de MM. Félix Braz et Camille Gira (déi gréng)** concernant les **avertissements taxés des agents municipaux:**

Dans le cadre de leurs attributions légales (fixées par la loi communale) les agents municipaux concourent, sous l'autorité du collège des bourgmestre et échevins et en accord avec le commandant du commissariat de police, à la constatation des infractions en matière de stationnement en décernant des avertissements taxés.

Or, force est de constater que les avertissements taxés établis par les agents municipaux ne sont pas traités de la même façon que ceux délivrés par les agents de la Police grand-ducale. En effet, ce n'est qu'après le troisième avertissement taxé non payé d'un agent municipal qu'un procès-verbal est dressé contre un contrevenant, tandis que cette procédure est déclenchée après le non-paiement du premier avertissement taxé délivré par un agent de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer sur quelle base légale les différentes procédures susmentionnées sont appliquées?

2. Est-ce que Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que cette façon de procéder risque de désavouer le travail des agents municipaux?

**Réponse commune (18.3.2013) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice, et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

Aux termes de l'article 99 de la loi communale, chaque commune peut avoir un ou plusieurs agents municipaux qui concourent sous l'autorité du bourgmestre et des échevins, en accord avec la police, à la constatation des infractions en matière de stationnement en décernant des avertissements taxés conformément aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'article 15 de la loi du 14 février 1955 sur la circulation routière.

Le propre d'un avertissement taxé est qu'un agent habilité à ce faire, après avoir constaté lui-même une infraction, peut inviter le contrevenant à verser immédiatement entre ses mains la taxe due, soit, lorsque la taxe ne peut pas être perçue sur le lieu même de l'infraction, qu'il s'en acquitte dans le délai lui imparti par sommation. Dans cette deuxième hypothèse, le paiement peut notamment se faire dans le bureau de la Police grand-ducale ou par versement au compte postal ou bancaire indiqué par la même sommation.

Or, en l'occurrence le versement direct de la taxe n'est pas permis aux agents municipaux.

En droit strict à l'heure actuelle les agents municipaux ne dressent pas d'avertissements taxés mais se limitent à inviter les contrevenants à payer une amende et dénoncent le fait constaté à la police qui continue la procédure.

Les agents municipaux ne dressent donc pas d'avertissements taxés, le «papillon» qu'ils apposent à l'avant de la voiture contient uniquement le numéro d'immatriculation de la voiture, mais non pas le nom du propriétaire, ni celui du conducteur du véhicule.

Il s'agit donc en l'espèce plutôt d'une dénonciation à la police.

On ne saurait soutenir à l'heure actuelle que les agents municipaux dressent effectivement des avertissements taxés.

Il s'y ajoute que la loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains fichiers ne permet en rien aux agents municipaux d'avoir accès à ces fichiers. Or, à défaut de consulter ces fichiers, il est impossible de dresser un avertissement taxé, étant donné qu'on ne peut pas identifier le propriétaire d'une voiture mal garée, etc.

Les agents municipaux ne dressant pas d'avertissements taxés, on ne saurait affirmer que les

infractions constatées par eux seraient traitées différemment de celles constatées par la police. La question posée manque donc en fait de pertinence.

Il est exact qu'au début des années 1990 il fut convenu entre le parquet de Luxembourg et la direction générale de la police que la police ne réserverait à ces dénonciations des agents municipaux aucune suite au niveau policier et ne dresserait un procès-verbal que dans les situations où le contrevenant n'aurait pas mis de ticket, où l'heure du stationnement payé aurait été dépassée mais en aucun cas dans les situations où le stationnement illégitime aurait constitué une contravention plus grave en matière de stationnement tels les stationnements sur un endroit réservé aux handicapés, sur un passage pour piétons, tout près d'un carrefour ainsi qu'en cas de gêne manifeste de la circulation.

À l'époque il fut convenu que si un contrevenant dépassait durant un laps de temps supérieur à un an deux ou trois contraventions du chef d'infractions minimales en matière de stationnement, procès-verbal serait dressé pour toutes les infractions commises.

Au moment où cet accord, purement verbal, est intervenu entre la direction de la police et le parquet, les deux parties étaient d'accord pour dire que l'accord s'imposait étant donné que le parquet faisait valoir que si la police courait derrière chaque contravention minimale en matière de stationnement, le principe de la proportionnalité ne serait pas observé.

Il importe encore de relever qu'à l'époque de cet arrangement on craignait une avalanche de procès-verbal alors que le nombre des agents municipaux venait d'être augmenté sensiblement et ceux-ci s'étant vu accorder de nouveaux pouvoirs.

Cet accord oral sera réexaminé par les deux parties prochainement pour voir s'il est opportun de le maintenir.

**Question 2507 (17.1.2013) de M. André Bauler (DP)** concernant les **lignes ferroviaires entre la Belgique et le Luxembourg:**

La presse quotidienne belge a annoncé que, selon le plan Infrabel pour le rail dans les provinces de Namur et de Luxembourg, la ligne ferroviaire de Rivage-Gouvy (ligne 42), qui relie les villes de Luxembourg et de Liège, risque d'être fermée à (très) court terme, tout comme d'autres lignes du réseau wallon, à savoir les lignes 43, 165 et 167. À en croire un responsable de la province du Luxembourg ce plan serait «imbuvable pour les Luxembourgeois!» Et il le serait «tout autant pour les Namurois et les Liégeois dans la mesure où il met en péril les liaisons entre la province de Luxembourg et ses voisins» (Le Soir du 12/13 janvier).

Qui pis est, la ligne Namur-Libramont-Arlon (ligne 162), qui relie Luxembourg à Bruxelles, serait encore entretenue durant cinq ans, puis elle risquerait également la fermeture «si rien ne change en matière de moyens». Il n'est donc point étonnant que les Luxembourgeois belges aient mis en place un «comité de vigilance» appelé à mener des négociations avec les ministres fédéral et régional de la mobilité en vue d'organiser un plan d'actions.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces mesures proposées par la société Infrabel, en charge de l'infrastructure ferroviaire du Royaume de Belgique? Dans l'affirmative, le Gouvernement grand-ducal a-t-il contacté le Gouvernement belge, la SNCB ou les dirigeants de la société en question afin d'obtenir des informations précises en la matière?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il procéder pour éviter que ces mesures nuisibles pour le Grand-Duché ne se concrétisent à la fin du compte?

**Réponse (20.2.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire n°2507 du 17 janvier 2013, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet de l'avenir des lignes ferroviaires entre la Belgique et le Luxembourg.

Suite aux annonces informelles qu'un plan d'économie serait en cours de discussion en





Belgique, ayant notamment pour objet d'arrêter l'entretien de certaines lignes ferroviaires en Belgique, j'ai adressé un courrier à Monsieur le Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité de la Belgique, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Entreprises publiques, tout en situant ce dossier dans le cadre de nos opérations ferroviaires transfrontalières avec la Belgique.

Dans ce contexte, les stipulations du protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg le 17 avril 1946, le Memorandum of Understanding entre le Ministre des Communications du Royaume de Belgique et le Ministre des Transports du Grand-Duché de Luxembourg concernant l'électrification de la section de ligne de chemin de fer entre Gouvy et Rivage du 20 juin 1991, ainsi que le 2<sup>e</sup> Memorandum of Understanding du 8 décembre 1992 ont été rappelés.

Ainsi, l'article 4 du protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg le 17 avril 1946 stipule que:

«Article 4. Les Parties contractantes veillent à des infrastructures ferroviaires insérées au mieux dans les réseaux de transport transeuropéens et assurant la continuité du service par chemin de fer au-delà des frontières communes.

Elles assurent la maintenance et le développement de ces infrastructures en sorte à permettre au trafic international de voyageurs et de fret de transiter dans les meilleures conditions par le réseau luxembourgeois, comme si ce réseau faisait partie intégrante du réseau belge ou du réseau français.

Dans l'intérêt de l'intégration des parties belge, française et luxembourgeoise de la région transfrontalière, de la mobilité des personnes qui y résident et travaillent, et des échanges entre les différents pôles d'activités qui y sont établis, les Parties contractantes favorisent les relations transfrontalières par chemin de fer à des conditions appropriées de desserte, de cadence, de temps de parcours et de confort, notamment lorsque ces relations revêtent sur tout ou partie de la liaison un caractère de service public.»

À noter enfin que la SNCF, de leur côté, est également intervenue auprès de leurs homologues du groupe SNCB afin de souligner l'importance de ce réseau ferroviaire.

**Question 2508 (17.1.2013) de M. Eugène Berger (DP) concernant l'attaque de cyberespionnage du réseau «Red October»:**

Le Luxembourg a été cité dans la presse comme un des pays visés par l'attaque de cyberespionnage du réseau «Red October». Une information qui a été confirmée par le CERT (Computer Emergency Response Team). D'après le CERT seule une machine du réseau informatique de l'État aurait été touchée et le transfert illicite de données qui fut engagé aurait immédiatement été arrêté grâce à des mesures de protection.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le département qui a été visé par l'attaque?
2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la date d'activation et le début de la transmission d'informations au réseau «Red October»?
3. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les informations transmises au réseau «Red October»?
4. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ces informations sont liées directement ou indirectement à la sécurité du pays ou à la protection du patrimoine économique du Luxembourg?
5. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si l'on peut conclure de la façon de procéder de «Red October» sur les informations recherchées dans le réseau informatique de l'État?

**Réponse (15.2.2013) de M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias:**

1. La machine du réseau informatique de l'État contre laquelle l'attaque était dirigée, a été très rapidement identifiée par le CERT gouvernemental (les équipes en charge de la sécurité informatique de l'État) lequel a mis en place des mesures pour neutraliser les effets de l'attaque. L'information concernant le département de l'État visé est une information qui ne peut être divulguée pour des raisons de sécurité. Cette information n'est par ailleurs pas de nature à apporter des éclaircissements supplémentaires pertinents.
2. Grâce au professionnalisme des équipes en charge de la sécurité du système d'information (CERT et CTIE) le début de l'attaque a pu être déterminé et fixé au 13 août 2012.
3. Pour des mêmes raisons de sécurité, la nature des informations interceptées illégalement ne sera pas dévoilée. Cependant les informations interceptées ne relevaient pas de la catégorie de données classifiées conformément à la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.
4. L'attaque a permis de rendre accessibles des documents de travail d'un agent de l'État qui ne contiennent pas des informations susceptibles de mettre en danger la sécurité du pays ou son patrimoine économique.
5. Les analyses détaillées du code malicieux utilisé sur la machine infectée sont en cours et il est dès lors prématuré de tirer des conclusions sur la nature des informations recherchées.

**Question 2509 (17.1.2013) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables:**

Suivant la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 de la Commission européenne visant à promouvoir l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (20% d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE d'ici à 2020), le Grand-Duché de Luxembourg a opté pour un taux de 11% (ce taux s'élevait à 2,8% en 2010 et a grimpé à 4% en 2012).

Le Grand-Duché a mis en service des centrales de production d'énergies électrique et thermique décentralisées. En ce qui concerne l'énergie éolienne, six nouvelles centrales de dernière génération d'une capacité de 2,3 MW chacune ont été installées au nord du pays. Outre les éoliennes, on met également l'accent sur l'énergie solaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement des différents projets d'installation de nouvelles centrales éoliennes?
- Le «repowering» (de 500 kW à 2.000 kW par éolienne) des quatre centrales éoliennes situées sur le plateau de Mompach, quadruplant ainsi la capacité du parc éolien de 2 MW à 8 MW, se trouve-t-il sur l'agenda?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer quant au suivi des deux centrales éoliennes défectueuses du plateau de Putscheid? Est-il d'avis qu'il serait préférable de les remplacer directement par deux nouvelles centrales d'une puissance accrue de 2 MW?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état actuel du projet «mur antibruit équipé de panneaux photovoltaïques» le long de l'autoroute A1 (Luxembourg-Trèves)?

**Réponse (7.3.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne l'état d'avancement des différents projets d'installation de nouvelles centrales éoliennes sur le territoire national, j'aimerais préciser, en me référant à la réponse à la question parlementaire n°0828 du 6 août 2010 de Monsieur le Député Marcel Oberweis (cf. *compte rendu n°1/2010-2011*) que mes compétences incluent notamment la définition des objectifs nationaux quant au développement des énergies renouvelables sur le territoire national et la proposition de mesures pour atteindre ces objectifs. Il appartient cependant aux acteurs économiques concernés de décider sur la réalisation de projets dans le domaine des

énergies renouvelables. Sur demande, la société Soler S.A., une joint-venture des sociétés Enovos Luxembourg S.A. et SEO S.A., qui est impliquée dans bon nombre de projets éoliens sur le territoire national, m'a confirmé que plusieurs projets sont à différents stades de la procédure d'autorisation sur le territoire national. Les projets qui sont les plus avancés sont l'extension du parc éolien «Kehmen-Heischent» (puissance totale: 6,9 MW), le parc éolien «Rulljen-Géis-dref» (puissance totale: 16,1 MW) et le parc éolien «Huldang» (puissance totale: 11,5 MW).

En ce qui concerne la question du «repowering» des quatre installations situées sur le plateau de Mompach, j'aimerais me référer à la réponse à la question parlementaire n°1311 du 11 mars 2011 de Monsieur le Député Marcel Oberweis (cf. *compte rendu n°12/2011-2012*) pour réitérer le fait que le développement du potentiel en matière d'énergies renouvelables en général et d'énergie éolienne en particulier (y inclus le «repowering» des centrales sur le plateau de Mompach) appartient aux acteurs économiques. Il revient au Gouvernement de créer un cadre adéquat et des incitatifs suffisants pour le développement des potentiels techniquement réalisables. Néanmoins, la société Soler S.A. m'a informé sur demande qu'elle envisage de remplacer les installations existantes et que différents scénarios sont actuellement à l'étude.

Pour ce qui est de la question du «repowering» concernant les deux centrales éoliennes défectueuses du plateau de Putscheid, j'aimerais me référer aux réponses aux questions parlementaires n°0408 du 22 janvier 2010 des honorables Députés Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf (cf. *compte rendu n°10/2009-2010*) et n°0828 du 6 août 2010 de Monsieur le Député Marcel Oberweis dans lesquelles j'ai soulevé que les décisions quant à un «repowering» ou une autre croissance de rendement ou de puissance de centrales éoliennes relèvent de la seule responsabilité des propriétaires respectivement exploitants de ces installations. Ceci inclut également les éoliennes situées sur le territoire de la commune de Putscheid. Néanmoins, sur demande la société Soler S.A. m'a encore fait part qu'elle envisage de remplacer les deux installations existantes et que les différentes variantes sont actuellement étudiées.

Le projet des «murs antibruit équipés de panneaux photovoltaïques», première initiative pour la mise en place de panneaux photovoltaïques sur le réseau de la grande voirie, a été abandonné par manque de sites potentiels et à cause de problèmes d'emprise pour la mise en place de digues de terre offrant des versants orientés sud. Il en est de même pour les dispositifs antibruit sous forme d'écrans verticaux plats ou disposés en zigzag. La solution qui reste d'actualité est celle de profiter des talus d'autoroute orientés sud pour y mettre en place des panneaux photovoltaïques.

Une première analyse sommaire dans cette variante avait été entreprise sur initiative de la Fédération des Artisans.

L'étape suivante était de concrétiser ce projet en examinant ses opportunités sur les plans technique, économique et politique. Sachant que de toutes les énergies renouvelables la photovoltaïque était celle avec le plus mauvais rendement, il fallait assurer le financement du projet et désigner un maître d'ouvrage délégué pour s'occuper de sa réalisation.

En date du 20 juillet 2012 le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures se sont prononcés en faveur d'un financement à charge de l'État et ont proposé de confier la maîtrise d'ouvrage de ce projet à une entreprise externe.

Lors de plusieurs réunions de travail, il a été convenu qu'il fallait approfondir les études sommaires déjà entreprises par une étude plus appuyée des sites potentiels, en prenant en considération des critères techniques et économiques de l'installation proprement dite ainsi que ceux du raccordement au réseau de distribution du courant électrique.

En cas de confirmation du projet après cette analyse approfondie, des calculs de rentabilité détaillés seront réalisés pour les sites retenus.

L'adjudication des études, expertises et travaux se fera en conformité avec la loi sur les marchés publics.

**Question 2510 (18.1.2013) de M. Fernand Etgen (DP) concernant l'Association des Cadres Fonctionnaires de l'Administration Gouvernementale:**

Récemment l'Association des Cadres Fonctionnaires de l'Administration Gouvernementale

s'est adressée en désespoir de cause au public en publiant un communiqué de presse où elle explique qu'il lui est impossible d'obtenir du Ministre de tutelle une réponse satisfaisante quant aux interrogations qu'elle et ses ressortissants se posent dans le cadre des réformes projetées dans la fonction publique. En effet, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative se serait déclaré incompétent pour les questions ayant trait à l'administration gouvernementale et aurait invité les responsables de l'ACFAG à s'adresser au Premier Ministre. Or, l'Association des Cadres Fonctionnaires de l'Administration Gouvernementale n'aurait obtenu aucune réponse à ses courriers successifs demandant une entrevue avec le Premier Ministre.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner si le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'a en effet aucune compétence en matière d'organisation de l'administration gouvernementale?

- Messieurs les Ministres jugent-ils qu'il est normal qu'une association défendant les intérêts de ses ressortissants soit d'abord renvoyée par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative auprès du Premier Ministre afin de pouvoir exposer ses doléances pour par la suite n'obtenir aucune réponse de ce dernier quant à ses demandes d'entrevue itératives?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que toute réforme demande d'abord de la part de ses instigateurs une oreille ouverte pour les interrogations que les premiers concernés, à savoir les agents publics, sont en droit de se poser?

**Réponse (14.3.2013) de M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:**

L'honorable Député Monsieur Fernand Etgen se réfère à un communiqué de presse de la part de l'ACFAG dans le contexte des réformes dans la fonction publique, en reprenant à son compte une plainte de cette dernière de ne pas avoir eu de réponse à ses courriers respectifs demandant une entrevue auprès du Premier Ministre. Monsieur le Député demande maintenant si le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'aurait pas de compétence en matière d'organisation de l'administration gouvernementale, pourquoi une association ne serait pas invitée à exposer ses doléances auprès du Premier Ministre et si tant le Premier Ministre que le Ministre de la Fonction publique ne devraient pas d'abord avoir une oreille ouverte pour les questions que les agents publics se posent.

En réponse, permettez-moi d'attirer d'abord l'attention de l'honorable Député au fait qu'il ne m'appartient pas de commenter un communiqué de presse qui engage unilatéralement une association professionnelle représentant et défendant au sein d'une administration les intérêts d'une seule carrière, à savoir celle des rédacteurs au service des départements ministériels.

Ensuite il n'est certainement pas exact de prétendre que le Gouvernement n'aurait pas eu l'oreille ouverte aux questions que se posent ses agents publics. En effet, je me dois de préciser, d'une part, qu'après de longues discussions et négociations qui se sont prolongées sur près de trois ans, et pour ce qui est de l'intérêt général de la fonction publique, deux accords ont pu être signés le 15 juillet 2011 entre le Gouvernement et la CGFP, l'un sur les réformes, l'autre en matière de politique salariale, accords suivis par un avenant le 27 avril 2012 après l'accord de conciliation du 30 mars de la même année. D'autre part, il m'est tout aussi important de rappeler que, pour ce qui est des sous-organisations de la fonction publique, j'avais organisé ensemble avec Madame la Ministre déléguée à trois reprises, et avec chacune d'entre elles qui en avait fait la demande, au cours de l'année 2012 des entrevues particulières, entrevues consacrées à une consultation sur leurs mémoires de revendications et au-delà sur les réformes projetées. Les trois réunions avec l'ACFAG ont eu lieu les 2 février, 30 avril et 5 juin 2012.

Je tiens enfin à assurer à l'honorable Député que le Gouvernement compte strictement respecter les termes des différents accords conclus avec la CGFP. Ai-je besoin d'ajouter que le Gouvernement a pris ses responsabilités et tenu ses engagements par le dépôt en date du 26 juillet 2012 des projets de loi relatifs aux réformes dans la fonction publique, accompagnés de celui de la mise en œuvre de l'accord salarial et d'une trentaine de projets de règlements grand-ducaux. Il incombe maintenant aux





membres de la législative d'organiser ses travaux et d'entendre dans ce contexte le cas échéant les organisations syndicales qui en feraient la demande.

**Question 2511** (18.1.2013) de **M. Alexandre Krieps** (DP) concernant le **chômage dû aux intempéries**:

Les conditions météorologiques actuelles font en sorte que beaucoup d'entreprises, notamment celles du bâtiment et du génie civil, ont dû déclarer du chômage dû aux intempéries pour une partie de leur personnel auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).

Dans ce cas, les dispositions légales prévoient que le Fonds pour l'Emploi intervient à partir de la 17<sup>e</sup> heure perdue à raison de 80% de la rémunération horaire moyenne brute effectivement touchée par le travailleur au cours des trois mois ayant précédé le mois de la survenance du chômage.

Il me revient toutefois que le versement de l'indemnité compensatoire de rémunération du chômage dû aux intempéries connaît des retards importants de sorte que certaines entreprises ne touchent leur indemnité que des mois après la déclaration auprès de l'ADEM.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, combien d'entreprises sont touchées par ces retards? Quelles sont les sommes qui tardent d'être versées aux entreprises concernées?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation? Est-il prévu de mettre en place une prise en charge directe de l'indemnité par le Fonds pour l'Emploi afin d'éviter que des entreprises ne connaissent des difficultés financières dues aux retards susmentionnés?

**Réponse** (27.2.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Par sa question parlementaire n°2511 l'honorable Député Alexandre Krieps a demandé des renseignements en relation avec le paiement de l'indemnité compensatoire de chômage dû aux intempéries.

Voici les informations demandées:

En 2012, 1.458 dossiers relatifs au chômage involontaire dû aux intempéries ont été introduits à l'ADEM.

598, soit 41% de ces dossiers étaient incomplets et ont dû être retournés aux entreprises pour être complétés.

La durée moyenne entre l'entrée du dossier et le moment où l'entreprise touche le chômage est de 32,7 jours. Pour les dossiers incomplets, cette durée est de 57,9 jours.

Au vu de ces informations, je laisse à l'appréciation de l'honorable Député si les informations qui lui sont parvenues correspondent à la réalité.

À noter que 831 entreprises et 17.949 salariés étaient concernés pour un total de 1.101.032 heures indemnisées.

Les dossiers reçus au courant du mois de décembre 2012 ont été liquidés au 1<sup>er</sup> février 2013.

3,5 postes de l'ADEM sont en charge du traitement de ces dossiers.

Le tableau ci-annexé regroupe les principales données chiffrées quant au chômage dû aux intempéries.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 2512** (18.1.2013) de **Mme Viviane Loschetter** (déli gréng) concernant la **garantie à l'emploi pour les jeunes**:

La Commission européenne a demandé aux États membres de mettre en œuvre une garantie à l'emploi pour les jeunes. À travers ce programme, les jeunes de moins de 25 ans devraient être intégrés dans l'emploi ou dans des mesures de formation au plus tard quatre mois après leur accession au marché de l'emploi. En clair, il s'agit de réduire la durée maximale de chômage des jeunes à moins de quatre mois.

La responsabilité pour la mise en œuvre et le financement du programme réside selon les trai-

tés européens auprès des États membres. Au Luxembourg le taux de chômage des jeunes se situe aux alentours de 20%.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre compte mettre en œuvre la garantie à l'emploi pour les jeunes au Luxembourg et dans quel délai?

2. Quelles seront les modalités de coordination et d'intégration entre les politiques «emploi» et «formation professionnelle» des dispositifs mis en œuvre en vue de la garantie à l'emploi pour les jeunes?

**Réponse** (22.2.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

La Commission européenne a présenté le 5 décembre 2012 une proposition de recommandation du Conseil sur l'établissement d'une Garantie pour la jeunesse. Depuis lors, cette proposition a été discutée dans différents groupes de travail au niveau communautaire et sera sur l'agenda du Conseil «EPSCO» du 28 février 2013 pour adoption. Ce ne sera que par la suite que cette recommandation sera applicable.

Toutefois, je n'ai pas attendu une telle proposition de la part de la Commission pour développer une «garantie jeunes», cette idée figurant notamment dans un rapport du Parti Socialiste Européen (PSE) sur le chômage des jeunes que j'ai co-rédigé. J'ai présenté le 27 mars 2012 un plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes aux partenaires sociaux lors d'une réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi. Ce plan d'action, qui est annexé à la présente réponse, prévoit que tout soit mis en œuvre pour «(...) proposer à tout jeune endéans des premiers quatre mois, soit un emploi, soit une mesure lui permettant de s'insérer professionnellement ou d'améliorer sérieusement son employabilité, soit une formation professionnelle ou une qualification, soit un retour à l'école pour ceux notamment qui ont interrompu leur scolarité prématurément».

Pour permettre la mise en œuvre de cette garantie avant le mois de juin 2014 au plus tard, le service emploi des jeunes de l'Agence pour le développement de l'emploi est en train d'être renforcé.

De même, la collaboration entre les différents services de l'orientation est améliorée. Les services de l'Agence pour le développement de l'emploi, le service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle et des représentants du Centre national de Formation professionnelle continue se réunissent régulièrement au sein d'une commission qui accompagne l'organisation, la gestion et l'évaluation de formations à l'attention des demandeurs d'emploi inscrits.

La Maison de l'orientation, qui a été inaugurée le 26 septembre 2012, regroupe sous un même toit différents services gouvernementaux, à savoir:

- Le Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi,
- L'Action locale pour jeunes,
- Le Centre de psychologie et d'orientation scolaires,
- la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants,
- l'antenne régionale Centre du Service national de la Jeunesse,
- et le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement supérieur.

La coopération entre les services est réalisée aussi au niveau de différents projets, dont le projet en faveur des jeunes demandeurs d'emploi éloignés du marché du travail. Un premier projet-pilote a été réalisé en 2012 avec 51 jeunes qui ont terminé la formation et ont été orientés vers les voies les plus appropriées dont le retour à l'école, une formation complémentaire pour effectuer par la suite un apprentissage ou vers un emploi. Un deuxième projet a été lancé en janvier 2013 avec 56 jeunes. La volonté de favoriser le retour des jeunes vers l'école fait partie intégrante du concept de ce projet.

Le Comité permanent du travail et de l'emploi, dont font partie les partenaires sociaux et les ministres concernés, se réunit régulièrement afin de discuter, entre autres, des propositions de mesures dans la lutte contre le chômage, comme ce fut le cas le 26 mars 2012 pour le plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes. Un CPTÉ spécial sur la situation de l'emploi, dont l'emploi des jeunes, se tiendra le 20 février 2013. Une évaluation de la mise en œuvre du plan d'action qui comprend la «garantie jeunes» y est effectuée tous les trimestres.

En outre, j'ai introduit un projet de loi afin d'adapter les mesures en faveur de l'emploi des jeunes de l'Agence pour le développement de l'emploi, à savoir le contrat d'initiation à l'emploi et le contrat d'appui à l'emploi. Ce projet vise une meilleure adaptation de ces contrats aux besoins des jeunes demandeurs d'emploi en mettant l'accent sur une formation adaptée et une insertion professionnelle durable.

Annexe: Plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes (mars 2012)

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 2514** (21.1.2013) de **M. Jean Colombara** (Onofhängeg) concernant le **«Droit à la santé»**:

L'article 11 (5) de la Constitution dispose que «la loi règle quant à ses principes la sécurité sociale, la protection de la santé, les droits des travailleurs, la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale des citoyens atteints d'un handicap». Or, partant de cette constatation, la Constitution ne définit pas la notion de droit fondamental. Les droits fondamentaux sont des obligations garantissant à l'individu, selon les hypothèses, une faculté d'agir, de faire, de s'opposer, de s'abstenir ou même d'exiger. Les droits fondamentaux apparaissent ainsi comme des «normes de permission», qui autorisent directement certains comportements humains.

Donc l'article 11(5) de la Constitution n'énonce pas de «norme de permission», ni de «faculté» au profit de l'individu, mais il a uniquement comme objet d'être purement organisationnel.

En conclusion la Constitution ne prévoit même pas de «droit à la santé».

Questions:

- 1) Pourquoi n'y a-t-il pas de «droit à la santé»?
- 2) Quelles implications juridiques et pratiques aurait le fait de remplacer la terminologie «protection de la santé» par la terminologie «droit à la santé» dans la Constitution?

**Réponse** (25.1.2013) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

La question soulevée par l'honorable Député ne concerne pas le Ministre de la Justice qui la considère partant comme irrecevable, alors qu'elle concerne l'interprétation de la Constitution, qui ne peut être interprétée, voire modifiée que par le Constituant. Il y a dès lors lieu de renvoyer la question à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

**Question 2515** (21.1.2013) de **M. Jean Colombara** (Onofhängeg) concernant les **réserves d'or**:

L'Allemagne a décidé de rapatrier son or stocké à l'étranger notamment à New-York et à Paris d'ici l'an 2020. Ceci m'amène à poser les questions suivantes:

- 1) Quelles sont les réserves d'or du Luxembourg?
- 2) Ces réserves sont-elles situées au Luxembourg ou à l'étranger?
- 3) Si elles sont situées à l'étranger, pourquoi sont-elles situées à l'étranger, combien de réserves sont localisées à l'étranger et seront-elles également rapatriées?
- 4) Quelle est la contrevaletur en euros des réserves d'or appartenant au Luxembourg?
- 5) Est-ce que pour des raisons de dette publique, le Gouvernement n'a pas pensé à vendre ses réserves en or?
- 6) Quelles sont, d'après l'opinion du Ministre, les raisons qui ont poussé l'Allemagne à rapatrier son or? Est-ce dû aux turbulences de la zone euro avec difficultés de respecter ses engagements pour sauver les pays en détresse financière?

**Réponse** (15.2.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Le Gouvernement a transféré les avoirs en or de l'État luxembourgeois d'une valeur de 460.000 onces troy, soit environ 14,8 tonnes, à l'Institut Monétaire Luxembourgeois (IML) respectivement à la Banque centrale du Luxembourg (BCL) à titre de dotation financière/capital (Loi du 20 mai 1983 portant création d'un Institut Monétaire Luxembourgeois et Loi du 22 avril 1998 portant modification des lois relatives à l'Institut Monétaire Luxembourgeois et au statut monétaire du Grand-Duché de Luxembourg).

Par conséquent, depuis 1998, le Gouvernement ne détient plus de réserves en or. Au 31 décembre 2012, la situation financière de la BCL renseigne des avoirs et créances en or pour une valeur de 91 mio. d'euros.

**Question 2516** (21.1.2013) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **futur site du Lycée technique Agricole**:

Il ressort d'un article de presse («tageblatt» du 19 janvier 2013) que des glissements de terrain se sont produits récemment en aval du futur site du Lycée technique Agricole (LTA) à Gilsdorf.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces faits?

- Est-ce qu'une étude géotechnique a déjà été faite pour le site en question? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions? Est-ce que l'étude mentionne un risque de glissement de terrain?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu des événements susmentionnés une étude géotechnique du site devrait être réalisée dans les meilleurs délais?

**Réponse** (5.3.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du terrain sur lequel le futur Lycée technique Agricole doit être érigé à Gilsdorf alors qu'il ressort d'un article de presse («tageblatt» du 19 janvier 2013) que des glissements de terrain se sont produits apparemment récemment en aval du futur site du Lycée technique Agricole (LTA) à Gilsdorf.

En effet, j'ai également pris connaissance des faits sur base des informations publiées dans la presse.

Par la suite, j'ai chargé mes services de m'en faire rapport. Quant aux glissements de terrain proprement dits, il est à noter que ceux-ci se sont produits sur des terrains privés et déboisés, situés à quelques centaines de mètres du site du futur Lycée technique Agricole.

L'on note aussi de manière générale que tout versant raide peut être affecté par de tels éboulements, voire des glissements de terrain ou des coulées de boue. Cela s'observe généralement en période de pluviométrie accrue. L'élimination de la couverture végétale et le déboisement inconsidéré peuvent affecter également la stabilité d'un versant.

Au vu de la situation géologique et hydrogéologique du site, des investigations par forage carotté et par observation directe ont été faites sur le site dès 2008 avec pour but la détermination du substrat du plateau et du versant du point de vue géologique, géotechnique et hydrogéologique. En complément, des études ciblées concernant les constructions mêmes et le système de collecte et d'évacuation des eaux sur le plateau ont été réalisées.

Les bâtiments à réaliser tiennent évidemment compte du contexte géologique notamment en ce qui concerne les types de fondations choisis. Du fait que les bâtiments se situent à plus de 65 mètres du versant nord en direction des infrastructures sportives de Diekirch, la construction du lycée n'aura pas d'influence directe sur la stabilité du ravin.

Concernant les collectes et les évacuations des eaux superficielles des zones non construites du plateau, il est prévu que toutes les eaux de surface seront récoltées et guidées à travers un bassin de rétention vers la Sûre. Les zones d'infiltrations d'eaux de surface sur le plateau ont été limitées.

En conclusion, il y a lieu de retenir que le plateau est constructible, les études géotechniques réalisées confirmant et précisant les modalités. Les précautions envisagées pour la collecte et l'évacuation des eaux de surface sur le plateau, à la hauteur des constructions et des aires de plantations, améliorent la stabilité et réduisent le risque inhérent. De même, les infrastructures telles que chemin piétonnier et canalisations d'évacuation des eaux usées et de surface dans le versant seront adaptées à l'orientation du versant et à leur localisation en pente raide.



# Chamber TV och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

**Question 2517** (21.1.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **travail à temps partiel**:

L'augmentation du taux d'emploi féminin et l'amélioration des conditions permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle tant pour les femmes que pour les hommes figurent depuis des années parmi les buts affichés des gouvernements successifs.

Or, beaucoup d'employeurs restent réticents pour autoriser leurs salariés à travailler à temps partiel afin qu'ils puissent s'occuper de leurs enfants en bas âge. Il s'avère même que dans la fonction publique, il n'est pas toujours facile de pouvoir travailler à temps partiel. Alors qu'il paraît relativement aisé d'obtenir l'autorisation de travailler à mi-temps par le biais du congé pour travail à mi-temps (art. 31 du statut général de la fonction publique), il peut être autrement compliqué de se voir accorder un temps partiel à raison de 75% ou de 25% d'une tâche complète.

Selon l'article 31.-1. du statut général des fonctionnaires de l'État (loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) «le fonctionnaire peut assumer un service à temps partiel (...) si l'intérêt du service le permet». Par ailleurs, il est précisé que «la décision d'accorder un service à temps partiel appartient au Ministre du ressort, sur avis du chef d'administration (...)». Par ailleurs, le point 2. b) du même article exclut d'office du bénéfice d'un service à temps partiel les fonctionnaires de bon nombre de carrières supérieures.

Selon mes informations, pour ce qui est plus particulièrement de l'armée luxembourgeoise, les femmes et hommes des carrières moyenne et supérieure ne sont guère autorisés à travailler à temps partiel, même s'ils sont parents d'enfants en bas âge. Alors que dans d'autres pays, tel que l'Allemagne, des lois définissent clairement le droit à un service à temps partiel pour ses militaires (Soldatinnen- und Soldatenteilzeitbeschäftigungsverordnung - STzV du 18 novembre 2005).

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre et à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'en référence au but affiché d'une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle, la fonction publique devrait donner le bon exemple et autoriser autant que possible son personnel à travailler à temps partiel?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'accord avec moi pour dire que la condition posée selon les termes «si l'intérêt du service le permet» est extrêmement vague et sujet à interprétation - de sorte qu'en pratique l'autorisation donnée ou refusée de travailler à temps partiel dépend plutôt du bon vouloir du ou des chefs de l'administration concernée?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'accord pour dire que cette façon de procéder peut s'avérer très subjective et profondément injuste?

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que même le personnel des carrières moyenne et supérieure, y compris celles au sein de l'armée, devraient avoir le droit de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle?

- Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils favoriser et promouvoir l'exercice effectif de ce droit au sein de la fonction publique en général et dans l'armée luxembourgeoise en particulier?

- Messieurs les Ministres ont-ils des indications sur le taux d'agents féminins par catégorie de personnel à la fonction publique et à l'armée? Messieurs les Ministres sont-ils satisfaits de ce taux?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer le nombre de demandes de travail à tâche partielle à 75% respectivement à 50% depuis l'introduction du service à temps partiel dans le statut du fonctionnaire pour les différentes catégories de personnel (militaire de carrière, personnel commissionné, personnel civil,...) de l'armée et selon qu'il s'agit de femmes ou d'hommes?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer de la proportion des réponses positives et négatives selon la catégorie de personnel, ainsi que le motif en cas de refus?

**Réponse commune** (20.2.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Madame la Députée Claudia Dall'Agnol pose plusieurs questions relatives au service à temps partiel. Elle voudrait savoir si la fonction publique ne devrait pas donner l'exemple et autoriser autant que possible son personnel à travailler à temps partiel. Elle demande dans ce contexte, si la condition de l'intérêt du service pour décider de l'octroi ou du refus d'un service à temps partiel n'est pas trop vague, subjective et injuste. L'honorable Députée aimerait encore savoir si les agents de l'État des carrières moyenne et supérieure ne devraient pas également avoir le droit de mieux concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle. Finalement, elle voudrait connaître le taux d'agents féminins par catégorie de personnel dans la fonction publique et au sein de l'armée, le nombre de demandes pour l'octroi d'un service à temps partiel de 75% et de 50% au sein de l'armée ainsi que la proportion de réponses positives et négatives à ces demandes avec, le cas échéant, les motifs des refus.

En réponse, nous voudrions tout d'abord informer l'honorable Députée que le critère de l'intérêt du service pour apprécier la possibilité ou non d'accorder un service à temps partiel est nécessaire pour pouvoir tenir compte de la situation concrète de chaque service et garantir le fonctionnement du service public. S'il est évident que les possibilités de pouvoir bénéficier d'un service à temps partiel ne peuvent dès lors pas être exactement les mêmes dans tous les services de l'État, ceci est particulièrement vrai pour l'armée dont les activités sont directement déterminées par les contraintes militaires typiques comme par exemple, les missions à l'étranger, les exercices, les formations et les autres activités nécessitant un encadrement étroit et permanent de la troupe ce qui entraîne qu'une part très significative des cadres de l'armée est en permanence déployée. À cela s'ajoute que les effectifs prévus par la loi, tant pour les officiers que pour les sous-officiers accusent des vacances à hauteur de 38% pour les officiers et 28% pour les sous-officiers.

Le Gouvernement tient à souligner qu'il soutient dans la plus large mesure toutes les possibilités dont disposent les agents de l'État pour concilier leur vie professionnelle avec leur vie familiale. Ainsi, les congés sans traitement et les congés pour travail à mi-temps, que les agents de l'État peuvent demander sans y avoir un droit (article 30, paragraphe 2a et article 31, paragraphe 2a du statut général des fonctionnaires de l'État), ainsi que les services à temps partiel demandés pour l'éducation des enfants sont dans la très grande majorité des cas accordés.

Le statut général des fonctionnaires de l'État exclut actuellement certains agents du bénéfice d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel, à savoir ceux occupant des fonctions de directeur, de directeur adjoint, de chef de division ou de chef de service. Il faut encore relever que l'exclusion précitée ne vaut pas pour le congé pour travail à mi-temps auquel un agent a droit, à savoir celui qui est accordé jusqu'à ce que l'enfant fréquente la première année du deuxième cycle de l'école fondamentale (anciennement: première année de l'école primaire).

Ceci étant, les Ministres en charge de la fonction publique et de la réforme administrative, soucieux de concilier le plus possible la vie professionnelle avec la vie familiale, proposent dans le cadre des réformes en matière salariale et statutaire, et plus particulièrement dans le projet de loi n°6457, de limiter l'exclusion du bénéfice d'un congé pour travail à mi-temps et d'un service à temps partiel aux fonctionnaires dirigeants visés par la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. Cela signifie donc qu'à l'avenir les agents occupant la fonction de chef de division ou de chef de service pourront demander à bénéficier d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel.

Ensuite, quant à la question de l'honorable Députée relative au taux d'agents féminins par catégorie de personnel dans la fonction publique, nous voudrions relever que selon les chiffres au 1<sup>er</sup> janvier 2012, la situation auprès de l'État s'est présentée comme suit:

Statut	Hommes	Femmes	Total
Fonctionnaires	9.047 (54,2%)	7.650 (45,8%)	16.697
Employés	1.795 (30,5%)	4.097 (69,5%)	5.892
Salariés	1.412 (52,5%)	1.277 (47,5%)	2.689
Total:	12.254 (48,5%)	13.024 (51,5%)	25.278

Actuellement, le nombre total de fonctionnaires de l'État bénéficiant d'un service à temps partiel est de 723 et se répartit comme suit:

Degré de la tâche	Hommes	Femmes	Total
25%	1	11	12
50%	30	165	195
75%	79	437	516
Total:	110	613	723

Concernant les employés de l'État engagés à tâche partielle, la situation se présente comme suit:

Degré de la tâche	Hommes	Femmes	Total
< 25%	20	35	55
≥ 25% et < 50%	25	128	153
≥ 50% et < 75%	159	1.193	1.352
≥ 75% et < 100%	119	584	703
Total:	323	1.940	2.263

Tous les chiffres indiqués ci-dessus ne comprennent pas les agents de l'État bénéficiant d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un congé sans traitement qui sont le plus souvent accordés pour l'éducation des enfants et participent donc également à une meilleure conciliation de la vie professionnelle avec la vie familiale.

Auprès de l'armée luxembourgeoise, la situation se présente comme suit:

- Taux d'agents féminins par catégorie de personnel à l'armée:

Catégorie	Total Personnel	Personnel féminin	Pourcentage
Officiers de carrière	67	3	4,47
Officiers commissionnés	7	2	28,57
Sous-officiers	167	4	2,39
Sous-off. de la Mus. Milit.	55	12	21,81
Caporaux	41	1	2,43
Soldats-volontaires	525	25	4,76
Personnel civil	136	38	27,94
Total	998	85	8,51

- Demandes de travail à tâche partielle à 75% respectivement 50% depuis l'introduction du service à temps partiel:

Catégorie (Personnel masculin)	Demandes initiées	Demandes annulées	Réponses favorables	Réponses négatives
Militaire de carrière	2	2	0	0
Personnel commissionné	0	0	0	0
Personnel civil	1	0	1	0
Total Personnel masculin	3	2	1	0
(Personnel féminin)				
Militaire de carrière	2	0	0	2
Personnel commissionné	0	0	0	0
Personnel civil	2	0	2	0
Total Personnel féminin	4	0	2	2
Grand total	7	2	3	2

**Question 2518** (23.1.2013) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **mémoire à Pierre Werner**:

Pierre Werner, ancien homme d'État et Premier Ministre luxembourgeois, également considéré comme précurseur et cofondateur de l'édification européenne, nous a quitté le 23 juin 2002. Ce grand humaniste reste sans doute une, sinon la figure la plus influente pour l'aboutissement de l'Union européenne et de la monnaie unique. Son défi initial était la mise en œuvre d'une Union économique et monétaire, aboutissant au fameux «rapport Werner» et qui fut présenté en l'an 1970. Avec son enthousiasme et sa conviction, il a également intégré les dimensions politiques, sociales et culturelles à sa conception d'une Europe unie.

C'est notamment grâce à Pierre Werner que le Luxembourg occupe une importance cruciale dans le fonctionnement et la structure de l'Union européenne, en abritant de nombreuses institutions sur son territoire, à savoir sur la «Place de l'Europe» au Kirchberg. Après sa mort, un centre culturel portant son nom (Institut Pierre Werner) a été créé à Luxembourg sur l'initiative des gouvernements français, allemand et luxembourgeois. Cet institut promeut la construction durable d'une citoyenneté européenne et représente ainsi l'idéologie et les ambitions de Pierre Werner.

Or, je constate avec un fort regret que sur la «Place de l'Europe», aucun monument n'ait été érigé à son nom, ni aucune rue ou place publique ne lui aient été dédiées à cet endroit.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre d'État est-il d'avis que Pierre Werner mériterait un monument ou qu'une place publique serait baptisée en son nom (rue, avenue, giratoire) à l'occasion de l'aménagement actuel de la Place de l'Europe à Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de proposer un projet à cet effet?

**Réponse** (26.2.2013) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Monsieur le Député regrette que sur la «Place de l'Europe» située au Kirchberg, aucun monument, ni aucune rue ne soit dédié à Monsieur Pierre Werner, Premier Ministre honoraire et précurseur de l'édification européenne. La question de Monsieur le Député prend son origine sûrement dans le fait que le 29 décembre 2013, on fêtera le 100<sup>e</sup> anniversaire de Monsieur Werner.

Je voudrais cependant attirer l'attention de Monsieur le Député sur le fait qu'il existe un Boulevard Pierre Werner au Kirchberg, à savoir la rue longeant l'Hôpital du Kirchberg.

Je voudrais ensuite rappeler que tant un centre culturel, évoqué par Monsieur le Député dans sa question parlementaire, qu'un centre administratif (au Kirchberg) portent le nom de Monsieur Werner.

Quant à un monument (buste) dédié à Monsieur Pierre Werner, je voudrais faire remarquer qu'un monument érigé sur la Place de l'Europe risque, vu la configuration et les dimensions des édifices à cet endroit, de ne pas être mis suffisamment en valeur.

Le cas échéant, la mise en place d'un monument dans le centre-ville pourrait être envisagée. Il faudra se concerter avec la ville de Luxembourg à ce sujet. Pour l'instant, aucun projet allant dans ce sens n'est prévu.





**Question 2519** (24.1.2013) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant l'**interdiction des produits phytopharmaceutiques et semences aux néonicotinoïdes**:

Par un avis publié le 13 janvier 2013, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) vient enfin de reconnaître certains effets néfastes de pesticides sur les abeilles, effets dénoncés de manière croissante et depuis les années '90 par des scientifiques indépendants et les apiculteurs d'abord français puis de nombreux pays européens, y inclus les apiculteurs luxembourgeois. Hier, l'Agence européenne de l'environnement a fait le même constat dans le «EEA Report N°1/2013: Late lessons from early warnings: science, precaution, innovation». Voilà pourquoi, je tiens à thématiser de nouveau l'interdiction des pesticides à base de néonicotinoïdes, à la fois pour protéger les pollinisateurs et la santé humaine, notamment celle des agriculteurs et travailleurs exposés aux substances visées.

Dans leur réponse à ma question parlementaire n°2184 du 5 juillet 2012 (*cf. compte rendu n°1/2012-2013*), Messieurs les Ministres avaient expliqué qu'il n'y avait actuellement pas de produits phytopharmaceutiques à base de néonicotinoïdes destinés au traitement des semences agréés au Luxembourg. Leur utilisation serait donc interdite vu que d'anciens agréments furent retirés et une nouvelle demande serait maintenue en suspens.

Toutefois, le Ministre de l'Agriculture avait déjà avoué à d'autres occasions ne pas posséder de données complètes et fiables quant à la mise en culture de semences au Luxembourg, vu qu'il reste possible d'acheter ces semences dans nos pays voisins. En raison du principe de la libre circulation des marchandises, il lui semblait a priori impossible d'interdire la commercialisation des pesticides concernés sans pour autant violer la législation communautaire, mais ses experts seraient néanmoins en train de vérifier au niveau juridique la possibilité d'instaurer cette interdiction.

Finalement, Messieurs les Ministres précisaient brièvement le fait qu'il existe bel et bien quatre produits «amateurs» agréés, mais destinés au traitement de plantes intérieures et donc sans lien direct avec la problématique de la mort des abeilles.

Vu que l'utilisation de ces produits et substances ne se limite pas uniquement aux semences de maïs ou de colza, mais peut aussi concerner des semences de lin, de betteraves et de certains légumes commercialisés dans nos pays voisins, et suite à l'avis de l'EFSA et du rapport de l'Agence européenne de l'environnement, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1) Est-ce que l'étude juridique sur les moyens d'interdictions de la commercialisation des produits concernés a abouti? Dans l'affirmative, quels sont les résultats?

2) Est-ce que la demande d'agrément mentionnée dans ma question parlementaire du 5 juillet 2012 est toujours tenue en suspens ou est-ce qu'elle a été entre-temps refusée?

3) Est-ce que Messieurs les Ministres partagent mon appréciation que les rapports de l'EFSA et de l'EEA modifient définitivement la donne et que des mesures d'interdiction à la fois des produits phytopharmaceutiques et des semences traitées devraient être immédiatement prises au Luxembourg, à défaut d'une interdiction immédiate dans l'UE?

4) Est-ce que la confirmation des effets néfastes sur les abeilles ne devrait pas également mener - par principe de précaution en matière de santé humaine - à une interdiction complète des produits à base de néonicotinoïdes destinés à une pulvérisation à l'extérieur ou à l'intérieur (habitations et bureaux)?

5) Est-ce que le Gouvernement va agir au niveau européen pour prévenir à l'avenir l'autori-

sation de tels produits dangereux en améliorant l'évaluation scientifique des produits avant leur commercialisation?

6) Est-ce que Messieurs les Ministres partagent ma conviction qu'il faudrait recourir systématiquement à des études sur les expositions à faibles doses et, sur le long, terme, travailler aussi sur des données indépendantes et analyser systématiquement les effets cumulés de plusieurs substances et leurs interactions éventuelles?

7) Vu le dépôt très tardif du projet de loi transposant la directive européenne 2009/128/CE visant «une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable» à la Chambre des Députés (11 janvier 2013) et vu l'importance d'aboutir rapidement à des résultats en matière de contrôle et de réduction de l'utilisation des pesticides, Monsieur le Ministre de l'Agriculture entend-il présenter et discuter, ensemble avec le projet de loi, le plan d'action national exigé par la directive, un plan d'action qui devra notamment fixer les objectifs quantitatifs, les cibles, les mesures et le calendrier en rapport avec les objectifs de la directive?

**Réponse commune** (4.3.2013) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les constats concernant les produits à base de néonicotinoïdes agréés au Luxembourg sont toujours corrects, c'est-à-dire que seuls des produits pour utilisation sur plantes d'intérieur et de balcon sont autorisés, mais qu'aucun produit n'est actuellement agréé pour le traitement des semences au Grand-Duché. Des semences traitées en provenance d'un autre État membre peuvent cependant être achetées et utilisées conformément aux législations nationale et communautaire.

**Question 1:**

La Commission européenne a présenté un projet de décision en vue de l'interdiction des produits à base de néonicotinoïdes. Cependant le comité permanent compétent n'a pas encore procédé à un vote. Ce retard est dû aux demandes de certains États membres qui voulaient une rédaction plus détaillée des conditions de l'interdiction (liste des plantes attractives pour les abeilles, périodes de l'année visées selon les cultures), mais aussi en raison de l'industrie qui conteste actuellement l'étude faite par l'EFSA et sur laquelle est basée la proposition de la Commission.

**Question 2:**

La demande est toujours en suspens.

**Question 3:**

La législation communautaire ne permet pas une décision unilatérale de la part d'un État membre. Le Ministère de l'Agriculture se propose cependant d'émettre une recommandation dans ce sens. Vu l'avancement de la saison et puisque les commandes de semences ont déjà été effectuées par les agriculteurs, il sera cependant difficile d'atteindre une réduction pour la saison de printemps 2013. Si la proposition précitée de la Commission est adoptée, elle pourra avoir une incidence au plus tôt pour les semis d'automne.

**Question 4:**

En l'état actuel des connaissances, les néonicotinoïdes sont caractérisés par une toxicité mammaire aiguë modérée (voie orale) et ne sont ni sensibilisants, ni irritants.

Ce profil de toxicologie mammaire est notamment attribué à une affinité sélective des néonicotinoïdes pour les récepteurs nicotinniques de l'acétylcholine des insectes<sup>1</sup>.

Même si l'application par pulvérisation de solutions est, si comparé aux autres méthodes d'emploi, effectivement une méthode d'appli-

<sup>1</sup> /Selective toxicity of neonicotinoids attributable to specificity of insect and mammalian nicotinic receptors/, Tomizawa and Casida, Annu. Rev. Entomol. \*2003\*. 48:339-64

cation avec un potentiel d'exposition de l'opérateur accru, le suivi des prescriptions d'usage, des mesures de précaution et de gestion du risque (comme p. ex. le cas échéant la mise en œuvre de mesures de protection individuels comme le port de gants) ramène l'exposition de l'utilisateur à un niveau très réduit.

Des risques mis en évidence pour les abeilles ne se prêtent donc pas à une extrapolation vers les humains et ne sauraient donc à eux seuls justifier une interdiction.

**Questions 5 et 6:**

Toutes les procédures d'évaluation des matières actives en vue de leur autorisation sont réglementées au niveau européen, et l'EFSA joue un rôle prépondérant à ce niveau pour tout ce qui touche à la mise en question de ces évaluations. Il est dès lors très difficile pour un État membre de remettre en question tout le système s'il ne dispose pas d'études approfondies, faites par des instances scientifiquement reconnues qui arriveraient à la conclusion que le système actuel est insuffisant pour assurer la protection de la santé de l'utilisateur (cf. suite donnée à l'étude de Monsieur Seralini concernant le glyphosate).

Les études demandées de la part des firmes (qui sont des études réalisées par des institutions indépendantes, mais financées par les firmes) en vue de l'autorisation d'une substance active sont régulièrement revues et adaptées au niveau UE en fonction des progrès et des connaissances dans les différents domaines de la santé ou de l'environnement, ce qui vient encore d'être le cas cette année.

Des études concernant les effets cumulés et les interactions entre produits sont des études très intéressantes, mais hélas extrêmement complexes et de trop longue durée pour être acceptables pour les firmes, dont les droits sur les substances actives expirent après dix ans en général, ce qui ne leur laisserait guère le temps de mettre de nouveaux produits sur le marché et d'en tirer profit.

**Question 7:**

Les services du Ministère de l'Agriculture sont en train d'élaborer le plan d'action national évoqué. Il est prévu qu'il sera présenté aux acteurs concernés avant son envoi à la Commission européenne.

**Question 2520** (28.1.2013) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **protection du sol**:

Le 29 juillet 2009, la déclaration du programme gouvernemental a été présentée. Dans cette déclaration, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures s'est engagé dans le domaine de l'environnement comme suit: «Afin d'assurer la protection du sol, il élaborera une législation spécifique en matière de protection du sol, tout en adhérant aux développements en la matière au niveau communautaire. Il se dotera des moyens nécessaires pour maintenir la protection du sol à un niveau élevé. Il s'attachera à réaliser une politique cohérente en matière d'assainissement d'anciens sites industriels et décidera, au cas par cas et sur base d'une analyse coût-efficacité, de leur destination future.»

L'engagement d'élaborer une loi pour protéger le sol a d'ailleurs déjà été manifesté dans les déclarations gouvernementales de 2004 et de 1999.

Les questions suivantes se posent:

1. Après 13 années d'annonce, est-ce que la législation spécifique est élaborée?

2. Si oui, quand la présentation du projet de loi aura-t-elle lieu? Quels seraient les moyens pour assurer la protection du sol? Est-ce qu'une évaluation de l'impact financier pour respecter les contraintes de la loi a été réalisée?

3. Si non, quelles sont les raisons du retard?

**Réponse** (1.3.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Des travaux concrets concernant l'élaboration d'une législation spécifique de protection des sols sont en cours. En 2011 et 2012, l'Administration de l'Environnement s'est investie dans l'analyse des options de fonctionnement de la future loi sur la protection des sols et la gestion des sites pollués. En 2012, durant neuf journées de travail, un groupe de travail d'experts internationaux a permis de finaliser une première version d'un avant-projet de loi sur la protection des sols et la gestion des sites pollués.

En ce qui concerne les aspects de la protection des sols proprement dits, le concept de fonctionnement est en ligne avec les idées de la proposition de directive de 2006. Pour le volet de la gestion des sites pollués, par contre, un concept de fonctionnement spécifiquement adapté à la situation luxembourgeoise a dû être élaboré. Ce concept contient un volet destiné aux modalités relatives à la prise en charge des sites contaminés orphelins. En outre, un catalogue d'idées pour le financement de ces prises en charge a été élaboré.

Ce texte est désormais analysé d'un point de vue juridique avant d'être présenté et discuté avec les autres acteurs concernés.

**Question 2521** (29.1.2013) de **M. Ben Scheuer** (*LSAP*) concernant le **P&R Wasserbillig/Mesenich**:

In der Antwort auf meine parlamentarische Anfrage Nr.1010 vom 16. November 2010 bezüglich des P&R Wasserbillig/Mesenich (*cf. compte rendu n°8/2009-2010*) hieß es, „dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur dabei ist, eine nationale und grenzüberschreitende P&R-Studie durchzuführen.“

Erste Erkenntnisse dieser Studie legten bereits Ende 2010 den Schluss nahe, dass die P&R-Anlage an der A1 bei Wasserbillig an einem normalen Wochentag stark ausgelastet sei, so dass ein Ausbau durchaus in Erwägung gezogen werden müsse. Eine endgültige Aussage dazu ließe sich jedoch erst nach Vorlage des P&R-Konzepts treffen, da die Anlage nicht isoliert betrachtet werden könne.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur folgende Fragen stellen:

- Ist die oben erwähnte Studie inzwischen abgeschlossen, und wenn ja, welche Schlussfolgerungen ergeben sich daraus für die zukünftige Nutzung und Entwicklung der P&R-Anlage am Grenzübergang Wasserbillig/Mesenich?

- Welche Initiativen zur Ausweitung des P&R-Angebots haben die zuständigen deutschen Behörden vorgesehen, und inwiefern wird sich der luxemburgische Staat an deren Umsetzung beteiligen?

**Réponse** (5.3.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Auf die parlamentarische Frage Nr.2521 bezüglich des P&R Wasserbillig/Mesenich möchte ich dem ehrenwerten Abgeordneten Ben Scheuer mitteilen, dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur die nationale und grenzüberschreitende P&R-Studie Anfang Dezember 2012 abgeschlossen hat.

Diese Studie hat für den Korridor B ergeben, dass am Grenzübergang Wasserbillig/Mesenich ein Bedarf von rund 900 Plätzen besteht.

Die praktische Ausführung der Ausweitung dieser Park&Ride-Anlage wird demnächst mit den deutschen Behörden in einem Gesamtkonzept von einem SMOT (Schéma de mobilité transfrontalier), das in den nächsten Wochen unter-schrieben wird, erarbeitet.

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.